

UNIVERSITY OF
ILLINOIS LIBRARY
AT URBANA-CHAMPAIGN
BOOKSTACKS

THE HECKMAN BINDERY, INC.
North Manchester, Indiana

HH

JUST FONT SLOT

TITLE

PEUPLES
MEDITERRANEANS
MEDITERRANEAN
PEOPLES

1978
NO. 2-5

909.09822
P462
no. 2-5

<IMPRINT>
U. of ILL.
LIBRARY
URBANA

PERIODICAL: ☐ CUSTOM ☐ STANDARD ☐ ECONOMY ☐ THESIS NO. VOLS. THIS TITLE LEAF A

BOOK: ☐ CUSTOM ☐ MUSIC ☐ ECONOMY AUTH. 1ST ☐

ACCOUNT LIBRARY NEW RUB OR SAMPLE TITLE I.D. COLOR
66672 001 570185 WHI 58

ACCOUNT NAME
UNIV OF ILLINOIS

ACCOUNT INTERNAL I.D. ISSN.
STX

ID. #2 NOTES BINDING FREQUENCY WHEEL SYS. I.D.
0 1 3

COLLATING

ADDITIONAL INSTRUCTIONS

SEP. SHEETS PTS. BD. PAPER TAPE STUBS CLOTH EXT. GUM STU
FILLER

POCKETS PAPER BUCK CLOTH SPECIAL PREP. LEAF A

INSERT MAT. ACCOUNT LOT NO. JOB NO.
101 H110

PRODUCT TYPE ACCOUNT PIECE NO. PIECE NO.
11 14 3 32

HEIGHT GROUP CARD VOL. THIS TITLE
8.7 1 3

COVER SIZE
F 10

16863

709.09822
P462

ISSN 0399 - 1253

140-3

LES MEDITERRANEENS MEDITERRANEAN PEOPLES

ue
estrielle

Janvier-Mars 1978

- | | |
|-----------------------------|--|
| Thierry Brun René Dumont | Iran : des prétentions impéria- les à la dépendance alimentaire |
| Saadallah Wannous | L'essentiel n'est plus de changer le roi |
| Gaston Cothurne | Vers un théâtre arabe «solidaire» |
| Percy Allum | Naples : un bloc de pouvoir ur- bain en Méditerranée |
| François Pernet | A propos du pastoralisme Corse |
| Ilan Halevi | Sous Israël, la Palestine |
| Etienne Bolo | Les adolescents Maghrebins des cités de transit |
| Gilbert Grandguillaume | De la coutume à la loi : droit de l'eau dans le touat précolonial |
| (Collectif) | Cultures et politiques en Médi- terranée |

L'initiative du lancement de la revue **Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples** revient aux personnalités scientifiques françaises suivantes : Mesdames et Messieurs Jacqueline Arnaud, Marie-Christine Aulas, François Benardais, Jacques Berque, Etienne Bolo, Pierre Boisseau, Thierry Brun, Carmel Camilleri, Jean-Claude Chasteland, Serge Demailly, Wanda Dressler-Holohan, Guy Ducatez, Jacky Ducatez, René Dumont, Gilbert Grandguillaume, Serge Jonas, Bernard Kayser, Henri Lefebvre, Jean-François Leguil, Raymond Ledrut, Yvon Lemoal, Christian de Leusse, Michel Marié, Pierre Marthelot, Georges Montchaussé, Bernard Morel, Hubert Nyssen, Michel Oriol, Maurice Parodi, Elisabeth Picard, François Pernet, Georges Ravis Giordani, Maxime Rodinson, Marlène Shamay, Christiane Veauvy, Jean Viard, Pierre Vilar, Paul Vieille.

Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples est une revue internationale ouverte à tous ceux qui se sentent très généralement en accord avec l'orientation critique exprimée dans le texte de présentation du premier numéro ; leur diversité sera reflétée par la composition du comité de rédaction de la revue, progressivement mis en place.

Revue trimestrielle **Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples** est bilingue (Français-Anglais), chaque article comporte un résumé dans l'autre langue de la revue. Les manuscrits adressés à la Rédaction ne peuvent excéder 30 feuillets dactylographiés de 2 500 signes. Écrits en Français ou en Anglais ils doivent être communiqués en deux exemplaires et résumés en 1 000 signes au maximum, si possible dans l'autre langue de la Revue.

| Abonnement 1 an | France | Autres Pays |
|-----------------|-------------------|-------------|
| | (Francs français) | |
| Ordinaire | 90 | 100 |
| de soutien | 150 | 150 |

Voir en dernière page le bulletin d'abonnement.
Le numéro 25 Frs.

Rédaction, administration, abonnements : B.P. 1907/75 327
Paris Cedex 07, Tél. 567 01 41.
Ventes : Éditions Anthropos, 12 Avenue du Maine, 75 015 Paris,
Tél. 222 76-82

Directeur de publication : Paul Vieille

PEUPLES MEDITERRANEENS MEDITERRANEAN PEOPLES

Revue
trimestrielle

No 2

Sommaire Janvier-Mars 1978

| | |
|--|-----|
| Thierry A. Brun, René Dumont — Des prétentions impériales à la dépendance alimentaire : le développement du secteur agro-alimentaire en Iran | 3 |
| Saadallah Wannous — L'essentiel n'est plus de changer le roi. | 25 |
| Gaston Cothurne — Vers un théâtre arabe «solidaire». | 35 |
| Percy Allum — Un bloc de pouvoir en Méditerranée : le cas de Naples dans l'après guerre. | 55 |
| François Pernet — Quelques questions exemplaires à propos du pastoralisme Corse | 73 |
| Ilan Halevi — Sous Israël, la Palestine | 87 |
| Etienne Bolo — Les adolescents Maghrebins des Cités de Transit. | 97 |
| Gilbert Grandguillaume — Droit de l'eau et statut des communautés locales dans le Touat précolonial. | 119 |
| (Collectif) — Cultures et politiques en Méditerranée. Questions et propositions | 137 |
| Abstracts | 165 |

ÉDITIONS ANTHROPOS
12, avenue du Maine, 75015 - PARIS

**DES PRÉTENTIONS IMPÉRIALES A LA DÉPENDANCE
ALIMENTAIRE :
REMARQUES SUR LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR
AGRO-ALIMENTAIRE EN IRAN**

Thierry A. BRUN* et René DUMONT*

A Téhéran comme à l'étranger on sentait confusément que le type d'expansion galopante lié à l'accroissement fantastique de la rente pétrolière ne pouvait durer plus longtemps. Les lendemains seraient assurément difficiles. Nous y sommes.

L'euphorie a fait place à l'inquiétude, pour certains à l'angoisse. S'expliquant en automne 1976 à un journaliste américain, le Chah déclarait en substance :

«Le secret de la réussite est de prendre systématiquement le contre-pied des conseils prodigués par les technocrates». (17)

Cependant, en août 1977, il faisait appel à l'un d'eux, Djamshid Amouzegar, représentant de l'Iran à l'OPEP, pour remettre de l'ordre dans l'économie. Les grandes options du développement seront-elles remises en cause ? Certains économistes se montrent pessimistes et déclarent que le Chah «... constatant que tout allait mal dans le pays, ... a chargé un autre premier ministre de faire la même politique que le précédent» (4). Nous examinerons ici où en est aujourd'hui la situation agro-alimentaire de l'Iran.

Depuis de nombreux mois les signes avant-coureurs d'une crise se sont multipliés : mévente du pétrole en 1976, baisse persistante des revenus pétroliers (19.5 milliards de dollars en 1977 contre 20.5 milliards en 1976), déficit du budget du commerce

* Ingénieur Agronome INA, Docteur du Collège d'Agriculture de l'Université de Californie, Berkeley, U.S.A.

* Professeur Honoraire à l'Institut National Agronomique de Paris-Grignon.

extérieur, inflation galopante (officiellement 20% mais en réalité 30%), stagnation de la production agricole. Sur les marchés les pénuries se multiplient et se prolongent : pommes de terre, oignons, viande, lait, sucre... pannes d'électricité, détérioration des circuits d'approvisionnement d'objets d'usage courant (3-4). En ville, la peur de manquer de l'essentiel succède aux achats massifs de biens de luxe.

Aux déclarations triomphantes du Premier Ministre, Amir-Abbas Hoveyda, qui s'engageait à placer l'Iran avant la fin du siècle parmi les cinq premières puissances mondiales, succèdent les constatations embarrassées des techniciens confrontés à l'essoufflement de l'économie. Fébrilement, au sein de chacun des ministères récemment redistribués, on fait des comptes. Ce n'est pas chose facile en agriculture car, comme le souligne le rapport de la Banque Internationale de Reconstruction et Développement, les statistiques agricoles surestiment la croissance de la production et les relevés de la Banque Centrale sous-estiment systématiquement l'augmentation des prix (3). Nulle part le bilan n'est plus sombre qu'en agriculture. Tout à leurs préoccupations urbaines et industrielles les économistes semblaient ignorer la dégradation rapide de ce secteur qui depuis la fin des années 60 ne couvre plus les besoins alimentaires du pays devenu l'un des grands importateurs de produits agro-alimentaires du Moyen-Orient. (Tableau 1).

Tableau 1 : *Principales importations de produits agricoles*
(en milliers de tonnes).

| Produits | 1974-75 | 1975-76 |
|--------------|---------|---------|
| Blé | 1 433,9 | 1 439,6 |
| Orge | 178,5 | 203,9 |
| Riz | 191,4 | 282,9 |
| Maïs | 222,9 | 146,9 |
| Viande rouge | 24,2 | 53,8 |
| Sucre | 219,5 | 596,5 |
| Thé | 12,6 | 12,9 |
| Corps gras | | |
| Végétaux | 226,7 | 231,2 |

Source : Foreign Trade Statistics of Iran (cf. 16)

Dans le rapport adressé à S.E. Madjidi, Ministre du Plan et du Budget, en mai 1977, l'un de nous (R.D.) soulignait que l'indépendance économique d'un pays exige un certain degré d'autonomie alimentaire, qui, sans viser une totale autarcie, soit capable d'alimenter le pays en cas de difficultés internationales, gênant ou arrêtant, dans la région considérée, le commerce international. Les pays pétroliers risquent d'être particulièrement visés et peuvent se voir opposés, en face d'un prix du pétrole jugé trop haut (par les importateurs)*, des tarifs vraiment excessifs pour les céréales». (10)

Or les importations de denrées alimentaires augmentent actuellement de 14% par an. A ce rythme l'Iran importerait avant 1985 plus de la moitié de son alimentation (11). Sur ce point, nous sommes en désaccord total avec le rapport de la BIRD qui, soulignant que l'Iran devra importer de plus en plus, ajoute (p. 50 :

«L'Iran ne doit pas se sentir vraiment vulnérable aux approvisionnements et prix mondiaux, si une politique logique d'importation à long terme est adoptée... L'Iran peut encore importer beaucoup de produits agricoles moins chers que s'ils étaient produits dans le pays... les importations peuvent donc être utilisées pour réduire les prix à la consommation» (3).

C'est une dangereuse politique de facilité qui est conseillée, et elle renforcerait la capacité de chantage des grands exportateurs de céréales, si elle était appliquée.

Disons que si la perspective couramment admise d'un doublement de la population en moins de 40 ans se concrétisait, alors qu'à cette échéance les ressources en pétrole seraient sans doute fort réduites, la situation alimentaire risquerait fort de devenir très difficile. Car nul ne sait si l'industrie que l'on établit en toute hâte (avec trop de hâte ?) sera toujours compétitive. Et il est fort à craindre que le déficit alimentaire atteigne, dans le cas de prolongation des errements actuels, des proportions difficilement soutenables (10).

Contrastant étrangement avec les statistiques officielles qui indiquent des augmentations spectaculaires de production entre

* Les problèmes posés par la fixation du prix du pétrole dépassent le cadre de cet article ; nous ne voulons nullement suggérer ici que les prix du pétrole sont à notre sens trop élevés.

1974-75 et 1976 (voir tableau 2) de nombreux témoignages font état de désorganisation des nouvelles unités de production, de rendements médiocres, d'abandon de récoltes, d'insuffisance de main-d'œuvre pour la cueillette des agrumes du Guilan ou la récolte de l'opium du pavôt à Hamedan. Partout, l'exode rural prive le monde paysan de ses éléments les plus actifs et laisse des champs en friche. Les canaux d'irrigation traditionnels, «les qanats» se tarissent ou s'effondrent faute d'entretien ou à cause de l'abaissement des nappes phréatiques causé par un motopompage non contrôlé. Il ne s'agit pas là d'un phénomène récent. La désorganisation du monde rural a des racines lointaines comme nous le verrons plus loin et les performances de l'agriculture iranienne étaient déjà médiocres bien avant le «boom pétrolier» de 1973-74. (3)

Tableau 2 : *Évolution de la production agricole*
(en milliers de tonnes)

| Produit | (21/3/74 - 20/3/75) | (21/2/75 - 21/3/76) | Variation % |
|------------------------|---------------------|---------------------|----------------|
| Blé | 4 700 | 5 500 | +17 |
| Orge | 862 | 1 430 | +8,0 |
| Maïs | 50 | 65 | +30 |
| Coton brut | 715 | 470 | -54,3 |
| Betteraves à sucre . . | 4 300 | 4 670 | +8,6 |
| Sucre de canne . . . | 1 100 | 1 100 | 0 |
| Thé | 96 | 80 | -16,7 |
| Graines oléagineuses | 79 | 85 | +7,6 |
| Tabac | 14 | 15 | +4,9 |
| Viande rouge | 468 | 514 | +9,8 |
| Viande de volaille . . | 98 | 115 | +17,4 |
| Oeufs | 89 | 114 | +2,3 |
| Lait | 2 300 | 2 400 | +4,3 |

Source : Ministère de l'Agriculture et des Ressources naturelles
(Réf. : 16)

De 1959 à 1972, la valeur ajoutée au secteur agricole eut un taux de croissance officiel à peine supérieur à la croissance démographique : 3,5% contre 3% et ce taux moyen cache en réalité des différences importantes selon les productions. Ainsi durant le Troisième Plan (1963-1967) l'accroissement de la production provint pour une bonne part de l'extension des surfaces cultivées

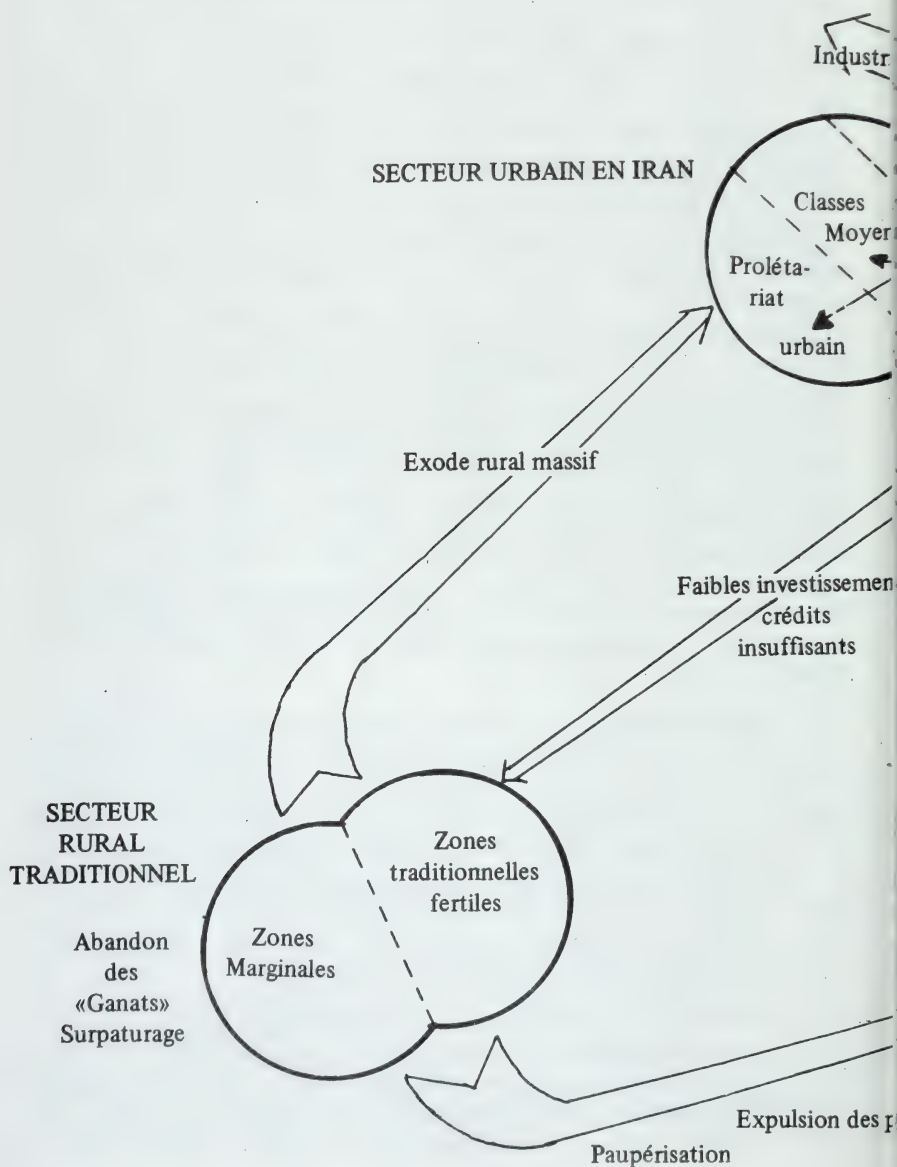
en blé et orge, grâce à la Réforme Agraire, mais sans amélioration sensible des rendements. Durant le Quatrième Plan (1968-1972) les principales bénéficiaires de la mécanisation ne furent pas les denrées de base mais les cultures industrielles telles que le coton, les fourrages, les agrumes, la canne et la betterave à sucre. A la même époque la production de blé ne croît que de 1% l'an, celle d'orge décroît, celles de lait (+ 1%) de viande rouge (+ 3%) ou de laine (qui décroît) présentent toutes des taux de croissance inférieurs à celui de la population — dont la demande alimentaire augmente de 10 à 20% par an selon les produits. Comment dans ces conditions a évolué la consommation ?

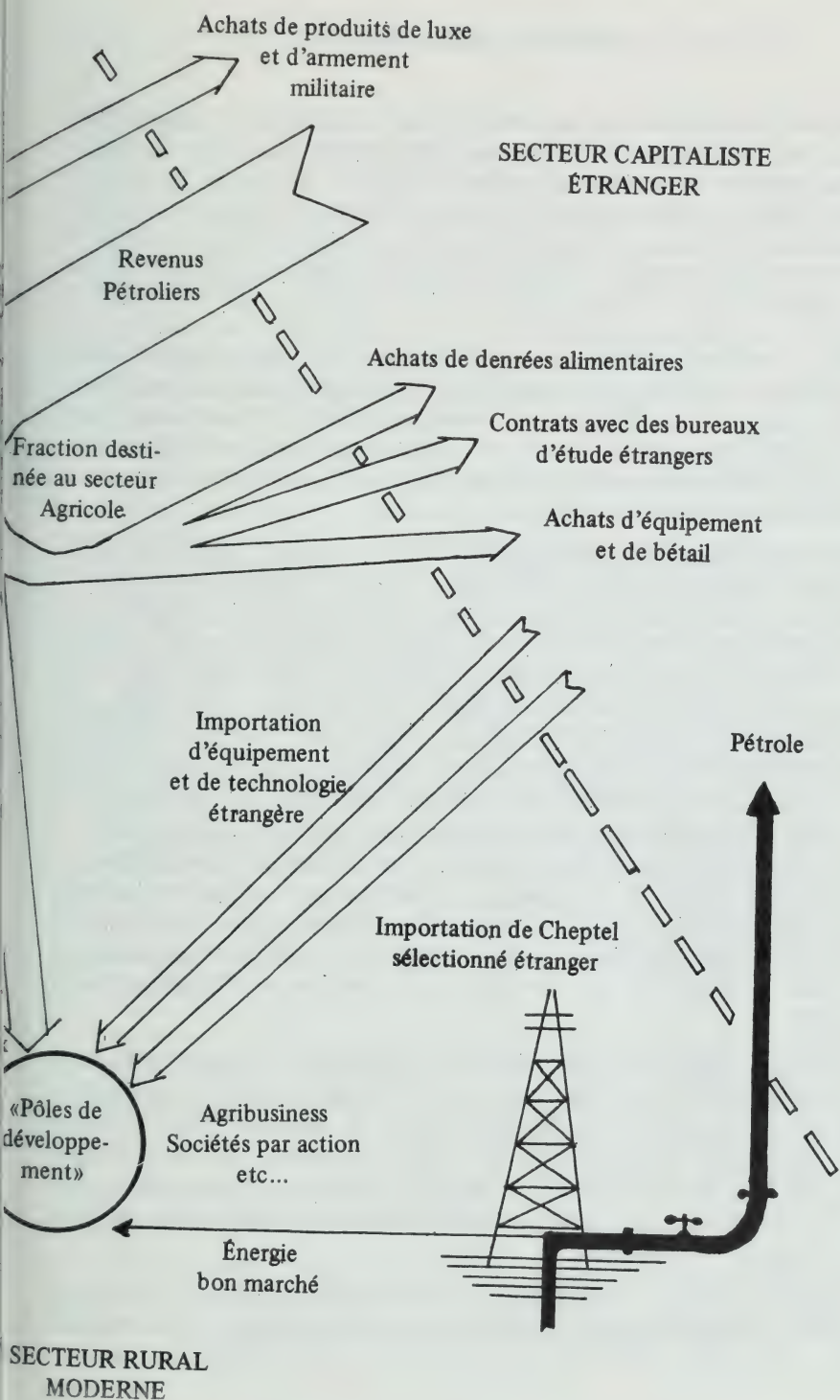
Depuis qu'elle a réalisé en 1959 une enquête budget-consommation, la Banque Centrale d'Iran s'intéresse à l'évolution de la consommation et a réalisé chaque année à partir de 1965 une enquête sur 1 600 à 1 800 ménages tant urbains que ruraux. Quel ne fut pas en 1970 l'étonnement des experts de la Banque Mondiale et de l'Organisation du Plan et du Budget que de constater d'après ces enquêtes, qu'entre 1959 et 1970, la consommation urbaine per capita avait diminué considérablement (3) pour un certain nombre de produits : réduction de 40% pour les produits laitiers, ceci étant en partie dû à la substitution du beurre par les margarines ; 20% de réduction de la consommation de viande de mouton non compensée par l'augmentation légère de la consommation de bœuf et de poulet. Diminution également des niveaux de consommation de pain, de riz, de légumineuses, de sucre et de thé.

La dégradation des conditions d'alimentation qu'exprimaient ces chiffres ne peut être expliquée ni par des erreurs d'échantillonnage ni par des erreurs de dépouillement. Face à cette réalité contraire aux déclarations officielles qui promettaient la « grande civilisation » aux sujets de sa Majesté, la Banque Centrale adopta une attitude extrêmement pragmatique. Elle désavoua son service d'enquête, décréta que ces résultats n'étaient pas « plausibles » et décida d'abaisser au niveau de 1966 tous les chiffres de consommation de 1959 qui étaient supérieurs (9).

A l'Institut de Nutrition et d'Alimentation d'Iran on eut parfois recours à des pratiques semblables. Lorsqu'en 1972, par exemple, les enquêtes alimentaires effectuées dans les tribus Gashgaïs montrèrent qu'elles traversaient une sévère disette les chiffres de consommation furent systématiquement relevés. Même avec de

Fig. 1 : Dans le mode de développement actuel les revenus pétroliers bénéficient peu au secteur rural traditionnel qui assure pourtant la plus grande partie de la production agricole ; ce secteur sert essentiellement de réservoir de main-d'œuvre aux deux autres secteurs qui bénéficient de la quasi-totalité de la rente pétrolière.





pareilles précautions les archives et les publications issues des travaux de cet Institut (5-11) n'en constituent pas moins autant de dossiers sur la sous-alimentation en Iran : marasme et kwashiorkor dans les bidonvilles de Téhéran, anémie presque partout, goître dans le centre du pays, rachitisme dans la région d'Ispahan, xérophtalmie dans les régions sud du golfe Persique... etc... (5-8, 13-15, 18).

On a tenté d'expliquer la dégradation de l'alimentation urbaine par une amélioration sensible de la consommation en zone rurale : grâce à la Réforme Agraire les agriculteurs auraient pu consommer leur production et les villes auraient de ce fait souffert d'un approvisionnement réduit. Rien de tel ne ressortait des enquêtes en milieu rural. (13)

Les chercheurs qui travaillaient sur ces sujets, comme les organismes iraniens dont ils dépendaient, étaient d'ailleurs très conscients du caractère explosif de ces enquêtes et le directeur de l'Institut de Nutrition fut d'ailleurs sommé à plusieurs reprises d'être plus discret sur ses résultats qui d'ailleurs ne dépassaient pas les limites d'un petit cercle scientifique. Ainsi lorsque nos mesures de la dépense énergétique paysanne montrèrent que les besoins en calories du paysan iranien sont sensiblement supérieurs à ce que la FAO recommandait (7) on ne révisa nullement les conclusions trop optimistes des enquêtes effectuées durant 10 ans (1961-1971). Seules les premières enquêtes furent traduites en anglais, les suivantes restèrent en persan et l'ensemble ne fut pas autorisé à être publié malgré les demandes réitérées d'un expert de la FAO qui avait participé à leur réalisation. Il n'était pas admissible que l'on publia que les sujets de l'empereur étaient sous-alimentés.

Il paraît cependant incontestable qu'un écart grandissant se soit creusé entre le niveau de vie des urbains et celui du monde rural dont les conditions d'alimentation se sont peu améliorées dans l'ensemble et dégradées en certains endroits. Encore faut-il au sein des citadins mettre à part les milliers de nouveaux venus qui habitent des taudis et constituent un prolétariat aussi démuné que sous-employé.

S'agit-il, dans les campagnes comme dans les villes, d'une dégradation transitoire des conditions de vie des plus vulnérables ? Était-ce inévitable dans le bouleversement de l'appareil de pro-

duction par la Réforme Agraire dont les objectifs d'amélioration de la situation paysanne seront néanmoins atteints à une date ultérieure ? Ou doit-on admettre que le démembrement des grandes propriétés de la noblesse terrienne obéit à une rationalité dont le bien être des paysans et leur participation au progrès national sont absents ? L'histoire de la Révolution Blanche qui constitue la fierté du régime, paraît refléter fidèlement le jeu d'alliances et de conflits qui sont survenus entre les classes dominantes iraniennes : l'aristocratie, la bourgeoisie commerçante du « bazar » et la famille impériale sans omettre leurs alliés américains et britanniques. Dans cette perspective, la Réforme Agraire qui casse la grande propriété foncière peut être analysée comme le point culminant de la rupture entre la noblesse terrienne et le pouvoir, comme l'expression d'une modification radicale des rapports de production et des rapports sociaux ; ce qui constitue à proprement parler une révolution (20-21). Elle exprime également l'incapacité des anciennes structures de résister au jeu des forces sociales qui se sont développées depuis la découverte des gisements pétroliers du Khuzistan au début du siècle. Le génie du Shah et de ses alliés a été, semble-t-il, de sentir avec justesse cette déformation du parallélogramme des forces sociales et de manœuvrer habilement pour conserver le pouvoir. D'ailleurs cette évolution obéit fidèlement à la logique du mode de production capitaliste.

- séparation des producteurs de leurs outils de production : ceci se fait en plusieurs étapes, abolition de l'ancien régime de la propriété, distribution des terres à de petits propriétaires, pression pour (voire « obligation de ») la cession des terres aux « Sociétés Agricoles par actions » ou aux « Sociétés coopératives rurales de production ».

- libération de la main-d'œuvre par les opérations ci-dessus, complétées parfois d'expulsions avec ou sans indemnisation (cas du périmètre de Dezfoul) et de l'asphyxie des zones « marginales ». L'installation sur les terres mises en valeur grâce aux barrages, de grandes unités agro-industrielles mécanisées, prive la croissance démographique des campagnes d'exutoire (20) et accentue la généralisation du salariat tant urbain que rural.

- création d'un marché national intégré au marché mondial garantissant sans restriction le mouvement des capitaux, en particulier vers le secteur hautement rentable de l'agro-industrie.

Ce n'est qu'à la lumière de cette dynamique que l'on peut comprendre le ralliement de l'ancienne aristocratie foncière initialement hostile à la réforme, aujourd'hui associée dans sa majorité à la modernisation de l'agriculture. Celle-ci n'a pas détruit que l'appareil féodal mais également les formes ancestrales d'unité de travail coopératif paysannes qu'était le « Boneh ». Au sein de celui-ci, chaque titulaire de « nassagh » avait des droits en terre et en eau, ainsi que des obligations vis-à-vis de la collectivité. Cette organisation assurait autrefois une répartition relativement équitable de la production et la prise en charge collective des services communs (16 bis).

En ne reconnaissant pas cette organisation traditionnelle lors de la création des coopératives des productions et en ne distribuant des terres qu'aux titulaires de « nassagh » la politique agricole exprime clairement la négation du pouvoir paysan.

L'extrême morcellement des parcelles individuelles, leur dispersion, l'isolement du petit exploitant sans accès au crédit, endetté, divisé, sont autant de facteurs qui favorisent l'entrée progressive des paysans dans des structures de production nouvelles.

Bien que différentes dans les textes, les sociétés coopératives et les sociétés agricoles par actions fonctionnent de façon très semblable avec le groupement des achats et des ventes et une gestion centralisée confiée à un directeur nommé et quelques ingénieurs payés par l'État.

Les sociétés anonymes agricoles sont constituées « en principe » après accord des propriétaires dotés de terres par la réforme agraire ; mais il semble bien que ceux-ci n'aient guère la possibilité de témoigner leur désaccord, qui serait assez fréquent. Ces sociétés sont dirigées par un directeur, émanation de l'administration ; et les paysans y ont l'impression d'être dépossédés des terres. Ils n'ont pratiquement pas voix au chapitre pour l'organisation de la production. Celle-ci bénéficie certes de crédits importants, puisque à Esfahanak comme près de Persépolis les subventions et crédits bonifiés dépassent ou dépasseront cent millions de rials ; pour deux groupements réunissant l'un 133, l'autre 80 familles. Il est bien évidemment impossible d'étendre des crédits aussi élevés à près de 3 millions de familles rurales ! Par ailleurs l'encadrement technique, payé par l'État, est d'un agronome et de deux techniciens (plus beaucoup de personnel subalterne) pour de si modestes ensembles ; il ne peut non plus être généralisé. Bénéfi-

chiant de sols riches, dotés de droits d'eau élevés, de crédits énormes, de bâtiments parfois somptueux (Persépolis), ces fermes ont en outre reçu le monopole de la culture de plus grand rapport, le *pavot* à opium. Sur l'une d'elles, 3% de la surface consacré au pavot procure 30% des revenus.

Et cependant les résultats économiques ne semblent pas être aussi brillants qu'il est officiellement annoncé. Ils sont *dûs, quand ils existent*, aux très gros investissements de l'État, tant en améliorations foncières (machines, tracteurs, nivellement, irrigations, engrais...) qu'en technicité. La qualité technique des cadres n'est pas toujours à la hauteur : semis trop profond du blé à Esfahanak, où l'agronome n'a jamais pensé à regarder le système racinaire des céréales (10).

Dans la société agricole, l'actionnaire reçoit, en échange du droit qu'il cède sur sa terre et de ses moyens de production, des actions d'une valeur correspondante. Il peut de plus s'il le souhaite travailler comme journalier sur l'exploitation et percevoir un salaire.

Par ailleurs la répartition des bénéfices se fait au prorata des parts reçues, qui sont parfois très inégalement réparties. De sorte que les plus riches peuvent vivre sans travailler, ou d'un autre travail, avec des rentes résultant finalement surtout des crédits d'État. Il eût été possible de répartir au moins la moitié des bénéfices en proportion *du travail* fourni par chacun des adhérents. Ainsi chacun aurait pris plus d'intérêt à fournir plus de travail (10).

La loi concernant la création de ces SAA indique... «qu'il serait souhaitable que les actions de chacun des actionnaires ne soient pas inférieures à l'équivalent de 20 hectares de terre irriguée ou 40 hectares de terre non irriguée». La moyenne des petites exploitations individuelles étant actuellement inférieure à 2 hectares, il en résulte que dans toute la mesure du possible on incitera au départ les petits actionnaires qui n'ont d'autre alternative que de céder leur action à ceux qui restent et de chercher un emploi salarié.

Un autre aspect de la politique agricole exprimé par la loi de 9 juin 1975 vise à créer des «pôles de développement». La priorité est donnée à vingt pôles couvrant une aire potentielle de 1,8 millions d'hectares. Cependant, le plus grave est qu'on envisageait l'exclusion délibérée de tout soutien gouvernemental aux *fermes*

dispersées et aux zones marginales. D'après Hushang Saedloo (19), S.E. Mansour Rowhani E., Ex-Ministre de l'agriculture, prévoyait :

«un découragement positif hors des limites des pôles... La Banque agricole ne doit pas y accorder de crédits, la Société Nationale des pétroles y vendre du fuel à bon marché, le Ministère de l'Agriculture n'y doit pas assurer la protection des cultures, la vulgarisation, la location-vente des machines agricoles... On n'y doit point bâtir d'écoles rurales ni de dispensaires ni fournir de routes et d'électricité. Ainsi la migration des populations vivant en dehors des pôles vers ceux-ci pourra être encouragée».

De tels propos font frémir. La dispersion de l'habitat iranien correspond à celle des ressources en eau, et nombreuses — même si elles sont modestes — sont celles situées hors des pôles. L'élimination des zones «hors pôles», qualifiées souvent de *zones marginales*, augmenterait le sous-emploi et le *chômage*, réduirait la *production agricole d'au moins 30%* et conduirait à la désertification de vastes zones du pays (10).

A terme, l'absence de soutien, voire l'abandon délibéré des zones marginales et des petites exploitations familiales consiste à éliminer d'Iran les bases même du système de production antérieur à la réforme agraire.

Ainsi les parcours occupent une large fraction des terres non habitées et non cultivées, soit 80% de l'étendue du territoire. Le cheptel ovin et caprin y prélève annuellement l'équivalent fourrager de 8,5 millions de tonnes d'orge, soit en unités fourragères plus que la production céréalière totale iranienne. La viande, le lait, la laine et les peaux produites sur les terrains de parcours représentent une valeur ajoutée nette annuelle de 40 millions de rials, soit le quart de la valeur ajoutée nette du secteur primaire.

La politique actuelle consiste donc à abandonner des ressources naturelles pratiquement gratuites, qui même aménagées pour éviter leur dégradation, reviennent très bon marché. La substitution actuellement en cours de l'élevage ovin et caprin par les bovins importés à grand frais ne pourra, elle, s'appuyer que sur des importations massives d'aliments concentrés à base de soja ou de déchets d'industries alimentaires. Or le commerce international des aliments du bétail est dominé par quelques firmes multinationales.

Dans deux études qu'il leur consacre, Nader Afshar Naderi (1) montre l'importance sociale, économique (sinon politique) du problème du nomadisme. Il pense que ceux-ci possèderaient au moins 35 millions d'ovins — caprins (un bon tiers de caprins), sur un troupeau national qu'il évalue à 57 millions. Il estime à 100 000 tonnes de viande nette leurs ventes en année normale (71% de viande ovine). L'élevage procurerait, dit-il, 45% des ressources agricoles (2) du pays, et près de la moitié des produits de cet élevage viendrait des nomades, qui constitueraient 12,5% de la population non-urbaine du pays...

Nader Afshar conclut que leur sédentarisation n'est nullement à conseiller, car elle amènerait une réduction de leur production. Dans de nombreuses régions, le nomadisme apparaît être *écologiquement* la seule solution permettant, s'il est bien organisé, une utilisation rationnelle des ressources naturelles.

Traditionnellement, les nomades représentaient une force politico-militaire, souvent opposée au pouvoir central. Ils restent une force économique, malheureusement dominée par les commerçants et les usuriers de la ville, qui achètent parfois avant la naissance les agneaux à livrer au sevrage à 6 mois ; mais souvent ils restent confiés aux nomades, le croît après sevrage étant partagé par moitié. De la sorte les agneaux sont sous-payés, et les mêmes commerçants fournissent aux nomades sucre, thé, étoffes, etc... souvent au double de leur prix normal. Ces deux modes d'exploitation arrivent à priver les nomades de plus de la moitié de la valeur de leur production.

Les récentes mesures gouvernementales, nationalisant les pâturages ont privé les nomades d'une partie de ceux-ci, accentuant la récente baisse de production de viande. La sédentarisation se produit, soit par décision administrative soit chez les nomades dépourvus de bétail à la suite d'une mauvaise année. Elle se réalise un peu n'importe où, n'importe comment, faute de plan et d'organisation. Il en résulte que les nouveaux sédentaires sont généralement de nouveaux prolétaires : faute d'argent, de connaissance, de métier.

On leur a souvent attribué de mauvaises terres, les meilleures étant réservées aux agro-business et autres formes de production dites modernes. A leur inexpérience de la culture s'ajoute l'absence d'organisation, de soutien (crédits, assistance technique) de la sédentarisation, et l'abandon de pâturages, que seule la transhumance pouvait utiliser (10).

La problématique des petits agriculteurs est assez semblable à celle des éleveurs. Contrairement aux allégations* des experts de la BIRD (3) reprises par l'ex-Ministre de l'Agriculture (19) les petites exploitations commercialisent au minimum 45% de leur production et assurent ainsi la moitié de l'approvisionnement même du marché des produits agricoles. Comment en serait-il autrement dans un pays qui importait peu d'aliments il y a 15 ans et dont plus de 70% de la production agricole provient encore des petites exploitations.

L'exploitation familiale est encore très largement dominante et l'implantation de grandes et moyennes entreprises telle qu'elle est pratiquée actuellement ne peut assurer un volume production globale comparable avant longtemps.

Certes sur une large proportion de ces petites exploitations le niveau technique est faible : les rendements du blé irrigué (15-18 qx/ha) ou ceux de la betterave sucrière (20-25 tonnes/ha) pourraient être doublés sans accroissements importants des coûts de production. D'ailleurs dans certaines régions comme Ispahan, Yazd, Rezaieh ou Nishapour, des exploitants traditionnels atteignent déjà grâce à des aménagements modestes, des rendements élevés.

Parallèlement, on assiste sur les périmètres nouvellement mis en valeur ou dans les pôles agricoles qui bénéficient de toute l'aide de l'État à des performances économiques médiocres voire désastreuses. Les rapports officiels, par une falsification systématique des bilans d'exploitation, tentent de dissimuler les déficits considérables qui caractérisent ces exploitations.

Durant la dernière décennie, la province qui a fait l'objet du plus gros effort de développement a été celle du Khuzistan avec la construction du barrage de Dez, achevé en 1962, qui permettait de mettre en valeur 95 000 hectares. En 1974 il n'y avait toujours que 20 000 hectares d'irrigués bien que l'on ait expulsé les 38 000 familles paysannes de 57 000 hectares et confié la plus grande partie de l'exploitation des terres à quatre sociétés agricoles géantes du type «agro-business» (3).

La BIRD (3) ne conclut-elle pas à ce sujet :

* «Nearly half the cultivated land is in holdings of less than 10 hectares, and of an enterprise size that fails to generate significant if any surplus over family consumption...» Rapport BIRD, p. 30.

«... Il n'est pas clairement établi que les investissements importants effectués pour le développement agricole du Khuzistan soient un succès sur le plan économique et social. L'accroissement de la production agricole a été obtenu au prix d'investissement en capitaux d'un montant colossal, de pertes financières de la part des «agribusiness-corporations», de manque à gagner majeur du Gouvernement, du fait des concessions en matière de loyer, de droit de douane, de prix de l'eau, de prêts à faible taux d'intérêt et autres formes de subventions aux «Agrobusiness». Le fait que dix ans après l'achèvement du barrage, un cinquième seulement du périmètre dominé soit effectivement mis en valeur... a des implications lourdes de signification pour la viabilité économique des investissements effectués dans ce barrage. Du point de vue social, la masse de la population rurale a peu bénéficié du développement agricole de la région» (3).

Le cas du barrage de Dez n'est probablement pas unique. Bien qu'ils aient été achevés respectivement en 1968 et 1970, les barrages d'Aras et de Shah Abbas ne sont pas encore pratiquement exploités. Malgré leur importance vitale dans les régions arides en voie de dépeuplement accéléré (6), les aménagements hydrauliques sont souvent réalisés avec une lenteur et une absence d'organisation spectaculaire. Ainsi le petit barrage de Pishin au sud-Balouchistan est toujours au stade de début de chantier au printemps 1977, soit sept ans après le lancement des études d'aménagement. L'atmosphère du campement évoque une tour de Babel dont les techniciens iraniens, autrichiens, pakistanais et français se rejettent mutuellement la responsabilité des incohérences et de la pagaille indescriptible ou l'absence d'une langue et d'une pratique de travail commune n'est pas étrangère à l'incompréhension des partenaires.

De la part des agences iraniennes comme de celle des sociétés étrangères, il semble que l'on ait donné le plus souvent la haute priorité aux aménagements gigantesques, comportent des achats de matériel considérable, et l'intervention d'armada d'ingénieurs en tous genres. L'Iran achetait le développement agricole comme un «kit» à l'échelle de ses ambitions : barrages, réseaux d'irrigation, engins de terrassement, machines agricoles, abattoirs, frigorifiques, laiteries, bovins sélectionnés..., importé par avion, rien n'était trop beau ni trop cher pour accéder au rang des pays industrialisés. Et l'on trouve toujours des multinationales et des bureaux d'étude pour encourager par des plans d'aménagement très sophistiqués cette débauche d'achats somptuaires. (Figure 1).

Ainsi l'intérêt manifesté par le Shah et l'impératrice pour l'amélioration de l'alimentation des enfants d'Iran donne lieu immédiatement à un programme de développement des protéines animales par la compagnie FMC (12). Au terme d'une étude menée en étroite coopération avec le Ministre de l'Agriculture et des Ressources Naturelles, cette société propose un plan-cadre de 20 ans visant l'autosuffisance en viande, lait, poisson et œuf en 1995. Les conditions de réalisation de ce programme sont résumées de la façon suivante :

«... La disponibilité d'un nombreux personnel hautement qualifié, le développement de vastes ressources en eau et en terre, l'acquisition d'équipement complexe moderne pour la production, le traitement, le transport, l'importation d'un grand nombre de bovins et d'ovins, le développement rapide de grandes unités de production efficaces, l'appui financier et les autres infrastructures nécessaires à supporter les transactions inter-régionales* et assurer les capitaux initiaux au développement des entreprises.

Au niveau des personnes, le plan suppose un certain transfert de la population agricole actuellement en majorité sur les petites exploitations individuelles vers les entreprises commerciales plus importantes. Le plan suppose une réduction du cheptel indigène de 75% durant la période de vingt ans de 1976 à 1996. Le but de cette réduction est d'éliminer les animaux non productifs... mettre le fourrage que consomment actuellement ces animaux à la disposition des entreprises commerciales d'élevage à haut rendement et réduire le surpâturage des parcours.

Ces changements peuvent entraîner de gros problèmes sociaux aux populations des villages et des tribus... mais tous ces changements sont, cependant nécessaires si l'on veut que la production de protéines animales s'accroisse significativement plus vite que la population» (12).

Il s'agit en quelque sorte d'éliminer les trois quarts du bétail iranien et le remplacer par des bovins et ovins américano-européens sélectionnés. Ceci implique l'importation de 200 000 vaches laitières par avion entre 1976 et 1986, soit quatre avions par semaine durant 10 ans et la construction de 2 700 étables modernes d'une capacité moyenne de 500 vaches et 54 laiteries en 20 ans. Pour la viande, on prévoit 10 grands abattoirs, 44 abattoirs régionaux et 37 ateliers de conditionnement du poulet.

* Note : les auteurs de l'étude n'utilisent-ils pas à dessein un terme ambigu d'«inter-régional» pour parler des transactions internationales importantes qu'implique un tel programme ? T.B.

Même en adoptant des chiffres de production nationaux de fourrage très optimistes, la société FMC conclut à la nécessité d'importer annuellement plus de 500 000 tonnes de maïs et 60 000 tonnes de soja jusqu'en 1980, puis 845 000 tonnes de maïs et 140 000 tonnes de soja jusqu'en 1985, après quoi, en théorie, les achats de maïs pourraient décroître et cesser en 1995, tandis que les importations de soja passeraient à 300 000 tonnes en 1995, ce qui représente quatorze chargements maritimes de 15 000 tonnes par an des États Unis ou du Brésil aux ports de Khoramshar ou Bandar Abbas. Le coût des aménagements d'élevage (à l'exclusion des productions végétales nécessaires) est estimé à plus de 600 millions de riads (9 millions de dollars) soit pour les firmes chargées de l'exécution, un marché en ingénieurs et en matériel considérable assuré pendant 20 ans.

Il était certes plus profitable et plus aisé de proposer une substitution pure et simple d'un système de production par un autre que de rechercher un mode de transition compatible avec la survie et la participation des populations et l'amélioration rapide de la condition ouvrière. (Tableau 3)

Tableau 3 :- *Caractéristiques de la situation agro-alimentaire iranienne actuelle et orientations souhaitables.*

CARACTÉRISTIQUES ACTUELLES

ORIENTATIONS SOUHAITABLES

A. - ORGANISATION DE LA PRODUCTION

- | | |
|--|---|
| 1. Absence de politique d'entretien et restauration des sols — surpâturage. | 1. Lutte contre l'érosion, reboisement, discipline des pâturages. |
| 2. Abandon des « zones marginales » et politique de grands barrages, abandon des « ganats », pompage incontrôlé ; gaspillage de l'eau vendue à très bas prix aux « agribusiness » ; application incontrôlée des doses d'irrigation. | 2. Développement de la petite hydraulique ; entretien des ganats, économie de l'eau avec application d'un tarif progressif pour lutter contre le gaspillage ; drainage et contrôle de la salinité des sols. |
| 3. Concentration des investissements sur les « pôles de développement » ; expulsion du paysannat au profit d'agribusiness, de complexes laitiers et à viande, auxquels des avantages financiers considérables sont accordés : exonération de taxes, impôts, droits d'eau, etc... | 3. Protection et assistance aux exploitations des zones marginales. Amélioration des institutions paysannes traditionnelles telles que le « boneh ». |

4. Création de sociétés agricoles par action et de sociétés coopératives de production sans réelle participation paysanne.
5. Encouragement de l'absentéisme par une rémunération des actionnaires des SAA au prorata des «parts».
6. Dirigisme bureaucratique et centralisme.
7. Recours massif à des bureaux d'études étrangers et adoption sans expérimentation ni critique de modèles économiques non adaptés.
8. Absence de motivation des cadres, corruption, falsification des résultats économiques.
9. Priorité aux zones urbaines et accroissement des inégalités.
10. Endettement des villageois ; insuffisance des crédits aux petits exploitants.
11. Exode rural massif, incontrôlé.
12. Découragement de la production par le blocage des prix agricoles et la réduction des marges bénéficiaires du secteur vivrier. Rôle négatif des importations alimentaires subventionnées sur la production nationale. Echec des politiques de contrôle des prix de détail et absence de commercialisation rationnelle.
4. Adoption d'une politique de création de coopératives avec réelle participation paysanne.
5. Répartition des bénéfices, surtout au prorata du travail fourni.
6. Participation paysanne et régionalisation.
7. Utilisation prioritaire des ressources humaines locales et expérimentation de différents «modèles de développement».
8. Lutte contre la corruption, l'usure et l'absence de compétence.
9. Développement équilibré et intégré.
10. Lutte contre l'usure et octroi de crédits adaptés aux besoins des petits exploitants.
11. Maîtrise de l'exode rural par une politique des prix agricoles et des conditions de vie rurale.
12. Utilisation judicieuse des importations alimentaires pour contrôler les prix en zone urbaine sans décourager la production.

B. — ÉLEVAGE

13. En élevage, importations très coûteuses de races bovines et ovines étrangères. Abandon du cheptel local et remplacement par un cheptel sélectionné exigeant en aliments du bétail concentrés importés.
14. Importation croissante de soja et maïs. Dépendance des importations.
15. Mépris de la traction animale (âsine, bovine) et motorisation souvent prématurée ou inopportune. Absence d'implantation d'ateliers
13. Recours au croisement d'aborption progressif permettant de respecter des «pailiers» et d'utiliser les fourrages locaux.
14. Développement des fourrages locaux par priorité.
15. Utilisation et amélioration des techniques de tractions animales et introduction progressive contrôlée de la motorisation dans les périmètres d'agriculture traditionnelle.

et des structures d'entretien du matériel.

- | | |
|---|---|
| 16. Sédentarisation forcée des nomades et abandon des terrains de parcours. | 16. Utilisation du nomadisme, là où il est la seule solution écologique d'exploitation du milieu naturel. |
|---|---|

C. - MARCHES ET CONSOMMATION

- | | |
|---|--|
| 17. Croissance rapide des importations alimentaires. Dépendance du marché mondial. | 17. Autosuffisance pour les principaux produits alimentaires de base et autonomie en cas de crise. |
| 18. Approvisionnement en produits de luxe mais négligences des approvisionnements en produits de consommation courante ; pénuries répétées et prolongées. | 18. Utilisation rationnelle des importations pour contrôler les prix, régulariser les stocks, sans décourager la production locale. Contrôle strict des dépenses de «luxe». |
| 19. Détérioration de la situation alimentaire de certaines catégories socio-professionnelles et accroissement des inégalités. | 19. Répartition plus équitable des revenus afin de créer un marché à l'industrie nationale. |

Dans l'agriculture iranienne l'État est de loin le plus grand investisseur. Brutalement libéré des contraintes financières à partir du quadruplement du prix du pétrole à la fin de l'année 1973, il a pu choisir un modèle de développement à la mesure des ambitions impériales sans se soucier de son prix.

Des théoriciens idéalistes auraient pu imaginer bien des alternatives tirant profit des expériences de l'Orient comme de l'Occident, appliquant à l'Iran certaines expériences chinoises, africaines, israéliennes ou américaines. Des experts bien intentionnés n'ont d'ailleurs pas manqué de prodiguer des conseils dans ce sens et certains d'entre eux ont même été écoutés. Hélas, les «médecins aux pieds nus» dans la région de Rezaieh ont échoué, les sociétés agricoles ont converti les paysans en salariés et la «participation» pronée par la «révolution blanche» se heurte encore à l'incompréhension la plus totale.

Tout se passe comme si l'édification d'une nouvelle structure de production ne pouvait refléter autre chose que la collusion d'intérêt financiers, politiques, stratégiques propres à la situation iranienne.

La presse occidentale s'est souvent scandalisée de l'inefficacité, du népotisme et de la corruption qui régner à Téhéran. Ces traits de caractère ne sont pourtant pas propres à la bour-

geoisie et à l'administration iranienne même s'ils atteignent ici des sommets.

Il ne s'agit là que d'un aspect mineur du détournement de la richesse nationale au profit d'une minorité. Beaucoup plus grave est l'orientation massive donnée aux investissements d'intérêts nationaux. Appuyé par une armada de mercenaires en cols blancs, américains, britanniques, allemands et français, l'appareil au pouvoir engloutit des sommes fabuleuses dans des projets inappropriés et souvent contraires aux intérêts des masses rurales et urbaines (3).

Dans un bourdonnement d'affairistes, de spéculateurs et d'intermédiaires en tous genres s'opère dans la stricte légalité et au plus haut niveau le détournement des revenus pétroliers.

Le pari qui est lancé est celui de l'édification d'une société industrielle exportatrice dans une région du monde qui sera encore sous-développée. Il s'agit de créer, à la faveur d'une richesse pétrolière, un îlot avancé capitaliste qui s'approvisionnerait en produits agricoles chez ses partenaires et contrôlerait les marchés de produits industriels du Proche Orient et de l'Océan Indien. L'Iran jouerait ainsi le rôle d'impérialisme de relai du Japon ou du Brésil sans posséder au départ ni les atouts du premier qui a un long passé industriel, ni celui du second qui a un potentiel agricole et minier considérable. Face aux impératifs de production qu'impose la politique expansionniste adoptée les iraniens sont plus enclins à jouer le rôle d'intermédiaires, de commerçants, d'affairistes que celui d'entrepreneurs. Privée de milliers d'ingénieurs, exilés par le régime, la bureaucratie se trouve contrainte d'employer des spécialistes européens et nord-américains qui se contentent, le plus souvent, de transposer à grand frais les modèles qu'ils ont appris dans un environnement qu'ils ignorent. Le premier ministre, Amin-Abbas Hoveyda ne s'était pas trompé : L'économie iranienne est bien placée sur orbite, «full speed in the wrong direction» ajoute un économiste américain, et si, comme il est à craindre, les tendances actuelles s'accroissent le peuple iranien se trouvera dans une dépendance accrue des errements et des surplus des économies occidentales.

Paris, Novembre 1977.

REFERENCES

1. AFSHAR (Naderi), The settlement of nomads and its social and economic implications, oct. 1971 problems of nomadism in regional planning Conference, Persepolis Iran, 1-4 Juin 1974.
2. BARANG (M.) Renaissance d'un empire, *Le Monde Diplomatique*. Mai 1975
3. B.I.R.D. Étude de l'économie agricole de l'Iran faite pour la Banque Iranienne de Développement Agricole, 1974.
4. BROUSSE (P.) Iran : Actualité, plus ça va...
Economia 37, pp. 26-27, sept. 1977.
5. BRUN (Thierry) Liver dysfunction and hormonal changes in severe infantile malnutrition in Iran.
PhD dissertation. The University of California, 1974.
6. BRUN (T.A.), (C.) GEISSLER et (F.) BEL. Le Baloutchistan Iranien — Un réservoir de travailleurs sous alimentés pour les Emirats. *Revue Tiers-Monde*, 18, 69, Janvier-mars 1977.
7. BRUN (T.A.), (C.) GEISSLER, (H.) HEDAYAT, (M.) HORMOZDIARY et (R.) BASTANI, the energy expenditure of Iranian farmers and farm workers-mimographed Report. INSERM 1977.
8. BRUN (T.A.), (S.) NEZAM-MAFI, (M.) MOSHIRI et (S.) MARGEN, Growth Hormone Response to Arginine Infusion in severe infantile malnutrition. *Diabète et Métabolisme*, Jan. 1978.
9. Central Bank of Iran, National income of Iran 1962-1967, pp. 106-107, Sept. 1969.
10. DUMONT (René), Quelques remarques sur la situation agricole de l'Iran en 1976, miméo. Avril Mai 1976.

11. DUMONT (René), *Seule une écologie socialiste*.
Robert Laffont — 1977.
12. F.M.C. Animal protein Development Program. Executive Summary (Digest of the Master Plan and Production Models from 1976 to 1975) March 1975.
13. Food and Nutrition Institute of IRAN, Food consumption surveys in Iran Mimograph Reports Teheran 1962-1973.
14. HEDAYAT (H.) Nutrition work in Iran. Progress in Human Nutrition Avi. Pub. 1974.
15. HEDAYAT (H.) (M.) GHARIB and (M.) SADRE, Protein calorie malnutrition in hospitalized Iranian children. *J. Trop. Pediat.* 14, 124-131, 1968.
16. JEUNE AFRIQUE, Édit. Collection Marchés nouveaux : l'Iran, service étude et recherche d'Economia n° 4, Janvier-Février 1977.
- 16 bis. NARAGHI (Khosrow) et (Behruz) MONTAZAMI : Analyse du processus de la Réforme Agraire (mimeo.) et le «boneh» : possibilités d'organisations coopératives sur le mode du «boneh».
17. ROULEAU (E.), Iran, Mythes et Réalités, 1 : la grande civilisation en question. *Le Monde*, 3-4 Oct. 1976.
18. SADRE (M.) and (G.) DONOSO, Treatment of malnutrition. *Lancet*, 2, 112, 1969.
19. SAEDLOO (Hushang). «A critique of a policy for agricultural development at the poles of soil and water» (le rapport de Monsieur Rowhani, critiqué ici était intitulé «Développement économique des pôles de ressources en sols et en eau.»)
20. VIEILLE (Paul) 10ème anniversaire de la Révolution Blanche en Iran, la réforme agraire a substitué le pouvoir d'une bureaucratie étatique à celui des féodaux. «*Le Monde*» 27. A. 1973.
21. VIEILLE (Paul), La féodalité et l'État en Iran — Éditions Anthropos, 1975.
22. BANISADR (A-H), (A et H) GAZANFARPOUR et (P.) VIEILLE, Iran : le Nouveau contrat Social Mythe et Réalités, *Peuples Méditerranéens — Mediterranean peoples 1*, Oct.-Déc. 1977.

L'ESSENTIEL N'EST PLUS DE CHANGER LE ROI

Interview de Saadallah Wannous, recueillie par
Gaston Cothurne lors du VIIème Festival d'arts
dramatiques de Damas — Mai 1977

*Saadallah Wannous est certainement l'un des hommes de théâtre arabes contemporains les plus connus. Syrien, né en 1941 dans un village du littoral méditerranéen, après des études de journalisme en Égypte, il part étudier la mise en scène en France (1966), où il est l'élève de Jean-Marie Serreau. Entre autres rencontres qui ont pu laisser une empreinte dans sa production littéraire, celle du Berliner Ensemble en Allemagne est sans doute la plus importante. Il est aujourd'hui attaché au Ministère syrien de la culture, comme directeur du «Théâtre expérimental». De sa bibliographie, retenons : *Haflat samar li ajli al-khâmis min khuzayrân* (Soirée de gala pour le 5 juin) (1968), la pièce qui l'a fait connaître du public ; *Mughâmarat ra's al-mamlûk Jâbir* (L'aventure de la tête du mamlouk Jâber) (1970), qui fut montée à Damas en 1970, au Théâtre national de Weimar en janvier 1974, puis en Algérie, au Koweït, et à Paris ; *Sahra ma'a Abî Khalîl al-Qabbânî* (Une soirée avec Abou Khalîl al-Qabbani) (1972), présentée au Théâtre national syrien en août 1974, au Berliner Ensemble lors du festival de Berlin en 1975, puis dans toute l'Allemagne démocratique. Entre les opinions énoncées par Saadallah Wannous dans cet entretien, en particulier dans la réponse à la deuxième question, et celles que l'on trouvera exprimées dans l'article qui suit, on relèvera un certain nombre de points de désaccord. On comprendra qu'il ne s'agissait pas pour nous d'«utiliser» dans son propos les seuls passages qui corroboraient nos vues.*

Les réponses de S. Wannous sont traduites de l'arabe.

Question 1. On a beaucoup parlé au cours du colloque qui a clos le festival, d'une « crise » du texte théâtral et du théâtre arabe en général, c'était même le thème de réflexion principal proposé par les organisateurs. Cette notion de « crise » vous semble-t-elle recouvrir une réalité ?

Mettre l'accent sur une supposée crise du texte théâtral arabe, ou du théâtre arabe plus généralement, revient à faire preuve sinon de mauvaise foi, du moins d'une vision très superficielle des choses. C'est assurément contribuer à camoufler la crise fondamentale, pour ne s'intéresser qu'à ses incidences tout à fait secondaires. Car il est bien clair que ce que l'on veut désigner par « crise du texte théâtral », n'est rien d'autre que la crise de la culture arabe d'une manière générale, laquelle n'est évidemment pas étrangère à la crise sociale et politique que connaît le monde arabe aujourd'hui. Et je me demande même s'il est possible d'évoquer un aspect de cette réalité arabe actuelle, quel qu'il soit, sans qu'il faille lui accoler l'étiquette de « crise ». Si l'on excepte bien entendu la situation financière des princes du pétrole.

Il n'y a pas lieu de s'étendre sur les tenants et les aboutissants de cette crise sociale et politique qui doit être toujours présente à l'esprit de quiconque veut comprendre la réalité arabe contemporaine. Disons en deux mots qu'au Moyen-Orient, nous vivons depuis le début des années 70 une période plutôt sinistre de déliquescence (tamyi') politique. Les événements se sont succédés très vite et de manière déconcertante, les tendances politiques se sont enchevêtrées, et les régimes arabes se retrouvent finalement sous un même manteau, fait de pétrole et d'une guenille de « victoire » (*). De la rencontre du noir et du blanc n'est pas né le temps du gris, pour reprendre une image chère au poète palestinien Mahmoud Darwish, mais le temps des massacres (Liban), de la répression et de la faim. Du Golfe à l'Atlantique, les esprits désorientés commencent à s'abandonner au désespoir, et parmi eux, naturellement, vivant cette crise dans toute son acuité, les intellectuels. Certains se sont éclipsés sans un mot, d'autres ont émigré, d'autres encore ont baissé la tête devant cette vague énorme et se sont mis à accumuler les privilèges avec un opportunisme éhonté.

(*) Octobre 1973.

Dans cette situation, il était naturel que le théâtre, comme un art qui se développe et s'émancipe dans les périodes d'effervescence politique, souffrît d'un certain flottement, lequel n'est jamais que le reflet du flou politique ambiant. Lui dont nous avons suivi l'irrésistible montée avant la défaite du 5 juin, la radicalisation et l'enrichissement immédiatement après, n'a pas tardé à s'atrophier, perdre sa vitalité et sa clarté.

Pour aboutir à cet état de «déliquescence politique» que nous venons d'évoquer, les régimes arabes ont dû recourir à une vaste campagne d'intoxication visant à dissimuler la vraie nature de leur domination politique, et les contradictions existant dans la société. Pour ce faire, il leur fallait mettre la main sur la culture à tout prix. Cela grâce au procédé classique de la censure : censure directe, c'est-à-dire interdiction pure et simple de l'ouvrage et parfois même poursuite de son auteur, ou censure indirecte, qui revient à contenir au mieux la production intellectuelle digne d'intérêt, et à encourager au contraire toutes les futilités destinées à anesthésier le public, à déformer son goût et sa conscience. D'autre part, le fait que dans ces pays toute activité culturelle, et en particulier des activités comme le théâtre ou le cinéma dans lesquelles le public est partie prenante, doive nécessairement passer par des organismes d'Etat, laisse à imaginer toute la situation. Pour parler clair, une situation qui fait naître en nous un sentiment d'étouffement et d'impuissance, le sentiment d'une impasse, teinté d'une triste indifférence.

Tout cela est dit en deux mots, mais c'est de cette réalité qu'il faut partir lorsque l'on évoque la crise de la culture arabe. Faute de quoi, on se perd dans des labyrinthes de mots, comme ce fut le cas lors du colloque qui s'est tenu en marge de ce festival.

Je présume qu'à travers tout ce qui vient d'être dit, il doit être possible de répondre à la question posée du seul point de vue de l'activité théâtrale. Je dirais donc tout de suite que le monde arabe ne souffre d'une crise du texte théâtral, que dans la mesure où le monde entier souffre de la même crise, mise en évidence par le nombre réduit de textes nouveaux par rapport aux besoins des troupes existantes. Les écrivains arabes produisent, peut-être même plus que par le passé, et on dispose de nombreux textes nouveaux pour ce qui concerne le théâtre. Mais ce plus, et c'est là la contradiction, ne diminue en rien le sentiment de la crise. Cela parce que ces textes, dans leur majorité, ne répondent pas à la question fondamentale qui est celle de la «défini-

tion du théâtre» que l'on veut. Là est la véritable crise : une crise de «définition», au sens de se donner des «fins». Cette crise est née avec les premières expériences théâtrales, dans la première moitié du siècle dernier, et nous la traînons avec nous jusqu'à présent, sans parvenir à la résoudre.

Question 2. Pensez-vous qu'il y ait incompatibilité radicale entre le théâtre, au sens où on l'entend en Occident et «l'identité culturelle arabe», comme certains l'ont laissé entendre au cours de ce festival ? Je pense à Adonis par exemple.

La réponse précédente fait allusion à ce problème, qui est celui d'une «définition» du théâtre. Je ne dirai pas qu'il existe une incompatibilité radicale entre le théâtre, dans son acception occidentale, et l'identité culturelle arabe. Sur le principe, je ne me range pas au côté de ceux qui rejettent tout «suivisme» vis-à-vis de l'Occident, et mettant en avant une «authenticité» (*), s'affirmant dans une opposition intolérante et factice. Car en fait cela revient à accentuer ce «suivisme», et de la plus mauvaise manière.

Mais essayons de ne pas tomber dans les généralités. D'abord, existe-t-il effectivement une conception «occidentale» du théâtre ? A en juger par le nombre d'expériences théâtrales que l'Europe a connues durant ce siècle et pour s'en tenir à lui, ou par le nombre et la diversité des créations dont on peut être le témoin dans une ville comme Paris, un jour de pleine saison, dans les salles ou les cafés-théâtres, il semble impensable que l'on puisse retrouver des constantes, dans cette multitude et cette diversité. Sinon deux à la rigueur : la première étant que toutes ces expériences théâtrales sont réalisées dans un même espace géographique, la deuxième qu'elles sont toutes construites sur l'articulation de deux éléments indispensables : celui qui joue et celui qui regarde jouer. A part cela, comment trouver des points de comparaison entre la Comédie française et le Théâtre du Soleil ? Et donc comment parler d'une conception «occidentale» du théâtre ? Comment mettre dans un même sac, Arthaud, Piscator, Brecht, Gordon Craig, Grotowski et le Living Theater ? S'il est vrai que depuis le début de la Renaissance du monde arabe (Nahda), nous souffrons de ne pouvoir présenter dans notre confrontation avec l'Autre, c'est-à-dire l'Occident, une image

(1) Accordons à Adonis qu'il n'est pas de ceux-là (G.C.).

une et homogène de nous-mêmes, il faut dire que l'Autre ne laisse pas de nous opposer pernicieusement une image de lui une et homogène, qu'il dresse devant nous comme un miroir. Et il n'est besoin de gratter très profond, pour se rendre compte que ce «un, homogène», n'est ni un ni homogène.

Cependant, et c'est mon second point, s'il n'existe en réalité aucune conception globale, dite «occidentale», du théâtre, la «machine académique» quant à elle arrive à point nommé pour en forger une de toutes pièces, et lui donner force de loi. C'est ainsi que les transformations les plus fondamentales dans le mouvement théâtral, deviennent de simples «renouvellements», des «variations», dans une conception déterminée et éternelle. Une conception toujours signée «made in Europe», et qui n'est finalement qu'un outil mystificateur aux mains de la classe dominante, à l'intérieur comme à l'extérieur. Le problème est que depuis le début de la Renaissance, nous nous sommes liés à cette conception académique, en enfermant notre mouvement théâtral dans un moule. On a importé un théâtre «prêt à l'emploi», et mort, en pensant naïvement que la «forme» est un contenant neutre et adaptable, dans lequel on peut faire entrer le contenu qui correspond à nos besoins et à nos problèmes. C'est là un des «trucs» de la machine académique, qui nous a longtemps fourvoyés et continue de nous faire perdre du temps et de la peine dans notre marche vers le théâtre que nous voulons. La forme dans le théâtre, et surtout dans le théâtre, c'est d'abord le contenu. Autrement dit, la forme exige un contenu. Ainsi la différence entre la structure dramatique shakespearienne et le drame racinien ne se situe pas seulement au niveau de la forme, mais dans la conscience que chacun secrète différemment de l'étape historique. De même que le théâtre italien n'est pas seulement une création architecturale, mais répond à un contenu et une ligne de pensée bien définis. Finalement, on peut dire que l'on s'est interrogé sur la nature du théâtre, après s'être lié à un théâtre particulier, celui-là même qui est à l'agonie, selon l'expression de Jean Genet. L'erreur remonte au jour où on a installé dans nos capitales des théâtres sur le modèle italien. Le labyrinthe était alors en place.

Pour reposer correctement le problème, il faut donc commencer par rejeter toutes les formules académiques préfabriquées, et partir de la réalité qu'il n'existe pas une conception du théâtre, mais plusieurs conceptions, qui souvent se contredisent les

unes les autres. De sorte que nous ne disposons plus d'aucune définition du théâtre, sinon que celui-ci est la rencontre d'un acteur et d'un spectateur. Partant de là, toute ambiguïté est levée, les entraves brisées. La question n'est plus d'opposer un théâtre à un autre, ou une conception «occidentale» du théâtre à notre identité culturelle, mais simplement de se demander : qui est le spectateur ? Quels sont ses besoins et ses problèmes ? Comment lier commerce avec lui à travers un spectacle, de sorte qu'il se transforme, et que nous nous transformions, dans le procès de la société vers la conscience de son histoire. Ainsi nous changeons la manière de poser le problème, en le transposant du terrain mystificateur qui est celui de l'Occident, à celui de la réalité qui correspond à nos aspirations, en ce qui concerne notre identité et notre culture.

Question 3. Comment concevez-vous personnellement la fonction du théâtre dans une société comme la vôtre ?

Comme je l'ai dit précédemment, le théâtre doit d'abord trouver ses outils, sa forme la plus agissante, qu'il cherchera non pas en vase clos dans un laboratoire, mais dans son contact avec le public. Alors seulement, il pourra mener à bien sa mission fondamentale qui est d'enseigner, d'enseigner, d'enseigner. Je ne suis pas opposé par principe à toute recherche pour le seul plaisir de l'art, mais dans les conditions qui sont les nôtres actuellement, c'est là un luxe que je ne peux me permettre. Les spectateurs seront les premiers à le refuser et, avec cette franchise populaire qui ne peut laisser indifférent, ils commenceront à poser des questions dans le genre : Quand baissera-t-on le prix du pain ? Quand la médecine sera-t-elle gratuite ? Quand aurons-nous l'eau, l'électricité, des routes asphaltées ?... L'enseignement se justifie quand l'enseigné sait que ce qu'il apprend est nécessaire pour changer sa condition. Ce peut être, comme dit Brecht, un véritable plaisir, et pourquoi ne pas ajouter : un plaisir «artistique».

Question 4. Et votre fonction en tant qu'intellectuel ?

Cette question relance mon monologue intérieur. En vérité... Quel rôle dois-je jouer dans mon pays, comme intellectuel ? Il fut une époque où il était facile de se gorger d'enthousiasme et de dire : «Je lutterai, j'écrirai, je bâtirai, j'éduquerai... La condition de l'intellectuel dans un pays sous-développé et occupé, ne peut être calquée sur celle de l'intellectuel vivant dans un pays connais-

sant moins de difficultés, exigeant moins d'efforts. Mon seul privilège est précisément de ne pas avoir de privilèges, mais seulement un bon nombre de responsabilités en plus.»

Malheureusement le problème n'est pas aussi simple. Notre histoire contemporaine, surtout depuis qu'elle est commandée par les éléments militaires de la petite-bourgeoisie, a relégué l'intellectuel dans la marginalité. Ces régimes ne le tolèrent que s'il sert directement leur propagande, applaudit à leurs moindres bêtises, les justifie et les glorifie sans cesse. Pour parvenir à cette fin, ils usent de tous les moyens dont ils disposent, en commençant par les possibilités de travail et donc de subsistance qui sont sous le contrôle absolu de leurs appareils administratifs, et sont de fait le plus sûr instrument de récupération de l'intellectuel, jusqu'aux moyens plus franchement répressifs qui sont mobilisés en permanence.

Ainsi, l'intellectuel vit une situation déchirante. Ou bien il choisit la sécurité quotidienne, en acceptant son propre avilissement, ou bien il s'insurge, et c'est au risque de sa vie... Entre ces deux possibilités, il existe un fil, une marge de manœuvre, mince comme un cheveu, qui consiste à faire quelque chose, sans courir au suicide mais en jouant au mieux avec les contradictions bureaucratiques et en exerçant sa subtilité artistique. Mais combien peuvent y parvenir ? Et dans de telles conditions, le succès n'est-il pas fragile et incertain ?

Une telle situation s'explique bien sûr par l'absence d'organisations politiques agissantes d'une part, et d'autre part par le fait que comme je viens de le dire, ces régimes sont parfaitement conscients du danger que représente la culture et donc veillent à la mobiliser dans leurs manœuvres mystificatrices de la réalité politique.

La réalité actuelle nous rejette, et avec quelle véhémence, dans un ostracisme impuissant, poings liés, bâillonnés. Ainsi toute notre action n'est-elle qu'un rêve brisé. Nous contemplons notre défaite, la dégradation de notre condition économique, l'éclatement des causes qui nous tenaient à cœur, nous contemplons les massacres et la repression sans pouvoir intervenir sinon par des protestations allusives prononcées du bout des lèvres. De là, toute la mesure de cette impuissance dont souffrent les intellectuels, ce sentiment de désespoir ou d'indifférence dont ils ne se départissent pas.

Quant à moi, chaque jour est une déchirure. Je la porte dans mon travail quotidien de fonctionnaire, et elle réapparaît à vif lorsque j'écris ou que je fais du théâtre. Une fois, j'ai voulu arrêter mon monologue intérieur. Je me suis dit : je serai témoin de la situation, j'en rendrai compte, je l'analyserai dans tous ses détails, même si ce doit être dans des œuvres théâtrales qui ne verront jamais le jour. Mais, pris dans cette tragédie que nous vivons tous, l'écrivain peut-il encore limiter ses ambitions à n'être qu'un simple témoin ?

Ce sombre tableau ne peut justifier de la part de l'intellectuel qu'il se croise les bras. Ce n'est pas ce que j'ai voulu dire. J'ai simplement voulu montrer quelles barrières nous enfermaient dans une «marginalité» de peu d'influence, et attirer l'attention sur le poids de nos responsabilités. Il ne suffit pas que chacun travaille dans son propre domaine, encore faut-il établir les conditions qui rendent ce travail possible. Bref, des responsabilités tout à la fois politiques et culturelles. Notre déchirement quotidien est bien le signe de l'importance de ces responsabilités, comme de notre impuissance à les assumer.

Je n'émigrerai pas, je ne capitulerai pas, je n'accepterai pas l'histoire qui m'est dictée et je ne me tairai pas. Et dans cette situation, dans une société que domine l'analphabétisme, une société sous la botte des militaires, mon rôle n'est-il pas par essence problème et souci quotidien ? Je tente de marcher sur ce fil auquel je viens de faire allusion, comme un insurgé, comme quelqu'un qui veut dépasser sa condition de marginal. Mais dans mon monologue intérieur, je me pose chaque jour les mêmes questions : jusqu'à quand cela pourra-t-il continuer ainsi ? Quand ce fil rompra-t-il ? Quand la confrontation inéluctable aura-t-elle lieu ? Finalement, peut-être mon rôle se résume-t-il à cette tentative permanente, ce souci permanent.

Question 5. Avec «Le journal d'un fou» de Gogol, vous inaugureriez cette année le «Théâtre expérimental». Comment comprenez-vous ce concept d'expérimental et quel est le but de ce théâtre ?

Il faut d'abord écarter tout malentendu sur le sens à donner à l'adjectif «expérimental». Un sens très différent selon que l'on se situe du point de vue de l'Europe ou du nôtre. En Europe, le théâtre «expérimental» est une tentative pour sauver un art à l'agonie, sortir la culture bourgeoise de l'impasse. Pour nous, il est

plus simplement la recherche d'un théâtre authentique et agissant, dans le contexte socio-politique actuel. Copier les expériences théâtrales européennes ne nous servirait à rien et ne ferait qu'aggraver notre «suivisme» vis-à-vis de l'Occident. A l'opposé, le repli sur soi et la recherche d'une «authenticité» dans les archives du «folklore» nous semble être une approche naïve et simpliste de la question. Comme l'a affirmé très justement Abdallah Laroui, le folklore ne peut en aucune manière être érigé en culture. La bourgeoisie, liée à la bourgeoisie de la métropole, a effectivement cru que dans sa quête d'une indépendance économique et culturelle, elle pourrait partir du folklore pour bâtir une personnalité culturelle authentique. Mais de même qu'elle n'a pas réussi à asseoir son indépendance économique, le folklore qu'elle a volé aux classes populaires ne lui a été d'aucun secours, et a plutôt contribué à la rendre encore plus ridicule.

Ainsi ce que nous cherchons dans le théâtre expérimental n'est rien moins que notre théâtre, loin de toutes les solutions de facilité, des solutions toutes faites. On partira du spectateur, en cherchant à connaître de quelle manière il réagit à ce qui lui est présenté, connaître ses attirances, les problèmes qui sont les siens. Ensuite, on essaiera de trouver les formes et la manière artistiques qui nous conviennent le mieux pour que s'établisse le contact avec lui, et que le théâtre soit cette cérémonie sociale qui transforme le spectateur et renforce son sentiment d'une destinée commune.

L'expérience en question touche à la fois à l'art et à la sociologie. L'horizon est grand ouvert devant nous. Si nous ne partons pas de nos propres traditions en matières de spectacle, des questions jugées les plus brûlantes par le spectateur lui-même comme individu d'une classe opprimée, nous n'arriverons qu'à des formules théâtrales mortes, sans aucune identité, destinées à être présentées en cercle fermé à une élite de spectateurs, bien à l'abri des bruits de la société. Des formules qui deviennent vite des carcans, et doivent donc être dépassées si l'on veut entreprendre cette recherche d'une «définition» du théâtre dont on a montré la nécessité, recherche d'un théâtre qui serait nôtre, et deviendrait l'arme artistique et idéologique que nous souhaitons.

Question 6. Vous avez vous-même écrit une nouvelle pièce : «Le Roi, c'est le Roi» (Al-malik huwa al-malik), qui n'a malheu-

reusement pas pu être jouée à l'occasion de ce festival. Pouvez-vous nous en résumer le contenu, éventuellement en rapport avec le contexte arabe actuel ?

Ces dernières années, mais surtout après la défaite du 5 juin, nous avons été submergés par la vague d'un théâtre critique qui aurait voulu «démasker» les régimes en place. Malheureusement, l'entreprise n'était jamais conduite à son terme. Il lui suffisait de critiquer l'entourage du prince, les appareils de l'État, et d'accabler d'invectives quelques individus bien particuliers, de remuer un peu le brouillard de la corruption. Mais arrivé au sommet de la pyramide, l'auteur s'esquivait toujours sur une révérence. A priori le Roi, ou le Président, était hors de tout soupçon, sa bonté d'âme et sa bonne foi ne pouvaient être mises en doute. Le seul problème tenait au fait que quelques individus de son entourage lui cachaient la vérité, en le maintenant à l'écart des revendications populaires. Aujourd'hui, tout ce travail théâtral se désagrège, le message qu'il voudrait contenir n'est plus que forfanterie, un instrument démagogique dont le pouvoir est le seul à profiter. La conscience politique de l'auteur est le plus souvent à l'origine de ce charlatanisme : pour lui, tous ces régimes ne sont condamnables que sur un plan moral (corruption) mais jamais idéologique. Leur procès ne doit donc pas dépasser certaines «limites». Certes, il faut dire aussi que la censure n'est pas étrangère à cette dérobade devant une confrontation avec le régime, dans sa forme et sa véritable nature. Mais elle ne peut justifier une telle imposture de la part de l'auteur. Dans cette pièce : «Le Roi, c'est le Roi», j'ai voulu montrer qu'il existait une possibilité d'aller jusqu'au bout, jusqu'au sommet de la pyramide. Ainsi, le problème ne se limite pas à l'administration, à la corruption de tels ou tels responsables, mais touche à la nature même du régime, symbolisé au sommet par le Roi, à sa nature de classe, fondée sur la propriété. Bref, l'essentiel n'est plus de changer le Roi, mais de manger le Roi, autrement dit de devenir Roi. S'ils ne dispensent pas de lire la pièce, ces quelques mots peuvent en donner les grandes lignes théoriques, ou du moins une idée sur son ancrage dans la réalité arabe actuelle.

VERS UN THÉÂTRE ARABE «SOLIDAIRE».*

(A propos du VIIème festival d'arts dramatiques
de Damas. Mai 1977)

Gaston COTHURNE

*Le plus urgent ne me paraît pas tant
de défendre une culture dont l'existence
n'a jamais sauvé un homme du souci de
mieux vivre et d'avoir faim que d'ex-
traire de ce que l'on appelle la culture,
des idées dont la force vivante est iden-
tique à celle de la faim».*

Antonin Artaud. *Le théâtre et son double.*

Gallimard 1964 p. 9

Du 1er au 19 mai 1977, s'est tenu à Damas, «le cœur battant de l'arabisme» selon la terminologie officielle, le septième festival du théâtre arabe. Né en 1969, cet «enfant chéri» du régime syrien baathiste, a pour but déclaré la création d'un «langage théâtral arabe», bien entendu «authentique» ('Aṣīl) puisque tout doit l'être aujourd'hui dans le monde arabe, et le ministre syrien de la Culture n'a pas manqué de le rappeler dans son discours d'ouverture.

Onze pièces étaient cette année au programme, choisies selon un savant dosage d'impératifs politiques et accessoirement artisti-

(*) Solidaire ? Le titre exige une explication. Il fait référence à une formule tirée du nouveau lexique aujourd'hui en vigueur dans le discours officiel arabe : «Al-taḍāmun al-'arabī», formule que l'on pourrait traduire par «La solidarité arabe», et qui dans une large mesure en a éclipsé une autre, plus directe et surtout plus célèbre : «La nation arabe». C'est que cette dernière a des résonances nassériennes et vaguement révolutionnaires, jugées désormais inacceptables par les dirigeants arabes du Moyen-Orient, tous plus ou moins sous tutelle séoudienne. Quelles sont les incidences de ce «taḍāmun» sur le plan culturel ? C'est la question que cet article se contentera d'évoquer, en cernant le propos sur le théâtre.

ques. C'est ainsi que l'on remarquait l'absence de l'Iraq (sans s'en étonner), celle du Soudan et de l'Algérie : soit près de 45 millions d'Arabes (sur un total de 140) qui en la circonstance n'avaient pas le loisir de s'exprimer, alors qu'à l'opposé on ne comptait pas moins de quatre troupes théâtrales (Libye, Qatar, Bahrein, Koweït) pour un total de 3,5 millions d'habitants tout au plus. Le ton était donné : ce festival s'annonçait sous le signe de la «pétroculture», laquelle si elle ne dispose pas encore d'une notoriété à la mesure des ambitions de sa base matérielle, devait sans doute présenter aux yeux des organisateurs baathistes syriens toutes les garanties d'aseptie d'une culture «neuve», à l'abri des contagions idéologiques révolutionnaires.

Seulement quelques milliers de bédouins sur un derrick n'ont jamais constitué et ne constitueront jamais le creuset d'un langage théâtral original. On veut bien admettre que ces troupes étaient surtout venues pour «apprendre», ce qu'elles n'ont pas manqué de rappeler d'ailleurs comme pour s'excuser de la médiocre qualité de leurs prestations, mais encore ne faut-il pas demander l'impossible. Curieuse impression assurément que d'entendre ces «baladins» en *gallabiyé* de satin blanc et *keffîé*, l'attaché-case à la main, nous parler de pays fabuleux où le bureaucrate est aussi commerçant et le commerçant bureaucrate, où la corruption et la gabegie sont la règle dans la conduite des affaires publiques (Bahrein. «Les notables de quartier» de Yousof al-Sind. «Nawâkhi-zatal-farij»), pour finalement nous proposer des solutions de type «the right man in the right place». Fabuleux pays, du point de vue du capitalisme international, où le prolétaire pakistanais n'a même pas la possibilité de faire grève, puisque mille autres derrière lui attendent de prendre sa place quelles qu'en soient les conditions, où l'intellectuel «révolutionnaire» n'a rien à proposer qu'un salmigondis de formules toutes faites sans aucune prise sur la réalité (ibid.). Et à ce propos on a pu effectivement remarquer que l'anti-intellectualisme avait le vent en poupe dans le monde arabe. Qu'importe après tout si ce théâtre lui, ne dispose pour exciter notre intellect que d'un autre arsenal de banalités dans le registre réactionnaire : «l'électronique détruira l'homme», «il faut se méfier des langues étrangères et surtout de ce qu'il y a derrière» (?), «l'authenticité arabe menacée par la marchandise occidentale»... (Qatar. «Où ?». «Ilâ 'ayna» de Abdallah Ahmed). Laissons-les donc penser ce qu'ils veulent, n'est-ce pas ?

Sage précaution sans aucun doute que celle d'avoir «donné leur chance» aux jeunes troupes du golfe. Mais n'allons pas nous imaginer pour autant que les pays arabes connaissant une situation sociale plus «tendue», allaient pouvoir s'exprimer, dans leur «chaude quotidienneté», pour reprendre une formule bien connue de Jacques Berque. Au niveau du choix des textes aussi, la censure veillait, comme l'ont laissé entendre quelques allusions glissées au fil des discussions qui se tenaient en marge des représentations. Quand on saura par ailleurs que le thème central du colloque organisé en clôture de ce festival, portait précisément sur «la crise du texte théâtral arabe», on pourra déjà mesurer toute la vanité d'une telle manifestation «culturelle» et surtout l'hypocrisie qui se cache derrière les bonnes intentions de ses organisateurs.

C'est ainsi que l'Égypte, la «poudrière» du Moyen-Orient, nous offrait un spectacle très sage, sinon insipide, dans la juste ligne de la politique d'«ouverture» d'Anouar al-Sadate. Avec «Le retour de l'absent» (ʿAwdat al-ghâʾib) de Fawzi Fahmi, un Oedipe égyptien nous clamait bien haut, et sur des accents très cornéliens, sa foi dans la «démocratie» et dans la «paix», son amour pour le bon peuple de Thèbes, qui n'avait d'égal que sa haine pour toute forme de violence. Alors qu'au Caire, suite aux soulèvements populaires de janvier dernier, la «chasse aux sorcières» allait son train, ces beaux discours pouvaient difficilement convaincre. Ce n'était pourtant pas faute d'y avoir mis les moyens : de l'acteur au critique d'Al-Ahrâm, la troupe égyptienne était parfaitement cohérente, sûre d'elle-même et de la préséance que lui confère «une culture nationale plusieurs fois millénaire» et largement dominante dans le monde arabe. Le «réalisme sadatien» avait même trouvé sa force de frappe idéologique en la personne de Mahmoud Yasîn (Oedipe), l'étoile du cinéma égyptien et de la télévision, adulée par la petite-bourgeoisie arabe du Golfe à l'Atlantique, et en particulier par ses éléments féminins (de fait, on a frisé l'émeute à l'entrée du théâtre, deux soirs de suite). Sur le plan des «conceptions» en matière culturelle, l'équipe a pour l'occasion donné dans «la quête de l'absolu», assurant qu'il n'était pas du ressort du théâtre de développer des idées (sic !), ni de rendre compte de la «réalité», mais que celui-ci était avant tout un «art», transcendant le lieu et l'époque de sa surréction. Tout cela bien sûr dans le seul souci de «défendre» le théâtre contre toutes les menaces d'embrigadement qui pèseraient sur lui : pour le coup, les critiques syriens présents lors du débat, pouvaient passer pour de dangereux gauchistes.

Un Oedipe d'une autre trempe que celui mis en scène par Moncef Sioussi et la Troupe de la ville de Tunis («L'énigme». «Al-lughz»).

Adaptant en arabe classique la fameuse pièce d'Ali Salem, un autre Égyptien («C'est toi qui as tué le monstre !»), cet ancien élève de Roger Planchon a, de l'avis unanime, donné une leçon d'art dramatique à l'ensemble des équipes présentes à ce festival. Du point de vue de son contenu idéologique cependant, la pièce (écrite en 69) ne laissait pas d'accuser quelques insuffisances ; car s'il est toujours louable de faire le procès du nassérisme, encore faut-il le mener avec les idées claires, et dans la foule qui se bouscule à la barre pour se constituer partie civile, il y a par les temps qui courent des individus idéologiquement peu recommandables. Cet Oedipe là donc, est quant à lui issu des masses populaires. S'il consent à délivrer Thèbes du monstre, c'est dans la seule perspective d'une prise du pouvoir. Malheureusement, à partir de ce coup d'État, il hésite à déclencher une véritable révolution, préférant transiger avec les représentants de la classe dominante (police, religion, commerce) et épouser la reine Jocaste. Paré des meilleures intentions à l'égard de son peuple, il l'engage résolument dans la voie de la «modernisation», pour user d'une formulation typique de la sociologie américaine, modernisation matérielle (les récepteurs de télévision font leur apparition dans les foyers), mais aussi modernisation des esprits : Oedipe refuse d'être promu au rang de divinité comme le veut la tradition, il est homme et entend le faire comprendre aux masses. Peine perdue : les masses ont besoin d'un mythe pour gorger leur conscience, d'autant plus que le chef de la police veille à ce qu'il en soit ainsi, réprimant sauvagement toute velléité d'insoumission. A l'insu du prince, ce qui est très important. L'épilogue de cette édifiante histoire a été suffisamment ressassé pour que l'on se dispense d'insister : avec le retour du monstre et le départ d'Oedipe, le peuple réalise enfin qu'il a été dupe et réclame à cor et à cri des armes pour se battre (on se souvient de cette scène dans le fameux film de Youssef Chahine : *Le moineau*). Ce qui est en revanche la plupart du temps escamoté, et la pièce d'Ali Salem ne fait pas exception à la règle, c'est une vision claire des mécanismes de l'histoire qui ont conduit à l'effondrement des armées arabes en quelques heures, un matin de juin 1967. Partant de là, toutes les interprétations sont permises et il est un fait que la création littéraire arabe née de la «Naksa» («La défaite», en parlant du 5 juin), a en général rallié tous les suffrages de la critique, de «droite» comme de

«gauche» (on pense à Saad al-Din Wahbi, Yousof Idris, Saadallah Wannous, pour s'en tenir au théâtre). C'est ainsi qu'au cours du débat qui a suivi la représentation, on a pu entendre le ministre syrien de la Culture proposer une interprétation très «raisonnable» de la pièce, mais par ailleurs parfaitement justifiée du fait de l'ambiguïté du texte : Oedipe aurait sincèrement souhaité «libérer le peuple», mais des individus de son entourage (Al-Hāshiya) ont intentionnellement semé la peur dans les âmes pour faire avorter ce noble projet. Ainsi l'affaire est entendue : le pouvoir n'est pas directement mis en cause, tout ce qu'on peut à la rigueur lui reprocher c'est plutôt de ne pas assez se manifester quand il le faut. C'est l'éternelle histoire du «bon prince mal conseillé», le garde-fou idéologique de toute la pensée arabe, des *Mille et une nuits* à Husayn Haykal.

La troupe du Koweït l'a du reste elle-même exploitée, avec un texte égyptien de Mahfouz Abdel Rahman («Ce soir on empale». «Hafla 'ala al-Khâzûq»), précisément inspirée des *Mille et une nuits*, mis en scène par Saqr al-Rashud. Aux dires des spécialistes, le théâtre koweïtien a déjà une longue histoire derrière lui, puisqu'il remonterait à la fin des années 30, par ailleurs le «libéralisme» qui est l'image de marque du régime politique de l'Emirat, lui autoriserait toutes les audaces au niveau du contenu. Comme a tenu à le souligner Saqr al-Rashud dans les discussions, peu de pays arabes aujourd'hui accepteraient que la pièce soit jouée chez eux. Cela est crédible, mais outre que les censeurs des régimes arabes peuvent difficilement constituer une référence en la matière, on ne voit décidément pas dans le texte en question, où se cache l'invective contre le pouvoir. Résumons : un pauvre bougre est injustement arrêté par le chef de la police et son adjoint, et utilisé par ceux-ci dans d'habiles manœuvres politiques. Une femme qui lui veut du bien, joue d'un stratagème et surtout des atouts propres à son sexe pour révéler au wali de quelle manière sont conduites les affaires de l'État, et démasquer devant lui les prévaricateurs, du flic au vizir en passant par le muhtasib (au Moyen-Age, le contrôleur juridique de l'activité des marchés). Du coup le wali enferme tout ce beau monde, mais ne trouve rien de mieux que de désigner en remplacement, l'adjoint du chef de police, qui cumule ainsi les trois fonctions. Là-dessus le rideau tombe. La moralité de cette édifiante histoire ? «La solution ne peut venir que des masses et certainement pas par le haut...» Du moins est-ce ainsi que certains ont voulu l'interpréter. Mais force nous est de reconnaître qu'une

interprétation de type fataliste aurait pu tout aussi bien s'appliquer. On veut bien admettre que le théâtre arabe doive rester suffisamment allusif pour échapper aux griffes de la censure, mais s'il nécessite en conséquence un aréopage d'intellectuels glossateurs pour parvenir au public, il perd du même coup toute sa fonction politique.

A contrario, une pièce ouvertement réactionnaire comme «L'homme et son ombre» (Al-'insân wal-zill) de Moustafa Mahmoud (égyptien), présentée par la troupe jordanienne, nous semble autrement plus instructive d'un point de vue politique. Moustafa Mahmoud est en effet un écrivain d'une prolixité étonnante et on peut le considérer dans une certaine mesure comme représentatif de ce nouveau courant idéologique qui domine la scène arabe depuis la mort de Nasser. Au Moyen-Orient, sa littérature bon marché inonde les librairies, dans les rayons psychologie, philosophie, sciences religieuses... Généralement, Moustafa Mahmoud nous initie à Freud, au Coran ou à Marx (et en quels termes !); en la circonstance il nous exposait les troubles névrotiques d'un magistrat qui dans sa vie professionnelle aurait eu «la corde un peu leste». Certes, le texte de la pièce en lui-même n'offre guère d'intérêt. On y suit le naufrage interminable du juge en question, de formules banales dans le genre «Il n'y a plus de justice !», en métaphores audacieuses telles que «La vérité est comme le soleil, on ne peut la regarder en face» (sic) : rien ne peut le raccrocher à ce monde, ni l'amour de sa femme, ni sa mère avec sa religion, rien... Au tribunal de ses fantasmes, il est finalement condamné à être remis «à la disposition de sa conscience» (?). Et tant pis pour les Palestiniens, qui auraient sans doute souhaité qu'on le leur confie quelques instants en vue d'une sentence plus «expéditive»... Cependant, à un second niveau de lecture, le texte prend assurément toute sa signification, car il n'est besoin d'être grand clerc pour comprendre que la détresse du juge Mahmoud n'est autre que celle de la petite-bourgeoisie arabe qu'il représente, une classe qui elle aussi «a perdu son ombre», ainsi que l'on s'est plu à le répéter au cours des discussions... Comme si un tel propos ne concernait pas au premier chef les quelques bureaucrates de la culture arabe qui dirigeaient alors le débat !

Sur un thème très proche. Le théâtre expérimental syrien nous proposait «Le journal d'un fou» de Gogol (Yawmiyyât maj-nûn), adapté par Saadallah Wannous et mis en scène par Fawaz al-

Sajer. Seul texte du festival qui ne fût tiré du répertoire proprement arabe, ce long monologue de Poprichtchine, petit-fonctionnaire de la bureaucratie tsariste du début du XIXème siècle, n'en gardait pas moins un impact évident sur le public syrien de la fin du XXème. Comme en témoigne cette appréciation d'un critique, tirée du dossier de presse :

«Ce cri de «Je cherche un homme !», poussé par un «fou», par Gogol, Fawaz al-Sajer, Saadallah Wannous et Asaad Fedda (l'acteur), dans une société de privilèges et d'inégalités, que dominent les commerçants et les militaires, une société où l'homme est bafoué, asservi par la tyrannie d'une réalité aussi rude que stupide, dessaisi de tout son potentiel de création et d'innovation, ce cri là est un cri de désespoir». (Al-thawra. Quotidien syrien, 7 mai 1977).

De même que celle de Mahmoud, la démente de Poprichtchine est caractéristique d'une société désarticulée, dans laquelle les rapports de classe, pour marqués qu'ils soient dans la réalité (et Dieu sait s'ils le sont !), le sont beaucoup moins au niveau de la conscience des acteurs sociaux. Ainsi le héros de Gogol ne comprend pas pourquoi il n'est qu'un rond-de-cuir, et surtout ce qui le différencie fondamentalement de son directeur. Il juge «irrationnelle» la société qui l'entoure, et par voie de conséquence adopte pour s'en sortir des solutions «irrationnelles» : il se proclame «Roi d'Espagne». Par une ironie du hasard, c'est au moment même où Asaad Fedda délirait sur la scène, que le Président syrien lui, se prenait pour le nombril de la terre en «condescendant» à se rendre à Genève, pour accorder une entrevue au chef de l'exécutif américain et lui dicter son point de vue sur la crise du Moyen-Orient (c'est effectivement ainsi que la presse syrienne a présenté l'événement). Qui a jamais affirmé que seul un texte théâtral arabe pouvait rendre compte de la réalité arabe ? Une paranoïa, fût elle mise en scène par un esquimau, a toutes les chances de trouver un écho dans le contexte idéologique arabe d'aujourd'hui, dominé comme il est par la production petite-bourgeoise.

A preuve, la pièce palestinienne «La Fondation nationale de la Folie» («Al-mu'assasa al-waṭaniyya lil-junûn». Texte de Samih al-Qasem. Mise en scène de Fawaz al-Sajer), qui aurait voulu nous faire passer les Sionistes pour des aliénés mentaux. Au premier coup de feu tiré par la Résistance, ceux-ci revenaient brusquement à la raison et n'aspiraient plus qu'à quitter leur asile (Israël) au plus tôt. Encore un coup du sort : le jour même les Israéliens en-

voyaient à la Knesset une majorité «Likoud», aux options politiques annexionnistes ouvertement proclamées. Ce n'était plus du théâtre, et les plus fous n'étaient finalement pas ceux que l'on croyait. La mise en scène de Fawaz al-Sajer, de facture brechtienne, pouvait au moins donner toute sa mesure. C'était techniquement parfait : en «lecture transversale», il nous fut «servi» moult documents, le plus souvent tirés de la presse israélienne, qui tenaient à prouver l'état de démence extrême de la société en question, ainsi que quelques apartés didactiques, sur le fait par exemple qu'Israël... «n'était même pas une nation», puisque comme chacun sait une nation est une communauté d'individus possédant une langue et une histoire commune, et que la religion n'a jamais été un élément constitutif d'une nation. Autrement dit, l'existence même d'Israël est une aberration de l'histoire, on a la logique de notre côté, rien à craindre. Il est certain qu'avec un texte pareil, Fawaz al-Sajer ne risquait pas de s'attirer les foudres de la censure. Et quelle déception assurément, pour qui a lu la poésie révolutionnaire de Samih al-Qasem, un des auteurs les plus doués de sa génération avec Mahmoud Darwish, Tawfiq al-Zayad et Fadwa Touqan ! On n'a pas oublié l'époque héroïque où leurs poèmes résonnaient dans les consciences palestiniennes comme des rafales de Kalachnikov. A la décharge de l'auteur, il faut dire que sa pièce date de 1969, et n'a pas supporté l'épreuve du temps. On se souvient en effet qu'à l'époque les analyses sur le thème «Israël miné de l'intérieur», allaient bon train dans l'esprit des stratèges de Beyrouth et de Paris. Pourquoi alors l'avoir jouée en 1977 ?

Avec «Un envoyé du village de Tamira vient s'enquérir du problème de la guerre et de la paix» («Rasûl min qarya Tamîrâ lil-istifhâm 'an mas'alat al-ḥarb wal-salâm». Texte de Mahmoud Diab. Égyptien), Fawaz al-Sajer et la troupe du théâtre universitaire syrien nous montraient ce que pouvait être un théâtre politique en prise directe sur la société arabe. Au «cœur de la pièce», la fable, dont Eisenstein disait qu'elle était indispensable «pour se faire entendre d'une société», nous ouvre à la réalité quotidienne d'un village égyptien «sous le règne» d'Anouar al-Sadat, dans un style familier ne dédaignant pas le recours au mélodrame, dans la plus pure tradition égyptienne... Fikri fait son service militaire. De retour à Tamira, pour une permission de quelques heures, il retrouve sa fiancée Aïcha, et apprend que son oncle le Haj Dsouqi a usurpé le lopin de terre qu'il détient de son père, prétextant

que celui-ci le lui aurait vendu avant de mourir. A Tamira, le Haj Dsouqi a la police et la bureaucratie dans sa manche ; à l'évidence, Fikri aura du mal à recouvrer son droit. Mais il s'est promis de se battre jusqu'au bout, comprenant que pour lui la fin du service militaire ne signifierait rien de plus qu'un déplacement de la lutte, du front extérieur au *front intérieur*. Là-dessus éclate la guerre d'Octobre 73. L'armée égyptienne a traversé le canal ! Au village, l'enthousiasme est à son comble. On décide d'envoyer au Caire Abou Aref, «l'intellectuel de Tamira», pour qu'il rapporte des informations sur l'avance des troupes arabes, sur la politique des grandes puissances... et des nouvelles de Fikri. Dans la capitale, Abou Aref est confronté à la dure réalité d'une société qui ne vit pas la guerre comme on la vit à Tamira, et dont les idées sur la question seraient plutôt voisines de celles du Haj Dsouqi quand il assure que ce n'est là qu'une mascarade destinée à conclure la paix avec Israël. Comble d'infortune : le pauvre Abou Aref est utilisé à son insu par la presse, la radio et la télévision, bref tous les instruments du bourrage de crâne officiel, qui reprennent à la une le titre de cette pièce. A son retour au village, c'est la consternation. Les manchettes des journaux qu'il a rapportés du Caire ne peuvent faire illusion. Aïcha sait que Fikri ne reviendra pas. On veut continuer le combat à sa place, mais comment ? Stouhi, le bossu, est tué en essayant de soulever le village contre le Haj Dsouqi. La vie reprend son cours à Tamira.

Le travail de «décrassage» idéologique, ce que Louis Althusser appelle «la production d'une nouvelle conscience dans le spectateur» et qui est l'objectif final d'un théâtre politique, était mené selon le procédé brechtien bien connu de «distanciation». Comme Peachum dans «L'opéra de quat'sous», une gamine s'adressait directement au public en lisant, aux moments opportuns, quelques passages de ses livres d'école sur «les joies saines de la vie paysanne». On reconnaissait du reste la prose de Suleïman al-Isâ, très connu en Syrie pour être le chantre du régime, spécialisé dans l'intoxication de l'enfance.

A l'issu de la représentation, Fawaz al-Sajer devait essayer le feu de quelques francs-tireurs de la gauche syrienne. Il lui fut reproché entre autres, d'avoir donné une image tronquée de la réalité égyptienne, en dénigrant la capacité révolutionnaire du fellah et son niveau de conscience politique (Abou Aref). Par-delà les argumentations respectives, que penser de cette querelle intestine ?

Qu'en la circonstance, elle opposait des intellectuels à d'autres intellectuels à propos de masses paysannes, lesquelles n'étaient finalement pas concernées. On objectera avec raison que c'est là une situation qui n'est pas spécifique du monde arabe, il s'en faut. Il reste cependant que dans cette région, l'ostracisme de l'intellectuel est vécu avec une particulière acuité, et cela pour une raison très simple qui revient à l'inexistence notoire d'*organisations politiques* structurées et opérantes. Sans cette indispensable «courroie de transmission» entre les masses et lui, l'intellectuel arabe est en effet condamné à vivre dans sa tour d'ivoire, en «amusant la galerie» petite-bourgeoise de temps à autre, et encore... quand celle-ci lui en donne l'autorisation, comme pour ce festival par exemple. Il semble bien lointain le temps (1970) où Saadallah Wannous écrivait que son théâtre était par définition destiné aux «masses laborieuses». Dans les discours officiels, ce vœu pieux n'est désormais même plus mentionné, l'heure est plutôt à «l'authenticité», et aux grandes interrogations ontologiques. Du reste, l'organisation même de ce festival a très bien mis en relief cette situation : d'aucuns parmi les acteurs et metteurs en scène présents ont laissé connaître l'angoisse qu'ils éprouvaient de se sentir dans un «aquarium», bien à l'abri de tout contact avec le large public.

La «grande solitude» de l'intellectuel arabe était par ailleurs le thème principal des deux dernières pièces au programme du festival. C'est ainsi que la troupe marocaine nous proposait un spectacle fort bien monté, dans la tradition, amendée au goût du jour, du Karagöz, le théâtre d'ombres et de marionnettes («Qaraqoush» d'Abdelkarim Bourshid. Mise en scène Ibrahim Warda). On sait que cette forme de spectacle, si elle est turque à l'origine, s'est largement développée dans le monde arabe à la faveur de l'Empire ottoman, et qu'elle connut une grande popularité. Un indice qui ne trompe pas : en 1843 en Algérie, les autorités françaises d'occupation doivent l'interdire par crainte de son influence «néfaste» sur les esprits (1). Notre Qaraqoush quant à lui, s'en vient du «Royaume des chansons», il ne sait la douleur et la tristesse que de la plainte du *nay* (la flûte). Dans «la ville des archives» où il s'est fixé pour apprendre ce que ces mots recouvrent de *réalité*, il exerce le métier de coiffeur avec son assistant, ce gredin de Shayboub, appliquant ainsi dans l'art capillaire ses idées en matière de justice sociale. Timour, le despote de la ville, qui est descendu chez Qaraqoush pour se faire raser la barbe, surprend son image hideuse dans un miroir. L'usage de celui-ci étant, en toute

logique, strictement interdit dans «la ville des archives», les deux compères sont jetés en prison. Deuxième partie : Qaraqoush décide de devenir «intellectuel». Mais il ne réussit guère mieux dans cette nouvelle profession : aux masses accourues auprès de lui en consultation, sur des questions aussi graves que la politique locale, «l'affaire» palestinienne, la nouvelle génération, etc..., il fait répondre par Shayboub qu'il est plongé pour l'heure, dans le problème épineux de savoir si en Islam il est licite ou non de faire ses ablutions dans l'eau de mer... Finalement, désespérant d'établir le contact avec le peuple de «la ville des archives» (et pour cause !), il décide de retourner d'où il vient, sa ville de «Qaraqoushiya». De là, la moralité que d'aucuns, parmi les critiques présents aux discussions, n'ont pas manqué de tirer : les «idéologies importées» n'ont aucune chance de trouver un point d'ancrage dans une réalité dont elles n'émanent pas. On sait bien entendu à quelle «idéologie» en particulier, ce discours s'adresse. Retenons simplement, pour ce qui nous concerne, ce «départ» de l'intellectuel, dont nous verrons quelle signification lui donner dans le contexte actuel. Car dans le fait que la pièce libyenne s'achève sur la même scène, nous sommes tentés de voir plus qu'une simple coïncidence.

Au menu de «La voix et l'écho» (Al-ṣawṭ waḥ-ṣadâ. Abd Allah al-Qawiri. Mise en scène de Muhammad al-Qamudi), il nous fut donc servi de la difficulté d'être, de la condition humaine, du besoin de vérité... dans une dissertation «philosophique» passablement indigeste (les plus assidus ont vite renoncé à relever la fréquence des mots «su'âl» (question) et «jawâb» (réponse) dans le texte). A trop se poser de questions dans ce style, un intellectuel finit par éveiller l'attention du pouvoir qui, du point de vue de Sirius, n'avait rien à craindre d'un tel illuminé, mais dont on sait par ailleurs qu'il ne faut pas attendre originalité et discernement dans la réaction : il frappe sans faire de quartier. Du coup, les masses s'estiment en droit, ayant goûté elles-mêmes du bâton, de se retourner vers l'intellectuel pour lui demander des comptes ; et devant l'entêtement de celui-ci à disserter sur le sexe des anges, elles décident de se passer désormais de ses services et de «prendre la parole». Épilogue séduisant assurément, s'il ne revenait à débarrasser le pouvoir d'un intermédiaire gênant entre les masses et lui. Car en définitive, lequel de ces deux derniers tirera le plus grand avantage de la disparition du troisième ?

*

* *

En théorie, la partie se joue à trois, entre l'État, l'intellectuel et les masses. Mais en la circonstance, on serait tenté de dire : comme d'habitude, ces dernières n'ayant pas été invitées, c'est tout simplement d'un duel qu'il s'est agi. Pour en saisir l'enjeu stratégique et le rapport des forces, il est nécessaire de recourir à la définition que donne Gramsci de l'État comme «une hégémonie cuirassée de coercition», l'hégémonie étant comprise comme l'ensemble des structures et institutions capables de gérer un consensus social autour de la classe dominante» (2). Ce dédoublement méthodologique (société civile/société politique) du concept d'État nous permet en effet d'y voir plus clair. On sait que dans ses fonctions coercitives, l'«État oriental» n'a de leçons à recevoir de personne : armée, milices, mukhâbarât (services de renseignements)... la machine est très sophistiquée et surtout, elle «tourne» à la perfection. On ne peut en dire autant en revanche des «appareils idéologiques» (école, presse, radio... théâtre) qui sont loin de jouer ce rôle de «générateur de consensus» qui leur est dévolu par définition. Autrement dit, dans la définition gramscienne énoncée plus haut, il est à craindre que la «cuirasse» en question ne protège que du «vide»... Un peu comme une langouste, à la mauvaise saison. Et effectivement, le festival lui-même, dans son déroulement, a apporté une nouvelle preuve de la faiblesse de cet État-langouste, au niveau «hégémonique». La terminologie marxiste (utilisée avec plus ou moins d'a-propos, mais là n'est pas la question) a largement dominé les débats, comme la «gauche» syrienne n'a pas manqué de le rappeler, satisfaite en quelque sorte d'avoir pû une fois de plus «montrer ses muscles» idéologiques. Et de ce point de vue, on doit bien reconnaître qu'il est plutôt déconcertant d'entendre le ministre syrien de la Culture en personne, se lancer à propos de la pièce koweïtienne dans une violente diatribe contre les régimes arabes «corrompus». La «petite-bourgeoisie» quant à elle, était mise au pilori plusieurs fois par jour, pour avoir «failli à ses tâches historiques».

Comédie que tout cela, pensera-t-on. Et il est vrai que l'État peut très bien, d'un trait de plume, envoyer tous ces ratiocineurs en prison, disserter sur les mérites comparés de la petite-bourgeoisie et du prolétariat. En fait, sur ce point, sa politique est loin d'être établie et il hésite encore entre la carotte et le bâton. Son atavisme le prédisposerait plutôt à la manière forte, et il ne voit pas pourquoi il devrait «prendre des gants» avec les intellectuels. On se souvient qu'au temps de Bertold Brecht, en Allemagne nazie, il était interdit

de prononcer le mot de «prolétariat». En Égypte aujourd'hui, il est tout simplement interdit de prononcer celui de «Brecht», par arrêté de Youssef al-Siba'i, le précédent ministre de la «Culture» ! Finalement, on peut imaginer que l'État rêve en secret de revenir à la «République» platonicienne où, pour le bien de la communauté, les écrivains n'avaient pas droit de cité. D'autant que l'Amérique latine a depuis quelque temps déjà montré la voie : on construit beaucoup de stades aujourd'hui à Damas, un jour peut-être pourront-ils servir... (3).

Mais pour l'heure, la «solution finale» n'est pas encore programmée, l'État ne désespérant pas de marquer quelques points sur le terrain de la société civile. D'abord et surtout, parce qu'un État fondé sur la seule coercition est par définition fragile, sujet aux caprices d'une garde prétorienne (le Ba'th est arrivé au pouvoir par un putsch, il ne tient pas à ce que l'on suive aujourd'hui son exemple). Mais aussi parce que ces régimes soignent leur image de marque internationale : le régime syrien, pour s'en tenir à lui, dispose déjà à son actif de réalisations économiques «grandioses» (le barrage sur l'Euphrate), d'une armée «héroïque» (Octobre 1973), d'une ville «libérée» (Quneïtra)... Il lui faut absolument «sa» culture, et il enrage d'en être réduit à la «mendier» auprès d'intellectuels peu coopératifs (4).

C'est tout le sens qu'il faut donner à l'intervention du Premier Ministre Abdel-Rahman Khlefawi, venu en personne ouvrir le symposium qui du 17 au 19 mai, devait débattre de diverses questions relatives à la «crise du théâtre arabe», à l'utilisation conjointe de l'expérience occidentale et de l'héritage (turâth) arabo-islamique dans les arts dramatiques... et (pourquoi pas ?) à la liberté d'expression. Les allusions y étaient assez claires, qui engageaient l'auditoire à s'atteler à la tâche pour engendrer cette «conscience» dont la nouvelle réalité arabe ressent la nécessité. Et à cette fin, il semble que le pouvoir ait précisément jeté son dévolu sur le théâtre, un moyen d'expression parfaitement contrôlable parce que, comme nous le verrons, il n'est pas profondément ancré dans la tradition populaire arabe et que de fait, il concerne un public restreint se recrutant dans la petite-bourgeoisie des capitales. Autrement dit, une culture infiniment moins dangereuse que le cinéma par exemple, surtout quand on sait que le prix d'une place de cinéma à Damas ne dépasse pas une livre syrienne, et que les salles ne désemplissent pas de leurs clients habituels : soldats en permission d'un soir, prolétaires de tous horizons (5). D'autre part, le

théâtre dispose d'un prestige beaucoup plus grand que celui du septième art ; son côté «grand siècle» n'est pas pour déplaire à cette «nouvelle classe», toujours férue d'ostentation en matière artistique. Le ministre de la Culture l'a elle-même précisé en ouvrant ce festival : le théâtre n'est rien de moins que «l'indice du niveau de développement d'une civilisation». On comprend maintenant pourquoi de l'avis du pouvoir, les Arabes se doivent de faire du théâtre, et du bon théâtre, s'ils veulent au moins figurer sur l'échelle de cet implacable instrument de mesure des «civilisations». Cela nous remet en mémoire le vieux temps de notre scolarité, et cette stupide rédaction à laquelle on ne pouvait échapper, à chaque rentrée : préférez-vous le théâtre ou le cinéma ? Question piège bien sûr, car seuls les cancre, qui savaient qu'ils ne pourraient faire illusion très longtemps, osaient avouer d'emblée leur passion pour le cinéma. Les «bons élèves» eux, penchaient pour le théâtre parce que «c'est plus culturel»...

Mais il ne suffit pas à la classe dirigeante d'avoir «son» théâtre, pour «faire comme l'Occident», il lui faut encore un théâtre «authentique», autrement dit issu d'une longue tradition proprement arabe, à la rigueur islamique. Détail qui par ailleurs trahissait cette aspiration, et la haute opinion que l'on se faisait de l'art : le colloque de clôture se réunissait au musée national, dans la salle dite «damascène», reconstituée selon les canons de l'architecture syrienne du XVIII^{ème} siècle. A priori, on supposerait que cette quête des origines du théâtre arabe est une tâche difficile, pour ne pas dire absurde, mais finalement ce n'est pas la première fois qu'une activité scientifique est mobilisée sur un objet de recherche fantôme, et il se trouvera toujours quelques volontaires pour réaliser l'impossible (6). Sans vouloir briser les initiatives éventuelles, il faut bien dire que dans ce domaine la recherche piétine : depuis la ta'ziyya shi'ite, le théâtre d'ombres déjà mentionné, les maqâmât, ou même les séances mystiques de *dhikr* (7), on n'a guère progressé. Muhammad Yousof Nejm, professeur à l'Université américaine de Beyrouth, a tout de même tenu à profiter de l'occasion pour nous citer moult références littéraires tirées de la Jâhiliyya (période préislamique), de Jâhiz, de Tabarî ou d'Ibn al-Nadîm, qui tendent à prouver l'existence d'une «certaine forme de spectacle» chez les Arabes, dès les débuts de leur histoire.

Quelques esprits «grincheux», et à leur tête le poète Adonis, ce baroudeur de tous les combats iconoclastes, ont cependant trouvé le

moyen de se manifester en affirmant que le «théâtre arabe» n'avait jamais existé et donc qu'il valait mieux reconnaître qu'en la matière «on parlait de zéro». «Sophocle ou Shakespeare, écrit Adonis, sont plus proches de nous qu'Al-Hamadhânî ou Harîrî, et Brecht et Tchekov que Marwân Naqqâsh ou Abou Khalîl Al-Qabbânî.» (8). Bien plus, dans une série d'articles publiés durant le festival (Al-thawra. *op. cit.*, 7-14-21 mai), il pousse «l'outrage» jusqu'à prétendre que le théâtre en lui-même est en contradiction absolue avec l'univers mental et culturel arabe. Reprenant des considérations qui lui sont chères, il définit «l'homme arabe musulman» comme étant traditionnellement imperméable aux tourments existentiels (qalaq), et d'une manière générale à tout problème qui n'a pas directement trait à la prophétie ou au jugement dernier. Aucune place n'est laissée dans son être au doute, à la peur, au vide ; il est par principe investi (mukallaf) d'une mission, celle d'adorer Dieu, qu'il remplit avec sérénité. Et c'est précisément l'équilibre profond de cet être, sa plénitude, qui, traduits au niveau de la communauté par l'absence flagrante de comportements anormaux, rendent impossible toute *dramatisation* de l'existence (9). Jusqu'à la langue arabe elle-même qui, à l'image de son locuteur, est plus apte à la proclamation, l'attestation (*shahada*) d'une vérité (l'unicité divine) qu'à l'expression de conflits intérieurs, de contradictions. Et Adonis de conclure que le théâtre arabe en général est aujourd'hui en parfait accord avec son «identité culturelle», lui qui se veut à la fois religion, philosophie, pédagogie, politique, et qui est ainsi «théâtre de réponses sans questions, de solutions sans problèmes». Du coup, la publication de sa dernière intervention, prévue pour le numéro inaugural de la revue syrienne «La vie théâtrale» (Al-hayât al mas-rahiyya), a été ajournée, la rédaction ayant préféré ne pas aborder d'emblée «les problèmes de fond».

Faisons nous bien comprendre : le fait de douter que le théâtre fit jamais partie de «*l'outillage mental*» de la civilisation arabomusulmane, pour reprendre la terminologie de Marcel Mauss, ne signifie en rien que l'on nie toute possibilité de *création* d'un langage théâtral arabe aujourd'hui. Simplement, nous pensons que cette possibilité n'existera vraiment que lorsque les hommes de théâtre arabes se seront débarrassés du carcan des faux problèmes et des exigences de l'idéologie dominante, pour enfin... faire du théâtre. Ce que précisément l'État leur interdit de faire. En se faisant l'avocat d'un théâtre «authentique», celui-ci souhaite peut-être que se révèle un jour, l'auteur qui serait à l'hé-

ritage arabe ce que Bertold Brecht fut à la Chine, Antonin Artaud à l'Indonésie et Peter Brook à l'Afrique. Mais il est bien entendu que si le «miracle» devait s'accomplir, l'auteur en question ne tarderait pas à goûter des geôles de son pays. C'est la quadrature du cercle.

En attendant d'avoir son Brecht baathiste, le régime syrien doit bien donner un os à ronger à ses intellectuels. Il en est un tout trouvé : «la crise du théâtre arabe». Un gadget qui en lui-même n'est pas dangereux pour le pouvoir et qui surtout dispose d'une grande puissance de séduction. On peut même dire que depuis le fameux livre d'Abdallah Laroui («La crise des intellectuels arabes») (10), il dispute à «l'authenticité» la première place au «hit-parade» des concepts de l'idéologie arabe contemporaine. Il est le complément indispensable d'un colloque réussi. Et celui-ci l'était, surtout du point de vue du pouvoir qui a parfaitement maîtrisé la situation, en faisant en sorte que les vrais problèmes ne soient jamais abordés, mais en criant par ailleurs son désir ardent de «faire quelque chose pour le théâtre». (A preuve cet Institut d'Études Théâtrales dont le ministre de la Culture nous a appris la création par décret, en précisant qu'il était «un cad...» (sic) du Président Hafez al-Asad aux hommes de théâtre à l'occasion du VIIème festival). Devant tant de bonnes intentions, on était confondu. A tel point que Taieb al-Alj, l'auteur marocain bien connu, est intervenu publiquement pour demander à l'État... de s'occuper un peu moins du théâtre. Énoncée sur le ton de la plaisanterie — circonstances obligent — cette réflexion a eu au moins le mérite de «faire tomber les masques». Tel Qaraqoush dans la pièce marocaine, Al-Alj avait sorti son miroir pour nous révéler le vrai visage de l'État. De même Saadallah Wannous quand il essaya timidement de mettre les choses au point dans la presse en précisant que de son point de vue, s'il y avait effectivement «crise du théâtre arabe», c'était surtout d'une «*crise de compréhension*» de son rôle qu'il s'agissait.

Nous y sommes. Reste une dernière simplification à propos de cette «crise de compréhension» : le pouvoir et les intellectuels comprennent fort bien le rôle du théâtre, mais ils le comprennent *différemment*. Instrument de «conscientisation» des masses pour l'un, de «prise de conscience» pour les autres, le théâtre arabe n'est pas en «crise», *il est en lutte*. Le Premier Ministre Khlefawi peut demander aux hommes de théâtre d'apporter leur pierre

à l'édifice idéologique qu'il rêve de construire, il oublie simplement que le «bon théâtre» n'est pas fait pour cela, qu'il n'est pas fait pour «unir» mais pour «diviser», comme l'affirmait Bertold Brecht, ou encore qu'il est provocateur, parce que «la provocation est une façon de remettre la réalité sur ses pieds».

Pouce, on ne joue plus ! Et l'État d'ôter son habit de «mécène»-pour reprendre celui de bourreau. Pirandello n'aurait pas fait mieux ! La réalité est interdite, les intellectuels devraient le savoir. Mais non, entre le théâtre et l'existence, la réalité du jeu et l'illusion du vécu, ils n'ont pas encore compris où s'opérerait la distinction. Ce n'est pourtant pas faute de leur avoir donné des cours de mise en scène ! On a dit de ce VII^{ème} festival, qu'il avait été «le festival Fawaz al-Sajer» tant celui-ci a fait montre de sa maestria. Mais en vérité, s'il avait fallu remettre une médaille au meilleur metteur en scène, elle serait revenue sans conteste à l'État syrien lui-même pour son œuvre mystificatrice dans son ensemble, avec mention spéciale pour son action au Liban durant la guerre civile. Etre intervenu militairement dans ce pays sous prétexte de «sauver son unité nationale» et de «protéger la Résistance palestinienne» (sic), relève du grand art. Et en particulier au II^{ème} acte (Octobre 1976), quand il fait repeindre ses bouches à feu en blanc par la Ligue arabe, pour ne pas avoir à s'en servir et occuper le Liban en le «libérant» : c'est tout simplement sublime. Bien sûr, comme dans le théâtre de Pirandello (11), on a parfois du mal à s'y retrouver entre les bons et les méchants, les «progressistes» et les «réactionnaires»... D'autant plus qu'entre deux scènes, les uns et les autres peuvent très bien échanger leurs costumes : «traîtres à la cause arabe» après la ratification des accords du Sinaï, les Égyptiens redeviennent des «frères» au début du II^{ème} acte sus-mentionné, et la Résistance palestinienne quant à elle, fait le chemin inverse depuis qu'elle est noyauté par «une clique d'aventuriers et de fauteurs de troubles». Mais au niveau de l'exécution, c'est toujours parfait : la saison dernière a été marquée par quelques grands moments, comme par exemple «la prise de l'hôtel Sémiramis» en septembre 1976, avec comme clou du spectacle, la pendaison des «terroristes» le lendemain matin sur les lieux de leur crime.

Moralité : à ce «jeu» là, l'État sera toujours le plus fort. Aussi la question que se posent aujourd'hui certains intellectuels arabes est-elle justement de savoir s'il convient de continuer à «jouer le jeu», c'est-à-dire *son jeu*, en acceptant ces rôles d'historiens qui leur sont dictés. Ou bien si au contraire la seule issue qui leur est offerte

est de refuser de «faire du théâtre», pour *affronter directement l'État sur le terrain de la réalité, par l'action politique.*

Damas-Paris, Mai-Juin 1977.

NOTES

(1) J.M. Landau. *Studies in the Arab Theater and Cinema*. University of Pennsylvania Press, 1958, page 39.

(2) M. Löwy et E. Sader. «*La militarisation de l'État*». Tiers-Monde 68, Oct. Déc. 1976, p. 860. L'article fournit par ailleurs une bonne analyse du cas latino-américain, très instructif pour le monde arabe.

(3) Indépendamment de l'usage «politique» qui pourrait en être fait par la suite, ces stades sont pour le moment l'image concrète de l'orientation idéologique «musclée» d'un régime qui consacre 240 millions de livres syriennes (1 L = 1,20 F) au budget de la seule «Union générale des sports», contre 20 millions à celui du Ministère de la Culture.

(4) Un exemple entre mille : nonobstant toutes les pressions et les promesses mirifiques, on attend toujours le cinéaste qui voudra bien tourner le film long métrage «commandé» par le régime sur sa «glorieuse guerre d'Octobre».

(5) Dans le cinéma, la censure s'exerce donc au niveau le plus haut, avant même la production : les cinéastes syriens sont payés, en tant que fonctionnaires de l'État, pour... ne pas faire de cinéma. Ce qui vaut toujours mieux que de faire du cinéma «partisan».

(6) Dans un des rares ouvrages en français dont on peut disposer sur la question (*Le théâtre arabe*. Unesco 1969. Sous la direction de Nada Tomiche), Chérif Khaznadar plaide pour la «recréation» d'une expression dramatique arabe. Mais ce faisant, il n'oublie pas de préciser que le terme «théâtre» doit être compris dans «son contexte le plus large, celui d'expression d'un peuple». Ainsi la difficulté que nous pressentons est-elle habilement esquivée.

(7) Lire à ce sujet : Landau. *Studies...* et *Le théâtre arabe*, op. cit.

(8) En 1847, Marwân Naqqâsh introduit le théâtre en Égypte, en montant «*L'avare*» de Molière. Al-Qabbânî est le pionnier de cet art en Syrie, à la fin du XIX^{ème} siècle sous Midhat Pasha.

(9) Idée déjà exprimée par Jean Duvignaud dans *Le théâtre arabe...*, op. cit., pp.199-200.

(10) Chez Maspero 1974.

(11) Les sectateurs de «l'authenticité» ont reproché à Saadallah Wannous de s'être inspiré de Pirandello, dans sa célèbre pièce «*Soirée de gala pour le 5 juin*». Mais ne faudrait-il pas plutôt se demander si ce n'est tout simplement la réalité arabe d'aujourd'hui qui est... pirandellienne.

UN BLOC DE POUVOIR URBAIN EN MÉDITERRANÉE : LE CAS DE NAPLES DANS L'APRÈS-GUERRE

Percy ALLUM

I. LE CONTEXTE NATIONAL.

Les assises du système politique italien de l'après-guerre sont liées aux événements internationaux qui se déroulèrent de la fin de la guerre jusqu'au début des années cinquante, période qui correspond aux moments les plus durs de la guerre froide. L'accord de 1947 entre Alcide De Gasperi (président du Conseil) et Angelo Costa (président de la *Confindustria*, l'organisation patronale italienne) sur la politique économique fut, en effet, aussi important que l'élaboration de la constitution républicaine. C'est pourquoi il serait possible d'affirmer que la fameuse « ligne monétaire Einaudi » eut plus d'influence sur le déroulement de la vie politique italienne des trente dernières années que la charte constitutionnelle, elle-même. Le contrôle du crédit par la Banque d'Italie fut à ce point efficace qu'il devint l'instrument de coordination impérative de tous les secteurs de l'économie, sans équivalent dans le domaine des institutions politiques.

Théoriquement, l'Italie se trouvait devant deux choix à la fin de la guerre (1) : 1) celui de contrôler la consommation, de faire de gros investissements dans l'industrie lourde et dans l'agriculture, tout en protégeant, dans une certaine mesure, le secteur industriel ; 2) celui du libéralisme classique : liberté totale accordée à l'industrie privée, libéralisation des échanges et stimulation de la concurrence grâce à une compression des salaires. J'ai dit « théoriquement » car il me semble difficile de soutenir qu'il y ait eu effectivement choix ; en fait la gauche n'avait aucune proposition de rechange. Il faut cependant tenir compte non seulement de la situation in-

ternationale (le fait que l'Italie se trouvait dans le camp occidental) et du «choix de civilisation» (pour utiliser une expression très en vogue à l'époque) mais aussi du fait que, à cause du corporatisme fasciste, l'antifascisme était identifié au laissez-faire économique (qu'on pense, par exemple, à l'économiste radical Ernesto Rossi) ; en outre, comme l'a très justement observé un économiste, Marcello De Cecco (2), tous les économistes d'envergure de l'époque appartenaient à l'école classique.

La condition essentielle de la politique monétaire d'Einaudi était l'entrée de l'Italie dans le marché international en position concurrentielle. Ceci fut réalisé grâce à un prix de main-d'œuvre extrêmement bas par rapport à celui des concurrents occidentaux immédiats, afin de permettre à l'économie italienne de déclencher un mécanisme de développement sauvage, au moyen d'exportations importantes. Ce qui conduisit en quelques années non seulement au «miracle économique» des années 1958-62, mais aussi aux crises successives. En fait, à la fin de la guerre, l'Italie disposait de ce qui, aujourd'hui, se définirait comme un appareil productif de pays en voie de développement. Les deux principaux éléments de cet appareil étaient une industrie de biens de consommation (automobiles, électroménager, confection et bâtiment) peu sophistiquée au niveau technologique et surtout une main-d'œuvre à bon marché facilement contrôlable. Tant qu'a duré cette situation, l'économie italienne a prospéré, mais quand les avantages particuliers dont elle jouissait (c'est-à-dire les bas salaires) disparut, l'Italie entra en crise.

C'est ainsi que s'établit une division des tâches entre hommes politiques au gouvernement et entrepreneurs industriels : les uns sauvegardaient le cadre politique et les autres s'occupaient de l'économie : d'abord la reconstruction, puis le développement économique. La stabilité du cadre politique fut obtenue par une série d'actions coordonnées dans le temps : premièrement, en mai 1947, exclusion du parti communiste et du parti socialiste du gouvernement tripartite d'unité antifasciste ; deuxièmement, établissement de la paix sociale dans les usines par la combinaison de trois éléments : utilisation de la réserve de main-d'œuvre fournie par le *Mezzogiorno* et les zones sous-développées du Centre-Nord, répression patronale et policière, scission du mouvement syndical achevée en 1948 ; troisièmement, organisation par la Démocratie Chrétienne (le plus important parti du gouvernement) d'un bloc

social, grâce à une croisade anticomuniste, qui permit d'élargir considérablement la base électorale de la D.C. aux législatives du 18 avril 1948 ; quatrièmement, renforcement des appuis de la Démocratie Chrétienne par une politique de développement immodéré d'une classe moyenne bureaucratique et parasitaire.

Il est important de souligner ici que cette poussée d'une classe moyenne parasitaire, conformiste sur le plan politique, (parce que vulnérable aux pressions économiques) fut surtout importante dans le *Mezzogiorno* à cause de la crise du bloc agraire de la fin des années quarante et aussi en raison de la nécessité de garantir politiquement la libération et l'émigration d'une main-d'œuvre devant servir au développement économique du Nord. Le quiproquo méridional de cette politique fut de pratiquer une politique de rentes et subventions en faveur des classes moyennes (3) dans tous les secteurs de l'activité économique : dans les zones rurales, par l'intermédiaire de ces empires féodaux que sont encore les *Coldiretti* (organisation des petits cultivateurs) et la *Federconsorzi* (fédération de consortia agricoles provinciaux) ; dans l'administration, avec la prolifération anarchique des emplois publics de toute espèce (Agence de réforme agraire, Caisse du Midi, gouvernement local etc...), dont la fonction principale fut d'assurer l'appui de leurs clients aux partis du gouvernement et à la Démocratie Chrétienne en premier lieu ; dans la construction, avec le déchaînement de la spéculation sur les terrains et sur les constructions luxueuses et avec la politique de travaux publics non productifs ; enfin, avec une politique fiscale qui favorisait les classes moyennes, tant fonctionnaires que petits entrepreneurs, artisans et commerçants etc...

Au niveau local, se développa une forme de division du travail politique : un certain nombre de notables démo-chrétiens, la plupart sous-secrétaire d'Etat, avaient carte blanche pour gérer en personne dans leur province d'origine, un système de *patronage*, c'est-à-dire de distribution de charges, de sous-traitances et prébendes en tous genres. Ce n'est donc pas par hasard que les principaux *leaders* démo-chrétiens de la deuxième génération, Andreotti, Moro, Colombo, Rumor et Silvio Gava, furent tous sous-secrétaires dans les divers gouvernements De Gasperi de la première législature républicaine. C'est là que naquit le *boss system* démo-chrétien. En ce qui concerne plus particulièrement la Campagne en tant que région politique, il est intéressant de noter que ce système s'est matérialisé au niveau des provinces en fiefs herméti-

ques : Gava à Naples, Bosco à Caserte, Sullo puis De Mita à Avellino, Vetrone à Bénévent, et De Martino et Menna, puis d'Arezzo et Scarlato à Salerne (4).

II. LAURO OU LE BOSS POLITIQUE.

Le premier point à établir est que le «laurismo» ne représente ni un phénomène particulier ni un phénomène purement napolitain, comme beaucoup l'ont cru pendant si longtemps (en particulier le groupe *Nord e Sud*) (5), bien qu'il ait évidemment sa spécificité. Ce fut au contraire, le produit logique de la politique économique menée par les gouvernements De Gasperi, qui était, je le répète, de créer une classe moyenne parasitaire protégée par les fonds gouvernementaux. Ceci devient très clair quand on voit de plus près qui étaient les lieutenants de Achille Lauro, le grand armateur napolitain chef du mouvement monarchiste ; c'étaient des promoteurs immobiliers, enrichis par la spéculation des années de guerre, puis par les fonds distribués par l'État pour la reconstruction des quartiers bombardés de Naples, tous à la recherche de nouvelles zones de spéculation.

Leur ascension est désormais une histoire napolitaine bien connue (6) : le gouvernement avait décidé de verser 75% de dommages de guerre aux propriétaires de maisons endommagées. Les sous-traitants et constructeurs prenaient en charge l'accomplissement des travaux sur la base de devis exagérés, ils faisaient le moins de réparations possibles, réalisant d'énormes bénéfices qui permettaient de construire, simultanément et sans respecter les normes de sécurité, des HLM pour ceux qui n'avaient plus de toit. C'est ainsi que nombre de sous-traitants, qui n'étaient, plus ou moins, que des contremaîtres analphabètes, devinrent d'importants entrepreneurs de construction.

A ce sujet, rappelons l'épisode du Plan d'Urbanisme (*Piano regolatore*) de 1945 (7). A la libération, l'administration municipale mise en place par les alliés avait élaboré un plan d'urbanisme prévoyant un certain développement industriel de la ville. Or comme ce projet était en contradiction flagrante avec les prévisions nationales pour tout le *Mezzogiorno* et Naples en particulier, l'itinéraire bureaucratique de ce plan fut le suivant : enteriné pendant cinq ans, il revint au Ministère des Travaux Publics en 1950 pour insuffisance des plans territoriaux détaillés. Ceci permit à

Lauro de le rejeter dès son élection à la mairie en 1952, sous prétexte que le plan d'urbanisme ne répondait plus aux exigences du nouveau programme politique de la ville, à savoir que Naples devienne «le jardin d'Europe-sur-mer». Mais comme l'a observé l'architecte Carlo Cocchia :

«l'administration avait voulu éviter l'obstacle déterminant des normes imposées par le plan, pour pouvoir disposer librement des subventions publiques et privées dans le secteur de la construction ; elle savait parfaitement que c'est seulement dans le cas d'une confusion générale au sujet des normes de construction, que les administrations ont la possibilité d'accorder des faveurs, de refuser des droits, et d'encaisser des pots de vin, directement ou indirectement» (8).

Entre-temps, les entrepreneurs amis se livraient à un délire de construction, bien au-delà de tout ce qui avait été autorisé par les plans précédents. Le nombre de bâtiments conçus et réalisés entre 1950 et 1958 fut, comme l'a souligné récemment un autre architecte, Attilio Belli (9), en augmentation constante, chaque année égalant, et parfois même dépassant le chiffre total des bâtiments construits pendant les dix années précédentes. Dans ces conditions, il n'y a pas lieu de s'étonner que la ville de Naples soit devenue en moins de vingt ans une coulée de béton armé.

La preuve que le laurisme ne fut que la dimension napolitaine d'un phénomène méridional, pour ne pas dire national, c'est que le même type de bloc de forces urbaines s'organisa ailleurs, et même à l'intérieur de la Démocratie Chrétienne. Ce fut le cas du groupe De Martino-Menna à Salerne et celui de Magri à Catania (10). En fait, on a même avancé l'hypothèse que le laurisme n'avait été qu'un appendice de la Démocratie Chrétienne — plus précisément, un instrument de chantage utilisé par le secrétaire national du parti, Amintore Fanfani, contre les diverses factions internes du parti. En tout cas, il est clair pour moi que la nature du laurisme explique la complaisance démo-chrétienne envers Lauro à Naples.

S'il est vrai que Lauro réussit à avoir prise sur les masses (il pouvait, en effet, tranquillement se présenter à ses concitoyens sous des dehors antigouvernementaux et comme l'unique artisan de la reconstruction de la ville étant donnée l'incompétence notoire des administrations qui l'avaient précédé avec le monarchiste Buonocore et le démo-chrétien Moscati) il est plus important de comprendre que sa force venait du fait que la spéculation immobilière des

années cinquante lui permettait de coaliser tous les intérêts de la bourgeoisie (superprofits pour les entrepreneurs de construction, bons rapports pour les propriétaires des maisons et des terrains, honoraires pour les professions libérales : architectes, notaires, géomètres, etc..., et pots de vin pour les employés municipaux, etc...). Par ailleurs le développement de l'emploi, aussi précaire qu'il fut, offrait des occasions de gain au prolétariat et au sous-prolétariat (travail pour les maçons et manœuvres, ventes pour les artisans, subventions pour les chômeurs, etc...) qui nourrissaient l'économie du *vicolo** en déclin. Ainsi on pourrait dire que le laurisme a permis d'organiser au milieu des années cinquante toute une série de couches montantes (affairistes spéculateurs, propriétaires, etc...) qui n'arrivaient pas à s'intégrer à la Démocratie Chrétienne à cette époque-là, en raison de ses particularités napolitaines. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'avant Gava, la Démocratie Chrétienne napolitaine était le parti des notables locaux et des gens de bien, plus fort dans la province que dans la ville elle-même. Impuissante par ailleurs à entraver l'ascension de Lauro, la Démocratie Chrétienne le laissa prospérer en paix, pensant qu'il s'agissait simplement d'un phénomène local passager ; d'autant plus que les groupes coalisés autour de l'armateur napolitain, grâce à leurs activités mêmes, qui les mettaient en contact quotidien avec le petit peuple de Naples, gagnaient à la Droite des voix qui auraient dû, selon les estimations de l'époque (11), se reporter sur la Gauche.

Le pouvoir de Lauro ne dépassa jamais les bornes des administrations locales, dont le cœur était la ville de Naples. N'oublions pas que le laurisme ne fut jamais un véritable parti : il n'eut jamais ni organisation permanente, ni structure véritable. Le Parti Monarchiste Populaire, tout comme la flotte Lauro [qui est toujours restée une affaire de famille (*ditta a titolare individuale*) malgré un chiffre d'affaires de l'ordre de 50 milliards de lire en 1970] était la chose du Commandant Lauro : seuls sa famille, ses associés, les fidèles et les amis des amis y participaient.

Lauro décrivit d'ailleurs au journaliste Pietro Ottone son entrée au Parti Monarchiste en termes de pur hasard :

(*) Littéralement «économie de la ruelle», qui désigne l'ensemble des relations économiques qui redistribuent dans le voisinage urbain immédiat, les revenus individuels obtenus de l'extérieur, au travers de multiples et infimes transactions portant sur les travaux et services les plus divers – l'économie du *Vicolo* a donné lieu à de vives discussions.

«Je suis arrivé par hasard au siège du parti monarchiste au moment précis où on emportait les meubles au Mont de Piété... J'ai signé un chèque et je me suis retrouvé, contre mon gré, à la tête de la liste électorale du parti...» (12).

Il me semble que l'après-guerre réinstaura dans le *Mezzogiorno* l'ancien système méridional, fondé sur les notables, la clientèle, la collusion mafia-camorra et politique, et dans lequel les emplois publics, les travaux publics, les contrats avec l'État, les honneurs circulent sur un colossal marché qui dans son principe même viole de façon continuelle les mécanismes d'État, à quelques modifications inovatrices près : entre autre, l'apparition sur la scène politique des grands partis de masse (parti communiste, parti socialiste et Démocratie Chrétienne) et l'influence accrue du clergé, due aux Accords de Latran. Dans ce cadre, Lauro n'a rien inventé de neuf en fait de méthode ; comme on l'a dit, il aurait plutôt exploité sans aucune contrainte la vieille tradition des Bourbons, selon laquelle le Roi distribuait des aumônes à ses loyaux sujets. Il ne s'agissait pas seulement des fameux paquets de pâtes ni des non moins célèbres chaussures, mais surtout des innombrables petits bienfaits rendus possibles par le contrôle du pouvoir local (comme le soi-disant *sussidio neve* de 1956, c'est-à-dire la compensation spéciale après la chute de neige inattendue du printemps de 1956).

La clef de voûte du Laurisme est, sans nul doute, ses liens avec l'appareil de l'État, qui furent la source de son pouvoir politique. C'est ce qui a déterminé aussi ses rapports avec la Démocratie Chrétienne ; c'est aussi ce qui explique en fin de compte toute son histoire ; étant donné que c'était la Démocratie Chrétienne qui contrôlait l'appareil central de l'État, Lauro devait, donc, rester, à tout prix, allié à la Démocratie Chrétienne. De là, la scission du Parti Monarchiste National mis en branle par lui en juin 1954 ; de là son règne de six ans sur Naples sans aucune intervention de la part des préfets Paterno et Diana, malgré les protestations du Sénateur démo-chrétien Mario Ricci en 1954, dénonçant les irrégularités administratives. Ce fut la Démocratie Chrétienne qui, grâce au contrôle qu'elle exerçait sur l'appareil de l'État, décréta la fin de la domination de Lauro sur Naples, lorsque avec son intervention dans les élections régionales sardes de 1957, l'armateur napolitain commença à devenir envahissant. La dissolution de l'administration municipale de Naples en février 1958 marqua l'écrou-

lement du laurisme : malgré une plateforme électorale axée sur les persécutions du pouvoir central, il ne réussit pas à obtenir le vote plébiscitaire qu'il demandait au peuple napolitain aux législatives de mai 1958.

D'autre part, le démantèlement du parti de Lauro, organisé par les Gava, fut un jeu très facile pour la Démocratie Chrétienne puisque celle-ci contrôlait l'appareil d'État. Le commissaire du gouvernement, le préfet Correra, reçut l'ordre d'accélérer la spéculation immobilière, en permettant toutes sortes de dérogations au plan d'urbanisme (13) pour démontrer au «*Blocco edilizio*» (c'est-à-dire au bloc des forces sociales intéressées à la construction) qu'il pouvait espérer davantage de la Démocratie Chrétienne que de la Droite de Lauro. En outre, pour abattre les lieutenants de Lauro, spéculateurs, entrepreneurs et promoteurs d'activités touristiques, qui avaient besoin de beaucoup de crédit, les conditions de crédit furent modifiées : la restriction des prêts accordés par les institutions publiques de crédit les obligea à s'adresser aux banques 'populaires' qui, en Campanie, étaient aux mains de la Démocratie Chrétienne. De 1961 à 1968, d'abord sept conseillers municipaux monarchistes («*I magnifici sette*») (14), puis les dirigeants locaux du parti monarchiste abandonnèrent le vieil armateur, avec la même désinvolture dont il avait fait preuve à l'égard de Giannini et du mouvement *Uomo Qualunque*, sous la pression démo-chrétienne, quinze ans auparavant. Pour terminer, ajoutons que Lauro aurait voulu adhérer à la Démocratie Chrétienne mais qu'il se heurta à un refus systématique, soit qu'il ait été tout d'abord considéré comme un aventurier embarrassant, soit que, ensuite, son pouvoir économique ait été considéré comme dangereux pour l'équilibre interne de la Démocratie Chrétienne.

III. LES GAVA OU LA MACHINE POLITIQUE.

Il n'y a pas de solution de continuité entre le laurisme et le gavisme. En fait, ce dernier représente ce qu'on appelait pendant les années soixante le «*doroteismo*», d'après le nom de la faction interne la plus puissante de la Démocratie Chrétienne, en d'autres termes la Démocratie Chrétienne en tant que «parti de régime» (15). Une nouvelle fois, il ne s'agit donc pas d'un phénomène unique, mais de la dimension napolitaine d'un phénomène national. C'est pour cette raison que pour comprendre le gavisme il faut prendre comme point de repère non plus tant le laurisme que

la Démocratie Chrétienne napolitaine « première manière », le parti tel qu'il existait aux alentours de 1950. La transformation qu'a subie le parti catholique, durant les années où Fanfani en fut le secrétaire national (1954-59) a été définie de diverses façons : de « parti d'opinion » elle devint « parti d'appareil » ; de « consortium de notables », « machine politique ». Dans son chapitre sur le parti Démocrate Chrétien, le politologue américain, Sidney Tarrow (16), parle du passage d'un « clientélisme de notables » à un « clientélisme de bureaucrates », passage effectué grâce à des organisations créées spécifiquement à l'intérieur du parti (cf. *L'istituto per lo Sviluppo Politico ed Organizzativo delle Aree Depresso*, etc... L'objectif avoué de Fanfani était de renforcer l'organisation de la Démocratie Chrétienne pour lui donner en tant que parti une autonomie propre sans pour autant lui perdre son électorat modéré. Pour ce faire, il désirait remplacer les vieux notables à la tête du parti par une nouvelle classe dirigeante. C'est ce qu'il fit en employant deux tactiques : d'une part, il s'appropriait systématiquement le pouvoir réel à tous les niveaux (central, provincial et communal) ; au niveau local, ce furent les banques, les organismes de prêt, l'appareil d'État, les hôpitaux, les établissements financiers, les institutions d'entre-aide, etc..., autrement dit, tout ce qui pouvait lui procurer des votes. D'autre part, il valorisa les fonctionnaires du parti en leur facilitant l'accès aux postes d'élus (surtout parlementaires) qui, jusqu'alors, avaient été la chasse gardée des notables de tout cru.

Cette politique produisit à Naples un nouveau groupe de fonctionnaires de parti, mais ne permit pas à Fanfani de contrôler l'appareil local de la Démocratie Chrétienne. L'une des raisons principales de cet échec fut la faiblesse du parti dans la ville ; en fait, les « fanfaniens » ne parvinrent à leur but qu'en manipulant les cartes d'inscription et en dressant les uns contre les autres les différents groupes de notables menés par Giovanni Leone et Silvio Gava, qui contrôlaient le parti dans la province. Dans ces luttes intestines, Lauro fut utilisé comme un instrument de chantage.

L'ascension des Gava à Naples ne s'est pas faite sans mal ; elle fut même marquée par de sérieuses tensions et dissensions. En fin de compte, le pouvoir des Gava ne fut établi qu'en 1962 lors de l'entrée des sept conseillers municipaux monarchistes, les « *magnifici sette* », à la Démocratie Chrétienne, ce qui consacra l'éclatement de la faction fanfanienne. L'originalité de l'action politique de Silvio Gava père, vieillard populaire et l'un des fonda-

teurs de la Démocratie Chrétienne napolitaine de l'après-guerre, est d'avoir su deviner d'une façon relativement perspicace, deux exigences politiques fondamentales : (i) la signification du parti et (ii) le rapport direct avec les principaux représentants du monde économique napolitain. Sur le premier point, au cours de l'entrevue que Massimo Caprara rapporte dans son livre, *I Gava* (17), Silvio Gava reproche à Giovanni Leone de faire de la politique à l'ancienne mode des notables napolitains et de ne pas respecter la politique du parti. Contrôler l'appareil du parti Démocrate Chrétien à Naples — base essentielle et garantie absolue de son autorité locale — c'est une des leçons que Antonio Gava a apprise de son père ; ce qui lui a permis de répondre à toutes les attaques avec la même désinvolture : « notre présence à Naples, c'est la présence de la Démocratie Chrétienne » (18).

Quant à l'importance des liens avec le pouvoir économique local, Silvio Gava l'avait comprise de très bonne heure. Petit avocat de province, battu aux élections à la Constituante à cause de l'opposition de l'évêque de Castellammare à sa foi républicaine et à son antifascisme, il réussit à remonter le courant grâce aux liens qui l'unissaient en tant que directeur du quotidien démo-chrétien napolitain, *Il Domano d'Italia*, aux plus grandes forces économiques napolitaines de l'époque : Banque de Naples et Ente Volturnò, Chemins de fer régionaux, circumvesuviana, etc., monopoles électriques (S.M.E.) et leurs dirigeants : Cenzato, Brùn, Vanzi et tous les cadres de l'appareil public et privé (19). Il fut élu sénateur de Castellammare en 1948, et jouissant d'une réputation d'expert économique et financier (dûe à sa capacité d'exprimer dans son journal les exigences économiques libérales des patrons de l'économie napolitaine), il entra au gouvernement de De Gasperi en 1949 au titre de sous-secrétaire aux finances et le demeura pendant toute la première législature républicaine.

La nouveauté de son activité en politique économique réside dans le fait que non seulement il exerçait des pressions sur les grosses institutions de financement napolitaines pour obtenir davantage de ressources économiques pour l'activité locale, mais qu'aussi il réussit progressivement à concentrer les banques locales dans les mains de ses acolytes. En un premier temps, les ressources disponibles furent dirigées vers la construction et le tourisme à l'époque où la politique méridionale touchait aux infrastructures ; puis en un deuxième temps, vers les investissements dits industriels.

Pendant ce temps-là, Silvio Gava, grâce à ses charges ministérielles, commençait à s'emparer du pouvoir à Naples. En raison des rapports de force ville-province à l'intérieur de la Démocratie Chrétienne, il est naturel que son tremplin fut la commune de Castellammare, qu'il réussit à arracher à la gauche en 1954, grâce à une Sainte Alliance avec Lauro et Roberti (chef du parti Néo-fasciste (MSI) local) pour y installer ses protégés. La Sainte Alliance de Castellammare est importante comme point de repère dans son ascension politique puisqu'elle le présente alors à la classe dirigeante locale tant comme l'homme du renouveau économique (cf. programme de développement de la station thermale de Castellammare) que comme le garant de l'ordre établi dans la province : position qu'il sut habilement exploiter pendant les années 1955-65 pour consolider définitivement le pouvoir des Gava à Naples. Ce pouvoir avait trois têtes : Silvio, chef de groupe des sénateurs démo-chrétiens de 1960-68 (proposé à la présidence du Conseil le 17 juin 1963 (20) et ses fils, Antonio, président de la province de Naples (1961-69) et Roberto, chef du groupe des conseillers municipaux démo-chrétiens à Castellammare dans les années soixante.

Le pouvoir des Gava à Naples c'est celui du *doroteismo*. Ses années de force correspondent à la décennie *doroteo*, période durant laquelle les *doroteo* sont la faction qui domine la Démocratie Chrétienne sur le plan national. Silvio est un des chefs de file de cette faction pendant les années soixante, Antonio l'un de ses principaux représentants pendant les années suivantes. De même, lors de la crise nationale de cette faction en 1969-70, apparaissent les premières difficultés d'Antonio Gava dans le contrôle de la Campanie. C'est ce que l'on retrouve dans les déclarations d'Antonio Gava à propos du parti :

«Quand on parle de la Démocratie Chrétienne à Rome, on parle du pouvoir d'Andreotti, du pouvoir de Colombo en Lucanie, de Fanfani en Toscane, de Goia à Palerme, de Rumor en Vénétie... et personne ne se scandalise... Je ne vois pas la différence qu'il y a entre leur situation et la position des Gava à Naples». (21)

Il apparaît donc que la Démocratie Chrétienne de consortium de notables sous De Gasperi est devenue sous les *dorotei* un consortium de *boss*. Un ami de Rumor a résumé ainsi les assises du pouvoir des *dorotei* après la rupture de 1969 :

«un archipel de petites îles régionales : celle de Sicile, celle de Naples, celle de Calabre, celle de Gênes... la plus grosse île étant celle de Vénétie...». (22)

Qu'est-ce donc que le doroteisme ? Comme l'affirme l'inventeur de l'étiquette, le journaliste Vittorio Gorresio, les *dorotei* ne sont autre que les interprètes les plus fidèles de la logique interne démo-chrétienne (la logique du système clos), «à eux revient le mérite indiscutable d'avoir le mieux rempli les objectifs sacrés de la démo-christianisation de l'Italie» (23). Il me semble que derrière ce raisonnement, il y a l'inamovibilité gouvernementale de la Démocratie Chrétienne et le contrôle permanent que ce parti a exercé sur l'appareil d'État. Le fondateur de la faction dorotéenne, Aldo Moro (24), a lui-même déclaré que la vraie caractéristique de la démocratie italienne se trouve là. La Démocratie Chrétienne doit toujours rester au pouvoir et le parti Communiste doit toujours l'aider à y rester en sachant demeurer dans l'opposition (et en se lamentant sur le fait que les démocrates sincères des autres partis refusent de se rendre à cette évidence !).

S'il est vrai, comme c'est le cas, que la Démocratie Chrétienne est le parti hégémonique de gouvernement de droit divin, il s'ensuit que celui qui contrôle l'appareil local du parti détient *ipso facto* le pouvoir d'État dans sa zone. Voilà la règle d'or qu'ont comprise les Gava : plus ils sont forts à Naples, plus ils sont forts à Rome ; leur puissance à Naples consolide et sert leur puissance à Rome ; leur force à Rome cimente et décuple leur puissance à Naples dans un mouvement perpétuel de spirale, de plus en plus ample, et qui finit par devenir le ressort même de l'Italie dorotéenne.

Je viens de montrer comment les Gava arrivèrent à contrôler la Démocratie Chrétienne napolitaine, reste à expliquer les mécanismes de leur contrôle sur l'appareil du parti local. Ils adoptèrent deux tactiques : (i) contrôler les cartes d'inscription, élément le plus contesté de la gestion de la fédération napolitaine par les Gava ; à maintes reprises ils furent accusés d'avoir falsifié les cartes, ce qui conduisit souvent les protestataires à occuper les sections locales. En outre, on raconte qu'à l'époque du choléra ce sont des noms repris dans les annuaires téléphoniques (sans parler des morts) qui permirent de maintenir le chef de file, Mariano Rumor, à la présidence du Conseil (25). Il est clair que les 44 000 inscrits des Gava ont pesé lourd dans la décision que prit Fanfani en tant que secrétaire national du parti, de ne pas envoyer de com-

missaire à la fédération napolitaine en novembre 1973, et de promouvoir Antonio, responsable national des *Enti locali* du parti en 1974 (c'est-à-dire membre de la direction responsable pour la politique locale). Enfin, ce sont ces méthodes qui lui ont toujours permis d'être majoritaire aux congrès provinciaux et lui ont conféré le droit de régner sur Naples.

(ii) Le second élément qui permit aux Gava de contrôler l'appareil local du parti, et qui a toujours constitué, comme le répète Antonio *ad nauseam*, la force des Gava à Naples, ce sont ses liens privilégiés avec le centre national du parti, établis, comme je l'ai déjà mentionné, par Silvio au début des années cinquante. En fait, la survie du pouvoir des Gava pendant les années soixante-dix, après leur échec au niveau de la région, est due au fait qu'Antonio a réussi à s'insérer dans la direction nationale de la Démocratie Chrétienne avant la retraite de son père (ce qui l'a sauvé lors de la tempête politique qui suivit le choléra). On peut en outre établir un lien entre l'échec de sa tentative au niveau régional et la déconfiture des *dorotei* : son principal rival en Campanie, Ciriaco De Mita, réussit juste à ce moment là à entrer dans la majorité nationale du parti, appelée «cartel des gauches» et à se faire nommer vice-secrétaire national. Le résultat fut, pour la première fois, un ébranlement sérieux du pouvoir des Gava. Heureusement pour eux, la deuxième phase de gestion du parti par Fanfani commença juste avant le choléra ; ainsi, le «pacte féodal» entre De Mita et Gava qui se partagèrent le pouvoir régional fut conclu au moment où tous les deux étaient affaiblis, l'un (De Mita) par le changement de majorité nationale du parti (ses liens privilégiés avec le centre national furent, en effet, coupés), et l'autre (Gava) par le scandale du choléra.

J'ai déjà insisté sur les liens privilégiés qui unissaient Silvio Gava au monde économique napolitain. Ils sont restés forts pendant les années soixante et ont même été renforcés d'une part par la croissance des ressources mises à la disposition de la région par l'État, pour toutes sortes d'activités économiques disparates et, d'autre part, par le fait que la Démocratie Chrétienne était devenue une des composantes de base de la structure de gouvernement à Naples à tous les niveaux : communes, (y compris le chef-lieu), province, agences gouvernementales de tous genres, institutions de crédits etc... Le système avait l'air presque parfait ; comment expliquer alors qu'en quelques années, il devait entrer sérieusement en crise ?

L'une des causes principales de la faiblesse du système Gava était sa dimension provinciale, son absence de dimension régionale, conséquences de l'organisation politique de la Démocratie Chrétienne en Campanie, de sa division en fiefs hermétiques durant les années cinquante, mais aussi du fait que le pouvoir économique des Gava ne couvrait que la province de Naples. Antonio Gava pensait que le rapport de population Naples/autres provinces de la Campanie (suffisant pour une carrière parlementaire médiocre) lui permettrait de s'imposer aussi au niveau régional. Il avait totalement laissé de côté les intérêts de la région dans son ensemble facilitant ainsi l'organisation par De Mita d'une majorité de rechange sur la base de la défense des provinces de l'intérieur contre la ville de Naples (ce qu'on a appelé «la révolte des campagnes»). (26). Deux ans plus tard, affaibli mais non vaincu, Antonio Gava préféra abandonner ses ambitions régionales pour se faire élire député, et signer avec De Mita le pacte féodal déjà évoqué. Il renforçait ainsi ses bases napolitaines, et se donnait les moyens de contrôler depuis Rome le pouvoir régional et de s'imposer ainsi en médiateur entre Rome et Naples (27).

La véritable faiblesse du pouvoir des Gava réside cependant dans l'excès de bureaucratisation de leur pouvoir. Tant que la situation sociale restait inchangée, ils contrôlaient tout ; mais dès l'instant où la situation se mettait à bouger la machine des Gava s'enrayait. Les ennuis des Gava se sont appelés : région, choléra, référendum de 1974, élections régionales du 15 juin 1975, élections législatives du 20 juin 1976. L'ébranlement des rapports de classe et la rupture d'un marché stagnant qui caractérisait l'économie napolitaine traditionnelle furent provoqués par l'achèvement d'un marché national unifié et par la crise qui en découla. Auparavant, les crises économiques arrivaient à Naples à retardement et atténuées; au cours des années soixante-dix, la crise économique nationale et internationale frappa Naples rapidement et brutalement. Les conséquences furent de deux ordres : luttes sociales d'une dimension toute nouvelle dans le temps et dans l'espace, réduction des ressources publiques qui alimentaient la politique de clientèle (28).

Contrôler l'appareil local avec une poigne de fer pour avoir plus d'influence au centre et utiliser l'influence du centre à la périphérie : cette logique était inattaquable en temps «normal» et tant que la Démocratie Chrétienne réussissait à obtenir assez

de voix pour contrôler le pouvoir local. Mais les temps n'étaient plus «normaux» comme l'a démontré la réaction de la ville au choléra. La Démocratie Chrétienne napolitaine fut totalement incapable de faire face aux nouveautés sociales, comme, par exemple, les chômeurs organisés, les luttes pour les droits civiques, les manifestations en faveur des réformes et contre le fascisme, etc... La Démocratie Chrétienne des Gava n'eut d'autres recours que l'application des vieilles méthodes : violence policière (avec le préfet de police Zamporelli) et chantage. Devant l'émergence d'une nouvelle et forte conscience politique, ce fut en vain. Le 15 juin 1975, les Gava perdirent le contrôle de la mairie de Naples ; pour la première fois Naples élisait un maire communiste, Maurizio Valenzi, et l'année suivante, le 20 juin 1976, le parti communiste obtenait 41% des voix aux élections législatives (29).

Cette brève analyse des deux principaux moments du bloc de pouvoir à Naples dans l'après-guerre, illustre un phénomène qu'il me semble utile de souligner à nouveau : la dimension nationale de la politique locale. Les groupes sociaux organisés au sein du laurisme furent créés et favorisés par les choix des gouvernements De Gasperi en matière de politique économique. La nouvelle articulation des groupes sociaux mise sur pied par les Gava correspond à un projet politique d'origine nationale, le *doroteïsme*. La mise en crise de ce système fut provoquée par les développements économiques et politiques nationaux et internationaux, bien que «précipitée» par un événement particulier à Naples, l'épidémie de choléra. De même la nouvelle position de force du parti communiste à Naples, et l'accès de Valenzi à la mairie, font partie d'un mouvement national. Il est donc clair que depuis la deuxième guerre mondiale, la vie politique napolitaine, longtemps camouflée derrière les façades d'un pittoresque vieillot, s'est toujours inscrite dans les grands courants de la politique nationale italienne.

Disons pour terminer que la notion américaine de «machine politique» (30) est la meilleure définition qu'on puisse donner de la Démocratie Chrétienne dorotéenne ; et il se pourrait bien que l'avance communiste qui l'a mise en crise puisse être envisagée dans le cadre d'un mouvement général de réformisme progressiste, tel qu'on le voit aux États-Unis où ce sont des réformateurs progressistes à la tête de mouvements d'alliance entre

classes moyennes et prolétariat qui ont renversé les machines politiques des grands boss urbains.

*University of Reading (G.B.)
Centre for the advanced Study
of Italian Society
Novembre 1977.*

NOTES

(1) Cf. l'excellente collection d'essais contenue dans le volume présenté par Augusto Graziani, *L'economia italiana : 1945-1970*, Bologne, Il Mulino, 1972, et l'analyse de Mariano d'Antonio, *Sviluppo e crisi del capitalismo italiano*, 1951-1972, Bari, De Donato, 1973.

(2) Marcello De Cecco, «Economic Policy in the Reconstruction Period, 1945-1951» dans S.J. Woolf (ed), *The Rebirth of Italy, 1943-1950*, Londres, Longman, 1972, p. 160.

(3) Alessandro Pizzorno, «I ceti medi nei meccanismi del consenso» dans F.L. Cavazza et S.R. Graubard (ed), *Il caso italiano*, Milan, Garzanti, 1974, pp. 314-337.

(4) Percy Allum, «La Campania : politica e potere, 1945-1975» dans F. Barbagallo (ed), *Storia della Campania*, Naples, La Voce della Campania, 1975-76, pp. 211-218.

(5) Francesco Compagna, *Lauro e la DC*, Rome, Opere nuove, 1960.

(6) Détails dans P. A. Allum, *Politics and Society in Postwar Naples*, Cambridge, CUP, 1973, chap. 1.

(7) Vezio Emilio De Lucia et Antonio Janello, «L'urbanistica a Napoli dal depogueramento a oggi : note e documenti» numéro spécial de *Urbanistica*, n°65, Juillet 1976.

(8) Cité par Pietro Ottone, «La Campania» dans I. Montanelli et autres, *Italia sotto inchiesta*, Florence, Sansoni, 1965, p. 690.

(9) Attilio Belli, *Napoli nella crisi*, Naples, CEEC, 1976, p. 27.

(10) Cf. pour la DC à Salerne, G. Di Marino, «La DC a Salerno» dans, G. Di Marino et autres, *La democrazia Cristiana nel Salernitano*, Salerne, La veglia, 1975 ; et pour la DC à Catania, M. Caciagli, *Partito e potere in una città meridionale*, 2 vols. ronéo.

(11) Francesco Campagna et Vottorio De Caprariis, *Studi di geografia elettorale (1946-1958)*, Naples, Nord e Sud, 1950.

(12) *op. cit.*, p. 689.

(13) *Urbanistica*, n°65, *op. cit.*

(14) Cet épisode est traité par Francesco Rosi dans son film «*Main basse sur la ville*» (1963) ; pour les détails, cf. P.A. Allum, *op. cit.*, chapitre 9.

(15) On peut utilement consulter sur ce point François Bourricaud, «De la participation» dans *Contrepoints*, n° 18 de 1975, pp. 63-94 et Gian-Franco Pasquino, «Une crise qui vient de loin» dans *Esprit*, novembre 1976, pp. 1-20.

(16) Sidney G. Tarrow, *Peasant Communism in Southern Italy*, New Haven, Yale UP, 1967, chapitre 12.

(17) Milan 1975, Feltrinelli, p. 132.

(18) Cité dans *L'Europeo* du 1er novembre 1973.

(19) Tous ces personnages faisaient parti des organismes économiques fascistes dans les années trente, cf. Michele Fatica, «Appunti per una storia di Napoli nell'età del fascismo» dans *Rivista di storia contemporanea*, n°2, 1976.

(20) Massimo Caprara, *op. cit.*, p. 65 ; les sources sont ici les notes rédigées par Pietro Nenni à l'époque, et publiées par Giuseppe Temburano, *Storia del Centro-Sinistra*, Milan, Feltrinelli, 1971, p. 219.

(21) *L'Europeo* du 1er novembre, 1973, mais aussi *L'Astrolabio* du 21 juin 1970, p. 15, etc...

(22) Cité dans Gian-Paolo Pansa, *Bisaglia, una carriera democristiana*, Milano, Sugarco, 1975, p. 152.

(23) Vittorio Gorresio dans la revue *Epoca* à la fin des années soixante, cité par Gian Paolo Pansa, *op. cit.*, p. 88.

(24) Interview, *Panorama*, 31 août 1972, cité par Giorgio Galli, *Dal bipartitismo imperfetto alla possibile alternativa*, Bologne, Il Mulino, 1975, p. 194.

(25) Leonardo Vergani, *Il corriere della sera*, 7 octobre 1973 ; Silvio Gava répondit dans une lettre publiée le 12 octobre ; dans «una riposta al ministro Gava» du 13, Vergani réaffirme et documente ses accusations.

(26) Giovanni Russo, «Campania : la rivolta del contado» dans *Il Corriere della sera*, 23 février 1972.

(27) Percy Allum, *op. cit.*, p. 217.

(28) Gennaro Esposito (Goffredo Fofi), «Napoli da ieri a domani» dans *Ombre rosse*, 11-12, novembre 1975, pp. 138-141.

(29) Pour les événements récents, voir surtout le matériel publié dans *Città Classe*, n° 11-12, avril-mai 1977, «Napoli : classi sociali e ristrutturazione del territorio» pp. 53-77, comprenant une excellente bibliographie commentée.

(30) Le texte classique est encore la Discussion de Robert K. Merton dans *Social Theory and Social Structure*, New York, Free Press, 1957 (rééd), pp. 71-80. On peut voir utilement aussi le numéro spécial de *The Annals* de mai 1964 consacré à «City Bosses and Political Machines», ainsi que le reader de B.M. Stove (éd.) *Urban Bosses Machines and Progressive Reformers*, Lescington, Mass., 1972, D.C. Heath.

QUELQUES QUESTIONS EXEMPLAIRES A PROPOS DU PASTORALISME CORSE (*)

François PERNET

C'est une banalité de dire que la société corse d'aujourd'hui présente, dans la société française, des caractères originaux. L'insularité, une histoire longtemps détachée des évolutions continentales, ont maintenu un ensemble de traits particuliers, sociaux, politiques, culturels qui apparaissent notamment dans les caractéristiques, sans équivalent dans l'espace national, des activités d'élevage. On ne nie pas pour autant l'influence déterminante de la société globale sur ce pastoralisme, tant dans les régions côtières de l'île où le tourisme et la viticulture industrielle se développent directement sous l'influence du continent que dans l'intérieur de l'île, où les revenus, pour ne prendre qu'un indicateur synthétique, dépendent dans des proportions notables d'institutions et de fonctionnements dont l'origine et la logique sont continentales.

Il reste que cette combinaison qui caractérise la situation corse d'aujourd'hui, entre des différences et des dépendances, est elle-même originale dans la société française ; et l'on doit faire l'hypothèse qu'il y a là le produit d'un processus particulier d'intégration de l'île. Tout se passe en effet comme si l'intégration de l'île avait été plus politique et administrative que directement économique, comme si la pression constante des populations locales aidant, on avait «toléré» ces particularismes. Les condi-

(*) Cet article s'inspire et renvoie constamment au texte rédigé avec G. LENCLUD «Berger en Corse, essai sur la question pastorale», PUG, Grenoble, 1977, dans lequel nous nous sommes efforcés de combiner les approches ethnologique et économique. On trouvera ici, plus que les analyses qui les précèdent, des résultats et, principalement, leurs dimensions économiques : d'où un certain schématisme bien incapable de rendre compte de la diversité et de la complexité des questions abordées.

tions de rentabilité de l'activité n'étant pas jugées suffisantes aux yeux des principaux agents du capitalisme national, sauf en quelques points qui demeurent extérieurs à la vie régionale, il n'y a pas, à quelque exception près, de véritable intégration économique ; par suite, on ne rencontre aucun de ces processus qui, partout ailleurs, parviennent à niveler des conditions sociales, politiques et culturelles très diversifiées. Les seules relations de gestion administrative et d'échange marchand laissent subsister, aussi longtemps qu'elles ne gênent pas, les particularités de la société corse ; celle-ci, à mesure que s'accroissent ses dépendances à son environnement continental, se relie moins organiquement à tout ce qui faisait sa tradition.

Ainsi du fait de l'insularité, du fait aussi sans doute de l'absence de ressources stratégiques pour les croissances capitalistes, l'intégration de la Corse à l'espace national ne s'est pas faite comme elle s'est produite dans d'autres régions porteuses de dynamismes sociaux et culturels aussi puissants. Il faudrait ici parler plutôt de quasi-intégration, et, comme dans d'autres situations, de désintégration.

De ces observations globales, il découle que les évolutions du pastoralisme corse ne peuvent être que commandées par celles de l'articulation de la Corse à l'ensemble du pays : dans ce contexte, il se transforme, s'amenuise, s'isole ; d'élément essentiel, à la fois structurant la vie traditionnelle et structuré par la vie sociale, il devient simple activité technique d'élevage, coupée des évolutions sociales et culturelles.

Sans vouloir ériger en un modèle pur et idéal, définitivement établi, le pastoralisme traditionnel, il faut rappeler les principaux équilibres et la cohérence auxquels il était parvenu au début du siècle : symbiose entre l'élevage et l'agriculture d'où chacun sort renforcé, utilisation maximale de toutes les ressources du territoire par une population plus nombreuse, articulation étroite entre les procédures techniques, économiques, familiales et sociales, au point que la collectivité préserve un certain contrôle sur les conditions de l'activité individuelle (accès aux paturages, modes d'utilisation, dimension des troupeaux, etc.), double adaptation et alternance que réalise la conduite du troupeau à l'espace cultivé et à ses sous-produits, à l'espace non agricole et à ses diverses ressources « naturelles ».

La comparaison entre ce qu'était le pastoralisme au début du siècle et ce qu'est l'élevage aujourd'hui fait apparaître une transformation de la logique des activités productives, une moindre utilisation du territoire, la diminution de la population active rurale, la dégradation des systèmes techniques, économiques et sociaux complexes qui ne sont plus en état de se reproduire. Des ressources existent pourtant pour l'élevage, d'autres techniques sont concevables pour les exploiter mieux. Comme le montrent les statistiques d'importations jusqu'à trois fois supérieures aux productions animales intérieures, les débouchés potentiels sont importants. Si l'on pense par ailleurs aux projets politiques régionaux et au nombre de corses qui recherchent un emploi, on peut se demander si toutes ces questions ne peuvent se résoudre les unes par les autres. Mais il serait bien velléitaire, sinon risqué, d'aborder cette réflexion avant de connaître les ressorts profonds qui ont conduit la transformation du pastoralisme.

I. LE PASTORALISME DANS SON CONTEXTE SOCIAL.

Comme on l'a dit, la transformation du pastoralisme s'insère et est le produit de la transformation de la société locale dans son articulation à l'espace national. Il faut au moins rappeler brièvement le poids des conséquences de l'émigration, qui s'organise, s'institutionnalise, pour « créer » en quelque sorte les emplois que la non-intégration économique empêche de développer sur place : l'exode agricole et rural, une densité démographique si faible que les conditions d'une vie sociale minimale sont rarement réunies dans les villages de l'intérieur, mais aussi le fait que les émigrés, pour un grand nombre, reviennent prendre leur retraite au pays, en sorte qu'on ne vend pas la propriété familiale et que la situation foncière s'en trouve gelée pour d'autres utilisations. Ainsi font partie du village ceux qui l'habitent en permanence, peu nombreux l'hiver, mais aussi ceux qui reviennent y passer leurs vacances, ceux qui y prennent leur retraite, pendant toute l'année ou pendant la belle saison. Les résidents productifs sont ainsi de moins en moins nombreux, la société locale est largement le fait d'individus qui vivent ou ont vécu au dehors, et reflètent des préoccupations professionnelles extérieures.

Déjà isolés par cette évolution, les bergers le sont bien davantage encore par la disparition de l'agriculture. Au début du siècle, les bergers vivaient en symbiose étroite avec les agriculteurs ; mieux,

l'activité pastorale était l'une des activités de l'exploitation agricole, complémentaire de la culture, exercée au sein même de la famille élargie. Le troupeau valorisait les jachères et les sous-produits de l'agriculture, il permettait la fertilisation, les produits animaux se troquaient contre les produits végétaux, les travaux s'organisaient collectivement, au sein de la famille et de la communauté villageoise.

Avec la disparition quasi-totale de l'agriculture, des productions céréalières d'abord, mais aussi arboricoles et maraîchères, l'isolement n'est pas seul à peser sur les conditions d'existence du berger ; il est obligé d'acheter les produits agricoles que sa famille ou son entourage immédiat ne produit plus : la vente des produits de l'élevage sur les marchés devient nécessaire, et donc l'insertion dans l'économie monétaire, qui est le début d'une intégration à l'économie continentale.

Le berger dépend de l'extérieur, et cette dépendance s'insère dans celle de toute la vie locale : le pastoralisme se transforme en une activité d'élevage individualisée.

II. LE PASTORALISME ET LE MILIEU «NATUREL».

A ce contexte, trop schématiquement retracé, des transformations du pastoralisme il faut ajouter l'ensemble complexe des causes qui tiennent au dynamisme biologique du couvert végétal.

Toutes les évaluations des ressources en unités fourragères qui sont proposées concluent à un déficit global par rapport aux besoins du troupeau. Il y aurait beaucoup à dire sur les incertitudes qui pèsent tant sur l'appréciation des ressources que sur celle des besoins, retenons cependant que la survie du troupeau exige que son alimentation soit complétée. Le plus important est pourtant la grande variabilité de l'importance du déficit, d'une année sur l'autre, et d'une saison à l'autre de chaque année. Les bergers estiment grossièrement qu'une très bonne et une très mauvaise année encadrent deux années moyennes. L'année la plus mauvaise est celle où il n'y a ni pluie de printemps, ni pluie d'automne ; la sécheresse d'automne met les troupeaux en péril. Aux risques d'incendie s'ajoutent alors, les mères étant sous-alimentées, les difficultés de l'agnelage, puis, comme il faut laisser les agneaux plus longtemps sous la mère, le retard de la traite et de la vente

du lait. Les agneaux qui atteignent mal le poids requis se vendent plus difficilement ; il faut prolonger la traite le plus longtemps possible, en courant le risque d'épuiser les mères, et en espérant que les pluies du printemps suivant leur permettront de reprendre du poids. Les bergers qui n'ont pas suffisamment de réserves pour acheter des compléments fourragers dont les prix deviennent alors spéculatifs, sont acculés à vendre leurs troupeaux dans les pires conditions : c'est à l'automne que se fixe le cours de la brebis.

En année moyenne, le déficit alimentaire n'est que saisonnier, de mai à septembre toujours, et, suivant les années, de novembre à février : le déficit pouvant varier de 50 à 70% des ressources nécessaires pour toute l'année, si l'on excepte la transhumance.

Le pastoralisme traditionnel disposait de plusieurs moyens pour compenser le déficit : stratégies de conduite et de sélection du troupeau, visant à façonner des animaux adaptés au milieu plutôt qu'à adapter, comme c'est la norme dans l'élevage continental, le milieu aux performances animales ; recherche du meilleur ajustement possible des besoins du troupeau en disponibilités fourragères, la période de lactation correspondant à celle de la repousse de l'herbe ; valorisation des sous-produits et des rebuts de l'activité agricole, dont une partie était disponible à la période creuse de l'automne ; enfin, grâce à la transhumance, ressources de la montagne, qui assuraient l'alimentation du troupeau pendant la sécheresse de l'été.

Avec la rupture des principaux équilibres qui structuraient le pastoralisme traditionnel, la plupart de ces ajustements des ressources aux besoins disparaissent ou perdent de leur importance : les bergers ne peuvent plus compter aujourd'hui sur l'aide de l'agriculture ; si la rusticité des troupeaux se maintient, les modes de conduite se simplifient sans doute beaucoup ; il semble enfin, d'après une enquête de la Direction Départementale de l'Agriculture (D.D.A.) que le nombre des troupeaux qui transhument est en diminution et, en tout cas, que la transhumance qui cesse d'être intégrée et soutenue par la vie de toute la communauté villageoise tend à n'être plus qu'une simple procédure technique impliquant un mode de vie jugé de moins en moins supportable.

Pourtant les problèmes subsistent ; les bergers d'aujourd'hui doivent imaginer d'autres types d'ajustements des besoins aux ressources. On peut observer deux orientations qui sont lourdes

de conséquences : la limitation du nombre des troupeaux, et la tendance à augmenter les cultures fourragères, qui conduit à une intégration plus grande de l'économie pastorale au système économique global.

Tout se passe comme si les bergers, maîtrisant de moins en moins l'évolution des ressources, tendaient à limiter les besoins : si les effectifs moyens des troupeaux semblent augmenter, il n'y a plus, bien souvent, qu'un seul troupeau dans des zones qui en hébergeaient autrefois cinq ou six. La diminution des effectifs globaux corrobore cette tendance : de 1970 à 1975, la DDA, estime à 5,5% par an la diminution du nombre des bergers et donc du nombre des troupeaux; le quart de ceux qui restent envisagent de diminuer leurs effectifs ou d'abandonner leur élevage dans les trois ans à venir. L'exode aidant, les bergers limitent le nombre des troupeaux sur un périmètre donné en proportion des quantités fourragères minimales disponibles pendant les périodes difficiles des années moyennes ou mauvaises.

Si les effectifs animaux sont proportionnés aux disponibilités de l'automne, voire de l'hiver, cela signifie que les ressources disponibles au printemps ne sont pas toutes consommées, la pression pastorale étant insuffisante : c'est alors, par le processus classique du développement des « refus » et, compte tenu des conditions écologiques locales et de la pluviométrie hivernale, la croissance du maquis et l'extension rapide des surfaces qu'il couvre. Dans l'état actuel des prix et des techniques, le moyen le plus rapide et le plus économique pour reconquérir les surfaces emmaquisées est alors l'incendie. Mais l'incendie favorise le développement des espèces pyrophites, les moins productives pour le troupeau, en sorte que pour un troupeau constant, la surface qui doit être reconquise sur le maquis, augmente, d'incendie en incendie.

On obtient ainsi cet enchaînement exemplaire qui est le produit logique de la confrontation du pastoralisme traditionnel à la société globale et à son économie, et des caractéristiques écologiques du milieu dans lequel cette confrontation se développe : détérioration des pratiques de la transhumance, disparition de l'agriculture, ajustement des effectifs animaux aux ressources minimales existantes, extension du maquis, incendies répétés, diminution des ressources fourragères et à nouveau ajustement en baisse des effectifs animaux. Le changement de sens est ra-

dical, autrefois le paysan corse façonnait le sol et la végétation à la mesure de ses besoins, aujourd'hui les bergers entrent, ils en sont souvent conscients, dans un processus qui dessert leurs intérêts ; ils savent qu'ils ne pourront survivre qu'à l'expresse condition d'être de moins en moins nombreux. Bergers et troupeaux, formation végétale du maquis, société globale, sont les pièces maîtresses d'un éco-système dans lequel l'homme maîtrise de moins en moins les interdépendances entre son activité et son milieu biologique.

Certes, cet ajustement au minimum des ressources n'est pas le seul moyen aujourd'hui d'adapter les ressources aux besoins, il y a également les achats en aliments du bétail et, dans leurs prolongements, la culture de productions fourragères.

III. L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE DE L'ÉLEVAGE D'AUJOURD'HUI.

Entrés dans les circuits monétaires lorsqu'ils achètent les produits alimentaires qu'ils ne peuvent plus se procurer par l'échange dans une communauté villageoise qui n'en assure plus la production, les bergers doivent encore acheter des aliments pour assurer la survie de leur troupeau dans les périodes les plus critiques. Pailles, fourrages ou céréales, sont des produits importés du continent dans une large proportion, à des prix correspondant aux cours nationaux, grevés en outre des frais de transports, et dans des quantités si variables d'une année sur l'autre, que le marché s'organise mal et que les pressions spéculatives se développent.

IV. IMPORTATION DE PAILLES ET DE FOINS (EN QUIN-TAUX).

| 1967 | 1968 | 1969 | 1970 | 1971 | 1972 | 1977 |
|-------|-------|-------|-------|--------|-------|-------|
| 1.258 | 6.204 | 6.187 | 3.212 | 15.623 | 3.718 | 2.028 |

Cependant cette séquence classique, d'achats de biens sur les marchés, production de ces biens grâce à l'achat de biens de production (semences, engrais, tracteurs) ne rend pas compte des caractères propres de l'intégration dans le système économique global de ce qui subsiste aujourd'hui du pastoralisme traditionnel. L'accès aux marchés suppose un revenu et les revenus de l'élevage ne se forment ici que grâce à la valorisation des quelques caractéris-

tiques les plus fortes de l'ancien système pastoral, qui subsistent encore aujourd'hui.

Si l'on prend le risque (bien grand du fait de l'incertitude des statistiques en général et de celles concernant les revenus de l'élevage en particulier) de comparer les revenus tirés du troupeau corse à ceux qui leur correspondent le moins mal sur le continent, on peut avancer que les revenus du berger corse moyen — et ici les écarts à la moyenne sont encore plus forts que sur le continent — sont, au minimum, comparables à ceux des éleveurs continentaux. Il faut toutefois préciser que cet avantage relatif est principalement le fait des bergers qui assurent eux-mêmes, comme autrefois, la transformation des produits de l'élevage (fromages et charcuteries) et de ceux, qui, du fait de la concurrence des demandeurs d'herbe dans un espace qui va se rétrécissant, doivent payer cher la location des pâturages nécessaires.

Il faut en effet souligner, d'un côté, le caractère paradoxal d'un élevage qui, bien qu'encore largement traditionnel est aussi efficace, sous l'angle des revenus, que les élevages modernisés du continent, et d'un autre côté, la nature des composantes essentielles de cette efficacité : ce sont celles du pastoralisme traditionnel qui ont résisté le plus longtemps, en quelque sorte qui sont les plus puissantes ; le niveau de revenu du berger est fonction de la valorisation qu'il apporte aux produits de l'élevage (la transformation du lait en fromage permet de tripler en moyenne la valeur de la production laitière), de la faiblesse de ses coûts de production, des conditions avantageuses de la commercialisation de ses produits. A l'exception du prix de location des parcours, très variable (minimum pour les zones de maquis convenant aux chèvres, maximum pour les parcours à moutons s'il y a trop de demandeurs) cet élevage ne nécessite pratiquement ni capital ni main-d'œuvre salariée, les seuls achats concernant les aliments du bétail, variables avec la sécheresse. Ainsi l'activité pastorale combine une phase d'élevage dont le caractère extensif est le produit d'une adaptation aux caractéristiques du milieu et une phase de transformation, impliquant un travail intensif qui correspond en fait aux possibilités qui se dégagent dans le système social corse. Hier les bergers écoulaient leur production dans leur communauté villageoise ; aujourd'hui, ils la commercialisent largement et à des prix rémunérateurs auprès des

corses qui ont conservé des attaches avec leur village d'origine, qui reviennent pour leurs vacances ou se font expédier des colis en cours d'année.

Si ces points forts qui subsistent encore du système pastoral traditionnel sont le moyen d'un revenu pastoral élevé, ils sont aussi, par ce biais, un instrument puissant d'intégration du pastoralisme au système économique dominant. L'enchaînement est simple : pour faire face au déficit fourrager saisonnier avec l'ajustement des effectifs aux disponibilités, les bergers, dans un premier temps, achètent fourrages et céréales sur les marchés, dans un deuxième temps et dans la mesure des possibilités foncières, cultivent les productions fourragères nécessaires sur des terres louées ou achetées. D'après l'enquête de la D.D.A., un tiers des bergers cultivent de l'orge ou de l'avoine — fourrage, ou entretiennent des prairies artificielles ; ce sont les plus gros producteurs puisqu'ils assurent 63% de la production laitière.

Dans ce cheminement vers l'intégration économique, on observe plusieurs étapes. Parmi les deux-tiers des bergers qui ne cultivent pas, on en trouve qui n'achètent pratiquement rien sur les marchés, soit qu'ils n'en aient pas les moyens, soit que, disposant de parcours très isolés et suffisants, ils n'en aient pas besoin ; ils ne peuvent toutefois se maintenir dans cet isolement autarcique qu'à la condition de n'être plus qu'une catégorie marginale dans ses effectifs et d'accepter un coût social que leurs successeurs supporteront de plus en plus difficilement.

A l'étape suivante, ceux qui achètent des compléments fourragers sont pris dans un engrenage qui repose sur la situation foncière de l'île. Le prix de location des parcours, dans un contexte de rareté, est fonction des rapports de force et de nombre entre bergers et propriétaires du sol ; c'est dire que si le revenu de l'élevage est fonction des coûts de production, il sera d'autant plus satisfaisant que le nombre des bergers sera plus restreint, alors que, dans le même temps, comme on l'a vu plus haut, la surface et la productivité des parcours tendent à diminuer constamment.

Ainsi les deux catégories de bergers sont prises dans une logique de régression, leur reproduction se fait sur une base constamment rétrécie.

Pour échapper à ces contraintes, ceux qui ont su jouer des caractéristiques de l'économie pastorale traditionnelle et accumuler un capital monétaire suffisant, qui peuvent trouver des terres libres à la vente dans un contexte foncier inextricable, n'ont d'autre possibilité que de parvenir à la propriété des sols sur lesquels ils s'assurent des productions fourragères mettant le troupeau en sécurité. Acheter la terre et les moyens de la cultiver, c'est, ici comme ailleurs, le premier pas dans un engrenage où il faut produire davantage pour épargner et accumuler, où l'on voit augmenter la productivité mais aussi les coûts de production, et où, se rapprochant de la rationalité économique dominante, on tend à en adopter le système technique.

Il est symptomatique de noter que, dans cette situation, on tend à abandonner la production fromagère essentielle dans l'économie pastorale traditionnelle : il est difficile, sauf à disposer d'une main-d'œuvre salariée, de conduire le troupeau, de cultiver l'herbe et de produire des fromages ; d'après l'enquête par sondage de la D.D.A., 70% des éleveurs livrent le lait non transformé à Roquefort où à de petits entrepreneurs privés ; le total de ces livraisons atteindrait 80% de la production laitière totale.

Grâce à des moyens accumulés dans des systèmes productifs qui relèvent encore de la rationalité traditionnelle, certains passent ainsi à des systèmes productifs qui appartiennent à la rationalité économique dominante ; ceux qui n'ont pu faire ce passage se trouvent enfermés dans une logique de régression.

On observera enfin la dernière étape (pour aujourd'hui) de cette transformation. Quelques bergers parviennent à acheter une exploitation agricole, au sens continental du terme, répondant notamment aux critères de l'administration.

Dans les conditions géomorphologiques de l'île, de telles exploitations s'implantent généralement dans les fonds de vallée, et sur les surfaces planes des coteaux, cultivables, mécanisables, voire irrigables. Elles peuvent comprendre, à leur périphérie, des pentes plus ou moins emmaquisées utilisées comme réserve d'apports saisonniers. Le nombre de telles exploitations qui transposent les modèles industrialisés du continent, est très limité, tant parce que les surfaces de faible pente ne représentent qu'une partie minime du territoire, qu'en raison de la situation foncière, les meilleures terres se libérant généralement les dernières. Dans

cette nouvelle organisation de l'élevage, toutes les surfaces abandonnées par l'ancienne agriculture, et gagnées par le maquis, cessent d'être véritablement utilisées : l'élevage corse « moderne » se replie sur quelques points favorables du territoire. Cette quasi-privatisation des meilleures terres, reproduisant le schéma de l'aménagement de la côte orientale où, sur les plages, ont été déjà largement supprimées les possibilités de pâturage hivernal, empêche les bergers moins avancés dans le processus d'intégration d'envisager les cultures fourragères qui permettraient de combler le déficit alimentaire de leurs troupeaux.

Ainsi, la mise en relation de la société locale avec la société globale conduit à l'isolement du pastoralisme et l'accule à s'intégrer au système économique dominant. Comme ailleurs, ses éléments les plus vulnérables tendent à disparaître, les autres, grâce à une accumulation qui s'est formée dans le pastoralisme traditionnel et grâce à ses caractères les plus originaux, tendent à s'aligner sur les modèles techno-économiques dominants. Pour chaque catégorie de bergers que le cheminement vers l'intégration tend à différencier, les perspectives sont, chaque fois, une diminution des effectifs produite par des dynamismes sociaux et écologiques davantage subis que maîtrisés. Si cette tendance se prolongeait, la plus grande part de l'espace intérieur de l'île cesserait d'être utilisée.

V. VERS DE NOUVELLES PERSPECTIVES.

A vrai dire, l'existence de ressources non utilisées n'est pas en soi une difficulté, il ne peut y avoir problème que par rapport à un système social déterminé. Or tant pour la société locale que pour la collectivité nationale, cette évolution entraîne des coûts économiques et sociaux de plus en plus lourds : c'est bien sûr l'ensemble des coûts de l'exode agricole et rural, singulièrement élevés dans un contexte de sous-emploi, c'est aussi, malgré tout, le coût d'un entretien minimum des espaces abandonnés, et, particulièrement le coût élevé de la lutte contre les incendies, c'est enfin l'ensemble des frustrations des aspirations matérielles, sociales, culturelles de la population locale qui dans un tel contexte ne peuvent que s'accroître.

Ce que nous avons dit montre l'impossibilité de ressusciter les modalités d'utilisation de l'espace et des ressources, du pas-

toralisme traditionnel ; elles correspondaient, organiquement, à un système social qui a disparu.

Il serait, certes, possible d'imaginer et de mettre en œuvre de nouvelles techniques, de nouveaux systèmes productifs permettant d'entretenir l'espace intérieur et de maîtriser les processus qui mènent à la diminution des ressources fourragères disponibles. Un calcul élémentaire montre que cela est d'ores et déjà techniquement concevable. Si on estime, de manière très optimiste de façon à simplifier le raisonnement, la ration alimentaire du troupeau pendant les six mois de production laitière au double de la ration d'entretien pendant le reste de l'année, si la période productive du troupeau correspond à celle de production de l'herbe, de l'automne à la fin du printemps, il faudrait s'assurer d'une production complémentaire d'unités fourragères égale à la moitié de ce qui est disponible au printemps, sachant qu'une prairie artificielle fertilisée et irriguée peut produire dix fois ce que produisent des parcours naturels, il suffirait de cultiver de façon intensive le dixième de la moitié (soit 5%) des surfaces exploitées par le troupeau au printemps. On ne connaît pas la surface totale sur laquelle pourraient être conduites de telles cultures intensives mais on peut faire l'hypothèse que cette surface dépasse 5% et que la surface exploitée par le troupeau peut être augmentée. On doit souligner cependant que de telles surfaces peuvent faire l'objet d'autres utilisations, arboricoles, viticoles, maraîchères, pour lesquelles les revenus dégagés sont supérieurs. Si cette première orientation s'avèrait difficile ou inopportune, on pourrait, sur la base de recherches déjà avancées, celles menées par le Centre d'Études Phytosociologiques et écologiques de Montpellier par exemple, imaginer soit des techniques permettant d'améliorer la productivité des parcours et de maîtriser l'extension du maquis sur ces parcours, soit des techniques permettant d'utiliser le maquis lui-même pour l'alimentation du troupeau.

Enfin, si l'on tient compte des débouchés locaux pour les produits agricoles et d'élevage, d'une part, des aspirations nouvelles de la population à trouver des emplois dans l'île plutôt que sur le continent, on peut poursuivre une augmentation des emplois dans l'élevage.

Cependant toutes ces potentialités ne peuvent se réaliser sans transformation profonde du système économique et social : com-

ment un tel système dont la logique a poussé au dépeuplement de l'île pourrait-il conduire à son repeuplement ? Il est en réalité aberrant de poser la question de l'utilisation des espaces abandonnés par l'ancienne agriculture sans dire, au préalable, ce qui a changé ou ce qui doit être changé pour que cette question trouve réponse.

Si ce préalable, évidemment politique, était résolu, la réponse se situerait dans la création de nouvelles relations entre l'homme et le milieu, dans la définition de nouvelles fonctions d'utilisation constitutives de nouvelles ressources sociales, bref dans la construction d'un éco-système nouveau. Les bergers des catégories, souvent antagonistes, que le processus d'intégration a différenciées, les individus que la vie et l'emploi en milieu urbain ne satisfont pas, qui souhaitent s'installer ou se réinstaller en milieu rural, ne seraient pas les seules parties prenantes dans cette construction, d'autres catégories sociales résidant à l'extérieur, ou de façon saisonnière en Corse sont également susceptibles d'agir sur le territoire.

En l'absence d'un projet très volontariste et clairement exprimé, on se rend compte que cet éco-système nouveau sera le produit, à terme suffisamment long, de nombreuses combinaisons, d'accords et de compromis, dont on ne saurait préjuger à partir des seules potentialités techno-économiques aujourd'hui décelables.

*INRA - IREG
Grenoble
Septembre 1977*

SOUS ISRAEL, LA PALESTINE *

Ilan HALEVI

Ce livre raconte une histoire. Ou plutôt, il la fait raconter par ceux qui l'ont vécue ou la vivent encore : le Palestinien resté dans un pays qu'il a perdu, l'immigrant juif et ses descendants installés sur une terre qui n'était pas la leur. De cette expropriation, sans cesse renouvelée, naîtront les conflits qui, jusqu'aujourd'hui, menacent la paix du monde. Une première partie, «le Jour de la terre», rassemble les témoignages palestiniens qui représentent toute la gamme d'attitudes adoptées par les natifs à l'égard des conquérants. Dans une deuxième partie, «Cent ans de colonisation», l'auteur entreprend, à partir des écrits des pionniers et maîtres penseurs du sionisme, de retracer l'histoire centenaire de cette entreprise. Le texte que nous publions concerne la période 1920-1924 et, plus particulièrement, le fameux conflit entre «travail juif» et «travail arabe» qui constitue une question-clé dans la genèse du sionisme.

L'historien israélien Yehoshu'a Porat écrit, dans *Naissance du Nationalisme Palestinien*, 1918-1929, qu'en 1924, au moins un tiers des juifs de Palestine étaient opposés, de façon souvent très véhémente, au programme, aux idées et aux pratiques du mouvement sioniste. Ces juifs appartenaient, pour la plupart, au *Yishouv yashann*, le «vieux peuplement». La plupart étaient des juifs «espagnols» arabisés, mais il y avait également parmi eux, outre de petites communautés marocaines et des familles juives venues de tous les coins du monde arabe, un certain nombre

(*) Il s'agit des bonnes feuilles d'un ouvrage d'Ilan Halévi qui doit paraître prochainement aux Éditions Le Sycomore. Le Sycomore, éditions, 72 rue du Château d'Eau 75 010 Paris - tél. 246-19-81.

de descendants d'immigrants religieux. Ceux-là, arrivés à diverses époques, d'Europe centrale et orientale, rejetaient, pour un ensemble de raisons, les prétentions de la direction sioniste, faite de «nouveaux immigrants», à représenter la communauté juive de Palestine. Yehoshu'a Porat rapporte la fierté des chefs sionistes de l'époque, qui parvinrent, en 1924, à empêcher — glorieux exploit — la publication dans la presse hébraïque d'une déclaration de la communauté sépharade (1) de la vieille ville de Jérusalem, exprimant son soutien au Conseil musulman supérieur dans la lutte contre les sionistes.

Mais les Anglais ne s'embarrassaient pas de si peu : déjà obligés de maintenir un instable et impossible équilibre entre les nationalistes arabes et les sionistes, ils n'allaient pas par-dessus le marché se mettre à consulter l'opinion populaire des diverses communautés.

Les institutions du mouvement sioniste en Palestine devinrent donc, après la Première Guerre mondiale, «représentatives» de la communauté : sorte de gouvernement autonome et reconnu, parlant au nom des juifs de Palestine dans leur totalité, au nom du *Yishouv*, et engageant, de par la grâce du conquérant britannique, leur avenir tout entier. La direction sioniste jouant le rôle des «notables» du système d'administration coloniale indirecte, les institutions politiques et économiques sionistes se transformèrent, petit à petit, en appareil d'État. L'époque de cette transformation — celle du régime mandataire — a justement été nommée par l'historiographie sioniste, officielle et populaire : *Ha-medina ba-derekh*, ou «l'État en route».

Dès le début, le régime du mandat anglais, en bouleversant radicalement les formes juridiques de la propriété foncière, supprimait les obstacles les plus importants que la société palestinienne opposait à l'entreprise sioniste. Trois lois sur les terres — la *Land Tenure* et *Land Transfer Ordinance* (1920), et la *Mahlul Land Law* (1922) — instituèrent formellement la mobilité marchande de la terre et sa propriété individuelle, abolissant pratiquement toutes les formes de propriété collective (*Mesha'a*).

Ce sont ces changements qui permirent aux organismes sionistes d'acquisition des terres (Fonds national juif) de réaliser, avec la complicité de «propriétaires» absenteïstes, de très grosses transactions foncières. La plupart de ces propriétaires avaient acheté,

par la redevance et l'impôt, des «droits de propriété» sur des terres qui souvent ne représentaient pour eux qu'un nom sur des titres. C'est ainsi qu'en 1920, l'essentiel des terres de Marj ibn Amer, l'antique vallée de Jezréel au sud de la Galilée, étaient vendues par leur «propriétaire» gréco-libanais de Beyrouth, le fameux Sursuk.

Les statuts du Fonds national juif spécifient alors qu'en cas de contrat d'achat, la terre doit être livrée «vide de ses occupants». Contrairement aux barons de la colonisation classique, les sionistes de 1922 ne veulent pas de métayers, ni même d'ouvriers agricoles arabes. Le FNJ exige des terres «disponibles» pour y installer des colons juifs : c'est en cela même, disent-ils, que les sionistes se distinguent du colonialisme classique d'exploitation des indigènes. En ce qu'ils aspirent, non pas à l'asservissement des indigènes, mais à leur expulsion, à leur disparition. Dans tous les cas, ce sont les policiers et les soldats britanniques, gardiens de l'ordre mandataire et exécuteurs de la Déclaration Balfour, qui sont chargés d'expulser, *manu militari*, les *fellahs* récalcitrants.

C'est donc au lendemain de la Première Guerre mondiale que commence, le plus «légalement» du monde, le processus d'expulsion. Les *fellahs* sont maintenant chassés des terres qu'ils ont occupées depuis plusieurs siècles, sans interruption, quel qu'ait pu être le régime politique et juridique de la propriété foncière. Paysans libres ou serfs, métayers ou fermiers, obligés de payer la rente ou de servir les *Waqfs* (2), les paysans de Palestine n'avaient jamais été déplacés. Les timides efforts déployés par le gouvernement de la Sublime Porte, depuis le code de la réforme agraire (1858), pour détribaliser la tenure de la terre et en instituer la propriété privée étaient restés sans lendemain : au lieu de créer, comme dans la Russie de la même époque, une classe de *koulaks*, de paysans riches, ces efforts n'avaient fait qu'encourager la spéculation et la vente de terres aux étrangers.

Le résultat de ces expulsions ne se fait pas attendre. Dès 1921, on signale un peu partout en Palestine, et tout particulièrement en Galilée, une recrudescence du «banditisme de grand chemin», une profusion de «bandes armées», nourries d'un afflux constant de nouveaux dépossédés. En 1924, le futur président de l'État d'Israël, Haïm Weizmann, note dans son journal qu'une partie des terres acquises dans la région de Foula, dans la vallée de Jezréel, sont toujours inoccupées, faute de colons juifs, et que l'armée

anglaise doit y monter une garde incessante pour empêcher les paysans expulsés d'y retourner.

C'est ce processus, que les historiens sionistes appellent justement «la conquête du sol», qui fonde dans la pratique le rapport à la population arabe de Palestine.

Ainsi les Amants de Sion se sont-ils organisés. Ils ont triomphé de la spéculation et du désordre dans «le mouvement» ; ils ont obtenu de l'Angleterre une charte, et ils ont commencé à prendre conscience du fait que la Palestine était habitée. Mais seule une toute petite minorité en tire des conclusions qui remettent en question l'ensemble de la conception du projet sioniste. Pour la majorité, les Arabes constituent certes un obstacle imprévu, mais pas insurmontable. «Nous en avons vu d'autres !».

La présence d'une population arabe en Palestine, et plus encore les premières manifestations de son hostilité à l'État juif en gestation, ne produiront au sein du mouvement sioniste qu'une seule scission d'importance : celle de l'aile dite «révisionniste» du Congrès sioniste, dirigée par Ze'ev Jabotinsky, qui réclame, dès la fin de la Première Guerre mondiale, la constitution d'une armée juive et la proclamation de l'indépendance unilatérale de l'État juif (3).

C'est cependant à Haïfa, en décembre 1920, que les délégués au Congrès des ouvriers en terre d'Israël fondent ce qui va devenir la structure politique majeure dans le développement du mouvement sioniste en Palestine : la Histadrout, de son nom complet «l'Organisation générale des travailleurs hébreux en terre d'Israël».

Les travailleurs «hébreux»... La rupture et le débat, au sein de ce congrès, vont porter sur cette restriction. La minorité, qui exigeait une organisation syndicale commune aux travailleurs arabes et juifs, refuse de participer à la fondation, est exclue du parti Po'alei Tsiyon — «Les Ouvriers de Sion» — et va quitter le mouvement sioniste. Ce sera également la fin des pourparlers entre Po'alei Tsiyon et la IIIème Internationale naissante : Les Ouvriers de Sion constituent l'aile ouvrière du mouvement sioniste, et non pas la section juive (ou hébreue) du mouvement ouvrier international. La nuance est d'importance, comme devait le démontrer la suite.

La minorité exclue va devenir, pour quelque temps, le «mouvement socialiste des ouvriers hébreux», puis, après l'intégration

de quelques pionniers arabes, le Parti communiste palestinien. La majorité, pour sa part, sous l'énergique direction de Ben Gourion, est bien décidée à créer en Palestine une société où les «non-juifs» n'ont pas de place.

Syndicat d'ouvriers juifs venus d'Europe, la Histadrouth, en rejetant le principe de la solidarité avec les travailleurs arabes, exprimait bien la réalité de ce «colonialisme ouvrier» qui a dominé pendant plusieurs décennies le processus de constitution de la société sioniste. Car l'organisation, statutairement vouée à «l'édification de la société hébraïque du travail en terre d'Israël», va mener, pendant toute une période historique, la lutte pour la «conquête du travail hébreu» : l'expulsion systématique des Arabes du nouveau marché du travail.

Cette expulsion ne répond pas seulement à une nécessité idéologique et politique du sionisme ; elle constitue alors aussi un impératif économique et social pour les masses de nouveaux immigrants d'Europe centrale et orientale, n'ayant d'autre capital que leurs bras, mais incapables d'être «compétitifs» avec les travailleurs arabes, tout à la fois plus productifs et moins exigeants.

La «conquête du travail» oppose ainsi les ouvriers juifs de Palestine à la fois à la «concurrence» des travailleurs arabes, et aux employeurs juifs qui préfèrent, profit oblige, le «travail arabe». Pendant plusieurs décennies, les travailleurs immigrés vont donc mener des luttes, souvent violentes (4) pour imposer aux employeurs la ségrégation raciale dans l'embauche. Ces luttes étaient subjectivement ressenties, mais aussi officiellement représentées par le sionisme ouvrier, comme des luttes de classes contre un capitalisme colonial soucieux d'exploiter la main-d'œuvre indigène.

Les institutions centrales du mouvement sioniste sont bien conscientes de ce problème : déjà en 1908, le docteur Taun, éminent spécialiste, présentait à l'Agence juive un rapport qui s'ouvrait par ces mots :

«Inutile de chercher bien loin pour démontrer que l'emploi d'ouvriers juifs à la place des ouvriers agricoles arabes est un des plus importants problèmes de la colonisation en Eretz-Israël».

Le docteur Taun considérait que le «matériel humain» devait venir de deux sources : de la jeunesse sioniste d'Europe orientale, principalement de Russie, et des Juifs orientaux déshérités, «qui ont le même niveau culturel que les *fellahs*». Et il continue :

«On peut douter que les Juifs ashkenazes (occidentaux) soient aptes à un travail autre qu'artisanal dans les villes. Par contre, les Juifs orientaux — et principalement les Yéménites et les Perses — ont leur place dans les travaux agricoles. Du fait qu'ils se contentent de peu, on peut comparer ces Juifs aux Arabes. Sur ce plan ils peuvent les concurrencer, mais certainement jamais les dépasser» (5).

L'organisation de l'immigration des Juifs arabes, cependant, ne laisse pas de poser des problèmes. «Dans la seule année 1912», qui suivit la mission de l'envoyé de l'Agence juive, Warshawsky-Yanieli, au Yémen, «plusieurs centaines de familles émigrèrent en terre d'Israël. Plus qu'on en attendait, et plus qu'il n'en était souhaité. Il fallut envoyer un message au Yémen demandant de ne plus faire partir personne jusqu'à nouvel ordre» (6).

Progressivement, la direction sioniste va inventer et imposer sa solution à ce dilemme : en contraignant les employeurs juifs à n'embaucher que des Juifs, mais aussi en indemnisant les patrons au prorata de la différence entre le salaire d'un ouvrier juif et celui d'un ouvrier arabe. De façon à assurer tout à la fois le travail hébreu et le profit des employeurs.

Conquête du sol, conquête du travail : la société sioniste est en cours de constitution. Le boycott de la production indigène va constituer le troisième volet de ce processus. «Il n'était pas aisé», rapporte le député travailliste israélien David Hacohen en se remémorant l'époque, «de faire comprendre à nos camarades du Parti travailliste anglais pourquoi nous versions de l'essence sur les tomates des femmes arabes !»

Les choses vont considérablement s'envenimer à partir de 1929. Des émeutes sont provoquées par les «révisionnistes» du Bétar (7) autour des lieux saints de Jérusalem et de Hébron. Un front arabe se constitue, dirigé par les chefs des grandes familles de propriétaires terriens, et coiffé par les institutions musulmanes qui représentent la population arabe aux yeux de la puissance mandataire. A cette époque, la violence est toujours sous-jacente dans les relations entre les deux communautés : la «confessionnalisation du conflit» — comme on dirait aujourd'hui — est accom-

plie, illustrée par le départ des Juifs palestiniens de vieille souche des villes et des villages arabes (Hébron, Silwan) où ils habitaient, et leur réinstallation à l'ombre des colonies et des quartiers construits par les nouveaux venus.

NOTES

(1) Ou «espagnole» : il s'agit justement de ce «vieux *yishouv*» implanté depuis plusieurs centaines d'années à Jérusalem, Tibériade, Safed et Hébron, et où dominaient numériquement les familles d'origine espagnole. Les plus anciennes, qui se vantaient d'être des *Samekh Tet* (initiales de *Sfaradim Tehorim*, ou «purs Espagnols»), faisaient remonter leur installation en Terre Sainte au XIII^{ème} siècle : ceux-là avaient quitté l'Espagne avant la reconquête chrétienne. Les autres, apportant avec eux le dialecte espagnol (*ladino*) qui devait survivre dans les Balkans et en Turquie, ont suivi leur voie, et tissé des liens de coexistence respectueuse avec la majorité musulmane.

L'*Encyclopedia Judaica* (Jérusalem, 1972) rapporte qu'à la fin du XIX^{ème} siècle, à Jérusalem, les juifs ashkenazes (ou «allemands») : il s'agit des juifs d'Europe orientale parlant le yiddish) se déguisaient en sépharades pour échapper à la vindicte de leurs créanciers musulmans. Car la communauté sépharade, modeste mais auto-suffisante, était composée pour l'essentiel d'artisans, tandis que les «nouveaux venus» européens, qui vivaient alors – surtout à Jérusalem – de la *Halouqa* ou «distribution» d'aumônes en provenance des congrégations synagogales d'Europe ou d'Amérique, étaient lourdement endettés à l'égard de leurs voisins commerçants, chrétiens et musulmans.

(2) Ou Fonds consacrés : il s'agit des «biens du clergé» musulman, qui constituent, depuis l'époque des croisades, une forme particulière de propriété corporative, qui préfigure, dans une certaine mesure, la propriété étatique. Déjà, on voit les paysans incapables d'assurer les redevances sur la propriété individuelle des lopins qu'ils cultivent faire offrande de leurs terres aux *Waqfs*, qui devient leur unique employeur et propriétaire. Une étude systématique des relations sociales et juridiques liées à la terre et à la propriété terrienne en Palestine, depuis le Moyen-Age jusqu'au mandat britannique, reste cependant une tâche à ce jour inachevée.

(3) Désignés tout d'abord sous le terme de «scissionnistes», ces ancêtres directs de l'actuel Likoud, précurseurs et maîtres à penser de Menahem Begin, aujourd'hui Premier Ministre d'Israël, se revendiquèrent «révisionnistes» car ils demandaient effectivement la révision de la conception sioniste traditionnelle, héritée de Herzl, selon laquelle l'État des juifs serait garanti par les «gouvernements» (entendez les grandes puissances). Plus conscient que ses contemporains «socialistes» à la direction du mouvement sioniste en Palestine, de la profondeur de la contradiction entre le sionisme et les aspirations nationalistes de la population indigène, Ze'ev Jabotinsky fonde le cadre idéologique dont vont sortir, parallèlement au Parti révisionniste, et au Parti des sionistes généraux, diverses organisations armées secrètes. Celles-ci vont mener, dès le début des années 1930, une double lutte offensive contre les Anglais et les Arabes : l'Irgoun Tsva'i Le'oumimi, ou Organisation militaire nationale, et le Lekhi (initiales de Lohamei Herouth Israël, «Combattants de la liberté d'Israël»), connu en Occident sous le nom de Groupe Stern. La majorité sioniste-travailleuse, qui domine les institutions colonisatrices à l'époque du mandat tente officiellement, jusqu'en 1942, d'éviter le conflit armé ou du moins d'en rejeter la responsabilité sur les Arabes. Le slogan des «révisionnistes» est alors *Raq Kakh*, «Seulement ainsi», illustrant un bras armé d'un fusil, sur fond de la Grande Palestine d'avant 1922, c'est-à-dire comprenant toute la Transjordanie.

(4) C'est en «faisant le coup de poing» contre les ouvriers arabes, en 1911, à Sejera, que commence la carrière politique d'un jeune ouvrier sioniste nouvellement débarqué de Russie, et qui va prendre le nom de David Ben Gourion.

(5) Cité par Alex Bein, in *Histoire de la colonisation sioniste*, Ed. Massada, Tel-Aviv, 1970.

(6) *Ib.*, page 121.

(7) Mouvement de jeunesse des «révisionnistes», placé sous le signe de Trumpeldor, officier de l'armée tsariste qui rejoint la colonisation juive en Palestine au moment de la révolution russe, et meurt à Tel-Haï, en haute-Galilée, en 1921. L'épisode de Tel-Haï, présenté en Israël comme point de départ de la lutte armée arabe contre l'implantation des Juifs en Galilée, semble pourtant avoir été un détail dans l'arbitraire découpage de frontières entre la Palestine du mandat anglais et la Syrie du mandat français.

LES ADOLESCENTS MAGHREBINS DES CITÉS DE TRANSIT (*)

Etienne BOLO

Les analyses qui suivent portent sur vingt cinq interviews, effectuées en février-mars-avril 1975, dans la banlieue nord-ouest de Paris — auprès de grands adolescents d'origine maghrébine, dont vingt garçons et cinq filles.

Les interviewés ont entre dix-sept et vingt-trois ans ; ils sont nés en Afrique du nord : deux en Tunisie, huit au Maroc, quinze en Algérie ; ils ont émigré en France alors qu'ils avaient entre cinq et dix ans, soit en même temps que leur père, soit, beaucoup plus fréquemment, quelques années après lui. Ils sont tous d'origine rurale. Ils ont donc tous connu et la société musulmane «traditionnelle» et la société française, du moins ce qu'on peut en connaître d'un bidonville, d'une cité de transit, ou d'un quelconque ghetto de banlieue pour travailleurs étrangers. Ils parlent tous l'arabe dialectal, sauf deux dont la langue maternelle est le kabyle. Ils ont tous été scolarisés en français et en France.

Cependant, il est important de remarquer que ces jeunes maghrébins sont nés ou ont tous grandi dans un pays ex-colonisé, maintenant indépendant, ce qui les distingue dans leurs réactions ou dans leurs comportement des autres jeunes maghrébins, notamment Algériens, qui ont connu leur statut de colonisés en France. Il s'agit donc ici de l'analyse d'un phénomène récent, localisé, et déterminé par une conjoncture socio-économique résultant d'une situation de crise.

(*) L'enquête, dont le texte qui suit donne les premiers résultats, a été effectuée à la demande de «Logement et Promotion Sociale», organisme qui a implanté une vingtaine de centre socio-éducatifs dans les cités de transit de la région parisienne.

Divers thèmes très généraux avaient été choisis comme point de départ des interviews : l'école, le chômage et le travail, le bidonville et la cité, les loisirs, la famille, le mariage, les filles, la délinquance. Comme il arrive souvent lorsqu'on s'attache à des sujets aussi vastes, les interviewés ont toujours fini par parler de ce qui leur tenait le plus à cœur, leur vie ; chacun a pratiquement abordé tous les thèmes que l'on désirait aborder.

Les attitudes que nous avons choisies d'analyser — attitude envers la famille, envers la société (violence, délinquance, et travail), envers la sexualité, les filles et le mariage, devraient permettre de dégager quelques traits fondamentaux du profil psychosocial des jeunes maghrébins des cités de transit et d'autres cités du même genre.

I. ATTITUDES ENVERS LA FAMILLE.

Les attitudes des adolescents maghrébins envers la famille ressemblent parfois dans certaines de leurs manifestations aux attitudes des jeunes Français de banlieue, loubards et autres ; ce serait pourtant se tromper lourdement que de conclure qu'elles sont identiques, ou même analogues. Leurs origines, leurs significations et les situations vécues auxquelles elles renvoient sont radicalement différentes. Pour un Français, le discours sur la famille des adolescents maghrébins — et leurs conduites — semblent souvent incohérentes et apparaissent parfois comme un tissu de contradictions en référence au modèle de la famille française. Cette apparence résulte d'une myopie ethnocentrique ; la clé des incohérences doit être recherchée dans la structure de la famille musulmane d'une part, dans la nature de l'émigration nord-africaine en France d'autre part.

La famille musulmane, est une famille de type agnatique qui comprend les parents mâles et leurs descendants : le père, ses fils et leurs femmes, leurs enfants mâles et leurs filles jusqu'au mariage. C'est donc un groupe économique-domestique relativement important qui constitue habituellement en Afrique du Nord la communauté familiale. Le groupe formé par le père, la mère, et les enfants mineurs, qui forme ce que nous appelons en Europe occidentale une famille, n'est pour les musulmans qu'un élément de la famille. L'existence de cette communauté familiale importante ne se traduit pas seulement par un réseau com-

plexe de conduites morales et affectives, mais aussi, très concrètement, par des conduites socio-économiques : il y a très souvent communauté de budget et d'habitation. Les ménages qui ont émigré en France habitaient le plus souvent au pays dans une unique «grande maison» avec leurs frères, leur père, leurs oncles, leur grand-père paternel ; ils n'avaient pas en général de budget séparé, mais recevaient en nature ou en espèce une certaine part des revenus communs, la répartition étant faite par le chef de la communauté soit entre les individus, soit entre les ménages.

Le raisonnement économique qui sous-tend l'émigration est à peu près le suivant : l'individu quitte son milieu familial, non pour subvenir seul à ses besoins, devenir un agent économique isolé et alléger ainsi les charges de la communauté mais pour augmenter les revenus de celle-ci par un travail salarié. C'est ce qui se traduit par l'envoi d'une partie du salaire : le travailleur maghrébin n'envoie pas son «surplus», il ne garde au contraire que ce dont il a absolument besoin. Rien de commun donc avec l'émigration d'individus ou de familles européennes en Amérique, émigration de type colonial, ayant pour but l'enrichissement personnel, et projetée comme définitive. Le retour au pays qui est une preuve d'échec pour l'Européen parti faire fortune outre mer, est au contraire inscrite dans le rêve de l'émigré nord-africain. Celui-ci vit son émigration comme un éloignement temporaire pendant lequel il continue à faire pleinement partie de la communauté familiale restée au pays. L'émigré nord-africain n'a pas *quitté* son village, sa famille, il en est momentanément *éloigné*. C'est un absent dont on attend le retour. Il n'a jamais vraiment franchi la Méditerranée.

L'émigré qui fait venir sa femme et ses enfants en France, parce qu'il a perdu l'espoir de revenir prochainement chez lui, est un phénomène relativement nouveau. Auparavant, notamment chez les Algériens, on comptait pouvoir rentrer au pays quand celui-ci serait libéré du colonialisme. Les libérations vinrent sans que fussent supprimées les causes de l'émigration ; l'émigration individuelle perdit alors sa principale raison d'être et se transforma peu à peu en émigration familiale, limitée toutefois par les conditions d'accueil, de logement, etc...

Ce n'est donc qu'une partie de la «famille» qui se trouve installée dans une cité de transit d'une quelconque banlieue, un élé-

ment d'une famille. Cet élément vit, surtout aux débuts, une situation analogue à celle de l'homme qui avait émigré solitairement ; il se définit semblablement par rapport à la famille restée au pays, à laquelle il continue d'appartenir. C'est peu à peu, sous la pression de l'environnement socio-économique, culturel et administratif européen que cet élément de famille musulmane va devoir, pour survivre, adopter les aspects extérieurs de la famille nucléaire sans en assimiler pour autant les valeurs propres. Les conditions d'existence, de logement et le type de rapports famille/société contribuent pour une large part à sa réduction. Ainsi la microfamille musulmane perd brusquement, en se transplantant, son fondement socio-économique, mais conserve son idéologie et ses valeurs. Il ne peut qu'en résulter de graves perturbations dans les rôles sociaux joués par les différents membres du groupe, ainsi que dans leurs relations interpersonnelles. Il serait d'ailleurs plus juste de dire que la réalité socio-économique que rencontre cette microfamille musulmane avec tous les comportements sociaux qu'elle implique, entre en conflit permanent avec l'idéologie et les valeurs de la famille musulmane.

Pour les adolescents de 20 ans qui sont arrivés en France entre 5 et 10 ans, l'histoire de leur vie familiale, c'est l'histoire d'une lente désagrégation de la famille. Premiers signes de cette désagrégation, la transformation, puis la mutation des rôles sociaux impartis au père et à la mère qui sont assez bien résumés par un jeune marocain :

« Mon père (au pays) c'était quand même quelqu'un, il comptait dans le village, il allait s'asseoir à la Djemaa, il donnait son avis... (En France), mon père il commande encore à la maison, mais c'est tout. Dehors, il n'est plus rien, il faut qu'il se taise. Il ne peut même pas empêcher ma mère de sortir et de ne pas être respectée par les gens. Mon père, je le respecte parce que c'est mon père, c'est forcé, quoi ! Mais il n'est plus rien ici. Il comprend pas ce qui se passe. Il va à son travail, il revient, c'est tout ».

La désagrégation de l'image du père est plus marquée que celle de la mère, c'est pour la raison que celle-ci, sauf exception, ne travaille pas et demeure beaucoup plus protégée des assauts du monde extérieur, à savoir de la société française. L'image du père s'est dégradée, parce qu'il ne peut plus jouer le rôle du père musulman : les adolescents en sont pleinement conscients ; ils en font reproche à leur père, tout en sachant qu'il n'en est pas

responsable. Le père musulman doit protéger sa femme et ses filles les mettre à l'abri des contacts et des regards masculins ; il ne peut plus le faire comme avant.

«Un homme qui laisse sa fille de 16 ans voir des garçons, c'est pas un homme, c'est pas un père».

Il est fréquent de voir les adolescents se substituer avec sévérité à leur père défaillant pour protéger l'intégrité des jeunes sœurs.

Les adolescents reprochent également aux pères de ne pas être en mesure de les protéger efficacement contre le racisme. Un père qui supporte sans rien dire que des injures racistes soient adressées à lui ou à un membre de sa famille perd la face, et surtout manque à son rôle premier qui est de sauvegarder la dignité des membres de sa famille. Les adolescents savent fort bien que les pères ne peuvent pas répondre victorieusement au racisme de la société environnante, et donc que les pères ne sont pas «responsables» ou «coupables», mais ils n'en persistent pas moins dans leur constat : le père devant le racisme, ne sauvegarde ni sa dignité, ni celle de sa famille. Cette rancœur sourde et parfois pleine de compassion est plus accentuée chez les adolescents arrivés très jeunes en France, à un âge où ils n'étaient pas en mesure de comprendre fut-ce schématiquement, leur condition d'émigré, mais seulement de la subir.

Dégradation de l'image du père aussi, quand celui-ci, comme c'est très souvent le cas, est analphabète ou semi-analphabète. Pour un paysan d'Afrique du Nord qui a 40 ou 50 ans, ne savoir ni lire ni écrire, c'est tout à fait normal. Mais être analphabète en France, c'est être, dans maintes circonstances de la vie quotidienne, frappé d'incapacité. Une fois de plus le père ne peut plus jouer son rôle de chef et l'adolescent doit se substituer à lui.

«Ici, si tu sais pas lire, t'es comme un aveugle», commente un jeune de 15 ans récemment arrivé en France. «Les gens comprennent même pas que tu saches pas lire. Avec tous les papiers qu'on reçoit, mon père, il comprend rien... même quand je lui explique... Il sait pas quoi décider, alors il dit : mon fils, décide pour le mieux. Je pourrais lui faire faire n'importe quoi».

Enfin les adolescents ont pleinement conscience que leurs pères se trouvent au degré le plus bas de la hiérarchie sociale et qu'en venant en France, ils ont donc subi une déchéance. Socia-

lement, ils ne sont plus rien, alors qu'au pays, même pauvres, ils avaient droit au sein de la communauté villageoise à la considération dont jouit tout chef de famille. Il faut noter à ce propos que les adolescents n'établissent pas une relation entre racisme et exploitation sociale. Ce sont deux fatalités dont ils sont victimes, mais qui n'ont pas de lien entre elles. Un Arabe qui réussit reste un Arabe ; un Arabe qui n'est plus victime du racisme... c'est parce qu'il n'est plus Arabe et qu'il est devenu Européen. Quoi qu'il en soit, les adolescents ont souvent honte du statut social de leur père, et souvent, dans leurs relations avec des Français, et surtout des Français n'hésitent pas à mentir à ce sujet.

L'image du père s'est dégradée directement, c'est la personne elle-même qui a été frappée de déchéance. La personne de la mère est restée généralement intacte, mais son image a été atteinte indirectement, presque sournoisement. En même temps qu'ils vivaient avec leur mère, les enfants, petits moyens et grands, ont été quotidiennement en contact avec des femmes françaises — enseignantes, assistantes sociales, etc... — dont l'image et le rôle sociaux étaient tout différents, et qui leur apparaissaient pourtant comme aussi respectables que leur mère. Il en est résulté une certaine dévalorisation, mais sur le plan intellectuel seulement, de l'image maternelle qui continue par ailleurs à polariser affection, estime et dévotion. A l'abri d'un maximum d'influences extérieures, la mère demeure la gardienne des coutumes et des mœurs qui lui assurent un rôle non moins important au sein de la famille. Une certaine confusion règne dans l'esprit des adolescents quant à l'image — non de leur mère — mais de la future mère de leurs enfants. Mère traditionnelle, mais instruite, mère confinée dans son foyer, mais pouvant y jouer un rôle d'assistante sociale, mère soumise à la volonté de l'époux, mais jouissant d'une certaine autorité. Les mères de famille nord-africaines ont eu à assumer, en France, des tâches qui étaient généralement imparties aux hommes : gestion du budget, marché, sortie dans les magasins. Leurs enfants mâles ont sur ce phénomène une position assez contradictoire : ils estiment que ces tâches doivent désormais être le fait des femmes, mais à condition toutefois qu'elles ne fréquentent pas trop les hommes en les accomplissant. L'un d'eux va même jusqu'à dire : « Si les hommes ne vont plus faire le marché, ma mère peut y aller, elle ne rencontrera pas d'hommes qui la dévisageront ».

En même temps que se dégradent ou se transforment les images et les personnes du père et de la mère, l'image de la famille élargie perd peu à peu sa réalité concrète. En s'organisant, en France, comme unité économique-domestique, «l'élément de famille» qui a émigré se transforme de facto en famille de type français, et ne fait plus partie qu'idéologiquement de la communauté familiale restée au pays, avec laquelle d'ailleurs les rapports s'estompent progressivement. Le discours des adolescents est à cet égard très significatif : ils continuent d'affirmer que leur famille, c'est la grande communauté familiale où ils vont se retremper tous les ans ou presque ; mais quand ils parlent de leur voyage «au pays», ils constatent que dans leur famille ils ne se sentent plus chez eux, qu'on les considère comme étrangers. De plus, ils déclarent qu'ils supportent mal les normes implicites des rapports interpersonnels ; soumission aux aînés, respect des anciens, même s'ils sont analphabètes et «racontent des conneries». Cette réaction semble résulter de l'intériorisation par les adolescents maghrébins des rapports interpersonnels déterminés par la société industrielle individualisante et non d'une amorce de rationalisation des dits rapports.

La «grande famille» lointaine, où l'on aurait du mal à vivre, reste la famille idéale, la famille à laquelle on se réfère quand on dit que «la famille c'est sacré». Elle est sacrée, parce qu'elle permet à tous ses membres, même pauvres, de vivre dans la dignité et la fierté, autrement dit d'être des hommes. La famille où l'on vit en France, qui porte les défroques d'une famille française, nucléaire et conjugale, mais qui n'est plus que la caricature crispée d'une famille musulmane est l'objet de sentiments ambigus et contradictoires. Il n'est pas rare que le même interviewé, après avoir déclaré que la famille était sacrée, affirme péremptoirement, quelques minutes plus tard «la famille, c'est de la merde». A elles seules, ces deux phrases résument la situation conflictuelle permanente que vivent les adolescents maghrébins ; ils sont le produit d'une mutation en cours, et en tant que tels, ils appartiennent tout à la fois aux deux structures opposées et contradictoires. Leur désarroi est d'autant plus grand que la rupture ne semble pas facile tant qu'ils constituent potentiellement et virtuellement la relève d'une main-d'œuvre industrielle à laquelle appartiennent leurs parents, et qu'ils doivent perpétuer. En conséquence de quoi, les adolescents maghrébins conscients de la vie dans laquelle ils sont engagés et du rôle que leur réserve

la société capitaliste, s'en prennent violemment à ce qui leur apparaît comme la cause d'une perspective de «lendemain qui déchantent».

De ce fait, et malgré tout (peut-être à cause de l'impossibilité de rupture), les adolescents restent très attachés à ce groupe. Sauf rares exceptions, ils ne tentent pas de le fuir pour mener «leur vie», comme leurs homologues français. Cette alternative prend des proportions évidentes dans le milieu maghrébin, et donne une dimension nouvelle à la solidarité entre ses membres qui dépasse la solidarité affective. Elle se traduit surtout, sinon avant tout, par une solidarité économique : dès qu'on gagne sa vie, on participe au budget de la communauté, on finance éventuellement les études coûteuses d'un jeune frère, qui «réussit bien» en classe ; enfin on entretient la mère et le père (surtout si celui-ci ne travaille plus ou ne travaille pas assez). Mais ce qu'il faut bien voir, c'est que la participation économique du jeune adolescent maghrébin au budget de la communauté familiale n'a rien de commun avec la part de salaire que réclament à titre de pension pour le logement et la nourriture, des parents français au grand fils qui travaille et qui n'a pas encore quitté le domicile paternel. Il n'est pas rare de voir deux ou trois aînés d'une famille de sept ou huit prendre entièrement en main le financement et la gestion du budget familial.

Dans la plupart des cas, la famille musulmane finit par se reconstituer en France, même quand les problèmes de logement viennent y faire obstacle. Il arrive que le frère aîné demeure avec sa femme au domicile paternel (le premier devoir de la jeune femme n'est pas de s'occuper d'elle-même et de son mari, mais d'aider sa belle-mère dans les tâches ménagères), mais quand d'autres frères se marient, quand naissent des petits enfants, la place fait vite défaut même dans les F4 ou F6. Alors on s'arrange pour s'installer ailleurs, le plus près possible, pour que la communauté n'éclate pas et que la solidarité puisse jouer. Il en résulte une aggravation de la situation économique de la communauté (deux, trois loyers à payer au lieu d'un) et surtout, peu à peu, l'appartement conçu pour une famille de Français moyens transforme en «ménages», en unité économique-domestique ces éléments épars d'une famille musulmane.

Il ne faut pas s'y méprendre, les adolescents maghrébins, même lorsque leurs propos ressemblent par leur verdeur à ceux des jeunes Français qui partent en croisade contre la famille bourgeoise, ne sont pas des contestataires. Ils ne souhaitent pas la mort du père (qui pour eux n'est jamais un vieux «con»), la fin de son autorité, et l'enterrement de la famille en général. De par leur condition sociale, ils ne conçoivent que difficilement une existence en dehors de ces liens interdépendants qui font de la famille musulmane une réalité potentiellement nécessaire, donc un cadre indispensable dans la phase étudiée et pour quelque temps encore. Ils ne font en fait qu'exprimer leur *nostalgie* de la grande famille musulmane, de ses valeurs, de son organisation, de sa hiérarchie même.

L'avenir familial qu'ils projettent presque tous pour eux, c'est celui d'un père de famille, maître souverain de la communauté domestique, mâtiné d'un monarque éclairé par ses CAP et sa connaissance des nécessités de la vie française.

II. ATTITUDES ENVERS LA SOCIÉTÉ : LA VIOLENCE, LA DÉLINQUANCE, LE TRAVAIL.

Nous avons regroupé sous les trois rubriques — violence, délinquance, travail — les attitudes des adolescents envers la société. C'est évidemment un peu arbitraire, et cela risque de déformer quelque peu le profil de l'adolescent maghrébin que nous cherchons à dégager. Mais d'une part il était difficile dans le cadre restreint de cette analyse, d'entrer dans des différenciations complexes, d'autre part, il semble bien que violence, délinquance et travail constituent trois phases successives ou simultanées, mais inévitables de l'itinéraire de ces adolescents.

1) La violence.

A écouter ces adolescents raconter leurs actes de violence, on a souvent l'impression que la vraie finalité de leur violence c'est le récit qu'on peut en faire, tellement ils prennent de plaisir à en parler. Leurs récits font penser à des comptes rendus plus ou moins cohérents de westerns ou de films policiers ; le narrateur mime certains gestes, rit, s'émeut, s'indigne, fait éclater sa colère, moralise. Trois ou quatre adolescents de 20 ans racontant une de leurs expéditions, c'est du quasi-théâtre ils en

oublie l'auditeur pour revivre l'événement avec la plus intense satisfaction.

Il est immédiatement évident que ces récits d'actes de violence ne sont pas imaginés, même si les narrateurs parfois donnent un coup de pouce à la réalité. Il apparaît clairement qu'il y a dédoublement à deux moments : au moment de la violence d'abord, au moment du récit qui en est fait.

Cette violence prend des formes très diverses : engueulades, injures, bagarres individuelles ou de groupe, viols, destruction d'objets, saccage de locaux. Mais ce qui est caractéristique, c'est que presque toujours, la violence explose *pour rien* ou pour des motifs dont la futilité est évidente. On a le sentiment contradictoire que ces adolescents sont habités en permanence par une violence qui vient d'on ne sait où et qu'en même temps ce ne sont pas des « violents ». Eux-mêmes cherchent rarement à l'expliquer et encore moins à la justifier. Ils la condamnent au niveau de la « raison », mais n'en éprouvent pas le moindre remords. Toute tentative de *discussion* avec un individu ou un groupe pour analyser ou expliquer la violence (ses causes, ses manifestations, son inutilité, les moyens de la faire disparaître) est vouée à l'échec. On parvient bien à entraîner sur le terrain de la raison le ou les interlocuteurs, mais on s'aperçoit alors que sur ce « terrain là », ils sont autres, ce ne sont plus les *vrais* auteurs des actes de violence. C'est précisément par rapport à ce discours normatif et contre lui qu'ils se manifestent dans la violence. Les y ramener (ou les raisonner) les prive de tout moyen de défense, les désarme.

On aurait tort de conclure hâtivement que la violence des jeunes maghrébins est la sœur de celle des loulous de banlieue qui viennent tout casser le samedi soir du côté de Saint-Michel ou qui profitent des manifestations de gauche pour saccager les magasins des beaux quartiers. Certes la violence des loulous et celle des Maghrébins ont des points communs, et les uns comme les autres les explicitent assez facilement : si on est violents, c'est pour se défouler, c'est parce qu'on subit toutes sortes de répressions : il faut obéir sagement aux petits chefs et aux patrons, on n'a pas « assez de filles à baiser », il y a le racisme anti-jeunes et le racisme anti-arabe, les flics nous en veulent... Bref, loulous et jeunes maghrébins sont des exclus de la société bourgeoise. On le savait.

Mais la violence des jeunes Maghrébins a quelque chose de spécifique, probablement parce qu'elle ne s'inscrit pas dans le même contexte. La violence, telle qu'elle se dégage des interviews de loubards que j'ai pu lire, apparaît avant tout comme une violence hargneuse et revancharde envers une société à laquelle ils refusent de s'intégrer. La violence des adolescents maghrébins, tout en ayant souvent les mêmes caractères, semble être avant tout l'occasion d'une jouissance corporelle, musculaire. Par la violence, le jeune maghrébin s'étire et étend ses bras et ses jambes au delà des limites qu'on lui a assignées, il sort de son ghetto, de sa « médina », pour envahir le territoire des maîtres, des anciens colonisateurs, des Français. Leurs propos sont à cet égard très significatifs : les « autres » pour eux, ce ne sont pas des bourgeois, des installés de droite ou de gauche, ce sont des étrangers, des Français. Leur violence est celle du colonisé envers le maître blanc. C'est la violence de l'homme marqué qui rêve de franchir les barrières de sa réserve : rêves d'action, rêves d'agression, qui à l'occasion se transforment en actes (cf. Frantz Fanon, *Les damnés de la Terre*, 1962). Le colonisé, à l'inverse du loubard anarchiste qui refuse de s'intégrer, déchaîne sa violence contre une société où il ne peut pas s'intégrer, contre une société qui lui refuse toute possibilité d'intégration, parce qu'il est coupable d'être ce qu'il est.

Et c'est bien pour cela que la violence des jeunes maghrébins est souvent plus gratuite, plus brutale, plus irrationnelle que celle des loulous marginaux, et aussi beaucoup moins saisissable. On finit presque toujours, non parfois sans de grosses difficultés, à dialoguer avec un loulou, à parler « raison » avec lui, à le ramener à la « raison ». Avec un ou des jeunes Maghrébins, c'est tout à fait impossible, parce qu'ils ont leur « raison » et leurs « raisons », mais qui ne sont pas les nôtres. La violence des jeunes Maghrébins semble irréductible, parce que loin d'être l'expression d'une quelconque déraison marginale ou individuelle, elle est l'expression de leur raison, et peut-être même la seule expression possible de la vérité de leur situation socio-culturelle de fils de travailleurs émigré (ex-colonisé).

2) La délinquance.

Tous les adolescents que nous avons interviewés peuvent être rangés dans la catégorie des délinquants en ce sens qu'ils ont com-

mis fréquemment, et systématiquement, on pourrait même dire avec une grande persévérance dans la préméditation, des délits passibles du tribunal correctionnel et — mais beaucoup plus rarement — des Assises (viols, braquages). Les délits les plus courants sont le vol, prémédité ou occasionnel, notamment dans les super-marchés, et les bagarres, avec ou sans saccage des locaux où elles se déroulent ; nous ne mentionnerons que pour mémoire les resquilles en tout genre, dans les transports en commun, les cinémas, les cafés et partout où cela est possible même quand ça ne présente pas le moindre intérêt.

Cette délinquance a incontestablement dans bien des cas un aspect *ludique* qui la fait ressembler à celle des adolescents français : le plaisir de la resquille, c'est le plaisir de berner l'adulte, l'autre, celui qui détient le pouvoir. Voler, c'est se procurer un sentiment de puissance qui compense magiquement toutes les soumissions à la loi et aux normes.

Mais elle répond aussi pour les jeunes maghrébins à un besoin économique. Les familles sont trop nombreuses et les revenus trop maigres pour qu'on puisse donner de l'argent de poche aux adolescents. Sans argent de poche, pas de loisirs, puisque tous les loisirs coûtent et qu'ils doivent se dérouler à l'extérieur du domicile familial (à la fois parce que celui-ci est trop exigu et parce qu'on ne peut pas amener des amis mâles ou femelles chez soi). Les adolescents n'ont donc qu'une seule ressource : s'emparer des loisirs par la ruse ou la force : vols de cyclomoteurs, razzias dans les grands magasins, entrée clandestine dans les cinémas par les portes de secours, entrée en force dans les bals, agression d'individus isolés pour leur piquer leur portefeuille et leurs papiers (agression qui se produit généralement par intimidation, qui ne comporte que très rarement des coups). Le viol est rare ; dans un groupe donné il se produit une ou deux fois par an, il se commet à plusieurs et paradoxalement sans violence physique : la fille soit a trop peur pour oser résister, soit se résigne à son « destin de femme » ; elle ne semble pas en vouloir particulièrement à ses agresseurs.

Cette délinquance est presque toujours une délinquance de groupe, ce qui lui vaut d'être très bien organisée. Un vol de deux mobylettes a pu ainsi être effectué avec la complicité très active des gosses de la cité (jeunes frères ou autres) chargés de

faire diversion et d'opposer un obstacle difficilement franchissable pour d'éventuels poursuivants. Plus qu'une délinquance de groupe, c'est pourrait-on dire, une délinquance de communauté, car elle met en œuvre la solidarité de tous les membres ou presque de la communauté. Car si les adultes intégrés professionnellement ne participent pas directement à cette délinquance ils la tolèrent, l'acceptent ou même la juge tout à fait normale.

C'est l'attitude morale des adolescents et de leurs aînés à l'égard de ces vols et autres délits qui va nous permettre de comprendre la spécificité de la délinquance des jeunes Maghrébins. Aucune justification pseudo-morale ou pseudo-révolutionnaire n'est jamais avancée, comme le font souvent les loubards qui ont retenu quelques mots du vocabulaire gauchiste : ni l'injustice sociale, ni la lutte de classes, ni l'exploitation de la main-d'œuvre étrangère ne sont invoqués pour valoriser la délinquance. Être délinquant, pour des jeunes maghrébins, ce n'est pas être révolutionnaire, même en puissance. Interrogés sur la valeur morale du vol en tant que tel, ils le condamnent sans la moindre hésitation. Voler quelqu'un de la cité est considéré comme un acte répréhensible et qui mérite sanction. Quand le cas se produit, c'est toute la famille du volé qui va s'en prendre non pas à l'individu mais à la famille du voleur, et qui va exiger réparation. Il ne saurait y avoir vol qu'entre membres d'une même communauté, partageant les mêmes valeurs, et étant sur un pied d'égalité suffisante pour pouvoir exiger réparation les uns des autres au nom de ces mêmes valeurs. Quand il s'agit de membres de la société française, (quelle que soit l'attitude personnelle du Français en question à l'égard des Maghrébins), il n'y a pas vol, la communauté française est régie par d'autres valeurs, et notamment des valeurs au nom desquelles les Maghrébins ont été colonisés, dépossédés, volés. Au nom de ces valeurs, les Maghrébins ne sauraient donc demander et obtenir réparation. Pour nos adolescents, il y a deux univers juxtaposés qui ont chacun leur système de valeurs : le principe d'universalité leur est totalement étranger. Il est bien pour un musulman de faire de Ramadan, pour un Français, ça n'aurait aucun sens. Chaque valeur d'un système renvoie à toutes les autres valeurs de ce système, et pour cette raison, aucune n'a son homologue dans l'autre système. Les deux systèmes ne peuvent communiquer que sous les formes de la domination, de la sou-

mission, du conflit. Entre eux, il ne saurait y avoir que des actes de guerre, qui comme tels échappent à toute détermination morale.

De la même façon qu'il y avait violence sans violents, nous découvrons maintenant qu'il y a délinquance sans délinquants. On ne saurait en effet être délinquants dans un système socio-juridique auquel on n'appartient pas. Le musulman émigré qui a trois femmes légitimes n'est pas coupable en France de polygamie.

Comme toutefois, il y a délinquance, il y a aussi de temps en temps prison. Mais l'attitude des adolescents et de leurs aînés à l'égard de l'emprisonnement très révélatrice de la position qui est la leur (ou qu'ils estiment être la leur) — ne disons pas au sein de, mais à côté de la société française. La prison, ce n'est pas leur prison, c'est la prison des autres, des Français, des anciens maîtres colonisateurs aux yeux desquels ils sont et se sentent toujours coupables. Etre prisonnier à Fresnes ou à Fleury Mérogis, c'est un peu comme être prisonnier de guerre. Ça arrive quand on se fait prendre, c'est ennuyeux, mais ce n'est pas particulièrement humiliant ou infamant. Rien de commun avec l'attitude des loulous gauchisés : c'est la prison de la bourgeoisie (de leur bourgeoisie), de l'ordre établi (de celui qui les implique et qu'ils combattent par la délinquance) ; rien de commun non plus avec l'attitude des malfaiteurs professionnels et voyous en tous genres pour qui la prison, c'est vraiment leur prison, celle de l'ordre social où ils s'insèrent par la délinquance, et pour qui les incarcérations constituent des épisodes presque nécessaires de leur carrière.

3) Le travail.

L'attitude des jeunes Maghrébins à l'égard du travail et de l'intégration professionnelle est faite d'éléments qui peuvent apparaître contradictoires si on ne les rapporte pas à la situation du travail et de la main-d'œuvre en Afrique du Nord. En Afrique du Nord, le chômage n'est pas un phénomène marginal ou conjoncturel, conséquence d'une quelconque crise. C'est un phénomène structurel qui affecte le plus souvent plus de la moitié de la population active. Encore faut-il préciser que ce terme même de chômage renvoie à une réalité de pays indus-

trialisés : un chômeur est une personne active qui n'a pas d'emploi ou qui l'a perdu. Dans une société sous-développée, essentiellement rurale et agricole, les emplois salariés sont peu nombreux (petite industrie, administration, services, commerces urbains). Avoir un emploi salarié, au Maroc, par exemple, constitue un privilège, une promotion sociale, puisque les secteurs modernes de l'économie sont très restreints et ne se développent pas. Les Maghrébins qui émigrent en France sont moins des chômeurs que des gens qui n'arrivaient plus à vivre avec les moyens traditionnels. On vient en France pour trouver un travail salarié, mais comme on est sans qualification, on sait bien qu'on ne trouvera guère mieux qu'un poste de manœuvre.

On retrouve chez les jeunes Maghrébins, tempérés certes par leur expérience de la vie en pays industrialisés, les mêmes sentiments à l'égard du travail. Ils ne le refusent pas et ne se révoltent pas contre lui. Ils déclarent n'avoir pas compris les discours des militants révolutionnaires venus leur prêcher la révolte contre le travail et l'asservissement qu'il représentait. Pour eux, travailler, c'est le seul et unique moyen de gagner sa vie. Ceux qui ont du travail sont contents d'en avoir, même s'ils estiment que les conditions de travail et les contremaîtres sont parfois durs. «Mais il est plus dur encore de ne pas pouvoir manger tous les jours à sa faim, comme ceux qui sont restés au pays», dira l'un d'eux qui revenait justement d'un voyage au pays. Ceux qui n'ont pas de travail espèrent bien en trouver grâce à leur CAP. Mais l'emploi salarié assuré et stable demeure souvent pour eux un rêve, un privilège. Au fond, il leur semble assez normal d'être de temps en temps en chômage. Ce qui compte surtout, tant que la famille est restée la grande famille (avec beaucoup d'hommes en âge de travailler), c'est qu'un certain nombre d'hommes aient un emploi salarié et donc des revenus suffisants pour assurer la subsistance de toute la communauté. Il est normal de faire vivre les chômeurs, leurs femmes et leurs enfants, puisque aussi bien tous les hommes de la communauté seront chômeurs un jour ou l'autre. Dans deux cas seulement, des jeunes nous ont dit qu'ils en avaient «marre» d'entretenir leur frère aîné. Mais il n'a pas été possible de savoir si en refusant d'entretenir le frère aîné, c'était eux qui quittaient la communauté familiale, ou s'ils en excluaient le frère aîné.

Les jeunes Maghrébins sont pleinement conscients que leur intégration professionnelle, qui est fonction des diplômes qu'ils

ont obtenus, va les placer au bas de la hiérarchie sociale, qu'ils vont devenir des «ouvriers exploités».

Mais cette considération ne les tracasse pas outre mesure. Tout d'abord parce qu'ils pensent que c'est en quelque sorte dans la nature des choses ; ensuite parce que pour s'évaluer eux-mêmes, ils se réfèrent beaucoup moins à l'échelle française (étrangère) des valeurs qu'à la leur, celle de la petite société musulmane des émigrés. Le père ne savait ni lire ni écrire, il était manœuvre sans qualification et ne pouvait prétendre à aucune promotion ; eux ont été en classe, ont passé des CAP, ils possèdent une qualification qui les place nettement plus haut que leur père dans l'échelle socio-professionnelle. Ils pensent que leurs enfants, grâce à l'instruction, graviront encore quelques échelons.

Leur attitude à l'égard de l'instruction est assez voisine de celle de nos grands parents à la fin du 19ème siècle et au début du 20ème : l'instruction même modeste demeure l'instrument essentiel de la promotion professionnelle et sociale. Les discours les plus pertinents des critiques de l'école bourgeoise, qui sélectionne, refoule, de l'école de classe qui ne fait que reproduire la hiérarchie sociale, n'ont pas la moindre prise sur eux. Nous dénonçons une école qui n'est en fait que l'antichambre de l'atelier ; ils tiennent à l'école, précisément parce qu'elle est l'anti-chambre de l'usine. L'attitude des jeunes Maghrébins à l'égard de l'instruction et du travail devient parfaitement compréhensible, dès lors qu'on a saisi qu'elle s'explique, non par la situation de l'emploi et le niveau de développement économique de la société française où ils s'apprêtent à s'insérer, mais par la situation de l'emploi et le niveau de développement économique de celle qu'ils ont fuie. Les jeunes Maghrébins ont en cette occurrence un pied d'un côté de la Méditerranée, un autre en France. Position inconfortable, position de déséquilibre s'il en est, position d'écartèlement.

III. ATTITUDES ENVERS LA SEXUALITÉ, LES «FILLES», LE MARIAGE.

Cet écartèlement, nous le retrouvons, vécu sous une forme beaucoup plus dramatique, dans l'attitude des jeunes Maghrébins envers la sexualité, les «filles», le mariage. Les contradic-

tions insurmontables qui caractérisent l'attitude de ces adolescents se traduisent au niveau du vécu de la sexualité et des relations avec l'autre sexe par des conflits psychologiques qui ne peuvent souvent avoir d'autre issue que l'incohérence mentale et des explosions de violence.

Il faut commencer par rappeler, même si cela peut paraître paradoxal à un observateur français moyen, que la sexualité n'est en soi dans l'Islam l'objet d'aucun tabou : elle n'est ni péché, ni source de culpabilité, comme dans les religions chrétiennes. Sa réglementation est d'ordre social et non d'ordre spirituel : l'adultère, les relations extra conjugales sont des fautes sociales parce qu'elles portent atteinte au contrat social et même socio-économique qu'est le mariage (contrat qui selon les principes du Coran peut toujours être dénoncé) et nullement parce qu'on aurait offensé Dieu ou souillé un lien sacré. Il en résulte qu'en principe, s'il y a réglementation sexuelle, il n'y a pas en Islam de répression sexuelle (Dans les sociétés musulmanes qui ont chacune interprété l'Islam à leur manière, il en va bien sûr tout autrement, notamment par suite de la place et du rôle social imposés aux femmes).

Il n'y a théoriquement pas de répression sexuelle des adolescents, puisque ceux-ci sont mariés d'autorité dès que se manifestent les premières pulsions sexuelles génitales, à la puberté, et parfois même avant. Dans les régions les plus rurales, les plus traditionnelles et les moins développées d'Afrique du Nord, le mariage des adolescents à la puberté demeure la règle. Dans les villes et dans les régions qui se «modernisent», cette règle connaît de plus en plus d'exceptions, notamment par suite de la scolarisation. En France, le mariage d'adolescents est pratiquement impossible. Autrement dit, les sociétés maghrébines découvrent cette période intermédiaire de la vie qui se situe entre l'enfance et l'âge de l'intégration professionnelle, qu'on appelle l'adolescence (notons que les sociétés d'Europe occidentale ont elles aussi découvert l'adolescence avec l'industrialisation qui nécessite une formation spécialisée et donc une scolarisation prolongée : auparavant l'adolescence était inconnue et l'on passait directement de l'enfance au stade adulte). En repoussant le mariage jusqu'à l'âge de l'intégration professionnelle, les sociétés musulmanes ont été amenées à exercer une répression sexuelle féroce. Rien de très nouveau, dira-t-on, c'est exactement ce qui se passe (ou se passait) dans les sociétés d'Europe Occidentale.

Pourtant, la répression sexuelle en milieu musulman revêt des formes et a des conséquences spécifiques, précisément parce que la sexualité n'est l'objet d'aucun tabou et n'est jamais vécue comme fautive. Dans les sociétés de culture chrétienne, la répression sexuelle est intériorisée parce que la sexualité, est conçue comme péché. Autrement dit, l'individu de culture chrétienne s'auto-réprime, il acquiesce moralement aux lois qui répriment sa sexualité. Chez le Musulman, rien de tel : l'interdit qui frappe provisoirement sa sexualité lui reste complètement extérieur. C'est un interdit social, beaucoup plus qu'un interdit moral. Il n'a pas à être compris, mais respecté. Quand on l'enfreint, on a des comptes à rendre certes, mais c'est aux membres de la communauté, pas à sa conscience ni à Dieu. En matière de sexualité, les Musulmans ne sont pas comme les Chrétiens des pécheurs toujours repentants et très mal repentis, ce sont des défenseurs déclarés de la vertu des femmes de leur communauté familiale.

Il y a donc au départ une contradiction interne aux sociétés maghrébines, engendrée par leur modernisation, leur amorce de développement et d'industrialisation. La société musulmane en mutation se trouve contrainte d'exercer une répression sexuelle (à l'âge où les pulsions sexuelles sont les plus fortes) que la culture et la religion musulmanes ignorent. Cette contradiction va s'accroître au contact de la société française et de ses mœurs. Le choc sexuel et affectif que peut ressentir un jeune Maghrébin est assez bien exprimé par ce Marocain qui, à treize ans (pubère, selon toute probabilité), quitta son village natal du Rif pour se retrouver quelques jours plus tard à Paris :

«J'ai vraiment cru que toutes les femmes étaient nues (il est probable que c'était à l'époque de la mode des mini-jupes). Je me suis dit, elles sont déshabillées, je les voyais nues. J'en tremblais, je voulais me cacher... pour ne pas les regarder. Il y en avait partout. J'étais dingue, mais dingue alors. Après, mon père m'a expliqué».

Ce que le père a expliqué à ce jeune Marocain, et ce que tous les adolescents que nous avons interviewés ont compris, c'est qu'il y avait deux catégories de femmes : les femmes musulmanes, leurs mères, leurs sœurs, et d'autre part, les Françaises, des non-musulmanes, des étrangères, qui se conduisent mal, qui sont provocantes, qui n'ont pas de dignité et qui ne sont pas respectables (le mot «putain» est souvent prononcé). Les Françaises «couchent avec tout le monde». «Alors pourquoi pas avec nous ?»

Il en résulte qu'il est normal, en tout cas qu'il n'est pas mal de coucher, même «en la forçant un peu» avec une jeune Française des environs. L'expression «en la forçant un peu» renvoie à ce que nous avons appelé plus haut «viol». Mais il est bien évident que les adolescents qui se mettent à plusieurs pour coincer une fille et lui passent dessus l'un après l'autre n'ont absolument pas le sentiment de commettre un viol. S'ils pouvaient se payer des putains, ils le feraient : avec une putain, la scène qui se déroulerait serait identique. Coucher «de force» avec une fille, c'est prendre une putain sans payer, rien de plus.

Le système de valeur qui régit le monde des femmes musulmanes et celui qui régit le monde des Françaises sont parfaitement étrangers l'un à l'autre. Il n'y a pas de communication possible entre eux, la femme française n'est pas une femme musulmane qui aurait été un peu libérée, c'est un être radicalement autre. De plus cet être autre est l'objet de convoitises particulières parce qu'il appartient, pour un Maghrébin, ex-colonisé, au monde des ex-colonisateurs, des maîtres d'aujourd'hui. Rêver de coucher avec une Française, c'est rêver qu'on sort du ghetto, rêver qu'on fait sauter le compartimentage du monde de l'exploitation coloniale et raciste, c'est se livrer aux fantasmes de la revanche et de la puissance. Pour un Maghrébin, une femme Française est toujours *aussi* une prise de guerre. Les adolescents ne veulent à aucun prix que leurs sœurs épousent des Français (c'est se livrer à l'ennemi), et ils comprennent mal que les Français laissent leurs femmes épouser des Arabes.

De ce que nous venons de dire, il ne faudrait pas conclure que les rapports de tous les jours entre jeunes Maghrébins et jeunes Françaises (ils ne se rencontrent pas tellement d'ailleurs) se déroulent sous le signe de la violence, du viol, de la guerre. Nous avons seulement voulu rappeler les grands thèmes, la toile de fond sur laquelle viennent se broder ces rapports et sans laquelle ceux-ci demeurent incompréhensibles. Les rapports entre un Maghrébin et une Française ne sont pas les rapports entre deux individus, au sens où nous employons habituellement ce terme, ce sont des rapports entre deux cultures. Plus exactement, les rapports entre un Maghrébin et une Française sont des rapports inter-individuels qui se déroulent sur le fond d'un conflit et même d'un affrontement culturels permanents. (On ne peut se rencontrer véritablement en tant qu'individus que lorsqu'on appartient à la même réalité socio-culturelle).

A tous les adolescents maghrébins, le choix se pose : épouser une Française ou bien épouser une jeune musulmane, une fille de chez eux ? Les réponses apportées et les commentaires qui les accompagnent témoignent d'une grande incohérence affective et culturelle : les mêmes font successivement et avec le même emportement passionné l'un et l'autre choix. L'attrait sexuel de la jeune Française est extrêmement puissant (il n'est pas seulement sexuel, d'ailleurs la Française représente aussi une promotion sociale), mais c'est ce même attrait sexuel qui la fait condamner. La femme ne devrait exercer un attrait sexuel que sur son mari (cf. le voile et la claustration des femmes musulmanes). C'est également son instruction, sa liberté de mœurs et d'allures qui la fait apprécier et rejeter. Ce que certains sentent confusément et ce que certains pensent très consciemment, c'est qu'épouser une Française, c'est engager tout son avenir dans la voie d'une rupture avec la communauté musulmane. On ne peut pas amener une Française chez soi, c'est-à-dire dans sa famille pour l'y faire vivre, elle n'accepterait pas de se soumettre aux ordres de sa belle-mère et au contrôle des autres mâles de la famille. Épouser une Française, c'est donc trahir sa mère qui «après toutes ces années de misère a bien besoin qu'on l'aide». On ne peut pas non plus faire vivre sa femme française en milieu musulman : elle ne serait pas acceptée par les femmes et les autres chefs de famille la verraient d'un mauvais œil. Quant au mari lui-même, il souffrirait dans sa dignité d'homme de voir sa femme ne pas se comporter comme il faut ; un homme qui n'a pas d'autorité sur sa femme et qui la laisse trop libre n'est pas un homme : c'est «el hachouma», la honte. Autrement dit, on voudrait épouser une Française précisément pour ce en quoi elle diffère des femmes musulmanes, mais ensuite on voudrait l'islamiser en quelque sorte. On désire la Française, mais on est pleinement conscient qu'elle n'est intégrable en milieu musulman, ni en tant que femme, ni en tant que mère, ni en tant qu'épouse. Ceux qui déclarent avoir décidé d'épouser une Française (ils sont rares) ont conscience qu'ils devront abandonner la communauté musulmane.

Si une Française est difficilement intégrable en milieu musulman, les rapports interpersonnels qu'elle cherchera tout naturellement à avoir avec son mari seront eux aussi très mal intégrables dans la psychologie d'un jeune époux maghrébin. La raison en est qu'au sein d'un couple musulman traditionnel les rapports entre mari et femme ne sont pas personnalisés comme ils le sont

— du moins au début — dans un couple français. Ce sont bien davantage des rapports entre deux personnages ayant un rôle et une fonction sociale très différents à assumer. L'intimité entre le mari et la femme musulmane est d'ordre sexuel beaucoup plus que psychologique. Le jeune époux maghrébin comprend difficilement que sa femme veuille se mêler de ses affaires : elle doit respecter ses humeurs et ne pas chercher à les comprendre. Un jeune Algérien de Kabylie a déclaré qu'il ne voudrait surtout pas d'une Française, parce qu'avec ces filles «qui vous demandent toujours ce qu'on pense, on n'est même plus le maître dans sa tête».

Épouser une jeune fille musulmane, ça n'enchant guère ceux qui ont eu l'occasion d'avoir des rapports avec des Françaises mais la plupart de nos interviewés pensent que c'est ce qu'ils devraient faire. Et que c'est ce qu'ils feront si la famille les y oblige. Pour ces adolescents, qui ont passé plus de dix ans en France, le mariage demeure encore avant tout une affaire familiale : c'est un échange entre deux familles beaucoup plus qu'un contrat entre deux individus. Aussi est-il normal que ce soit les familles qui décident. Ainsi donc, on va épouser une jeune musulmane que la famille aura choisie, on l'émancipera un tout petit peu, juste ce qu'il faut pour qu'elle puisse se débrouiller dans son quartier (il faut absolument qu'elle ait un peu d'instruction), mais elle devra rester une épouse et une mère traditionnelle. Quant au futur mari, déjà cynique, il se promet de mener ailleurs, c'est-à-dire hors du foyer, «une autre vie»... avec des Françaises. C'est, entre autres, l'espoir de cette «autre vie», impossible à mener au pays, qui incite les jeunes Maghrébins à rester en France.

Pour conclure, disons tout d'abord que ces analyses ne délivrent aucun mode d'emploi des travailleurs étrangers et de leurs enfants adolescents (rappelons qu'elles ont été entreprises à l'intention des animateurs des centres socio-éducatifs des cités de transit). Ensuite, que si notre hypothèse de départ était que les jeunes Maghrébins cumulaient toutes les marginalités et toutes les révoltes : celles des jeunes, celles du lumpen prolétariat, celles des étrangers, celles des anciens colonisés, celles des «gens de couleur», chemin faisant, nous avons dû abandonner cette hypothèse infirmée tant par les discours que par les comportements des jeunes interviewés.

Les jeunes Maghrébins ne sont ni des marginaux, ni des révoltés, même s'ils en ont parfois les conduites. Ce ne sont pas des marginaux de notre société parce qu'ils ne se définissent pas par rapport à elle et n'en font pas partie, fût-ce sur le mode de l'exclusion subie-voulue-choisie. Ils ne se révoltent pas contre la société française, elle leur est étrangère, au sens le plus fort du terme. Ils vivent à la fois en elle et à côté d'elle.

Ils caressent le rêve insensé de reconstituer leur univers socio-culturel tout en travaillant dans la réalité socio-économique française. S'ils se rendent compte que ces deux mondes se contestent quotidiennement, ils veulent ignorer qu'ils sont radicalement incompatibles (leur culture ayant perdu ses bases socio-économiques, n'a plus les pieds sur terre).

Ce sont eux qui, dans la mesure où ils l'ignorent, font les frais de cette incompatibilité. Elle engendre au niveau du psychisme individuel une véritable cassure ; à la dualité des mondes vécus, correspondent deux personnalités. Les jeunes Maghrébins que nous avons interrogés semblent doubles, aliénés, au sens quasi-psychiatrique du terme, parce qu'ils vivent quotidiennement une situation de névrose expérimentale.

DE LA COUTUME A LA LOI : DROIT DE L'EAU ET STATUT DES COMMUNAUTÉS LOCALES DANS LE TOUAT PRÉCOLONIAL

Gilbert GRANDGUILLAUME

L'origine de la destructuration des communautés locales par la mise en œuvre d'un processus d'individualisation est habituellement rapportée à l'impact des sociétés capitalistes occidentales, lié ou non à une période de colonisation.

Sans nier la réalité de cette perspective, il semble bien qu'elle soit incomplète, et ne suffise pas expliquer toutes les tensions qui traversent les sociétés maghrébines. Déjà les problèmes soulevés par l'opposition des dialectes et d'une langue classique attestent une autre dimension, une autre «couche sédimentaire» dont serait fait le présent.

Le processus d'islamisation du Maghreb, entamé depuis plusieurs siècles, a comporté de multiples aspects qui ont profondément bouleversé les sociétés antérieures. Toutefois, il s'est déroulé sur une longue période, sur plusieurs dimensions, et en plusieurs phases dont certaines ne sont pas achevées.

Si en effet l'adhésion formelle à l'Islam a été rapidement acquiesce et jamais remise en cause, la concrétisation de cette adhésion dans les coutumes juridiques, les croyances quotidiennes, s'est opérée plus lentement (ainsi qu'en témoignent les condamnations sans cesse renouvelées des déviations maraboutiques ou des autres pratiques populaires contraires à l'orthodoxie).

Le passage à l'Islam, en ses divers aspects, apparaît ainsi, d'un point de vue culturel, comme l'imposition d'une loi, laissant subsister en face d'elle, comme des résistances, des éléments de la culture antérieure, ou les contraignant au refoulement : dans ce dernier cas, l'apport du freudisme nous conduit à penser que ce passé refoulé continue à agir et à se manifester dans le présent.

C'est pourquoi il est utile de s'interroger, dans une optique ethno-historique, sur les effets profonds de l'islamisation sur les communautés qui en ont été l'objet (même si cette intervention, comme c'est parfois le cas dans le domaine juridique, se situe plusieurs siècles après l'adhésion à l'Islam). Ce qui revient à poser ces questions : à quoi faut-il renoncer et que gagne-t-on à devenir musulman, quand il s'agit d'un groupe social ? A quoi est-on arraché dans le passage à l'Islam ?

L'hypothèse présentée ici est que l'islamisation, dans ses divers aspects, s'est attachée à substituer un principe d'unité idéologique et linguistique à la base ethnique des sociétés, et que, dans ce but, elle comporte, dans ses composantes idéologiques et juridiques, des facteurs de destructuration des sociétés organisées sur une base collective. De ce fait, de nombreux cas de permanence de la coutume face à la loi islamique seraient à interpréter comme des effets de résistance à cette destructuration.

L'étude qui suit, relative à la modification du droit de l'eau dans les oasis du Touat au XVII-XVIII^{ème} siècle, tend à illustrer cette hypothèse.

Le contexte historique dans lequel s'est déroulé ce processus d'islamisation est mal connu. Les sources européennes n'y ont accès qu'avec la colonisation, à une époque où une préoccupation politique de désagréger la culture et le monde islamiques rendaient suspect cet intérêt à l'écart entre coutume et orthodoxie. Les sources arabes, dans l'inventaire réduit qui en est fait jusqu'à présent, ne permettent que rarement d'accéder aux mécanismes de ce processus, surtout marqué dans des zones rurales ou berbères, où l'on est peu enclin à écrire sur ce sujet. D'où l'intérêt que présente la littérature de *fatwa* (ou consultations juridiques) dans laquelle les juristes musulmans ont tenté de résoudre les problèmes posés à l'orthodoxie juridique par la permanence de coutumes locales : la recherche de solutions, la réponse à des questions posées, nécessitent l'exposé de cas qui nous renseignent sur l'état de ces coutumes (1).

Les données présentées ci-dessous sont extraites de deux versions différentes d'un manuscrit du XVIII^{ème} siècle, recueil de consultations juridiques relatives à la région du Touat, dans le Sahara algérien. Cette région, centrée à l'époque autour de Tamentit, était célèbre pour ses lettrés et ses juristes. Le titre du manuscrit :

Ghuniyat al-muqtasir as-sâ'il fîmâ waqa'a fî twât min al-qadhâ-yâ w-al masâ'il peut se traduire : «Précis de l'usage courant relatif aux problèmes juridiques et à diverses questions pour la région du Touat». L'auteur principal du manuscrit Abu Abdallah Sidi al-Hajj Mohamed ben Abdar Rahman al-Balbâli, né en 1742, décédé en 1828, s'était fixé pour tâche de rassembler et de mettre par écrit un certain nombre de consultations juridiques (*fatwa*) émises par de célèbres juristes des époques antérieures, relativement aux problèmes spécifiques de la région, afin qu'elles ne soient pas oubliées, et que soit établie une certaine jurisprudence. On peut en conclure que les faits sur lesquels elles portent se déroulent sur une période d'au moins un siècle antérieurement, car il s'agit d'une lente évolution. Les données du manuscrit retenues ici ne concernent que la propriété de l'eau dans la région (2).

Résumons les faits : durant la période indiquée, à un régime de propriété de l'eau aménagé par la coutume en vue de la maintenir dans le sein des communautés locales, s'est vu se substituer un régime de propriété islamique de type individualiste, permettant à des individus étrangers à la communauté de réaliser une accumulation dans l'appropriation de l'eau. La mutation s'opère donc à un double niveau : celui d'individus étrangers s'introduisant dans la propriété de l'eau, et celui de la substitution du droit islamique à une coutume locale.

Afin de mieux expliciter l'ensemble du processus, il est nécessaire d'exposer rapidement le type d'organisation économique de cette région, ainsi que sa structure juridique, telle qu'elle est révélée par le texte du manuscrit. On montrera ensuite les tentatives d'ébranlement de cette situation, au point de vue pratique et juridique, la solution qui a prévalu et les conclusions qu'on peut en tirer.

I. LE SYSTEME D'IRRIGATION DES FOGGARA.

Les oasis du Sahara, dont celles du Touat, obtenaient l'eau nécessaire à leur agriculture grâce à un système d'adduction caractéristique souvent décrit en Iran sous le nom de *kanât*, et au

Sahara sous celui de *foggara* (3). Le procédé consistait à amener jusqu'à l'oasis, parfois de plusieurs kilomètres, de l'eau prélevée dans des couches aquifères. Moyennant un savant calcul de la pente, cette eau était conduite, par des canalisations souterraines, creusées et entretenues à l'aide de puits ou de regards, jusqu'à l'oasis, où elle était partagée, par un système de bassins, de peignes répartiteurs et de canalisations secondaires, entre les divers propriétaires de l'eau de la *foggara*. Dans ces oasis, la terre étant abondante et n'étant productive que si elle était irriguée, la propriété de l'eau était plus importante que celle du sol : d'où l'importance décisive de la propriété de l'eau dans la vie sociale et économique saharienne.

On est assez peu renseigné sur les circonstances historiques de la mise en place d'un système d'irrigation dont l'importance étonne aujourd'hui : cette importance peut être évaluée aujourd'hui par l'observation aérienne, qui fait apparaître le tracé des anciennes *foggara* par la marque des puits, mais elle peut l'être également dans le passé, grâce à divers documents, entre autres les recensements effectués par le représentant du sultan, tel le recensement du caïd En-Nacer en 1670, et celui de l'administration coloniale en 1906 (4). Des études techniques ont permis d'évaluer l'investissement énorme en journées de travail nécessité par chaque *foggara* (5). Le creusement d'une nouvelle *foggara* était réalisé dans le cadre d'une association comportant un apport de main-d'œuvre (locale ou servile), chaque investissement se traduisant par un droit sur l'eau exprimé en parts, comme autant d'actions d'une entreprise. Une fois creusée, la *foggara* nécessitait un entretien difficile, faute de quoi son débit tendait à diminuer, voire à s'interrompre. Cet entretien concernait essentiellement la canalisation centrale souterraine, qui pouvait s'effondrer par endroits, ou dont les puits pouvaient être comblés par les vents de sable ; les puits producteurs d'eau pouvaient s'épuiser, et il devenait nécessaire d'en forer de nouveaux, pour maintenir ou augmenter le débit de la *foggara*. Cet entretien de la *foggara*, la nécessité de la curer lorsque le débit venait à baisser sensiblement, est, à l'époque concernée, apparu comme sensiblement au-dessus des possibilités matérielles et techniques des propriétaires habituels, souvent désignés comme une collectivité dans le texte (*jamâ'a*). Il est ainsi devenu inévitable de recourir à un travail extérieur et de le rétribuer : les autres ressources semblant faire défaut, la seule solution fut de rétribuer le travail par intéressement à l'entreprise,

c'est-à-dire une part de l'eau excédentaire résultant de l'opération. Par une technique extrêmement précise, utilisant une planche à trous dite *chafaqa* ou *hallâfa*, le débit de l'eau était mesuré par un spécialiste (*kiyâl*) avant et après les travaux, afin de déterminer la quantité d'eau supplémentaire qui provenait du drainage. Cet excédent était attribué en partie (le tiers ou la moitié à cette époque) aux entrepreneurs du travail, et en partie aux propriétaires de la foggara, proportionnellement aux parts qu'ils y détenaient.

Tous les problèmes juridiques et sociologiques soulevés ici sont issus de ce problème technique : l'entretien de ce système hydraulique.

II. LA PROPRIÉTÉ DE L'EAU.

La propriété de l'eau, telle qu'elle est définie par la coutume, comporte à l'époque deux statuts : un régime de propriété entière, portant sur des parts d'eau dites *mâjel*, qui sont comme les parts d'un capital : ces parts sont en soi variables, car elles représentent un pourcentage du débit total de la foggara à un moment donné : ce sont des parts théoriques, des actions, qui s'opposent comme telles à ces parts d'eau réelles que sont les *habba*. Ces *mâjel* se transmettent par héritage, peuvent se vendre, mais le texte précise «entre eux», d'où l'on peut conclure que la vente en est interdite à des étrangers à la communauté (comme le montre aussi dans le contexte la préoccupation d'empêcher des étrangers d'accéder à la propriété de l'eau).

La coutume prévoit un autre type de propriété, une propriété restreinte, portant sur des quantités d'eau dites *habba* : celles-ci peuvent être vendues sans qu'il y ait cession de la part du capital *mâjel*, en vertu de laquelle elle est obtenue. Celui qui achète une *habba* dans ces conditions a une quantité d'eau, mais pas le titre juridique *mâjel* qui y correspond : ainsi il ne bénéficie pas d'un quota d'augmentation d'eau résultant de l'entretien de la foggara : cet excédent revenant au propriétaire du fonds. Cette disposition a l'inconvénient de laisser dans le flou les obligations relatives à l'entretien de la foggara : la charge en incombe-t-elle au propriétaire de *mâjel*, ou à celui de *habba* ? A ce problème posé à plusieurs reprises dans le manuscrit, les juristes répondent, d'une façon aussi théorique qu'individualiste, que le détenteur

de *habba* doit concourir à cet entretien jusqu'à ce que le débit restauré soit celui qui lui assure la quantité d'eau à laquelle il a droit : au-delà, il n'a pas à contribuer à un travail dont il ne tire aucun bénéfice, puisqu'il n'a pas droit à l'excédent.

C'est à ce mode de propriété restreinte que se rattache la rétribution en eau versée à ceux qui entretiennent la foggara (et qui sont supposés être des étrangers à la communauté locale : tout le problème vient de là). En effet, le texte précise que l'entrepreneur est rétribué en *habba*, non transmissible par héritage. Un autre passage ajoute que cette propriété cesse lorsque le débit de la foggara retombe à ce qu'il était avant le début des travaux : cette propriété d'eau ne se maintient que dans la mesure où l'excédent qui l'a justifiée demeure : point qui sera contesté par les juristes.

Tel est l'état de la coutume présentée par le manuscrit, et qui fera l'objet d'une remise en question. Avant d'envisager celle-ci, il est utile de citer la traduction des principaux passages du texte où cette situation est décrite, et où apparaît déjà sa contestation.

III. LE TEXTE DU MANUSCRIT.

« Vous (les juristes) repoussez de la tradition le doute et l'équivoque, et vous manifestez la vérité solide aux gens : tel est le cas de votre réponse sur les foggara d'un pays dont les habitants avaient coutume, de père en fils, de partager les eaux en parts qu'ils nomment *mâjel*. Parmi eux, certains en détiennent un seul, ou deux, ou plus, ou une fraction comme le tiers ou le quart etc... Ils se vendent les parts entre eux de cette façon. La coutume précisait en outre que celui qui achète une *habba* ou deux ou plusieurs et qui ne stipule pas l'acquisition du fond auprès des propriétaires de la foggara ne possède que ses *habba* : celles-ci ne donnent pas droit à l'augmentation d'eau entraînée par le curage : cet excédent appartient seulement aux propriétaires de *mâjel* et de ses fractions. Celui qui achète une *habba* voit son achat s'y réduire, et il ne s'étend pas à autre chose, c'est-à-dire à l'excédent. De même, selon leur coutume, si la foggara s'affaiblit, et que ses propriétaires, ou certains d'entre eux, sont dans l'incapacité de l'entretenir, elle est donnée à curer à un entrepreneur, moyennant la moitié de l'excédent pour son travail. Quand ils veulent commencer le travail, ils mesurent ce qu'elle contient à ce moment, ils connaissent ainsi son débit. Si, par suite du travail, il

s'ajoute quelque chose à ce débit connu, l'entrepreneur prend la moitié convenue, le reste revient en toute propriété héritable aux détenteurs de *mâjel* et de fractions, proportionnellement à la part de chacun. Quant à l'entrepreneur, il prend sa moitié à titre de *habba*, reçues mais non transmissibles par héritage. Ensuite, si la foggara baisse et revient à son débit antérieur, l'entrepreneur perd ses droits avec la disparition de l'objet de la transaction. Par la suite, quelques personnes habiles décidèrent de rendre la *habba* héritable, alors que la coutume ne le permet pas, de même qu'elles tentèrent par ruse de prendre part dans le capital de l'eau d'une façon absolue, — que la foggara augmente ou diminue — en disant aux propriétaires de la foggara : « Allons, donnons à l'excédent d'eau dû au curage le statut de *mâjel*, joignons-le à ce que vous possédez, et adoptons à leur égard la façon de faire bien connue de vous relative aux *mâjel* ». Ce faisant, elles tentent par ruse de faire hériter ce qui ne s'hérite pas, et d'entrer avec eux dans la propriété de leur eau. Ce qui signifie que, si la foggara s'affaiblit et que ses eaux diminuent, on applique en faveur du nouveau-venu ce qui est connu de la nouvelle coutume relative aux *mâjel*. Cela lui permet d'entrer dans leur propriété : ainsi on enlève au propriétaire légitime une part de son eau, et on la donne à l'intrus, gratuitement, sans frais ni dépense de sa part, mais par le simple jeu de cette ruse. Ce procédé, faut-il l'interdire en regard de la loi, comme c'est le cas dans le rite malékite, qui interdit les ruses destinées à contourner les interdictions, ou bien cela est-il admissible dans un autre rite, qui n'est certes pas le nôtre ? La coutume immémoriale n'est-elle pas un principe solide sur lequel on s'appuie, à l'exception de toute autre règle, et qu'on suit en tout premier lieu ? Comme signe de l'ancienneté de cette coutume dans notre pays de Tamentit, il existe la *fatwa* de notre cheikh, bien plus notre ancêtre, le cheikh Sidi 'Abd-al-Karim ben Mohamed, père d'al-Bakri — Dieu lui fasse miséricorde —, lorsqu'on le consulta au sujet de deux *habba* qu'un homme avait achetées sous le régime de la loi ; personne ne lui mentionna la condition de l'entretien, pour les deux *habba* mentionnées, qu'il avait achetées sous régime de la loi. Il s'abstint donc de ce travail, en sa qualité d'un tel entretenant les deux *habba* mentionnées, et ne bénéficiant pas d'augmentation dans le capital de la foggara, hormis ses deux *habba*. Devons-nous lui imposer l'entretien, pour qu'il y participe selon ce qui a été mentionné, ou non ? Sera-t-il concerné par le manque ou l'excédent par exemple si

l'eau diminue ou augmente, ou au contraire ne lui revient-il que les deux *habba* comme elles étaient définies pour lui dans le contrat d'achat ? Le texte de sa réponse est le suivant : on suit la coutume en ce qui concerne l'excédent : celui-ci est considéré comme n'appartenant qu'à celui qui, chez nous, a acheté une part du capital de la foggara. Quant à l'entretien, si le débit de l'eau s'interrompt complètement ou qu'il y a une réduction sérieuse par rapport au débit habituel, alors nous lui imposons l'entretien. Mais si l'eau coule à son débit habituel et qu'il ne manque rien à sa part de deux *habba*, nous ne lui imposons pas l'entretien : comment devrait-il travailler à ce dont il ne profite pas ? Tel est notre avis. Mohamed Abd-al-Karim ben Mohamed at-Twâtî a écrit dans sa réponse : on en tire deux conclusions : l'existence chez eux de la coutume, de ses pratiques et de son ancienneté, et le fait que la *habba* est soustraite à l'héritage»...

...«Suit une réponse de Sidi Mohamed ben Mohamed al-Alem az-Zajlâwî, dont voici le texte : le résumé de la question, en ce qui concerne la coutume en vigueur anciennement, au temps du qadi Sidi Abd-al-Karim ben Sidi Mohamed at-Twâtî — que Dieu lui fasse miséricorde — consistait en ceci : la coutume était de vendre une partie de l'eau de la foggara — une proportion connue des parts du capital de la foggara —, avec la condition que rien ne revienne à l'acheteur de son capital. L'essentiel de sa réponse est qu'il conclut à la licéité de cette pratique pour plusieurs raisons. Il n'exempte pas l'acheteur de l'obligation d'entretien en cas de diminution ou d'interruption du débit de l'eau, il le lui impose au contraire jusqu'à ce que ce débit revienne à son cours normal au moment de l'achat. Ensuite, il ne lui impose pas cette obligation quand il s'agit d'augmenter le débit de la foggara, puisqu'il n'a aucun droit à cet excédent d'eau»...

...«Ensuite d'autres coutumes se sont développées dans les régions de Zajal et de Qsûr Ba'lâ : la vente d'une partie de l'eau sans son capital, l'augmentation et la diminution de la foggara au bénéfice du seul vendeur, l'entretien restant à sa charge quelle que soit son importance : ils ne stipulent cette condition que là où la répartition se fait avec une planchette déterminée (*chafaqa*) ; l'acheteur en prend ce qu'il est convenu dans le contrat de vente, ensuite ce qui excède — peu ou beaucoup — revient au vendeur»...

...«Dans le passé, si l'excédent d'eau dû au curage s'épuisait, l'entrepreneur n'avait rien du capital de la foggara, ainsi qu'il

avait été convenu, jusqu'à ce qu'apparut le grand savant juriste Sidi Abd'ar-Rahman ben Ya'mar qui émit une *fatwa* — Dieu en soit loué — en faveur du droit (de l'entrepreneur) au capital de la foggara, en proportion de l'augmentation qu'il crée dans le capital de celle-ci, et il mit ainsi un terme à l'iniquité de la coutume signalée ; son texte se trouve dans plusieurs de ses réponses : la coutume, bien qu'elle soit attestée ici, contrevient à la loi, parce qu'elle aboutit à la perte du travail du *charîf* (6) dans l'opération de curage, et cela d'une façon injustifiée. En effet, la diminution de l'eau ne survient que par un accident, tel que la chute de quelque chose dans la foggara, ou la persistance des vents, ou l'infiltration des eaux : tout cela n'a pas pour cause le travail du *charîf* et aboutit à manger son bien injustement. De plus, le fait de priver ses héritiers de l'héritage de l'eau qui lui est échue aboutit à annuler la transaction mentionnée, en total désaccord avec la loi, car il n'est pas normal qu'ils pâtissent de la diminution de l'eau de la foggara. Fin»...

...«Le propos ici — mais Dieu est plus savant — et la conclusion de ces réponses, c'est la reconnaissance du caractère vicié de ce contrat en son principe, et du vice de la coutume ancienne qui se fonde sur lui, parce qu'elle lie la prise de possession de la part d'eau de l'entrepreneur à la persistance de l'existence de cette eau, qu'elle comporte une location de durée inconnue, s'ajoutant à l'ignorance initiale (de l'équivalent) lors de la conclusion du contrat»...

IV. LA MISE EN CAUSE DE LA COUTUME.

Les extraits qui précèdent révèlent à la fois l'état de la coutume et sa mise en cause. Celle-ci se situe à un double niveau : une tentative d'alignement de la propriété restreinte sur la propriété intégrale, une condamnation de la coutume du point de vue du droit islamique, portant sur le mode de propriété et sur le contrat d'entretien. Le parallélisme des deux actions, économique et juridique, est remarquable, dans la mesure où elles visent à un même résultat, et où elles sont, peut-être, mises en œuvre par les mêmes agents.

1) Des intrus dans la foggara.

Le texte indique que des propriétaires de *habba* cherchent, par la persuasion ou la ruse, à modifier le statut juridique de leur

propriété, à la transformer en *mâjel*, c'est-à-dire à la rendre héréditaire, et à lui conférer tous les droits reconnus, en particulier le droit à l'augmentation en cas d'excédent, et le maintien dans la propriété, en cas de diminution. La conséquence en est que, si l'eau vient à diminuer, la perte sera supportée par l'ensemble des propriétaires, alors qu'elle devait affecter en priorité les propriétaires de *habba*. D'où les plaintes contre ce procédé qui est interprété comme une ruse :

«on enlève au propriétaire légitime une part de son eau, et on la donne à l'intrus».

Le terme d'intrus (*dakhil*) utilisé dans le texte arabe est opposé à celui de propriétaire originel (*asîl*). Il indique nettement à la fois la qualité de ceux qui participent à l'entretien des foggara et acquièrent de l'eau — des étrangers à la communauté locale —, et la finalité de cette coutume, établie de façon à maintenir à la communauté locale la propriété de son eau.

D'autre part, il faut remarquer que, pour soutenir cette disposition de protection de la communauté, on fait appel au caractère prépondérant de la coutume :

«La coutume immémoriale n'est-elle pas un principe solide sur lequel on s'appuie, à l'exception de toute autre règle, et qu'on suit en tout premier lieu ?».

Le conflit économique et juridique oppose ainsi des propriétaires anciens, qui s'appuient sur la coutume (*'urf* ou *'âda*), à des nouveaux-venus qui, pour faire valoir leurs intérêts, s'appuient sur le droit islamique (*charî'a*).

2) De la coutume à l'orthodoxie.

Les extraits cités plus haut marquent l'évolution qui conduit les juristes d'une position de tolérance de la coutume, jusqu'à sa condamnation, chez les derniers d'entre eux, se référant à la position catégorique de Sidi Abd-ar-Rahman ben Ya'mar. La coutume décrite apparaît répréhensible aux yeux du droit islamique sur deux points. Le premier est celui du contrat d'entretien : il n'est pas licite que l'objet de la rétribution soit indéterminé au moment de la conclusion du contrat ; or ici, la quantité d'eau n'est pas connue à ce moment. Toutefois, les textes y trouvent des tolérances, par assimilation à d'autres types de contrats (irri-

gation, commandite) déjà tolérés par le droit, et du fait de la nécessité, l'entretien des foggara ne pouvant être assuré autrement. Par ailleurs, les conflits d'intérêts ne portent pas précisément sur ce point : la tolérance l'emportera donc, et la pratique s'en poursuivra.

Le second point concerne le statut de propriété limitée attribuée à la *habba*, qui est au cœur des conflits d'intérêts. Les derniers extraits montrent que le point de vue orthodoxe finira par l'emporter et que, toute restriction étant supprimée, la *habba* finira par être assimilée au *mâjel*. C'est ce qui a cours aujourd'hui dans le Touat (7), où les deux noms sont confondus dans le langage courant, et où tout souvenir d'une propriété spécifique restreinte a été perdu. On constate ainsi que l'application du droit islamique a joué contre la coutume, au bénéfice d'étrangers à la communauté : la propriété individuelle y est en effet garantie sans référence à des droits antérieurs de la communauté sur sa base économique.

V. LE PASSAGE DE LA COMMUNAUTÉ À L'INDIVIDU.

Les conséquences de cette double évolution économique et juridique peuvent s'analyser sous plusieurs aspects. Elle ouvre la voie à une transformation économique en permettant une accumulation de l'eau. Elle entraîne par là une destructuration de la communauté, et l'engage dans un processus d'individualisation.

1) L'accumulation de l'eau.

Le passage au droit islamique ouvrait à des entrepreneurs étrangers à la communauté la possibilité d'accumuler de l'eau, grâce aux prestations de service qu'ils étaient à même de fournir. La possession de l'eau entraînait la productivité agricole et conférait les moyens d'entretenir de la main-d'œuvre, en passant ou non par le détour monétaire.

On a vu dans le texte une alliance se réaliser entre des «accapareurs» d'eau, et des tenants de l'application de la loi islamique. Il apparaît assez évident que celle-ci a servi de moyen à la réalisation des desseins de ceux-là.

Sans qu'on puisse l'affirmer avec certitude sur la seule base de ces textes, il semble que la catégorie sociale bénéficiaire de

cette accumulation soit celle qui est désignée dans le Touat sous le nom de *chorfa* (pluriel de *charif*) : sorte de noblesse islamique, s'affirmant dans le milieu par la relation généalogique qu'elle revendique avec le Prophète ou ses proches. Le *charif* venu d'ailleurs se fixer dans le Touat y incarne au départ un zéléteur de l'Islam, mais y devient rapidement un «seigneur» détenteur de richesse, de pouvoir et de privilèges. Le texte mentionne à deux reprises qu'il faut reconnaître le travail du *charif* : le mot serait alors à entendre dans son sens propre. Quoi qu'il en soit, les recensements effectués au début de ce siècle permettent de constater que la catégorie des *chorfa* dispose dans la propriété de l'eau d'une part qui correspond au double de sa proportion numérique dans la population du Touat (8). Dans cette hypothèse, on trouverait ici l'origine et le moyen juridique qui leur aurait permis peu à peu de réaliser cette accumulation.

Il serait intéressant de poursuivre plus loin l'analyse sociologique de ce procès d'accumulation lié à une utilisation de la norme juridique. Malheureusement les données relatives au milieu local sont rares, et ne permettent guère cette analyse. La structuration de la population est indiquée sous forme de catégories sociales, attestées depuis le XVI^{ème} siècle. Les études faites en 1906 permettent de les situer, par rapport à leur répartition et leur participation à la propriété de l'eau et des palmiers, dans les proportions suivantes :

| Groupe | % population | % eau | % palmiers |
|-----------|--------------|-------|------------|
| Chorfa | 15 | 36 | 36 |
| Merabtine | 12 | 18 | 17 |
| Roturiers | 27 | 30 | 32 |
| Harratine | 37 | 16 | 15 |
| Esclaves | 9 | 0 | 0 |

Les deux premières catégories étaient considérées comme «gens de religion», les *chorfa* à un titre supérieur. Toutes deux ont toujours bénéficié de privilèges divers, reconnus par le pouvoir, en particulier l'exemption des impôts réclamés par le Sultan. Les «roturiers» représenteraient les descendants de la population originelle : ils fournissaient l'essentiel des impôts. Les *harratine* étaient peut-être des esclaves affranchis : ils se consacraient essentiellement à l'agriculture, dans un statut social proche du servage.

Toutefois cette structuration se présente ici en fin de processus, et ne nous dit rien de l'importance respective des groupes avant l'implantation des chorfa et des merabtine, probablement contemporaine de l'islamisation et des changements juridiques décrits ci-dessus.

En dehors de l'intérêt que présenterait la connaissance détaillée de cette évolution, on peut en analyser le sens, c'est-à-dire s'interroger sur ce qui, dans la culture islamique, a favorisé cette destructuration.

2) Destructuration et processus d'individualisation.

A travers les textes cités, il apparaît nettement que la suppression de la coutume locale relative au droit de propriété entraîne une destructuration de la communauté originelle. Elle introduit une rupture dans la structure de la propriété, en l'ouvrant à des étrangers. Privée de sa cohésion économique, la communauté va l'être aussi de sa cohésion sociale : le droit qui s'implante accorde les mêmes droits au nouveau-venu (*dakhîl*) qu'à celui qui y est enraciné depuis longtemps (*asîl*) : elle nie ainsi toute distinction entre eux, alors que cette opposition peut être considérée comme structurante de la communauté. Au terme du processus, il y aura même renversement, puisque ce seront les chorfa et les merabtine qui constitueront l'élite de la société, légitimant sa supériorité par celle de l'idéologie islamique.

Le droit qui s'instaure, face à la coutume, est fondé sur une conception individualiste de la propriété, et c'est par là que s'engage un processus de destructuration et d'individualisation. Il serait dès lors important de voir si ce processus, que nous voyons ici à l'œuvre sur un point précis et dans une dynamique sociale déterminée, se retrouve dans d'autres chapîtres du droit et dans d'autres secteurs de la vie sociale. Ceci permettrait d'étudier les effets globaux de l'islamisation — différente, rappelons-le, qualitativement et historiquement, de l'adhésion à la foi — sur les sociétés maghrébines. Ceci est d'autant plus important que, souvent, destructuration et individualisation sont rapportés au seul impact de la civilisation industrielle. L'intérêt des textes apportés ici est de montrer que ce processus a pû s'engager bien avant, et sous une autre influence.

La réalité est que s'exerce au Maghreb l'influence de deux cultures, c'est-à-dire l'imposition de deux lois, et que cette im-

sition est toujours à l'œuvre dans la période actuelle. Ces deux cultures sont des cultures savantes, des cultures de l'écrit. On leur constate un autre trait commun : chacune comporte un arrachement à quelque chose, représenté, d'une façon différente dans les deux cas, par un arrachement à une organisation communautaire et un engagement dans l'individualisation. Phénomène qui pose de toute façon deux questions : celle des traces que laisse tout arrachement, et celle de l'option nouvelle dans laquelle on est engagé.

Dans la situation actuelle du Maghreb, toute culture est nationale, mais se réfère à deux normes, à deux lois. A une époque où chaque pouvoir central cherche à se légitimer et à se renforcer en prenant appui sur une culture nationale, cette bipolarisation entre forcément dans le jeu politique. Il n'est pas toujours facile de voir de quelle source procèdent les effets du pouvoir, ni de déterminer d'où viennent les résistances. Quand on oppose des traditionalistes à des modernistes, on présente une résistance qui s'appuierait sur l'Islam contre l'occidentalisation, ou l'inverse. Mais il y a de toute façon une dimension qui est occultée, considérée comme inexistante : celle qui subit les effets de culture ou y résiste. Son omission est un signe de refoulement, où l'affirmation des réalités apparaît dans leur dénégation.

Ces conclusions dépassent largement leur point de départ et ne peuvent de ce fait se formuler que comme des interrogations : interrogations sur les multiples dimensions de la société et de la culture maghrébines. Les textes cités, en montrant un processus à l'œuvre, nous conduisent à nous demander si l'islamisation, conçue comme imposition d'une culture savante, d'une loi, dont le sens général semble bien être celui d'un arrachement de l'individu à une communauté ethnique pour l'engager dans une phase d'individualisation, ne serait pas la première étape d'une évolution qui sera reprise et accentuée à l'époque moderne par l'impact de la culture occidentale : le présent culturel serait dès lors fait de l'imposition jamais achevée de ces deux lois et des résistances qui leur sont opposées.

Paris, E.H.E.S.S., 1977

NOTES

(1) L'intérêt de la littérature de *fatwa* a été souligné par E. Levi-Provençal, Histoire de l'Espagne musulmane, III, p. 116, n° 2, à propos du juriste Al-Wancharichi, dont le recueil de *fatwa*, *Kitâb al-Mi'yâr*, a été analysé par E. Amar, *Consultations juridiques des faqih du Maghreb*, Archives marocaines, XII-XIII, Paris, 1908-1909. Rappelons aussi les travaux réalisés en ce sens par Mohamed Talbi, *Quelques données sur la vie sociale en Occident musulman d'après un traité de «hisba» du XVème siècle*, Arabica, t. I, sept. 1954, pp. 294-306, par H.R. Idris, *Commerce maritime et kirâd en Berbérie Orientale d'après un recueil de fatwas médiévales*, Journal of Economic and Social History of the Orient, IV, 3ème part., 1961, pp. 225-239, et par Jacques Berque, *Les Hilaliens repentis ou l'Algérie rurale au XVème siècle*, d'après un manuscrit jurisprudentiel, Annales, n° 5, 1970, pp. 1325-1353.

(2) Le texte arabe des extraits cités ici doit faire l'objet d'une publication dans la Revue des Études Islamiques.

(3) Pour une description plus complète de ce système hydraulique et des problèmes qu'il pose, ainsi qu'une bibliographie relative à la question, cf. mon article : *Régime économique et structure du pouvoir : Le système des foggara du Touat*, in Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée, N° 13-14, 1973.

(4) Pour ces données, cf. A.G.P. Martin, *Les Oasis Sahariennes*, Alger, 1908 et *Quatre siècles d'histoire marocaine*, Paris, Alcan, 1923.

(5) Cf. J.F. Chaintron, *Aoulef, Problèmes économiques et sociaux d'une oasis à foggaras*. Travaux de l'I.R.S., t. XVI, 1957, 2ème sem. et XVII, 1958.

(6) Noble, descendant du Prophète. Pour l'interprétation de ce mot, cf. suite du texte.

(7) Le présent renvoie à des enquêtes effectuées sur place en 1972, les mesures de la Révolution agraire ayant depuis modifié le contexte.

(8) Les données mentionnées ici et plus loin renvoient aux études de A.G.P. Martin, cité ci-dessus.

CULTURES ET POLITIQUES EN MÉDITERRANÉE

QUESTIONS ET PROPOSITIONS (*)

Avec l'intégration accélérée des formations sociales méditerranéennes dans le marché mondial, les cultures méditerranéennes sont aujourd'hui, plus que jamais prises dans les tourments de l'histoire. Les mutations que subissent les formations : désarticulation des économies nationales ou régionales et leur réarticulation sur le marché mondial, renforcement des appareils d'État dont la fonction centrale est cette désarticulation/réarticulation, formation de classes fonctionnelles et de classes consummatoires - parasites, changement de statut des classes populaires (dépossession des petits producteurs autonomes, multiplication des petits paysans dépayonnés, croissance du chômage, exclusion de la consommation, accumulation dans les villes et à leur périphérie, émigration, etc...) induisent des transformations culturelles. Celles-ci se situent au point de rencontre de plusieurs effets.

Le transfert des modèles de consommation des sociétés urbaines industrielles dominantes tend à détruire les cultures aborigènes au travers de la transformation des pratiques quotidiennes et du cadre morphologique de ces pratiques (maison, ville, rapport ville-campagne, etc...) ; cependant les ressources disponibles ne permettent pas à l'ensemble de la population d'accéder aux standards dominants de consommation. Une partie ne peut y parvenir que grâce à un accroissement de la différenciation entre niveaux de

(*) Texte remanié en vue de la publication, d'un projet de recherche coopérative sur programme présenté à l'automne 1977 devant la commission nationale du C.N.R.S. par un collectif de recherche comprenant Mmes et Mrs. Abol-Hassan Banisadr, Wanda Dressler-Holohan, Guy Ducatez, Jacky Ducatez, Gilbert Grandguillaume, Michel Marié, Michel Oriol, Christiane Veauvy, Jean Viard, Paul Vieille.

revenus. Cette bipolarisation de la formation relativement aux standards et niveaux de consommation tend à se refléter dans les orientations culturelles ; tandis qu'une partie de la population se tourne vers la culture occidentale à laquelle elle emprunte plus ou moins largement, l'autre partie se replie sur une culture «traditionnelle», routinisée, parce qu'elle n'est plus source de créativité, d'innovation et même d'identification pour l'ensemble des individus. Elle n'est plus source d'innovation dans la formation des besoins, elle ne l'est pas davantage dans la création des techniques de production et les modèles de produits : l'emprunt du système de besoin dominant est immédiatement lié à l'adoption par l'appareil productif de normes étrangères ; la périphérie est spécialisée dans les stades «banalisés» de la production mondiale, reléguée à un rôle marginal dans la création du secteur économique moderne, sinon dans la production du profit. En d'autres termes, la culture «traditionnelle» n'est plus organiquement articulée aux techniques et rapports de production, qu'ils soient anciens ou nouveaux.

A ces tendances déterminées de la culture se surajoutent les politiques culturelles à but hégémonique émanant des États et de classes cherchant à asseoir leur rôle dominant ou directionnel. Les politiques tendent soit à combattre la culture populaire et la culture «nationale», à culpabiliser l'une et l'autre, soit, au contraire, à remettre en valeur, à l'usage des classes populaires, l'héritage culturel savant ou même des représentations populaires qui, ayant perdu toute actualité dans la restructuration économique-sociale, ne représentent plus que des résidus idéologiques manipulés par l'appareil politique. Enfin dans les luttes de classes caractéristiques de la conjoncture économique-sociale présente, les classes dominées, adoptent, de façon encore limitée, des conduites nouvelles qui peuvent, dans certaines conditions déboucher sur de profonds remaniements.

Au plan international, parallèlement aux grands jeux de la stratégie politico-économique se dessine une vaste offensive idéologique tendant à mobiliser au bénéfice de l'impérialisme une version nouvelle de la Méditerranéité. Au XIX^{ème} et au premier XX^{ème} siècle, identifiée à l'héritage gréco-romain, elle a constitué un instrument de légitimation des entreprises coloniales de la France et de l'Italie sur le pourtour de la Méditerranée, et, plus généralement, justifié la prétention de l'Occident à l'universalité.

C'est en Italie surtout, grâce principalement à B. Croce que la culture gréco-latine a revêtu une importance idéologique considérable dans les rapports au sein de la formation et fondé l'hégémonie des intellectuels méridionaux sur la péninsule mais aussi, dans une certaine mesure, à l'échelle de l'Europe. La Méditerranéité ne saurait aujourd'hui se limiter à l'héritage gréco-latin ; elle doit recevoir un contenu plus large pouvant servir d'instrument de fusion idéologique entre classes hégémoniques des pays riverains de la Méditerranée.

Ainsi à l'heure actuelle, le bassin méditerranéen se trouve dans une phase de restructuration idéologico-politique organiquement liée, tant au niveau de chaque formation qu'à celui de l'ensemble, à la restructuration économique-sociale au sein du marché mondial.

Dans cette tourmente de la culture, quelle peut-être la place d'une approche scientifique des cultures méditerranéennes ? Dans cette perspective, la première question que l'on doit se poser est, sans doute, de savoir d'où l'on parle et pour qui l'on parle. Très brutalement on ne peut manquer de se demander de quel côté, explicitement ou implicitement (c'est-à-dire dans le cadre de la pratique sociale), l'approche se situe : du côté des hégémonies nouvelles ou anciennes ou du côté des résistances à ces hégémonies. Dans le premier cas la problématique s'oriente essentiellement vers les cultures populaires ; soit toute cohérence leur est déniée, on les envisage comme somme de traits, de particularités constituant autant de freins à l'extension de la culture qui tend à être imposée par en haut, par l'État et l'échange marchand, ou autant d'éléments qui doivent être repris, manipulés, réorganisés par les appareils de domination idéologiques en vue d'étendre l'hégémonie ; soit, au contraire, on leur concède une certaine consistance que l'on considère comme « infralogique », « primitive », ou comme relevant, sur un registre moins avancé, des schèmes d'interprétation des cultures dominantes ; l'intervention extérieure de mise au pas idéologique est alors légitimée.

Dans le second cas, l'intérêt est au contraire centré sur la place des cultures et des conflits de culture dans la totalité sociale et particulièrement dans les luttes de classes, dans les conflits en vue de la domination. La critique des politiques culturelles émanant des pouvoirs et des classes à visée hégémonique ainsi que les mécanismes de propagation de la culture engendrée par la mar-

chandise est alors une des dimensions essentielles de la problématique, mais aussi la spécificité des cultures populaires, la logique propre qui les anime, le mode de leur articulation avec la pratique sociale, c'est-à-dire notamment, les modalités (actuelles et historiques) de la résistance des classes dominées au plan de la culture. Une telle approche est organiquement liée aux luttes de classes, non seulement par les dévoilements auxquels elle procède mais aussi par la déculpabilisation à laquelle elle conduit des cultures populaires ; elle est organiquement liée à la reprise par la conscience des classes dominées de leur propre culture et donc, à la redynamisation de cette culture. Celle-ci, dans la résistance à l'imposition de la culture dominante se défait de ses caractères « archaisants » en se réinscrivant au sein d'un conflit politique qui tire ses moyens d'expression et puise sa syntaxe dans les cultures en opposition.

Ainsi, s'agissant de la mer intérieure, un des premiers problèmes que l'on peut se poser à trait tant aux idéologies de la Méditerranéité qu'aux cultures savantes propres à chacune des formations sociales ou à des groupes de formations, à leur fonction politique au sein des formations ou dans les rapports entre formations par le biais de leur efficacité anthropologique et sociologique. Quelles relations, se demande-t-on, ces cultures savantes entretiennent-elles avec les cultures populaires, quelle place occupent-elles dans la structuration des formations et dans les rapports entre formations. Peut-on par ailleurs définir de façon suffisamment précise des cultures politiques qui tendent à organiser les réponses des classes populaires dans les antagonismes sociaux. Comment cette culture politique populaire est-elle éventuellement combattue et/ou reprise par les classes dominantes ou dirigeantes ou par l'État à des fins hégémoniques. En ce qui concerne plus spécifiquement la Méditerranéité, au delà de la critique épistémologique et socio-anthropologique des discours tenus, ne trouve-t-on pas dans les représentations et les pratiques habituelles des rapports sociaux (tant dans le sens de l'hégémonie que dans celui de la réponse à l'hégémonie) un certain nombre de caractéristiques, relevant donc de la culture politique, relativement constantes, à la fois transméditerranéennes et transhistoriques (dont le discours sur la Méditerranéité pourrait en quelque façon ressortir).

C'est bien une telle question que pose aussi le blocage, en Méditerranée, après un développement précoce, du capitalisme indus-

triel au stade manufacturier et malgré un capitalisme commercial très tôt florissant. Les réponses économiques : dégradation ancienne des sols de plaine due à l'exploitation latifundiaire, absence de révolution agraire, intérêt relatif du commerce par rapport à l'industrie, réinvestissement des profits dans la terre apparaissent insuffisantes ; il semble bien que l'on soit en présence d'un phénomène total dans lequel sont impliqués les rapports entre les villes, entre villes et campagnes, entre groupements sociaux (fractions et classes) à l'intérieur de la ville, l'absence de séparation entre le capital et l'entrepreneur, entre la force de travail et le travailleur comme être politique, etc. ; c'est-à-dire d'une organisation générale des formations sociales, dans laquelle les rapports de pouvoir sont constamment présents, se reproduisant essentiellement en raison de représentations et pratiques habituelles d'ordre politique.

D'autres questions sont posées tant par l'histoire que par le présent : la résistance par exemple des formations méditerranéennes à une analyse en termes de classes sociales, qui s'est constituée dans l'approche des sociétés du Nord de l'Europe ; féodalité, bourgeoisie, prolétariat, paraissent constamment amalgamer des traits allogènes. Ou le fait que le groupement de localité (la communauté) tant urbain que rural semble, de façon durable et jusqu'à aujourd'hui, revêtir un rôle anthropologique, social et politique considérable dans la structuration des formations sociales, même dans le cas où l'on se trouve, de façon caractérisée, en présence de rapports de classe (cas des luttes des *braccianti* en Italie). De façon générale, c'est en raison de l'importance apparente des groupes et groupements sociaux qu'en première approximation on peut rassembler sous le terme de communauté (groupements de localités, groupes et groupements religieux, etc...) qu'il convient dans une première étape au moins, de s'attacher davantage à l'articulation entre culture et politique dans l'organisation des communautés et leurs rapports avec les sociétés englobantes.

Une analyse précise, critique mais simple, de l'état de la recherche dans le domaine considéré (problématique, concepts utilisés et résultats atteints) s'avère nécessaire afin d'aboutir, ultérieurement, à une analyse plus scientifique : décentrer et briser les lieux d'origine des discours tenus par une interrogation sur les êtres sociaux et culturels des vecteurs et locuteurs de tels discours, poser comme postulat que l'objet d'étude ne peut être ramené à l'un,

mais que, dès le départ, il se manifeste comme multiple et particulier, et que la contradiction, dès qu'il surgit, est présente.

I. ÉTAT DE LA RECHERCHE - PROBLÉMATIQUE.

La domination des formations méditerranéennes par les formations capitalistes centrales, inscrite dans l'histoire, souvent analysée de façon univoque et unilatérale par les historiens et les sociologues (les uns et les autres ne sont-ils pas inscrits dans les formations sociales ?), se poursuit de nos jours, à la fois dans les faits et dans les discours tenus sur le monde méditerranéen. Au discours proprement politique ou à prétention scientifique émanant des formations centrales, est venu s'ajouter, depuis les indépendances un discours nationaliste ou nationalitaire, guère différent du précédent quant à ses *à priori* mais tenu pour plus vrai que celui de l'étranger dans la mesure où il serait celui des autochtones eux-mêmes : l'autochtone laisse-t-on entendre, possède intuitivement et presque naturellement, le sens et donc la connaissance de son milieu d'origine. Illusion de la transparence ! Ce discours s'inscrit aujourd'hui, bien souvent dans le cadre de luttes hégémoniques au sein des formations périphériques et redouble le discours lié aux dominations extérieures.

Les problématiques mises en œuvre portent sur deux niveaux complémentaires, le niveau de la macro-analyse ou analyse à caractère sociologique et socio-politique, le niveau de la micro-analyse à caractère ethnographique, fondée sur l'enquête de terrain.

1) Macro-analyse.

On ne prétend pas dans les quelques lignes qui suivent analyser l'ensemble des productions rangées sous le vocable de macro-analyse mais qualifier certaines des déformations les plus générales et les plus marquantes.

La macro-analyse, si elle se veut et se tient pour globale en reste presque toujours au stade descriptif (cas de F. Braudel) ; elle se montre incapable de ce fait ou se refuse à tenter de constituer une reconstruction générale des sociétés étudiées. Elle en reste à une série de niveaux toujours descriptifs : introduction du capitalisme et changements apportés dans les sociétés autochtones, rapports entre nouvelles classes à la suite de l'introduction du capitalisme

et société traditionnelle, opposition entre modernisation qui ne peut guère venir que de l'Occident, dont les modèles sont acceptés comme un donné, un fait, allant donc de soi et pour ainsi dire universels (le chercheur ne les remet presque jamais en cause, puisqu'il s'agit d'un fait) et tradition, réactions des sociétés autochtones. Les réactions sont présentées soit comme une arriération par les vecteurs et locuteurs de la formation sociale centrale (car si les sociétés autochtones ne peuvent se soumettre et accepter la modernisation, elles doivent se démettre) soit comme une anticipation par les discours nationalistes tenus après l'indépendance (il ne s'agit plus alors de sociétés traditionnelles mais d'un peuple en armes ! N'est-ce pas là encore la levée en masse de 1792 ? etc...). La macro-analyse ne sait ou ne peut articuler ces niveaux sinon à partir de l'extérieur : l'introduction du capitalisme ; d'où l'impression dominante d'un discours non structuré et non structurant. Pourquoi un tel refus ou, plutôt, une telle incapacité ?

Tout d'abord parce que les locuteurs et vecteurs de la formation sociale centrale plaquent des schémas soit directement importés de l'Occident soit à peine remaniés face aux problèmes que posent, malgré tout, les sociétés méditerranéennes étudiées : appliquer ces concepts importés revient à évacuer les spécificités des sociétés méditerranéennes (de leur histoire, de leurs formations sociales, etc...) à ramener l'Autre à un autre Soi-même. Si cette procédure fait illusion un instant en éliminant le contradictoire, très vite elle le démultiplie, car le contradictoire, s'il est déjà présent dans l'objet étudié, ne peut qu'apparaître une seconde fois, structuré alors différemment, lorsque la grille conceptuelle est inadéquate et apparaître là où nous ne l'attendons pas (révoltes, grèves, etc...).

Nous sommes ainsi en présence d'un discours euroéo-centrique (concepts importés, le multiple ramené à l'un) et logo-centrique : tout ce qui n'entre pas, par exemple dans les concepts économiques capitalistes est considéré comme marginal ; cas du petit paysan marocain, qui, ne comptant pas son temps en terme de productivité, est inclassable ; l'armée est alors investie, pour les jeunes générations, de la charge et du soin de leur inculquer le temps comptable et minuté, etc... Notons-le en passant, ce discours est aussi bien le fait de certains marxistes (analyse des formations sociales méditerranéennes en terme de mode de production féodal ou asiatique, analyse des classes sociales en termes de prolétariat et de bourgeoisie ; même si l'on parle de bourgeoisie d'appareil

d'État, il n'empêche qu'elle est qualifiée de bourgeoise, etc...) que de libéraux : analyse en terme de développement (serait-il unique ?), de démocratie (toujours analysée en termes de parti unique ou de plusieurs partis), d'attitudes politiques (rôle des sondages) ou d'institutions : l'analyse étant assortie d'une comparaison élevée au rang de méthodes entre Occident (noblesse oblige) et pays anciennement colonisés.

L'incapacité dans laquelle se trouvent les sciences sociales à reconstituer la structure des sociétés périphériques méditerranéennes relève de deux autres biais encore. Les chercheurs occidentaux qui se présentent comme reprenant un modèle propre aux sociétés étudiées n'ont, en réalité, fait que recueillir une variante ou un modèle propre à une société et à une culture bien particulière pour l'étendre et l'instituer comme la version unique. C'est le cas de la postérité de R. Montagne et d'E. Gellner : elle analyse l'implantation des tarîqa-sûfi, dans un premier temps, en terme d'opposition entre, d'une part, culture savante (religion du livre et des lettrés, gens de la ville) et d'autre part culture populaire (nécessité d'un intermédiaire entre Dieu/Allah et les hommes, demande à Dieu/Allah sur le modèle du *do ut des*, de la croissance et de la prospérité des troupes, des récoltes etc..., pratiques rituelles organisées sur le modèle du don et du contre-don etc...) et dans un second temps, en la structurant autour d'un principe, celui de la segmentarité, qui serait propre au Maroc et bientôt à tout le Magrib. Or, ce principe a été reconstruit par la postérité de R. Montagne et d'E. Gellner à un moment où il n'existait pas (a-t-il jamais existé ?) pour l'ensemble du Magrib, et à partir d'un cas particulier, celui des Saints 'Awliyâ' sûfi de l'Atlas. Elle l'a étendu à l'ensemble de l'Afrique du Nord, occultant, de plus, le fait que l'implantation des tarîqa-sûfi se structurait de façon différente en milieu urbain, soit en fonction de pratiques rituelles bien précises, thérapeutiques ou autres, soit en fonction d'une appartenance socio-professionnelle).

De leur côté les classes dirigeantes des États anciennement colonisés et nouvellement indépendants, soit si elles sont gagnées au libéralisme, parlent de leur histoire en terme de peuple (sa'b : réalité indiscernable) et de nation (qawmiya) ; par exemple la révolte de 'Abd el Kâder autour de Tlemcen, en 1842 est analysée de façon *unilatérale*, en terme de surrection de la nation et du peuple en armes, et de prototype des révolutions et des luttes

nationalistes de 1954-1962, occultant délibérément tant le fait que cette révolution n'a mobilisé que quelques tribus autour de Tlemcen, que les différents degrés d'implantation du capitalisme et ses modes ou que les différents degrés de résistance, etc..., empruntant ce discours à l'Occident. Soit, si elles sont gagnées à un certain marxisme redoublent ce discours par celui des classes sociales (les principaux soutiens de 'Abd el Kâder sont des « prolétaires » ou des petits paysans, etc...).

L'illusion de la transparence est ici encore à l'œuvre : les Universités occidentales ont formé au travers des intellectuels, des utilisateurs et des relais des produits idéologiques occidentaux, des modes d'administration, de dispensation et de transmission de ces produits. En un mot, tout est écrit au passé antérieur.

2) Micro-analyse.

Si l'épistémé qui sous-tend la micro-analyse, est identique à celle qui règle l'espace dont s'autorise la macro-analyse, c'est bien parce-qu'il s'agit d'un discours qui, d'une autre manière, réduit l'altérité.

Ce discours et la pratique qu'il exprime ont été thématisés sous le concept d'ethnocentrisme. Si les formes prises, les effets produits sur la problématique, sur les moyens d'étude, sur l'objet étudié (à savoir, entre autre, sa pure et simple occultation), les contraintes introduites dans le procès d'exposition de la recherche (à savoir l'emprunt de la cohérence formelle du paradigme scientifique dominant), etc..., sont bien connus, ils concernent au premier chef, la nature du regard jeté par l'ethnographe, sur les pratiques à l'œuvre dans les sociétés étudiées.

En revanche, il est une autre face du rapport chercheur-enquêtés : le statut social et culturel de l'informateur, qui, à notre connaissance, n'a jamais été étudié pour elle-même et dans ses implications, ne serait-ce que parce-que les colonisateurs, dominants dominés par leur domination, ont été les premières victimes de leurs propres instruments intellectuels. En effet, les lunettes de l'ethnocentrisme n'opèrent que dans la mesure où l'informateur, véritable délégué à la parole du groupe interrogé n'est jamais l'homologue de l'ethnographe. C'est cette double perspective, qui doit toujours être tenue présente à l'esprit au cours de l'exa-

men des travaux désignés sous le terme de «micro-analyse» afin d'éviter tant le relativisme culturel que le dogmatisme à prétention scientifique.

II. ÉTAT DE LA RECHERCHE - NOTIONS ET CONCEPTS UTILISÉS.

1) La notion de «communauté».

La notion de «communauté rurale» est un des lieux communs, le plus fréquemment ravaudé et rapetassé, tant pas l'historiographie que par la sociologie rurale ou l'anthropologie : le bassin méditerranéen n'échappe pas à cet usage.

Il s'avère désormais nécessaire de se livrer, pour cette aire géographique, à une investigation circonstanciée des pratiques économiques, sociales, juridiques et culturelles, qui ont donné lieu à l'emploi de cette notion.

A titre d'exemple présentons brièvement dans le cas de la France, l'évolution du phénomène historique désigné sous ce vocable (voir A. Soboul, 1966 rééd. 1971, 1976, 1976 ; G. Lefebvre, 1963 ; Ph. de Saint Jacob, 1941, 1943, 1946, 1953 ; H. Lefebvre, 1949 ; Florence Gautier, 1977 ; Ch. Parrain, 1970 ; I. Chiva, 1958).

D'après A. Soboul et Ch. Parrain, les dimensions de la communauté rurale française à la veille de la Révolution Française sont au nombre de 6 :

(i) - des pratiques culturelles communes

- * soit sous forme d'assolement triennal (France du Nord),
- * soit sous forme d'assolement biennal (France du Sud mais le Languedoc connaissait le système triennal),
- * soit sous forme d'association de différents terroirs (montagnes-alpages/plaine ; côteaues-vignobles/plaine, etc...).

Toutes ces pratiques étant assorties de servitudes collectives ou coutumes.

(ii) - des systèmes d'entraide.

(iii) - une assise territoriale commune, assortie de servitudes collectives (forêts etc...).

(iv) - la disposition de biens communaux, dont les membres de la communauté avaient l'usufruit,

(v) - des assemblées communes (d'autant plus fortes que le seigneur, proche, est puissant),

(vi) - le sentiment d'appartenir à un groupe bien défini, renforcé par des servitudes collectives et des formes d'entraide,

* une conscience historique de lutte face au seigneur,

* une connaissance de l'histoire du village,

* des stratégies matrimoniales.

Or, A. Soboul insiste sur le fait que la réalisation d'un ou plusieurs de ces traits suffit à justifier l'emploi du vocable en question et que le schéma proposé trouve rarement sa réalisation intégrale.

Il ne manque pas, en outre de préciser qu'elles sont le siège de luttes, de conflits pour l'appropriation ou la défense des communaux entre journaliers, petits paysans et laboureurs, par exemple, et qu'en conséquence l'unanimité subsumée par la notion de communauté est loin d'être la règle.

De nos jours, cette notion (Ch. Parrain) ne recouvrirait plus que les deux entités suivantes :

- une entité administrative, où «communauté rurale» est synonyme de commune (hormis les cas où le village comme «communauté rurale» a une extension inférieure à la commune) ;

- une entité historique et idéologique, où l'appartenance à une communauté est synonyme de participation à une communauté historique (d'autant plus forte que les communaux — cas des forêts — subsistent).

Les travaux historiques ressortissant à cette notion et relatifs au domaine méditerranéen n'ont pas encore fait l'objet d'une synthèse. Dans le cas de la Provence de la fin de l'ancien régime et du début du XIX^{ème} siècle, on peut en prenant le cadre de référence du schéma d'A. Soboul faire les observations suivantes :

- Faiblesse des pratiques culturelles collectives, absence d'assolement triennal, hormis le cas de quelques moyennes et de grandes exploitations (faire valoir indirect) ; extension (apparente) de l'assolement biennal en raison du morcellement et de l'exiguïté des exploitations, mais fonctionnant sous les modalités diverses et sans faire l'objet de règles collectives ; complémentarité dans l'économie des exploitations microfondiaires de l'ager (zone des champs cultivés entourant le village) et du saltus (zone de landes et de forêts) qui circonscrit le premier ;

- Les droits que les petits paysans détiennent sur le saltus au travers de la commune, sont essentiels à leur survie en tant que

petits producteurs indépendants. La lutte entre ceux-ci et les seigneurs cherchant à les priver de droit d'usage sur le saltus est extrêmement vive. La commune médiatise ces rapports.

- Importance des institutions municipales, représentatives, laïques se subordonnant dans l'organisation de la collectivité le pouvoir de l'Église, jusque dans l'organisation de la religiosité. Une part importante des droits féodaux est abonnée : les redevances sont levées par la commune.

- Extension d'institutions réglant sur un mode collectif la vie matérielle du village dans le cadre du procès de reproduction (médecins communaux, maîtres d'écoles, achat de produits alimentaires, notamment le vin, la viande, pour leur redistribution au sein de la communauté, etc...).

- Très fort sentiment d'appartenance au groupe de localité donnant lieu à des pratiques symboliques vivaces. La précocité et l'acuité des luttes «communautaires» contre le seigneur pourrait être un des éléments rendant compte de l'existence de ces institutions régulatrices de la vie collective. La dissolution précoce de la propriété seigneuriale expliquerait dans une certaine mesure aussi, une plus grande et plus précoce intrication du capital marchand et de la rente foncière : appropriation foncière par la bourgeoisie citadine plus générale et antérieure au démarrage de ce processus dans la France du Nord.

De nos jours, le phénomène désigné par le vocable de communauté tendrait, dans la France du Sud, à indexer :

- une entité administrative et juridique («communautés» synonyme de commune),

- des représentations et des pratiques symboliques liées :

- à la persistance des droits collectifs (droits de dépaissance sur un saltus en voie de réduction, droits de chasse, droits de passage, etc...).

- aux modes de structuration et d'organisation de l'espace et du temps villageois, apparaissant dans des formes de sociabilité spécifique.

- des pratiques sociales peu apparentes mais très vivantes parfois, tendant à déjouer, détourner, déformer, adapter les règles imposées de l'extérieur, par l'État, de façon à permettre la survie du groupe de localité.

Il appert que le terme de «communautés rurales» est toujours employé en extension, jamais en compréhension, parce qu'il recouvre des pratiques économiques, sociales juridiques et culturelles multiples et diverses, dont l'unité ressortit à des reconstructions a posteriori. Ces dernières sont spécifiques de la démarche de chercheurs qui ont montré plus d'intérêt pour les pratiques discursives que pour la construction des déterminants objectifs de l'objet d'étude qu'ils se donnaient. Une telle démarche n'a été possible que par une incapacité à reconstituer les procès de production à l'œuvre dans les formations sociales considérées.

Rappelons au passage que la réactivation de la notion de «communauté rurale» est au XIX^{ème} siècle liée aux luttes de classes urbaines, à la volonté d'opposer une «race» paysanne dépositaire de valeurs authentiques et des «classes dangereuses» formées de paysans dépayannés ; elle est par ailleurs contemporaine de l'intérêt manifesté par la sociologie allemande pour l'opposition communauté/société, et de la formalisation de cette tension par E. Durkheim, sous la modalité solidarité organique/solidarité mécanique.

La fixation des chercheurs sur ce phénomène/notion de communauté, en tant qu'objet de recherche qui serait déjà donné, expliquerait peut-être la difficulté persistante à élucider les luttes pour les enjeux matériels et symboliques à l'intérieur de ces «communautés», luttes qui prennent en méditerranée une double forme : lutte de classes et/ou lutte de clans.

2) Concepts de faction, de clan et de classe.

On ne présentera pas ici une analyse des différents usages de ces concepts dans les travaux relatifs aux formations sociales du bassin méditerranéen ; une telle analyse reste à faire. Il convient néanmoins de souligner les difficultés liées à un usage non réglé de ces concepts : jamais les conditions de leur importation des domaines d'investigation où ils ont fait leur preuve (le monde urbain et industriel de l'Occident stricto sensu) et en ont, en quelque sorte, reçu validation, n'ont été envisagées comme telles par les chercheurs. Ceux-ci se sont souvent contentés d'une reprise et d'une mise en œuvre formelles de ces concepts, de telle sorte qu'ils ont tenu un discours n'ayant que les apparences de la rigueur scientifique, dans la mesure où, ce faisant, ils ne se donnaient pas les moyens de construire leur objet d'étude.

Ces concepts, d'une part, indexent ou désignent une réalité qui les déborde par sa complexité et sa richesse, et d'autre part, et pour cette raison, se révèlent difficilement articulables.

Cette difficulté ne doit pourtant pas inciter à les remiser au jardin des souvenirs, mais, au contraire, à poser les conditions d'un emploi légitime et heuristique, ce qui implique leur réélaboration, à partir d'analyses concrètes de situations concrètes et différenciées : à titre d'exemple, des travaux relatifs aux « communautés » les plus ouvertes au marché comme les plus fermées.

Une démarche de cette nature implique la prise en considération des stratégies de reproduction, des jeux pour les enjeux matériels et symboliques, où les pratiques culturelles et politiques ne s'avouent pas comme telles, mais exercent, cependant, un effet de domination, qui donne sa coloration spécifique à l'ensemble des pratiques à l'œuvre dans la « communauté ».

3) Notion de clientélisme.

Cette notion se référerait à un phénomène souvent considéré comme caractéristique de la Méditerranée, et à tout le moins des sociétés pré-capitalistes.

Il paraît difficile d'accepter entièrement ce point de vue. J. Davis (1977), analysant les travaux des anthropologues méditerranéistes définit la relation de clientèle comme une relation du faible au puissant dans laquelle le premier tente de limiter le pouvoir du second par une attitude de déférence. Cette définition appauvrit l'objet étudié d'abord en réduisant la relation de clientèle à un rapport interpersonnel et le considère comme déjà donné. Elle laisse échapper nombre de composantes subsumées sous la relation étudiée ; quelques exemples le montrent immédiatement.

En Arabie Séoudite, aujourd'hui, le clientélisme naît de la différence statutaire, il correspond à un échange politico-économique entre un sujet séoudite, jouissant de l'entière de ses droits et des étrangers (travailleurs yéménites, firmes etc...) qui se trouvent dans l'obligation d'entrer dans une relation de dépendance se matérialisant dans le paiement d'un tribut, pour exercer une activité, résider, etc... Le statut du client, isolé, le plus souvent privé de relations personnelles avec le patron est très précaire ; la relation de *sponsorship* se distingue par là de la relation traditionnelle de confédération (Mawlà).

En Cyrénaïque d'après E.L. Peters (1968) il s'agit d'une relation entre une tribu-patron et des clients que s'agrège la première en vue de maximiser l'usage du sol dans une situation fortement marquée par les aléas de la nature ; en cas de sécheresse prolongée les clients peuvent être renvoyés. Les clients disposent de droits d'usage sur les pâturages mais ne jouissent d'aucun pouvoir de décision dans leur utilisation ; ils sont soumis aux choix de la tribu-patron et n'ont pas de droits politiques. Sous la modalité d'une alliance revêtant en particulier un caractère politique, s'échangent notamment contre le droit de pâturage au bénéfice des clients, des têtes de bétail au bénéfice de la tribu-patron.

En Grèce des rapports de clientélisme se nouent entre éleveurs individuels Sarakatsani et marchands. Selon J.K. Campbell (1968), les éleveurs exercent une sorte de pression morale sur les marchands lors de la commercialisation de leurs produits, les marchands acquérant en retour un accroissement de prestige. Nous dirons plutôt que les éleveurs, jouant de l'efficacité de la dialectique de l'équivalence en humanité, s'efforcent de contraindre le marchand à prendre leurs produits aux conditions les moins défavorables. L'auteur ne s'interroge cependant pas sur l'efficacité sociale du prestige accru des marchands et manque en conséquence l'ensemble des rapports sociaux au sein desquels s'inscrit la relation étudiée qui demeure un fait discret.

Dans le Midi de la France et l'Italie du Sud la relation de clientèle revêt un caractère d'échange politico-économique entre l'État et les populations concernées (les viticulteurs du Languedoc par exemple) par l'intermédiaire des notables. Deux thèses sont en présence pour rendre compte du rôle et de la fonction des notables ; elles ne sont pas nécessairement contradictoires. Selon la première (exprimée notamment par Pitt-Rivers, 1954, à propos de l'Espagne), la médiation des notables permet aux «communautés» d'adapter, limiter détourner les pressions extérieures, c'est-à-dire essentiellement de l'État, ou encore de se faire entendre au sein de l'appareil administratif. Selon la seconde, l'État utilise les notables en vue de «clientéliser» (i.e. rendre dépendantes) les «communautés».

Cette présentation sommaire de quelques travaux relatifs au bassin méditerranéen montre que sous la notion de clientélisme sont décrites des réalités relevant à la fois des différentes sphères de l'activité sociale et/ou culturelle et qu'en sont dégagés des traits

ordonnés selon un modèle explicatif univoque : celui du négoce politique s'actualisant dans les réseaux de clientèle, les relations patron-clients, les notables comme intermédiaires entre la « communauté » et l'extérieur. En résumé, la notion de clientélisme nous paraît vague, inadéquate à spécifier la diversité des rapports sociaux qu'elle regroupe et des formes que ses rapports revêtent.

4) Notion du Centre-Périphérie.

Cette opposition, lieu commun de la description économique des rapports entre pays industrialisés et pays peu ou pas industrialisés, exige un réexamen dans la mesure où la sphère économique, dans les pays du bassin méditerranéen ne saurait se penser selon les catégories économiques propres aux pays industrialisés. Elle véhicule, en outre, l'idée de l'intégration totale des pays dits « dominés » à l'espace économique propre aux pays industrialisés (le centre) et, par conséquent l'idée de la totale transparence de la périphérie aux impulsions du centre, i.e. de l'insistance, de l'inanité de ses formations sociales. L'exemple de l'Arabie Séoudite, particulièrement remarquable du fait de la faible organisation de la formation sociale lors de la pénétration du capitalisme monopoliste, tend à montrer que la relation centre-périphérie n'est ni univoque ni unilatérale. Si, globalement, la production et la consommation intérieures sont entièrement dépendantes des économies centrales, si la classe dirigeante intérieure est organiquement dépendante des formations hégémoniques à l'échelle mondiale, d'une part, le « développement » séoudite réalisé sous la direction d'une aristocratie d'origine bédouine tend à maintenir la spécificité de la formation sociale dans les sphères à la fois des rapports de production, de la distribution de la richesse, de l'idéologie et de la répartition du pouvoir, d'autre part au sein du système impérialiste mondial, la richesse de l'Arabie Séoudite lui permet d'occuper une place importante et de jouer un rôle spécifique qui, certes, tend à la reproduction du système à l'échelle du monde mais n'en contribue pas moins à sa diversification et à l'apparition de contradictions internes. Ainsi, la relation centre-périphérie s'exerce bien dans ce sens, mais dans le cadre d'un registre, tandis qu'une autre relation s'instaure dans le sens inverse dans le cadre d'un registre différent.

5) Notion de Méditerranéité.

L'anthropologie s'est d'abord appliquée à l'étude des sociétés méditerranéennes en raison de l'abondance des matériaux qu'elle y trouvait, souvent immédiatement disponibles (importance des sources écrites) ; nombre de théories et de concepts anthropologiques trouvent sans doute leur origine dans les travaux qui lui furent alors consacrés.

Lorsqu'on examine la production anthropologique relative à la Méditerranée aujourd'hui accumulée, dont le volume est considérable, on est frappé par la faiblesse des résultats atteints (J. Davis, 1977, pp. 1-16). Tout d'abord, à un petit nombre d'exceptions près, les études souffrent de quatre défauts principaux : ce sont habituellement des monographies débouchant sur des conclusions souvent fort intéressantes mais jamais orientées vers la comparaison et rarement comparables aux conclusions d'autres travaux ; elles portent d'ordinaire sur des aires marginales, sur de petits groupements de cultivateurs ou de pasteurs et non sur des groupements de localité plus importants, des villes par exemple ; les groupements étudiés sont considérés hors de leurs relations avec les sociétés englobantes, ou ces relations sont limitées à un seul aspect qu'on vient d'évoquer : les relations de patronage-clientèle ; enfin bien que la Méditerranée soit l'espace d'une très ancienne histoire connue, les études ne donnent jamais pratiquement à l'histoire une place qui porte sens.

Fait remarquable, les études anthropologiques relatives à la Méditerranée qui postulent une unité culturelle de cette aire, ne parviennent pas pour autant à lui donner un contenu autrement que sous la forme d'un amalgame de traits tenus pour spécifiques. Sans doute, trouve-t-on un petit nombre d'essais brillants comme celui d'E. Gellner, (1968), qui pense pouvoir opposer Nord et Sud de la Méditerranée comme deux images semblables et opposées (théorie du miroir) mais ces théories se situent à l'intérieur de domaines particuliers, arbitrairement choisis au sein desquels ont été sélectionnés tout aussi arbitrairement un certain nombre de caractères. Parmi les essais, on doit réserver une place particulière à celui de G. Tillon (1966), parce qu'il est l'un des plus compréhensifs tant dans la dimension historique que dans le champ social. Ce qui serait caractéristique de la Méditerranée depuis le Néolithique et l'invention de l'agriculture, est l'endogamie

qui engendre la « République des cousins », la volonté de vivre entre soi, l'honneur du groupe des agnats, la division en fractions rivales, la prééminence des relations de sang sur les « relations de classe », etc... La théorie apparaît cependant difficilement recevable parce que, si l'agriculture a permis la multiplication des hommes, et donc les institutions endogames, on comprend mal que les limites démographiques, rapidement rencontrées à l'échelle de quelques dix millénaires, n'aient pas conduit à un retour à l'exogamie.

Quant aux études anthropologiques classiques, elles ne permettent de relever qu'un petit nombre d'institutions transméditerranéennes ou, plus exactement, communes à un petit nombre de sociétés méditerranéennes ; telles que le système d'échanges, d'obligation et de compétition que R. Maunier (1924-25) a observé en Kabylie, au Maroc, en Provence et en Égypte, qu'il identifie comme une « prestation totale » et considère comme « un grand fait méditerranéen », la notion d'honneur (J.G. Péristiany, 1965), le serment collectif commun au Maroc et à l'Albanie, l'institution du parrainage. Les observations effectuées tendraient ainsi à montrer qu'il n'existe ni entité culturelle méditerranéenne ni nette coupure entre ce qui est méditerranéen et ce qui ne l'est pas. On serait prêt à accepter cette conclusion si elle n'apparaissait pas contradictoire avec plusieurs millénaires d'histoire commune et d'échanges de toutes sortes entre les pays riverains de la mer intérieure. L'anthropologie qui parfois constate cette contradiction ne la résoud pas de façon convaincante (J. Davis, 1977, p. 14). On peut donc se demander si l'absence d'unité de la Méditerranée est réelle ou si elle est due à quelque faille dans la problématique ou la méthode de l'anthropologie, telle qu'elle a été appliquée à la Méditerranée.

Si nous nous tournons maintenant vers l'histoire et considérons par exemple l'œuvre de F. Braudel (1966) qui mérite toute notre attention en raison de la place que l'auteur a tenue dans l'école historique française, nous rencontrons une tentative d'approcher les « valeurs permanentes », les « structures » de la Méditerranée. Elles ressortissent à l'examen de réalités qui relèvent de « l'histoire au ralenti », de la « longue durée », de l'histoire quasi-immobile de la géographie humaine. Ainsi, parmi d'autres caractères, la montagne qui au-delà des plaines côtières, borde la Méditerranée sur presque tout son pourtour est demeurée relativement

imperméable aux grandes civilisations, aux religions aux institutions globales : elle est «un pays pour hommes libres», le refuge des libertés, des démocraties, des «Républiques paysannes» ; ou bien la fragmentation géographique des côtes fait comprendre que, malgré les échanges permanents, se soient maintenues d'irréductibles originalités, mais ces pays fragmentés tendent par une sorte de loi géographique à être politiquement rassemblés en ces péninsules qui caractérisent l'univers physique de la Méditerranée, un tel rassemblement prélude à des changements politiques plus étendus dans l'ensemble du bassin : tour à tour, chacune des péninsules acquiert une position politique dominante qui se répercute au niveau de l'économie et de la culture ; ou encore, le régime des pluies et ses incertitudes rendant pauvres et incertaines les récoltes et nécessaires «l'industrie des hommes» et «un certain impérialisme».

L'articulation entre géographie et «structures», invariances n'est jamais établie : elle est davantage suggérée en fonction de proximités, de similitudes, de complémentarités apparentes entre faits d'ordre physique et faits d'ordre social, ceux-ci tirant par ailleurs leur valeur identificatrice de la relation établie. Dans un sens très précis, cette dernière est de nature nominaliste.

Les circonstances au début du XVII^{ème} siècle de la perte par la Méditerranée de sa prédominance globale dans le monde occidental, ne peuvent-elles, tout autant que les caractères de sa configuration géo-humaine, montrer sa spécificité ? Quels sont les mécanismes économiques-sociaux différentiels qui produisent la décadence méditerranéenne, la suprématie du Nord de l'Europe et leurs rapports ? F. Braudel ne répond pas à la question, davantage la refuse. Effectivement, elle est exclue par sa conception de l'histoire comme superposition de temporalités dont chacune a ses déterminations propres, mécaniques (cadre géographique, cycles démographico-économiques, etc...), étrangères à toute logique relevant des formes des activités individuelles et des rapports dans lesquels les individus entrent à l'occasion de ces activités. Une conception de l'histoire dont le social est absent ne peut nous renseigner, autrement que par une lecture secondaire dont le butin est d'autant plus maigre que l'auteur est fidèle à sa méthode, sur la place dans l'histoire de rapports, de pratiques habituelles, de représentations qui, en rendant compte du destin de la Méditerranée, permettraient de cerner le con-

tenu de la notion de Méditerranéité. Nous avons insisté sur l'œuvre de F. Braudel parce que c'est l'une de celles qui se veulent les plus globales à l'échelle de la mer intérieure. Sans doute des travaux historiques que l'on pourrait dire monographiques (études de villes : cités de l'antiquité grecque, villes italiennes du Moyen-Age, etc...) parce que souvent plus attentifs aux rapports sociaux entre villes et campagnes, entre factions et entre classes à l'intérieur de la ville, sont-ils plus susceptibles de nous faire saisir l'éventuelle spécificité des sociétés méditerranéennes et la particularité de leur devenir.

6) Conclusion — Anthropologie et histoire.

Dès 1950, E.E. Evans-Pritchard souhaitait le dépassement de la séparation entre anthropologie et histoire dans l'étude des sociétés complexes d'ancienne civilisation, productrices d'histoire, telles que les sociétés méditerranéennes (conférence de 1950, reproduite dans 1964). Il faisait le vœu que les études parviennent à rendre compte du mode de transformation des communautés locales dans leur relation réciproque avec les transformations de la société globale. Ce vœu n'a pratiquement jusqu'ici pas été suivi d'effet parmi même ses disciples (J. Davis, 1977, p. 239 et suivantes).

Nous aboutissons ainsi comme le montre le bilan qui vient d'être établi soit à des reconstructions unilatérales, soit à des monographies ne parvenant pas à relier le local et l'englobant, à articuler organiquement observation anthropologique et histoire.

Que l'on s'attache au niveau local ou global, l'étude anthropologique des sociétés méditerranéennes ne peut faire abstraction de l'histoire parce que ce sont des sociétés historiques, i.e des sociétés qui se sont transformées et se transforment soit en fonction de leur propre logique soit en fonction d'une logique imposée de l'extérieur (logique du capitalisme notamment, surtout aujourd'hui), et parce que dans ce second cas, pour les impulsions provenant de l'extérieur, elles ne sont pas de simples réceptacles mais répondent aux impulsions en fonction de leur culture, c'est-à-dire de représentations et pratiques collectives historiquement acquises, et d'une structuration elle-même fonction de cette culture.

L'étude anthropologique locale ou globale doit donc, afin de ne pas trahir, dès le départ, une des dimensions essentielles de l'objet observé, se constituer comme étude d'un procès de changement dans la réciprocité des perspectives entre le local et le global, entre l'endogène et l'exogène.

En d'autres termes, l'étude anthropologique sur quelque point de la formation qu'elle porte, est l'étude de cette formation dans son mouvement historique, sur laquelle est porté un éclairage particulier selon les lieux et problèmes considérés.

III. UNE HYPOTHESE DE RECHERCHE : LA MÉDITERRANÉITÉ ?

Les cultures méditerranéennes ont-elles une ou des dimensions communes, à quel niveau se situent éventuellement ces dimensions, quelle est leur nature ? L'histoire de la Méditerranée autant que les interrogations présentes sur une possible réponse commune des peuples méditerranéens à la pénétration impérialiste posent la question, ne permettent pas de l'éluder. Le contenu de la notion de Méditerranéité (si elle a effectivement un contenu scientifique) ne nous est pas donné. L'échec, rapidement examiné précédemment, des approches dont cette notion a fait l'objet jusqu'ici montre assez qu'elle ne pourra être définie qu'au terme d'un processus de recherche de longue haleine. On formulera cependant ici l'hypothèse qu'à titre heuristique l'on pose à ce sujet. Partons de la contradiction majeure à laquelle aboutit, nous l'avons vu, la confrontation des études anthropologiques portant sur le bassin méditerranéen : l'inexistence d'une culture commune à l'ensemble de l'aire en dépit de plusieurs millénaires d'échanges de personnes, d'idées et de biens matériels ; si les évidences de la diversité ne peuvent être, comme il semble, niées, on peut se demander si cette contradiction n'est pas une apparence, le fruit d'une projection, d'une représentation que nous nous faisons de la relation entre uniformisation culturelle et relations inter-ethniques. On peut, en d'autres termes, se demander si ce n'est pas justement l'intensité des relations inter-méditerranéennes qui a produit la diversité culturelle. Pourquoi en serait-il ainsi ? On est tenté de répondre que les sociétés méditerranéennes sont historiquement des sociétés agonistiques dans lesquelles les relations entre groupes, entre groupements quelle qu'en soit la taille, sont des relations de concurrence, que chacun d'entre eux

ne se conçoit que dans une relation d'opposition avec les autres.

L'agon paraît être une institution politique centrale, structurelle des sociétés méditerranéennes. Une des tâches de la recherche serait de montrer la généralité dans le temps et l'espace (à ses différents niveaux d'organisation sociale) de cette institution. A seule fin de souligner que l'hypothèse n'est pas gratuite, qu'il suffise d'évoquer ici quelques auteurs : K. Marx lorsqu'il définit le mode de production de l'antiquité gréco-romaine (1857-58, éd. 1968), M. Weber lorsqu'il cherche à différencier la cité grecque antique et la cité médiévale (sujet sur lequel il revient dans différents ouvrages). Ibn Khaldun, définissant l'objet de l'esprit de clan, institution centrale de l'organisation des tribus nomades (1377, éd. 1967-68), ou encore, parmi d'autres sur le même sujet, R. Montagne (1930), et E. Gellner (1969) à propos de l'organisation segmentaire au Maghrib contemporain.

La relation agonistique produit la différence culturelle, celle-ci est nécessaire à sa survie, mais en même temps, si cette relation est générale, elle suppose bien une unité culturelle de la Méditerranée. L'unité toutefois ne peut se situer dans les formes, dans les apparences culturelles et particulièrement pas dans celles que l'on peut tenir pour plus spécifiquement propres au domaine de la culture, lieu où l'anthropologie l'a cherchée, mais bien dans les concepts relatifs à la pratique politique et à la culture politique, i-e relatifs aux pratiques du rapport à l'autre et aux représentations de ces rapports ; domaine qui n'est sans doute pas étroit : les implications du rapport agonistique sont nombreuses bien que pouvant s'actualiser selon les circonstances, en des configurations différentes. L'hypothèse de l'importance structurale du rapport agonistique dans les sociétés méditerranéennes soulève, bien entendu, un certain nombre d'objections, aucune, pour l'instant n'apparaît dirimante, en particulier la plus importante d'entre elles, qui a trait à l'existence d'échanges marchands et d'institutions culturelles communes nécessaires à, et engendrées par ces échanges (voir en particulier à propos du Haut Moyen-Age, S.D. Goitein, 1967, dont l'ouvrage porte le titre significatif de «*A mediterranean Society*»).

Elle pose aussi un problème majeur quant aux rapports de la relation agonistique avec les techniques de production, les rap-

ports de production et de distribution ; dans quelles circonstances la relation agonistique est-elle née, comment et jusqu'à quand s'est-elle maintenue, survit-elle encore aujourd'hui, comment s'est-elle éventuellement combinée avec l'économie capitaliste à ses différents stades de développement et, particulièrement à l'actuel ? En terminant sur cette notion de Méditerranéité, que nous retenons comme hypothèse de travail, soulignons que l'articulation entre culture et politique, se situe probablement au centre de l'approche de cette notion, ou, si l'on veut, au point nodal de la démarche heuristique que nous nous proposons de mettre en œuvre pour construire l'objet ainsi désigné.

IV. DÉMARCHE.

Le questionnement de l'articulation entre culture et politique en Méditerranée, la vérification de l'hypothèse qui vient d'être formulée impliquent une rupture avec les problématiques et les méthodes d'investigation en vigueur jusqu'ici. Indiquons certains des points de méthode qui paraissent cruciaux dans l'approche envisagée.

1) Dialectiser l'objet.

Le processus de recherche échappe difficilement à l'idée d'une rationalité unique et dévorante, celle par laquelle l'Occident stricto-sensu se représente le sens du développement. C'est là qu'il faut voir l'origine de *l'illusion* (de la transparence) réductrice de la multiplicité des faces et des phases de l'objet.

Il convient donc de dialectiser l'objet de manière à avoir sur lui des vues perspectives et plurielles, afin de faire éclater cette vision unitaire et homogénéisante, de rompre, entre autre, avec la posture intellectuelle qui lui correspond, et enfin de mettre au premier plan l'idée de rationalismes régionaux connaissant et reconnaissant leurs spécificités et leurs limites, selon la formule de G. Bachelard dans «le matérialisme rationnel».

2) Unité et/ou diversité.

L'efficace dans les pays du pourtour méditerranéen, des idéologies importées, telles que celles de la croissance, du progrès

technique, de la «rationalité» conçue de manière univoque, tend à occulter tant les différentes instances où s'inscrivent les diverses modalités de la dépendance, que les stratégies de reproduction des formations sociales considérées.

C'est sur ces modalités et stratégies que doivent porter les investigations.

3) Approche transdisciplinaire.

De l'exposé qui précède, il appert que la recherche doit être conduite à un triple niveau :

- investigation empirique et construction des données en particulier dans les domaines historique et anthropologique,
- analyse archéologique et critique épistémologique des concepts en vigueur, mettant à nu le lien qu'ils entretiennent dès leur commencement, avec la prétention occidentale à l'universalisme. Par exemple, la notion de communauté élaborée par la patristique syriaque pour désigner le type spécifique d'unité de l'«ecclesia» comme corps mystique du Christ, sa reprise par les juristes et historiographes de la Monarchie absolue, son emploi par les réformateurs sociaux (Le Play, De Ribbe), la sociologie allemande (Tönnies) et l'école écologique de Chicago,
- élaboration théorique, visant notamment à élucider les formes de transition (sur ce point des confrontations devraient être envisagées avec des chercheurs travaillant dans d'autres aires géographiques).

Seule, une approche transdisciplinaire peut permettre de répondre à ces exigences. Elle a, en outre, semble-t-il, pour le domaine choisi, l'intérêt de prendre en charge le non-dit produit par l'intériorisation des interdits, la sélection et la hiérarchisation dans le champ du dicible, en résumé, le laissé pour compte des approches dont on a présenté un premier bilan.

4) Articuler culture et politique.

On se refuse à envisager la culture, soit comme un objet muséographique, soit comme un amalgame de traits culturels, décontextualisés, autorisant les jeux d'un comparatisme ludique, non réglé.

La rupture avec les prétentions à l'universalisme de la notion de culture, postulé par les adeptes du relativisme culturel, et avec l'ethnocentrisme qui y est subsumé, toujours renaissant, conduit au refus de concevoir la culture dans les formations sociales de la Méditerranée comme homologue de la culture dans les formations sociales occidentales.

Compte tenu du bilan précédemment établi, nous nous proposons de l'appréhender comme le mode de manifestation et le moyen d'expression des enjeux, conflits et luttes du politique, au travers :

- des formes spécifiques que revêtent les conflits de clans, classes, fractions à l'intérieur d'une même classe, factions ;

- des idéologies élaborées pour en régler les manifestations et parcours : conflits d'honneur, prétendues relations de « clientélisme », etc...

- des formes et modalités du contrôle social exercé par les différentes instances de l'appareil d'État, importées ou originaires, et par la société civile.

Ainsi, lorsqu'on se propose d'étudier l'articulation entre culture et politique, par ce dernier terme, on entend ici non pas seulement l'ensemble des faits sociaux qui s'articulent sur l'institution étatique mais beaucoup plus généralement, l'ensemble de ceux relatifs au pouvoir à l'intérieur des groupes et groupements sociaux qui organisent les individus à l'intérieur de la formation sociale : groupements de famille de forme tribale, groupements de localité, organisations de classes, etc... On ne dénie pas pour autant à l'État une place centrale dans le politique, mais on conçoit cette place comme le résultat d'une articulation (cohérente ou contradictoire, pouvant aboutir à l'autonomisation de l'État) entre des organisations elles-mêmes détentrices de pouvoir et donc lieu de politique.

Par ailleurs, lorsqu'on centre la recherche sur la relation entre politique et culture on désigne d'abord par cette relation la culture politique, c'est-à-dire l'ensemble des pratiques habituelles et des représentations relatives à la production et à la nature du pouvoir à l'intérieur des groupes et groupements et au sein de la société globale. La définition que nous avons retenue du politique tend à estomper toute délimitation nette entre la cul-

ture politique et la culture dans son ensemble ; telle est bien la position adoptée qui permet par exemple de retenir les pratiques et représentations relatives à l'espace dans le champ d'analyse de la culture politique et du politique, parce qu'effectivement les pratiques et représentations de l'espace semblent jouer un rôle fondamental dans les rapports politiques au sein des formations qui nous intéressent. En d'autres termes, on refuse de poser au départ les limites de ce qui, dans la culture, serait politique et de ce qui ne le serait pas ; on attend davantage de la recherche qu'elle désigne les relations différentielles et multiples entre secteurs du politique et secteurs de la culture. Parler de culture politique dans le sens qui vient d'être employé, c'est parler d'abord de pratiques et de représentations populaires qui tendent à reproduire certaines formes politico-idéologiques comme celle de la « communauté », à offrir une résistance latente ou ouverte aux institutions que tendent à imposer les classes dominantes et les États, à les naturaliser en déformant le sens, etc... C'est aussi parler de la culture politique des classes et des organisations dominantes, des modalités culturelles habituelles de l'hégémonie, du rôle dans cette perspective des cultures savantes et de la reprise ou du refoulement des représentations populaires, des réciprocitys, dont la nature est variable, existant entre culture populaire d'un côté, culture savante et modalités de l'hégémonie culturelle de l'autre. De la culture politique, nous sommes ainsi conduits à la politique de la culture qui, dans la conjoncture présente de destruction/reconstruction accélérée des formations sociales méditerranéennes revêt une importance majeure.

Paris, Septembre 1977.

RÉFÉRENCES DES ARTICLES ET OUVRAGES CITÉS DANS LE TEXTE

- BRAUDEL Fernand : La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II, Paris, A. Colin, 1949 réed. 1966.
- CAMPBELL John K. : Two case studies of marketing and patronage in Greece, in J.G. Peristiany (ed.), 1968, *op. cit.*, pp. 143-154.
- CHIVA I. : Les communautés rurales, problèmes, méthodes et exemples de recherches, Paris, Unesco, *Rapports et documents de sciences sociales*, n° 10, 1958, 48 p.
- DAVIS John : People of the Mediterranean, an essay in comparative social anthropology, London, Routledge and Kegan Paul, 1977.
- EVANS-PRITCHARD E.E. : Essays in Social Anthropology, London, Faber, 1964.
- GAUTIER Florence : La Voie paysanne dans la Révolution Française, l'exemple picard, Paris, Maspéro, 1977.
- GELLNER Ernest : Sanctity, puritanism, secularisation and nationalism in North Africa, A case Study, in J.G. Peristiany (ed.), 1968, *op. cit.*, pp. 31-48.
- GELLNER Ernest : Saints of the Atlas, London, Weidenfeld and Nicolson, 1969.
- GOITEIN S.D. : A mediterranean society, the Jewish communities of the arab world as portrayed in the documents of the Cairo geniza, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1967.
- IBN KHALDUN : Discours sur l'histoire universelle, 1377, ed., Beyrouth, UNESCO, 1967-68.

- LEFEBVRE Georges : La révolution française et les paysans, rééd. in *Études sur la révolution française*, Paris, P.U.F., 1963.
- LEFEBVRE Georges : Les paysans du Nord de la France pendant la Révolution Française.
- LEFEBVRE Henri : La Communauté paysanne et les problèmes historico-sociologiques, *Cahiers internationaux de sociologie*, 1949, Vol. VI, pp. 78-100.
- MARX Karl : Les fondements de la critique de l'économie politique, éd. 1857-58, Paris, Anthropos, 1968.
- MAUNIER René : Recherches sur les échanges rituels en Afrique du Nord, *Année sociologique*, N.S., 1, 1924-25, pp. 11-97.
- MONTAGNE Robert : Les berbères et le Makhzen dans le Sud du Maroc, Paris, Alcan, 1930.
- PARRAIN Charles : Contribution à une problématique de la communauté villageoise dans le domaine européen, *L'ethnographie*, 1970, n° 64, pp. 34-60.
- PERISTIANY John G. (éd.) : Honour and Shame, the values of Mediterranean Society, London, Weidenfeld and Nicolson, 1965.
- PERISTIANY John G. (ed.) : Contributions to Mediterranean Sociology, Mediterranean rural communities and social change, Paris - La Haye, Mouton, 1968.
- PETERS Enrys L. : The tied and the free. An account of a type of patron-client relationship among the Bedouin pastoralists of Cyrenaica, in J.G. Peristiany (ed.), 1968, *op. cit.*, pp. 167-188.
- PITT RIVERS Julian : The people of Sierra, Chicago, United Press, 1954, rééd. 1961.
- SAINT JACOB Philippe de : Études sur l'ancienne communauté rurale en Bourgogne, *Annales de Bourgogne*, 1941, 1943, 1946, 1953.
- SOBOUL Albert : Précis d'histoire de la Révolution française, Paris, Éditions sociales, 1966, rééd. 1971.
- SOBOUL Albert : Sur le mouvement paysan dans la Révolution française, *Problèmes paysans de la Révolution française*, 1789-1848, Paris, Maspero 1976, compte rendu critique du livre de A. Ado, le mouvement paysan pendant la révolution française, Moscou, 1971 (en Russe).

SOBOUL Albert : La communauté rurale française XVIIIème - XIXème siècles, problèmes de base, *Problèmes paysans de la Révolution Française*, 1789 - 1848, Paris, Maspero, 1976.

TILLON Germaine : Le Harem et les cousins, Paris, Seuil, 1966.

ABSTRACTS

ON THE IMPERIAL PRETENCE TO ALIMENTARY DEPENDENCE : THE DEVELOPMENT OF THE AGRO-ALIMENTARY SECTOR IN IRAN

by Thierry A. BRUN and René DUMONT

Iran's deficit in the production of food has grown tremendously over the past decade as a function of a rapidly growing demand and a slowly increasing or stagnant supply. It appears that the colossal capital investments made in the agricultural sector have not been successful in either economic or social terms. There are indications that consumption per capita was declining in the 1960's for a number of major commodities and has been increasing only recently at a slow rate.

Despite the rapid growth in imports, food supplies in urban centers have been unsufficient. It seems that massive food imports have acted more as deterrents to domestic producers than as anti-inflationary tools.

Explanations for the present situation are to be found in the agricultural strategy of Iran. After 1962, thousands of subsistence farmers have been forced to leave the rural sector or have been turned into farm laborers by various legal and economic procedures.

The spectacular increase in oil revenue has provided almost unlimited support to the present agricultural strategy, which relies primarily on mechanized, capital intensive production units. Given the present physical characteristics of the country, this strategy is clearly inappropriate, costly and socially disastrous.

The failure of the agricultural policy has turned Iran into a major importer of food products. Substantial deficits can be expected to develop over the next five years for some if not all major commodities. These trends are consistent with a policy

of integration into the western capitalistic market ; they are likely to make Iran particularly vulnerable to the economic and social pressures resulting from its dependency on major world food exporters.

THE ESSENTIAL THING IS NO LONGER TO CHANGE THE KING

Interview with Saadallah Wannous, recorded
by Gaston Cothurne, on the occasion of the
VIIIth Festival of dramatic arts in Damascus, May 1977

Saadallah Wannous, one of the most famous contemporary Arab dramatists, deals here first with the supposed crisis of arab dramatic writings. The crisis is nothing else than that of the Arab culture which, evidently, is not dissociated from that of the present social and political crisis of the Arab world as a whole.

Saadallah Wannous opposes also to the incompatibility – sometimes stressed out – between the theatre as understood in the West and «arab cultural identity», for at least one basic reason : there is not one homogenous western theatre.

Saadallah Wannous also considers the question of the function of the theatre and of the role of intellectuals in society, thereby defining the concept which he recently proposed of an «experimental theatre», a theatre rooted in the present arab social reality.

TOWARDS A THEATRE OF THE «ARAB SOLIDARITY»

(concerning the VIIIth Festival of dramatic arts
in Damascus, May 1977)

by Gaston COTHURNE

The title refers to a formula used today in the vocabulary of official speeches : that of «Arab solidarity» which has eclipsed

the famous notion of «Arab nation» reminding nasserianism and somewhat revolutionary.

The article considers the incidences of «Arab solidarity» on the cultural plan, in analysing plays presented at the VIIth Festival of dramatic arts. This analysis reveals highly significant points in the relations between the State, the intellectual and the masses. It is followed by a short study of the efforts made by the State to impose itself in the realm of «civil society», to create around it the instruments of a social consensus. For various reasons, the authorities have chosen the theatre as a privileged instrument of obtaining this consensus.

A MEDITERRANEAN URBAN POWER BLOC : THE CASE OF NAPLES DURING THE AFTERWAR PERIOD

by Percy ALLUM

In the context of Italian postwar economic development, the author analyses the two major articulations of the urban power bloc in Naples. Italian economic development was based on export-led growth dependent on low wages. The political counterpart was isolation of the working class parties and their organisations, and mobilisation of the middle classes. This was initially achieved by means of an anti-communist crusade and then later consolidated by tying the middle classes to the State and the government party through a patronage policy which alimanted an elaborate clientelist system.

The analysis of the Neapolitan power bloc indicates that in its two principal articulations which approximated to «Laurism» in the fifties and «Gavism» in the sixties, it was the logical local product of this national policy. Further, the analysis also suggests that the two articulations corresponded more or less to two different models of political organisation, «bossism» and the «political machine». The principal features of both articulations are outlined and the transformation from one to the other exami-

ned. It is suggested that the differences between the one and the other were more in terms of internal coherence and organisational capacity than of social groups and political objectives.

SOME EXAMPLARY QUESTIONS CONCERNING CORSICAN PASTURAL RAISING

by François PERNET

Evolution of corsican pastural raising is governed by that of the corsical insertion into the French mainland within this context, raising is being transformed and isolated and diminishes in volume. From an essential element structuring traditional life and structured by social life, it is becoming a simple technical activity cut off from the social and cultural process. The article particularly stresses the logic of regression which during the last few decennials has governed corsical pastural raising ; its reproduction is proceeding on a continually narrowing basis.

Whilst «modern raising» concentrates on a few suitable areas of the territory, pastural raising is more and more isolating itself and obliged to abandon its specific forms for more functional ones in accordance with the dominant economic system. This transformation has as a consequence the accumulation in the island of non utilised ressources which creates the problem by reason of the economic and social high-costs entailed.

UNDER ISRAEL, PALESTINE

by Ilan HALEVY

Some blueprints of a book* which relates a story — or rather which reproduces the story — told by people who have lived it through, who still experience it : the Palestinian who remained

in a country which is no more his own, the Jewish migrant and his descendents who settled on a territory which was not their own. Conflicts constantly renewed arose out of this situation which jeopardizes peace in the world.

The first part of the book, entitled «The day of the earth» is a collection of talks and records of Palestinians and covers the complete range of attitudes of the inhabitants of the country towards those who took possession of it. In the second part, entitled «Hundred years of colonisation», the author retraces, basing himself on writings and declarations of the first sionist thinkers and pioneers, the hundred years story of this undertaking. The blueprints published in the present issue concern the period 1920-1924 and more particularly the famous conflict between «Jewish labour» and «Arab labour», key question at the origin of sionism.

* Le Sycomore, éditions, 72 rue du chateau d'eau, 75 010, Paris, Tél. 246.19.81.

YOUNG MAGHREBINS OF THE PARISIAN CITIES OF TRANSIT

by Etienne BOLO

The «Cities of Transit» of the parisian suburbs receive migrant workers and their families at their arrival in France.

What is it like to be an adolescent of the Maghrebin socio-culture living in a city of transit ? We have interviewed twenty-five of these adolescents, using the non-directive method, on some very general topics : school, unemployment and work, leisure, family, marriage, relations with girls, delinquence.

The young Maghrebins are neither marginals nor rebels even though they sometimes behave as if they were. They do not in fact live at the margin of our society as they do not define themselves in terms of this society, nor are they part of it, not even when considered from the point of view of the suffered-wanted-chosen exclusion. Their revolt is not directed towards French

society which to them is foreign in the strongest sense of the term. While working in a French socio-economic reality, they constantly pursue the fantasm of reconstructing their own socio-cultural world. Though they realise that the two worlds are in constant conflict they ignore the fact of their radical incompatibility.

This situation generates a true cleavage in their individual psychism and splits their personality. The young Maghrebins with whom we have spoken are double-minded, alienated in the quasi-psychiatric sens of the word, because they suffer from a situation of experimental neurosis in their everyday life.

WATER RIGHTS AND STATUTE OF LOCAL COMMUNITIES IN THE PRE-COLONIAL TOUAT

by Gilbert GRANDGUILLAUME

The hypothesis presented here is that the process of destructuration of local communities and of individualisation has been started in the Maghreb with islamisation. An example of this is the modification of water rights which govern the hydraulic system in the Sahara as it is shown in a collection of *fatwa* (juridical consultations).

The controversies which are reported act as a proof of two parallel processes : the introduction of aliens to the original community in the ownerships of water and the substitution of the islamic jurisdiction to local customs. This example reveals not only the implication of islamisation in social dynamics but also the insertion of law in the internal logic of the islamisation process which is illustrated by the imposition of individualistic regulations.

CULTURES AND POLITICS IN THE MEDITERRANEAN AREA QUESTIONS AND PROPOSITIONS

(collective study)

The article presents the theoretical orientations of a research group. It proceeds from two problems : that of the place of medi-

terranean cultures in the very active restructuration of the present period, that of the role, in this conjuncture, of the scientific study of cultures.

It is urgent to proceed to a critical analysis of the present state of research in the considered subject, to investigate on the origins of the related writings, to reconsider the use, which can be made in the study of mediterranean societies, of concepts and notions currently utilised, such as those of community, clientelism, faction, class, «mediterraneity», centre-periphery. As a conclusion the study presents a number of propositions, of hypothesis which future research will have to multiply and verify.

Le premier numéro de **Peuples méditerranéens - Mediterranean peoples** (Octobre-Décembre 1977) comprend, outre une présentation générale, les articles de L. Soliman : *aux origines de la guerre israélo-arabe de 1967* ; M. Parodi : *les firmes multinationales en Provence-Alpes-Côte d'Azur* ; A.H. Banisadr et autres : *Iran, le nouveau contrat social, mythes et réalités* ; G. Grandguillaume : *l'arabisation au Maghreb, pour une approche anthropologique* ; G. Montchaussé : *la steppe algérienne, causes et effets d'une désertisation* ; P. Vieille : *pétrole et classe fonctionnelle, le cas de l'Arabie Séoudite*.

Dans ses prochaines livraisons, **Peuples méditerranéens - Mediterranean Peoples** publiera des articles sur *les fondements sociaux de la crise libanaise, la culture méditerranéenne ou le binôme arabo-méditerranéen, les obstacles à l'identification de classe dans les pays maghrébins, les classes sociales à Bagdad au moyen-âge, la question de la Méditerranéité et du mode de production méditerranéen, l'histoire sociologique de Marseille, les stratégies mondiales autour du canal de Suez, la dynamique économique sociale de l'Algérie, la structure sociale de la Syrie d'aujourd'hui, l'impact du tourisme sur la côte catalane, les villages provençaux et l'Etat, la crise du clientélisme dans le Mezzogiorno, le racisme officiel à l'égard des travailleurs maghrébins, les problèmes théoriques d'un mouvement de libération de pasteurs nomades, la R.F.A. et la Méditerranée, les politiques agro alimentaires en Méditerranée, etc...* ainsi que des études lubliographiques.

The first issue of **Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples** (October-December 1977) contains, following a general introduction, studies by the undermentioned authors : L. Soliman : *At the origins of the Israelo-Arabic War of 1967* ; M. Parodi : *Multi-national firms in Provence-Alpes-Côte d'Azur* ; A.H. Banisadr and al. : *Iran, the new social contract, myths and reality* ; G. Grandguillaume : *Arabisation in the Maghreb, an anthropological approach* ; G. Montchaussé : *The Algerian steppe, causes and effects of desertisation* ; P. Vieille : *Petrol and the functional class, the case of Saudi Arabia*.

Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples will publish in its forthcoming issues studies on the following topics : *The social foundations of the lebanese crisis, The Mediterranean culture or the arabo-mediterranean binomial, Obstacles to class identification in the Maghrebian countries, Social classes in Baghdad in the Middle-Ages, The questions of Mediterraneity and of the Mediterranean mode of production, The sociological history of Marseille, World strategies around the Suez Canal, Social and economic dynamics in Algeria, The social structure in Syria today, The impact of tourism in the Catalan coast, Villages in Provence and the State, The crisis of clientelism in the Mezzogiorno, Official racism towards the Maghrebin workers, Theoretical problems of a movement of liberation of nomadic pastoralists, The R.F.A. and the Mediterranean, Agro-alimentary politics in the Mediterranean, etc...*, together with bibliographical studies.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné :
Demeurant :
Code postal : Ville Pays

Souscris un abonnement de un an ☐ de soutien ☐ ordinaire

à **Peuples Méditerranéens** à partir du numéro

Mode de règlement : ☐ Chèque bancaire à l'ordre de **Peuples Méditerranéens**,
adressé à **Peuples Méditerranéens**, B.P. 19.07/75 327 PARIS cedex

☐ Virement à notre banque : Banque Nationale de Paris,
Avenue de Breteuil, 75 015 PARIS. 30004/01924/00254660/92.

A le 1977.

Signature :

Conditions d'abonnement : (4 numéros) – (Francs Français).

Ordinaire : France : 90 Fr

Étranger : 100 Fr

Soutien : 150 Fr

150 Fr

SUBSCRIPTION FORM

Name :

Address :

Postal Code and City : Country

Subscription for one year to **Mediterranean Peoples** ☐ Supporter rate ☐ Normal rate
beginning with number :

Payment : ☐ Bank cheque to the order of **Mediterranean Peoples**,
addressed to **Mediterranean Peoples**, B.P., 19.07/75 327, PARIS Cedex 07.

☐ Transfer to our Bank : Banque Nationale de Paris,
Avenue de Breteuil, 75 015, PARIS, 30004/01924/00254660/92.

☐ Invoice

Date

Signature :

Subscription rate : (4 numbers) – (French Francs).

Ordinary : France : 90 Frs. Other countries : 100 Frs.

Supporter : 150 Frs.

Le directeur de la publication : Paul Vieille
N° d'inscription à la Commission paritaire des publications : 60.085

Imprimerie des Éd. Anthropos, Méjannes les Alès

Imprimé en France - Printed in France

The following French social scientists and authors have been active in launching **Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples** : Jacqueline Arnaud, Marie-Christine Aulas, François Benardais, Jacques Berque, Etienne Bolo, Pierre Boisseau, Thierry Brun, Carmel Camilleri, Jean-Claude Chasteland, Serge Demailly, Wanda Dressler-Holohan, Guy Ducatez, Jacky Ducatez, René Dumont, Gilbert Grandguillaume, Serge Jonas, Bernard Kayser, Henri Lefebvre, Jean-François Leguil, Raymond Ledrut, Yvon Lemoal, Christian de Leusse, Michel Marié, Pierre Marthelot, Georges Montchaussé, Bernard Morel, Hubert Nyssen, Michel Oriol, Maurice Parodi, Elisabeth Picard, François Pernet, Georges Ravis Giordani, Maxime Rodinson, Marlène Shamay, Christiane Veauvy, Jean Viard, Pierre Vilar, Paul Vieille.

Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples is an international Journal opened to all those who are in agreement with the general critical orientation summed up in the presentation of the first issue. The composition of the Editorial staff to be progressively set up will reflect the diversity of the public it aims to attain.

The quarterly Journal **Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples**, is bi-lingual (French-English), each article being summarised in the other language of the Journal. Manuscripts sent to the Editors should not exceed 30 types pages about 360 words each. Written in French or in English, they should be made out in two copies, with a synopsis, if possible, in the other language, not exceeding 120 words.

| Subscription 1 year | France | Other Countries |
|---------------------|-----------------|-----------------|
| | (French Francs) | |
| Normal | 90 | 100 |
| Supporter rate | 150 | 150 |

See on last page the subscription form.

One copy : 25 French Francs.

Editor, Management, Subscriptions : B.P. 1907/75 327 Paris
Cedex 07, Tel 567 01 41.

Sales : Editions Anthropos, 12 Avenue du Maine, 75 015 Paris,
Tel. 222 76-82

Director of the publication : Paul Vieille

LES MEDITERRANEENS MEDITERRANEAN PEOPLES

e
strielle

Avril-Juin 1978

- | | |
|----------------------|--|
| C.M. Vadrot | Pollutions et Pollueurs en Méditerranée |
| Luigi Graziano | The crisis of clientelistic consensus in Southern Italy. |
| Margarita Xanthakou | Les images de la Folie en Peloponèse |
| Didar Fawzy | Le Soudan, Relations Nord Sud, une relecture du passé |
| Serge Demailly | La Corse en dépendance |
| Jean-François Bayart | Turquie, la mythologie de l'État national |
| R.E. Verhaeren | Immigration et impérialisme en période de crise |
| * * * | Le Racisme institutionnel en France |
| Sami Mansour | Clefs de la stratégie américaine au Moyen Orient. |

Abstracts - Résumés

L'initiative du lancement de la revue **Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples** revient aux personnalités scientifiques françaises suivantes : Mesdames et Messieurs Jacqueline Arnaud, Marie-Christine Aulas, François Benardais, Jacques Berque, Thierry Brun, Carmel Camilleri, Jean-Claude Chasteland, Wanda Dresler-Holohan, Guy Ducatez, Jacky Ducatez, René Dumont, Gilbert Grandguillaume, Serge Jonas, Bernard Kayser, Henri Lefebvre, Jean-François Leguil, Raymond Ledrut, Michel Marié, Pierre Marthelot, Georges Montchaussé, Hubert Myssen, Michel Oriol, Maurice Parodi, Elisabeth Picard, François Pernet, Georges Ravis Giordani, Maxime Rodinson, Marlène Shamay, Christiane Veauvy, Jean Viard, Pierre Vilar, Paul Vieille.

Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples est une revue internationale ouverte à tous ceux qui se sentent très généralement en accord avec l'orientation critique exprimée dans le texte de présentation de ce premier numéro ; leur diversité sera reflétée par la composition du comité de rédaction de la revue, progressivement mis en place.

Revue trimestrielle **Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples** est bilingue (Français-Anglais), chaque article comporte un résumé dans l'autre langue de la revue. Les manuscrits adressés à la Rédaction ne peuvent excéder 30 feuillets dactylographiés de 2 500 signes. Écrits en Français ou en Anglais ils doivent être communiqués en deux exemplaires et résumés en 1 000 signes au maximum, si possible dans l'autre langue de la Revue.

| Abonnement 1 an | France | Autres Pays |
|-----------------|-------------------|-------------|
| | (Francs français) | |
| Ordinaire | 90 | 100 |
| de soutien | 150 | • 150 |

Voir en dernière page le bulletin d'abonnement.
Le numéro 25 Frs.

Rédaction, administration, abonnements : B.P. 1907/75 327
PARIS Cedex 07, Tél. 567 01 41.

Ventes : Éditions Anthropos, 12 Avenue du Maine, 75 015 Paris,
Tél. 222 76-82

Directeur de Publication : Paul Vieille

PEUPLES MEDITERRANEENS MEDITERRANEAN PEOPLES

Revue
trimestrielle

No 3

Sommaire Avril-Juin 1978

| | |
|---|-----|
| C. M. Vadrot — Pollutions et Pollueurs en Méditerranée . . . | 3 |
| Luigi Graziano — The crisis of clientelistic consensus and the role of the P.C.I. in Southern Italy : a community study | 15 |
| Margarita Xanthakou — Les images de la Folie dans une ré- gion rurale en Peloponèse | 45 |
| Didar Fawzy — Le Soudan, Relations Nord-Sud, une relec- ture du passé | 59 |
| Serge Demailly — La Corse en Dépendance, éléments pour une réflexion retrospective. | 89 |
| Jean-François Bayart — Turquie, la mythologie de l'État na- tional, étude bibliographique. | 113 |
| Raphaël-Emmanuel Verhaeren — Immigration ouvrière et im- périalisme en période de crise | 123 |
| * * * — Le Racisme institutionnel en France. | 137 |
| Sami Mansour — Clefs pour comprendre la stratégie améri- caine au Moyen-Orient | 157 |
| Abstracts = Résumés | 171 |

ÉDITIONS ANTHROPOS
12, avenue du Maine, 75015 - PARIS

POLLUTIONS ET POLLUEURS EN MEDITERRANEE

C.M. VADROT

Il n'est plus guère original d'expliquer que la Méditerranée est polluée ou qu'elle est sur le point de mourir empoisonnée. Les «cris d'alarmes se succèdent dans tous les milieux scientifiques, et les gouvernements, surtout en Europe, n'hésitent plus à avouer, avec des nuances rassurantes, qu'effectivement la Méditerranée n'est pas très bien portante. Une fois ces «cris d'alarme» poussés à la cantonnade, la plupart des initiés, des responsables, de ceux «qui savent», s'estiment satisfaits. Ils croient ou feignent de croire que parler suffit à exorciser les dangers. Comme si les mots guérissaient.

Pour éluder les questions précises, écarter les responsabilités et éviter la discussion au fond, les gouvernements, dans leur immense majorité, affirment trop souvent que les premiers adversaires de la Méditerranée sont des écologistes qui se complaisent dans le ca-tas-tro-phisme. Ces écologistes sont instamment priés de ne pas affoler les populations, de ne pas chercher à répandre les chiffres et les informations que les services officiels mettent soigneusement de côté pour le plus grand bien et la plus grande tranquillité de tous.

La France et l'Italie excellent à ce genre d'exercice, suivis de près par l'Espagne. Attitude qui s'explique aisément : ces trois pays sont, dans l'ordre, les plus grands pollueurs de la Méditerranée. Ils ont montré à la Conférence du Programme des Nations Unies pour l'environnement, à Monaco au mois de janvier 1978, qu'ils excellaient dans l'art et la manière d'avancer le moins vite possible. Ce n'est ni la première ni la dernière fois qu'ils jouent ainsi aux dépens de la Méditerranée.

I. DIPLOMATIE SPECTACLE

Les écologistes qui ont assisté en 1975 à la conférence sur la pollution de la Méditerranée, à Barcelone, se souviennent encore des acrobaties qui avaient marqué la discussion entre Italiens et Français à propos des boues rouges de la Montedison déversées depuis longtemps au large de la Corse. Pour le spectacle, c'était parfait : l'Italie et la France s'empoignèrent sur ces boues, les uns exigeant que l'arrêt des déversements soit intégré dans le traité qui allait être signé, les autres protestant que ce n'était pas aussi simple, qu'il y avait des emplois à préserver et que peut-être les boues n'étaient pas aussi nocives que le disaient des experts mal-intentionnés.

De part et d'autre on fit savoir que l'on ne céderait pas, histoire d'enchanter les opinions publiques tenues informées de la force de caractère de leurs représentants respectifs. Pour un profane, il y avait là matière à rupture ou bien il fallait qu'un pays cède devant l'autre.

Le spectacle terminé on inventa l'un de ces compromis qui font la fortune des diplomates professionnels maintenant qu'ils ne déclarent plus les guerres. Le traité à signer prévoyait deux listes de produits mis en accusation dans l'empoisonnement de la Méditerranée. D'abord une liste noire : les substances qu'il serait — qu'il est théoriquement depuis février 1978 — interdit de déverser d'un bateau dans la Méditerranée. On y trouvait, satisfaction pour la France, les «composés acides et basiques» autrement dit les boues rouges. Mais, surprise, la liste grise, celle qui répertoriait les substances dont le déversement est simplement soumis à l'autorisation du pays où elles sont produites, comportait également les «composés acides et basiques». Honneur sauf pour l'Italie.

Il ne restait à l'observateur un peu étonné qu'à découvrir dans un autre article de ce traité de Barcelone qu'il fallait réunir une commission pour déterminer la composition des boues rouges déterminant l'inscription dans l'une ou l'autre de deux listes à chaque cas de déversement. En examinant de plus près quelques autres articles on s'aperçoit que la décision de classification de ces boues rouges doit être prise à l'unanimité de la commission ad hoc. Laquelle, bien évidemment, ne s'est jamais réunie pour examiner ce point particulier. En conséquence de quoi les Italiens continuent à déverser tous les jours les mêmes quantités de boues rouges au

large de la Corse et les Français les leurs au large de Cassis. Pour toute réclamation les peuples Méditerranéens peuvent s'adresser aux diplomates fiers de leur joli travail de dentelle.

Pour la conférence de Monaco qui était destinée à préparer un accord sur les pollutions telluriques, pollutions qui sont de loin les plus importantes, Français et Italiens se sont à nouveau efforcés de jouer les prolongations. En commençant par retarder le plus longtemps possible, dans les mois précédant la réunion, la publication d'un premier rapport qui accuse ces deux pays et en particulier les rejets toxiques du Rhône et du Pô : deux coulées de poisons qui prennent une bonne part dans la mort de la Méditerranée. La France a même interdit à l'équipe de recherche et de mesures de Monaco, placée sous la direction du Commandant Cousteau, de faire état des résultats de mesure de radio-activité enregistrés à l'embouchure du Rhône. Le bilan complet de la campagne d'observations ne sera terminé qu'à la fin de l'année 1978 et il est à craindre que certains pays s'opposent à la publication de données susceptibles d'inquiéter les opinions publiques ou de troubler les industries touristiques. A tout hasard sans doute, la France n'a même pas autorisé les chercheurs mandatés par le Programme des Nations Unies pour l'environnement à pratiquer des mesures de pollution bactériologiques sur le littoral français...

Cette décision et toutes les réticences ou censures déjà enregistrées auparavant, qu'il s'agisse de la France ou d'autres pays, montrent clairement les limites de l'action d'une organisation internationale en matière de lutte contre les pollutions et contre les destructions. Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, le P.N.U.E., n'a que les moyens que veulent bien lui accorder les États qui le financent. Dans le cas de la radio-activité constatée au large de Fos, la France a tout simplement pratiqué le chantage au financement. Argument aussi redoutable qu'efficace.

II. SOUVERAINETÉ MURAILLE

Depuis qu'il s'est attaqué au problème de la Méditerranée, le P.N.U.E. se heurte à cette muraille : la souveraineté des États et leur répugnance à en abandonner la moindre parcelle même lorsqu'il s'agit de sauver une mer. Une tragique impuissance que ne peuvent plus masquer les discours et les déclarations d'intentions.

En 1974, en expliquant son projet au sujet de la Méditerranée, le premier directeur du P.N.U.E. disait que cette expérience serait un test, une épreuve cruciale. *«Ou bien, me disait Maurice Strong, nous parviendrons à sauver la Méditerranée avec le concours des pays qui l'entourent ou bien nous échouerons et il ne sera jamais possible, ailleurs, d'entreprendre une quelconque action internationale en matière de pollution et de destruction de l'environnement. Et nous ne réussirons que si les gouvernements, surmontant leurs égoïsmes nationaux, consentent à abandonner une partie, même minime, de leur souveraineté nationale en matière de contrôle et d'évaluation de pollution»*. A l'époque, Maurice Strong n'était pas très optimiste.

Tout mécanisme de sauvetage de la Méditerranée semble bloqué par le système politique et économique dominant alors que l'on pouvait croire il y a trois ou quatre ans que, connaissant *intimement* la réalité des dangers, les gouvernements s'engageraient au moins dans un «réformisme écologique» qui aurait pour avantage de parer au plus pressé. La Méditerranée, du point de vue de l'écologiste, a certes besoin d'une révolution mais elle peut dans un premier temps, comme tous les grands malades, être «prolongée», soulagée par des soins d'urgence avant que surgisse la ou les solutions politiques qui induiront — mieux que des «mesures» à l'accomplissement toujours incertain — une régression des pollutions et des phénomènes de destruction.

Le mal est pourtant profond. Au moment où une marée noire pollue la Bretagne de façon spectaculaire, il n'est peut-être pas inutile de rappeler que les navires et les raffineries ont déversé, sans le moindre accident, 400 000 tonnes de pétrole en Méditerranée pour la seule année 1977. Le super tanker *Amoco Cadiz* ne faisait que 230 000 tonnes. Une marée noire accidentelle, ce n'est donc pour les écologistes qu'un fait dramatique qui vient souligner les dangers d'une pollution permanente. Même s'il ne faut pas oublier que le naufrage d'un gros pétrolier serait une catastrophe irrémédiable pour la Méditerranée : ses eaux ne se renouvellent, en moyenne, que tous les 80 ans, et le mouvement des vagues et de la marée n'a pas la puissance nécessaire pour participer à un nettoyage du pétrole.

III. PRÉOCCUPATIONS DE RICHES ?

Si les raffineries et les navires persistent à polluer, ce n'est pas par une sorte de fatalité ou de «méchanceté de quelques responsa-

bles» : pour les compagnies pétrolières les économies sont énormes, même lorsque tombent des amendes, lorsqu'elles échappent aux systèmes plus propres, qu'il s'agisse des raffineries fonctionnant en circuit fermé et des pétroliers utilisant le procédé dit du *Load on top* qui permet de stocker les résidus de pétrole dans une cuve avant de les livrer à une installation susceptible de les traiter. Et il ne s'agit pas d'une anticipation écologique : les deux systèmes fonctionnent à la perfection depuis des années. Il est de règle pour le capitalisme, pour les multinationales de retarder le plus longtemps possible le passage à des techniques moins ou peu polluantes.

Et quand véritablement la pression réformiste et libérale se fait trop forte, bien souvent sous la pression des opinions publiques, il reste toujours un moyen de prolonger le profit d'une technique polluante depuis longtemps amortie : l'installer dans un pays en voie de développement supposé moins attentif à ces préoccupations de riches...

Lors des conférences internationales — notamment — les pays industrialisés du bassin Méditerranéen jouent habilement du besoin de croissance et d'amélioration du niveau de vie de leurs interlocuteurs insuffisamment développés. Face aux écologistes, les représentants des pays industrialisés font cause commune avec les représentants des bourgeoisies de nombreux pays en voie de développement qui estiment que vu l'état de l'environnement dans leurs pays, il est encore urgent d'attendre avant de se préoccuper d'un développement écologiste.

Cette « Union sacrée » peut être fatale à la Méditerranée. Quelle que soit la réalité des arguments des pays en voie de développement du bassin Méditerranéen qui expliquent, chiffres officiels à l'appui, qu'ils polluent largement moins que les pays du Nord. A chaque conférence, et dans les réunions préparatoires, les nations fortement industrialisées trouvent quelques compères pour les aider à refuser toutes les clauses et mesures contraignantes. Au besoin, ces bons apôtres baptisent leurs réticences « défense ou respect de l'indépendance nationale » ou, a contrario, ingérences dans les affaires intérieures...

IV. LE PIEGE

Ainsi se perpétue, y compris en économie socialisante, les défauts écologiques du capitalisme : le productivisme et l'exploita-

tion de ce bien gratuit et commun qu'est la Méditerranée ; alors qu'il existe désormais d'autres perspectives de développement harmonieux et équilibré menant à l'élévation du niveau de vie et à la réduction des inégalités sans passer par la destruction et l'épuisement prématuré des ressources.

Il serait intéressant pour l'avenir de la Méditerranée que les pays en voie de développement évitent ce piège ; il ressemble au chantage que les industriels européens pratiquent depuis des années : la lutte trop radicale contre la pollution déboucherait inéluctablement sur le chômage. Argument qui n'est même pas soutenable lorsque les entreprises refusent de prélever une part de la prévention des pollutions sur leurs bénéfices.

Si les pays en voie de développement choisissent dès maintenant la non-pollution ils mettront, d'abord, les pays industrialisés plus facilement en posture d'accusé principal, sinon unique. Ensuite ils éviteront de reproduire toutes les erreurs économiques, écologiques, sociales et culturelles du modèle dominant occidental. L'industrialisation, étant donné l'état des techniques, peut désormais être non-polluante à 90% pour peu que l'exigence politique en soit formulée avant la mise en place. D'autre part, s'ils ne se soumettent pas aux intérêts des multinationales et des gouvernements qui leur vendent de la technologie et des usines «clés en main», les pays en voie de développement peuvent construire une industrialisation dispersée, par petites ou moyennes unités. Dans ce cas les problèmes d'environnement sont plus facilement maîtrisables et la décentralisation des centres de production évite un phénomène qui est une des plaies écologiques et sociales du bassin méditerranéen : la concentration des populations en zones côtières. Concentration qui a pour corrolaire, évidemment, la désertification des campagnes et de l'intérieur du pays. Ce phénomène donne des résultats dramatiques du point de vue de l'écologie dans les pays industrialisés et si le mouvement actuel se poursuit, même sans s'amplifier, la zone littorale méditerranéenne comptera 200 millions d'habitants en l'an 2000, ce qui est plus qu'elle peut supporter.

V. «RANÇON DU PROGRES»

Mais il est indéniable que «l'occidentalisation» de nombreux cadres des pays en voie de développement ne les porte pas à rejeter le modèle économique et surtout industriel européen ou américain.

Le discours sur la «rançon du progrès» est souvent parfaitement intégré au niveau de tous les «décideurs». Ils reproduisent donc le modèle de développement qui leur est suggéré par les crédits et leur formation et ils ajoutent un argument juste : «Nous n'avons pas à payer ni à investir pour lutter contre une pollution dont vous êtes, vous les pays développés, responsables à 80%». Attitude globale que les dits pays reprennent en expliquant, selon les publics, ou bien que les pays en voie de développement *«ne veulent pas faire d'effort pour lutter contre la pollution»* ou bien *«il serait injuste de notre part d'entreprendre une politique de non-pollution ou de contrôle de la pollution qui serait un fardeau insupportable pour nos interlocuteurs du tiers-monde ou insuffisamment développés»*.

A la conférence de Monaco, dans les couloirs, les représentants de la France et de l'Italie n'hésitaient pas à expliquer que les négociations piétinaient en raison de l'opposition des pays en voie de développement. Une opposition qui, il faut le dire, se résumait souvent à une simple exigence : *«Payez pour nos équipements et systèmes de surveillance, pour les recherches à faire sur notre littoral, aidez nous à former du personnel spécialisé et une entente sera possible»*.

Et pendant les travaux et les palinodies internationales, la pollution se poursuit.

Mais il faut être clair sur un point : il ne s'agit pas de la mort de la Méditerranée toute entière. Pour cela il nous faudra encore polluer quelques centaines d'années. Ce qui est en cause, se sont les zones littorales, à la fois dans la mer et sur la terre. Car les destructions vont de pair avec les pollutions : le désastre s'étend rapidement de chaque côté du rivage.

Et si l'on considère ces seules zones littorales, zones essentielles pour la vie des hommes, la mort est désormais en vue lorsqu'elle n'a pas déjà fait son œuvre. L'Adriatique voit des résultats de pêche décroître. Et il est fréquent que des quantités importantes de poissons en provenance de ces régions soient rejetées par les services de santé au moment de leur arrivée sur les marchés. La région de Fos et de Marseille, après la zone qui entoure Barcelone, subit la même évolution.

Sur ces points, comme en d'autres situés en Grèce, en Yougoslavie et en Turquie — notamment dans la région d'Izmir — la pollution bactérienne s'ajoute aux conséquences de nombreuses pollu-

tions chimiques. L'explication en est fort simple : dans les régions citées la concentration en grandes villes et en industrie est de plus en plus importante et les plus récentes études du Programme des Nations Unies pour l'Environnement tout comme celles de la FAO font apparaître que 80 à 90% des rejets urbains et des effluents industriels parviennent à la mer sans avoir subi le moindre traitement.

Or il s'avère maintenant que contrairement aux affirmations de quelques scientifiques complaisamment relayés par les gouvernements de nombreux pays, le pouvoir auto-épurateur de la mer est un mythe. L'eau salée n'a guère de facultés pour détruire les bactéries et les virus, et encore moins pour faire disparaître les particules de mercure, de zinc, de cuivre de cadmium. Tout comme elle ne peut pas grand chose contre les résidus de détergents et des organo-chlorés que les eaux de pluies, puis les rivières, lessivent sur des terres parfois fort éloignées de la mer.

VI. ALERTE AU MERCURE

Il n'est donc pas étonnant que le Professeur Cumont, du Laboratoire d'Hygiène de Paris, ait constaté que la plupart des thons pêchés en Méditerranée présentaient des taux de concentration de mercure quatre ou cinq fois supérieur à ceux — sans danger — relevés dans l'Océan Atlantique. D'autres travaux ont fait apparaître que des poissons méditerranéens comme la roussette, l'espadon, la raie, le rouget, des crustacés comme le crabe ou la langoustine dépassaient largement le taux de mercure admis comme un seuil maximum par l'OMS, à savoir 0,5 milligramme par kilo. En 1975 la *Revue internationale d'océanographie médicale* expliquait déjà que 17 espèces se situaient au dessus de la cote d'alerte, avec un record de 2,96 milligrammes pour des espadons.

Le mercure est l'un des indicateurs préférés des experts qui surveillent la Méditerranée mais les recherches actuelles font apparaître des progressions de concentration pour d'autres produits : la cadmium et le zinc par exemple. Quant au pétrole, ses molécules s'accumulent dans de nombreux organismes marins et, surtout, elles s'allient à des métaux ou à d'autres produits chimiques en des cocktails dont les spécialistes se déclarent pour l'instant incapables de prévoir les effets. Ne serait-ce que parce que le nombre des combinaisons possibles échappe aux possibilités des chercheurs.

Parmi les dangers pétroliers, l'un d'eux est parfaitement identifié : l'augmentation des quantités de benzopyrène, un dérivé qui naît du réchauffement du pétrole c'est-à-dire principalement des raffineries. Le benzopyrène est identifié comme le principal agent cancérogène de la cigarette. On le retrouve de plus en plus dans les coquillages et les crustacés dans lesquels il ne laisse aucun goût sensible.

VII. PAS D'INNOCENTS

On pourrait multiplier les exemples à l'infini : dans la mer en général et dans la Méditerranée en particulier, il n'y a pas de produits innocents. D'autant moins innocent que les expériences menées au cours des dernières années à l'aide de traceurs ont permis de découvrir que les courants étaient beaucoup plus complexes et beaucoup plus surprenants que l'affirmaient les spécialistes. Ils transportent les substances dangereuses d'un bout à l'autre de la Méditerranée selon des schémas qui ne laissent aucune côte à l'abri. Il n'existe pas de zones protégées, du point de vue de l'impregnation chimique, par le seul fait qu'elles sont éloignées de tous les rejets industriels ou pétroliers. Les courants brassent les produits bien au-delà des zones de concentration où les dangers sont déjà directement perceptibles. Et les mécanismes de la chaîne alimentaire qui concentrent peu à peu la teneur en produits toxiques complètent parfaitement l'action de ces courants et sous-courants.

En matière de pollution il y a peut-être encore quelques innocents au bord de la Méditerranée, mais tous les pays sont d'ores et déjà victimes. Dans une moindre mesure, les mêmes transferts se constatent avec la pollution bactériologique. Ainsi, personne n'a su d'où provenaient les agents du choléra qui fit 25 morts en 1973 dans la région de Naples. Tout ce que l'on a su c'est que la population avait été contaminée par la consommation de coquillages ramassés au large de la ville, en eau moyennement profonde, à la limite de la zone infralittorale. Il a été aussi constaté que le virus de l'hépatite virale, contrairement à toutes les certitudes, voyageait — avec les poissons ou les crustacés — avec une étonnante facilité sans être détruit par le trop fameux « pouvoir auto-épurateur » de la mer. Un récent rapport de l'OMS explique à ce propos :

« Un émissaire déversant continuellement, sans aucune épuration, les nuisances urbaines sur un littoral, le rend obligatoirement de plus en plus

insalubre et de plus en plus dangereux. On ne peut, à ce niveau, invoquer aucun processus d'auto-épuration. Les bactéries et les virus restent vivants ; ils survivent ou vivent, une fois fixés sur des particules organiques, demeurent infectants, reviennent vers les rivages et passent aisément d'une région à une autre, ainsi qu'en témoignent les photographies aériennes illustrant ce phénomène de retour et les expériences effectuées à l'aide de traceurs. Des eaux que les analyses sommaires permettent de situer dans des normes de salubrité acceptables, tiennent en réalité en suspension tous les polluants que l'on croit disparu (...) il n'est pas exagéré de dire que la Méditerranée, mer pratiquement fermée, réalise les conditions optimales et maximales de contact entre les hommes et les agents pathogènes responsables de maladies épidémiques et contagieuses».

VIII. POLLUTION GRISE

Dernière «maladie» menaçant le littoral méditerranéen par le biais de la destruction de la zone infralittorale où siège l'essentiel de la vie nécessaire à la reproduction de la faune : les aménagements portuaires. Elle est partie d'Italie et d'Espagne, fait des ravages en France et risque bientôt d'envahir de nombreux pays. L'exemple français est particulièrement étonnant et mérite d'être évoqué avec quelques chiffres.

«Nulle part en Méditerranée, écrit dans une étude parue en 1976, un biologiste du Laboratoire d'Ecologie Marine de Nice, on ne trouve un tel taux d'occupation de l'étage infralittoral par des ouvrages artificiels». Effectivement, si l'on ne se fie qu'aux seuls aménagements actuellement programmés, les destructions atteindront 25% de la zone littorale au début des années 80 pour le seul département des Alpes maritimes.

Destruction qui a bien souvent pour seule fin d'installer des ports de plaisance et des «marinas ou hôtels pied-dans-l'eau» dont la fonction est d'offrir des logements de vacances à portée des bateaux de plaisance. Dans le département des Alpes Maritimes, alors que le sur-équipement atteint déjà 40 à 50% on prévoit un doublement de la capacité de ces ports de vacances de luxe pour les années 85. Ce qui signifie que si rien n'est tenté pour enrayer ce type d'aménagement, dans quelques années un quart du littoral du département des Alpes Maritimes aura été détruit irrémédiablement au bénéfice de 30 à 40 000 propriétaires de bateaux au maximum.

Car prétendre que ces aménagements portuaires, dans les Alpes maritimes et ailleurs en Méditerranée française, se font dans une optique de démocratisation de la navigation de plaisance, comme on l'entend souvent dire, relève de l'escroquerie pure et simple. Il suffit de consulter les statistiques officielles du Ministère de l'équipement pour s'apercevoir que si 146 familles de cadres supérieurs ou de professions libérales sur 1000 possèdent un bateau, le chiffre passe à un pour 1000 (dériveurs légers compris) en ce qui concerne la catégorie des ouvriers, employés ou artisans. Si l'on ne tient compte que des bateaux susceptibles de bénéficier d'un port de plaisance, la proportion passe à un pour 5000...

Ce bétonnage, cette pollution grise qui désespèrent les Méditerranéens et commencent à faire fuir les touristes qui partent provoquer la destruction d'autres lieux, n'ont donc pas seulement des conséquences esthétiques dont on pourrait dire qu'elles pèsent peu face à des «intérêts économiques». Le danger est plus que la mort d'une beauté : le saccage des côtes et de l'arrière pays, la déforestation, l'arrêt des cultures vivrières, l'abandon des terres transforment profondément des habitudes de vie et des héritages culturels. A ce titre toutes ces agressions font partie de la mort de la Méditerranée.

Il est évident qu'à ce niveau les Conférences et les traités internationaux en cours de négociation se révèlent parfaitement impuissants. Encore plus que pour les autres formes de pollution.

La conjonction de tous ces maux, leur accélération amènent à conclure qu'il n'est plus possible de faire confiance aux États amoureux de leurs seuls taux de croissance pour renverser la tendance. Depuis 1974, nous l'avons vu, ils ont prouvé qu'ils étaient à peine capables d'introduire quelques «réformes». Il reste donc aux populations à prendre le sauvetage de la Méditerranée en main. Solution qui passe par l'existence de puissantes associations nationales puis internationales, suffisamment radicalisées dans leurs réflexions et leurs actions pour imposer des modifications de comportement qui induisent ou supposent des transformations politiques. L'efficacité — avouée par la Shell — du mot d'ordre des écologistes français sur les ventes de cette Firme trois semaines après la marée noire de Bretagne est peut-être l'indication d'un impact et d'une puissance qui n'étaient que soupçonnés et doivent être utilisés.

**THE CRISIS OF CLIENTELISTIC CONSENSUS
AND THE ROLE OF THE PCI IN SOUTHERN ITALY :
A COMMUNITY STUDY (*)**

Luigi GRAZIANO

This essay deals with some determinants of political change in societies characterized by patron-client ties and political patronage. It is part of an ongoing research on the structure of power and political development in Italy with special reference to the *Mezzogiorno*. The data are based on research in a Southern Italian town (1) and the neighboring area in the province of Salerno, and were collected over a period of four years (1970-1974).

In the literature, there is considerable disagreement about the impact of clientelism on social and political change. Some authors regard clientelism as an effective tool for adaptive, non-revolutionary change and, as such, as a positive factor in development. In this view, patron-client ties have a positive function since they quicken the dissolution of primordial loyalties — ethnic, religious, communalistic — and make possible the development of less ascriptive, more modern forms of association. Furthermore, as Merton and a score of other students of American politics have noticed, «bossism» may act as a mechanism of integration of large social strata and as a sort of apprenticeship to the pragmatic ethos underlying pluralist democracy (the prototypical case being that of European immigrants in America).

Other authors, including the writer of this essay, have taken a less optimistic view. In their judgment, clientelism is an inherently

(*) This is a revised version of a paper delivered at the ECPR Joint Sessions, Berlin, March 27-April 2, 1977.

unstable method of government with detrimental effects on modernization. First, by the very nature of the incentives on which it rests — particularistic, material, short-term incentives —, clientelism has inflationary effects and is likely to lead to the erosion of electoral support. More importantly, even when it generates support, patronage does so in such a way as to weaken political legitimacy (2). The reason for this is that clientelistic consensus and political legitimacy are premised on two mutually exclusive sets of solidarities : instrumental and highly particularistic in the former case, normative and collective solidarity in the case of institutionalized authority. Thus, a patron party is deprived of a crucial resource for implementing change and for making its cost acceptable to the majority of the population.

Besides undermining authority, patronage has negative effects on the formation of organized opposition, for a number of reasons (3). First, machine politics tends to thrive in situations of great scarcity, especially scarcity of jobs, and such situations are hardly conducive to broad, horizontal solidarities. In such cases, chances are that deprived actors will compete for available resources by relying on individual patrons rather than defending their common needs through collective action. Secondly, patron parties rely heavily on a method of conflict management — cooptation — which is precisely meant to discourage the rise of opposition groups by buying off their potential leaders. Finally, clientelism and political corruption breed a state of mind of skepticism and alienation which is inimical to any reformist party. Alienation from politics undermines that trust in organized action which is indispensable for effective political mobilization.

This study illustrates some of the processes I have mentioned, with reference to the Italian South, especially the crisis of clientelistic consensus and the difficult role of the PCI as a reformist party. I shall first describe the working of the clientelistic system in a Southern town (Corvino) focussing on the main resources for patronage (building permits, distribution of jobs, partisan use of state funds). We shall see that such a system broke down in the sixties as a result of an «overload» of demands. Secondly, I shall discuss the impressive growth of the local PCI and its impact on the power structure of the community. By 1970 the Communist Party, previously hardly present in Corvino, had become the largest party and the leading force in the town administration. Here the crucial ques-

tion will be : why has so little changed after 1970 ? This will lead to a discussion of the obstacles which confront a reformist party in clientelistic societies.

Finally I shall analyze a recent case of mass protest against clientelistic methods of resource allocation which profoundly affected political life both in Corvino and the surrounding area (Eboli's revolt, May 1974). The revolt was triggered off by the decision to relocate a FIAT plant which had been previously «promised» to Eboli. Eboli well illustrates the delegitimizing effects of clientelism on political authority and points to one effective form of mobilization against such methods of governing.

I

Corvino 1954-1968 : The Resource Base of Patronage.

Around 1954 a profound change occurred in the political system of Southern Italy, the transition from traditional forms of clientelism centered on the notables to party-directed patronage. This was the unexpected outcome of a new strategy by Italy's leading party, the Christian Democrats (DC). In an effort to create an autonomous basis of power for the party, the party leadership decided to loosen the ties with its traditional supporters (local notables, the Church, Confederation of Industry). This was done by relying on new resources made available by Italy's spectacular economic growth (the «economic miracle» in the 1950's) and the expanding role of state industry (4).

The new pattern of politics which emerged from this process can be illustrated by the history of our community (*). For several years after 1945, Corvino had been under the grip of a small elite made up of old notables (landowners, lawyers, local industrialists). A left-wing administration led by the Socialists did succeed in breaking the rule of the old elite in 1952-53, but the change was both sudden and ephemeral. Despite this attempt at political mobilisation by the left, Corvino continued to have practically no experience with party life and modern party organizations (5).

(*) The town of Corvino (ca. 17.000 inhabitants) is located in the Sele Plain, about ten kilometers south-east of Salerno.

The picture changed considerably with the arrival in town in the early 1950's of a DC politician, who was soon to become the major political leader in Corvino. Since he, unlike the notables, did not enjoy the traditional legitimacy derived from wealth and moral leadership, he had to build his power from scratch. He did so by using three resources : partisan use of building permits ; job opportunities in local industries run by the state ; state funds procured by patrons in Rome.

From 1954 to 1959 Rota (the DC boss) was town councillor in charge of public works and urban planning ; in such a capacity he controlled the office which in a period of intensive urbanization and urban renewal was to become the center of local political life.

It is hard to overevaluate the economic and political importance of the building industry in the 1950's in Corvino and in the South generally. After the war, housing was considered the single most important problem in Corvino. As a mayor at the time remarked (1953), most of the population lived «in places which cannot be said to be at all suitable for human beings.» As an average, in 1951 there were three people to one room. The situation was made worse by the rapid demographic growth of Corvino (1951 : 13.000 inhabitants ; 1960 : about 15.500, a 20% increase). A gigantic building effort started in those years ; as any visitor to the town can testify, Corvino has been almost entirely rebuilt since then. Between 1951 and 1961 the number of rooms almost tripled, thus attenuating the overcrowding problem considerably (1961 : 1.37 people to one room).

This feverish activity went almost totally unregulated. As late as 1969 Corvino was still without any instrument for urban regulation and planning (*Regolamento edilizio*). This gave the municipal administration an enormous discretionary power in rewarding friends and in punishing enemies. A number of features in local political life would be incomprehensible if one did not take into account the political alliances established among builders in the fifties. The socialist leader and construction designer Giordano, is a case in point. In 1962 he preferred to break away from the PSI rather than allying himself, as the national strategy of the party required, with such a controversial leader as Rota. In 1965, however, he joined a center-left administration headed by Rota («a mistake», Giordano now admits), and has been since a close political partner

of the latter. The *revirement* is widely attributed to a business partnership between Giordano as a designer and Rota as a builder (6).

As a matter of policy, construction became the keystone in Rota's program as public administrator. According to him Corvino should have been developed mainly as a residential area for workers in the Salerno industries and as a tourist resort. This is the reason why, according to many, Rota did not have Corvino included in Salerno's industrial «pole of development», as the areas of intensive industrialization in the South came to be known in the sixties. It is not surprising then that construction became the fastest growing industry in the town (1951 : 262 workers ; 1961 : 626, almost 10% of the working population), and that the power of the builders, including Rota's, increased enormously. (The population has a picturesque name for them : «the brick barons»). (7)

Patronage through Town Hall was then one important resource in Rota's system of power. A second resource was available to him for political patronage. At the beginning of the 'fifties three of the four tobacco factories of the town were bought by a state-controlled agency. The party boss knew most of the directors of the factories (*) and it was therefore easy for him to influence the placement policy of the industry ; he claims that between 1954 and 1959 he placed more than 600 workers in those factories. (8)

I should only add that Rota's behavior was not atypical. He was simply applying locally a strategy which became characteristic of the DC throughout the South. As Pizzorno has remarked (9), in the 1950's the state industry became the main instrument in the DC's attempt to free itself from the influence of the notables and other pressure groups.

Rota could have recourse to a last crucial resource, namely his party connections in Rome. His contacts allowed him to intervene in all sorts of informal arrangements whereby local people could obtain the intervention of powerful political figures in Rome for the solution of their specific problems (it would be more correct to say the *promise* of such interventions). I happened to witness one such request being made by a local industrialist in Rota's

(*) Until 1944, Rota had been director of one of these plants. At that time, the whole tobacco industry in the Salerno area was owned by one industrialist, who was later to become a DC M.P. and Rota's patron in Rome (see below).

office. The naturalness with which Rota promised to intervene in Rome makes one think that the practice was a well-established one.

More importantly, party connections helped Rota in having state funds channeled towards the community. Invariably the mediation of both patrons — local and national — was publicized through bills, a practice which is very widespread in Southern Italy. Here is one example among many others.

DEMOCRAZIA CRISTIANA Corvino

His Excellency the Honorable Carmine De Martino, Under-Secretary of State for Foreign Affairs, has informed our friend Mario Rota that owing to his own constant and continuous concern for the matter, the Ministry of Public Works has decided to appropriate 85 million lire for completion of two school buildings in Corvino.

Such funds make possible the realization of two important works which have been necessary for decades. Our warmest thanks go to our friend the Honorable De Martino.

— our only supporter —

who during these years has given this Municipal Administration the possibility of carrying out its program.

Corvino, March 2, 1959

The Secretary

The party boss used all these resources to buy votes. In contrast to the notables who enjoyed a more or less «spontaneous» legitimacy, he was a politician who had to build electoral support in an increasingly competitive political setting. In a society like Corvino's after 1952 the elector feels that he need not ask simply for mercy as was the case when political competition was inexistent, but that he has now an electoral power he may use to establish predominantly contractual relations with the boss. (10)

To establish himself, Rota needed an instrument which in 1954 was almost unknown in the town, namely the political party. He needed it because as a newcomer he could not fight the leadership of the old notables on a man to man basis. He had to balance the

latter's economic power and traditional legitimacy with a new organized power capable of giving him a modern legitimacy. The town people had to understand, he told the interviewer, that what was being done was possible because he, the party boss, was the local representative of a powerful national organization. On the other hand it was precisely in the context of the party that Rota, relying on his superior capacities and connections, was able to politically liquidate the notables who had joined the DC. By 1959 Rota was powerful enough to lead the DC to a remarkable electoral success and become mayor.

How was political life organized in Rota's party? At the time of my fieldwork in Corvino (1970-71) the DC had about 580 members, a figure provided by Rota but which seems to be somewhat inflated. The party was completely controlled by Rota's family. One of his nephews, a student in law, was the secretary of the DC section, while the younger brother of the latter (22 at the time) was the DC leader in the Town Council. He was also by far the most active DC councillor in the Council meetings I attended. Meetings of party members would take place about every two months. According to Rota, the local DC was one of the liveliest in the province, mainly because of the moribund state of the party in the *Salernitano* (11). One thing which practically everybody agreed upon was that the party was a family concern which left very little freedom to other members.

A glimpse of Rota's methods as party leader may be provided by the following episode. Just before the 1959 elections the DC section in the hilly part of Corvino was run by a party functionary sent in by the provincial party Direction in Salerno. Salerno wanted to organize an election within that section of a committee which along with the committee of the other section in Corvino would draw up the list of candidates for the coming administrative elections. Rota vigorously opposed the initiative on the grounds that the provincial secretary would let vote only the members of his own faction. (At the time the Salerno Direction was *fanfani-na*, Rota *demartiniano*) (*). Despite vigorous efforts (including a visit to the controversial section by the provincial secretary escorted by 30 *carabinieri*), the Salerno Direction of the party had

(*) The factions took their name from the then national secretary of the DC, Fanfani, and Carmine De Martino, respectively. De Martino was Rota's patron in Rome.

to give in. No elections were held : *fanfaniani* and *demartiniani* reached an agreement whereby each faction would designate half of the local DC candidates. (12)

The episode may be exceptions (although I suspect that it is not), but it is surely significant. After 1960 we witness in fact the proliferation of splinter groups from the DC led by men who unanimously declare that coexistence with Rota within the party was practically impossible. As we shall see these groups will come to play a crucial role in Corvino's politics especially after 1970.

By 1960 Rota's power both as mayor and within the party was at its highest, but such power was not without serious weaknesses. As the party boss himself admits, by that time the town administration had become a sort of «charity institution». He decided then to «depersonalize the function of mayor» essentially by sending the postulants to the Catholic trade union. The result was that the same conception of politics was transferred from the mayoralty to at least one of the unions which, being directed at the time by a man very sensitive to this particularistic approach to politics, became part of the clientelistic machine. It is known for instance that this union leader used to impose extra fees for the services rendered by the union, an illegal practice he shared with other local union leaders (13). With respect to his party, Rota was not only forced to face the rebelliousness of a growing number of DC leaders ; more decisive for the decline of the Christian Democrats was the appearance of a new competitor, far better organized and ideologically cohesive than any other party : the Communist Party. In the next section I shall turn to the role of the PCI in Corvino's politics after 1960 and its impact on the power structure of the community.

II

Due to administrative irregularities (14), Rota was forced to resign in 1968, when he left the mayoralty for good (at least until the moment of writing). The main factors which apparently caused his decline were two, one technical and one political. The first was the appointment to the Commune of a new secretary (1962), young, energetic, extremely competent and politically left-wing. This bureaucrat, due to his expertise in administrative law, succeeded in curbing Rota's discretionary power, a fact confirmed by a

number of informants. In 1968 Rota illegally introduced a resolution in the Town Council, illegal because it had not been written by the town secretary and had not been discussed by the Junta. Two councillors resigned in protest causing the fall of the Administration.

PCI : The Leaders and the Party.

The second factor, more indirect but more important, was the arrival in town in the late fifties of a new Communist leader, Ascoli, who changed the PCI into a modern party organization. Until 1960 the Communist party had been one of the smallest, averaging about 500 votes and 1-2 municipal councillors. The bulk of the communist vote came from a group of laborers (about 100 families) who lived in run-down barracks built during the war, in one of the poorest sections of Corvino. They mainly cultivated *terre demaniali* (public land) of a near-by Commune, which they received in 1945 and for which they pay a rent. Many people attribute the early development of communism in this area precisely to the *non-dependence* of these laborers on private landowners ; as such, it is argued, they were free from the pressures which landowners often apply on their tenants.

For over twenty years these families have continued to elect to Town Hall the same representative, Landi, a laborer himself and the first leader of the Communist movement in Corvino. A word about this man helps to understand the nature of the PCI and one reason for its success in later years. Before '45 Landi worked in one of the local tobacco factories. He then became and has since remained a day laborer, like his brother who still lives in the section of the town I have described. Thus Landi has a very close relationship with his constituency or, in Gramscian terms, an «organic bond». His unusual simplicity and directness are in sharp contrast to the mores and rhetoric of the local political class which is mainly constituted, as else where in the South, by middle class and professional people. People like Landi help to explain why the PCI is so different from the local Socialist Party (a middle class party) and why the Communists are shielded, up to a point, from the transformist temptations of the latter.

This said, I must add that Landi, due to lack of education, could hardly be a leader in the modern sense of the term. The

problem of leadership was squarely attacked by the party in '58 when it recruited a party cadre from Eboli. (Incidentally, Rota too was from Eboli). Ascoli, a lawyer by profession, had been trained in the party school in Bologna and had been very active in the provincial party organization since the early fifties. In 1958 he settled in Corvino, married and since then has been the party leader in the town. It is generally recognized that he bears major responsibility in building up the local PCI.

According to the Communist leader, at the time of his arrival in Corvino the economy of the town was entering a new stage characterized by the following traits :

- the end of pre-capitalist economy
- beginning of the modernization both of agriculture and of the industrial sector, especially in the city of Salerno ; for the party this meant a new potential basis for recruiting members (many work in Salerno and live in Corvino)
- a new driving economic force consisting of a group of local constructors engaged in a gigantic effort to provide cheap housing to the population (the «brick barons» ; see above).

From the point of view of the party these were promising developments but in and by themselves could not compensate for the traditional weakness of the Left in Corvino. The deficiencies of the local trade unions, which Ascoli regards as the single most important element in political mobilization (more important than the party), made the situation worse. All this meant, as Ascoli points out, that the Communist leadership rather than being the expression of an existing class movement, «had to create by itself the social bases for the movement». It also meant that the strategy for the implantation of the party had to be mainly political, in the sense that for its growth the party had to rely mainly on its opposition role in Town Hall, especially opposition to Rota's power.

An important opportunity presented itself in '62 : the intense antagonism at the time between the socialist leader and the DC boss made impossible the alliance between Catholics and Socialists which was then being realized at the national level (Center-left coalition government).

The socialist leader, Giordano, had not forgotten that the left-wing administration he headed in 1952 fell under the attacks

of Rota (15). The PCI entered a coalition with Giordano and thanks to Ascoli's ability it quickly became the leading partner in the Administration. For one thing, two socialist councillors went over to the Communist Party ; on the other hand the impeachment of the mayor for administrative irregularities (1964) allowed Ascoli to become the officiating mayor of Corvino. By 1964, despite a temporary setback in that year's municipal elections, it was clear that the PCI had become the best organized party in town, a fact confirmed by the 1968 electoral results. (The PCI almost doubled its electorate, from 1,508 in '64 to 2,900 votes in '68, while the socialist electorate was halved).

What are the reasons for such a remarkable electoral success ? The single most important factor seems to be the quality of leadership. It is commonly recognized by friends and foes alike that Ascoli is the most capable politician in the town. Unlike previous leaders his strength does not derive from traditional legitimacy (prestige and wealth) nor from the kind of resources on which Rota built his own political career (primarily personal and party connections). Ascoli is a man formed by the party and who relates to the party in quite a new way. One feels that while the provincial and national leaders of the DC and the PSI are incapable or unwilling to give a coherent orientation to the policy of their local representatives, the contrary is the case for the PCI. Ascoli seems to be able to retain the autonomy necessary for adapting to the local situation (perhaps even too much so, as we shall see), while carrying out the national policy of the party.

This is a very important innovation on many counts. To a remarkable degree it guarantees the party against personalism, the plague of Southern political life. Furthermore, by «professionalizing» the politician the PCI protects its leaders from undue local pressures. By 1960 Ascoli was no longer a party functionary, but he was still linked to the party in a tangible way. For instance, when in the early sixties he lost most of his work as a lawyer as a result of Rota's intimidations against his clients, he became part-time legal advisor to the CGIL in Salerno. At present he is employed by the local branch of an insurance company which is part of the national chain of Communist cooperatives. According to Ascoli, the amount of pressure put on a left-wing professional man in the South is such as to make it very unlikely that he can stand those pressures alone, a proposition which Giordano's political career seems to amply bear out.

The second factor in the rise of the PCI is the party organization. The party began to develop in the sixties ; in 1969 it had 150 members, 184 in 1970 and 310 in 1971. By that year only seven other cities in the province, including the provincial capital Salerno, had a larger membership. (The largest membership of all was Eboli, 710, a city of 30.000 people and for a long time a communist stronghold). At present the party has three sections in Corvino and its membership is reported to be about 500. The PCI has also made an effort to increase the local sale of the party press. In 1973 the Salerno Federation assigned the following «goals» to the Corvino party organization (which means that the circulation of the party press was at the time below these figures) : 100 subscriptions to *La Voce di Salerno*, a local left-wing newspaper, 5 to *Rinascita*, the party weekly, 100 copies of *L'Unita*, the national party paper, for the special Sunday sales. Corvino's communists were also asked to raise 500.000 lire for the party press. (The «goals» for Eboli were the same for the three newspapers ; the fund-raising target : 1.000.000 lire.).

There were however persistent weaknesses in the local party organization, which may be summarized as follows :

- disproportion between the number of Communist voters and the number of party members (less than 1 member to 7 voters in 1970-1976) ;

- very unstable membership due especially to emigration. The yearly turn-over the party members was estimated at about 50%. Emigration accentuates social fragmentation and makes necessary a constant effort at «socialization» of the new recruits. (Between 1951 and '71 10.000 people settled in Corvino, 11.500 left the town) ;

- predominance of non-proletarian members : in 1970 40% of the members were reported to be laborers, a figure which seems to be somewhat inflated. The rest of the members were professional men, employees, tobacco workers, merchants, housewives. From the point of view of the party the situation has improved after 1970 as a result of successful recruiting efforts among workers in the tobacco industry (see below) :

- a non-proletarian leadership : in 1970 the local directing committee of the party included : 3 laborers, 2 construction workers, 4 employees, 4 merchants (two of whom peddlers), 1 insurance

agent, two professional men. The party leader was, as we know, a lawyer, the head of the PC councillors a shopkeeper, the party secretary an employee recently immigrated from Sicily. At the moment of writing the secretary is a technician in a Salerno industry (16).

One is frequently reminded by local leaders that the organization of the party is made difficult by a number of objective conditions and traditional attitudes. The precariousness of the occupational structure weakens the trade unions, which are a prime factor in political mobilization. As the local party secretary put it : «Where there is no trade union organization, there is no political organization.» Recent episodes confirm that the old practice of corrupting union leaders is still well alive. One of the CGIL leaders in the tobacco industry who led the important strike in 1971 (see below) recently left the union, allegedly because she was corrupted by the management of the factory.

Furthermore, there is still the ancient fear of «compromising oneself» with a political party, especially if the latter is inimical to the *padrone*. Hence a sort of superstitious dread of party cards («fetishism of the card» as the party secretary called it). According to one laborer, many Communist-voting peasants and workers are reluctant to formally enroll in the PCI. They ask themselves : «Where are they going to send my card ? To Rome ? For what purpose ?» (17). Such an attitude betrays not only a fear of any organized structure, but also a deep-seated distrust for anybody who is in politics, no matter what his politics may be..

The PCI's Rise to Power (1970-1973).

Following the 1970 municipal elections, Ascoli became the first Communist mayor in Corvino. Since then the town has been administered by Communist mayors supported by very heterogeneous coalitions, whose unifying element is common hostility to Rota. In the rest of this study I shall address three questions which are central to any evaluation of the role of the PCI in Corvino's politics and more generally in the South : what has changed since 1970 ? Why has so little changed ? What are the prospects in Corvino today ?

By common agreement the single most important achievement in Ascoli's administration (1970-73) has been in the field of employment in industry. By 1970-71 the situation in the Tobacco

industry, still one of the pillars of Corvino's economy (1.300 workers), had deteriorated dramatically. One factory had been closed down in 1965 and now the state agency which owned two other factories was threatening to do the same. If this did not happen part of the credit goes to Ascoli's administration.

A full understanding of the seriousness of the crisis and of the exasperation of the workers requires a few comments on the tobacco industry in the *Salernitano*. In the early sixties the total number of tobacco workers in the Salerno province was 9.000. In 1970 it was about 3.000. The sharp decline was due to natural factors — an epidemic of *peronospora tabacina* which killed up to 95% of the tobacco plants in '61 — and to competition from other producing countries, mainly Greece. Workers add the inadequate modernization of the plants as a cause for the tobacco crisis. In any case the social repercussions had been explosive. In April 1969 following the closing down of a factory, bloody riots broke out in a neighboring town, Battipaglia.

Corvino's administration faced the situation quite skillfully. As in the case of the tomato industry, which was also going through a serious crisis, the Communist leadership acted on two different planes. They encouraged and at the same time tried to control the strike and other forms of protest which paralyzed the town for days in March 1971. The problem was to control a very explosive situation while at the same time using mass mobilization as a leverage vis-à-vis the Government. As Ascoli reflecting on the March events pointed out to me, «The mobilization from below is the real bargaining arm in the hands of left-wing administrations vis-à-vis central authorities». (18).

On the political level, contacts were sought with the Prefect, and a delegation of workers, administrators and union leaders was sent to the Ministry of Industry in Rome. Ascoli was powerfully helped by the trade unions in Salerno, which did all they could to prevent the degeneration of the protest, as had occurred in Battipaglia two years earlier. Ascoli also worked, not without difficulty, with a committee appointed by the striking workers. He finally had recourse, especially for the tomato industry, to Communist members of the Agriculture Committee in the Chamber of Deputies, some of whom he knew personally while others he reached through the Federation in Salerno.

The point I am trying to make here is twofold. First the strike could have easily degenerated and turned against Corvino's administration, as it did in Battipaglia in 1969. The mass protest became instead an instrument for obtaining state resources and saving one of the main industries in the town. Today the two state-owned tobacco factories are well alive and give work to about 800 people. They have been equipped with very efficient social services (ambulatory, canteen, nurseries) which are indispensable given the great number of women among the tobacco workers.

The second point is that for the first time the main resource in the hands of a local administration was a responsible mobilization of the workers. State intervention was not obtained behind the backs of the workers but through their concerted action. Ascoli was not perceived as the «saint» in touch with Roman Gods ; he rather «oriented» (the term is his own) a movement which was inspired and sustained primarily by the workers themselves. He could do so also because unlike previous administrations he had never said that the tobacco industry was doomed. In a word he had the ability and the legitimacy for carrying out a collective, non-clientelistic strategy for resource allocation.

Did such methods as these imply a radical departure from traditional power-wielding in Corvino's local government ? I posed the question to a number of leaders in 1972 and 1974 with respect to the over-all record of the Ascoli administration. The picture which emerged is a mixed one. The leader of Corvino's neo-fascists, an alert professional man, thought that the Ascoli administration was «profoundly different» from Rota's. They differed in their vision of Corvino's development and in the way they related to Rome. Rota did not favor industrialization and would ostentatiously take credit for all state funds granted to Corvino. The PCI had rather recourse to ideological mobilization, which was especially successful among tobacco workers. Clientelism had not disappeared though. According to the right-wing politician Rota's «large-scale clientelism» had been replaced by a «petty clientelism» which consisted mainly in hiring new personnel in the Town Hall (19).

Paradoxically an independent councillor who was a member of the majority was more skeptical. Not much had changed, he thought, except for the attitude of the population «who feel respect for public authority but no more subject to it» (20). A third person interviewed said that the PCI was hindered in its policies

by its political partners in the governing coalition, which brings me to discuss the hybrid policy of alliances of the PCI in Corvino.

The PCI's Alliance Strategy

Ascoli was elected mayor by four political groups :

- PCI (9 councillors)
- two social-democrats
- two members of ACLI (*Associazione Catholica Lavoratori Italiani*) elected in an independent ticket called *Campanile*
- two members of an independent list called *Ponte Nostro*.

The inclusion of the social-democrats and of two *liste civiche* (non-partisan tickets) in a communist-led administration and the exclusion of the Socialist Party from the majority require an explanation.

On the national level the Social-democrats were virulently anti-communist, but locally their leader was an ex-DC who had broken away from Rota in 1961. Since then his relationship with Rota has been marked by implacable personal hostility. In 1970 he preferred to be expelled from the PSDI, which was objecting to his voting in favor of a Communist mayor, rather than giving up the chance of supporting an anti-Rota administration. Politically he is said to be a fascist at heart. Certainly this man, a doctor by profession and a rhetor by vocation, does not strike one as being much of a left-winger. (He has written two short monographs on Corvino, one of which is dedicated «To the biblical name of Mary»).

The behavior of the ACLI councillors was inspired by motivations which were just as particularistic. They were less in favor of any innovative program than they were against Rota, with whom they quarreled in the sixties. Here too one has to do with people who embody the typically Southern petty bourgeois' *penchant* for *trasformismo*. The political *Weltanschauung* of these men, both of whom are school teachers, may be summarized in this statement by the leader of *Campanile* : «The political class is all made of thieves. Why do so many people want to be in politics if not for their own private interest ?» (21). In 1972 this man was forced to resign as a councillor for unlawfully adding one extra floor to his house in Corvino, which was against the building regulations of the town (see below).

The other *lista civica* which supported Ascoli, *Ponte Nostro*, is in a still worse situation. *Ponte Nostro* is a group established by a young lawyer who openly admits that he left the DC because Rota denied him «a place in the sun». His father is the health officer of Corvino and has held that influential position uninterruptedly since 1940. He has a very large professional clientele which makes up the bulk of the political clientele of the son. This councillor, who proclaims himself anti-marxist («I am with the Communists in order to throw them out of the Commune»), has been assistant mayor almost uninterruptedly between 1970 and 1975 and acting mayor in 1972-73 during Ascoli's suspension as a mayor. (See below). A fuller portrait of this man, the quintessence of opportunism, will emerge later in our discussion of Corvino's politics.

Finally we come to the socialists. Here we have a party which is not hostile to the PCI at the national level but whose local representatives refuse to join a left-wing administration. As one may suspect by now, their reasons for not joining the majority were just as personalistic as the motivations we have found among its supporters. Since 1965-68, when a DC-PSI coalition was first inaugurated in Corvino, the socialists have maintained close relationships with Rota. Some of them are builders and their behavior must be understood, as I said earlier, in a context of business relationships within that industry. Solidarity with Rota was so strong that two socialist councillors preferred to be expelled from the party (1974) rather than to back the administration, as the PSI Federation had asked them to do. (A third councillor had already joined the majority). The result was that the PCI was left at the mercy of *liste civiche*, with very unfortunate consequences for the cohesion, efficiency and legitimacy of the administration.

Besides being heterogeneous, the majority was also precarious. It could count on 15 councillors but in order to govern Corvino one needs 16, the Town Council consisting of 30 members. Hence a feverish search for votes whenever a decisive vote was being called (especially the vote on the budget). This led to a number of shady transactions and to blackmailing on the part of *liste civiche*. Here are some examples. In 1971 the search for the 16th vote for the approval of the budget led to a successful attempt at cooptation of a third *Ponte Nostro* councillor who had originally opposed

the administration. Today both this councillor and his mother work for the Commune, following public competitions which are known to have been *truquées*.

Early in 1972 the administration introduced an amendment to construction regulations whereby «constructions ... completed by the time the *Regolamento edilizio* came into effect (1970) ... are to be considered legal ... even if such constructions should prove not to be in keeping with the said *Regolamento edilizio* ...» The amendment was meant to favor the *Campanile* leader who had unlawfully added an extra floor to his house. The provincial authority which is charged with the supervision of local administrations rejected the amendment and the councillor had to resign.

There were other reasons for dissension within the majority, two of which led to its growing paralysis : expansion of the personnel of the commune and granting of construction permits. In keeping with his clientelistic philosophy, the assistant mayor pressed for the hiring of new personnel. Especially before the vote on the budget he would openly blackmail the majority. In 1974 just before the election of the present Communist mayor this man, in his capacity as councillor responsible for the personnel, asked for and obtained 10 more street-cleaners. One suspects that this was part of the price which the PCI had to pay for having the new mayor elected (the assistant mayor wanted that position for himself) (22).

As for urban expansion, the PCI and *Ponte Nostro* had opposite views about Corvino's development. While the PCI wanted to restrain private construction especially on the sea-coast and favor publicly subsidised housing, the assistant mayor much preferred the kind of unbridled expansion which Corvino had experienced in the sixties. For instance, in July '74 he told the interviewer that unless the Administration granted permission to start an important building project on the coast he was ready to cause the fall of the Administration.

Before continuing our story we may pause for a moment and ask the question : was it worth for the PCI to continue to take part in an administration which had no real program and which was subject to the kind of pressures I have been illustrating ? For one thing, Corvino was at the time the only commune in the *Salernitano* with a communist-led administration. (In 1972 Amalfi

elected a Communist mayor too). It was understandable that the Salerno Federation was eager not to lose it, especially at a time when the Federation was in deep trouble (see footnote n° 16).

The concentration of most energies in the anti-Rota fight, which I regard as the main weakness of Ascoli's administration, was not without some justification. How could the PCI curb Rota's power if not by confining him to the opposition ? Here again serious mistakes were made, especially a punitive attitude vis-à-vis Rota as a constructor (delayed concession of building permits etc.), an attitude which the party tried to correct in later years (see below). Yet the problem of curbing Rota's power was real and the alternatives were not too many. Certainly from the electoral point of view Ascoli's strategy seemed to pay, since the PCI became the largest party in Corvino. (In the 1976 elections, however, the DC has become once again the first party.) This said, one should also add that the PCI probably did not ponder well enough the risks involved in the operation.

The risks became clear in 1972 when Ascoli was suspended from the mayoralty due to irregularities which were both petty and significant. All started in '71 when the Administration bought 135 trees from a local firm without first consulting the other firms in the field. (Authorized firms must be allowed to make a tender for works commissioned by the Commune of more than 500,000 lire). The cost was insignificant (1,305,000 lire, the equivalent of 1,500 dollars), but it so happened that the owner of the contracting firm was the brother of a left-wing DC councillor. The DC interpreted the move as an attempt at buying off one of its most restless councillors, a fear not altogether ungrounded, and started the legal action which led to Ascoli's resignation.

The reaction of the DC must be understood in the more general context of the relationships between majority and minority since 1970. The anti-Rota orientation of Ascoli's coalition caused an animosity which looked more and more like a personal feud. Since 1971 Corvino's DC started a biweekly bulletin through which it made vitriolic attacks against the administration. (A sample of headliness might include the following : «The town is being economically destroyed ;» «The Administration rests on four pillars : favoritism, clientelism, nepotism and descrimination» ; «The Tower of Babel» as a description for Town Hall). In '72 the head of the DC councillors presented a motion and requested the

appointment of a councillors' committee for inquiring into the activity of the Junta. The motion was also sent to the Ministry of the Interior and the Prefect ; it denounced political discriminations in a number of policy areas (hiring of municipal employees, building permits, local taxes), «Communist terror» in the factories and the «administrative catastrophe» of the town.

By the end of 1972 the Town Council was heading for a total paralysis, while Corvino's political life looked more and more like «a spiral of hate and personalism», as a municipal councillor put it a little later. The DC bears a good part of responsibility for the deadlock, as the disproportion between Ascoli's infraction and his suspension as a mayor testifies. But part of the responsibility must be attributed to Ascoli himself for his impolitic behavior toward the DC. At a time when the PCI was nationally preaching «anti-fascist unity», that is, unity among all democratic parties including the DC, Ascoli's punitive attitude towards the DC seemed out of place besides being counterproductive (23). All this does nothing but confirm the powerful constraints that local politics, especially local politics in Southern Italy, puts on local leaders, including skillful political leaders like Ascoli.

III

Corvino Since 1973.

The events I have just related occurred in 1972-73. In August '74 I returned to Corvino and interviewed a number of leaders. The neo-fascist said : «We witness in Corvino what is happening at the national level : the 'historic compromise'.» (24) This might be simply a polemic *boutade* by a right-wing politician, but Rota himself startled the interviewer by saying : «We could make an agreement with the PCI. Not with Ascoli, for sure, but with Sonatore yes.» Also at the national level, he added, an agreement could be made. The only problem was one of leadership : «If we made a government with the PCI, the Communist leadership would crush the DC leadership, which is made of illiterate people». (25) The DC secretary was even more critical : «An agreement with the PCI will be possible only when... the DC gets rid of its exasperated factionalism. The truth is that the DC is still too clientelistic ; the local politician is linked to more important politicians in Rome who

count mainly because they wield greater power than their colleagues in the party.» (26)

To understand this fresh critical vein in the DC and their new disposition towards the PCI we must recall two events which profoundly affected political life both in Corvino and the surrounding area in 1973-74. I refer to the role of Ascoli's successor as a mayor, Sonatore, and to a mass protest in the neighboring town of Eboli, which bore some resemblance to the revolt in Battipaglia a few years earlier (see above). I shall start with Eboli.

In May 1973 the Government gave its approval to a plan by FIAT for investments in the South, which included two car factories to be located in the Eboli area (about 3.000 new jobs). The decision was made under pressure from trade unions in the North demanding new industrial investments in the *Mezzogiorno*. In the following months the oil crisis forced FIAT to revise its investment projects and devote a greater amount of resources to the construction of busses rather than cars. But nothing was said about changes in the area where the factories were supposed to be built.

In May 1974 the Governmental Committee for Economic Planning (CIPE) announced that the FIAT plants would be built at Grottaminarda in the Avellino province (east of Naples), while nothing was said about Eboli. The reaction was immediate, massive and dramatic. Barricades were erected on the Naples-Reggio Calabria highway near Eboli and the railroad traffic was equally stopped. The whole transportation system of the country was disrupted and for four days Italy was literally cut in two. A general strike was called as a protest against the «betrayal» of the Government. The strongest resentment was felt towards the Minister of Industry, De Mita, an *avellinese*, who was accused of purposefully diverting the plants to his own «electoral fief.»

The situation could have easily degenerated as it did in Battipaglia in 1969 or Reggio Calabria in 1970-71. The main difference with Battipaglia was the leading role of the trade unions and of the Communist Party. The unions (CGIL-CISL-UIL) were able to keep the situation firmly under control, promptly defeating an attempt by the neo-fascists to instigate a communalistic revolt (Eboli vs. Grottaminarda). The point was made again and again that the fight was not against the province of Avellino, which was

readily recognized as being in greater need for industry than Eboli, but against a clientelistic method of government (27).

The position of the unions was all the stronger in that the project for a plant in the Sele Plain was first advocated by the Metal Workers Union as part of their negotiations with FIAT for the renewal of the work contract. (28) The result was quite new for the South. As the provincial secretary of the CGIL pointed out, (29) it was «the first time in the history of the struggles in the South (that) one could witness such a vast movement taking place with civility and a democratic spirit under the direction of the unions and in cooperation with the democratic parties...» After the Government had promised an investment project of the same dimension as the one planned by FIAT, the revolt ended with a manifestation in which 30,000 workers from all over the region took part.

Unlike in Battipaglia, the PCI was not taken aback either. The party was strong in Eboli (see above) and in 1973 the Salerno Federation had organized an important meeting there specifically on «The FIAT Plant and Economic Development». The line of the party was that the FIAT investment had not to be an «isolated» episode «external to the region», a sort of outpost of the Northern industry but part of a global plan for the development of the region. Above all, it should not have been «conceded» through the usual clientelistic channels for resource allocation. The PCI warned against the «chaotic and ungovernable processes set in motion by ... the 'FIAT fever'», a premonition which the '74 events proved to be only too correct. The only solution was «democratic planning» of the regional economy carried out jointly by local administrations, the Region and the Trade Unions (30).

The party which suffered most was the DC, the party in power both in Rome and in Eboli. The revolt split the DC at all levels. In protest against the Government the local DC decided to shut the party section and to abstain from any activity for the then imminent divorce referendum. Especially the regional party organization was affected. De Mita's decision to «divert» FIAT to Avellino was generally viewed as part of ruthless struggle for the control of the party in the region. De Mita was up in arms against a DC MP from Salerno, Scarlato, who belonged to the same faction as De Mita but whose political success in the region was increasingly worrying the Minister. («De Mita wanted to mortify the myth

of Scarlato», Rota's nephew confirmed in an interview) (31). The De Mita-Scarlato feud was publicly confirmed by interviews which appeared in the press and which caused Scarlato an incrimination for libelling.

Even more interesting for our topic is the manner in which the original governmental decision concerning the FIAT plant was communicated to the Ebolitani. In May '73 a few days after the decision was made, Scarlato invited the chairman of the DC deputies, Piccoli, to Eboli for a political meeting in which Piccoli celebrated the FIAT plant as an example of the «incisive southern politics» of the government (32). Why Piccoli? Because he was the Minister in charge of State Industry in 1971-72 when another important plant – Aeritalia – first promised to the *Salernitano*, had been diverted to Apulia (33). As a DC politician in Eboli explained to me, Scarlato wanted to *irrevocably commit* the party, fearing a repetition of the Aeritalia experience (34).

Scarlato's move illustrates an important principle in clientelistic politics about which I would like to say a word. When a governing party does not plan and carry out investments according to general and explicit priorities, but allocates funds according to the varying strength of its deputies, the deputy is naturally very apprehensive about the promises which have been made. He feels that he has to commit the party specifically and immediately and make the commitment public in order to insure himself against the unpredictability of the system, with obvious risks of popular backlash should the promise not be kept. Not only Eboli heard Piccoli saying what he said but the town was invaded by a deluge of *manifesti* each giving credit for the decision to different politicians (Scarlato was one but also Eboli's socialist leader, a senator, did the same). At the end of the revolt, Scarlato was heard saying: «Before we were competing for being first in having bills posted; now we shall compete for being the last» (35).

Always dysfunctional for development, this type of politics becomes simply impracticable in societies which are experiencing intensive mobilization and cultural change. Eboli had experienced such change (struggles for land reform, modernization of agriculture, emigration, etc.). It has also witnessed what a Communist leader (Ascoli's brother) calls «the democratic maturation of the clients», who are emancipating themselves from the mentality of the serf. As another Communist leader points out (36), what

is needed then are «real parties with a truly political vision and authority and not acephalous constellations of... notables who have no legitimacy since they are removed and estranged from the interests of the masses».

This much Eboli. How did the DC in Corvino react to such events ? In a contradictory way. In the early days of the revolt the DC posted a bill which said : «Eboli gets help because it fights, Corvino gets nothing because it is passive». The bill was somewhat irresponsible in that it might be interpreted as an incitation to rebellion. A Communist MP from Salerno, Di Marino, intervened with a local DC MP (the head of the faction to which Rota belongs), and Rota was forced to post a second bill partially amending the first (37).

On second thought Corvino's Christian Democrats saw Eboli's revolt in a much more critical light. Rota deemed that all was due to the radicalization of factionalism in the DC, which was mortifying and disrupting the whole party (38). His nephew said what I have already reported, namely that De Mita, «crusher of men» (*«stritolatore di uomini»*), simply wanted to humiliate Scarlato. The party secretary was the most critical of all : «The political class is discredited», he said. «The people do not believe us any more». He also thought that the people had changed, «refusing the old tendency to be passive» (39).

In Eboli the DC had found in the PCI a very responsible ally in providing effective political leadership. Eboli's mayor went so far as saying that unity among the parties and the trade unions «was the single most characteristic aspect of the revolt» (40). The same happened in Corvino. There is evidence that the new critical mood in the local DC induced by Eboli's events helped to modify the attitude towards the PCI, although here there was at work another factor, the role of Ascoli's successor as mayor, to which I now turn.

The new mayor, Sonatore (1973-74), changed the style of the administration radically. While Ascoli used to leave unanswered most of the interrogations by DC councillors, Sonatore made a point in promptly answering them. His aim was to change the anti-Rota polemic into a correct political debate, to make the relationship between DC and PCI in his words, «less personal and more political» (41). Although the DC did not seem at the time to respond positively to Sonatore's new approach (they boycotted most of

the Town Council Meetings during his tenure), there is evidence that they appreciated the change. The DC leader in the Town Council (still Rota's nephew) regarded Sonatore's mayoralty as a «turning point», while another DC councillor viewed it as a «very important event» in Corvino's politics. If the DC continued to desert the Town Council, they explained, this was less due to hostility for the new mayor than to the survival of attitudes acquired under Ascoli's term in office.

By changing politics, Sonatore made things difficult for everybody. The DC was forced to reappraise its attitude vis-à-vis the Administration, since the anti-Ascoli theme could not serve any longer as the unifying element of the opposition. Within the majority, Sonatore brought to the surface all the contradictions inherent in such a composite coalition. Sonatore had been critical of the alliance with the *liste civiche* from the beginning. Furthermore, he had none of Ascoli's political flexibility and accepted the position of mayor on condition that a program be worked out.

Conflict soon became particularly intense with the assistant mayor, still the same opportunist politician as in Ascoli's administration, and centered mainly on urban policy, since Sonatore wanted things which were anathema to the *Ponte Nostro* leader. He wanted 1) to pull down all unlawful building on the coast ; 2) he was against the tourist development of the sea coast ; 3) he was in favor of building projects only to the extent that they were rigorously in keeping with the program laid down by the administration.

To his great disappointment, Sonatore was not supported by the Communist Party, which thought his methods too inflexible, a judgment shared by the provincial secretary of the PCI. (42) Sonatore attributes part of Ascoli's coldness towards him to an article which appeared in the local press praising his own policy for the protection of Corvino's coast. But according to him the problem is not personalism ; the problem is with the party, both in Corvino and in the Salerno area as a whole. In his view the struggle in the tobacco factories represents the «historic moment» of the Left-wing administrations in Corvino. Afterwards the party lost most of its capacity for mobilization, it detached itself from the masses and became «bureaucratic.» (43)

In January 1974 Sonatore resigned both from the mayoralty and from the party. His letter of resignation as a mayor reads in

part : «Unfortunately... during these seven months, whenever we tried to discuss the real problems of the town, all the disagreements and irreconcilable contrasts among the various components of the majority came to the surface : contrasts on the problem of inexpensive and popular housing, on the urban setting of the sea-coast, on building permits, on the composition of the municipal Junta and its functioning, two *assessorati* having never functioned (public works and finances), on the problems of the personnel and of the organization of the various municipal services.» (The councillor in charge of public works belonged to *Ponte Nostro*, while a Communist was in charge of finances).

However bitter his recriminations may be, there is little doubt that Sonatore helped to establish a more constructive relation between majority and minority. His work has been continued by the present Communist mayor, elected in April 1974, although in a much different style. Two important municipal committees (urban planning and sanitation) are presently chaired by DC councillors. Very recently, the Administration set up four advisory neighborhood councils, one of which is chaired by a Christian Democrat (the other three by a Communist, a Socialist and a Republican, respectively). Thus, Corvino's politics seems to be getting free, at least in part, of the personalistic feuds which have poisoned local political life for decades.

Conclusions.

Two remarks by way of conclusion. First, despite some important changes, clientelism continues to be a structural feature in Southern Italian politics and society. Clientelism emerges, at least to a degree, as a self-perpetuating mechanism, as a system of power which sets to work circular processes (particularistic incentives — delegitimation of authority — weakening of opposition, hence obstacles to the reorganization of society along broader solidarities). The Communist Party in Southern Italy is caught precisely in this dilemma : any reformist strategy is undermined by a «structure of the situation» which tends to devitalize all opposition groups, especially middle-class parties. The Socialists are a case in point : the record of the PSI both in Corvino and elsewhere in the South is such as to raise serious doubts about its anti-clientelistic potential.

Whatever the case may be, it seems clear that a left-wing coalition would not be a viable solution : it would simply be too weak to cope with the century-old problem of Southern backwardness. This is not to say, of course, that the other alternative, the «historic compromise», would be unproblematic. However, a broader coalition and the sense of national purpose and urgency which would conceivably underlie a government of national unity might provide the resources and the authority which are necessary for coping with the South and other aspects of the Italian crisis.

The second remark is more general and goes beyond the Italian case. It is less of a conclusion than a speculation about the more general implications of clientelistic politics. By now we know that particularistic demands and centrifugal tendencies are no prerogative of pre-modern societies ; they also tend to become the most characteristic problem of post-industrial states, whose crisis of legitimacy is due, among other things, to the pressure of sectorial interests which the state cannot successfully mediate. In this sense, there is a peculiar modernity in the *problematique* which underlies clientelism theory.

A minor episode like Eboli's revolt might be of some significance in this broader context. The attempt by the government to pit one town against the other (war among the poor) was defeated by broadening the people's notion of their own self-interest and the interest of the community, by adding a *class dimension* to the standard referents of pluralist politics (individuals and groups). What I am suggesting is that class solidarity might well be the tool for reconciling self-interest and the «common good» (or some working equivalent of it), a problem which is common to all societies but which is made worse by the increasingly corporative tendencies of «group politics». It is no minor irony that this instance of broader solidarity comes from a land – the *Mezzogiorno* – which has historically experienced nothing but the most predatory forms of political struggle.

University of Toring
1977

FOOTNOTES

(1) For an earlier report on the community see my «Patron-Client Relationships in Southern Italy», *European Journal of Political Research*, 1 (April 1973), pp. 3-34.

(2) I have dealt elsewhere with some consequences of clientelism for development. Cf «A Conceptual Framework for the Study of Clientelistic Behavior», *European Journal of Political Research*, 4 (April 1976), pp. 149-174.

(3) *Ibidem*, pp. 168/169.

(4) Cf. my «Patron-Client Relationships in Southern Italy».

(5) *Ibidem*.

(6) This was also the view of the provincial secretary of the PSI. Interview, Eboli, July 2, 1974.

(7) The occupational structure of Corvino evolved in the following way :

| | Corvino 1951 | 1961 | Southern Italy 1963 |
|-------------|-----------------|------|------------------------|
| Agriculture | 48,5* | 37 | 36 |
| Industry | 31 | 37 | 32 |
| Tertiary | 20,5 | 26 | 28 |

* In percentage of the active population aged 10 or older.

Source : Istituto Italiano di Statistica.

(8) Interviews, Pontecagnano, 13 and 18 November, 1970.

(9) From a talk given by Prof. A. Pizzorno at the *Asa della Cultura*, Milano, March 18, 1972. Cf. also A. Pizzorno and L. Balbo : *Studio sulla struttura del potere locale a Sassari*, 2 vol. (ca. 1969), mimeo.

(10) A similar transformation in the peasants' outlook has been described by Bailey for India. F.G. Bailey : «The Peasant View of a Bad Life», *The Advancement of Science*, 23 (December 1966), pp. 399-409.

(11) According to Rota, out of 220 DC sections in the Salerno province, 100 were «on paper», 50 were permanently shut, the others were active only at election time. In the city of Salerno, «the sections do not exist at all». Interview, Pontecagnano, 13 and 18 November 1970. Rota should speak *en connaissance de cause* since he had been assistant provincial secretary of the DC a few years earlier.

(12) Quoted by *La Guida del Ropolo*, May 15, 1959.

(13) The trade union leader who handled some of Rota's clients, plus his own, was expelled from CISL (the Catholics union) in 1970 and went over to another union (UIL,

social-democrat). He claims that 400-500 laborers who used to be serviced by CISL followed him in the UIL, a fact confirmed by other union leaders. Interviews, Pontecagnano, November 1970 : Salerno, November 18, 1970. Personalism and corruption were not unknown to the CGIL either (left-wing trade union). According to the secretary of the local PCI, the man who ran the CGIL in Corvino in the 1950's and 1960's conceived the union as a «charitable institution» («*concezione assistenziale del sindacato*»). He also used to get tips from the laborers on top of the fees due to the union. Interviews, Pontecagnano, November 24, 1970 ; Salerno, November 18, 1970.

(14) Chief among these irregularities was the construction of 13 villas on state land along Corvino's sea-coast.

(15) On this episode see my «Patron-Client Relationships in Southern Italy», p. 21.

(16) To the elements of weakness of the PCI in Corvino we must add the very serious crisis in the provincial leadership of the party which paralyzed the Salerno Federation in 1969-1970. Cf. Partito Comunista Italiano - Federazione Salernitana : *Documento del Comitato Federale per la conferenza provinciale di organizzazione*, Salerno 21-22-23 May, 1971. The leadership which for years had run the Federation left the PCI in 1970 to join the Social-democrats and other moderate parties. Later they were accused of being a clientelistic group bent on strengthening their own exclusive power to the detriment of the party. *Ibidem*, pp. 6-7, 8, 23.

(17) Interview, Pontecagnano, November 24, 1970.

(18) Interview, Pontecagnano, October 15, 1971.

(19) Interview, Pontecagnano, April 1972.

(20) Interview, Pontecagnano, July 1, 1974.

(21) Interview, Pontecagnano, November 18, 1970.

(22) There were 108 municipal employees in Corvino in 1971. They must be now (1977) about 140.

(23) This was also the main criticism of the provincial secretary of the PCI vis-à-vis Ascoli. He thought that for the PCI it would be «suicidal to condemn the DC *en bloc* as clientelistic», adding that «this was precisely the mistake of the Communist Party in Corvino. By making personal the struggle against Rota, Ascoli shows that he has not understood the main point : that the fight against clientelism requires that distinctions be made *within* the DC itself», between leaders who are clientelistic and others who are not so. Interview, Salerno, July 1, 1974.

(24) Interview, Pontecagnano, June 27, 1974.

(25) Interview, Pontecagnano, August 7, 1974 (a).

(26) Interview, Pontecagnano, August 7, 1974 (b).

(27) The following statement by a university student seems to be fairly representative of the predominant attitude of the *Ebolitani* : «All of us thought that (the governmental decision) which took away the industry really meant only one thing : you from Eboli will never have anything because you do not have any political 'patron saint' (*santi in paradiiso*) and therefore count for nothing». Quoted by A. Padellaro : «Ad Eboli la logica delle clientele ha sopraffatto quella dell'economica», *Corriere della Sera*, May 10, 1974.

(28) Cf. U. Apicella : «Eboli : no al sottogoverno», *I Duecentomila* (Monthly of the Communist Workers of FIAT), May 1974, p. 8.

(29) C. Milite : «Spendere bene la vittoria di maggio», *Espresso del Sud* (special issue on Eboli), July 13, 1974, p. 6.

(30) F. Fichera : «Insediamento FIAT sviluppo economico», Report presented at a Meeting organized by the PCI, Salerno Federation, Eboli, July 13, 1973 (mimeo), pp. 9, 7.

(31) Interview, Pontecagnano, June 28, 1974.

(32) Quoted by C. Mazzella in Proceedings of Town Council Meetings, Eboli, May 27, 1964, p. 3.

(33) Interview with Eboli's mayor, Eboli, July 3, 1974. The Aeritalia experience was defined by a DC functionary in Salerno as a «turning point» which brought back clientelistic methods for resource allocation among DC deputies in the *Salernitano*. Interview, Salerno, June 28, 1974.

(34) Interview, Eboli, July 3, 1974.

(35) Interview, Eboli, July 2, 1974. An atomistic pattern of resource allocation, such as the one which prevails in a clientelistic milieu, has another negative consequence. In order to profit electorally from the distribution of resources a deputy must magnify the decision which he sponsors this creating hopes which cannot but be frustrated. In our case the FIAT plant was presented as the panacea for all Eboli's evils (which are countless, from unemployment to urban decay). The expectation for the plant reinforced what a local Socialist leader called a «Texan myth of industrialization». Interview, Eboli, July 2, 1974.

(36) F. Fichera : «Insediamento FIAT e sviluppo economico», p. 16.

(37) Interview with the local secretary of the DC, Pontecagnano, August 7, 1974 (a).

(38) Interview, Pontecagnano, August 7, 1974 (b).

(39) Interview, Pontecagnano, August 7, 1974 (a).

(40) Town Council Proceedings, Eboli, May 27, 1974.

(41) Interview, Pontecagnano, June 27, 1974.

(42) Interview, Salerno, July 1, 1974. The Provincial Secretary of the PCI said that Sonatore had understood and corrected Ascoli's mistake (personal antagonism with Rota), but that he was «too intransigent». *Ibidem*.

(43) Interview, Pontecagnano, June 27, 1974.

LES IMAGES DE LA FOLIE DANS UNE RÉGION RURALE DU PÉLOPONESE

Margarita XANTHAKOU (*)

Ce bref exposé sur les désordres mentaux et leurs «images» dans une région rurale de la Grèce contemporaine s'appuie sur les données recueillies lors d'une enquête constituant la phase exploratoire d'une étude élaborée dans une perspective voisine de celles qui ont pu orienter certains travaux d'ethnopsychiatrie concernant des sociétés non-européennes (1).

Il a pour objectif de présenter un certain nombre de résultats préliminaires concernant les représentations collectives de la folie et les analyses «spontanées» produites par les membres des communautés étudiées pour rendre compte de l'origine des troubles psychiques : ces représentations s'organisent en trois domaines distincts — celui du «malade mental» proprement dit, celui du «fou du village» et celui du «marginal» — dont chacun réfère, plus qu'à des symptômes spécifiques, à des fonctions sociales particulières.

*
* *

Quelques indications d'abord sur la problématique de l'étude et le cadre géographique et social des premières enquêtes :

La recherche entreprise a pour objet central le «fou du village», considéré selon des perspectives complémentaires comme cas psycho-pathologique et comme agent d'un rôle social quasi-

(*) Collaboratrice du Centre d'Hygiène Mentale — Athènes, Grèce.

institutionnalisé. Cette formulation traduit les interrogations qui sont à l'origine de la démarche :

— Quelles sont les fonctions latentes assumées par le «fou du village» dans une communauté donnée, et plus généralement dans une société de type particulier ?

— Quels sont les traits pertinents qui caractérisent le comportement et l'image du «fou du village», par rapport à la «maladie mentale» et aux normes sociales en général ?

En d'autres termes, on peut supposer que si tout «fou du village» ne peut être assimilé *a priori* à un malade mental, certains d'entre eux pourront se révéler comme tels ; mais n'importe quel malade mental n'est pas apte à assumer la fonction du «fou du village». A quelles conditions, à la fois psycho-pathologiques et socio-culturelles, un individu doit-il donc répondre pour ce faire ?

Ces questions délimitent le champ d'une étude générale, actuellement en cours ; mais nous ne traiterons ici que de celles qui concernent la première phase de notre recherche, centrée sur les représentations sociales (2).

Les enquêtes sur le terrain ont été effectuées dans le Péloponèse, dans une zone comprenant toute la partie méridionale du département de Laconie, délimitée à l'Ouest par les monts Taïgetos, à l'Est par le fleuve Eurotas, au Nord par Sparte. Vingt villages ont été visités dans cette zone au cours d'une première reconnaissance, qui a également touché trois villages situés à l'Est du Golfe de Laconie, dans l'éparchie Epidauros Limiras.

L'économie agraire de cette région est relativement homogène : elle est fondée sur une part importante d'auto-subsistance, réalisée sur la base du produit vivrier de micro-propriétés exploitées le plus souvent en faire-valoir direct ; on y trouve également de nombreuses oliveraies. C'est une région considérée comme pauvre relativement au reste du Péloponèse. Sa situation marginale par rapport aux grands circuits touristiques vient aggraver les conditions d'isolement et de niveau de vie de ses habitants, et explique une importante émigration à destination de l'étranger et des agglomérations urbaines de diverses régions de la Grèce. Cette situation explique également qu'on y trouve, relativement préservées, des configurations culturelles «traditionnelles».

La structure socio-économique des communautés étudiées est globalement caractérisée par la prédominance de petits paysans

propriétaires et d'un certain nombre de salariés occasionnels. Les modes de vie subissent les effets d'un bas niveau d'équipement, et notamment, dans de nombreux cas, ceux de grandes difficultés d'approvisionnement en eau.

Dans tous les villages visités, la fréquence des sujets *considérés* comme mentalement perturbés apparaît très élevée (3). Les données qui les concernent ont été recueillies à l'occasion d'entretiens — associés à des observations directes — réalisés auprès des sujets eux-mêmes, de leurs proches et d'autres habitants des villages. On s'est attaché à faire apparaître les catégories nosographiques spontanément définies par les membres de la communauté pour y «classer» ces différents sujets : elles traduisent les représentations collectives relatives au domaine de «l'anormal», dont nous allons esquisser l'étude.

*

* *

Ce qui caractérise ces représentations, c'est que, loin de délimiter un champ homogène de la folie, elles distinguent assez nettement deux sphères spécifiques : celle, d'abord, de la «maladie mentale», et une seconde qu'on ne peut définir, faute d'un concept qui reste encore à construire rigoureusement, que par une paraphrase — le domaine des comportements et des attitudes caractéristiques des individus qui, *non considérés comme des malades*, relèvent *grosso modo* du stéréotype du «fou du village».

Il n'est pas question de rendre compte ici de résultats statistiquement significatifs. C'est à partir de «types idéaux», construits sur la base d'éléments récurrents recueillis sur le terrain, que seront définies les différentes catégories qui caractérisent les représentations collectives. Cette démarche a bien entendu une valeur plus heuristique que descriptive, puisqu'elle se propose de «résumer» des informations pertinentes dans des modèles susceptibles de guider l'interprétation des données quantitatives — sans préjuger d'ailleurs des rectifications secondaires ou des précisions que pourraient leur apporter les analyses ultérieures.

I. LE «MALADE MENTAL».

Un certain nombre des cas abordés sont décrits en termes de *pathologie*. Voici les traits les plus significatifs de l'image qui leur

correspond : il s'agit dans tous les cas d'un «malade» (*arrostos*), dont les caractéristiques sont, dans un premier temps, explicitées en tant que dysfonctionnement organique («son cerveau 'ne marche pas bien'»), au même titre que celles d'un sujet atteint d'une maladie «somatique», et souvent en se référant à la terminologie psychiatrique — même si celle-ci est réduite à un seul terme, celui de «schizophrène», toujours employé comme simple synonyme de «fou» (*trellos*) au sens médical.

Cependant, au-delà de ce premier niveau d'explication, on s'aperçoit que la maladie mentale se différencie de la maladie «physique» :

- elle apparaît comme incurable *de facto* («quand le cerveau est atteint, on ne peut rien faire») ;

- elle est donc située dans une zone de «mystère» : elle est vécue comme la manifestation d'un *fatum* pratiquement irrémédiable, et c'est là que, sous la surface de l'explication «naturaliste», on peut trouver la référence, plus ou moins manifeste selon les cas, à l'intervention surnaturelle vécue sur le mode de la malédiction divine («Dieu a puni sa famille pour un péché que nous ignorons»).

Simultanément frappé par le destin et victime des hasards de la nature, le malade mental représente un danger pour les autres, à la fois à cause de possibles manifestations de son agressivité à l'égard d'autrui (supposée ou réelle, ce n'est pas notre propos de le vérifier ici) et parce qu'il actualise concrètement les potentialités d'un «malheur» susceptible d'atteindre tout un chacun de la manière la plus imprévisible (destin, châtement divin d'une faute dont chacun dans la lignée assume la responsabilité collective, et en même temps — ceci n'est pas vécu comme contradictoire — résultat de l'hérédité : «ça, c'est comme le cancer ; son grand-oncle était fou, c'est dans la famille, ça s'est transmis aux descendants»).

Le «malade mental» — et c'est là un élément fondamental des représentations, qui l'oppose au «fou du village» — inspire donc, sinon le respect, au moins une crainte souvent très vive, qui semble interdire toute agressivité manifeste de la communauté à son égard, même sous la forme ambiguë du rire : «ça, c'est comme le cancer : c'est trop grave pour qu'on puisse en rire, c'est trop triste, mon enfant, et ça fait trop peur».

Toutefois, on peut déceler une ambivalence latente dans le discours, dans la mesure où si, en droit, le «malade mental» doit être considéré comme irresponsable, puisqu'il est conçu comme l'agent d'un châtement et/ou la victime d'une hérédité plus ou moins organique, il est parfois qualifié en fait, quand il s'agit de prendre position sur un cas concret, d'individu «méchant», «malfaisant». Citons à cet égard le discours exemplaire des voisins de la famille d'un malade : «il est malade ; il a été hospitalisé, il prend des médicaments, le pauvre... il est très agressif : il fait des scènes à sa mère, il la frappe. Il est méchant, il est dangereux : il devrait tout de même comprendre que sa mère... (et sa famille)... font tout pour lui, ils sont bien bons, les pauvres... oui, bien sûr., il est malade ; mais il devrait comprendre... il est méchant, puisqu'il hait sa mère... c'est un garçon méchant».

En tout état de cause, cette difficulté à discerner le degré de responsabilité du malade mental n'a rien de particulier : elle renvoie à un problème général, qui se pose à divers plans de l'analyse psychologique. Cependant, elle tient ici sa pertinence du fait qu'elle se manifeste autrement que dans le cas du «fou du village».

Il reste à souligner deux des principales spécificités du «malade mental» :

— il n'est pas socialement «situé», quels que soient la condition sociale objective et le prestige local de sa famille ;

— on lui dénie toute capacité à assumer une fonction sociale reconnue (et ce, quels que soient les «troubles» de comportement qu'on lui attribue), et corrélativement, à s'insérer dans un réseau de relations sociales (communication et rapports affectifs extra-familiaux, etc.) : «il ne peut rien faire, on ne doit pas lui parler, c'est un malade ; sa famille s'occupe de lui, c'est à elle et aux médecins de faire quelque chose»).

Il résulte de l'ensemble de ses caractérisations dans les représentations collectives que le «malade mental» ressortit à une catégorie de perception qui le place «en dehors» de la communauté, en raison à la fois de son incapacité à y occuper une place correspondant à une fonction *reconnue*, et de la peur qu'il inspire.

II. LE «FOU DU VILLAGE».

La réalité empirique à partir de laquelle on peut reconstituer l'image du «fou du village» peut paraître au premier abord confuse et hétérogène, et semble se confondre partiellement avec celle de la «maladie mentale». Mais c'est précisément, nous le verrons, l'analyse des cas marginaux — qui relèveraient à la fois des deux catégories — qui donnera son plein sens à celle des cas «typiques».

Quels sont les traits pertinents propres au «fou du village» ?

— ce n'est pas un malade : s'il est parfois affecté d'anomalies somatiques (handicaps physiques, troubles psycho-moteurs) ou d'arriération mentale, ces caractères ne sont pas nécessairement attestés, et quand ils le sont, on ne les revendique pas forcément comme constitutifs de la définition du «fou du village». De plus, les termes qui le désignent ne font pas référence à la maladie *stricto sensu* (*arrostia*) ; si le terme générique de «fou» (*trellos*) lui est souvent appliqué, les substantifs et qualificatifs couramment employés (*ilithios*, *chazos*, *morachalos*, *morachavlos*, *zourlos*, *merelos*, *mourlos*) ne renvoient pas au champ de la pathologie. Les insuffisances ou les manques suggérés par les termes de *kathysterimenos* (arriéré) et *dianoïtika anapiros* («mentalement handicapé») sont souvent expliqués par la biographie de l'individu décrit : «il a perdu sa mère très jeune», «il a été abandonné par sa femme, avant, il était normal», «tous ses frères et sœurs ont été tués pendant la guerre», «on ne sait pas exactement, mais il a dû être très malheureux», réflexions que n'inspire jamais le cas du «malade mental».

— le «fou du village» ne fait pas peur. Les sentiments qu'on manifeste à son égard vont, selon les cas et les circonstances, d'une sorte de pitié amusée assortie parfois d'une légère crainte souvent vécue sur le mode ludique, à une agressivité collective qu'on exprime notamment en l'accusant des conduites les plus scandaleuses : blasphème, iconoclastie, inceste, homosexualité, bestialité... A ce propos, il faut souligner que l'inceste (et en particulier, l'inceste entre frères et sœurs) semble être relativement fréquent dans la région étudiée, d'après certains de nos informateurs. En tout état de cause, que ces comportements soient réels ou supposés, le fait qu'on en accuse si volontiers le «fou du village» conforte l'hypothèse selon laquelle il assumerait la fonction d'un «bouc-émissaire» sur lequel la communauté projette collectivement ses fantasmes, ce qui aurait pour effet d'alléger ses tensions ;

— cependant il faut noter l'ambivalence des sentiments qu'il inspire puisqu'on souligne souvent l'«affection» et l'«amitié», le «besoin de protéger» qu'on éprouve envers lui : «le pauvre, on l'aime bien, dans le fond, c'est un brave type ; après tout, s'il est comme ça, c'est pas sa faute ; quand il devient un peu «méchant», c'est parce que certains finissent par l'agacer, avec leurs tracasseries et leurs brimades ; il ne faut pas exagérer ; d'ailleurs, il faut bien qu'il vive... moi, quand je peux, je lui donne un petit quelque chose, un casse-croûte ou un peu d'argent...». Par conséquent, quand le «fou» devient «méchant», c'est souvent, dit-on explicitement, «à cause de l'attitude des autres à son égard», et d'ailleurs, s'il est dans une certaine mesure plus responsable que le «malade mental», il a tout de même des «excuses», puisque les particularités de son comportement résultent surtout d'un traumatisme familial ou social ou d'une difficulté à assumer, dans certains cas, ses disgrâces physiques. Il faut d'ailleurs noter que si le «fou du village» est exposé aux brimades les plus variées en situation «publique» et de la part de la collectivité, en privé, on affiche sa désapprobation face à ce type de comportement et on en rejette la responsabilité sur «les autres» ; cela pourrait marquer, outre l'ambivalence ci-dessus évoquée, qu'on cherche à se défendre de «l'effet en retour» d'une conduite justifiée par l'attitude qui consisterait selon nos hypothèses, à faire du «fou» un «coupable par procuration» des «fautes» réelles ou fantasmatiques de la communauté ;

— autre caractère qui les différencie des «malades mentaux», certains «fous» sont manifestement considérés comme capables, sinon d'assumer une fonction sociale clairement définie, au moins de jouer un rôle pour lequel on leur reconnaît, parfois même avec une certaine admiration, des compétences incontestables : «il faut le voir quand il danse...» ; «il faut l'entendre raconter des histoires...» ; «il sait par cœur tous les monologues de Karaghiozis (4)...». A cet égard, il est placé dans une situation littéralement «théâtrale» : bouc-émissaire, bouffon, ou les deux à la fois, ses spécificités n'apparaissent pleinement qu'à travers une image qui le présente comme l'acteur d'une scène «jouée» devant la communauté, ou une partie de celle-ci, regroupée en un public plus ou moins actif («quand il arrive sur la place, les jeunes se précipitent, et se moquent de lui ; lui, il répond, il fait le clown, et les gars continuent, en se «renvoyant la balle» » ; «au café, quand il commence à parler tout seul, tout le monde se rapproche de lui, on l'écoute en riant, il nous fait bien rigoler»). Si, à la différence du

«malade mental», il est inséré dans un réseau social, son partenaire dans ces relations, c'est «la collectivité», et non pas tel ou tel individu : il y a bien relations sociales, mais non véritablement rapports interpersonnels («quand on le rencontre tout seul, non, qu'est-ce que tu veux qu'on lui dise ? On ne peut parler de rien, il est fou»). L'aspect actif de son statut de membre de la communauté n'apparaît donc que dans la mesure où le «fou» est en «représentation» devant cette communauté. L'exercice de son rôle a d'ailleurs pour corollaire que c'est le seul qu'il puisse jouer : mais il en a l'exclusivité, et tout se passe comme si le fait de ne pas pouvoir faire tout ce qui se fait l'autorisait à pouvoir être le seul à faire «ce qui ne se fait pas».

On pourrait distinguer empiriquement les «arriérés» des «handicapés psycho-moteurs» et des «fous», en se fondant sur des critères relatifs à des spécificités partielles. Il semble toutefois, au moins à ce stade de la recherche, que ces distinctions sont inopérantes dans les représentations collectives. Des handicaps physiques ou psychiques, ou leurs diverses combinaisons, ne suffisent pas à faire d'un individu quelconque le «fou du village» ; en effet, on définira facilement comme «fous» des sujets présentant ces caractères, mais leur insertion dans l'une ou l'autre des catégories (malades ou «fous»), avec toutes les conséquences évoquées ci-dessus, paraît relativement indépendantes de ces considérations, au moins au niveau manifeste face à l'importance des critères socio-culturels. En effet, les individus relevant de la catégorie dont nous venons d'esquisser les traits distinctifs sont *toujours* situés par nos informateurs aux marges de la communauté villageoise et à l'échelon inférieur d'une hiérarchie sociale définie par ceux-là même qui y participent : «sa famille est très pauvre... ils n'ont même pas un lopin de terre» ; «ce sont des miséreux... d'ailleurs, il vit dans une espèce de cabane en ruines... il subsiste grâce à la charité du village... ses parents n'ont pas d'argent, alors il gagne sa vie tant bien que mal, grâce à des petits boulots épisodiques... il n'est jamais allé à l'école, ses parents sont complètement illettrés...».

Contrairement au «malade mental», le «fou du village» apparaît donc socialement marqué, et ce, d'une façon très explicite. On peut formuler l'hypothèse qu'il existe une relation d'ordre entre les variables de type sociologique et les données psychopathologiques : celles-ci seraient des éléments constitutifs de la

«maladie mentale», mais ne suffiraient pas à «marquer» le sujet, puisque c'est la situation socio-culturelle qui, en cas de désordres psychiques reconnus comme tels, l'introduirait dans le champ de la «maladie» ou dans celui qui est propre au «fou du village». Cette hypothèse tient son caractère schématique du fait qu'elle vise à constituer un modèle opposant les deux catégories, «toutes choses égales d'ailleurs» ; seule l'analyse approfondie de cas significatifs et le traitement systématique de données quantitatives pourront permettre d'en vérifier les limites de validité, et d'identifier la nature et le poids des autres facteurs en jeu (facteurs dont l'importance pourrait s'avérer dans les cas où on ne pourrait conclure au caractère psycho-pathologique du sujet).

L'analyse des cas marginaux va permettre de mettre en évidence un de ces facteurs : la sanction médicale.

Le terme de «cas marginal» est employé par référence aux deux grandes catégories dont nous avons parlé, et renvoie à deux types de situation :

a) celle des individus que les représentations sembleraient situer simultanément ou successivement dans l'une et l'autre de ces catégories, constituant ainsi des cas «mixtes» ;

b) celle des individus qui, tout en présentant certaines des caractéristiques propres à l'une ou l'autre de ces catégories, ne sont pourtant considérés ni comme «malades mentaux», ni comme «fous».

a) Les cas «mixtes».

On ne dispose que de très peu d'informations factuelles concernant ces cas ; on se bornera à rapporter un fait qui pourrait prendre une portée considérable si l'étude extensive atteste qu'il ne s'agit pas d'un cas particulier : l'internement dans une institution psychiatrique, c'est-à-dire le fait d'avoir été reconnu comme «malade» par l'autorité médicale, a suffi pour qu'un individu, auparavant considéré par tous comme le «fou du village», soit écarté de ce rôle par la communauté, qui depuis son retour l'a isolé en tant que malade et observe désormais à son égard l'ensemble des attitudes que nous avons décrites plus haut (5). On peut ainsi apprécier — sous réserve d'informations nouvelles apportées par l'analyse approfondie que mérite ce cas — à quel point la sanction d'une autorité émanant d'un contexte étranger à la communau-

té, mais dont le jugement est légitimé par sa position dans la hiérarchie reconnue des champs culturels, suffit à déplacer un individu d'une catégorie de représentations à l'autre. Cela donne une idée de la faible efficacité qu'auraient eue des tentatives nosographiques et typologisantes fondées sur des critères «objectifs» pour l'étude des systèmes des représentations concernant les désordres mentaux.

A titre d'hypothèse, il serait intéressant d'analyser comment la sanction médicale «instituant» la «maladie mentale» peut se combiner avec des variables socio-économiques et culturelles pour réserver *de facto* le rôle du «fou du village» aux individus issus des catégories sociales les plus défavorisées économiquement et les plus culturellement marginalisées (en effet, dans la mesure où c'est l'entourage familial du sujet qui prend la décision de le faire soigner, et où l'adéquation des normes culturelles de cet entourage aux conceptions médicales modernes — qui conditionne cette décision — est liée à sa position dans la stratification sociale locale, on peut imaginer une «sélection sociale» de l'accès à la médecine psychiatrique et donc des effets qui lui sont consécutifs).

b) Les «originaux».

L'approche de la seconde catégorie de cas marginaux pose le problème des limites du «normal» dans les représentations collectives (problème que nous ne prétendons pas résoudre ici).

Le comportement d'un certain nombre d'individus — appelés le plus souvent «originaux» (*idiorythmoi*) ou personnages «bizarres» (*paraxenoi*) — est perçu comme contraire à certaines normes culturelles localement prévalantes ; mais si on s'y réfère parfois en les qualifiant d'«un peu fous» (*trelloutsikoi*), ils se situent néanmoins à la limite du champ d'investigation de la présente étude.

Ces cas-limites présentent les caractéristiques suivantes :

— ils ne sont jamais l'objet de brimades, et on ne s'en moque jamais en leur présence ; tout au plus les raille-t-on à la dérobée, «derrière leur dos» («oui, il est un peu fou, un peu bizarre... mais c'est un homme de bien, il a beaucoup étudié» ; «il est bizarre, oui, et puis il a des tics rigolos, et il est toujours tout seul... mais après tout, c'est un pope» ; «il est un peu fou, il vit d'une drôle de fa-

çon... mais si vous l'entendiez chanter ses poèmes... c'est un grand artiste»).

— Ces remarques soulignent bien la spécificité qui distingue ces personnages du «fou du village» : ils sont préservés de toute atteinte directe — ce qui leur interdit d'assumer la fonction cathartique propre à ces derniers — par le statut particulier qui leur est reconnu au sein de la communauté : statut social prestigieux ou leur conférant une certaine immunité (instituteur ou pope), ou talent exceptionnel (chanteur ou poète traditionnel, montreur de Karaghiozis) qui en fait parfois des personnages célèbres dans une région tout entière (6) ;

— les «bizarreries» des originaux (accoutrements extravagants, attitudes excessivement introverties ou exubérantes, ivrognerie, licence et vantardises sexuelles, discours exaltés ou incohérents, etc.) sont «contraires à ce qui se fait», en dehors des normes, et relèvent donc dans une certaine mesure du domaine de l'«anormal» ; mais on ne leur reconnaît pas d'*incapacité* à respecter ces normes (alors qu'on considère que le «malade mental» et le «fou du village» sont incapables de certaines conduites «normales», en raison, nous l'avons vu, d'un dysfonctionnement psycho-physiologique plus ou moins congénital, ou d'un traumatisme psychique les ayant entraînés, presque par «nécessité», sur les voies de l'«anormal»). Or, la plupart des informateurs éprouvent les plus grandes difficultés à relativiser les normes qui règlent leurs conduites. Cet ethnocentrisme les conduit donc parfois à une curieuse interprétation du comportement des «originaux» en termes de «machiavélisme» : *«ils font les fous*, mais ils ne le sont pas du tout ; c'est un 'truc' pour obtenir certaines choses, ou pour en éviter d'autres» — par exemple, pour se faire remarquer par les femmes, ou pour éviter certaines responsabilités familiales ou professionnelles. Il semble par conséquent que ces «originaux» disposent de moyens de défense socio-culturels tels qu'on ne peut en faire la cible directe d'une agressivité manifeste, d'une part, et que d'autre part, ces moyens, en leur donnant la possibilité d'une conduite «normale», leur interdisent l'alibi dont dispose le «fou du village», alibi qui justifie toute l'ambiguïté des attitudes de la communauté à son égard : à la fois bouc-émissaire et «innocent», ce dernier est «à l'abri» des jugements normatifs, mais le caractère «aberrant» de ses comportements est un rappel constant de la nécessité des normes.

Avant de conclure, il faut signaler que les habitants de la région étudiée, conscients et préoccupés du nombre élevé de «malades mentaux» qu'on y trouve (nous avons pu, par exemple, compter quinze individus considérés comme «malades graves» dans un village de sept-cent-cinquante habitants), cherchent volontiers des explications relatives à cet état de choses, qui font intervenir un ensemble de croyances traditionnelles interférant parfois avec des notions empruntées à la médecine psychiatrique. (7)

Une étude systématique de ces explications pourrait être entreprise dans la suite de la recherche.

*

* *

Au terme de cette première approche, on peut résumer très schématiquement dans le tableau suivant les principaux critères distinctifs qui caractérisent les différentes catégories que nous avons tenté de délimiter dans les représentations collectives :

« FOU »
(TRELLOS)

| Catégories Traits distinctifs | MALADE MENTAL (arrostos) | FOU DU VILLAGE (chazos, merelos, morachalos, etc.) | ORIGINAL (paraxenos, idiorythmos) |
|--|-----------------------------|--|---|
| OBJET D'AGRESSIVITÉ DIRECTE (moqueries, brimades). | O | + | O |
| OBJET DE CRAINTE. | + | O | O |
| POSITION MARQUÉE DANS LA HIÉRARCHIE SOCIALE. | O | - | + |
| SANCTION MÉDICALE. | + | ----- (O) | O |
| EXPLICATION EN TERMES « (SUR-) NATURELS » (maladie, destin). | + | (+) | O |
| EXPLICATION EN TERMES DE « PSYCHOLOGIE SPONTANÉE ». | O | + | (+) |

L'étude des représentations collectives des désordres mentaux, comme nous l'avons esquissée ici, ne prétend pas produire une *explication* : celle-ci ne pourra, à notre sens, résulter que de l'analyse approfondie des conditions objectives au sein desquelles s'engendrent ces représentations, qui devrait faire apparaître la signification des conduites, et les rapports entre les fonctions de ces conduites et le sens que leur donnent les acteurs sociaux.

Nous pensons en effet que les tout premiers résultats de cette recherche confirment qu'on ne peut fonder l'étude des «images» de la folie sur les seuls critères nosologiques de l'analyse psychopathologique : on doit considérer les différentes catégories mises en évidence comme le produit partiel de rapports sociaux spécifiques, et il faut les comprendre en fonction de la *place* qu'occupent les protagonistes de ces représentations dans ces rapports.

Athènes — Janvier 1977

NOTES

(1) Cf. notamment G. DEVEREUX : *«Essais d'Éthnopsychiatrie Générale»*, Paris, Gallimard, 1970, ainsi que l'ensemble de l'œuvre de cet auteur.

(2) Les termes d'image, et de représentations collectives ou représentations sociales, sont utilisés ici dans le sens qu'on leur donne couramment en Sociologie ou en Anthropologie sociale, et non dans l'acception particulière des théories psychanalytiques (l'«image» comme prototype inconscient...).

(3) L'étude nosologique d'un certain nombre de ces sujets sera développée dans une phase ultérieure de la recherche.

(4) Héros du théâtre d'ombres populaire grec.

(5) Son internement avait d'ailleurs été décidé pour des raisons obscures auxquelles il semble que les accusations d'une famille nouvellement installée dans le village n'aient pas été étrangères.

(6) On pourrait objecter que si précisément ces individus ont pu acquérir ou conserver de telles positions sociales, c'est qu'ils ne souffraient pas de troubles ou d'insuffisances qui leur auraient interdit cette possibilité. Mais ce qui importe, c'est que dans certains cas le «fou du village» n'est décrit comme tel qu'en fonction de «bizarreries» tout-à-fait analogues à celles que présentent les «originaux» ; seules dans ces conditions, leurs caractéristiques socio-culturelles les distinguent objectivement du premier.

(7) Par exemple, plusieurs personnes assurent que la fréquence des troubles psychiques est due à la proximité des monts Taïgetos, au pied desquels se situent un certain nombre des villages étudiés, et dont l'ombre, qui raccourcit les jours, (la montagne s'élevant à l'Ouest de ces communes), aurait une influence maléfique et particulièrement pathogène. On nous a par ailleurs souvent affirmé que les arriérés sont devenus tels en raison de leur habitude de «lécher la chaux utilisée pour blanchir les murs...».

LE SOUDAN : RELATIONS SUD-NORD UNE RELECTURE DU PASSÉ.

Didar FAWZY

Le Soudan n'intéresse pas directement le capitalisme monopolistique : immense et peu peuplé, le pays exige des efforts énormes pour être exploité ; le coton à fibres longues, sa principale culture marchande, a cessé de représenter une valeur majeure. Il l'intéresse indirectement en tant que réserve, en raison de son potentiel naturel et de sa position géographique : le Soudan est situé à la charnière du Moyen-Orient et de l'Afrique subsaharienne, deux mondes producteurs de minerais riches et de pétrole.

Ancienne dépendance coloniale, le Soudan présente toutes les caractéristiques du sous-développement (1) ; elles se traduisent par un faible niveau d'intégration. D'autre part, la première entité recouvrant l'ensemble soudanais est du XIX^{ème} siècle et fut le fait d'une intervention extérieure. Enfin, l'État soudanais fut confirmé dans ses frontières actuelles par une seconde intervention extérieure à l'époque du partage colonial de l'Afrique.

L'entité soudanaise ne s'est pourtant pas constituée à partir du néant. Toute la Basse-Nubie, c'est-à-dire la portion septentrionale jusqu'au confluent Nil-Atbara, avait fait l'expérience du système administratif pharaonique, demeuré en place sous tous les pouvoirs politiques. D'autre part, des formations supérieures, à idéologie religieuse unitaire — chrétiennes et musulmanes — s'étaient créées au Nord, au Centre, et à l'Ouest. Enfin, à l'Est, les Bejas avaient eu des rapports constants — pacifiques ou belliqueux — avec les formations supérieures qui les environnaient, et ils s'étaient islamisés.

Lorsque la vice-royauté ottomane d'Égypte s'intéressa aux terres en amont de son domaine, seul le Sud-Soudanais était demeuré jus-

que là hors du champ historique connu. D'autre part, si des forces sociales dynamiques intérieures de ce nouvel ensemble constitué furent suffisamment cohérentes pour s'emparer du pouvoir d'État à une époque de crise, le conserver et organiser la résistance contre les forces extérieures pendant un certain temps, le mahdisme soudanais ne parvint pas à empêcher le morcellement politique, et le Sud se reconstitua en unités autonomes indépendantes du Nord.

Or, la première grande crise de l'État soudanais indépendant a été provoquée par la radicalisation d'un mouvement autonomiste représentatif du Sud, qui évoluait vers le séparatisme et décidait la lutte armée. Il semblait rejoindre ainsi d'autres mouvements qui, en Afrique, cherchaient à créer de nouveaux États-nations en se détachant d'un plus grand ensemble — fédéral ou non — sur la base que les anciennes puissances coloniales avaient tracé des frontières arbitraires ne tenant pas compte des ethnies (2). Il entendait également se poser en tant que mouvement de libération « africain » en lutte contre un pouvoir « arabe », « colonial » installé à Khartoum.

Si un accord conclu en février 1972 entre le pouvoir central et la direction sudiste a ramené la paix au Soudan, l'histoire contemporaine n'enregistre pas une évolution vers la dissolution des ethnies, ou nationalités, au sein de plus vastes ensembles, mais bien souvent, au contraire, la consolidation, voire la réapparition des ethnies et nationalités. Aussi, la problématique des relations Sud-Nord n'est-elle pas dépassée, d'autant plus que la stratégie de l'impérialisme est d'activer dans cette région, les conflits entre communautés. Dans les maquis du Sud-Soudan, Rolf Steiner, ancien officier nazi, d'abord au service des forces impérialistes d'intervention (3), puis cadre mercenaire *free lance*, dirigeait une école de formation d'officiers (4).

Nous nous proposons de définir ici, les conditions objectives et les héritages légués par l'histoire pré-nationale, jusqu'à l'heure de l'autonomie des populations, dans le contexte de la problématique posée. Une autre étude portera sur le conflit proprement dit (1955-1972) en cherchant à saisir le niveau de cohésion de la formation sudiste.

I. ÉLÉMENTS D'UNITÉ ET DE DIVISIONS RÉGIONALES.

Le cadre naturel.

Le terme *bilad al-Sudan* (ou *bilad al Sud*, litt., pays des noirs) a été utilisé par les auteurs arabes pour désigner les terres qui s'étendent

dent au Sud du Sahara, depuis la mer Rouge et l'océan Indien jusqu'à l'Atlantique, soit la zone où les Arabes, en pénétrant le continent africain, sont entrés en contact avec des populations noires. Le terme a été repris par les géographes pour désigner la zone de savanes herbeuses (*rainbelt*), qui ceinture d'Ouest en Est le continent africain entre 15° et 10° de latitude Nord. La république actuelle du Soudan occupe la partie orientale de cette zone soudanienne où la pluviométrie augmente progressivement jusqu'à atteindre 800 mm. Le Soudan participe donc à cette civilisation des greniers et de l'élevage spécialisé, qui a permis l'organisation des hommes en sociétés-états ; elle est ici favorisée par le fait qu'entre Khartoum et Malakal, les deux principales branches du grand fleuve africain (Nil Blanc et Nil Bleu) se rejoignent en enserrant une plaine et que dans cette zone le Nil Blanc est navigable toute l'année. Mais le Soudan dépasse très largement cette portion centrale favorable à l'homme.

Vers le Nord, jusqu'au 22° parallèle, s'étend une zone de déserts et de broussailles qui représente plus du quart du territoire soudanais : déserts de Libye et de Nubie que le Nil coupe, ses rives offrant, comme en Égypte, les seules possibilités de vie sédentaire. D'où la nécessité d'un pouvoir centralisé et bien articulé que favorise les facilités de circulation offertes par le fleuve, malgré certaines difficultés au niveau des cataractes, ainsi que la protection naturelle de la vallée entre le Caire et Kartoum. Pendant toute la période historique où l'homme s'est organisé pour exploiter cette portion de terre nilotique, l'ensemble formait un seul peuple, essentiellement paysan, largement assuré d'un surplus sitôt qu'il put mettre en place l'appareil nécessaire à l'exercice de l'autorité. Par la suite, l'évolution de la Basse-Nubie — entre Wadi-Halfa (aujourd'hui sous les eaux, Lac Nasir) et la confluence Nil-Atbara — s'est réalisée le plus souvent dans l'orbite d'un pouvoir qui se situait en Égypte. Mais les terres en amont se sont ornées de façon autonome les unes par rapport aux autres et se sont intégrées dans le champ historique à des moments différents.

Au-delà de la zone centrale, vers le Sud, jusqu'au 3°40 parallèle Nord, de Malakal à Nimule, la saison pluvieuse couvre la majeure partie de l'année, la saison sèche ne dépassant pas les 3 mois d'hiver, de janvier à mars. Les précipitations annuelles moyennes peuvent atteindre jusqu'à 2.000 mm sur les hauteurs avec forêts de type équatorial mais sans arbres de caoutchouc ou de cacao. D'autre

part, le complexe nilotique méridional comprend, outre la branche principale du Nil (appelée ici Bahr al-Jabal, litt. mer de la montagne) ses affluents de l'Ouest (Bahr al-Ghazal et Bahr al-'Arab, litt. «mer de la gazelle» et «mer des Arabes»), et de l'Est (Subat). Bien que l'abondance des précipitations dans cette zone méridionale réduise d'autant la dépendance du fleuve, le débit permanent du Bahr al-Jabal permet aux populations d'éleveurs de la plaine de survivre en période sèche sans avoir à se déplacer sur de longues distances. Le Nil représente, en outre, une voie de communication avec le Nord, de Juba à Khartoum. Dans le fleuve cependant réside un élément fondamental de la division naturelle Sud-Nord.

De Nimule à Malakal, le Nil Blanc change totalement de caractère. Dans la première partie de son trajet, jusqu'en amont de Mongalla, il coule dans une vallée étroite et encaissée, en pays élevé, entre le plateau ferrugineux (à l'Ouest) et les montagnes du Sud-Est. Mais en aval de Juba, et jusqu'à Malakal, il change progressivement de caractère du fait que les rives s'abaissent et séparent mal le fleuve de la plaine argileuse. En période de hautes eaux, c'est-à-dire en été, lorsque les précipitations sont à leur niveau maximum, les effets combinés de la crue, des pluies et de l'imperméabilité du terrain aboutissent à la formation d'une immense zone d'eaux stagnantes, d'où seules échappent quelques portions de terrain surélevé. A Jonglei, l'un des rares points où un terrain dur touche à la rive orientale, le fleuve est déjà flanqué de marais dont la largeur atteint une quinzaine de kilomètres, tandis que la création d'une végétation luxuriante, notamment le papyrus, engorge le fleuve et gêne la navigation. En aval de Jonglei, et jusqu'à la jonction, et tout au long du Bahr al-Ghazal, les marais à papyrus deviennent particulièrement extensifs : ils bloquent la navigation pendant tout l'été sur la rive occidentale du Bahr al-Jabal, d'où le nom de *Sudd* donné à la région (ou *sadd*, litt. barrière, barrage).

A côté de ces divisions en bandes parallèles à l'Équateur, dont les extrêmes vont du désert absolu à la végétation luxuriante, d'autres régions encore peuvent être individualisées : la région de la mer Rouge avec des montagnes et une plaine côtière affectées par les vents du Nord, qui permettent une vie nomade ; les montagnes de l'Ouest (Jabal Marra et Jabal Nuba) où la vie est possible pour des populations d'agriculteurs ; le Qoz (litt. soie grège) au Sud du désert

et à l'Ouest du Nil, zone de dunes de sable ondulées où la pluie est immédiatement absorbée et où la végétation se fixe en permanence (acacia senegal qui fournit la gomme arabique).

Facteurs climatiques et facteurs hydrologiques déterminent donc des divisions régionales très prononcées (5). D'autre part, la seule frontière naturelle de l'État soudanais est, au Nord-Est, une façade de quelque 600 kms le long de la mer Rouge. Tous les autres tracés résultent de tractations entre puissances coloniales et la frontière avec l'Égypte était encore en litige en 1958. Il ne s'agit pourtant pas d'un ensemble de terres disparates arbitrairement soudées. D'une superficie de 2.500.000 km², le plus vaste des États africains présente incontestablement une certaine unité.

Tout d'abord, le Soudan n'est pas un pays à contrastes. Le relief est parfaitement monotone dans la majeure partie du territoire : essentiellement une plaine nilotique tout entière drainée vers le Nord, les montagnes entourant la plaine plus qu'elles ne la traversent (l'exception étant le Jabal Nuba dans le Kordofan méridional). Pour l'ensemble, moins de 2% des terres se trouvent à moins de 300 m, 45% entre 300 et 500 m, et 50% à moins de 1.200 m. D'autre part, le pays est une région tropicale chaude, l'une des plus chaudes du monde, avec des maxima mensuels moyens d'environ 40°C pendant plusieurs mois de l'année, des vents du Nord relativement frais et secs qui soufflent en hiver et des précipitations qui tombent en été. Enfin, et surtout, le Nil fait le lien entre les différentes régions, même s'il ne garantit pas les communications partout, ni tout au long de l'année. Il est en tout cas navigable de Juba à Khartoum.

La géographie humaine.

Le trait essentiel du domaine soudanais est la démesure entre la population (17 millions d'habitants au maximum aujourd'hui) et les espaces occupés par l'homme, puisque les terres inhabitées sont estimées à moins de 350.000 km². Aussi le processus des transformations culturelles ne pouvait-il être que particulièrement lent, malgré la facilité des déplacements et les possibilités de contacts avec l'extérieur par pistes caravanières, voie fluviale, et voie maritime.

Les brassages constants de populations, en particulier pour une terre de passage comme le Soudan, ne permettent pas de détermi-

ner des types physiques différenciés : le Soudanais, quelle que soit sa région d'origine, a une couleur de peau qui varie du brun clair au noir charbon. Il est possible par contre de classer les populations selon leurs modes de vie et leurs cultures qui, bien que saisies après la création de l'État colonial soudanais, reflètent des situations qui remontent à un passé lointain.

Une classification ethnique des populations établie à partir des modes de vie serait arbitraire : nomadisme et sédentarité se modèlent non sur l'ethnie mais sur la zone géographique occupée. Ainsi, les sédentaires qui occupent les rives du Nil principal, ou encore les tribus nomades du Soudan oriental, sont aussi bien des représentants de populations très anciennes — comme les Nubiens et les Bejas — que des représentants de tribus arabes arrivées en tout cas après le VII^{ème} siècle — comme les Ja'aliyyun et les Rasha'ida — tandis que les tribus arabes de la zone humide et boueuse du Kordofan et du Darfur élèvent des bovins et non des chameaux. D'autre part, les structures socio-économiques traditionnelles sont partout tribales, les modifications se produisant en fonction de l'inclusion à l'économie marchande.

Un découpage régional selon les modes de vie traditionnels peut aisément se faire à partir des découpages déjà reconnus sur le plan physique.

Dans le Soudan des déserts, les populations sédentaires occupent naturellement les rives du Nil, et en particulier les bassins favorables de Dongola-Meroe et Berber-Shendi. Les terres inondées relèvent de l'État ; elles sont appropriées par les communautés paysannes mais deviennent *mulk* (appropriation privative) lorsque les moyens d'irrigation impliquent un investissement (les moyens mécaniques traditionnels sont la vis d'Archimède et la roue). A l'Est du Nil, la province actuelle de Kasala est le domaine des éleveurs nomades de chameaux, de moutons et de chèvres, qui s'adaptent aux conditions précaires dûes à l'incertitude des précipitations. Au voisinage des collines de la mer Rouge et du plateau éthiopien, les pluies d'hiver occasionnelles et les deltas formés par les cours d'eau venus du plateau (Gash surtout) donnent un excellent pâturage. En été, les fractions de tribus se déplacent avec les troupeaux pour gagner le plateau éthiopien, sans considération de frontières. Dans ces conditions les terres sont naturellement communautaires.

La zone centrale représentée par la plaine entre les deux Nils, la *Gezira* (litt., l'île) est densément occupée, en particulier les riches

vallées alluvionnaires où l'irrigation se fait par inondation, mais aussi les terrasses riveraines, irriguées par moyens mécaniques. Ailleurs, le plateau est une terre à cultures sèches et pâturages. Mais la plaine, comme la région de Khartoum, toutes deux fondamentalement modifiées, ne témoignent plus des structures traditionnelles. Vers l'Ouest, par contre, elles sont de plus en plus intactes, au fur et à mesure que l'on s'éloigne du centre. Même l'exploitation de la gomme arabique n'a pas donné lieu à des transformations fondamentales : l'arbre ne fait l'objet d'aucun soin particulier et les terrains ne deviennent *mulk* que près des villages, lorsque la terre est défrichée pour pratiquer des cultures. Dans tout l'Ouest soudanais, les modes de vie traditionnels prédominent. Les reliefs — monts Nuba et Marra — sont densément occupés par des populations de montagnards sédentaires qui associent agriculture intensive et élevage, avec aménagement des pentes en terrasses, pavages des ruisseaux, et villages de huttes compactes le long des cours d'eau. Enfin, la zone méridionale du Darfur et du Kordofan est parcourue par des fractions de tribus semi-nomades, propriétaires d'importants troupeaux de bovins, que l'on retrouve jusqu'au Tchad.

Mais c'est au Soudan méridional que les modes de vie traditionnels, différenciés par l'adaptation aux conditions naturelles et une organisation sociale basée sur la parenté, sont les plus intacts par suite de l'isolement de la région. Pendant une partie de l'année, les populations vivent uniquement de pêche, de chasse, et de cueillette. Là aussi une certaine spécialisation découle de l'adaptation aux conditions naturelles : les groupes qui se déplacent entre la plaine d'inondation et le plateau ferrugineux qui la flanque à l'Ouest, selon les saisons, sont des populations plus particulièrement d'éleveurs, alors que dans le Sud-Ouest et les montagnes du Sud-Est, les populations sont plus particulièrement des agriculteurs. Dans tous ces cas l'organisation sociale dépasse rarement le niveau du village ou du groupe de villages.

Une seconde classification des populations doit être opérée sur la base des ethnies qui sont en situation conflictuelle. Au critère linguistique, d'autres éléments distinctifs s'ajoutent, qui relèvent de l'histoire et des traditions culturelles religieuses en particulier. La position géographique du Soudan (limitrophe de 8 États différents) se traduit par une situation linguistique très complexe : à l'exception des langues khoïsanés de l'Afrique australe, tous les autres groupes sont représentés : Congo-Kordofanien, Nilo-Saharien, Afro-Asiatique (6).

Le premier ensemble est constitué par les populations dont les parlers ont conservé les caractéristiques du terroir, soit qu'il s'agisse de populations historiques du Soudan (Nubiens, Funjs, Furs), ou de l'Ouest soudanien (Zaghawas, population nomades sahariennes à l'origine des dynasties du royaume de Kanem et d'autres sociétés-états Hawsas dans le Sahel), ou d'ailleurs. De cet ensemble, nous ne retiendrons que le groupe des Nubiens, parce qu'ils furent à l'origine de la première formation politique supérieure, et surtout parce que leur langue est la seule du Soudan qui puisse être suivie sur tout un millénaire, indice du rôle qu'ils ont joué dans la formation culturelle soudanaise.

Les Nubiens occupent toute la région riveraine du Nil principal, de Khartoum jusqu'au delà de la frontière égyptienne (ils sont également appelés *Barabra* sing. *Barbari* en Égypte, i.e. au parler étranger, équivalent de Barbare, Berbère...). Il s'agit d'une population d'agriculteurs attachés à leurs terres, dont les conditions précaires ont fait des migrants vers les villes d'Égypte et du Soudan où ils s'emploient à des travaux domestiques. Ceux de Wadi-Halfa ont été recasés à Khashm al-Qirba (province de Kasala), leurs terres ayant été inondées par les eaux du fait de la construction du Sadd al-'Ali à Aswan). Islamisés, comme la majorité des populations du Soudan-Nord, les Nubiens ont néanmoins conservé leurs parlers : ils font partie de l'important groupe linguistique soudanais oriental inclus dans l'ensemble Nilo-Saharien dont les liens sont nombreux avec les parlers des régions et pays limitrophes du Soudan. Aux Nubiens se rattachent linguistiquement certains parlers Nubas des populations sédentaires montagnardes du Kordofan, en partie islamisées, en partie demeurées animistes et chrétiennes (d'autres parlers Nubas sont rattachés au groupe Congo-Kordofanien : Taqali du Nord-Est du massif en particulier).

Dans la famille Chamito-Sémitique, incluse dans l'ensemble Afro-Asiatique, Bejas et Arabes sont des population très différentes.

Les Bejas sont installés dans la région depuis les époques les plus reculées et ils nomadisent dans la région de la mer Rouge et jusqu'au plateau éthiopien. Ils ont conservé leurs parlers (ils se classent en Tu Bedawie et en Tigré) malgré des brassages constants avec des tribus arabes. Ils forment aujourd'hui une société de quelques 300.000 individus, fractionnée en groupes familiaux éparpillés, à la recherche de l'eau. Avant tout éleveurs de chameaux (plus au Sud, les Be-

jas Hadendowas possèdent également du bétail) ils cultivent le coton dans les deltas inondés du Gash et du Tokar (Baraka), tandis que d'autres se sont faits dockers à Port-Soudan.

Les Arabes regroupent des populations aux modes de vie divers, éparpillées dans toutes les régions en aval du 10^e latitude Nord aux côtés de populations non arabisées. Leurs tribus, riveraines du Nil, comme les Shayqiyyas et les Ja^caliyyun sédentaire ; ou nomadisant dans la région de la mer Rouge, comme les Rasha'idas ; ou élevant des bovins dans le Darfur et le Kordofan, comme les Baqqaras ; ou encore grands chameliers nomades de l'Ouest, comme les Kababishs, n'ont de commun que la langue et la religion. Elles tirent leur importance du fait que langue et religion sont celles du pouvoir.

Le troisième grand groupe forme un ensemble incontestable, ne serait-ce que par son opposition au Nord, bien que les très nombreuses tribus qu'il rassemble soient classées, d'après leurs parlers, dans différentes catégories : parlers nilotiques du groupe Soudanais oriental inclus dans le grand groupe Nilo-Saharien (Shilluks, Nuers, Dinkas) ; ou encore dans le sous-groupe oriental du grand groupe Congo-Kordofanien (Azandes). En majorité animistes (avec un certain pourcentage d'éléments christianisés à l'époque coloniale), ces tribus sont composées d'éleveurs dans la plaine nilotique (Shilluks, Nuers, Anuaks), d'anciennes populations d'éleveurs qui se transforment progressivement en cultivateurs sur le plateau et le long du Bahr al-Jabal (Baris, Latukas, Turkanas), de cultivateurs dans les portions les plus méridionales (Azandes, Asholis, Latukas).

Les conditions naturelles ont ainsi déterminé des modes de vie différents : vie sédentaire paysanne de type égyptien, avec techniques d'irrigation par élévation d'eau le long du Nil, vie sédentaire montagnarde le long des cours d'eau, vie semi-nomade des éleveurs de gros bétail de la savane humide de l'Ouest méridional et des marais du Sud-soudanais, vie nomade des chameliers dans la steppe à épineux de l'Ouest septentrional et des collines de la mer Rouge. D'autre part, l'immensité des espaces et l'éparpillement des populations, expliquent la conservation des parlers et des coutûmes et croyances spécifiques à la tribu. Mais des formations culturelles différentes ayant appartenu à des formations historiques différentes jusqu'à une époque récente peuvent se constituer en nation. Ce qui ne veut pas dire que le nouveau groupement créé soit éternel.

Toutefois, pour qu'il y ait nation, il faut qu'il y ait communauté de vie ; une société agraire constituée de petites unités territoriales, sans rapports sociaux stables et directs, ne constitue pas une nation. Il faut aussi que les populations concernées aient conscience d'appartenir à un même ensemble qui ne soit pas contrôlé par une force oppressive ressentie comme étrangère. Il n'est donc pas inutile de reconnaître quelques éléments-force de l'histoire de l'État soudanais.

En fait, dans ce domaine, la relecture des documents est indispensable car les ouvrages des historiens de l'époque coloniale, par ailleurs extrêmement précieux, véhiculent des représentations reproduites sans discussions par les chercheurs contemporains.

II. LES ÉTATS PRÉ-NATIONAUX DU SOUDAN ET LEUR IMPACT SUR LES RELATIONS NORD-SUD.

La Turkiyya et la traite des esclaves.

La période de la Turkiyya (1821-1882) demeure dans le domaine des incertitudes pour tout ce qui est l'histoire intérieure, du fait de la destruction des archives locales lors de la «révolution mahdiste». Mais il est possible de dégager quelques lignes directrices pour situer les rapports qui se créèrent entre les populations d'un territoire qui débordait l'actuelle république, territoire conquis en deux temps par une force extérieure venue du Nord, et administré progressivement comme une seule entité divisée en 3 gouvernorats généraux directement rattachés au Caire.

Cette unification administrative favorisa l'utilisation d'une langue commune, l'Arabe, qui, depuis Muhammad 'Ali (7), avait remplacé le Turc, uniquement réservé à l'époque d'Isma'il (8) à la correspondance avec Istanbul, et en tant que langue de palais. Elle favorisa également l'expansion de l'Islam, idéologie religieuse unitaire. Sans nous attarder sur la force relative des éléments négatifs et positifs d'une conquête réalisée par la force, quelques aspects doivent être soulignés qui éclairent la problématique des rapports Nord-Sud.

Tout d'abord, après une longue période d'isolement, l'ensemble des populations fut lié à un empire méditerranéen d'importance mondiale, l'Empire ottoman, dont les techniques administratives notamment reposaient sur une vaste expérience, par l'intermédiaire

d'une puissance dont les perspectives étaient favorisées par l'achèvement des travaux de percement du canal de Suez. L'Égypte, où le pouvoir d'État s'exerçait même sur les secteurs économiques (9), se présentait au XIX^{ème} siècle «avec le Japon, comme l'exemple le plus vigoureux et le plus frappant de la poussée de progrès et de modernité dans le monde non européen» (10).

Directement ou indirectement, soit que certains de leurs membres fussent intégrés dans l'armée khédiviale, ou du fait même qu'elles se trouvaient incluses dans des circuits d'échanges, les tribus soudanaises furent bousculées. Les témoignages de la fin du règne du Khedive Ismaïl indiquent des déplacements de groupes familiaux : groupes du Sud, tels les groupes Baris et Asholis qui suivaient les armées ; groupes du Nord, tels les groupes Danaqlas (11) évoluant le long du Nil Blanc et jusqu'aux royaumes lacustres. Ils signalent également la formation de couches détribalisées, telle la couche des interprètes parfaitement indépendante de toute contrainte. Ils soulignent enfin que des fractions entières de tribus du Sud s'étaient islamisées et que l'Arabe était une langue fort répandue jusqu'en Equatoria. Amin Pasha (12) témoigne que des chefs de fraction d'une tribu aussi méridionale que celle des Asholis étaient à-demi arabisés recevaient leurs hôtes en leur offrant du café, et portaient le *tarbush* (13). Il s'étonne même des liens étroits qui existaient entre les éléments Danaqlas des garnisons officielles, et les villages ou fractions tribales Asholis.

L'accélération du processus d'islamisation était un phénomène important dans le rapport dominé-dominant. A cette époque, en effet, on est avant tout musulman, puisque les provinces (*wilayets*) à majorité musulmane sont les provinces privilégiées de l'Empire ottoman. C'est au nom de l'unité musulmane, et après que l'autorité musulmane supérieure d'Égypte (le *mufti*) eut publiquement appuyé le projet de Muhammad 'Ali, que la conquête des terres en amont fut entreprise. Et c'est en tant que «guide» que Muhammad 'Ali se présenta aux populations conquises lors de son voyage le long du Nil en 1839 (14).

D'autre part, le processus d'arabisation des populations a conduit à l'identification du «Turc» à «l'étranger». Or, à l'époque du Khedive Ismaïl, les postes de commande, dont celui de gouverneur général du Soudan, sont de plus en plus confiés à des éléments européens, à des éléments qui sont favorables à l'utilisation de la force, et qui l'utilisent : ainsi l'explorateur Sir Samuel Baker, de

l'entourage du Prince de Galles, et après lui, le colonel C.G. Gordon, de grande réputation dans l'armée britannique (15). Ainsi prennent forme des résistances locales contre l'étranger, dont l'origine — ottomane ou européenne — ne comptait guère, désigné globalement de *türki* (16). Il y eut même des alliances entre marchands et chefs de tribus dont les intérêts convergeaient et que des éléments culturels rapprochaient : un outil linguistique, l'Arabe, et une idéologie religieuse, l'Islam. Mais pour les populations du Sud, la situation était différente car c'est à cette époque que la traite des esclaves prend de l'ampleur dans la région, élément négatif grave sur lequel il convient de s'attarder (17).

Les premiers contacts établis à partir du Nord avec les populations du Sud soudanais remontent aux expéditions du capitaine Salim «à la recherche des sources du Nil», racontées par les participants. Elles eurent lieu entre 1939 et 1941 et elles atteignirent la région actuelle Juba-Rajjaf (Gondokoro). En d'autres termes, à l'exception des populations les plus méridionales (Azandes et Asholis), toutes les tribus du Sud furent concernées par ces premiers contacts, notamment les guerriers Shilluks, qui reconnaissaient un roi sacré.

Les témoignages indiquent l'établissement de contacts alors amicaux : des présents étaient échangés avec les chefs des villages alignés le long du fleuve, et des provisions reçues contre des vêtements (les chefs se distinguaient, en particulier, par le port de vêtements de coton), dans le lieu de résidence du roi, bien que ce dernier n'accepta pas de recevoir les organisateurs de l'expédition. Les mêmes contacts amicaux sont enregistrés avec les fractions Nuers, Dinkas, et autres tribus organisées en anarchies ou en chefferies (18). Occasionnellement, de jeunes hommes étaient acceptés comme recrues volontaires. L'expédition fut même parfois accueillie par des chants et des danses, en particulier par les Baris, disposés à échanger du bétail et de l'ivoire contre des perles.

Le rapport fait par l'expédition à Muhammad 'Ali souligne l'abondance de l'ivoire et l'encourage à organiser d'autres expéditions à caractère strictement commercial, comme il en fit part d'ailleurs lui-même au consul général de France au Caire (19). Par ailleurs, il refusa d'appliquer à un domaine qu'il avait conquis la clause du Traité de Londres qui lui interdisait de créer des monopoles d'État (20). Mais à sa mort, les consuls européens arrivèrent

à leurs fins ; dès lors la traite de l'ivoire fut contrôlée par le secteur privé.

Au départ, seuls les éléments européens pouvaient s'emparer de ce commerce. Ils disposaient de l'argent et des appuis nécessaires : leurs gouvernements ainsi que la mission catholique romaine d'Afrique centrale, dont les activités s'étendaient de l'Abyssinie à la côte guinéenne. De plus, il ne pouvaient être poursuivis que par leur propre juridiction, étant donné le régime spécial réservé aux communautés étrangères dans l'Empire ottoman. Les relations commerciales avec les tribus étant pacifiques, une protection armée n'était même pas nécessaire. D'autre part, la voie du Nil leur était indispensable : la seconde voie de pénétration, celle qui partait de Zanzibar, était alors entièrement contrôlée par les forces du Sultan de Oman et de Masqat.

En 1851, la voie du Nil fut entièrement ouverte aux entreprises privées : le gouverneur du Soudan, Abd al-Latif Pasha, qui exigeait des commerçants européens qu'ils soient organisés en sociétés et accompagnés d'une force armée gouvernementale dans leurs expéditions, contre remise d'un-tiers de leur récolte en ivoire, se fit rappeler par le successeur de Muhammad 'Ali (Abbas) sous la pression des consuls généraux au Caire. Le nouveau gouverneur eut pour instruction de garantir toute liberté au secteur privé. C'est ainsi que l'initiative de la traite revint à la communauté européenne de Khartoum. Les grands noms de cette époque sont Brun Rollet, Andrea de Bono, John Petherick, Alexandre Vaudey. Des fortunes faciles s'édifièrent grâce à l'ivoire Sud soudanais, échangé contre des perles et des pacotilles ; John Petherick fut nommé vice-consul et consul pour protéger les opérations commerciales des Britanniques au Soudan (21).

Les marchands arabes, venus d'Égypte, du Soudan-Nord, ou d'ailleurs, n'étaient pas absents de ce commerce, mais ils le pratiquaient sur une petite échelle, en territoire Shilluk, où ils s'étaient installés avec leurs familles, formant de petites colonies qui échangeaient vêtements et perles contre de l'ivoire, du bétail et du miel. D'ailleurs, les plus grosses réserves d'ivoire se trouvaient en amont, chez les Baris, qui avaient si bien reçu l'expédition du capitaine Salim, et où les missionnaires avaient établi leur premier centre. Ce furent les Baris qui commencèrent à exiger du bétail (contre de l'ivoire), des droits de débarquement, et du grain.

Parallèlement, l'ivoire s'épuisant, les commerçants créèrent leurs propres armées pour se procurer directement l'ivoire à l'intérieur des terres, en utilisant à leur profit les guerres inter-tribales. C'est ainsi que furent installés des camps permanents, ou *zara'ib* (22) et que les relations furent désormais basées sur la force. Selon le nouveau système, le premier arrivé se réservait le droit de la recherche de l'ivoire dans la région, installait son camp fortifié, et organisait les razzias en collaboration avec des chefs de tribus. Le premier centre permanent de l'intérieur fut celui du marchand français Malzac, installé à la fin de l'année 1856 avec des interprètes en 5 langues différentes. Surnommé le «roi du Bahr al-Jabal», et réputé par la terreur qu'il inspirait, ses récoltes d'ivoire étaient telles qu'il employait 500 porteurs. Désormais porteurs et bétail s'obtinrent par razzia.

La méthode se généralisa. En une dizaine d'années, les régions du Bahr al-Jabal et du Bahr al-Ghazal furent parsemées de *zara'ib*. Mais l'entreprise devenait difficile et dangereuse en amont, alors qu'en aval elle profitait, sans comporter de risques, aux commerçants installés au Caire, qui achetaient l'ivoire, ensuite expédié en Europe, et revendaient les produits achetés en Europe, servant à l'échange en plus du bétail. Par ailleurs, alors que la taxe sur les produits en provenance de l'Ouest et du Sud soudanais, et donc sur l'ivoire, avait été réduite à 3% au port d'exportation par le Khédive Saïd, le Khédive Ismaïl, dès son avènement, décida de la tripler. C'est ainsi que certains commerçants européens cédèrent leurs centres à des groupes locaux qui se consolidaient.

Ces groupes dirigés par des chefs «arabes» (23), tels Zubayr wad-Rahama al-Mansur dans la région du Bahr al-Ghazal, et Muhammad Khayr dans la région Shilluk, étaient constitués de castes aristocratiques guerrières alliées à des castes tribales locales, en particulier Baqqara et Azande, dont les razzias étaient souvent financées par des Européens, telle la razzia organisée par Muhammad Khayr contre les Shilluks en 1861 (24). D'autre part, loin des contraintes imposées par leurs gouvernements, des Européens organisaient des razzias avec leurs propres bandes, d'autant plus facilement qu'ils échappaient à la juridiction locale : telles les bandes d'Andrea de Bono et ses *zara'ib* de Gondokoro qui fourmillaient d'esclaves (25).

Au Soudan, comme ailleurs dans le monde connu depuis l'Antiquité, la pratique de l'esclavage faisait partie des mœurs. Toute-

fois, à une époque où la traite était prohibée en Europe (26), et où la guerre de Sécession (1863-65) mettait fin à l'esclavage en Amérique du Nord, en Afrique orientale elle était lancée sur une grande échelle par les Arabes de l'Oman qui pénétraient les régions intérieures du Mozambique, du Congo, et jusqu'en Angola, à partir de Mogadiscio, Mombassa et Zanzibar (27). Le courant était donc extérieur au domaine Khédivial. Ce qui ne veut pas dire que la chasse aux esclaves n'était pas pratiquée ; des Européens d'ailleurs se mirent au service du Khédive Ismaïl pour la combattre. Mais elle y revêtait des caractères particuliers.

Tout d'abord, à cette époque, la raison première des captures était la disposition de porteurs ; ce n'est qu'une fois l'opération de transport terminée (de l'intérieur vers les régions riveraines) que ceux-ci étaient évacués vers les marchés du Nord (Soudan, Egypte, Turquie) où ils devenaient, comme par le passé (28), soldats ou serviteurs, et non force de travail dans une économie de plantations. D'autre part, la traite des esclaves n'était pas au Soudan spécifiquement «arabe» comme à Zanzibar ; elle était également pratiquée par les Européens. Les déclarations abondent dans ce sens et révèlent la complicité des milieux consulaires (29). Enfin, les tribus africaines «noires» (30) faisaient également la chasse aux esclaves : le chef Azande, Mopoï allié à Zubayr, notamment par des liens familiaux, s'était ainsi rendu célèbre par le nombre d'esclaves qu'il arrivait à obtenir des tribus razzées. C.G. Gordon, engagé par Ismaïl pour combattre l'esclavage admet cependant qu'il s'agit d'un fait secondaire (31). Par ailleurs le témoignage d'un membre d'une tribu du Sud souligne que le fait de posséder un fusil, en devenant soldat dans l'armée khédiviale, faisait du capturé «un homme» (32).

Soulignons encore les alliances conclues contre l'administration «turque» entre groupes représentatifs des marchands-guerriers soumis à des taxes, et chefs de fractions tribales astreints au paiement de tributs annuels, tels les chefs des fractions Shilluks et Dinkas en 1868, ou encore les alliances entre groupes rivaux «arabes» et «africains», telle l'alliance conclue entre le groupe Abu-Su'ud de la famille Aqqad, et le groupe Lokoya, contre Sir Samuel Baker, à Gondokoro, en 1871. Sans minimiser l'impact de la chasse aux esclaves dans les relations Sud-Nord, on ne peut dire qu'elle conduisit à une impasse dans ces relations. Les événements de l'époque de la Mahdiyya le soulignent d'ailleurs.

La Mahdiyya et l'évolution de l'ethnie azande.

La Mahdiyya fut une expérience de courte durée (1881-1899). Elle est pourtant considérée d'un intérêt capital par tous les courants du mouvement national soudanais en tant que formation historique déjà représentative d'une nation soudanaise, dont le cadre territorial mouvant excluait cependant, en tout état de cause, l'Équatoria, la région de Wadi-Halfa, et la région de Sawakin sur la mer Rouge. Le caractère du mahdisme, il est vrai, est universaliste ; le Mahdi avait voulu être le guide d'un État sans frontières. Mais les conditions objectives du Soudan et de la région à la fin du XIX^{ème} siècle orientèrent son successeur, le Khalife 'Abdallah, vers des horizons limités : à la fin de la période, même le pèlerinage aux villes saintes du Hijaz fut considéré comme déplacé ; la tombe du Mahdi à Omdurman, la nouvelle capitale face à Khartoum, orientée vers l'Ouest et non vers le Nord, devait suffire au *Hadj*. L'État mahdiste était alors entouré de forces d'intervention extérieures.

L'histoire générale de la Mahdiyya a pu être reconstituée à partir des archives locales (33) mais la faible organisation du mouvement, qui ne laissa rien subsister de son action, et la partialité des témoignages contemporains, émanant d'éléments qui furent partie prenante contre le mouvement (34) ne permettent pas de définir avec précision l'ampleur du mouvement. Nous ne parlerons pas ici du caractère du mahdisme soudanais (35). Nous chercherons par contre à identifier les forces sociales sur lesquelles le mouvement mahdiste s'est appuyé. La «révolution mahdiste» apparaît d'abord comme une réponse à une période de crise occasionnée par le double effet du processus de décomposition de l'autorité du Khedive et des interventions des puissances coloniales dans son domaine. Elle concerne donc le Nord et le Sud du Soudan.

Les forces sociales sur lesquelles s'appuya le Mahdi pour prendre le pouvoir devaient être particulièrement cohésives. En effet, entre 1883, date à laquelle se constitua un État-major composé d'officiers anglais pour préparer et diriger les opérations contre les partisans du Mahdi, et le début du siège de Khartoum, en 1884, toutes les batailles ont été une succession de victoires éclairs : victoire contre l'armée du colonel Hicks à Shekhan, victoire contre les forces de von Slatin, gouverneur du Darfur, et celles de Frank Lupton, gouverneur du Bahr al-Ghazal, qui se soumirent et comptèrent parmi les prisonniers du Mahdi. Gordon, envoyé avec pleins pouvoirs pour faire évacuer du Soudan les fonctionnaires et les troupes

crut pouvoir aboutir en raison de son expérience du terrain à d'autres conclusions que l'abandon. Il fut finalement assiégé dans Khartoum et périt dans l'aventure. Le Mahdi avait voulu recommencer l'épopée du Prophète, et y réussit.

Mais le Soudan de la fin du XIX^{ème} siècle n'était pas le Hijaz du VII^{ème} siècle, contrôlé par l'aristocratie citadine-tribale des Quraishites, propriétaire des caravanes assurant les échanges entre la Syrie et le Yémen, et qui se rallia à l'Islam sitôt qu'il devint évident que le mouvement n'était pas dirigé contre ses intérêts. Le mahdisme héritait au Soudan d'un État déjà constitué, comprenant des élites multiples et hétérogènes formant des aristocraties distinctes (36).

Il y avait d'abord l'aristocratie de fonction (militaire et civile) arabisée et même soudanisée, bien que formée au Caire à l'école militaire ou à l'Université d'al-Azhar. Elle était liée à l'autorité khédiviale, d'autant plus qu'elle avait reçu en propriété des terres retirées aux collectivités et situées dans les régions fertiles de Khartoum et de la Gezira. C'est pourquoi le Nord se rallia tardivement au Mahdisme : pendant 2 ans (1881-1883), le mouvement ne dépassa pas la frange méridionale du Darfur et du Kordofan. Al-*Ubayyid* fut conquis en 1883 et Khartoum en 1885, c'est-à-dire bien après l'occupation de l'Égypte par les troupes britanniques (1882).

Opposée à cette aristocratie de fonction et terrienne, la nouvelle aristocratie de marchands-guerriers possesseurs des *zara'ib* dans l'Ouest et le Sud-soudanais, était très hétérogène dans le Bahr al-Jabal, mais représentait une force cohérente dans le Bahr al-Ghazal, regroupée autour de Zubayr (37), traditionnellement lié aux Baqqaras, et ayant noué des liens avec des chefs de clans azandes. Grâce à ses multiples alliances, Zubayr pouvait éviter la route du Nil, contrôlée par le gouvernement, et faire passer des caravanes par la route vers al-*Ubayyid* ; progressivement, il s'était avancé vers le Bahr al-Jabal (38). En 1873, lorsque la province du Bahr al-Ghazal avait été créée par Isma'il, l'autorité de Zubayr était telle qu'il fut nommé gouverneur de la province.

L'entente fut toutefois de courte durée : Zubayr fut mis en résidence surveillée au Caire à la première occasion, et son fils, comme les autres possesseurs de *zara'ib* durent affronter les armées khédiviales, d'où leur ralliement dès 1881 au Mahdi. Leurs

troupes étaient constituées par les fractions tribales Baraqqara (39) et autre de l'Ouest, et même du Sud soudanais, y compris par des fractions tribales non islamisées. Il y eut également ralliement, le fait est important, de l'aristocratie azande.

Nous avons vu qu'au Soudan méridional, au moment de la poussée le long du Nil Blanc, les tribus étaient fractionnées et instables. Les Shilluks, il est vrai, reconnaissaient un roi, mais leur organisation politique n'était pas comparable à celle des royaumes musulmans voisins ou à celles des Azandes.

Si l'on retient la conception de la nation s'accomplissant de l'intérieur, sans intervention extérieure, ayant donc son identité propre, seule l'ethnie azande, à l'extrémité méridionale, peut être considérée comme offrant alors la possibilité d'une telle évolution. Il convient donc de s'arrêter sur ce cas d'autant plus que des études (ethnographiques en particulier) se basant sur les sources orales azandes, permettent de bien connaître le passé et les institutions politiques des royaumes azandes (40).

Au XIX^{ème} siècle, lorsque le contact s'établit de façon régulière entre le Nord et le Sud du Soudan, les Azandes étaient un peuple de conquérant qui, au terme de son mouvement d'expansion, occupait un territoire (appelé *Zandeland* par les chercheurs britanniques) qui chevauche les frontières entre la République centrafricaine, le Zaïre, l'Ouganda, et le Soudan méridional à l'Ouest du Bahr al-Jabal, les populations des territoires occupés étant progressivement assimilées.

La société azande était différenciée. Les nobles-guerriers formaient le clan des Avungaras. Les gens du commun appartenaient en particulier au clan des Ambomus. Les étrangers comprenaient également les populations conquises non encore assimilées. L'expansion azande avait conduit à une certaine unification des populations : la langue azande prédominait entre 23° et 30° de longitude Est, et entre 3° et 6° de latitude Nord, dépassant parfois ces limites. Aussi a-t-on pu parler d'un grand empire azande partagé en royaumes.

Le roi, invariablement du clan des Avungaras, régnait personnellement sur la province centrale du royaume et nommait les gouverneurs des autres provinces (parfois parmi les membres influents des Ambomus) ; ses fils aînés étaient placés à la tête des provinces les plus importantes et cherchaient le plus souvent à créer de nou-

veaux royaumes. Les gouverneurs des provinces contrôlaient des administrateurs qui étaient directement responsables des affaires de leur localité.

Cette structure pyramidale assurait à la classe régnante une unité et des moyens de contrôle qui ne se retrouvaient pas ailleurs au Soudan méridional ; elle rapproche les royaumes azandes des royaumes musulmans de la zone soudanienne malgré l'absence d'une idéologie monothéiste et d'une langue de civilisation assurant un niveau de cohésion supérieur. Mais l'évolution se faisait dans ce sens, et l'installation permanente de commerçants du Nord (*jallaba*) dans les régions du Bahr al-Ghazal et du Bahr al-Jabal favorisait le processus d'islamisation et d'arabisation des populations qui les occupaient, d'une façon générale. Le Mahdi appartenait à cette catégorie sociale de commerçants de culture arabe installés un peu partout, qui furent pour sa cause d'excellents agents intermédiaires auprès des populations, azandes en particulier.

Nous avons vu, par ailleurs, que l'aristocratie azande s'était alliée à l'aristocratie arabe des *zara'ib* dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle contre l'administration khédiviale, ces alliances étant rompues et renouées selon la conjoncture, comme partout ailleurs. Les princes azandes n'en conservaient pas moins leurs royaumes et la période mahdiste renforça leur puissance.

Déjà, dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, c'est-à-dire lorsque l'autorité khédiviale s'établit sur le Bahr al-Ghazal et l'Équatoria, les récits des contemporains indiquent que les princes azandes disposaient de «forces armées considérables», qu'ils conservaient «une grande autorité sur leurs sujets», et que l'ingérence du gouverneur du Bahr al-Ghazal dans leurs affaires (qui se traitaient «avec grand sérieux dans les assemblées presque journalières à la cour du chef») était très faible. Ils indiquent aussi que les princes azandes parlaient «plus ou moins correctement» l'arabe et que certains pratiquaient la religion musulmane (41).

Or, après s'être ralliés à la «révolution mahdiste», les princes azandes cessèrent de reconnaître toute autorité extérieure. Le fameux Mopoï (fils de Gbudwe) qui s'était allié à Zubayr à l'époque où ce dernier était le maître du Bahr al-Ghazal, avait traversé, en s'agrandissant, toute l'époque mahdiste et se trouvait encore à la tête de son royaume à l'arrivée des Européens en 1905. D'une manière générale, l'évolution de l'ethnie azande, qui se fai-

sait dans le sens d'une formation politique supérieure très cohérente, ne fut pas gênée par l'introduction des « Arabes » dans la région, puisque les princes continuaient à régner souverainement, avec leurs propres armées, et qu'à l'époque de la Mahdiyya ils se libérèrent de toute contrainte extérieure, comme d'ailleurs les autres populations du Soudan méridional. En fait, le processus d'une formation nationale azande fut arrêté par l'occupation du territoire azande par les Européens fin XIXème/début XXème siècle. Le territoire azande fut partagé entre l'État Indépendant du Congo du roi des Belges, le Congo français, et le Soudan anglo-égyptien.

De toute façons, pour en revenir à la problématique des relations entre les populations du Sud et du Nord soudanais, il paraît certain que l'on ne saurait parler d'impasse « Africains/Arabes » à la veille de la colonisation du Soudan par la Grande-Bretagne ; on peut toutefois souligner la tendance à la séparation des deux régions en formations historiques différentes, mais non opposées.

L'impact de la politique coloniale.

L'État colonial du Soudan (1899-1954) (42), présente un cas unique dans l'histoire de la colonisation et des lois internationales puisque les territoires conquis au Sud du 22° parallèle devaient être gérés par des *co-domini* (Grande-Bretagne et Égypte), tout en faisant partie à nouveau du domaine khédivial, et alors que l'Égypte était militairement occupée par la Grande-Bretagne, et que le Khédivé n'avait pas le droit juridique de conclure un traité politique avec une puissance. Dans les faits, le Soudan fut une colonie anglaise classique, régie par la loi martiale et les militaires, même lorsque le régime officiel fut civil, avec application de l'*Indirect Rule* tendant à transformer les chefs traditionnels en agents de la colonisation, et la pratique du *Divide and Rule* : tout d'abord isoler le Soudan de l'Égypte où le mouvement nationaliste était développé, à fin de rompre les liens de solidarité qui se créaient entre des populations dominées par un même impérialisme. Nous n'en parlerons pas pour nous centrer sur les relations Sud-Nord au Soudan ; notons toutefois que le patriotisme de terroir (vallée du Nil), qui aboutit aux années insurrectionnelles 1921-1924, avait gagné jusqu'aux agglomérations urbaines du Sud et que l'un des dirigeants soudanais du mouvement, dont l'histoire a retenu le nom (ʿAbd al-Latif) était de mère Dinka.

Il n'y eut pas, dans un premier temps, comme ailleurs en terre nouvellement colonisée, de politique bien définie vis-à-vis du Soudan méridional. L'essentiel était de maintenir l'ordre et la sécurité sur ces «terres inutiles, difficiles et coûteuses à administrer», habitées de «sauvages» se révoltant occasionnellement, mais qu'il fallait conserver parce que traversées par le Nil Blanc, seule route possible vers les «terres fertiles d'Afrique orientale», dont les eaux étaient d'autant plus précieuses que la construction d'un barrage-réservoir était en projet à Aswan (le premier *Sadd al-Āli*). Le tracé des frontières étant encore en discussion entre grandes puissances européennes, des postes militaires commandés par des officiers britanniques furent créés dans le Sud en 1900 (43). A partir de 1919, c'est-à-dire de la poussée du nationalisme au Nord, une série de mesures furent prises dans tous les domaines pour isoler le Sud.

Sur le plan militaire, la pratique du recrutement d'éléments issus de toutes les régions pour les verser dans une même armée — qui remonte à l'époque de la Turkiyya — et qui explique qu'au Soudan, le mouvement anti-britannique de 1921-1924 a pu être dirigé par un officier dont la mère était Dinka, fut remplacée par la création de corps spécifiques. Si la *Sudan Defence Force* ne comprenait que des éléments soudanais, l'*Equatoria Corps* fut entièrement constitué de recrues soudanaises du Sud, ici et là le commandement étant assuré par des officiers britanniques. En fait, l'*Equatoria Corps* était un corps de réserve destiné à écraser les éventuelles rébellions du Nord (44), comme le corps des méharistes soudanais était destiné à écraser les révoltes paysannes en Egypte.

Sur le plan administratif, dès 1921, les gouverneurs des trois provinces méridionales ne furent plus convoqués aux réunions annuelles de tous les gouverneurs provinciaux, conformément à une politique de décentralisation qui visait à «séparer les territoires des Nègres et des Arabes», et selon «les divisions naturelles entre le Nord et le Sud qui rendaient les communications difficiles». Par contre, les gouverneurs du Sud eurent pour tâche d'organiser leurs propres réunions et de se maintenir en contact avec les gouverneurs du Kenya et de l'Ouganda (45). Enfin, le corps de conseillers créé en 1944 ne concerna que le Nord.

Sur le plan des relations entre les deux régions, l'Ordonnance promulguée en 1922 (46) interdit la libre circulation sans permis

et accorda au gouvernement général le droit de déclarer tout district — entièrement ou en partie — fermé aux Soudanais et aux non Soudanais (article 22), d'interdire la circulation dans une région à tout commerçant n'habitant pas cette région (article 23), de refuser le permis de travail à toute personne en dehors de sa localité de résidence (article 29.A) (46), c'est-à-dire aussi à tout ressortissant du Sud qui aurait voulu travailler au Nord pour améliorer ses conditions d'existence. En 1925, tout Soudanais qui ne résidait pas au Sud devait obtenir un permis pour réaliser des opérations commerciales avec le Sud (47).

Dans le domaine proprement commercial, le secrétaire d'État, Sir Harold Mac Michael, informa en 1930 les gouverneurs des provinces du Sud que le «gouvernement désirait encourager dans la mesure du possible les commerçants chrétiens, grecs et syriens, plutôt que les *jallaba*», c'est-à-dire les Arabes musulmans du Nord. Désormais, les permis de commercer devaient progressivement diminuer ; seulement les meilleurs parmi les *jallaba*, dont les intérêts étaient purement commerciaux, pouvaient recevoir des autorisations (48). Ainsi, dans le district occidental du Bahr al-Ghazal, par exemple, on comptait 23 commerçants du Soudan Nord en 1930, 4 seulement en 1931, et uniquement des commerçants grecs, syriens, et juifs, en 1932 (49).

Sur le plan de la langue, toutes les mesures furent prises pour enrayer l'expansion de l'Arabe : l'Anglais fut la seule langue enseignée dans les écoles du Sud, et en 1924, une commission composée de fonctionnaires britanniques et de missionnaires eut pour tâche d'élaborer un programme scolaire valable pour toute l'Afrique tropicale (50). En 1928, la conférence de Rajaf, entérinée par le gouverneur général, et à laquelle assistaient les représentants des missions de l'Ouganda, du Congo, et de l'Institut international des langues et cultures africaines, décidait le développement des langues vernaculaires (51), et de l'Anglais, ainsi que la suppression de l'Arabe dans le Sud.

Enfin, «pour ne pas encourager l'influence de l'Islam et de l'Arabe», c'est-à-dire «l'introduction au Sud des idées du Nord» (52), il fut convenu entre administrateurs et missionnaires que le Sud serait un terrain ouvert uniquement au prosélytisme chrétien (53) : il fut quadrillé et partagé entre sociétés missionnaires rivales qui se chargèrent d'ouvrir des églises et des écoles.

Il y eut même déplacement de populations : des tribus du Sud (Banda, Dongo...), qui se trouvaient en contact permanent avec des tribus arabes du Darfur, furent regroupées loin de leurs voisins et leurs villages détruits pour prévenir toute tentative de retour, tandis que les Fellatas musulmans de l'Ouest installés au Sud furent recasés dans le Darfur.

Cette politique tendant à la séparation des deux régions se modifia en 1946.

Dans un rapport confidentiel du 16 décembre 1946, le Bureau du secrétaire d'État, J.W. Robertson, donnait de nouvelles directives aux principaux fonctionnaires de l'administration coloniale, dont les gouverneurs des provinces du Sud, quant à la politique à suivre au Soudan méridional. Le texte est parfaitement explicatif. Nous nous bornerons à en extraire l'essentiel (54).

Le rapport se réfère à un autre document, daté du 4 août 1945, soulignant principalement que la libre gestion de leurs affaires par les populations du Sud dépendait du développement de l'économie et de l'instruction, indépendamment de l'avenir réservé à ces territoires, qu'ils soient rattachés au Soudan Nord, à l'Afrique orientale, ou partagés entre les deux.

Depuis ce document, indiquait le rapport confidentiel, de nouvelles décisions avaient été prises, et surtout, de grands changements politiques étaient intervenus au Soudan. Sans préjuger du résultat final des négociations en cours, l'évolution du Soudan du Nord vers l'autonomie était certaine. Par voie de conséquence, la réduction progressive de l'autorité de l'Exécutif britannique allait placer au premier plan la question du Sud soudanais.

Il fallait donc élaborer les principes d'une politique, qui pourraient être discutés publiquement et acceptables pour le Nord et pour le Sud, sur la base des changements qui avaient récemment eu lieu au Nord et des conclusions tirées depuis le document d'août 1945.

Tout d'abord, et quelles que soient les possibilités concrètes, il n'était pas raisonnable de projeter des améliorations des communications entre le Soudan méridional et l'Afrique orientale, plutôt qu'entre le Sud et le Nord du Soudan.

D'autre part, s'il était possible d'envisager la création d'établissements d'enseignement secondaire dans le Sud, l'enseignement

supérieur y était impensable. Par contre, il fallait prévoir la possibilité pour les ressortissants du Sud de poursuivre leurs études au Gordon College, où la connaissance de l'Arabe n'était pas indispensable, encore qu'il était logique d'envisager l'enseignement de cette langue dans le Sud à partir du niveau intermédiaire.

Enfin, les différences établies dans la grille des salaires selon que les individus étaient ressortissants du Nord ou du Sud, les règlements concernant l'emploi dans les provinces du Nord de ressortissants des provinces du Sud, les interdits visant au cloisonnement régional des relations économiques, et tout autre règlement de ce type devaient être reconsidérés.

Tous ces règlements étaient aberrants ; ils l'étaient d'autant plus que les communications se développaient entre le Nord et le Sud, que des demandes d'emploi croissantes étaient faites par des ressortissants du Nord pour travailler dans les projets de développement prévus pour le Sud, que l'application même de la politique tendant à créer des activités dans le Sud exigeait qu'il soit mis fin à son isolement.

Il était peut-être préférable de rattacher les fractions tribales les plus méridionales à celles qui leur étaient apparentées en Ouganda. Il était possible aussi que les plus sages parmi les Soudanais du Nord puissent avoir le sentiment qu'il ne fallait pas leur demander, à l'heure de l'autonomie, de soutenir le fardeau financier que le Sud représenterait toujours ; ils en étaient convaincus. Mais il fallait en tout cas œuvrer sur la base de l'hypothèse d'un Soudan formant un seul ensemble, comme en fait, il l'était, avec peut-être quelques rectifications mineures de frontières.

La politique concernant le Sud devait être exprimée publiquement :

«la politique du Gouvernement du Soudan eu égard au Sud se base, dans son action, sur le fait que les populations y sont typiquement africaines et négroïdes mais qu'elles sont néanmoins inextricablement liées pour tout futur développement — tant par la géographie que pour des considérations économiques, du moins pour autant que ceci est prévisible — au Soudan septentrional, arabisé et tourné vers le Moyen-Orient, d'où la nécessité de leur assurer l'équipement scolaire et économique qui leur permettra d'acquérir une position sociale et économique égale à celle de leurs partenaires du Nord au sein du futur Soudan» (55).

En résumé, cette politique n'était pas présentée comme une solution idéale mais comme préférable à celle qui avait consisté à isoler les populations du Sud de tout contact avec le Nord, dont le résultat avait été de les maintenir dans un état arriéré et d'en faire une minorité incapable de gérer ses propres affaires. Cette politique fut agréée par la conférence qui se tint à Juba les 12 et 13 juin 1947, et réunissait, sous la présidence du Secrétaire d'État, les gouverneurs — ou leurs adjoints — des provinces méridionales, des chefs et des hommes lettrés du Sud, ainsi que des représentants du Nord.

L'Assemblée législative créée en 1948 fut le premier organisme unitaire de l'époque coloniale. Il fut chargé de mettre en application un projet de développement pour le Sud, le premier (*Zande Scheme*), d'augmenter les subsides accordées aux écoles des missions, et d'introduire l'enseignement de l'Arabe.

Ainsi, l'héritage de la période coloniale pesait lourd dans l'avenir des relations Nord-Sud ; il annonçait des relations de dominants à dominés. Tout d'abord, la liquidation de la formation politique azande sans qu'il y ait développement d'une autre ethnie au Sud (56) se traduisait par une absence de dynamisme des cadres locaux : alors que les tribus méridionales s'étaient alliées aux soulèvements contre les forces de domination, avaient pu se rendre indépendantes pendant la Mahdiyya, se soulevaient encore occasionnellement contre l'administration coloniale jusque vers 1930, à l'heure de l'autonomie, elles étaient passives. Le « comité politique » créé à Juba en décembre 1952, embryon d'un regroupement politique du Sud après l'écrasement des révoltes, refusa jusqu'au principe de l'autonomie pour les provinces méridionales.

Surtout, l'absence de projets de développement, d'infrastructure ferroviaire, et d'équipement scolaire, semblables à ceux du Nord, lequel avait en outre bénéficié du voisinage de l'Égypte et de ses universités, eut pour conséquence le manque d'élite et de bourgeoisie locales, le maintien général de l'organisation tribale et d'une économie de subsistance. Dans ces conditions, il était inévitable qu'au plan du pouvoir central, l'autorité ne soit pas partagée de façon proportionnelle (le Sud représentait grosso modo le tiers du territoire et le tiers des populations du Soudan) mais en fonction des rapports de force. Il était inévitable aussi, puisqu'il n'y avait pas eu formation de cadres administratifs, que les éléments du Sud soient submergés par ceux du Nord. Il était inévitable enfin que les commer-

çants (*jallaba*) et les hommes d'affaires du Nord cherchent à s'installer, voire à s'emparer des terres vivifiées du projet zande.

C'était là, en réalité, le terrain des futures tensions entre les deux régions, beaucoup plus que l'ancienne pratique de l'esclavage de populations «africaines» par des éléments «arabes», qui n'a jamais eu l'ampleur que lui attribuaient les livres d'histoire illustrés à l'intention des enfants fréquentant les écoles des missions du Sud (57).

ALGER 1978

NOTES

(1) *Œ.* notre ouvrage : *La République du Soudan – Échec d'une expérience de décollage économique dans la voie capitaliste par une ancienne dépendance coloniale* (1956-1966), Alger, 1975.

(2) Katanga et Biafra de la période 1961-1970.

(3) Il a fait la guerre du Vietnam et d'Algérie dans la Légion étrangère française en tant que parachutiste (cf. MOCKLER A. : *Mercenaries*, London 1965).

(4) D'après la revue ouest-allemande *QUICK* (information reprise par l'AFP, 14/15.70).

(5) *Œ.* BARBOUR, K.M. : *The Republic of the Sudan – A Regional Geography*, London 1964, 2ème éd.

(6) *Œ.* classification de GRENFBERG, J.H. : The Languages of Africa, in *INTERNATIONAL JOURNAL OF AMERICAN LINGUISTICS*, Vol. 29, n° 1, janvier 1963.

(7) Ottoman d'origine albanaise, envoyé en Égypte par le Sultan avec des troupes pour aider les Mameluks à chasser l'armée d'occupation napoléonienne, il y demeura, s'empara du pouvoir, et fut reconnu vice-roi (Khorshid) par le Sultan après qu'une réunion d'un groupe d'hommes influents du Caire l'eut désigné « pour mettre fin à la corruption » (1805-1849).

(8) Qui obtint le titre de *Khédive* lui conférant le droit de conclure tout accord qui ne fut pas de nature politique. Il élargit et organisa le domaine soudanais jusqu'à la région des lacs avec l'aide de gouverneurs européens. Il fut démis par le Sultan (1863-1879).

(9) Monopoles d'État que les puissances européennes combattirent (Traité de Londres, 1840).

(10) ABDEL-MALEK, A. : *Idéologie et renaissance nationale – l'Égypte moderne*, Paris, 1969, p. 13.

(11) De Dunqula (ou Dongola) en Nubie (c'est de Nubie que venaient les commerçants itinérants, d'où leur nom de *Jallaba* (i.e. qui portent la *jalabia*, prononcé *galabia*, sorte de chemise longue et large qui se porte aussi en Égypte).

(12) De son vrai nom Édouard Schnitzer, Silésien d'origine juive qui se mit au service du gouvernement ottoman et se convertit à l'Islam. Gouverneur de l'Équatoria de 1877 à 1889, il se distingue des autres gouverneurs européens, d'après les témoignages, par sa tolérance et sa largesse d'esprit.

(13) Coiffure officielle (équivalent du fez) en Turquie jusqu'à Mustafa Kamel, et en Égypte, jusqu'à Nasir.

(14) ABBAS, M. : *The Sudan Question*, London 1951, p. 30.

(15) GRAY R. : *A History of the Southern Sudan – 1839-1889*, London 1961, pp. 87 & 104.

(16) D'où le nom de «seconde Turkiyya» donné par les Soudanais à l'époque coloniale (HOLT, P.M. : *A Modern History of the Sudan*, London 1961, p. 37).

(17) Pour l'histoire du Soudan-Sud, de sa pénétration jusqu'à la Mahdiyya, nous recommandons un ouvrage précieux, parce que bien documenté et avec une approche sans œillères, qui souligne notamment le rôle de l'entreprise privée dans la région à partir d'une observation directe des matériaux d'archives, celui de GRAY, cité plus haut. Par ailleurs, une excellente image de la mentalité des militaires européens en service en Afrique à l'époque du partage colonial est donnée par la narration de Romolo GESSI, au service de Gordon, récemment réédité (*Seven Years in the Sudan — being a record of explorations, adventures and campaigns against the Arab slave hunters*, London, 1968).

(18) PRITCHARD, E.E. : *Les Nuers, description des modes de vie et des Institutions politiques d'un peuple nilotique*, trad. Française, Paris, 1968.

(19) *Œ.* lettres à Guizot, in GRAY, p. 19, note (2).

(20) Et qu'il considéra hors des territoires de l'Empire ottoman alors que le Foreign Office fit valoir qu'en tant que sujet Muhammad⁵Ali n'avait pas le droit d'entreprendre des conquêtes pour son compte (*Ibid.*, p. 22, note (6)).

(21) D'où l'intérêt de son témoignage (sa correspondance est classée dans les archives du Foreign Office).

(22) Sing. *zariba*, litt. «entrepôt».

(23) i.e. de culture arabe, et qui n'étaient pas des chefs de tribus (en cours ou non d'arabisation) du Bahr al-Ghazal ou du Bahr al-Jabal mais des commerçants-guerriers.

(24) GRAY, p. 77.

(25) GRAY, p. 83.

(26) L'Angleterre avait aboli l'esclavage dans ses colonies en 1833 et la France, de manière définitive, en 1848.

(27) DAVIDSON B. : *Nère Afrique* (tr. fr., Paris 1965), pp. 165 & ss.

(28) Époques pharaonique, musulmane, ottomane.

(29) Notamment celles de Samuel Baker et du Khédive Isma'il.

(30) Au Soudan, toutes les tribus sont africaines et noires mais nous utilisons ces termes dans le sens qui leur a été donné en tant que populations du Sud-Soudan opposées aux éléments arabisés du Nord.

(31) Lettre de Gordon du 18.5.74 (in GRAY, p. 107).

(32) *Œ.* SANDERSON, G.N. : *England, Europe and the Upper Nile — 1882-1899* Edinburgh 1965.

(33) Par HOLT, P.M. : *The Mahdist State in the Sudan — 1881-1898*, cf. 2ème éd. corrigée, Oxford 1970 (cf. notamment sa bibliographie), voir également WINGATE, F.R. : *Mahdism and the Egyptian Sudan, being an account of the rise and progress of Mahdism and of subsequent events in the Sudan to the present time*, 2ème éd. London 1968, ainsi que l'ouvrage (non mentionné dans les bibliographies) d'un contemporain : DUJARRIC, G. : *L'État mahdiste du Soudan*, Paris 1901, et l'article (tr. en anglais) de SMIRNOV, S.R. : *The Mahdist revolt in the Sudan*, in *AFRICA AS A SOVIET SCIENTIST SEES IT*, Moscou 1974, pp. 41-134.

(34) Tel le gouverneur général de l'Ouest, prisonnier du Mahdi, SLATIN, R.C. (Von) : *Fire and Sword in the Sudan*, London 1896.

(35) Signalons la thèse intéressante avancée par HODGKIN, Th. : Mahdism, Messianism, and Marxism in the African setting, in *SUDAN IN AFRICA*, Khartoum 1971, pp. 109-127, qui présente le mouvement mahdiste au XIXème siècle comme un phénomène anti-impérialiste.

(36) Sans compter l'élément européen, temporaire (marchand ou fonctionnaire) ou résident mais demeurant étranger pour conserver ses privilèges.

(37) *Œ.* plus haut (sa famille, originaire de Dunqula, comme la famille du Mahdi, était installée dans le Bahr al-Ghazal depuis 1856).

(38) En soumettant alors des chefs azandes (dont Mopoï et son neveu Tikima).

(39) Le successeur du Mahdi, le Khalife ⁶Abdallah, appartenait à une fraction tribale Baqqara (Ta'a'isha).

(40) Cf. en particulier, EVANS-PRITCHARD, E.E. : *The Azande – History and Political Institutions*, London 1971 ; THURIAUX-HENNEBERT A. : *Les Zande dans l'histoire du Bahr al-Ghazal et de l'Equatoria*, Bruxelles 1964 ; COLLINS R.O. : *Sudanese Factors in the History of the Congo and Central West Africa in the Nineteenth Century*, in *SUDAN IN AFRICA*, *op. cit.*, pp. 156-167.

(41) THURIAUX-HENNEBERT, pp. 27 et 295-298 sur le renforcement du pouvoir des princes azandes à l'époque de la Mahdiyya.

(42) Beaucoup d'ouvrages traitent de cette période, on trouve une bonne bibliographie in HOLT, *op. cit.*

(43) Pour les détails sur cette période, cf. ABDEL-RAHIM, M : *The Development of British Policy in the Southern Sudan, 1899-1947*, Université de Khartoum, 1968.

(44) COLLINS R.O. : *The Sudan, Link with the North*, document présenté à la conférence de la table ronde de 1965 (cf. plus loin), p. 27.

(45) Cf. rapports cités in *The Development of British Policy in the Southern Sudan, 1899-1947*, *op. cit.*

(46) Closed Districts Order, in SUDAN GOVERNMENT : *Laws of the Sudan*, Khartoum 1941.

(47) *Trade Permits Order*, *Ibid.*

(48) Cf. lettre reproduite in *extenso*, in *The Development of British Policy in the Southern Sudan*, Annexe I, pp. 27-33.

(49) *The Sudan Link with the North*, *op. cit.*, p. 33.

(50) SANDERSON L. : *Educational Development in the Sudan 1900-1948*, in *SUDAN NOTES AND RECORDS*, 1962, pp. 105-117.

(51) 6 groupes de langues (Dinka, Bari, Nuer, Latuka, Shilluk, Azande).

(52) BESHIR, *The Southern Sudan – Background to Conflict*, p. 44.

(53) Par contre, pour ne pas provoquer de soulèvements, il ne devait pas y avoir de prosélytisme chrétien au Nord, trop fortement islamisé.

(54) Cf. texte in *extenso* in *The Development of British Policy in the Southern Sudan*, Annexe V, pp. 43-46.

(55) Rapport confidentiel du 16.12.46, *op. cit.*

(56) Les participants à la conférence de Juba (les chefs et les hommes lettrés du Sud) n'avaient pas eu selon leurs propres dires le sentiment de former un groupe cohérent, (cf. HOWELL, J. : *Politics in the Southern Sudan*, in *AFRICAN AFFAIRS*, avril 1973, pp. 163-178.

(57) Ils représentaient de longues caravanes d'esclaves noirs enchaînés, avançant sous les coups de fouet de négriers arabes, tandis que les Européens apparaissaient comme des hommes craignant Dieu et sauvant les Africains de ces négriers (cf. GARANG, J.U. : *The Southern Problem*, in *THE AFRICAN COMMUNIST*, 2ème trimestre 1969, pp. 41-55). En 1947 encore, une publication officielle rappelait la mise en esclavage des tribus du Sud par celles du Nord et affirmait que des enlèvements continuaient à se produire occasionnellement.

LA CORSE EN DÉPENDANCE ÉLÉMENTS POUR UNE RÉFLEXION RÉTRO-PROSPECTIVE

Serge DEMAILLY

En quelques années, le système de défense du peuple corse s'est développé à un point tel qu'il impose *en pratique* une problématique pour l'analyse de la Corse en dépendance : *rendre compte de la domination française sur l'île comme d'un fait colonial*.

Toute la différence entre une «revendication régionale» et une «question nationale» surgissant de l'intérieur d'un État-Nation multiséculaire comme la France, se condense, en définitive, dans un problème politique : quel est, concrètement, le facteur qui assure la convergence des mouvements sociaux ? La capacité d'initiative déployée par les mouvements corses, depuis la fin des années 60, légitime, en quelque sorte, cette démarche : interroger, *dans leurs propres termes*, un processus de domination/dépendance, qui est, *en tout état de cause*, le déterminant majeur de l'état actuel de la formation sociale insulaire.

Néanmoins, l'impératif politique, s'il est catégorique à son niveau, requiert d'autres légitimations que devrait fournir une analyse fondamentale, historique et matérialiste, des effets de la présence française dans l'île ; les transformations d'une dépendance qui astreint, depuis deux siècles, la formation sociale corse sont *primordiales pour délimiter et caractériser les forces sociales* qui œuvrent aujourd'hui, comme pour identifier certaines racines d'un «nationalisme corse» qui sert de plus en plus de référence aux mouvements actuels.

*

* *

Pour rendre compte d'une situation de dépendance coloniale, il n'est d'autre démarche que d'*interroger l'histoire*. C'est à l'histoire qu'il revient de montrer dans quelle mesure la formation sociale corse ne s'est pas dissoute dans l'État-Nation français, même si l'intégration proprement économique est restée limitée à hauteur du potentiel valorisable de l'île. Il faudra, ensuite, comprendre pourquoi ne sont pas apparus, en Corse, des éléments d'une bourgeoisie qui auraient pu réaliser l'assimilation, en se fondant dans la bourgeoisie nationale française. Ce qui renvoie à la formation sociale d'origine et à ses déformations, *essentiellement à l'incapacité* — justifiée par les occupations successives — *pour une classe dominante corse de se constituer en tant que telle, à différentes étapes de l'histoire*.

Interroger l'histoire de la Corse, certes ; mais aussi, par analogie, faire référence à d'autres pratiques coloniales de la France en Algérie, au Maroc... ou de l'Angleterre en Irlande (1) ; à d'autres situations de «peuples historiques» laissés pour compte de l'histoire (Euzkadi, Catalogne, Sardaigne...) ; à d'autres régions, tels certains pays d'Oc, qui ne sont françaises qu'à partir de leur propre enfouissement dans la dépendance.

*
* *
*

Ce recours à l'histoire et à certaines analogies historiques, s'inscrit dans des limites précises. Parce qu'elle se restreint, pour l'essentiel, à l'économie d'une totalité sociale, cette approche se situe *en deçà* du champ complexe des relations sociales et culturelles. En ce sens, elle reste à la lisière de certaines articulations (juridiques, administratives, idéologiques...) de la société corse à l'État-Nation dominant, — sans doute celles-là mêmes qui manifestent, à leur plus fort degré, les tendances à l'assimilation/dissolution.

Si colonialisme il y a, le fait colonial français en Corse est *fortement spécifique*. Mais n'en a-t-il pas été de même toujours et partout ? Le colonialisme n'a jamais et nulle part atteint la rigueur d'un concept, encore que sa réalité soit souvent rigoureuse. Dès lors, il n'est pas rédhibitoire de tenter l'approche d'un fait colonial «a-typique» puisqu'il n'est pas de «type idéal» qui permettrait d'un contester *a priori* la pertinence. *A posteiori*, il revient à cette démarche, sinon d'acquérir ses titres de légitimité, à tout le moins

d'atteindre une validation dont pourrait attester, par exemple, un certain caractère opératoire.

*

* *

I. L'ANNEXION DE LA CORSE (1768-1769) ET LA PROBLÉMATIQUE DU FAIT COLONIAL.

Les causes immédiates du Traité de Versailles (1768) par lequel la monarchie française «achète» à la République de Gênes ses droits sur la Corse sont indéniablement d'ordre géo-politique. L'affrontement entre l'Angleterre et la France a, depuis quelques décennies, pris le relais de la confrontation France/Autriche/Espagne. Cet affrontement est planétaire : 1768, c'est cinq ans après le Traité de Paris de 1763 qui date une série de défaites décisives de la Monarchie française au Canada et dans le sous-continent indien. Les deux puissances visent la grande mer intérieure : à l'encontre de l'occupation de la Corse par la France en 1769, l'Angleterre «verrouille» la Méditerranée Occidentale en s'assurant l'île de Malte en 1798 (Gibraltar est colonie britannique depuis 1713).

En fait, à deux siècles près, et même si les partenaires ont changé, le tableau ressemble à celui de 1553, décrit par Fernand Braudel, lors de la première tentative sérieuse faite par la Monarchie française pour s'annexer l'île de Corse. Les Bourbons se sont substitués aux Valois en France, l'Angleterre s'affirme hégémonique en place des Hasbourgs, et la position de la Méditerranée s'est dégradée à l'échelle des espaces géo-politiques signifians.

«Le tort de la Corse est d'avoir une signification extérieure plus grande que la sienne propre et de compter, dans cette guerre des Valois contre les Hasbourgs, comme un nœud de communication. Plus qu'à Parme, plus même qu'à Sienne, l'occupation française en Corse gêne les communications internes des Impériaux et de leurs alliés... Les contemporains furent tout de suite conscients, les uns pour s'en réjouir, les autres pour s'en inquiéter, de l'importance de la conquête de ce «frein de l'Italie» comme disait Sampiero Corso» (2).

Néanmoins, en 1768/69, le *moment historique* est radicalement nouveau par rapport à 1553. Deux processus caractéristiques d'un capitalisme français, qui émerge de sa phase d'accumulation primitive, se combinent au moment de l'annexion de la Corse :

— *la tendance à la formation d'une économie capitaliste nationale* (— d'un marché national —) que différencie, par rapport à d'autres, une «péréquation», des conditions de l'accumulation/reproduction du capital (péréquation des taux de profits, formation d'un système homogène de prix et de rémunération des facteurs de production...) (3) ;

— *la tendance à l'expansion du capitalisme* (— du mode de production capitaliste (M.P.C.) —) et à *la formation d'un marché mondial*, à partir d'une concurrence entre des capitalismes «nationaux» pour l'occupation de l'espace disponible (4).

La conquête militaire (1769) et la répression qui s'en suivra jusqu'en 1820 (5) annexe l'économie corse à l'économie capitaliste française *par le jeu combiné de ces deux processus*. Or, l'un renvoie à la formation des bases économiques d'un État-Nation capitaliste, l'autre à la domination que cet État-Nation exerce sur des formations sociales qui lui restent extérieures. Là se trouve peut-être *la clef ultime de la spécificité de la dépendance corse*. Dans cette combinaison, la Corse constitue un *cas-limite* (6), mais est-ce qu'elle se situe pour autant à l'exacte charnière de ces deux processus ? Selon la logique de l'un, l'économie corse devrait tendre à se dissoudre, en tant qu'économie régionale intérieure, dans l'économie nationale française. Selon la logique de l'autre, la formation sociale corse tend à perdurer, dépendante mais distincte, «colonisée» par la puissance dominante. Dans la mesure où l'insertion de la Corse renvoie à ces deux aspects d'un M.P.C. qui émerge en France (7), peut-on évaluer précisément une limite entre ces deux processus ? *Surtout*, il s'agit de situer la question corse par rapport à cette limite, tel que cela ressort d'un double cheminement historique, celui du développement du capitalisme en France et celui du «statut» économique de la Corse par rapport à ce capitalisme national, depuis la fin du XVIII^{ème} siècle.

Au niveau économique, les rapports de domination/dépendance entre deux formations sociales sont toujours complexes. Ils ne sont pas révélés dans leur totalité par la mesure des échanges de marchandises et de monnaie. L'échange est *inégal* dans sa structure même (8). En l'occurrence, *la question est double*. Il importe de mettre à jour dans quelle mesure la formation sociale corse s'insère directement dans *la formation de l'économie (capitaliste) nationale française d'une part*, et dans quelle mesure l'espace économique corse a pu servir de support à *la formation d'une économie mondia-*

le capitaliste (l'extension capitaliste étant, en l'occurrence, assumée par le capital français). On peut préciser : *comment la formation sociale corse s'insère-t-elle effectivement dans les processus complexes et tendanciels de péréquation qui expriment l'avènement et l'achèvement de la domination du M.P.C. dans la formation sociale française ?* Cet ensemble de processus *se donne ses propres limites* — ne serait-ce que par rapport à d'autres formations sociales à dominante capitaliste. L'interrogation peut donc s'énoncer : *au niveau des processus économiques, peut-on repérer une «frontière» entre formations sociales dominante et dominée qui signifierait une «discontinuité» dans la formation des prix, des salaires et des profits en France et en Corse ?*

Dans le système relationnel France-Corse, les transferts de valeur renvoient-ils à d'autres rapports qu'à ceux impliqués dans un procès «homogène» et «continu» de péréquation, procès par lequel se définit *une économie nationale capitaliste ?*

*

* *

Le problème se complique d'autant lorsque l'on introduit dans cette problématique les transformations structurelles du capitalisme, et, plus particulièrement, son passage au stade impérialiste vers la fin du XIX^{ème} siècle : cela correspond à un nouveau mode d'expansion (l'accumulation devient un processus mondial) et d'exploitation des formations sociales périphériques (par l'exportation de capital), ce qui affecte la rationalité coloniale du M.P.C.

La colonisation n'a nulle part été une tendance abstraite, que l'on pourrait traiter sans considération de lieu ni de temps. *La colonisation est une forme historique, concrète, que revêt l'expansion du mode de production capitaliste.* Plus précisément, elle recouvre une certaine manière, pour le capitalisme occidental, de pénétrer une formation sociale et de s'y mettre en valeur, alors que se réalise une division internationale du travail. La colonisation implique *une mise en tutelle politico-administrative*, ce qui n'est pas toujours indispensable. Bien des régions du monde furent assujetties à une exploitation impérialiste sans pour autant, être colonisées, au sens strict du terme. Néanmoins, le mode colonial de domination est caractéristique d'une certaine époque de l'expansion mondiale du capitalisme. Le partage colonial du monde est un trait dis-

tinctif d'un système capitaliste qui devient *impérialiste*, à la fin du XIX^{ème} siècle (9). Les puissances coloniales ne cherchent plus seulement hors d'Europe une expansion de leurs marchés (10), mais de nouveaux lieux où puisse s'effectuer une mise en valeur de leurs capitaux : l'investissement productif direct dans des activités d'exploitation des richesses naturelles (agriculture et ressources minérales) est le signe discriminant de l'impérialisme. Cependant, dans la mesure où elle se situe avant même l'essor industriel de la bourgeoisie française, la situation dans laquelle la conquête militaire de 1769 place la Corse est plus complexe.

*
* *

II. SYSTEME DOUANIER ET FRONTIERES DE L'INTÉGRATION CAPITALISTE (1769-1835-1870).

Pendant toute une période — qui dure jusqu'au milieu du XIX^{ème} siècle — le degré de non-intégration de la Corse dans l'économie française se mesure à *l'existence d'un système douanier spécifique*. La frontière est matérialisée entre les deux formations sociales et *son maintien jusqu'en 1835* empêche d'y voir une simple contingence. De plus, la franchise pour l'entrée en France des *produits naturels corses* est parfaitement typique des relations commerciales coloniales (11). Par son expansion coloniale, l'économie capitaliste cherche, entre autres, l'accès à des matières premières agricoles qui lui permette d'assurer une diminution de la valeur de la force de travail qu'elle utilise sur son territoire. Ce sont justement ces produits naturels, dont il est prévu la libre circulation.

En ce sens, l'existence d'un système douanier spécifique concourt à (dé) montrer le statut colonial de l'île dans l'ensemble capitaliste français (12). Son évolution est à considérer avec précision, à partir du système douanier dont dispose la Nation Corse (1755-1769), ce qui est la norme pour tout État souverain.

a) La conquête militaire française annexe la Corse à l'espace économique français de l'époque. En matière douanière, cela se traduit ainsi (13) :

- les marchandises provenant de France sont taxées à 7,5%
- les marchandises provenant de l'étranger (essentiellement péninsule italienne et Sardaigne ; l'Espagne, via Marseille) sont taxées à 15%.

En sens inverse, les produits exportés vers la France sont eux aussi taxés, en règle générale, comme on peut le déduire du texte des Arrêtés Miot de 1801, pris postérieurement à la Révolution (14).

Dans la France de l'ancien régime, les systèmes douaniers intérieurs pour les trafics de provinces à provinces sont de règle. L'unification du marché intérieur à ce niveau-là, par la suppression des barrières douanières intérieures, est concomitante de l'abolition des provinces et la mise en place des départements (1793), tout comme de la «libération» de la force de travail et de l'initiative privée que permet la loi Le Chapelier (1791).

b) En ce qui concerne son système douanier, la Corse est maintenue à l'écart des grands mouvements «d'égalisation» déclenchés par la Révolution de 1789.

«La Révolution a donné aussi aux français l'égalité administrative, l'égalité devant la loi (...). En fait, c'est toute la réorganisation administrative de la France par la Constituante, et sa mise au point par la Convention et le Consulat, qui témoigne de cette égalité «géographique» (...) et assure à tous l'application des mêmes lois, le même régime fiscal ou pénitentiaire, d'un bout du royaume à l'autre» (15).

En fait, la Corse occupe une position intermédiaire entre la France métropolitaine et les territoires français d'Outre-Mer de l'époque (Guadeloupe, Martinique, une partie de Saint-Domingue, les comptoirs des Indes) où «l'inégalité politique et la privation des libertés se trouvent maintenues, au détriment des indigènes» (16).

Quant au statut économique de l'île, il convient de citer intégralement les textes réglementaires qui ont force de loi.

Arrêté Miot (1801).

.....
Article 2. — *Les marchandises importées de l'étranger dans les Départements du Golo et du Liamone et celles exportées de ces mêmes départements à l'étranger paieront les droits fixés par le tarif qui est suivi dans les autres départements de la République, à l'exception des huiles qui continueront à payer les droits actuellement en usage.*

Article 3. — *Les marchandises importées des départements continentaux de la France dans ceux du Golo et du Liamone et celles exportées de ces deux départements pour les départ-*

tements continentaux de la République, paieront le tiers du droit fixé pour chacune d'elles dans le tarif mentionné en l'article précédent relatif au commerce avec l'étranger à l'exception des huiles qui continueront à payer les droits actuellement en usage.

Article 4. — Seront exempts des droits d'entrée dans les Départements du Golo et du Liamone, de quelque part qu'ils viennent :

1) Les blés et légumes de toute espèce, les bêtes à cornes, les chevaux, mulets et autres bestiaux introduits soit pour l'amélioration des races, soit pour le service de l'agriculture ;

2) Les instruments aratoires en fer, acier et bois, différents de ceux qui sont en usage et se fabriquent dans les deux départements ;

3) Tous outils servant à l'établissement de quelque fabrique ou manufacture moyennant la permission de l'Autorité Administrative à qui la demande aura été faite préalablement ;

4) La mine de fer, la soude, les arbres fruitiers et les graines de plantes exotiques, propres à la teinture ou à toute autre branche d'industrie ;

5) Les instruments de Physique et de Mathématiques.

Article 5. — Seront exempts des droits de sortie quand ils seront exportés pour les départements continentaux de la République, les fruits secs et verts, la cire, la soie, le lin, le chanvre, le coton, la garance du cru des deux départements, les cuirs, les peaux tannées et les toiles et savons fabriqués dans les deux départements.

Décret impérial du 24 avril 1811.

**DE L'INTRODUCTION
DES DENRÉES DU CRU DE LA CORSE
EN FRANCE EN EXEMPTION DES DROITS
DE DOUANE**

.....
Article 20. — A l'avenir, les huiles d'olive, le miel, les amandes, les châtaignes, noix, cédrats, citrons et oranges, la cire jaune non ouvrée, les cuirs de bœuf et de vache, secs, en poils, les vins du cru du Département de la Corse seront admis en France en exemption des droits de douane.

Article 21. — Les dits objets devront être expédiés avec des certificats des Autorités locales, qui en attesteront l'origine, visés par les Préfets et les Sous-Préfets et accompagnés d'expéditions délivrées par les Préposés chargés dans les différents ports, de la perception des droits de navigation.

Sans préjuger de la « bonne volonté » des administrateurs ou de l'état de l'industrie et de l'artisanat en Corse à cette époque, la logique dominante de ces mesures revient à accentuer les exportations en l'état des produits agricoles corses, au détriment d'une transformation même artisanale sur place. De même, la libre entrée du « blé et légumes de toute espèce » (Arrêtés Miot, article 4, al. 1), sans doute justifiée à l'époque pour lever certaines difficultés de ravitaillement alimentaire, ouvre la voie à ce qui sera le principal dissolvant de l'équilibre agro-pastoral insulaire.

c) Avec la Restauration, l'île de Corse est renforcée dans sa position particulière. La loi du 21 avril 1818 reproduit, dans les termes de ses articles 10 et 11, les prescriptions générales qui caractérisent les relations commerciales d'une métropole et d'une colonie : libres mouvements des marchandises métropolitaines, soumission des marchandises corses — autre que les « productions du sol » — au « tarif général comme venant de l'étranger » :

Article 10. — Les productions de la Corse seront admises en France aux conditions ci-après, savoir :

— Toutes les productions du sol de la Corse autres que les huiles expédiées de l'île pour la France, avec acquis à caution délivrés sur certificats des magistrats des lieux de la récolte, seront exemptes de tous droits de sortie de l'île et d'entrée en France dans les ports de Toulon, Marseille, Sète et Agde.

— Les huiles de la Corse seront reçues dans les ports de la Méditerranée, en exemption des droits de 15 ou 25 F lorsqu'elles auront acquitté à la sortie de l'île, le droit de 5 F pour 100 kg.

— Toutes les autres marchandises ou denrées envoyées de Corse en France, acquitteront à leur entrée, les droits du tarif général comme venant de l'étranger.

Article 11. — Les produits de fabriques de France pourront arriver en Corse en exemption de tous droits sauf à payer

ensuite les droits de sortie du tarif général, s'ils passaient définitivement à l'étranger.

d) Pour la Corse, par rapport à la France, un système douanier spécifique subsiste jusqu'en 1835, date de «la suppression des droits à l'exportation des produits du sol «huiles, soie, fer, granit» (17), c'est-à-dire des productions non-agricoles et des huiles soumises jusque-là à taxation.

1835 marque ainsi la date du commencement réel de l'intégration douanière de la Corse à la France (— il aura fallu soixante-cinq ans —) pour ce qui est des relations marchandes en général (18).

1835, la date est significative. Cette mesure de suppression de barrières douanières s'inscrit en pleine période d'un «*libre-échange*» qui triomphe (sur le plan de l'idéologie tout au moins) avec l'avènement d'un capitalisme (anglais) hégémonique, pour ce qui est de *l'ensemble des relations économiques internationales*. En France, la révolution industrielle capitaliste connaît son plein développement et affecte même les régions intérieures périphériques (19).

Mais comment comprendre cette mesure de 1835 pour ce qui est de la Corse dans son rapport avec le capitalisme français ? Est-ce l'indice décisif de la fusion d'une formation sociale distincte dans le marché intérieur français ?

Ou est-ce plutôt le signe d'une tentative «rationnelle» d'un certain colonialisme économique ? Dans cette hypothèse, l'abaissement/suppression de la frontière douanière serait une des modalités institutionnelles par laquelle on étend l'aire de réalisation d'un capital extérieur qui commence à s'investir dans l'île.

De fait, il semble que cette mesure ait principalement pour explication *une tentative d'un capitalisme français de se mettre en valeur en Corse*, et non pas une tentative d'une «bourgeoisie corse» inexistante de s'intégrer à la bourgeoisie française en cours de développement. L'embryon d'industrialisation qui s'affirme jusqu'en 1870 semble être surtout le fait de *capitalistes français* : les fonderies de Toga et Solenzara, qui en sont le fleuron et l'élément de référence (20), sont la propriété de «français continentaux» (21).

*

* *

1835, la date est encore significative : elle s'inscrit en plein dans la période de conquête de l'Algérie, puisque celle-ci décidée par Charles X en 1830, entamée par Louis-Philippe en 1831 trouve un premier épilogue en 1847-48 avec la reddition d'Abd El Kader le 23 décembre 1847.

Avec l'Algérie, colonie française indubitable, on retrouve une double concomittance :

— abaissement, voire suppression de certaines barrières douanières entre la métropole et la colonie en 1851. L'union douanière sera totale en 1892 ;

— premières tentatives de mise en valeur industrielle des ressources naturelles : cuivre en 1845, minerai de fer en 1846 (Bône), 1857 (Mokta el Hadid) et 1863 (Ouenza) (22).

L'analyse comparée des pratiques du capitalisme français en Corse et en Algérie est encore instructive en ce qui concerne l'établissement de *colons* français sur ces «nouvelles terres». De l'échec des tentatives d'implantations de lorrains à Poretta en 1773 (23) et d'alsaciens à Bonifacio et Ajaccio en 1839 (24), à la réussite (!) de telles initiatives sur la terre algérienne (arrivée de 20 000 colons entre 1848 et 1852) (25), il y a certes une différence remarquable : celle qui sépare le succès de l'échec d'un projet capitaliste, mais la *démarche est concrètement la même : coloniale* (26). Peut-on affirmer d'une colonisation qui échoue (en termes de rentabilisation capitaliste) qu'elle n'en est pas une ?

*

* *

III. LE PASSAGE A L'IMPÉRIALISME : EXPLOITATION ET SOUS-DÉVELOPPEMENT.

Les quelques tentatives du capital français de se mettre en valeur en Corse, dont on peut dater l'apogée du Second Empire, n'aboutiront pas. Aucun processus de reproduction élargie de ce capital ne s'enclanche : fermeture des fonderies, échec des tentatives agricoles (mûrier, ver à soie...), retrait progressif du capital extérieur investi dans les exploitations forestières... (27).

A fortiori, *il n'y a pas formation d'une bourgeoisie corse qui aurait pu se greffer sur la bourgeoisie française*. Le capital français, parce qu'il ne s'est pas lui-même investi en Corse, n'a pas pu être

un facteur d'émergence pour un capital corse dépendant, articulé au capital dominant (28). En ce sens, la faillite, en 1883, de la société corse qui assurait les transports maritimes entre l'île et le continent, et la reprise de ces activités par la Transat et la Compagnie Fraissinet est pleinement significative (29).

En effet, depuis 1850, et plus encore après 1880, les capitaux français disponibles pour l'investissement colonial trouvent dans le Maghreb, en Afrique Noire, en Indochine..., des opportunités beaucoup plus intéressantes ; les hommes aussi, d'ailleurs.

En fait, une nouvelle période s'ouvre en ce qui concerne l'articulation économique de la Corse à la formation sociale française. Puisque la colonisation de l'île ne s'avère pas productive dans le contexte de l'époque, la bourgeoisie française, qui devient impérialiste, limite la mise au potentiel immédiatement valorisable.

De ce potentiel, quelques facteurs de production, seulement, sont extraits et appropriés par le capital dominant. En fait, à grande échelle, il y en a deux :

- le lait de brebis, dont la collecte systématique est instituée par les sociétés de Roquefort, à la fin du XIX^{ème} siècle (30).
- le potentiel humain, qui sera massivement investi dans ces activités certes non productives, mais socialement très nécessaires, que sont l'armée et la fonction publique.

La discussion sur ces deux éléments devrait permettre de préciser davantage les modalités d'articulation de la formation sociale corse au capital français dominant.

1) *L'émigration corse*, depuis le XIX^{ème} siècle, renvoie à la logique et la réalité globale des mouvements de population en Europe à cette époque de révolution industrielle (31). En terme brut, l'émigration hors de l'île l'emporte sur l'immigration à partir des années 1840 ; la population de l'île commence à diminuer vers 1880. Un de ses caractères spécifiques tient aux *modalités d'insertion* des corses émigrés dans la formation sociale française. L'émigration corse fonctionne rarement comme force de travail productive engagée dans l'industrie, ce qui renvoie, peut-être, au statut juridico-politique de la Corse, partie intégrante de la République française. Le «citoyen» corse se prête sans doute moins à une sur-exploitation que l'immigré «étranger».

En tout état de cause, cette émigration conduit à une très forte articulation sociale et idéologique des deux formations sociales. Les

tendances à l'assimilation des corses émigrés sont puissantes, par le biais des mariages et de l'insertion dans l'appareil d'État français. Il reste un décalage avec l'économie, comme le rappelle François Pernet (32), niveau auquel l'assimilation n'opère pas. De cette désarticulation surgiront les traits les plus spécifiques de la crise actuelle de la Corse en dépendance.

Quant aux causes de l'immigration, elles sont immédiatement identifiables. L'absence ou le blocage d'une industrialisation d'une part qui renvoie directement à la domination française (cf. paragraphe précédent), et la désagrégation des activités agricoles pour lesquelles il n'existe pas, en Corse, d'avantages comparatifs (par rapport à la France) ou de protection naturelle, d'autre part (33). La survie et la croissance de l'élevage liées à la mise en valeur du lait de brebis recouvre parfaitement la soumission générale de l'économie corse à la valorisation du capital français.

2) Le problème posé par le *lait de brebis* peut paraître marginal. L'analyse économique n'est pas facilitée par le fait que ce soit un *produit agricole*, et non industriel. Mais le lait de brebis semble être un des rares produits à faire l'objet d'une relation commerciale systématique entre la France et la Corse depuis la fin du XIX^{ème} siècle. On sait l'importance pour la formation sociale corse des pratiques des sociétés de Roquefort : elles sont la raison première de la survivance d'une activité pastorale, noyau dur de la formation sociale corse, jusqu'à la seconde guerre mondiale (34). Le fait remarquable, en la circonstance, est le système de prix du lait mis en place par les sociétés de Roquefort : *le maintien sur longue période d'un écart systématique entre le prix payé au producteur des Causses et celui payé au producteur corse* (35).

Or, si l'on se réfère aux prix actuels, il apparaît que cet écart (qui atteint environ 30 centimes par litre) ne peut pas être expliqué par la seule nécessité d'un transport de Corse en Aveyron (36). Le transport de la marchandise intervient — puisqu'il est travail productif — dans le processus global de la péréquation prix/profit, lequel détermine en dernière instance le prix (de production) du lait de brebis (37) à Roquefort. L'écart des prix effectifs recouvre un *transfert de la valeur* produite par les éleveurs corses et appropriée par les industriels de Roquefort (et peut-être aussi par les éleveurs des Causses — mais là n'est pas le problème). La structure monopoliste de la branche n'est, en l'occurrence, qu'un élément du mécanisme par lequel se réalise une *surexploitation spécifique*

des producteurs corses, *inexplicable dans le seul cadre d'un processus «national» de péréquation*. (Plus précisément, la structure monopoliste (38) de la branche n'explique pas le transfert de surplus — par contre, elle explique les modalités pratiques de ce transfert, qui se réalise par une «manipulation» du système des prix marchands).

*
* *

Capitalisme concurrentiel, capitalisme impérialiste, deux époques délimitées par deux stades du M.P.C., mais un même problème qui se résout selon des voies différentes : appropriation (absorption) d'un «surplus» externe au capital français pour ce qui est de sa génération, même si le capital français contribue éventuellement à sa production.

On s'introduit, par là, dans la logique de la «conservation-dissolution» d'une formation sociale dépendante. *Le surplus corse est certainement limité*, et un capital «extérieur» ne peut s'approprier que ce qui existe. Néanmoins, il reste le fait majeur d'une *discontinuité* entre le système économique français et son extension en Corse. *La persistance de barrières douanières spécifiques*, au moins jusqu'en 1835, une *certaine hétérogénéité du système de prix*, impliqué par l'implantation de capitaux «extérieurs», en sont l'indice — même si cette discontinuité change de signification à partir de 1957 (39).

Une question reste alors en suspens : *pourquoi la Corse ne s'est-elle pas intégrée, en tant que région intérieure, au capitalisme français dominant ?* Cela revient à poser le problème historique du «non-développement» d'une bourgeoisie corse, absente de ce fait pendant les périodes cruciales de 1750 à 1870.

*
* *

IV. L'IMPOSSIBLE BOURGEOISIE CORSE.

L'impérialisme correspond à un mode spécifique d'exploitation d'une formation sociale. Quand il prend une forme coloniale, l'impérialisme produit, dans la formation sociale qu'il domine, une restructuration de l'ensemble des relations sociales. En Corse, la domi-

nation française ne s'est pas traduite par une destruction de la formation sociale locale, ce qui aurait signifié l'assimilation du peuple corse (40).

A cela une raison essentielle : l'inexistence d'une bourgeoisie en Corse, *alors qu'elle aurait été la seule classe sociale à pouvoir assumer la fusion du peuple corse dans la Nation française* (41). La question nationale corse, cela reste encore très largement *la question de l'impossibilité d'une bourgeoisie corse* qui, de ce fait, ne s'est pas présentée aux deux rendez-vous qui lui furent assignés par l'histoire dans le courant du XVIIIème siècle d'abord, du XIXème siècle ensuite.

Au XVIIIème siècle, la révolution corse apparaît comme une révolution démocratique bourgeoise que l'inconsistance d'une bourgeoisie empêche de mener à son terme. La conquête militaire française de 1769, de ce point de vue, consacre une incapacité «de classe» à stabiliser une formation sociale bourgeoise (42).

Au XIXème siècle, jusqu'en 1870, c'est toujours l'inexistence d'éléments bourgeois corses qui bloque le processus de dissolution/intégration de la formation sociale dominée. En effet, aucune force sociale ne peut prendre l'initiative de se fondre dans la bourgeoisie française, et entraîner par ce mouvement, la fusion de la société corse dans la formation sociale française.

L'impossibilité d'une bourgeoisie corse, et le fait même que la question nationale corse soit encore ouverte après deux siècles de domination française, renvoie, en définitive, à la formation sociale d'origine et à son histoire (43). Le caractère principalement pastoral de l'économie corse et les dépendances successives envers Pise et Gênes *ont bloqué la formation d'une classe dominante*, maîtresse de la production et de la répartition du surplus. Le capital-argent a été drainé par les commerçants génois, hypothéquant ainsi la genèse d'une bourgeoisie corse — alors que l'appropriation communautaire des terres impliquées par l'économie pastorale gênent considérablement la «séparation» du travailleur de ses moyens de production (44).

*

* *

Les modalités de génération, circulation et centralisation du surplus définissent et délimitent la structure de classe d'une for-

mation sociale, et, en particulier, la consistance de la classe dominante. Les conditions naturelles de production justifient que le surplus en Corse reste limité, dans tous les cas de figure — mais, plus encore, les rapports de production dominants qui caractérisent l'élevage (45) relativisent la centralisation de ce surplus.

On peut ébaucher, à titre d'hypothèse, quelques articulations spécifiques de la formation sociale corse (ou, tout au moins, quelques-uns de ces termes).

a) Au niveau des rapports de production, *le pastoralisme* l'emporte nettement sur l'agriculture, ce qui implique un développement plutôt « communautaire » des activités productives et, surtout, un rapport avec la terre qui ne privilégie par l'« appropriation privée » telle qu'elle apparaît dans l'Europe féodale (46), même si la « Terra di a Cummuna » ne recouvre, au sens strict, que la moitié Nord de l'île, à l'exception du Cap (47).

Secondairement, le mode d'élevage pastoral apparaît aussi décisif pour la formation de toutes les relations sociales de la formation sociale : relation entre communautés (familles élargies, clans, villages...), identité culturelle...

b) Etroitement articulé à cette prédominance de l'élevage pastoral, il n'y a pas de développement notable de l'appropriation privée des terres et des formes féodales d'organisation économique, sociale et politique :

— le surplus agraire n'est pas vraiment centralisé par les féodaux (— ce qui, en Europe Occidentale, a largement contribué à son appropriation ultérieure par une bourgeoisie commerciale —). Les seigneurs furent éliminés du Deçà des Monts par le soulèvement paysan de 1358, et réduits à peu de chose dans le Delà des Monts par la puissance génoise (48).

— le faible développement de l'appropriation privée des terres est attesté par les mesures qui seront prises par la monarchie française, dès après la conquête militaire de 1769.

Une des premières initiatives sera de déclencher et d'accélérer un processus d'appropriation privée. Le « Plan Terrier » est décidé en 1770, entamé en 1773 et achevé en 1795. Il n'est pas seulement un relevé cadastral, puisqu'il pousse à l'identification et au découpage de l'espace rural par référence à un propriétaire (selon le modèle français). Conséquences du Plan Terrier :

— une partie des «terres communes» seront appropriées au moment de son établissement (49)

— il entame un procès de différenciation sociale nouveau en instaurant un clivage propriétaire/non-propriétaires : accessoirement, ce processus redonne vie au rejetons de la noblesse, dans le Delà des Monts, puisque ceux-ci vont tenter, à cette occasion de récupérer tout ou partie des anciens fiefs.

— on estime pourtant à l'époque après l'application du Plan Terrier que 30% des terres sont communales, encore qu'il ne faille pas confondre la propriété communale définie par le droit français, et l'appropriation communautaire pratiquée par les collectivités de bergers/paysans.

En 1818, il y a une nouvelle tentative pour interdire le parcours des troupeaux de commune à commune. Puis, l'administration française entamera un processus de découpage communal qui tend à séparer les zones historiquement unifiées d'hivernage et d'estivage (50).

c) Par ailleurs, la constitution d'une bourgeoisie commerçante corse reste embryonnaire ou avortée. Dans les villes littorales (Bastia, Calvi, Bonifaziu), les pisans et les génois, qui l'emportent définitivement en 1347, accaparent les activités commerciales et financières.

Il en résulte une formation sociale corse structurée autour d'une activité principalement sylvo-pastorale, *mais tronquée au sommet de sa structure de classe*. Et aussi, *une formation sociale tronquée dans son caractère national*, puisque son mode de production dominant n'exige pas une centralisation du pouvoir politique et de l'organisation économique (51) — les génois assumant ce qui est nécessaire en ce domaine par l'intermédiaire de la Banque de Saint George.

*

* *

Le laminage des groupes sociaux dominants et l'impossibilité pour une bourgeoisie corse de se former au travers de la domination génoise justifie l'échec de la tentative nationale de Pasquale Paoli. La défaite Ponte-Novu sanctionne l'incapacité pour la formation sociale corse de se constituer en Nation bourgeoise par incapacité d'une bourgeoisie corse de se constituer en tant que classe.

En Corse, néanmoins, le capitalisme français se trouve confronté à une formation sociale qui lui préexiste, différente et suffisamment dense pour durer (52). Cette formation sociale ne s'est pas dissoute dans l'ensemble dominant *parce qu'il n'y avait pas de bourgeoisie corse qui aurait pu être le vecteur d'un tel processus*. Vaincue militairement, réprimée dans son identité et sa culture, dépendante économiquement et dominée politiquement, la formation sociale corse se maintient, périphérique et marginalisée, au travers des structures institutionnelles et sociales du clanisme, dont Charles Santoni a clairement analysé l'ambivalence :

«Ainsi, depuis deux siècles, au mépris de l'évolution économique, le clan résiste, persiste et se maintient. Sa permanence nous interpelle. Pourquoi cet anachronisme ?

Certes, la réponse doit faire référence aux structures coloniales de l'île, qui montrent sous un jour particulier l'alliance nouée par le capitalisme français avec les classes parasitaires corses.

(...) Le clan est, à sa façon, une expression de l'identité corse. Ceci pourrait bien expliquer sa pérennité (...) Le clan qui parlait corse, qui pensait corse, faisait tampon, s'interposait entre les pouvoirs publics et les gouvernés pour bloquer, dénaturer, miner tout ce qui était contraire au style de vie, aux coutumes de la population» (53).

En effet, la bourgeoisie française, après avoir fait table rase des embryons de bourgeoisie corse, est contrainte d'assurer un relais social et politique à sa domination : elle laisse une place pour une *alliance de classe «impérialiste»*, qu'elle suscite et à laquelle elle donne certains moyens pour assurer sa domination. Le relais, principalement assumé par des petites-bourgeoisies à base rurale/agraire et commerçante, fonctionne selon le mécanisme couplé de *l'émigration* et du *clientélisme*, mécanisme qui est solidement ancré dans le «clan», et secondairement dans le «village». Cette alliance de classe constitue la pièce maîtresse d'un système de pacification des contradictions qui assure, par son existence même, la persistance d'une formation sociale corse originale jusqu'après la seconde guerre mondiale (54).

L'arrivée impétueuse du grand capital dans l'agriculture et le tourisme, à partir de 1957, bouleverse un ensemble de relations sociales qu'elle frappe de plein fouet (55). Le passage de l'économie corse à une soumission réelle au capital impérialiste implique une décomposition à terme du système des clans en laminant la petite-bourgeoisie qui en forme l'ossature. Depuis peu, la dépendance co-

loniale signifie une agression contre la formation sociale corse, qui avait pu subsister jusque là, marginalisée dans sa position de dépendance. Contre cette agression, la formation sociale a réagi par un *système de défense particulièrement incisif*. Il resterait à en tenter une prospective.

*

* * *

NOTES

(1) Une analyse comparée, rétrospective, avec le système relationnel Irlande – Grande-Bretagne pourrait être particulièrement instructive, car l'analogie pourrait être poussée assez loin (ancienneté de la domination, insularité, migrations de populations...).

Cf. F. Engels : « *On peut considérer l'Irlande comme la première colonie anglaise et comme une colonie qui, à cause de sa proximité, est administrée encore directement à l'ancienne mode...* » (Lettre à Marx, 23 mai 1856, Correspondance, Tome IV, p. 306).

(2) Cf. Fernand Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II* (Tome II, p. 247, 3ème éd., Armand Colin, 1976). Fernand Braudel se réfère à Henri Joly, *La Corse française au XVIème siècle* (Lyon 1942) : « *Tout navire allant à Carthagène, Valence, Barcelone, à Gênes, Livourne ou Naples passe fatalement en vue des côtes de Corse ; et ceci vaut plus encore pour le XVIème siècle où (...) la voie maritime normale contournait le Cap Corse ou empruntait les Bouches de Bonifacio* ».

(3) Cette tendance triomphera, en France, avec la période révolutionnaire ouverte en 1789 pendant laquelle seront supprimées les différentes barrières intérieures à la « libre-circulation » des marchandises, y compris la force de travail.

(4) Cette tendance est inhérente au M.P.C. dès son commencement : « La base de ce dernier est constitué par le marché mondial lui-même. D'autre part, l'immanente nécessité pour le mode capitaliste de produire à une échelle sans cesse plus grande incite à une extension perpétuelle du marché mondial, ... » Karl Marx *Le Capital* Livre III tome 1 page 341 (Ed. Sociales).

(5) Cf. Charles Santoni, *Résistance et répression en Corse, 1769-1819, Les Temps Modernes*, n° 324/325/326/, 1973.

(6) Cette approche du problème doit beaucoup aux remarques faites par Christian Leuclate.

(7) La monarchie absolue qui s'instaure au début du XVIIème siècle, en France, assume au niveau politique cette période de transition marquée par les processus d'accumulation primitive. Cf. Nikos Poulantzas, *Bouvoir politique et classes sociales dans l'État capitaliste* (Maspéro, 1968).

(8) Cf. Arghiri Emmanuel, *L'échange inégal* (Maspéro, 1972) et le débat que cet ouvrage a ouvert, notamment les contributions de Charles Bettelheim, Samir Amin, Christian Palloix...

(9) Le partage de l'Afrique Noire, archétype de l'impérialisme colonial, est institutionnalisé par le Traité de Berlin en 1885.

(10) La *tendance à la formation d'un marché mondial a pris jusque là des formes principalement commerciales*. Les puissances européennes implantent des « comptoirs » commerciaux, beaucoup plus qu'elles n'occupent le terrain, en Afrique, en Amérique du Sud, en Asie.

(11) Telles que celles pratiquées par l'Angleterre par rapport à l'Inde ou la France par rapport à l'Algérie dans les dispositions douanières instaurées tout de suite après la conquête de 1851 (voir plus loin) : le «pacte colonial».

(12) Associé au «monopole de pavillon», il est un élément historique mis en avant dans toutes les analyses des mouvements corses contemporains : *Autonomia* : «*Comme si cela n'était pas suffisant, une politique douanière mise en œuvre pour frapper exclusivement l'exportation des produits corses, acheva le travail* (p. 21, A.R.C., 1974). *Nain basse sur une île* : «*Arrachée de l'environnement économique tyrrhénien par la conquête française qui entoura l'île d'un cordon douanier, l'économie agricole corse ne pouvait que périlcliter* (p. 22) ; Front Régionaliste Corse, Ed. J. Martineau, 1971.

(13) Cf. Pascal Arrighi, *La vie quotidienne en Corse au XVIIIème siècle*, (Hachette, 1970), p. 194.

(14) En 1801, l'administrateur général Miot de Melito précisait d'ailleurs : «*Quant aux douanes, comme elles sont le seul produit réel de l'île, j'ai maintenu la perception qui n'a jamais cessé d'exister sur les denrées importées et exportées réciproquement de la Corse en France et de France en Corse*». Rapport de l'administrateur général Miot de Melito au citoyen Chaptal, Ministre de l'Intérieur, 6 Prairial, An IX (Pour tous les textes réglementant les douanes corses, nous nous référons à un mémoire présenté, en avril 1972, par Yves Le Bomin à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bastia/Corté/Balagne).

(15) Cf. G. Duby et R. Mandrou, *Histoire de la civilisation française* (tome II, p. 148), Armand Colin, 1958.

(16) Cf. Duby-Mandrou (*op. cit.*, p. 148). L'égalsation du statut juridico-politique (les corses sont dès cette époque «citoyens français») est certainement le principal facteur qui pourrait, à son niveau, contrebalancer la thèse de la dépendance coloniale. C'est, à tout le moins, une puissante composante de la spécificité du fait colonial français en Corse. Il n'est pas dans l'objet de cet article de discuter toutes les dimensions politiques, sociales et culturelles de la dépendance coloniale. Il faut cependant relever, avec Vincent Stagnara (*Du colonialisme contemporain en Corse, Revue Française d'Études Méditerranéennes* n° 28, 1977, p. 57) l'ambiguïté de cette mesure, comme en témoigne la terminologie utilisée dans le décret du 30 novembre 1789 qui proclame l'intégration de la Corse à «l'empire français». La motion, rédigée par Salicetti, député corse du Tiers-État, dit explicitement : «*L'Assemblée Nationale déclare que la Corse fait partie de l'empire français, que ses habitants doivent être régis par la même constitution que les autres français*...»

(17) Cf. Pierre Antonetti, *Histoire de la Corse*, Laffond, 1973, p. 450. En droit, la loi de 1818 ne sera abrogée qu'en 1912. Néanmoins, pour ce qui nous préoccupe, la mesure de 1835 semble pertinente, en l'état actuel des investigations.

(18) En général, car subsiste jusqu'à aujourd'hui un certain système douanier prévu pour compenser, dans les relations Corse-France, l'effet de l'abaissement/suppression dans l'île de certaines taxes fiscales intérieures de l'État français, héritées de 1801 et 1811.

(19) Pour les pays d'Oc, cf. Robert Lafont qui parle de «l'occasion manquée d'une bourgeoisie régionale», à partir de 1830 qui «se perd dans la bourgeoisie française, ainsi elle perd sa vocation de classe au pouvoir chez elle au profit d'une conquête du pouvoir à Paris» (p. 70) ; (*La revendication occitane*, Flammarion, 1974).

(20) Cf. *Nain basse sur une île*, p. 14 (1971 ; *op. cit.*) et *Autonomia* p. 21 (1974 ; *op. cit.*).

(21) Cf. Pierre Antonetti (1973, *op. cit.*), p. 454. Francis Pomponi précise : «*Il est significatif que, dans les cas que nous venons de citer, l'initiative était venue d'ailleurs : l'usine de Toga était une succursale de la compagnie Retin et Gaudet de Rive de Giers, et celle de Solenzara une fondation des frères Jackson*». Cf. *Gise de structure économique et crise de conscience en Corse (fin XIXème début XXème)* in Typologies des crises dans les pays méditerranéens, Actes du Colloque de Bendor (mai 1976), édités par le Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine, Nice.

(22) Sur l'histoire du colonialisme français en Algérie, on peut se référer à :

— Abdallah Laroui, *Histoire du Maghreb* (tome II), Maspéro, 1975.

- Abdellatif Benachenhrou, *Formation du sous-développement en Algérie : essai sur les limites du développement du capitalisme 1830-1962*, O.P.U., Alger, 1976.
- *Marxisme et Algérie* : textes de Marx-Engels (10/18, 1976).
- (23) Une cinquantaine de familles ; cf. P. Simi, *Démographie et mise en valeur de la Corse* (p. 272) in *Mélanges d'Études Corses* (1971, Ophrys, Gap).
- (24) Tentative étudiée et dirigée par le préfet Jourdan du Var en 1839-40 (cf. P. Simi, in *Mélanges* (p. 272) - 1971, *op. cit.*).
- (25) Cf. *Marxisme et Algérie* (*op. cit.*, p. 112 et suiv.).
- (26) Discours du préfet de la Corse Grandval, en 1878 : « *Je suis heureux de m'associer aux efforts pour rendre prospère cette belle colonie* » (cité par F. Pomponi dans une conférence donnée à Ajaccio/Provençal-Corse, 2 décembre 1976).
- (27) Cf. Francis Pomponi (1976, *op. cit.*).
- (28) On ne peut exclure, a posteriori, la possibilité qu'un capital français ait pu servir de facteur pour le développement d'un capital corse dépendant, articulé au capital dominant. Historiquement, cela n'a pas été.
- (29) Cf. Patric Torre, *Les relations maritimes Corse-France*. Mémoire pour les DES de Sciences Économiques. Lyon. 1976.
- (30) La première installation d'une laiterie liée à Roquefort se fait à Lumio en 1893. Cf. Jeanine Renucci, *Corse traditionnelle, Corse nouvelle* (p. 206), Audin, Lyon, 1974.
- (31) Cf. P. Simi, « *L'émigration, politique à l'origine sous l'occupation génoise, devient économique et sociale avec la présence française. La pression démographique est un des facteurs, mais apparemment secondaire* » p. 254 (1971, *op. cit.*). Ce problème mériterait une analyse plus fine avec, possible, une comparaison avec d'une part les migrations internes à la France structurées par l'exode rural (pays d'Oc, Bretagne...) et d'autre part, avec les modalités d'insertion dans l'économie française des migrants espagnols et italiens (migrations dominantes en France, pour ce qui est des régions méditerranéennes, jusqu'en 1914 et même 1939).
- (32) Cf. François PERNET. *Apropos du pastoralisme corse*. Peuples méditerranéens/Mediterranean Peoples n° 2 - 1978. « *Tout se passe comme si l'intégration de l'île avait été plus politique et administrative que directement économique...* »
- (33) Cf. Antoine Albitreccia, *La Corse dans l'histoire* (p. 276), Archat, 1939 : « *Dans bien des cas, l'arrêt de la production agricole a été dû à une concurrence étrangère ; l'étude économique de la Corse ne doit pas être séparée de celle de l'évolution générale des pays avoisinants (...). Là seulement où les aptitudes étaient véritablement uniques, pour la vie pastorale par exemple, le succès vint couronner les efforts : aussi la classe des possesseurs de troupeaux a-t-elle été la seule à s'enrichir sur place* ».
- (34) Il est raisonnable d'estimer, avec J. Renucci, que, « *privé du débouché qu'elles (- les sociétés de Roquefort -) offrent, l'élevage ovin n'existerait peut-être plus* » (1974, *op. cit.*, p. 232).
- (35) Les prix affichés pour la campagne 76/77 étaient primitivement fixés à 2,61F le litre en Corse et 2,90 en Aveyron (cf. Provençal-Corse 22 octobre 1976). Au mois de décembre, il était annoncé que le producteur corse recevrait 5 centimes de plus par litre, « *les industriels de Roquefort devant récupérer le montant (de cette augmentation) sur le transport de la pâte à fromage entre l'île et leurs caves grâce à l'application de la continuité territoriale* » (communiqué FDSEA, Région Corse, 19 décembre 1976). Pour la campagne 77/78, l'écart atteint 0,32F par litre de lait (Communiqué FDSEA et CDJA de Haute-Corse 16 mars 1978).
- (36) D'après le Rapport d'orientation sur la rénovation rurale de l'intérieur de la Corse (Mission Interministérielle dirigée par Libert Bou), le coût du transport Quai Corse/Cave Roquefort était estimé à 0,40F le kilo de pâte de fromage, en 1974 (avant la mise en place de la continuité territoriale). Il faut, entre 2 et 3 litres de lait pour faire 1 kg de fromage. En 1974, les producteurs corses ont contribué pour 7,6% à l'approvisionnement des industriels de Roquefort. Cf. Fourcade-Pornet, *Le secteur du Roquefort, Économie Méridionale*, n° 91-1975. Selon les calculs de la FDSEA de Haute Corse, le coût du transport n'explique que le tiers de l'écart entre le prix payé aux producteurs corses et celui payé aux producteurs du « rayon » (régions proches de Roquefort).

(37) Pour être rigoureux, il faudrait intégrer la formation des rentes différentielles et absolues, puisqu'il s'agit d'un produit agricole.

(38) Deux sociétés contrôlent la production de Roquefort : les Caves et Producteurs Réunis de Roquefort et Maria Grimal. Les Caves et Producteurs Réunis dominent de très loin l'activité, et le Groupe Perrier participe pour 25% à son capital.

(39) Par le plan de 1957, l'État français essaie d'entamer une mise en valeur capitaliste de la Corse, qui, en pratique, menace directement les positions occupées, dans les interstices de la domination française, par une petite bourgeoisie dont les réactions enclancheront le système de défense de la formation sociale corse.

(40) Cf. Paul Alliez : «... *La Corse est restée étrangère au processus de fusion nationale qui a brassé tous les peuples périphériques de la France de l'Ancien Régime* » (Question nationale et question régionale ; *Critique communiste* n° 10-1976). Paul Alliez sous-estime cependant le fait que cette fusion nationale des régions périphériques est un processus qui ne s'affirme vraiment qu'avec la montée de la bourgeoisie française (XIX^{ème} siècle). Elle s'achève avec la guerre mondiale 1914-1918 qui brasse les peuples quasi-définitivement. Pour la Bretagne, Pierre Jakez Helias en donne une description saisissante dans *Le cheval d'orgueil* (Hon, 1976).

(41) La problématique de cette thèse reste controversée. L'ainsi nommé « théorie de la question nationale » est encore largement en chantier. Outre les théoriciens marxistes du début du siècle (Lénine, Rosa Luxembourg, Otto Bauer..., cf. le recueil de textes de Haupt, Lowy, Weill : *Les marxistes et la question nationale*, 1848-1914 – Maspéro, 1974) le débat sur la question nationale est très largement renouvelé par l'irruption du Tiers-Monde dans ce champ politique et théorique. En ce sens, nous avons « utilisé » : Maxime Rodinson : *Le marxisme et la nation*, in *l'Homme et la Société*, n° 8, 1968, *Marxisme et monde musulman*, (Seuil, 1972), Anouar Abdelmalek : *La dialectique sociale*, (Seuil, 1972) Emmanuel Terray : *L'idée de nation et les transformations du capitalisme*, in *Les Temps Modernes*, n° 324-325-326/1973, Samir Amin, *La nation arabe. Nationalisme et luttes de classes* (Minuit, 1976).

(42) Ce jugement peut paraître péremptoire. En effet, sans intervention extérieure, on ne peut exclure l'achèvement, à terme, du processus entamé en 1730 et porté à son plus haut niveau par Paoli à partir de 1755. Mais la facilité apparente avec laquelle certaines fractions de la formation sociale corse se rallièrent à la France, avant même Ponte-Novu, est un fait qui va dans ce sens. Cela n'enlève rien à l'impact et au génie de l'œuvre entreprise par Pasquale Paoli, ce dont témoigne la renommée internationale qui l'entoura à l'époque. Cf. James Boswell, *État de la Corse* (1769), réédition en fac-similé par Laffitte-Reprints (Marseille, 1977), et Fernand Etti, *Comment un peuple s'efforce de devenir une nation*, in *Deux siècles de vie française* (Corse-Action, numéro spécial, 1968).

(43) La question de la bourgeoisie a toujours été essentielle dans l'accession d'une formation sociale à l'état de nation. On peut se référer à l'approche d'Abdallah Laroui, *Les origines sociales et culturelles du nationalisme marocain* (Maspéro, 1977). « *Quelle que soit la définition (du nationalisme) adoptée, en fin de compte le pas essentiel à franchir vers une étude objective est une appréciation de la bourgeoisie locale, qu'elle ait été créée ex nihilo ou reconvertie à partir d'une structure traditionnelle* » p. 14.

(44) On aura reconnu les deux processus caractéristiques de la phase d'accumulation primitive en Europe Occidentale à partir du XV^{ème} siècle.

(45) Cf. F. Pernet et G. Lenclud : « *Il est impossible de confondre l'élevage dominant des phases historiques anciennes, celui qui se stabilise dès le début du XVII^{ème} siècle, celui qui est, enfin, cantonné dans ses effectifs comme dans son mode de prélèvement des ressources, tout au long du siècle précédent et au début du XX^{ème} siècle. Le premier coïncide avec une économie quasi-exclusivement pastorale (...) Le second s'intègre de façon conflictuelle à une économie en voie de transformation. Une mutation interne, accélérée par la politique génoise, l'oriente vers un système véritablement agro-pastoral...* » (p. 68-69) Berger en Corse, *essai sur la question pastorale* (P.U.G., 1977).

(46) Cf. Karl Marx, *Formes antérieures à la production capitaliste*, Fondements de la critique de l'économie politique (Anthropos, 1967, tome 1, p. 435 et suiv.).

(47) Sur la Terra di a Communa et le mouvement paysan de 1358, les appréciations sont diverses : cf. Pierre Antonetti, 1973, *op. cit.*, pp. 151-155, René Emmanuelli, *Le pacte de 1358 et la Commune de Corse, Études Corses*, n°4/1975. Jacques Gregori, *Nouvelle histoire de la Corse*, (Martineau, 1967) et aussi *Au temps de Sambucucciu* (Kyrn, août 1977).

(48) Cf. Francis Pomponi, *Gênes et la domestication des classes possédantes au temps de Sampiero*, *Études Corses*, n°1/1973.

(49) Sans négliger, d'ailleurs, « les menaces que firent peser sur les communaux les prétentions domaniales de l'État qui entendait recueillir l'intégralité du legs génois et faire valoir ses droits de propriété éminente partout où le statut de la propriété était mal défini », p. 24. Cf. Francis Pomponi, *Un siècle d'histoire des biens communaux en Corse dans le Delà des Monts, 1770/1870, Études Corses*, n°3/1974 et n°5/1975.

(50) Sur tous ces points relatifs au Plan Terrier, cf. Antoine ALBITRECCIA (1939) et Francis POMPONI (1974 et 1975). La conquête de l'Algérie par la France déclencha un processus analogue d'identification et d'appropriation des terres communes en introduisant la propriété individuelle des terres (Senatus consulte du 22 avril 1863 et décret impérial du 23 mars 1863). La propriété individuelle soumise au droit français sera définitivement établie par une loi du 26 juillet 1873 (cf. A. BENACHENOU, 1976). Cependant, en Corse, ce processus n'a pas abouti (au moins jusqu'en 1957-62) à une appropriation de terres par des « colons ». Ceci est une occasion de rappeler les limites dans lesquelles peuvent opérer les analogies à propos des situations respectives de la Corse et des colonies françaises du Maghreb, y compris celles utilisées dans cet article.

(51) Cf. Samir Amin, *La nation arabe. Nationalisme et lutte de classes*.

« (...) La nation apparaît si, par delà la réunion de conditions élémentaires de contiguïté géographique renforcée par l'usage d'une langue commune et confirmée par son expression culturelle, il existe, au sein de la formation sociale, une classe sociale, qui contrôle l'appareil central d'État et assure une unité économique à la vie de cette communauté (...) » p. 108 (Éd. de Minuit, 1976).

(52) L'insularité est une composante majeure de cette « résistance » de la formation sociale corse : la « différence » est matérialisée dans l'espace, la frontière persiste au-delà des mesures juridico-administratives, le territoire est délimité jusque dans la conscience des habitants de l'île.

(53) cf. Charles Santoni, *Les masques du discours politique en Corse*, in *Les Temps Modernes*, n°357/1976.

(54) Analyse que nous avons esquissée, avec Xavier Sinibaldi : *Corse : question nationale et colonialisme*, in *Critique communiste*, n°10 ; 1976.

(55) Vincent Stagnara rend compte des implications sociales de cette confrontation. Cf. *Du colonialisme contemporain en Corse*, in *Revue Française d'Étude Méditerranéenne*, n°28 ; 1977.

TURQUIE : LA MYTHOLOGIE DE L'ÉTAT NATIONAL ; ÉTUDE BIBLIOGRAPHIQUE

Jean-François BAYART

L'étude de la vie sociale turque selon les canons occidentaux de la bonne conduite universitaire et scientifique (canons auxquels adhèrent, précisons-le immédiatement, la plupart des politistes de nationalité turque) en est encore au stade des mythes consolateurs : mythe d'un État-nation turc ethniquement homogène, fondé par Mustapha Kemal ; mythe du caractère progressiste de cette soi-disant rupture de la République, notamment en ce qu'elle a eu de laïciste ; mythe, enfin, de la sauvegarde de l'indépendance nationale, et du paradoxe d'une Turquie «sous-développée mais démocratique».

Dans l'ensemble, les derniers ouvrages publiés sur le sujet continuent d'adhérer à cette fantasmagorie. Ils ne sont pas dénués de tout intérêt et leurs auteurs ne manquent pas de sérieux. Le recueil de rapports pour la plupart issus d'une table ronde organisée par le *Centre of Middle Eastern and Islamic Studies* de l'Université de Durham (W. Hale, 1976) constitue un assez bon manuel introductif, grâce à la qualité de sa bibliographie et à la diversité des questions abordées (évolution politique, poids des particularismes sur les comportements électoraux, problèmes sociaux et économiques, vie syndicale et intellectuelle). L'analyse écologique des élections de 1961 à 1973 par E. Özbudun (1976) est solidement étayée et fait mieux connaître le vote des villageois et des catégories urbaines les plus démunies. Et F. Ahmad (1977), en retraçant avec précision la chronologie politique de la République de 1945 à 1975, et en insistant plus particulièrement sur le rôle des partis et de l'armée, offre incontestablement un instrument de travail utile.

Cependant, la lecture de ce type d'études laisse une impression d'insatisfaction : celle d'être passé à côté de l'essentiel. Contrairement à ce que l'on enseigne à l'apprenti chercheur, il n'est pas sûr que tout choix méthodologique ou théorique, ni que tout découpage du champ d'investigation soient légitimes pourvu qu'ils soient explicités et argumentés. Privilégier (comme par hasard !) l'analyse des institutions, des élections, des acteurs sociaux organisés ne reste pas sans conséquences décisives sur le fonds du propos scientifique, et finalement sur la réalité de la recherche elle-même, surtout quand l'auteur entonne le credo orthodoxe en vigueur. Plus que jamais, la question est posée de savoir si la tâche du chercheur est de codification ou de réflexion, si le chercheur cherche vraiment ou s'il se borne à traduire le réel dans les termes d'un système social particulier.

Prenons l'exemple du clivage sunnites/chiites au sein de la société turque. William Hale estime à 20% de la population totale la communauté alevi (1976, p. 45) et précise que cette évaluation est très grossière et discutée ; de fait, d'autres auteurs la majorent ou la minorent ; quant aux statistiques officielles, elles ne font pas état des distinctions confessionnelles islamiques et le discours politique dominant en Turquie répugne de façon générale à évoquer les « particularismes ». C'est d'ailleurs le mérite de William Hale que de se pencher sur cet aspect du système social turc. Malheureusement, il le réduit à un problème de comportement électoral, suivi en cela par Ergun Özbudun (1976) et Feroz Ahmad (1977). La conclusion des trois auteurs est similaire : il n'y a pas réellement de « vote alevi ». Sous-entendu, il n'y a pas vraiment de question alevi. Comme le note William Hale, *« Sunni-Alevi differences cannot be dismissed entirely as a factor in shaping Turkish political attitudes but (...) the extent of such influences is very hard to determine (...) Certain regions exhibit peculiarities in voting patterns which can probably be explained by the Alevi attachments of the local population, but there may be other strongly Alevi areas where adherence to the sect has no measurable impact on political behavior »* (1976, p. 45). Notamment, le Parti de l'Unité (*Birlik Partisi*) fondé en 1966 à l'instigation d'une fraction de l'élite chiite et qui se transformera en 1971 en Parti de l'Unité de la Turquie (*T.B.P.*), ne parviendra jamais à rassembler les suffrages de la communauté et verra rapidement fondre ses premiers acquis électoraux. D'autres épisodes politiques témoignent dans une certaine mesure de l'existence d'un « vote alevi » mais ce phénomène demeure tout à fait

marginal (E. Özbudun, 1976, pp. 110, 143 et 215 et, sur le vote Bektashi, F. Ahmad, 1977, p. 371). De là à en déduire que le clivage sunnites-alevi est secondaire dans la vie sociale du pays, conformément à ce que suggère la lecture de ces trois ouvrages, il n'y a qu'un pas, constamment franchi : cette coupure est systématiquement oblitérée ou tue dans les travaux scientifiques disponibles, alors même qu'elle semble peser d'un poids appréciable dans la vie quotidienne et renvoyer à des dynamiques politiques fondamentales. A ce niveau, le discours scientifique paraphrase la parole des gouvernants.

En fait, la conscience alevi s'inscrit sur d'autres champs politiques que l'espace électoral, et ce n'est point par hasard. L'hypothèse mériterait d'être travaillée, mais on pressent bien que le chiïsme en Turquie, depuis le XVI^{ème} siècle, véhicule avant tout des attitudes de résistance à l'État et à l'islamisation. La thématique des poèmes chantés par les *asik* et qui constituent un patrimoine culturel véritablement paysan, est à cet égard révélatrice. Une figure comme celle de Pir Sultan Abdal qui périt de la main du « tyran », dont les vers sont sur toutes les lèvres en Anatolie et qui sont aujourd'hui repris par des chanteurs engagés, dans un sens explicite, nourrit encore de nos jours la pratique politique populaire.

Dès lors, le vote alevi, quand on peut l'identifier, est un vote de contestation, ou tout au moins de contradiction : il bénéficie directement à la gauche, ou représente un « vote de déférence » (E. Özbudun, 1976) de tonalité « clientéliste », en porte à faux avec la logique de l'État central, ou encore assure une synthèse de ces deux démarches lorsqu'un notable alevi prend la tête d'une liste progressiste comme cela se produisit en 1965 et en 1969 (E. Özbudun, 1976, p. 143 et W. Hale, 1976, p. 53). Là n'est sans doute pas l'essentiel. L'espace électoral n'est pas un lieu privilégié de la pratique politique villageoise : il suffit pour achever de s'en convaincre de se référer aux récits de Yachar Kemal (1977) et de Mahmout Makal (1963) qui montrent des paysans soucieux d'user des ressources du « clientélisme » ou de l'apathie plutôt que de celles, bien hasardeuses, des procédures électorales. Chez les Alevi, l'acte électoral, semble-t-il, ne revêt de signification propre que pour cette fraction de villages « *characterized by a particularly unequal distribution of land and a relatively high level of integration with the larger society* » (E. Özbudun, 1976, p. 177) et qui

votent alors pour le Parti de l'Unité. La notion clef ici, soigneusement désamorcée par l'auteur, est celle d'intégration : intégration à un espace politique où s'exerce la domination et l'exploitation et que contribuent à définir les élections, en même temps qu'elles le font partager aux dominés. On comprend mieux ainsi que le chiisme ne se traduise pas en termes d'orientations particulières de vote s'il renvoie bien à des conduites de résistance : son principal souci sera, non pas de venir se coucher sur l'espace de la domination, mais de le récuser ou de le fuir. Faut-il donc partir à la recherche d'une abstention alevi ? Ou plus exactement, puisqu'Ergun Özbudun signale le fort taux de participation électorale des régions à peuplement chiite important, la non-existence d'une telle abstention alevi infirme-t-elle nécessairement notre hypothèse ? Je ne le pense pas. D'une part il faudrait tenir compte de la non-inscription sur les listes électorales. D'autre part le trait saillant du comportement électoral en Anatolie orientale est sans conteste la prégnance du vote de solidarité dite primaire et du vote « clientéliste » qui profitent aux candidats indépendants et, par ricochet, aux partis d'audience nationale. Dans ce cas, la procédure électorale convertit en ressources et en soutiens fonctionnels du point de vue du système d'inégalité et de domination établi une démarche politique qui, à l'origine, lui est étrangère et contradictoire. Hormis les situations d'intégration conflictuelle dont Ergun Özbudun fait état, le vote alevi est neutre du point de vue du système de partis parce qu'il ne se détermine pas par rapport à celui-ci, mais par rapport à d'autres espaces politiques. Qualifiera-t-on ce décalage de « particularisme », à l'instar de William Hale (1976, *Particularism and Universalism in Turkish Politics*, pp. 39-58) ? Le verdict est un peu rapide : à tout bien peser, il ne me paraît pas évident que les représentations alevi soient plus « particularistes » ou moins « universalistes » que les « eaux glacées du calcul égoïste », telles qu'elles clapotent à Ankara. Et si l'on se détourne de la scène électorale on voit la communauté alevi peupler les rangs de l'extrême gauche révolutionnaire et lui fournir, de concert avec le marxisme, sa sensibilité, ses symboles, ses modes d'expression. Pris en tant que conduite de résistance, le chiisme, dans la Turquie contemporaine, ne se transpose naturellement pas au plan électoral, mais à celui de l'action extra-parlementaire. La question alevi existe, elle se rencontre notamment au détour de la flambée contestatrice des années soixante et de l'intervention militaire de 1971. Autant dire qu'il n'est nullement secondaire et que si nos trois auteurs ne lui

reconnaissent pas plus d'importance, c'est faute de regarder dans la bonne direction.

La problématique libérale de la participation postule toujours la validité de l'espace politique qu'elle découpe conceptuellement, et ce faisant, elle le reproduit. En cela, elle est d'ailleurs rejointe par la mythologie marxisante de la lutte. Or, dominants et dominés s'inscrivent-ils toujours et spontanément sur le même registre ? Un espace politique établi n'est-il pas plutôt un espace politique construit, et l'érection d'un tel champ où puissent s'exercer l'exploitation et la sujétion n'est-elle pas l'œuvre première de tout groupe qui aspire à la domination ? Les dominés participent-ils le cœur joyeux au système d'inégalité, ou convient-il de les y contraindre ? Autant d'interrogations majeures qu'esquivent les approches centrées sur la participation, la modernisation et le développement politique, faute de restituer la dimension verticale et génétique de la vie sociale. Dans ce type d'études, les clivages mis à nu sont toujours ramenés, d'une manière ou d'une autre, à la surface lisse et propre du système social : par exemple, le « centre » (selon la terminologie développementaliste, mise au goût turc par Serif Mardin) sera assimilé à la bureaucratie séculariste, et la « périphérie » à l'Islam ; sunnisme compris (E. Ozbudun, 1976, p. 35) ; la victoire des Démocrates sur le Parti républicain du peuple en 1950 devient une « victoire de la périphérie sur le centre » (*ibid.*, p. 52) ; et les pulsations électorales témoignent de ce que le corps social progresse sur la voie de la modernité : le clivage centre/périphérie, qui aurait si longtemps dominé la vie politique, serait en train de s'estomper au profit d'un clivage fonctionnel à fondement socio-économique, « *in conformity with the pattern of political development in the West* » (*ibid.*, p. 221).

C'est ici que les deux monographies de David Kushner (1977) et d'Yves Ternon (1977), bien que dépourvues d'ambition théorique, et d'ailleurs de qualité inégale, s'avèrent d'un intérêt remarquable. En jetant sur la genèse de l'espace politique turc un jour plus cru que le discours lénifiant de l'école libérale, elles nous en facilitent grandement la compréhension.

Le petit livre de David Kushner, très sérieusement documenté, expose l'émergence de l'idée turque, matrice de la révolution de 1908. Cheminement passionnant et riche d'enseignements. Dès lors que l'empire s'avère menacé, puis condamné par le ré-

veil des nationalités, on assiste à un processus de restructuration de l'espace de la domination, qui longtemps hésitera entre la réforme du cadre établi (l'ottomanisme, tel qu'il se cherchera dans le *Tanzimat*), la valorisation de la communauté islamique (l'Islamisme, *Islamecilik* ou *Müslümanlık*, qui aura les préférences du sultan Abdülhamid) et la redéfinition radicale du champ étatique autour d'une idée neuve, celle du turquisme. Cette dernière solution s'imposera finalement, après l'échec des deux précédentes, mais elle n'allait pas de soi. David Kushner montre fort clairement comment fut dégagée la notion d'une communauté turque, la qualification revêtant auparavant une acception tout à fait péjorative et servant à désigner sans aménité particulière les paysans anatoliens. Dans cette entreprise, le rôle des intellectuels fut central, et le propos de l'auteur confirme à l'évidence que la démarche scientifique n'est jamais neutre, qu'elle se situe obligatoirement par rapport à la production sociale. En se penchant sur le passé pré-islamique de l'Anatolie, en réhabilitant la langue turque, en plaidant pour sa diffusion et pour la culture populaire, les intellectuels de la fin du 19^{ème} siècle ont contribué d'une manière cruciale à ériger l'espace contemporain de la domination, selon un schéma également à l'œuvre dans l'Europe des nationalités.

Parlera-t-on de «*nation building process*», objet de tant d'indulgence de la part de la science politique universitaire ? Eventuellement, mais à condition de ne pas passer sous silence la face sanglante et dramatique de cette construction... Car l'Anatolie, dont Mustapha Kemal fera le cœur de l'État turc moderne, conformément au projet des intellectuels du siècle précédent, n'était nullement homogène ethniquement. Entre la réalité et le turquisme, et plus encore le pan-turquisme (qui visait à regrouper l'ensemble des peuples turcophones dans un empire touranien mythique), il y avait, outre les susceptibilités des grandes puissances, l'existence de plusieurs communautés non turques, dont certaines étaient en plein effort de redressement : Arabes, Kurdes, Macédoniens, Grecs, Arméniens. On sait ce qu'il en advint. Dans un livre solidement documenté mais malheureusement quelque peu insuffisant d'un point de vue théorique et méthodologique, Yves Ternon (1977) retrace le calvaire de celle de ces nations qui connut le destin le plus tragique. Aux yeux de l'auteur, il ne fait pas de doute que le gouvernement Jeune turc profita de la guerre mondiale pour conduire à son terme, avec le maximum de discrétion et de chances de succès, l'élimination physique des Arméniens

qui, de par leur implantation, constituaient un obstacle majeur à l'actualisation du pan-turquisme. Il faut lire ces pages, dans leur effroyable monotonie : les concepts de «*state building*», de «*nation-building*» désignent aussi *cela*, et la participation politique, dans la vitrine démocratique du Moyen-Orient, repose sur ce bain de sang.

Histoires anciennes que celles-ci ? Rien n'est moins sûr. On s'étonne souvent, en France, sous le prétexte qu'elles ont été perpétrées du temps de l'empire, de ce que les autorités d'Ankara ne tolèrent pas la moindre allusion aux atrocités de 1915. Précisément, la continuité du gouvernement Jeune turc à la République est essentielle, et l'État turc d'aujourd'hui sait fort bien qu'en récusant l'action de ses prédécesseurs il se récuserait lui-même en partie. Les dossiers, de plus, ne sont pas clos. Si les reliquats des communautés arméniennes, grecques, arabes et juives ne semblent pas préoccuper outre mesure Ankara (tout en étant soumis à une rigoureuse surveillance policière), les Kurdes continuent de revendiquer une autonomie accrue, et l'appui que leur apporta l'extrême gauche révolutionnaire a probablement été l'une des raisons déterminantes de l'intervention militaire de 1971 (K.B. Harputlu, 1974). En outre, le Parti d'action nationaliste (M.H.P.) du colonel Turkes, qui a eu pignon sur gouvernement de 1975 à 1977, entretient la flamme pan-turque. Compte tenu des finances florissantes de cette organisation et de ses liens avec les services secrets (MIT) on peut se demander si le pan-turquisme ne reste pas une carte précieuse du camp occidental face à une Bulgarie et à une Union soviétique qui abritent de grosses minorités turcophones. C'est dire que les deux ouvrages de David Kushner et d'Yves Ternon ne sont pas seulement des études historiques : leur lecture nous conduit à une meilleure appréhension du présent et à une réflexion plus aigüe sur les avenir possibles de la Turquie.

En définitive l'espace politique de l'État turc n'est pas pourvu du degré d'homogénéité que présuppose la problématique libérale. D'une part, il est largement démantelé par son insertion dépendante au système d'économie mondiale : phénomène qui détermine, au minimum, la structure de son appareil productif et la conduite de sa diplomatie, et qui fausse complètement le jeu démocratique (K.B. Harputlu, 1974, propose une analyse orientée dans ce sens mais qui demanderait à être approfondie). D'autre part, la pratique sociale populaire est radicalement étrangère à

cet espace. Sur ce point, la réfutation la plus talentueuse qui soit de l'apologétique libérale nous vient du romancier Yachar Kemal, kurde et socialiste. Ses paysans sont incorrigibles. Que l'action se déroule au temps de l'époque kémaliste ou «à l'ère atomique», pour reprendre l'expression emphatique de l'irascible capitaine Chukru (Y. Kemal, 1977, p. 367), ils s'entêtent à se situer *ailleurs* que dans les rouages de la «République turque» : dans l'ethos d'un code moral ancestral, dans le banditisme (Y. Kemal, 1961-1975 et 1976), dans le messianisme (Y. Kemal, 1977). Autorités institutions les atteignent-elles, ils n'en sont que bastonnades épouvantables et spoliations éhontées. De cela, pourquoi la science politique ne nous dit-elle jamais rien ?

RÉFÉRENCES

- AHMAD (Feroz), 1977 : *The Turkish Experiment in Democracy. 1950-1973*. Published for the Royal Institute of International Affairs. London, C. Hurst, XII-474 p. Bibliogr. Index.
- HALE (William) éd., 1976 : *Aspects of Modern Turkey*. — Published in association with the Centre for Middle Eastern and Islamic Studies of the University of Durham. London..., Bowker, IX-131 p. Bibliogr. Index. (University of Durham. Centre for Middle Eastern and Islamic Studies Publications. 1).
- HARPUTLU (Kamuran Bekir), 1974 : *La Turquie dans l'impasse. Une analyse marxiste de l'Empire ottoman à nos jours*. Paris, Anthropos, 344 p.
- KEMAL (Yachar), 1961-1975 : *Memed le Mince*, Trad. par G. Dino. Paris, Gallimard, 465 p. (Du Monde entier).
- KEMAL (Yachar), 1976 : *Memed le Faucon*, Trad. par M. Andac, Paris, Gallimard, 524 p. (Du Monde entier).
- KEMAL (Yachar), 1977 : *Terre de fer. Ciel de cuivre*, Trad. par M. Andac. Paris, Gallimard, 441 p. (Du Monde entier).
- KUSHNER (David), 1977 : *The Rise of Turkish Nationalism. 1876-1908*. London, Frank Cass, X-126 p. Bibliogr. Index.
- MAKAL (Mahmout), 1963 : *Un village anatolien. Récit d'un instituteur paysan*. — Textes rassemblés et présentés par Guzine Dino. Trad. du turc par O. Ceyrac et G. Dino, Paris, Plon, 295 p. (Terre humaine).
- ÖZBUDUN (Ergun), 1976 : *Social Change and Political Participation in Turkey*. Written under the auspices of the Center for International Affairs, Harvard University Princeton (N.J.), Princeton University Press, XIII-254 p. Bibliogr. Index.
- TERNON (Yves), 1977 : *Les Arméniens. Histoire d'un génocide*. Paris, Le Seuil, 318 p. Index.

IMMIGRATION OUVRIERE ET IMPÉRIALISME EN PÉRIODE DE CRISE

Raphaël-Emmanuel VERHAEREN

Le progrès des connaissances factuelles et de l'élaboration théorique semble permettre aujourd'hui l'analyse économique minutieuse des liens existant entre l'impérialisme et les flux migratoires internationaux, et de prendre en compte, dans cette analyse, le phénomène de crise. Les plus clairs de ces liens sont doubles. D'une part, l'existence d'une force de travail éventuellement disponible pour l'émigration vers une autre formation sociale telle que la France, est souvent la conséquence de l'implantation et de l'extension de l'impérialisme. D'autre part, le développement du capitalisme monopoliste en France exige la possibilité d'acheter une force de travail étrangère qui remplit un certain nombre de fonctions particulièrement intéressantes. Cet article exprime les hypothèses de départ d'une recherche actuellement menée sur les modifications partielles que pourraient connaître ces deux aspects avec la prolongation de la crise.

I. L'IMPÉRIALISME EST-IL EN TRAIN D'ÉTENDRE OU DE RESTREINDRE L'ÉMIGRATION OUVRIERE POTENTIELLE ?

La raison fondamentale des migrations ouvrières réside dans le développement inégal des formations sociales dû à la recherche concurrentielle et anarchique du profit. L'existence d'une émigration potentielle dans les formations moins développées trouve sa raison d'être même dans l'extension du mode de production capitaliste (M.P.C.) et la destruction des modes de production pré-capitalistes (M.P.P.). Peut-être faut-il encore insister sur le caractère permanent de l'accumulation primitive dont l'analyse est trop souvent implicitement confondue avec celle de la naissance du capitalisme industriel (1).

La séparation de l'homme de ses moyens de travail et d'existence, qui le met dans l'obligation de vendre sa force de travail est toujours d'actualité, elle est nécessaire à l'expansion du capitalisme. «...Sans les formations pré-capitalistes, l'accumulation ne peut se poursuivre, mais, en même temps, elle consiste dans leur désintégration et leur assimilation...» (2).

Cette désintégration ne se fait pas sans difficulté pour le capitalisme parce que l'investissement s'effectue parfois en zone peu peuplée, et parce que, malgré les moyens violents de recrutement, les travailleurs conservent pendant longtemps des liens avec l'un ou l'autre des M.P.P. Il y a en fait coexistence et, même, interrelation entre les divers modes de production pré-capitalistes et le M.P.C. Néanmoins, l'effort des entreprises est centré sur la création d'un prolétariat et d'un marché du travail local. Le développement du M.P.C. s'accompagne, au terme d'un solide enracinement, d'une dépossession bien plus étendue que ce que pourraient laisser prévoir les besoins immédiats en force de travail.

Cette surpopulation relative est nécessaire pour plusieurs raisons. L'investissement industriel tout d'abord est l'occasion d'une appropriation forcée de vastes étendues de terres, à cause de la richesse de ces terres, des gisements miniers qu'elles peuvent contenir, de l'environnement géographique (force hydro-électrique p. ex), des besoins de logements, d'équipements collectifs, etc... Ensuite pour des raisons de défense, d'administration et d'aménagement du territoire, l'enrôlement de militaires, de policiers, l'embauche de personnel pour divers services «publics» (chemins de fer, routes, électrification...) nécessite le recours à une main-d'œuvre partiellement locale. Une autre raison fondamentale se situe dans la nécessité d'une importante armée industrielle locale de réserve répondant à l'extension éventuelle des entreprises, au remplacement des malades, des accidentés et des prolétaires tentant régulièrement d'assurer leur subsistance en s'appuyant seulement sur le M.P.P., à l'exercice d'une pression à la baisse sur le niveau général des salaires des travailleurs indigènes et à l'affaiblissement des mouvements revendicatifs.

L'analyse fondée sur des cas concrets, d'une dépossession devenant peu à peu plus importante que les besoins immédiats en force de travail achetable par le capital industriel local implanté dans des formations sociales moins développées, a déjà été faite par plusieurs auteurs (3). C'est parce que les dépossédés de leurs anciens moyens

de travail sont, à un moment donné, en surnombre par rapport aux besoins de l'implantation du M.P.C., qu'une partie d'entr'eux sont des émigrés potentiels et peuvent un jour s'expatrier vers une formation sociale plus développée, qui doit cependant se trouver dans des conditions telles qu'elles favorisent effectivement l'immigration. La crise actuelle conduit-elle à modifier cette analyse ?

Lors de la crise des années 1930, on a pu discerner que la réduction de la production dans les pays capitalistes avancés s'était fait sentir jusque dans les colonies : réduction des activités d'extraction de matières premières, de première transformation dans certains cas, correspondant à la diminution de la production industrielle dans les métropoles ; réduction également des activités agricoles correspondant à la diminution du pouvoir d'achat des travailleurs des pays capitalistes du centre (chômage, pression sur les salaires, inflation...) (4). Les grandes entreprises des pays de la périphérie ont alors licencié du personnel d'autant plus facilement que les travailleurs indigènes y étaient moins bien organisés.

Pour nombre de ces pays, cette étape fut décisive pour la constitution d'un véritable marché du travail local. Les divers modes de production pré-capitalistes, déjà ébranlés, partiellement désintégré, restructurés de l'intérieur par la diminution des moyens de travail, des superficies de terre, du nombre des travailleurs, et par le mouvement de « va-et-vient » d'un mode de production à l'autre, ou par le cumul des modes de production, se révélèrent incapables de réabsorber complètement les travailleurs rejetés par les firmes. La crise de 1929 a permis un bond en avant dans la constitution d'une force de travail obligée de chercher à se vendre, tout en faisant apparaître l'intérêt de la survivance des possibilités partielles d'auto-subsistance capables d'amortir quelque peu le choc des licenciements. En même temps, ce contingent de prolétaires licenciés a, pour partie, fourni les futurs émigrés de l'après seconde guerre mondiale.

Si la crise actuelle a les mêmes origines que la précédente, à savoir l'incapacité du capitalisme à réguler le volume de la production et à maîtriser le processus d'accumulation, elle se situe dans un univers économique bien différent et revêt des aspects nouveaux qu'il faudrait cerner de près. En une quarantaine d'années, l'espace de l'impérialisme s'est réduit du fait de luttes politiques et militaires considérables ; à l'intérieur de cet espace, bien qu'il rencontre des résistances accrues, l'impérialisme cherche à atteindre un

niveau toujours plus vaste d'activité (5). Alors que la pénétration de l'impérialisme américain en France lui permet de contrôler les secteurs de pointe tels que l'électronique, le nucléaire et l'informatique, et que le capital étranger dans son ensemble développe sa présence dans le secteur des biens d'équipement, dans la chimie et les industries agro-alimentaires (6), les maîtres-mots du patronat français depuis les Assises de Lille du C.N.P.F. d'octobre 1974 jusqu'à l'assemblée générale de janvier 1978 sont « exporter pour survivre », « redéploiement », « délocalisation des investissements »... (7). Même dans un secteur comme le Bâtiment et les Travaux Publics (B.T.P.), la tendance à l'exportation se manifeste de plus en plus, au sein des grosses entreprises, malgré les obstacles très sérieux rencontrés (8). Pour dépasser les limites de l'accumulation dans la zone du centre et pour payer la facture pétrolière, l'un des objectifs du capital financier consiste à étendre son activité dans les pays moins développés (9).

Nous pouvons désormais reprendre la première question qui nous intéresse. La crise actuelle constitue-t-elle un nouveau bond en avant sur le chemin de la prolétarianisation, notamment dans les formations sociales moins développées, pour les mêmes raisons que celles observées durant les années 1930 ? Dans le cas d'une réponse affirmative, une nouvelle masse d'émigrants potentiels serait en formation.

Il convient cependant de prendre en compte deux contre-tendances. Tout d'abord les effets de la « délocalisation » : il faudrait évaluer l'importance de la force de travail mobilisée par les nouveaux investissements ; d'autre part les effets de la politique de « récupération des richesses nationales » et d'industrialisation menée par certains pays sous-développés qui peut aboutir à restreindre les conséquences de la crise internationale, en maintenant à son niveau et même, peut-être, en développant le volume de la production à usage national, et le volume de l'emploi. Malgré ces circonstances on peut se demander si, l'impérialisme n'est pas actuellement en train d'élargir l'émigration potentielle et si, de plus, cette émigration ne sera pas composée de travailleurs dont les liens avec les M.P.P. seront de plus en plus distendus, voire inexistants.

II. LES FONCTIONS HABITUELLES DE L'IMMIGRATION DANS LE PAYS D'ARRIVÉE, SE SONT-ELLES PARTIELLEMENT MODIFIÉES ?

Nombre d'études réalisées ces dernières années ont contribué à l'analyse des rôles avantageux joués par une importante popu-

lation ouvrière immigrée dans une formation sociale du centre : force de travail à bon marché exerçant objectivement une pression à la baisse sur le niveau moyen de salaire et sur les conditions de la reproduction de la force de travail, fonction de régulation conjoncturelle du marché du travail, fonction de substitution structurelle de la main-d'œuvre nationale pour certains postes de travail, « bilan social » positif pour l'État, contribution à la croissance économique, contribution au redressement démographique, absence de droits politiques, possibilités de division de la classe ouvrière, etc... (10).

Par rapport à cette problématique des avantages de l'immigration pour le système social français par exemple, des changements sont-ils intervenus depuis la crise ?

Il semble que ces avantages se sont largement maintenus. Il faudrait en particulier montrer avec précision comment *l'une des fonctions de l'immigration* qui consiste précisément à *réguler le marché du travail* et à amortir les chocs des dépressions conjoncturelles, a été particulièrement bien remplie pour atténuer les conséquences d'une crise prolongée. La politique de limitation des entrées de primo-immigrants (hors C.E.E.), d'encouragement au retour dans les pays d'origine, de restriction en matière de régularisations, de multiplication des expulsions du territoire, a eu des effets directs et indirects indiscutables.

Selon les statistiques officielles, la proportion de demandeurs d'emplois étrangers dans l'ensemble des demandeurs est apparemment demeurée proche, ces dernières années, de la proportion de salariés étrangers dans l'ensemble des salariés du secteur industriel et commercial (11). Cette dernière proportion cependant ne concerne, en fait, dans ces statistiques, que les entreprises de 10 salariés et plus. Quand on connaît l'importante concentration de salariés étrangers dans les grosses entreprises (12), il est certain que la prise en compte des petites entreprises, aurait pour effet de diminuer la part des étrangers parmi l'ensemble des salariés, et donc de faire apparaître que la proportion de demandeurs d'emplois étrangers est plus forte que la proportion d'étrangers parmi les salariés. D'autre part, il est connu qu'un nombre très important de travailleurs étrangers licenciés ne sont pas recensés comme « demandeurs d'emploi » pour des raisons spécifiques relevant de leur nationalité même (13).

L'inquiétude d'être repéré et de se trouver en situation irrégulière est fondée puisque deux décrets ont aggravé les conditions de

délivrance des autorisations de travail. Le décret du 21 novembre 1975 n'accorde le renouvellement des cartes de travail des catégories A et B, que si l'immigré fournit «*un engagement de travail*» rédigé par un employeur et précisant la profession, le salaire, la durée du travail et le lieu de l'emploi. Mais quel est l'employeur, qui, en période de crise surtout, signera un tel «engagement»? En outre, le décret prévoit que le renouvellement de la carte peut être refusé lorsque le travailleur étranger est privé d'emploi à la date de demande de renouvellement. Dans ce cas, la validité de la carte en cours est seulement prolongée de trois mois, s'il s'agit d'une carte A, d'un an pour les cartes B et C. Un autre décret paru au Journal Officiel du 22 janvier 1976, prévoit que la carte de résident peut être retirée à son titulaire s'il se trouve «de son fait» sans emploi ni ressources régulières depuis plus de six mois. Il devient donc dangereux d'être repéré sans emploi ; un rythme mensuel d'environ 400 expulsions officiellement recensées vient confirmer les effets de cette réglementation.

Par ailleurs, nombre de travailleurs immigrés dépourvus d'emploi, profitent de l'occasion pour prendre un congé prolongé auprès de leur famille dans leur pays d'origine, ou pour y tenter une réinsertion définitive.

Il serait intéressant d'analyser les effets de ces «retours» au niveau d'une autre *fonction de l'immigration* qui consiste à rendre positif pour le budget de l'État et le budget social de la nation, le «bilan social» de l'immigration. Il est possible que ce bilan soit plus positif encore, en raison des économies réalisées au niveau de l'aide publique au chômage et des dépenses de l'A.S.S.E.D.I.C.

Il apparaît donc qu'outre ces «économies sociales», la présence de l'immigration en France et les possibilités accrues de contrôle de flux migratoires permettent à l'impérialisme de mieux dominer les effets de la crise sur le marché du travail, de la même manière que durant la crise des années 1930. Au cours de cette crise, sur une dizaine d'années, la population étrangère en France diminuait d'environ 1 million de personnes. Par contre, il est possible qu'aujourd'hui le ralentissement des entrées et le mouvement de retour des travailleurs étrangers aboutisse à un renforcement du sous-emploi dans les pays de départ, qui sont, pour la plupart, déjà touchés par l'extension du chômage.

Dans ces possibilités de «chômage clandestin» en France, et de retour au pays, nous découvrons l'avantage relatif appréciable

que représentent pour l'impérialisme en période de crise, les travailleurs immigrés dont la famille est restée au pays, par rapport notamment aux « paysans-travailleurs » français. Dans les deux groupes, certains ont la possibilité théorique, en cas de perte d'emploi, d'opérer un reflux vers le secteur agricole au sein de la communauté domestique.

La comparaison vaut la peine d'être étudiée car les paysans-travailleurs sont nombreux en France. En 1970, 775.551 agriculteurs travaillaient en même temps dans un autre secteur, dont 580.076 comme salariés (14), soit respectivement près de 35 % et près de 26 % de l'ensemble des exploitants agricoles. Nous savons que l'exode rural en France ne se fait pas en une étape, ni en une seule génération (15), tout comme les liens du prolétaire émigré avec le M.P.P. ne se dissolvent pas en une seule fois.

Durant la période où coexistent les deux modes de production, ces deux catégories de main-d'oeuvre sont intéressantes pour les capitalistes car le renouvellement de la force de travail peut pour l'une et l'autre ne pas être complètement assuré (16). De plus, en période de récession, ces deux groupes peuvent servir de tampon à l'extension du chômage (17). La différence entre les deux groupes se situe dans le fait que les agriculteurs français ne peuvent être renvoyés dans un autre pays. Les travailleurs, français ou immigrés, se sont éloignés du M.P.P. parce qu'ils ne pouvaient y survivre ; durant leur éloignement ces chances de survie ont encore diminué. Dès lors, leur repli sur le M.P.P. ne peut être que provisoire et illusoire. La différence surgit alors : l'immigré peut retourner dans son pays ou bien être expulsé ; l'agriculteur français peut réclamer des compensations, s'organiser et s'exprimer politiquement.

La fonction de régulation du marché du travail que remplit l'immigration est donc particulièrement intéressante en période de crise. Cette fonction n'est cependant pas la seule qu'il importe d'étudier. Nous nous posons aussi la question de savoir si l'immigration continue, avec la prolongation de la crise, à exercer objectivement une *pression à la baisse, sur le prix de la force de travail en France*.

Les mesures d'interruption de l'immigration signifient surtout l'arrêt des entrées de primo-immigrants, c'est-à-dire des travailleurs ayant pour la plupart laissé leur famille au pays d'origi-

ne, connaissant mal ou pas du tout la langue et le milieu socio-culturel français, conservant de par leurs attaches locales des possibilités partielles d'auto-subsistance au niveau du groupe familial. Ce groupe de travailleurs qui veulent se faire admettre en France et dont l'importance numérique est potentiellement illimitée, se trouve dans l'obligation d'être peu exigeant du point de vue du salaire et des conditions de travail (18). Il constitue objectivement une pression à la baisse sur les rémunérations des travailleurs immigrés installés depuis plus longtemps en France. Ce deuxième groupe de travailleurs immigrés a, en effet, tendance à faire venir la famille en France, à être plus exigeant au niveau du salaire du fait qu'il ne peut compter que sur cette source de revenu pour loger et nourrir sa famille, et donc à participer aux actions syndicales. Par une série d'effets en chaîne, ces deux groupes d'immigrés (primo-immigrants et travailleurs étrangers résidant en France depuis plusieurs années) exercent objectivement à leur tour une pression à la baisse sur les salaires des travailleurs nationaux (19). Même s'il n'y a pas toujours concurrence directe au niveau des postes de travail, en cas de conflit dans l'entreprise, si l'ensemble du personnel n'est pas mobilisé, les résultats en sont amoindris.

Nous voyons donc l'importance déterminante du premier élément de la chaîne d'effets : l'arrivée continue de primo-immigrants toujours en surnombre par rapport aux offres d'emploi qui leur sont destinées. Aussi, interrompre les entrées, est ce remettre en cause, à terme, une part importante du processus d'abaissement du prix de la force de travail (salaire direct et indirect).

Certes, la suppression de l'accès au réservoir de main-d'œuvre quasi-inépuisable situé hors des frontières nationales, ne supprime pas l'existence du réservoir de main-d'œuvre étrangère et française situé en France, d'ailleurs élargi du fait de l'accroissement du chômage. Mais la pression exercée n'est pas identique. Alors qu'il existe en France une action politique et syndicale pour faire respecter les droits des chômeurs, pour lutter contre la dégradation du pouvoir d'achat et pour la relance économique, les primo-immigrants ne peuvent qu'accepter les plus bas salaires ou bien retourner chez eux.

De plus, le réservoir de main-d'œuvre étrangère *situé en France* semble commencer à *se vider*, au moins en ce qui concerne certai-

nes nationalités (algériens, espagnols, italiens...). Certains immigrés auraient-ils été sensibles à la propagande intense des pouvoirs publics en faveur des retours ? S'il semble que la campagne du «million» n'ait recueilli, jusqu'à présent que peu de succès, par contre, le climat général issu de cette propagande et de la situation économique est peut-être en train de provoquer un mouvement important de retours définitifs au pays d'origine.

Tout d'abord, pour beaucoup d'immigrés, la situation a changé : baisse du pouvoir d'achat du fait de la hausse non compensée des prix pour beaucoup et à plus forte raison pour les chômeurs, accroissement démesuré du prix des logements et du transport (voiture, essence, entretien, etc), insécurité d'emploi, tracasseries administratives, expulsions de compatriotes, plastiquage de consultants, insécurité physique, meurtres, absence d'avenir pour la deuxième génération.

Ensuite, auparavant, l'immigré sans famille en France comptait beaucoup sur les heures supplémentaires pour compenser son bas salaire, constituer une épargne le plus rapidement possible et rentrer alors au pays. Aujourd'hui, le chômage complet ou partiel et la diminution des horaires sur beaucoup de chantiers et dans de nombreux ateliers font obstacle à la réalisation des objectifs essentiels de la venue en France.

Par ailleurs, dans le B.T.P., le licenciement d'immigrés sans famille en France et occupant un logement de chantier s'accompagne aussi de la perte de ce logement. Dans ce cas, le chômeur qui, déjà, gagne moins que son salaire habituel, doit trouver un logement et entamer d'autant les sommes d'argent qu'il escomptait transférer à sa famille.

Dans le B.T.P., où le salaire n'atteint un niveau convenable qu'en raison des heures supplémentaires et de primes qui peuvent atteindre un tiers du salaire de base, l'allocation de chômage (même à 90 %) calculée sur le salaire de base de 40 hs. par semaine, représente une rémunération misérable.

D'autre part, la crise a pour conséquence une certaine réorganisation du marché du travail. A cause du chômage, certains postes de travail (pas tous et de loin) traditionnellement occupés par des immigrés, sont désormais, au moins pour un temps, acceptés par de jeunes français, des étudiants, etc. En d'autres termes, le mar-

ché du travail des immigrés s'est quelque peu rétréci à la faveur de la crise qui a provoqué une «renationalisation» forcée. Dès lors, les difficultés pour retrouver un emploi se sont accentuées pour les demandeurs d'emplois étrangers (en ce qui concerne certains postes de travail au moins).

Enfin, une enquête réalisée récemment dans une ville de l'agglomération grenobloise auprès de chômeurs du B.T.P., notamment sur les problèmes de santé et de prévention, montre que la période de chômage est favorable à la prise de conscience d'une détérioration de la santé (l'interruption de la routine du travail peut engendrer l'éveil de douleurs nerveuses, musculaires, articulaires, etc.). De plus, le chômage en lui-même est pour beaucoup la source d'une angoisse telle qu'elle peut engendrer des troubles psycho-somatiques.

Il est possible que certains travailleurs immigrés ne puissent plus pour toutes ces raisons supporter leurs conditions d'existence et envisagent sérieusement de prendre la décision de retour au pays d'origine.

Le mouvement de retour qui est largement incontrôlable et ne semble faire que peu de distinctions entre chômeurs et travailleurs ayant un emploi, entre non qualifiés et qualifiés, risque d'aboutir à un *déficit grave de travailleurs à certains postes de travail* occupés depuis longtemps par des étrangers et que les travailleurs nationaux refusent d'occuper en raison du niveau dérisoire du salaire, des conditions de travail dangereuses pour la santé, de la déconsidération de la profession en question (extraction, terrassement, maçonnerie, nettoyage, ramassage des ordures, manutention lourde, etc.).

Pour certains immigrés qui restent en France et y occupent un emploi, l'exaspération face à la crise, le développement de la conscience de classe sont tels que les dispositions revendicatives grandissent rapidement. L'absence de la pression à la baisse sur le niveau de salaire due à l'arrêt de la primo-immigration, le mouvement de retour et la diminution du réservoir de main-d'œuvre étrangère en France, le développement du racisme et du sentiment d'être indésirables, en même temps que la conscience d'être *irremplaçables à certains postes de travail*, semblent provoquer, chez certains travailleurs immigrés, une détermination pour la lutte de classe beaucoup plus aiguë qu'auparavant.

Comme on le voit, si la recherche pouvait mesurer les dimensions et les limites du phénomène dont nous apercevons les premiers signes, on pourrait apprécier dans quelle mesure et dans quelles professions un des avantages économiques fondamentaux de l'immigration pour le système social français, à savoir l'abaissement du prix moyen de la force de travail et de sa reproduction, se trouve remis en cause. Comme le souligne A. Plouvien : « Dans la logique actuelle, le renvoi des immigrés devrait donc s'accompagner d'une valorisation des salaires et d'une amélioration des conditions de travail » (20).

Enfin, dans des secteurs tels que le B.T.P., la chimie, le textile, il semble qu'en certains cas le mouvement des licenciements dépasse largement les besoins de réduction de la production et soit l'occasion d'une concentration ou d'une centralisation. On peut se poser la question de savoir si la restructuration de certaines firmes n'est pas facilitée dans les secteurs employant beaucoup de travailleurs immigrés dont les licenciements sont moins remarqués. L'immigration semble rendre plus aisée la *monopolisation croissante* du capitalisme.

Les réponses aux deux séries de questions posées au départ, pourraient ainsi éclairer les relations actuelles entre le fait migratoire international et l'impérialisme durant la période de crise que nous vivons.

*

* *

NOTES

(1) Le caractère permanent de l'accumulation primitive est rappelé par : J.P. DE GAUDEMAR dans «*Mobilité du travail et accumulation du capital*», Maspéro 1976, pp. 177-180, par B. FICHET dans «*Les travailleurs immigrés et la reproduction de la force de travail*» Université de Strasbourg 1977, pp. 50-53, et par L. TALHA «*Contribution à l'étude de l'émigration algérienne*» *Les Temps Modernes*, octobre 1977, n° 375 bis, p. 465.

(2) R. LUXEMBOURG «*L'accumulation capitaliste*» Maspéro 1967 T. II, p. 89.

(3) Citons notamment : M. Ath-MESSAOUD et A. GILETTE «*L'immigration algérienne en France*» Ed. Entente 1976, pp. 13-25, Cl. MEILLASSOUX «*Femmes, greniers et capitaux*» Maspéro 1975, pp. 161-164, P.Ph. REY «*Colonialisme, néo-colonialisme et transition au capitalisme - L'exemple de la Comilog au Congo - Brazzaville*» Maspéro 1961, pp. 413-435, R.E. VERHAEREN «*La dialectique concentration-centralisation et le développement du capital financier : l'exemple de l'Union Minière du Haut-Katanga*», Université des Sciences Sociales de Grenoble - 1972 - pp. 67-86, L. TALHA «*Contribution à l'étude de l'émigration algérienne*» *op. cit.* pp. 467-478.

(4) C'est du moins la tendance principale, même si, localement, on a pu observer, du fait même de la crise, un certain développement de la production industrielle et de l'emploi.

(5) Cf. G. DESTANNE DE BERNIS et M. BYE «*Relations économiques internationales*» Échanges internationaux - Précis Dalloz 1977, p. 1011.

(6) Cf. «*L'impérialisme français aujourd'hui*» Editions Sociales 1977, p. 23.

(7) Cf. «*C.N.P.F. 1978*» Patronat, février 1978 n° 388, p. 30.

(8) Cf. F. ASHER, M. COLOMBART-PROUT, D. MANDELBAUM «*Les facteurs, conditions et effets des changements dans le processus de production du cadre bâti*» CEBTP, juin 1976, pp. 249-253.

(9) Cf. «*L'impérialisme français aujourd'hui*» *op. cit.* p. 35.

(10) Citons notamment : A. LE PORS «*Immigration et développement économique et social*» - Études prioritaires interministérielles - Mai 1976 - 364 p., N. CHENUT, B. COURAULT, B. ROMAGNAN «*Essai d'analyse causale de l'emploi des travailleurs étrangers en France*» - Université de Paris I - 1972, T. I, 374 p., J.L. REIFFERS «*Le rôle de l'immigration dans la croissance de la R.F.A. de 1958 à 1968*» Aix-en-Provence, 1970, 209 p., G. TAPINOS «*L'immigration étrangère en France*» - INED, Paris 1975 R.E. VERHAEREN «*Immigration et force de travail dans le B.T.P.*» Université des Sciences Sociales de Grenoble - IREP-CORDES - septembre 1976, 230 p.

(11) Cf. «*Statistique du Travail*» - supplément 49 - 1977 - Ministère du Travail - p. 43.

(12) Cf. «*Les collections de l'INSEE*» 51-M- p. 66-68.

(13) Nous savons que le nombre officiel de demandeurs d'emploi reflète de plus en plus mal le nombre de sans-emplois quel que soit la nationalité. Il le reflète encore plus mal pour les étrangers pour des raisons qui leur sont propres.

(14) A. MOLLARD «*L'exploitation du travail paysan*» Université des Sciences Sociales de Grenoble – IREP – février 1975 – p. 437.

(15) G. BARBICHON et G. DELBOS ont fait l'étude sociologique de ce cheminement dans «*Agriculteurs hors de l'agriculture*» CNRS-CORDES, 1977, 214 p.

(16) A. MOLLARD, *op. cit.*, p. 439.

(17) Voir, pour l'agriculture française : M. GERVAIS, Y. TAVERNIER «*Histoire de la France rurale*», T. IV, Seuil 1977, p. 521, et pour l'immigration : G. DESTANNE DE BERNIS, *op. cit.*, pp. 598-599.

(18) RE. VERHAEREN, *Immigration et force de travail dans le B.T.P. op. cit.*, pp. 178 et notes.

(19) Rappelons que le recours aux travailleurs immigrés n'est pas le seul à exercer cette influence. Il en va de même pour nombre de travailleurs jeunes, de femmes, d'ouvriers-paysans.

(20) A. PLOUVIEN «*Immigrés : réponse à deux slogans officiels et racistes*» in *Economie et Politique* – 3-4 juillet-août 1977, p. 35.

REVUE TIERS-MONDE

tome XIX, n° 74, avril-juin 1978

LES FIRMES MULTINATIONALES ET LE DÉVELOPPEMENT

sous la direction de Jean MASINI

Présentation par Jean MASINI

- Constantine V. VAITSOS : L'Attitude et le rôle des entreprises multinationales dans le processus d'intégration économique dans les pays en voie de développement.
- Pierre SALAMA : Spécificités de l'internationalisation du capital en Amérique latine.
- Luiz C. BRESSER-PEREIRA : Les Entreprises multinationales et le sous-développement industrialisé.
- Tami TIDAFI : Essai sur les fonctions contradictoires d'un État doté d'un surplus financier.
- Wladimir ANDREFF : Le capital financier international et les taux de profit dans les secteurs de la sidérurgie et du pétrole 1963-1976.
- Guy CAIRE : Multinationales et relations professionnelles.
- Theotonio DOS SANTOS : Transfert technologique et dépendance économique.

CHRONIQUE INTERNATIONALE

- Colloque «Firmes multinationales et développement». — Paris, 14-15 juin 1977
- Colloque sur les Codes de Conduite, organisé par le Centre européen d'études et d'information sur les Sociétés multinationales. — Bruxelles, 5-6 octobre 1977.
- Réunion préparatoire du Groupe de travail du C L A C S O. — Mexico, 10-12 novembre 1977.
- Colloque «Transfert de technologie, sociétés transnationales et nouvel ordre économique international». — Nice, 18-19 novembre 1977.
- Colloque «Découverte et Innovation Scientifiques au service du Tiers-Monde». — Paris, UNESCO, 28-29 décembre 1977.

BIBLIOGRAPHIE

Direction-Rédaction : Institut d'Étude du Développement Économique et Social, 58, bd Arago — 75013 — Paris (tel. : 331-28-01)

Abonnements et vente : Presses Universitaires de France, 12, rue Jean de Beauvais, 75005 - Paris (tel. : 033-48-03) (CCP : Paris, n° 1302-69)

Abonnements 1978 France : 112,00 F, Étranger : 138,00 F.

LE RACISME INSTITUTIONNEL EN FRANCE

* * *

L'importation en France d'une main-d'œuvre étrangère caractérise le marché du travail et entretient ou provoque un climat de racisme ou de xénophobie. Il s'agit là de problèmes actuels, entraînant diverses formes de violence, d'oppression ou d'aliénation et perpétuant divers types de racisme. Ces dernières années, le racisme anti-immigré s'est cristallisé sous le poids des nouvelles structures sociales et des nouvelles conditions économiques. Pour comprendre le phénomène raciste, il faut donc mettre en évidence les structures qui le sous-tendent, en un mot, ouvrir le dossier du racisme lié au système social actuel. Il faut toutefois distinguer entre deux formes de racisme qui, bien que liés dialectiquement, sont de natures différentes : d'une part, le racisme individuel, réactionnel, patent et, pourrait-on dire, quotidien (1) et d'autre part, une ségrégation entretenue par le système juridico-politique. Cette ségrégation s'exerce sous des formes que couvre la légalité institutionnelle — entendons par là, la démocratie bourgeoise ou «exercice de la volonté légiférée». Il importe donc de mettre l'accent sur le racisme institutionnel, car il sert d'expression, d'alibi et d'aliment au racisme individuel.

*

* * *

Les modifications de la conjoncture économique ont entraîné des changements dans l'attitude gouvernementale à l'égard de l'immigration. L'année 1977 a été plus particulièrement marquée par une série de mesures qui tendent, malgré les dénégations officielles, à faire des travailleurs migrants les principales victimes, sinon à les présenter comme les responsables de la crise de l'emploi.

«Un pays avec quatre millions d'immigrés doit avoir une grande politique de l'immigration et l'insérer dans son projet social». C'est ainsi qu'en mars 1977, Monsieur Dijoud présentait à la presse la brochure, *La nouvelle politique de l'immigration*, que venait d'éditer le Secrétariat d'État aux travailleurs immigrés, dont la création a été considérée comme une étape de cette politique. De cette conférence de presse ressortait la volonté du gouvernement de conduire une politique rigoureuse pour maîtriser le flux migratoire, en mettant un terme à l'immigration sauvage et à la politique de «facilité», notamment en matière d'immigration familiale.

Au cours des six mois qui suivirent, le Secrétariat d'État aux travailleurs immigrés précisa les modalités de cette intervention : extension du droit à l'aide au retour, arrêt de toute régularisation, et enfin suspension de toute immigration familiale pour trois ans. Cette dernière mesure sera finalement modifiée le 11 novembre 1977 : la section économique et sociale du Conseil d'État l'ayant considérée comme anti-constitutionnelle donc illégale, du moins dans sa forme initiale. On se contenta donc d'autoriser l'immigration familiale, à condition qu'elle ne s'accompagne d'aucune demande d'emploi.

Poser le problème de la légalité et de l'opportunité de ces mesures, revient à saisir la place accordée aux immigrés dans la société française.

Les immigrés sont définis par le syndicat de la Magistrature comme étant placés «dans une zone d'infra-droit». Ce qui autorise Monsieur Barre, chef du gouvernement français, à déclarer, lors de la séance du 12 octobre 1977 de l'Assemblée Nationale : «... la France n'a pas voulu mettre dans des trains, dans des bateaux, dans des avions, les travailleurs immigrés qui lui avaient apporté leur travail». En clair : si le gouvernement avait été moins magnanime rien ne l'aurait empêché de le faire.

Rejoindre un système pour y être impliqué et engagé au profit de celui-ci, ne confère pas les mêmes droits que ceux des nationaux. Dès lors, il y a différence fondamentale entre celui qui par affiliation appartient à un corps national et celui qui est juridiquement rattaché à un autre. De cette dichotomie découle l'infériorité des travailleurs étrangers. Ces derniers se trouvent dans une situation d'incommunicabilité qui les met dans l'impossibilité de s'exprimer et de se défendre.

Ainsi, tous les décrets et circulaires tendant soit à réglementer le flux migratoire, soit à «améliorer» la condition des travailleurs

immigrés ne font qu'institutionnaliser cette différence. En ce sens, le pouvoir fonde sa politique de l'immigration sur une base discriminatoire, son caractère fondamental est de rendre cette différence irréductible.

En outre, la situation diversifiée des immigrés (particularités politiques et culturelles propres à chaque origine sociale, statuts variés selon les pays) favorise une discrimination différentielle dont sont victimes les immigrés, en même temps qu'elle rend impossible leur intégration dans la société française. Ces particularités constituent autant d'éléments contradictoires qui justifient l'entreprise de marginalisation sociale des immigrés par le pouvoir, en singularisant à l'excès leurs problèmes. De la sorte, on maintient et on entretient cette population dans la zone des assités, on renforce leur dépendance et enfin, on suscite des réactions agressives de la part des nationaux.

En dehors de son contenu idéologique, une des manifestations de cette politique est l'extraordinaire floraison juridique, à la fois défensive et offensive, qui constitue à chaque fois un pas vers la séparation et la protection du corps national et entraîne inévitablement le renforcement des mesures discriminatoires.

Toutefois, une telle perspective n'est possible que dans la mesure où :

- le *statu quo* dans l'équilibre social est maintenu ;
- aucun changement notable n'intervient dans l'attitude des syndicats ouvriers en faveur des travailleurs étrangers ;
- le travailleur immigré observe une neutralité par rapport à la situation nationale, conformément à son statut d'étranger.

Ainsi, la politique de l'immigration joue de toutes les contradictions sociales ; l'État et l'Administration peuvent alors entretenir des liens lâches avec l'immigration au profit des seuls intérêts économiques du Capital.

Cependant, les luttes spécifiques récentes des immigrés, la place importante qu'ils ont occupée dans les luttes ouvrières en France, le courant favorable à leurs revendications qui se développe, risquent de compromettre cette politique. Peut-on avancer que le devenir de l'immigration résultera non pas des effets de celle-ci, mais du rapport de force qui s'établira entre, d'une part, les tenants d'une «normalisation forcée» (l'État et le patronat) et d'autre part, l'ensemble du mouvement ouvrier (français et immigré) ? Depuis

1972, avec la circulaire Fontanet-Marcellin et les luttes qui l'accompagnèrent, l'épreuve est engagée ; la phase actuelle, qui semble décisive, sera-t-elle celle de la prise en compte de la revendication des travailleurs immigrés par le mouvement ouvrier ?

Le racisme institutionnel a pour fonction d'empêcher l'unité de la classe ouvrière ; toute politique d'immigration a pour fonction de légitimer ce racisme. Aussi les problèmes de l'immigration, aussi spécifiques soient-ils, ne concernent-ils pas les seuls immigrés, mais l'ensemble du mouvement ouvrier. Il n'y a pas de bonne ou de mauvaise politique de l'immigration, la lutte contre le racisme qui est un fait de société, engage également tous les démocrates, car c'est un problème politique.

Il reste que l'analyse de la situation de l'immigration par rapport aux classes sociales en présence, fait ressortir un certain nombre de contradictions qui rendent hypothétique l'unité de la classe ouvrière et aléatoire le soutien des démocrates en dehors de quelques cercles restreints.

La crise et le chômage qui caractérisent la situation actuelle, permettent aux directions syndicales de privilégier la défense des intérêts des ouvriers français aux dépens de ceux des travailleurs immigrés.

RÉSERVE DE MAIN-D'OEUVRE INDUSTRIELLE ET CHOMAGE

Pour Marx, le concept d'armée de réserve industrielle ne se réduit ni au « chômage », au sens empirique du terme, ni à l'inactivité, mais inclut de multiples catégories caractérisées par la précarité de leur statut social, couches sociales salariées menacées par le renouvellement permanent du procès de production dans les centres industriels, couches paysannes en passe d'être jetées sur le marché du travail salarié, travailleurs sous-salariés.

En effet, le chômage et les réserves de main-d'œuvre se dissocient dans les économies impérialistes, en l'absence de déséquilibre profond sur le marché de l'emploi ; la notion de réserve ne peut être assimilable, même grossièrement, à celle de chômage. Pour les chômeurs « inadaptés », les exclus de la croissance, il n'existe que très peu de chances de réintégrer la sphère de l'activité productive. Ce n'est plus pour l'essentiel une main-d'œuvre immédiatement disponible, une réserve, mais le signe qu'il en existe une.

La caractéristique commune à toutes les réserves semble être leur origine hors des frontières de l'activité capitaliste, elles sont assurées par l'attraction qu'exerce le capital sur la main-d'œuvre encore hors de sa domination directe. Elles comprennent outre les ruraux, les femmes, les jeunes de moins de 25 ans, une main-d'œuvre internationale essentiellement en provenance du Tiers-Monde.

Ces réserves sont entretenues, grâce à une démographie galopante et à un sous-emploi massif qui sont d'ailleurs bien un effet de la pénétration d'un capitalisme hautement développé dans des économies archaïques et de la destruction des modes de production traditionnels qui caractérisent l'état de sous-développement.

Aussi suffit-il d'y puiser en cas de besoin. Nous le verrons, c'est bien le rôle de l'immigration en France. En créant ses propres réserves de main-d'œuvre, le système semble capable de les maintenir dans des proportions supportables. Lorsque l'afflux migratoire «augmente», ou que le cycle du capital est interrompu par une crise, le système développe des moyens de contrôle pour évacuer sur les pays dominés les problèmes sociaux et politiques liés à une réserve trop large. Ainsi, se vérifie que si l'augmentation des réserves constitue une loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste, l'action de cette loi, comme de toute autre, est naturellement modifiée par des circonstances particulières.

Peut-on considérer pour autant cette main-d'œuvre comme un phénomène conjoncturel ?

L'analyse purement économique à partir de la logique du capital fait apparaître en premier lieu les mouvements migratoires comme l'expression combinée de deux lois du mode de production capitaliste : la soumission du travail à l'organisation des moyens de production dictée par le capital (et, donc, à sa concentration spatiale) ; le développement inégal parmi les branches et les secteurs ainsi que parmi les pays et régions et les rapports politiques sous hégémonie bourgeoise. Ce développement inégal est marqué par les différents niveaux de domination et d'exploitation qui fondent le système impérialiste à l'échelle mondiale.

En ce sens, les mouvements migratoires ont toujours existé dans le développement capitaliste. L'exode rural et le déclin des régions dont la structure productive était désorganisée au profit

des formes capitalistes les plus avancées sont des traits fondamentaux de la structure du capitalisme monopoliste. L'inégalité résulte de la logique du capital et de la division du travail qu'elle commande, en fonction des impératifs du taux de profit. C'est ainsi que l'immigration n'est que l'expression du développement inégal inhérent au mode de production capitaliste en ce qui concerne la force de travail. Ce développement inégal est une tendance structurelle du mode de production, et les écarts entre les régions et les pays, et entre les secteurs d'activités, augmentent au lieu de diminuer avec l'évolution du taux de profit, c'est-à-dire sa baisse tendancielle.

Mais si le décalage des niveaux de développement explique les causes de l'émigration, l'immigration dans les pays capitalistes avancés obéit à des raisons beaucoup plus profondes que celle d'une offre de travail surabondante en période d'expansion. Si tel était le cas, l'immigration serait un phénomène conjoncturel. Or, l'immigration qui est intimement liée au développement de l'impérialisme, est une nécessité. Sa permanence dans la structure économique et l'importance de la place qu'elle occupe dans l'ensemble de la population active font d'elle un phénomène structurel.

Tout en présentant toutes les caractéristiques d'une réserve de main-d'œuvre, l'immigration est certes l'un des moteurs de la croissance de l'accumulation capitaliste, mais aussi dans une certaine mesure, elle en est la conséquence. Selon les besoins du moment, le capital met l'accent sur l'un ou sur l'autre de ces aspects.

Par ailleurs, en période de déséquilibre de l'emploi, le nécessaire examen de la physionomie du chômage et des réserves de main-d'œuvre permet d'établir entre eux une relation troublante : le chômage et l'immigration ont augmenté parallèlement lors de ces deux dernières décennies, fait vérifiable à long terme, selon des indications chiffrées. La courbe ascendante des deux phénomènes s'explique, à la fois par la tendance structurelle caractéristique de la phase actuelle du capitalisme monopoliste, d'une part, et par la dynamique interne des sociétés capitalistes d'autre part.

CARACTÉRISTIQUES DE L'IMMIGRATION

Les travailleurs étrangers ne sont pas en marge de la production, ils sont principalement exploités dans les secteurs qui forment la base même de la production capitaliste (métallurgie, sidérurgie,

bâtiment, usines, travaux publics, etc...). Se représenter les travailleurs étrangers comme formés principalement d'éboueurs et de balayeurs (les travaux les plus sales), ou occupant des postes de travail manuel dégradant, induit des attitudes raciste et chauvines. Quant aux formes d'exploitation qu'ils subissent, elles sont caractéristiques de la grande industrie capitaliste : concentration (y compris dans l'habitat), mobilité, salaires réduits, etc...

Il s'agit donc d'une donnée essentielle de la structure économique du capitalisme et non d'une main-d'œuvre d'appoint liée à une conjoncture expansive. D'autant que la forme traditionnelle de l'armée de réserve industrielle — hommes arrachés à leur travail par la rationalisation et les crises cycliques — est à peine possible aujourd'hui. Son utilisation demanderait des mesures plus coûteuses.

Considérons le profit que tire le capital de l'exploitation de la main-d'œuvre étrangère : une jeunesse sans cesse renouvelée, contrôlée, triée, des conditions de travail extrêmement strictes permettent au capital de faire une économie considérable dans l'organisation du travail en diminuant ainsi les frais de reproduction et d'augmenter d'autant le taux moyen de profit global.

Le mouvement migratoire fait économiser au pays d'accueil les frais «d'élevage» du travailleur ainsi que le coût d'entretien après la vie active si l'on considère que beaucoup de migrations sont de nature temporaire, pour une période allant de trois à dix ans. Cette migration temporaire a des effets similaires à ceux de la migration permanente quant le migrant qui retourne chez lui est remplacé par un autre avec les mêmes caractéristiques. De tels migrants peuvent être considérés comme un groupe social permanent avec un roulement des effectifs.

La non-prise en charge par le capital de la reproduction des familles — la plupart des immigrés sont célibataires — signifie autant de dépenses en moins, en termes d'équipements collectifs improductifs.

Enfin, les conditions de reproduction des travailleurs eux-mêmes et de leurs familles lorsqu'elles réussissent à les accompagner, ou à les rejoindre (compte tenu des mesures récentes, il est peu probable que l'immigration familiale devienne prépondérante) sont nettement en dessous des niveaux moyens des travailleurs nationaux.

Par ailleurs les effets de l'immigration sur les salaires ne s'exercent pas seulement sur les salaires des travailleurs immigrés, mais bien sur l'ensemble des salaires. On ne peut en déduire pour autant une opposition d'intérêts entre la classe ouvrière et les travailleurs immigrés, bien que le recours à des couches de travailleurs surexploités permet d'introduire une nouvelle forme de concurrence sur le marché de la force de travail. Cela est rendu possible dans la mesure où l'extension de la production généralise des emplois déqualifiés pouvant être assurés par ces travailleurs.

Il reste que, tendanciuellement, la possibilité même d'avoir recours à l'immigration abaisse relativement le niveau des salaires, contribuant ainsi à la contre-tendance structurelle qui estompe la baisse du taux de profit sur le long terme.

Enfin, du point de vue de l'intensité de leur exploitation, les travailleurs immigrés travaillent en moyenne un nombre d'heures beaucoup plus élevé que les nationaux, occupent des postes de travail plus pénibles et sont soumis à des cadences plus fortes. La proportion supérieure d'accidents du travail parmi les immigrés illustre à la fois leurs conditions de travail et les rythmes qu'ils sont obligés de tenir. Tous ces faits sont pourtant trop apparents pour que leur acceptation n'entretienne pas une sorte de préjugé raciste inconscient.

Car, pourquoi la main-d'œuvre immigrée accepterait-elle ce qui, pour les classes ouvrières autochtones, est devenu inacceptable ? Par soumission naturelle ? ou par besoin extrême ? Même si tel est le cas, le problème est celui de savoir pourquoi cette acceptation se prolonge bien après leur arrivée et pourquoi on peut individualiser leur statut, en tant que travailleurs salariés, alors que pour la classe ouvrière nationale, le rapport avec le capital est établi collectivement à travers le mouvement ouvrier. Si les conditions de travail, le niveau des salaires, les prestations sociales ont changé, cela ne tient pas au bon vouloir du capital mais à l'ensemble des nouvelles conditions socio-politiques qui découlent du rapport de forces entre les classes, instaurées par le mouvement ouvrier. C'est dire que l'essentiel de l'utilité de la main-d'œuvre immigrée pour le capital, provient du fait qu'il peut agir avec elle comme si le mouvement ouvrier n'existait pas, en faisant ainsi rétrograder la lutte de classes de plusieurs dizaines d'années. Un tel résultat est obtenu en raison du statut juridico-politique des étrangers et de leur isolement idéologique et politique, facteurs qui débouchent sur le fait essentiel : une faible capacité d'organisation et de lutte et une très grande vulnérabilité à la répression.

Le statut d'étranger prive les immigrés des droits politiques et, aussi en pratique, de leurs droits syndicaux. Dans ces conditions, la participation aux luttes de classes, l'organisation ne concernent qu'une avant-garde très coupée de la masse des immigrés et souvent regardée avec méfiance par le mouvement ouvrier autochtone. Elle est d'autant plus facilement réprimée. Comme la stabilité de l'immigration n'est que relative, et que l'absence d'insertion subjective est encore plus forte, leur intérêt pour les luttes en cours est limité.

Par ailleurs, le racisme et la xénophobie diffusés par l'idéologie dominante accentuent les clivages dérivés des particularismes culturels nationaux, et déterminent l'isolement idéologique des immigrés qui sont séparés de leurs frères de classe et placés dans un rapport de forces tellement défavorable qu'ils oscillent entre l'acceptation des conditions du capital et la révolte collective ou individuelle, se coupant plus encore du mouvement ouvrier.

Ainsi donc, *l'avantage essentiel que représente la main-d'œuvre immigrée pour le capital tient purement à la spécificité de sa situation d'infériorité dans la lutte de classes. Ce qui veut dire que ce statut peut être aménagé et non transformé du point de vue du capital, car c'est la source du rôle structurel fondamental joué par l'immigration.* Ainsi, on peut établir comme contradiction fondamentale concernant les immigrés celle qui les oppose non pas directement au capital, mais à l'appareil d'État du capital et au statut politique qui leur est fait dans les institutions. Il en résulte que :

(i) — la place des immigrés dans la lutte de classes est très spécifique par rapport au reste du mouvement ouvrier.

(ii) — la contradiction dont ils constituent l'élément dominé est une contradiction fondamentale du capitalisme.

(iii) — celle-ci est directement politique dans la mesure où elle se rapporte directement à l'appareil d'État.

(iiii) — cette contradiction fondamentale directement politique et très spécifique, redoublée dans l'idéologie par leur particularisme culturel et les registres xénophobes de l'idéologie dominante place les immigrés dans un rapport de forces extrêmement défavorable.

Ces éléments n'empêchent pas les travailleurs immigrés d'appartenir à la classe ouvrière et de se retrouver sur une base objective d'intérêts revendicatifs, commune à l'ensemble des travailleurs.

C'est en tenant compte de cette condition, qu'un mouvement ouvrier peut être réalisé.

Cette analyse détruit un argument courant relatif aux causes de l'immigration : les immigrés seraient nécessaires parce qu'existent des travaux pénibles que les autochtones ne voudraient pas effectuer. Il est certain que les immigrés occupent les postes les plus pénibles, les plus mal payés et les moins qualifiés. Mais ces postes délaissés ne le sont pas parce qu'ils sont « sales » et « abrutissants », mais parce qu'ils sont moins payés. Chaque fois que des travaux pénibles sont relativement bien payés (mineurs de fond, par exemple), on y trouve surtout des nationaux. Ce qui veut dire qu'il n'y a pas de travailleurs immigrés parce qu'il y a des travaux pénibles et mal payés, mais qu'il y a des travaux pénibles parce qu'il y a des travailleurs immigrés, ou qu'existe la possibilité d'en appeler, que ces tâches peuvent être assurées contre des salaires inférieurs à la norme historique acquise par le mouvement ouvrier.

Si certains secteurs sont restés artisanaux, c'est parce que l'immigration permet de rentabiliser le petit capital fractionné, n'impose pas le recours à l'industrialisation (ex : bâtiment) ; une telle situation diminuerait fortement le taux de profit, provoquant la crise économique. Le capital ne peut se passer ni des « travaux pénibles », ni des travailleurs immigrés prêts à les occuper. Telle est la « structure absente » de la détermination du capital dont on ne perçoit que les effets, parfois interprétés de manière hâtive. Il nous reste à examiner si la spécificité idéologico-politique des immigrés dans la lutte de classes est aussi le trait fondamental qui lui permet de jouer un rôle essentiel dans les politiques anti-cycliques et anti-inflationnaires du capital monopoliste.

Malgré l'intervention de l'appareil d'État, malgré les systèmes de régulation mis en place, l'économie capitaliste connaît toujours des fluctuations cycliques. Elles sont de type nouveau dans la mesure où l'accélération du progrès technique et l'inter nationalisation du capital ont introduit des éléments de distorsion dans la régularité des cycles, tout en amplifiant les effets des conjonctures récessives. Les travailleurs immigrés apparaissent dans cette perspective comme l'un des éléments fondamentaux qui permettent d'éviter que la récession ne se transforme en crise. Les économies capitalistes avancées jouent sur le volant de variation que représente la main-d'œuvre immigrée, soit en la limitant temporairement, soit en imposant des nouvelles législations restrictives, soit enfin en procédant à l'expulsion plus ou moins déguisée d'une partie des travailleurs résidant dans le pays.

Cette tendance générale reçoit une interprétation banale en termes d'offre et de demande d'emplois. Or, ce qui est significatif est justement la facilité avec laquelle on peut se défaire de cette main-d'œuvre, en raison du statut juridico-politique qui lui est fait. Ce qui montre à nouveau le rôle essentiel de la condition d'étranger du point de vue du fonctionnement structurel de l'économie capitaliste. En outre, les crises du capitalisme actuel ne sont pas des crises classiques de surproduction, mais des crises produites essentiellement par l'inflation, résultat de l'excédent de capitaux et des mouvements financiers liés, entre autres causes, aux firmes multinationales. Ce qui caractérise ces crises est la combinaison de l'inflation et de la récession (stagflation).

Le mécanisme est simple : l'inflation provient non pas du jeu de l'offre et de la demande, mais des mécanismes structurels de la phase actuelle du capitalisme ; la hausse des prix des produits n'est pas contrecarrée par une baisse de la demande ; les prix sont déterminés par le coût du capital investi, lui-même soumis à des pressions inflationnistes par les mécanismes financiers. Il y a donc périodiquement des flambées de prix au-delà de ce que la demande peut supporter, accompagnées d'une surproduction relative, qui entraîne une récession affaiblissant encore la capacité de la demande solvable sans que les prix puissent descendre dans la même proportion et sans que puisse être accepté un fléchissement dangereux du taux de profit moyen. Dans ces conditions quel serait le «travailleur-consommateur» idéal pour lutter contre les crises périodiques ? Il devrait réunir les caractéristiques suivantes.

- Etre hautement productif en période expansive ;
- Pouvoir être mis hors-circuit sans problème en période de récession quand il y a risque de surproduction ;
- Etre faiblement consommateur, car cela amenuise les tensions inflationnistes en période expansive et surtout, cela amortit considérablement la restriction de la demande en période récessive. On peut ainsi réduire la capacité productive tout en servant à peu près au même niveau la demande solvable, évitant par conséquent les effets en chaîne des coups de freins à la croissance. Les fluctuations ne se transforment pas en crise.

Le rôle central de la main-d'œuvre immigrée en tant que régulateur des crises capitalistes passe trop souvent inaperçu, est masqué par les interprétations en termes de conjoncture économique. Ce rôle ne peut être tenu qu'à deux conditions :

- D'une part que le statut d'étranger (et donc son affaiblissement politique et idéologique) soit maintenu.

- D'autre part, que l'immigration des familles soit limitée au maximum et réservée, en tout état de cause, à une frange supérieure et restreinte des immigrés, dont l'intégration idéologique offre une garantie certaine.

Tels sont les fondements de la stratégie gouvernementale en matière d'immigration.

Pour comprendre la portée du phénomène non seulement pour le capital mais aussi dans les perspectives de lutte, on doit préférer l'expression «travailleurs étrangers», à celle «d'immigrés». Car ces derniers, dans leur immense majorité (98 %) sont des travailleurs. Ces deux aspects (travailleurs et étrangers) définissent à la fois leur situation de classe et leur spécificité en tant que fraction de la classe ouvrière.

Cette situation de classe spécifique (travailleurs étrangers) doit être rapportée à la lutte de classes et aux intérêts des classes en présence, afin de déceler les convergences et les contradictions et, par conséquent, de déduire la tactique et la stratégie en fonction des objectifs spécifiques de ces classes et de ces fractions de classe.

POLITIQUE DE L'IMMIGRATION ET DIVISION DE LA CLASSE OUVRIERE

La promulgation de la nouvelle réglementation de l'immigration (18 septembre 1972) constitua une première offensive du grand capital pour mettre de l'ordre dans ce domaine en accentuant en premier lieu les aspects répressifs et policiers du contrôle de l'immigration, sous la forme d'un ensemble de mesures stipulées dans la circulaire Fontanet-Marcellin. Cette réglementation reflétait les intérêts du grand capital, l'hégémonie du capital monopoliste sur le capitalisme archaïque en ce qui concerne la politique de l'immigration. Il s'agissait aussi d'une tentative énergique pour briser dans l'œuf le mouvement des travailleurs immigrés qui commençait à prendre forme à partir de quelques luttes ouvrières.

La circulaire avait donc un double aspect : rationalisation capitaliste de l'immigration et répression politique des immigrés. Les syndicats ouvriers, dans un premier moment, ne remarquèrent que le premier aspect et n'y furent donc pas hostiles (surtout la

C.G.T.) dans la mesure où ils pensaient effectivement que l'immigration devait être régularisée pour éviter les abus. Ils ne se rendaient pas compte de l'impossibilité économique d'une telle normalisation et, en même temps, minimisèrent l'aspect premier de la circulaire, l'instauration d'un véritable arbitraire patronal et policier en ce qui concerne l'ensemble des immigrés (sauf accords particuliers : Algériens, Africains noirs, ressortissants de la C.E.E.).

Face à une telle menace, les travailleurs immigrés se mobilisèrent de façon spontanée. Bientôt, deux lignes se dessinèrent au sein du mouvement :

(i) Celle partie de la spécificité des travailleurs étrangers, organisés en «Comité de défense des droits à la vie et au travail des immigrés». Organisation en marge du mouvement syndical dont l'axe de lutte essentiel est l'exigence d'un statut juridique garantissant contre l'arbitraire assurant aux immigrés une présence dans le pays d'accueil moins pleine d'insécurité. Cette tendance admet qu'il puisse s'agir d'un statut inférieur et le principe de la régulation des flux migratoires.

(ii) L'autre, liée notamment à des groupes révolutionnaires, prône l'unité des travailleurs de toutes les nationalités.

Les syndicats, pour leur part, prirent position pour l'abrogation de la circulaire sans pour autant lancer de grandes batailles sur ce thème.

Au cours des dernières années, on assiste donc à une épreuve de force entre le mouvement immigré et le statut d'immigration dont a besoin le capital. La lutte est longue et dure. D'autant que l'immigration commence à déjouer le piège de l'isolement et retrouve progressivement sa place dans le mouvement syndical avec la découverte réciproque de la communauté d'intérêts de classe.

Si les intérêts généraux du capitalisme avancé en ce qui concerne l'immigration sont bien ceux qui ont été évoqués plus haut, ils se diversifient et se spécifient pour chaque fraction du capital ; ils se divisent en particulier suivant qu'il s'agit du capital monopoliste ou du capital investi dans des branches ou des secteurs à taux de profit plus faible ou à plus faible masse de plus-value.

Pour le grand capital, l'essentiel est de préserver les caractéristiques fondamentales de la force de travail immigrée, tout en la stabilisant dans sa sphère de production, notamment en lui accor-

dant un minimum de conditions matérielles au niveau de la reproduction. C'est cette politique d'immigration qui prévaut désormais, et qui donne lieu à la «normalisation», engagée depuis quelques temps. Cette normalisation se traduit par un contrôle, un aménagement de l'immigration, parfois paternaliste, sur le plan économique, toujours répressif (ou dissuasif) sur le plan politique : pour le grand capital, l'essentiel est l'absence de droits politiques et syndicaux, l'affaiblissement de la capacité de lutte des travailleurs immigrés.

Cette politique, à bien des égards, semble s'orienter vers la solution allemande : immigration de travailleurs «célibataires», strictement contrôlée, pour un temps limité et avec un taux de rotation élevé, moyennant, en échange, une amélioration des conditions matérielles de vie pour cette «prestation de service».

Par contre, pour les petites et moyennes entreprises — en particulier pour celles du bâtiment, des travaux publics et des services —, la force de travail immigrée est d'une nécessité vitale. Pour ces entreprises, les immigrés sont une source de surprofit nécessaire à la compensation d'un taux de profit inférieur à la moyenne. Elles ont donc besoin d'une immigration clandestine, qui leur permette d'exploiter les immigrés de façon illégale, sans payer de charges sociales, et en leur imposant des conditions de travail inhumaines. Pour elles, toute élévation du niveau de vie des immigrés serait intolérable, elle affecterait directement le surprofit. Le raisonnement peut être étendu avec encore plus de force au capital spéculatif qui profite de la situation de dénuement des immigrés pour en faire une source d'accumulation. Il s'agit donc d'un abus illégal et excessif, qui s'ajoute à l'abus légal et contrôlé, normalisé, que le grand capital réclame. Telle est la raison pour laquelle la France, pays capitaliste le plus archaïque des pays d'immigration, où la proportion de petites et moyennes entreprises est la plus forte, est celui qui, jusqu'en 1972, tolérait largement une immigration clandestine atteignant à cette date presque 80 % des entrées. «L'immigration clandestine elle-même n'a pas paru inutile car si l'on s'en tenait à l'application stricte des règlements et accords nationaux, nous manquerions peut-être de main-d'œuvre», avait reconnu en 1966, Jean-Marie Jeaneney, alors ministre du travail. A vrai dire, il existe deux formes d'immigration de travailleurs, l'une contrôlée et régulière, stabilisée, l'autre, clandestine et irrégulière qui sert de masse de manœuvre et qui, selon les circonstances obtient la régu-

larisation de sa situation ou est refoulée aux frontières. L'abandon du monopole légal de l'introduction des travailleurs migrants sur le territoire national constitué après la guerre, prend alors tout son sens, surtout lorsqu'on sait que cette initiative donne une liberté d'action totale aux entreprises. Mais l'immigration sans contrôle n'a qu'un temps. Les nécessités d'une amélioration qualitative et quantitative de l'immigration ainsi que d'une mise au pas d'un secteur qui commençait à devenir combatif, entraînent un contrôle accru du gouvernement.

Les deux fractions du capital ont cependant des intérêts identiques sur un point essentiel : le besoin structurel d'une répression politique systématique des immigrés, prohibant toute capacité de défense. Une fois ce point fondamental acquis, le grand capital peut adopter une ligne de défense «humanitaire» quand la lutte des immigrés le contraint à reculer, alors que les entreprises archaïques font, de la surexploitation, une question de vie ou de mort. Ce fractionnement des intérêts du capital ne s'opère qu'à l'intérieur d'un accord fondamental relatif au maintien des immigrés dans un véritable ghetto politico-social. La politique d'ensemble se traduit, en conséquence, par des mesures anti-ouvrières de réglementation, de contrôle et d'isolement de l'immigration.

La faiblesse politique objective des travailleurs immigrés n'est pas seulement une contre tendance fondamentale du capital pour parer à ses propres contradictions, mais encore un atout majeur de la bourgeoisie dans sa lutte contre la classe ouvrière. La présence même des travailleurs immigrés constitue un fractionnement permanent de la classe ouvrière, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise, en ce sens que les travailleurs immigrés et indigènes, tout en ayant en commun les mêmes intérêts historiques et certains des intérêts immédiats, divergent sur d'autres intérêts immédiats (conditions de travail et de logement) et surtout sur le droit d'association, essentiel pour les immigrés, superflu pour les indigènes.

Le fractionnement représente également un frein objectif permanent dans la lutte et l'organisation de tous les travailleurs ; il place une partie considérable de la classe ouvrière dans une situation d'infériorité telle que leur participation à la lutte est nettement plus risquée et donc plus difficile à obtenir. Les rares fois où un tel phénomène se produit, il se produit *malgré* les désavantages de départ et les risques considérables de répression encourus par ces travailleurs. Cela explique que ces luttes soient extrêmement mi-

noritaires et ne puissent se développer qu'au prix de sacrifices extrêmement lourds qui les différencient nettement du reste du mouvement ouvrier.

Le fractionnement de la classe ouvrière à travers l'existence des travailleurs immigrés comme fraction permanente est donc aussi un des éléments importants de la stratégie de l'ensemble des classes dominantes : Il ne s'appuie pas seulement sur l'infériorité politique des immigrés, mais sur les réactions racistes développées par la bourgeoisie.

De surcroît le fractionnement, objectif et subjectif, entre ouvriers français et immigrés est non seulement entretenu mais encore renforcé par le corporatisme et la cécité des syndicats, qui, sous prétexte de défense de l'emploi des nationaux, se rendent complices du grand capital dans sa politique de normalisation et de contrôle (en dernière instance policière) de l'immigration. Lorsqu'il leur arrive de prendre la défense des immigrés, ils le font sans jamais remettre en cause la contradiction principale : État du capital — immigration. Leurs actions, aussi importantes qu'elles puissent être, *ne portent pas sur* le principe même de la politique d'immigration, mais tout au plus et pour l'essentiel, sur la volonté de voir s'établir une « véritable politique migratoire ».

A cet égard, la collaboration de la CFDT et de la CGT avec, notamment, la centrale syndicale (UGTA) dont la stratégie est entièrement subordonnée aux intérêts du capitalisme d'État algérien et de la section policière de cet État en France, l'Amicale des Algériens en Europe, est significative. Les rapports avec les syndicats des autres pays d'immigration ne présentent pas le même caractère, étant donné l'autonomie de ces organisations. Mais, précisément, le caractère privilégié des liens entre les deux grandes centrales françaises et l'UGTA montre l'ambiguïté et les limites de la politique migratoire des centrales, elles n'offrent d'ailleurs aucune alternative, ni perspective.

Si la CGT et la CFDT se prononcent pour l'extension des droits sociaux à l'immigration, ce qui du reste est capital au stade actuel de la revendication, elles ne mentionnent nulle part l'exigence essentielle de l'égalité des droits, qui aurait pour conséquence la suppression du statut d'étranger dans le droit et dans les faits, du moins quand l'étranger participe à part entière à la vie économique du pays. Ce changement juridique signifierait pour les travailleurs

immigrés la possibilité d'exercer une certaine influence au plan syndical comme au plan politique, ce qui différerait fondamentalement des propositions des partis de l'ex-union de la gauche, qui envisageraient d'accorder une participation au niveau des élections communales, à l'écart des véritables organes de décisions.

Les rapports contradictoires qu'entretiennent les syndicats français et la fraction immigrée sont un facteur de blocage pour l'unité de la classe ouvrière. Leur réexamen s'impose donc, si les syndicats français veulent éviter la cassure de la classe ouvrière et une défaite majeure qui renforcerait le rapport de forces en faveur de la bourgeoisie d'une manière peut-être décisive. Ce n'est qu'à cette condition que les immigrés pourront enfin imposer leur revendication essentielle au cours d'une bataille généralisée menée avec l'ensemble du mouvement ouvrier démocratique et ainsi dépasser la problématique du fractionnement.

LA REVENDICATION DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

Le système social constitue la base matérielle du racisme, il le secrète, le développe et s'en accommode. Les relations sociales sont déterminées par des facteurs économiques ; elles ne pourront sans doute être modifiées que par une nouvelle infrastructure et un changement de régime, orienté vers un idéal démocratique fondé dans l'égalité sociale et économique comme forme quotidienne de justice. Utopie ?

Le principe d'égalité demeure théorique dans la formule française de démocratie, les relations sociales ont toujours comporté des rapports de force, tous les moyens modernes de la production comportent des méthodes de contrainte exercée sur les individus soumis à l'exploitation. En ce sens cette démocratie qui couvre de sa légalité un système de classes aux intérêts diamétralement opposés, ne saurait sauvegarder les droits des minorités sociales et ethniques, bien que l'obligation de la sauvegarde des droits des minorités soit inscrite au cœur même du principe démocratique. Le non-respect de cette obligation signifie que la société se contente de satisfaire les aspirations de la majorité et renonce au jeu démocratique. Bien plus encore elle repousse sur ses franges les minorités migrantes, leur aménage un statut juridique et social ambigu en dehors des structures existantes : leur mise en « marginalité » et la multiplication des réseaux de contrôle leur interdisent d'altérer

l'équilibre reposant sur les institutions et les lois. Ce n'est que dans ces conditions que les classes dominantes ont pu introduire un élément social et politique dont la présence contredit pourtant leur idéologie et complique les mécanismes de régulation sociale.

Par ailleurs, et dans la même logique, si la liberté a régressé en certains secteurs considérés comme secondaires, elle est franchement refusée à des individus jugés « marginaux » : les immigrés n'ont pas la possibilité pratique, quotidienne, vécue, de parler et de se réunir, de critiquer et de faire grève, de dénoncer et de proposer (Loi de 1939 sur le droit d'expression, d'association et de réunion). Dès lors toute forme d'intervention ne fait que renforcer leur « marginalité ».

Tout d'abord, l'immigration des travailleurs ne relève même pas des techniques du droit de la nationalité ; les règles juridiques qui la régissent relèvent davantage, aujourd'hui, d'un droit réglementaire au service des impératifs économiques qui se transforme au gré de la conjoncture. Ainsi, les travailleurs étrangers constituent une main-d'œuvre tampon qu'on embauche ou licencie au gré des fluctuations de l'activité sans s'entourer des précautions qu'imposent la loi et les accords contractuels. Ensuite, les droits de la défense sont systématiquement ignorés lors des expulsions d'immigrés, comme ils sont contraints, par ailleurs, de renoncer à leurs droits sociaux (allocations familiales, sécurité sociale, allocation chômage...), dans le cadre de la politique « d'aide au retour ». Enfin, le gouvernement retire à l'immigré le droit à la vie en famille. La suspension de l'immigration familiale est une mesure qui contredit la charte sociale de l'Europe ratifiée par la France pour laquelle les pays signataires s'engagent à assurer l'exercice effectif du droit des travailleurs migrants et de leurs familles, à la protection et à l'assistance sur leur territoire (article 19 de la Charte).

Ces faits sont bien connus, ce qui importe est de mettre l'accent sur le lien étroit existant entre le racisme et la situation sociale des immigrés afin de montrer que le droit joue désormais un rôle primordial. Ce qui est d'abord souhaitable pour l'immigration est de dépasser la situation de non-droit. Ce qui ne signifie pas que tous les problèmes rencontrés seraient alors aplanis mais qu'alors apparaîtraient les questions appartenant en propre à la sphère des rapports entre ethnies.

Ignorer ce terme fondamental de la revendication des travailleurs immigrés et considérer la lutte anti-raciste comme objectif fondamental, c'est restreindre considérablement les enjeux réels et les occulter.

Ceux qui se contentent, dans quelque cadre que se soit, de dénoncer vertueusement le racisme sans remonter à la cause du mal, masquent la responsabilité première de l'impérialisme en faisant, consciemment ou non, apparaître le racisme comme relevant d'une hypothétique «nature humaine», éternelle et indépendante des structures sociales et politiques. Ils participent, de ce fait, au jeu mystificateur de l'idéologie des classes dominantes, dont ils tendent par suite à perpétuer le pouvoir, perpétuant par là-même le racisme.

Paris. Avril 1978.

NOTE

(1) La législation française comportait jusqu'en 1972, des lacunes qui permettaient au racisme de se manifester impunément. L'application de la loi du 1er Juillet 1972, relative aux discriminations en raison de la race ou de l'origine, a permis aux associations anti-racistes d'engager des poursuites judiciaires dans bon nombre de cas de racisme manifeste.

politica internazionale

Direttore responsabile
Giampaolo Calchi Novati

Capo redattore
Giancarlo Pasquini

Segretaria di redazione
Maresa Mura

Redazione: via del Tritone 62b, 00187 Roma; tel. 6792734/6792311. Amministrazione e distribuzione: « La Nuova Italia » editrice, via Antonio Giacomini 8, c. p. 183, 50132 Firenze. Autorizzazione del tribunale di Firenze n. 1990 del 10 febbraio 1969. Abbonamento annuo L. 14.000, estero L. 25.000, sostenitore L. 30.000, un fascicolo ordinario L. 1.500. I fascicoli arretrati si vendono a prezzo maggiorato. Versamenti sul c/c postale n. 5/6261 Firenze. Spedizione in abbonamento postale, gruppo II. Stampa Iler, via G. Raffaelli 1, 00146 Roma.

Questo numero è stato chiuso
in tipografia il 29 marzo

EDITORIALE

- 3 Anche la distensione può gelare

QUADRANTE

- 5 Quale collaborazione fra Italia e Jugoslavia
intervista a *Piero Bassetti*
- 9 Le chiavi del Mar Rosso
Roberto Aliboni
- 14 Questione nazionale e rivoluzione nel Corno d'Africa
Guido Bimbi
- 18 I negus, Menghistu e la via del mare
Nuruddin Farah

DOSSIER / L'ANNO DELLE ELEZIONI IN AMERICA U

- 27 Verso il superamento del modello militare
José Antonio Viera-Gallo
- 36 La politica di Carter: bilancio in bianco e nero
Giancarlo Pasquini
- 47 L'opzione costituzionale e le forze in campo
a cura di *Gianfranco Astori* e *Federico Jiménez*

DIBATTITO

- 57 Tunisia: crisi sociale, crisi politica, crisi di regime?
Interventi di *Liliana Magrini*, *Saverio Tutino*, *Emilio G*
Loris Gallico

STUDI E RICERCHE

- 74 Politica di classe e obiettivi nazionali dei partiti co
in Medio Oriente
Marco Lenci

RUBRICHE

89 LA POLITICA DELL'ITALIA

Più diplomazie per la guerra nel Corno, *Maurizio Montel*
Il programma del Partito popolare europeo, *Gianfranco A*
Prospettive internazionali delle piccole imprese, *Maria R*
Ricordo di Giorgio La Pira: una realistica coscienza
fini, *Vittorio Citterich*

- 100 ATTIVITA' DELL'IPALMO
a cura di *Gianfranco Astori*

- 101 TRECENTOSESSANTAGRADI
a cura di *Roberto Maurizio*

CLEFS POUR COMPRENDRE LA STRATÉGIE AMÉRICAINE AU MOYEN ORIENT ?

Sami MANSOUR (*)

La politique suivie par les États Unis au Moyen Orient au cours de ces derniers mois conduit à poser des questions fondamentales quant au sérieux, ou, plutôt, à la réalité de leur volonté de paix dans la région. Les États Unis veulent-ils vraiment la paix ? Quelle paix veulent-ils ? Plusieurs raisons amènent à se poser cette question.

(i) *La ligne politique suivie par les États Unis à propos de la crise du Moyen Orient est une ligne instable.* Pour s'en assurer, il suffit de prendre en considération n'importe quelle étape de cette ligne politique : ainsi le communiqué américano-soviétique du 1er octobre 1977 qui retenait la démarche de la conférence de Genève comme étape pouvant conduire à une solution. Quelques jours plus tard, le 4 octobre, lors de la visite de Dayan à Washington, dans une déclaration qualifiée de document de travail américano-israélien, les États Unis s'engageaient sur plusieurs points qui entraient en contradiction avec le communiqué américano-soviétique, tout en étant cependant fidèle à la base du protocole secret joint aux deuxièmes accords du Sinaï et qualifié de « promesses américaines à Israël ».

Face à la déception des espérances arabes, les États Unis ont alors rédigé un nouveau document, le 10 novembre, qui n'a pas pu être accepté même par les amis arabes des États Unis. Les propositions, les modifications se sont suivies au point qu'il était très diffi-

(*) Chef du département des relations internationales Centre de Recherches stratégiques et politiques d'Al Ahram. Le Caire. Les intertitres sont de la rédaction de la revue.

cile de saisir la ligne politique de base. Une exception cependant : cette ligne a toujours été fidèle à la satisfaction des exigences israéliennes.

(ü) *La persistance américaine va jusqu'à l'obstination dans une attitude de refus et d'animosité à l'égard de l'O.L.P.*, en dépit même du fait qu'à la suite des résolutions de l'O.N.U., la représentation du peuple palestinien par l'O.L.P. est un fait accepté sur la scène internationale.

Tant que cette attitude américaine persistera, toute tentative visant à une solution du conflit se limitera à une trêve, non à un accord de paix.

Ces considérations essentielles amènent à se poser la question fondamentale de l'authenticité de la volonté de paix des États Unis. Avant de tenter d'y répondre, il faut préciser les facteurs principaux qui expliquent la politique américaine au Moyen Orient. a — au niveau historique, tout d'abord, les États Unis ont hérité le rôle de la Grande Bretagne qui fut, jadis, le pays dominant. Ils rêvent de parvenir au statut de la Grande Bretagne lorsque le soleil ne se couchait jamais sur son empire. Les États Unis jouissent aujourd'hui de toutes les possibilités pour imposer une paix américaine du même type que la «pax romana» dans l'Antiquité, ou qu la «pax britannica» dans l'histoire récente.

b — d'autre part, les États Unis craignent d'être écartés de la région arabe. C'est pourquoi ils évoluent très rapidement pour consolider leurs positions, liquider les foyers du mouvement national arabe, afin d'éviter, de répéter l'expérience qu'ils firent avec Gamal Abdel Nasser en 1956, lorsqu'ils furent écartés de la région pour plus de quinze ans. Si les États Unis sont revenus dans cette région au cours des trois années qui ont suivi la mort de Nasser, ils tiennent à acquérir des positions de force pour faire face à l'éventualité d'une tentative de mise à nouveau à l'écart, ou de réduction à un rôle précaire dans la région.

L'attitude américaine est une composante de ces deux facteurs, ce qui explique que Washington semble aller parfois à contre courant de l'opinion internationale en ce qui concerne le Moyen Orient. L'opinion internationale pense que les États Unis veulent un règlement du conflit arabo-israélien. Pourtant, la seule chose que les États Unis veulent réellement c'est un règlement du conflit arabo-américain. Ensuite seulement, comme conséquence de cette premiè-

re étape, il y aura un règlement du conflit arabo-israélien. Ce ne peut être le contraire.

Le cœur du problème est, en effet, le conflit arabo américain. Hors de cela, tout le reste est secondaire. Tant que se poursuivent des initiatives sur la voie du conflit essentiel — arabo américain — les États Unis aideront à la réalisation d'un, ou plusieurs pas, sur la voie du règlement du conflit secondaire. C'est dans leur intérêt ; mais il n'est pas nécessaire que leurs initiatives soient équilibrées de part et d'autre. Du côté du règlement secondaire les initiatives se doivent d'être plus rapides, moins profondes. Telle est la clef du comportement américain.

Fondements de la stratégie américaine.

Aussi est-il nécessaire de s'arrêter un instant pour saisir les fondements de la stratégie américaine. Lorsque l'on analyse la politique américaine au cours des trente dernières années (il suffit pour cela d'avoir recours à n'importe quelle étude classique sur le sujet) on perçoit quatre lignes fondamentales :

1) L'hostilité au communisme est restée une donnée stratégique permanente, le seul élément changeant étant la façon de la mettre en œuvre. Ce fut tout d'abord le blocus total, puis la guerre froide et enfin la détente avec l'espoir d'aboutir à une entente.

Pour montrer que telle est bien la stratégie malgré les changements de tactique, il suffit de rappeler le communiqué fait par le secrétariat d'état américain aux affaires étrangères, le 12 janvier 1978, selon lequel les États Unis s'opposent à toute participation gouvernementale des partis communistes en Europe occidentale. Lors des élections législatives en Italie, les États Unis ont eu un rôle clair soit par des moyens financiers, soit par des pressions destinés à empêcher l'arrivée au pouvoir des communistes malgré leur gain en sièges dans le système démocratique ! Les détails du rôle américain dans les récentes élections françaises n'ont pas besoin d'être rappelés.

Quand à l'application de cette donnée stratégique aux pays du Tiers Monde, la politique américaine confond délibérément communisme marxiste et opposition à la politique américaine : tout ce qui s'oppose à la politique américaine est qualifié de « communiste », et donc sujet aux lois répressives.

2) *Le contrôle de toutes les sources de richesse et d'énergie dans le monde.* Ce désir de contrôler, en dépit de toutes les richesses que possèdent déjà les États Unis sur leur propre sol, se base sur deux règles :

- ils se considèrent comme les héritiers légitimes de tout ce que contrôlaient les pays d'Europe à l'époque coloniale.

- ils veulent contrôler pour empêcher l'adversaire de s'en emparer, éventuellement.

Certains pensent que le taux de consommation, très élevé, des États Unis nécessite le contrôle par ce pays de toutes les réserves de richesse et d'énergie dans le monde à seule fin de garantir la poursuite du développement américain. C'est pourquoi, les méthodes de contrôle américain ont changé d'aspect : on est passé de la conquête à la conspiration, du principe de la porte ouverte à la participation, puis au rôle des multinationales.

En ce qui concerne le Tiers Monde, la méthode de conquête et de conspiration continue d'être exercée tandis qu'en Europe occidentale on a pratiqué la méthode de l'aide pour parvenir à la participation et au contrôle. Ainsi, la présence américaine dans les économies allemande et française en fournit la meilleure preuve. La tragédie vécue par Lumumba au Congo au début des années soixante, le combat de la lutte angolaise dans les années soixante dix, éclairent l'autre méthode.

Il faut aussi rappeler comment les États Unis ont utilisé la crise de l'énergie pendant la guerre d'octobre en 1973, pour briser la résistance des pays européens désirant conserver une position indépendante, pour transformer aussi le sens de l'unité européenne, la faisant passer d'une unité autonome à une unité sous contrôle américain.

3) *La stratégie américaine cherche à orienter les mouvements nationaux vers une voie de développement capitaliste en tentant de pénétrer les centres de décision du Tiers Monde.* Tout en contenant, par ce biais, les mouvements nationaux, elle tient compte du fait que le Tiers Monde est une réserve stratégique de richesse, d'énergie, de main d'œuvre et de marchés. Pour aboutir à cette fin, les États Unis utilisent tous les moyens, sans tenir compte de questions de légitimité ou de principes moraux. Ils ont ainsi recours aux coups d'état militaires en Afrique, à l'invasion armée en Amérique Latine. Le scandale du rôle de la C.I.A. dans l'assassinat d'Al-

lende n'est pas si lointain... En même temps, les États Unis utilisent des institutions tels que les centres culturels, les universités, la presse, les maisons d'édition, ainsi que la concussion.

4) *Sauver l'économie capitaliste vise à empêcher la chute du dollar.* Il résulte de cette méthode, le contrôle américain tant sur les économies du monde capitaliste que sur les orientations propres à chaque pays. La façon de traiter la crise du dollar à travers les marchés japonais, allemand, suisse est significative pour saisir jusqu'où peut aller la centralisation des orientations données par les États Unis.

L'articulation Israël. États Unis.

Après avoir examiné ces quatre éléments fondamentaux de la stratégie des États Unis, ainsi que les variations dans leurs moyens d'expression, il reste à appliquer ces données au Moyen Orient pour comprendre ce qu'y veut vraiment la politique américaine.

La clef de la stratégie américaine dans cette région réside dans l'étroite articulation entre le rôle régional d'Israël et la stratégie américaine elle-même. Par sa puissance militaire, Israël aide à la défense de l'Occident ; sa dépendance des États Unis accroît la dépendance des pays arabes par rapport aux États Unis, en ce sens que ceux-ci espèrent en une pression américaine sur Israël. Ceci fait d'Israël le «ventricule de sécurité» dans la région (1). Que certains croient à la possibilité qu'un pays arabe puisse remplacer Israël pour assurer la sécurité régionale des États Unis relève donc du phantasme. Il est donc inutile de prouver une amitié à l'égard de Washington comme le faisait un chef d'État arabe à une délégation du Congrès américain («J'ai prouvé que j'étais l'ami des États Unis, reste à vous à m'aider»). La question est loin d'être une question d'amitié.

On remarque d'ailleurs dans le communiqué commun américano-israélien, publié à l'issue de la visite de Nixon en Israël en juin 1974, qu'il est précisé que l'aide américaine à Israël sera sans limite. C'est ainsi que Kissinger, après avoir conseillé de faire des livraisons d'armes à Israël (après la signature des deuxièmes accords de désengagement et sous prétexte que c'était le prix à payer pour qu'Israël accepte de signer) a déclaré, après son départ de la Maison Blanche, qu'il avait fait une erreur parce que l'arsenal d'armes n'a fait qu'accroître l'obstination et l'intransigeance israéliennes. Il aurait été lo-

gique que les États-Unis cessent ces livraisons d'armes ; c'est en fait au contraire que l'on assiste.

La situation est tellement enchevêtrée entre les déclarations sur la paix d'une part et les livraisons d'armes qui ne cessent par ailleurs de s'accroître, qu'il est nécessaire de trancher la question, en trouvant un fil conducteur. Le facteur temps permet de comprendre le lien qui existe entre le plan visant à renforcer Israël militairement, et le plan américain pour réaliser la paix.

En juin 1974, Kissinger a déclaré à plusieurs reprises que le processus conduisant à la paix nécessiterait sept ans au moins. Cela permettait de justifier la promesse américaine — retirée depuis — de donner un réacteur nucléaire à l'Égypte au bout de dix ans. On voit aujourd'hui Carter reprendre à son compte cette échéance de sept années pour la réalisation d'une paix. Pour sa part, l'Égypte n'a fait que négocier pour limiter l'échéance à cinq années seulement ! Sans réaliser les raisons qui expliquent la proposition d'une telle période. La réponse se trouve cependant dans le plan de renforcement militaire d'Israël, connu sous le nom de code «*Hatmoun*» (2) qui, en hébreu, signifie «*le trésor caché*». Ce plan a été approuvé par les états major israélien et américain. Sa durée — sept ans — vise à ce qu'Israël ait au milieu des années 1980 un nombre de tanks égal à celui de l'OTAN, un nombre d'avions équivalent à celui de la Grande Bretagne et de la France réunies, et davantage de voitures blindées que n'en possède l'OTAN. Les chiffres de ce plan israélo-américain, précisent qu'Israël possèdera treize divisions blindées avec 5.000 tanks moyens, 11.000 voitures blindées, 13 divisions mécaniques avec 5.000 missiles anti-tanks. Quant à l'aviation, elle possèdera 750 «*fighter*» des plus sophistiqués ainsi que 12 avions d'espionnage et 150 hélicoptères perfectionnés. Les chiffres se succèdent au point qu'un expert israélien a déclaré en les commentant «*Le problème n'est pas d'avoir des armes, mais de les stocker*».

En clair, ces chiffres signifient qu'Israël, avec le consentement américain, veut parvenir dans une première étape à une supériorité écrasante, quantitative et qualitative, sur les pays arabes «*du champ de bataille*», d'ici le début des années 80, comme première étape. Ensuite comme deuxième étape à une supériorité écrasante sur l'ensemble des pays arabes, au-delà des années 80, lorsque tous ces pays seront à la merci des missiles et des avions israéliens. Bien que ces pays arabes «*d'appui*» soient militairement considérés

comme une réserve stratégique, au même titre que les ponts aériens qui approvisionnent Israël lors des conflits armés, Israël les considère comme des forces de confrontation.

En d'autres termes, on cherche à ce qu'Israël ait le temps d'assurer cette supériorité. Par ailleurs, les Arabes n'ont plus de source d'armement essentielle, en particulier pour ce qui est du plus grand de ces pays : l'Égypte. Bref, selon la perspective américaine, Israël doit avoir le dernier mot.

Parallèlement au plan militaire, Israël prévoit l'avenir de la région à la fin du siècle de la façon suivante : il en sera la tête, les pays arabes les muscles. Chacun de ces pays sera affecté à une production, décidée et dirigée par l'état hébreu. Un tel projet a déjà été rendu public. A la suite de sa publication, le Roi Hassan a évoqué le génie juif et l'argent arabe comme bases propices à un miracle. Pourtant, le génie israélien et l'argent américain, plus important qu'aucun autre, n'ont pu donner, jusqu'ici à Israël qu'une économie malade. On veut, en réalité que les pays arabes soient des colonies soumises à l'arsenal militaire, appuyé par le militarisme américain, avec ce qu'il y a de plus moderne et de plus sophistiqué : Israël.

Rien de tout ceci n'est caché par les États Unis. Par exemple, dans le communiqué qui a fait suite à la visite du Président Sadate à Washington — le 8 février 1978 — il est dit que «Les États Unis seront toujours fidèles à leurs engagements historiques envers Israël». La diplomatie aurait pourtant exigé que cette précision soit introduite à l'intérieur du communiqué, non à son début comme c'est ici le cas. Par ailleurs, ce communiqué n'était pas le fruit d'une rencontre entre les États Unis et Israël, mais entre les États Unis et un pays arabe, encore en état de guerre avec Israël, mais en quête, il est vrai, de son amitié.

Les solutions du conflit arabo-américain.

Le projet stratégique américain ne se limite pas à assurer la suprématie militaire régionale d'Israël. Il vise aussi à diviser la région afin de remplacer le conflit israélo-arabe en conflit arabo-arabe. Les États Unis refusent toute unité arabe, même si elle devait se faire sous le parapluie de gouvernements conservateurs, liés à Washington. Pour parvenir au morcellement du monde arabe, il leur faut œuvrer dans deux directions :

- isoler l'Égypte des pays arabes,
- accroître les différends entre les pays arabes, quand ce n'est pas les créer.

(i) Pour atteindre le premier objectif, deux tactiques sont possibles : isoler l'Égypte en lui faisant conclure un accord de paix séparée avec Israël, ainsi l'Égypte serait définitivement écartée du conflit, ou bien amener l'Égypte à choisir une orientation égoïste, en adoptant des attitudes non arabes qui rendraient son retour dans la communauté arabe très difficile, et son isolement irréversible. La majorité des commentateurs imaginaient que les États Unis préféreraient la première voie, et œuvraient dans ce sens. Beaucoup de pays arabes ont partagé cette analyse. En fait ces quatre derniers mois (novembre à mars) prouvent que cette voie a été abandonnée. Elle a été écartée alors même que le secrétaire d'état américain et Israël œuvraient dans cette direction. La raison se trouve dans le fait que l'Égypte reçoit annuellement des subventions arabes s'élevant à 2,3 milliards de dollars auxquels s'ajoutent un milliard de dollars venant des Égyptiens travaillant dans les pays arabes (un million d'individus), et 900 millions de dollars provenant des États Unis, comme prix du rôle joué par l'Égypte dans le monde arabe. En d'autres termes l'Égypte reçoit, chaque année, plus de quatre milliards de dollars grâce à son «arabité». Si les relations arabo-égyptiennes venaient à être rompues, peut-être les États Unis consentiraient-ils à élever leur aide à 2 milliards de dollars et la colonie juive américaine serait-elle disposée à donner comme cela a été annoncé un milliard de dollars, mais une seule fois, ce qui signifierait que l'Égypte perdrait trois milliards de dollars de revenus annuels extérieurs parce que les pays arabes pourraient trouver de la main d'œuvre non égyptienne. D'après certains, une telle hypothèse ferait de l'Égypte un autre Bangla-Desh au Moyen Orient, chose supportable pour la politique américaine, mais insupportable du point de vue israélien car Israël désire un marché de consommateur et non un marché d'affamés.

Si l'Égypte, défiant le monde arabe en se rendant en Israël, avait obtenu la promesse, comme le croyaient beaucoup d'Égyptiens, de voir accepter l'existence d'un État palestinien et l'évacuation de Cisjordanie, le pouvoir égyptien aurait acquis une autorité considérable, se serait imposé à tous les pouvoirs arabes. L'expérience de Gamal Abdel Nasser aurait ainsi été répétée, mais d'une autre manière. De toute façon une telle éventualité menaçait ce que les

États Unis ont construit au cours de ces dernières années, à savoir un équilibre régional reposant sur trois pivots : Israël, l'Arabie Séoudite et l'Iran.

La politique américaine a donc choisi d'isoler l'Égypte en l'orientant vers une voie qu'elle lui présente comme fructueuse, une voie qui soulève l'animosité des Arabes. Quand il lui sera difficile de revenir sur ses pas, l'Égypte aura découvert qu'elle n'a rien obtenu. Ainsi, on a laissé croire à l'Égypte qu'elle pouvait obtenir le Sinaï sans difficulté. Puis, il s'est avéré qu'elle ne pouvait obtenir une partie du Sinaï qu'en proportion de sa volonté d'abandonner la cause palestinienne. L'Égypte en est ainsi arrivée au point où elle ne peut plus se prononcer au nom des Arabes, mais seulement en son nom. Elle a déclaré clairement que, pour elle, le problème était le Sinaï avant d'être la rive ouest du Jourdain ou Jérusalem.

(ii) Avec l'évolution des événements, les résultats de l'initiative égyptienne, la réaction nerveuse des Arabes, on constate que les deux directions du projet stratégique américain se rejoignent et s'épousent : tandis que l'Égypte est isolée sur le plan régional, le monde arabe se retrouve divisé, laissant éclater ses antagonismes latents. Le meilleur exemple de ces antagonismes, mais il n'est pas le seul, est la guerre civile au Liban. Les données d'un affrontement y existaient, les voir se traduire par une guerre civile de cette ampleur, est un fait nouveau.

Les États Unis et la guerre civile au Liban.

Cela a commencé avec le changement du corps diplomatique américain dans la région à partir de 1973. L'élément clef du changement fut la nomination de Richard Helms (ancien directeur de la C.I.A.) comme ambassadeur à Téhéran, de Georges Godly à Beyrouth. (connu en tant que spécialiste des guerres inter-confessionnelles, inter-ethniques ; son long palmarès a débuté au Congo, il est passé par le Cambodge etc.). Ces diplomates ont entrepris leur travail lors de la réunion, présidée par Richard Helms et à laquelle assistaient tous les ambassadeurs américains de la région, qui s'est tenue à Téhéran le 23 avril 1973. Le premier résultat fut l'affaire de Chypre, et la grande opération la guerre du Liban qui s'est terminée par leur changement complet, comme si leur tâche était accomplie.

Plusieurs sources (3) ont rappelé que l'aide israélienne aux maronites libanais servait, en fait, à couvrir le rôle des États Unis —

en particulier celui de la C.I.A. qui avait stocké des armes destinées aux maronites en fonction du programme d'utilisation des minorités.

Son rôle était clair, même pour ce qui est de l'intervention de l'armée syrienne contre les Palestiniens et la gauche libanaise. Kissinger avait déclaré le 25 mai 1975, au cours de sa navette dans la région, «la crise du Liban peut être réglée en envoyant un contingent de l'armée syrienne». C'était juste un mois après le début de la guerre civile. L'intention n'était pas alors d'envoyer des troupes mais de suggérer l'idée. Au mois d'avril, l'année suivante, le Roi Hussein se rendait à Washington, après une visite éclair à Damas. Avec l'administration américaine, il a discuté l'idée d'une intervention militaire syrienne ; les États Unis devaient harmoniser le rôle de la Syrie et celui d'Israël afin qu'il n'y ait pas de malentendu et de risque d'intervention israélienne (4). Les États Unis se sont aussi chargés de convaincre les maronites d'accepter de dépendre de Damas (5). On remarque en outre que c'est pendant sa visite aux États Unis que le Président Giscard d'Estaing a proposé d'envoyer des forces armées françaises au Liban, sachant très bien que la France n'allait pas envoyer ses troupes en 48 heures. Et, même dans l'hypothèse où il l'aurait vraiment voulu, le Président français n'avait aucune raison de déclarer cette intention au moment où il se trouvait aux États Unis, ceux-ci s'étant déjà entendus avec la Syrie. Le but d'une telle proposition revenait à pousser Damas à intervenir rapidement. Ce fut l'opération la plus réussie pour porter atteinte à la solidarité arabe.

En fait, les États Unis, après la guerre d'octobre 1973, ont eu conscience du danger que pouvait représenter l'unité arabe. L'essentiel de l'effort de Kissinger, aussitôt après le cessez le feu, fut de diviser les rangs arabes qui s'étaient reformés grâce à la traversée égyptienne de la ligne Bar-Lev. Reconnaissons à Kissinger son mérite : il est presque totalement parvenu à réaliser ce qu'il voulait. Les conflits armés inter-arabes se sont multipliés. Au Moyen Orient, il est un proverbe politique qui dit que derrière chaque confrontation régionale, on trouve les États Unis ! ...

Liquidation du problème palestinien.

La liquidation du problème palestinien complète le tableau que l'on vient de brosser. Certains, dans le monde arabe, s'imaginent que Washington tente de trouver une solution au problème palesti-

nien. Une analyse réaliste conduit à constater que c'est vers la liquidation que l'on s'achemine, non vers un règlement. Si le problème palestinien continuait à être posé, il arriverait un jour où l'État palestinien finirait par se concrétiser, ce qui détruirait le fondement de la propagande sioniste selon laquelle Israël a occupé «une terre sans peuple», et qu'un tel état représente par sa seule existence un danger pour la stabilité régionale, (même s'il se trouvait contraint à de multiples restrictions pour ne pas représenter, précisément, un danger pour Israël).

La liquidation du problème palestinien par l'installation des palestiniens dans les pays arabes, leur intégration dans ces sociétés ne tient pas compte de la possibilité de leur élimination physique éventuelle. Pourtant c'est bien cela qui a commencé à Deir Yassin en 1948 s'est poursuivi en septembre 1970 par le massacre de Jordanie, et au Liban en 1975-76. Tout cela explique les multiples et différentes expressions employées par les États Unis à propos du peuple palestinien. Carter a commencé par parler d'état palestinien. Devant l'émotion suscitée, on a interprété la déclaration par «foyer national». Cela a encore soulevé l'indignation israélienne. On s'est alors limité à «entité palestinienne».

Il en a été de même pour ce qui est de la représentation palestinienne. On a commencé par parler de palestiniens arabes, puis de palestiniens qui se sont pas des membres importants de l'O.L.P., et enfin de palestiniens de nationalité américaine. Tout cela vise en fait à écarter l'O.L.P., organisation reconnue sur la scène internationale, y compris par les États Unis, comme seul représentant légitime du peuple palestinien. Au Liban, le massacre n'a pu aboutir à l'extermination de l'O.L.P. Les tentatives visant à promouvoir une autre représentation des Palestiniens à l'intérieur des territoires occupés se sont soldées par un échec. Malgré tout, les États Unis refusent d'admettre la représentation du peuple palestinien par l'O.L.P. et de reconnaître à ce peuple le droit à l'autodétermination, le droit de créer un État indépendant. Les États Unis savent très bien qu'une telle attitude ne peut déboucher sur une paix dans la région. La seule issue possible est alors un règlement temporaire qui ne mettra pas fin au conflit. Le problème consiste dès lors à gagner du temps en favorisant, à travers les contradictions entre certains pays arabes, l'éclatement de la révolution palestinienne. Cela conduit ainsi à d'autres massacres, aux persécutions, au refus de leur intégration, et même de leur installation permanente dans certains pays, comme c'est le cas actuellement en Égypte.

Le problème de l'élimination de l'U.R.S.S.

En œuvrant dans ces multiples directions, les États Unis veulent s'assurer du contrôle de la région dont l'Union Soviétique serait définitivement éloignée. L'opération d'isolement de l'Égypte a, certes, suscité l'inquiétude américaine car elle a engendré un effet imprévu : le retour de l'Union Soviétique dans des pays qui étaient en train de lui échapper comme la Syrie et l'Irak. Au lieu de voir la région totalement soumise à l'hégémonie américaine, la bipolarisation persiste. Il en découle, à nouveau, l'idée d'un règlement du conflit à Genève. Là, même si l'Union Soviétique ne peut avoir un rôle essentiel, elle pourra, tout au moins, contrebalancer celui, contradictoire, des États Unis. Le document de travail américano-israélien publié aussitôt après le communiqué américano-soviétique du 1er octobre 1977 en est une preuve évidente. Tandis que ce dernier communiqué évoquait la nécessité d'une séance plénière à Genève, l'autre document mettait l'accent sur la nécessité de diviser la conférence en quatre comités géographiques : Égypte - Israël, Syrie - Israël, Jordanie - Israël, Liban - Israël. Ce qui signifie tout simplement la mise à l'écart de la conférence, tant des palestiniens que de l'Union Soviétique.

L'utilisation de l'argent Arabe.

Le jour où le projet américian se réalisera, où la région se retrouvera sous le contrôle de Washington, alors, ce qui avait été jusque là le maillon le plus faible de la ceinture de sécurité anti-soviétique, sera consolidé. La chaîne sera complétée par cette région, la plus importante pour les États Unis, du point de vue stratégique. Le Moyen Orient représente en effet la plus grande réserve de pétrole du monde. L'expérience de la crise de l'énergie en 1973 a servi de leçon. C'est pourquoi on entend parler d'entraînement des troupes de l'OTAN, d'opérations aéroportées pour le contrôle des sources d'énergie dans le monde arabe. Il suffit de voir le rôle des forces armées iraniennes... Il est très important pour les États Unis d'assurer la continuité de l'écoulement du pétrole arabe, sans difficulté ni menace, comme de prévenir tout accès soviétique à ces ressources.

La crise de l'énergie a ajouté une nouvelle dimension à l'intérêt présenté par les pays pétroliers arabes : leurs disponibilités en surplus financiers. Ces surplus peuvent aider à résoudre la crise du dollar en particulier, celle de l'économie capitaliste en général. Bien

que selon les évaluations américaines les plus élevées (en 1976), les capitaux arabes ne dépassent pas 15,4% des réserves monétaires mondiales, il n'empêche que la réalité et la nature de ces capitaux appartenant à certains groupes privés, issus de sociétés féodales, ne font qu'accroître le risque de l'incontrôlabilité du mouvement des capitaux sur le marché mondial. Il peut en résulter un danger certain. Il est donc nécessaire de contrôler le mouvement de ces capitaux pour protéger le marché mondial et le dollar en particulier. Par ailleurs, la présence de tels capitaux dans cette région pourrait permettre son développement et l'éloigner de la zone d'influence et de contrôle américains.

Le projet américain consiste donc à absorber rapidement ces surplus, ce qui s'est réalisé par différents biais ne laissant aux propriétaires de ces sommes considérables que 15% de leurs capitaux investis tant dans le développement de leurs pays que dans l'aide à leurs voisins. Le reste est canalisé vers le système monétaire américain afin de remédier à la crise du dollar et de résoudre les problèmes économiques occidentaux.

Ainsi se rejoignent toutes les données de la stratégie américaine. Dire que tel est l'objectif des États Unis ne signifie pas pour autant que ce qui se passe au Moyen Orient n'est qu'un scénario bien monté où chacun joue son rôle. Ce serait annuler l'importance de facteurs locaux et internationaux, et prétendre que ne sont en scène que des instruments sans volonté.

Un fait est cependant certain, le succès de la stratégie américaine est, jusqu'à un certain point, le résultat d'une harmonie transitoire entre ce que veulent les États Unis et ce à quoi certains partis locaux souhaitent parvenir dans la région. Cela nous conduit, à reprendre la question posée au début : est-on sur la voie d'une paix durable qui mettra fin aux conflits israélo-arabe et arabo-américain ? On peut répondre que ce n'est certainement pas le cas, aussi semble-t-il bien que les États Unis ne souhaitent actuellement qu'une chose : gagner du temps.

*Le Caire — Département des relations
internationales, Centre de recherches
stratégiques et politiques d'Al Ahram.
Mars 1978*

NOTES

- (1) Medatreaan. New-York. July 1977.
- (2) Armed Forces Journal. Octobre 1977.
- (3) Herald Tribune July 21st 1976.
- (4) Washington Star April 12nd 1976.

ABSTRACTS
RÉSUMÉS

POLLUTION AND POLLUTERS IN THE MEDITERRANEAN

C.M. VADROT

The Mediterranean is being poisoned. The major polluting countries, France, Italy, Spain, have shown on several occasions and in particular at the Conference on the Programme of the United Nations for the Environment held in Mocaco in January 1978, that they excel in the art of progressing at as slow a speed as possible and in that of blocking the work of the International Organisation. In the name of growth, the other Mediterranean countries align with them and refuse to envisage a less destructive form of development.

Pollution progresses most rapidly along the coastal sectors. Bacterial pollution adds up to chemical pollution. The auto-purifying power of sea water so much talked about is nothing more than a myth. Salted water does not destroy bacteria and viruses, even less mercury, zinc, copper, cadmium, the concentration degree of wich rises dangerously in the submarine fauna.

Bacteria, viruses and other injurious substances are carried forward by sea currents so that no part of the Mediterranean is protected. To these pollutions «grey pollution» (i.e. buildings made of concrete built along the infracoastal sector which is essential for the reproduction of marine species) is 'associated. In most cases this destruction is correlative to port accommodations which benefit only to a slight minority of inhabitants.

LA CRISE DU CONSENSUS CLIENTÉLISTE ET LE RÔLE DU P.C.I. EN ITALIE DU SUD : UNE ÉTUDE DE COMMUNAUTÉ

Luigi GRAZIANO

Cet article traite de quelques unes des déterminations du changement politique dans les sociétés clientélistes. Il explore d'abord le fondement du patronage dans une communauté du Sud de l'Italie du milieu des années 1950 à la fin des années 1960, c'est à dire à une époque où les anciennes formes de patronage (clientélisme de notables) sont en voie d'être remplacées par un clientélisme de masse. Il analyse ensuite la montée impressionnante du Parti Communiste dans le Sud et les obstacles qu'un milieu clientéliste posait à toute stratégie réformiste. Enfin la discussion d'un cas de revendication de masse due au déplacement d'une industrie par le gouvernement (Révolte d'Éboli, mai 1974) sert d'illustration à la fois aux effets de délégitimation exercée par le patronage sur l'autorité politique et à une forme effective de mobilisation contre de telles méthodes de gouvernement.

IMAGES OF MADNESS IN A RURAL REGION OF THE PELOPONNESE

Margarita XANTHAKOU

Study of social representations concerning madness stresses out the distinction — outside any symptomatologic criteria — between two spheres, namely : that of «mental illness» and that of conducts related to the general stereotype of the «fool of the village». The «mental patient» to whom any capacity to assume a social function is denied, inspires fear and is not socially defined ; his peculiarities place him outside the social game. On the contrary, the «fool of the village» is integrated into a net of relations ; he inspires an aggressivity often expressed in a ludicrous mood and pertains to the lower categories of the social hierarchy.

These findings as well as the analysis of marginal individuals (said the «originals») confirm the hypothesis of a research in course : the «fool of the village» in the studied community, fills a social function quasi-institutionalised. This function, the systems of images organised in the representations relating to the «abnormal» and the situation which given individuals fill into it, should be understood, beyond the psycho-pathologic analysis, in reference to cultural configurations and to specific cultures and social relations.

SUDAN : SOUTH-NORTH RELATIONS. A NEW LECTURE OF THE PAST

Didar FAWZY

The South-Sudan upheaval was at first as an African national movement conducting an armed fight to liberate the country from the Arab colonial domination in Khartoum. In February 1972, an agreement was signed between the two parties on the basis of regional autonomy of the South, but occasional upheavals indicate that the conflict in South-North relations is not settled. The present study examines its objective conditions and the inheritances of pre-national history.

A thesis widely agreed upon identifies the conflict between the South and the North with the more general conflict between black Africans and Arabs, originating in the slave trade practised in East Africa during the 19th century. A new reading of historical documents suggest a revision of this thesis. The capturing of slaves was practised also by the Europeans and by the African leaders. At that time, agreements were signed between military Arab and African aristocracies against representatives of the khedivial administration, whether European or not. Southern tribes joined the mahdist movement while cities of the sector joined the nationalist movement of 1921-1924 with the aim of forcing British troops to evacuate the Nile valley.

More decisive have been in this regard the measures taken by the British colonial administration in the period up to 1946, the

propaganda of Christian missions and, in particular, the abandonment of the South into a reserve which widened the gap between the North and the South of Sudan and created a situation propitious to future tensions.

CORSICA'S STATUS OF DEPENDENCY. ÉLÉMENTS TOWARDS A BACK-FORWARD ANALYSIS

Serge DEMAILLY

The identity crisis that the corsican society is going through can be analysed *per se* in an historical perspective. The annexion of Corsica by France in 1769 at a time when the capitalist mode of production began to appear immersed the island in a process of dependency, while the existing social structure persisted and stood separate from the dominating French nation-state.

Speaking of Corsica as of a colonial fact may be felt as a provocation ; and yet this helps to account for a situation which has been and still remains that of an incomplete integration, as some resurgent social movements show.

The economic factor still remains a crucial one wherein limits of integration can be identified. However, historical studies will contribute to its clarification. The original social structure is maintained, within those limits, but is pushed aside by external determinations of the dependent accumulation.

The present crisis is the result from a long time process and its acuity legitimates a back-forward analysis.

TURKEY : THE MYTHOLOGY OF A NATIONAL STATE A BIBLIOGRAPHICAL STUDY

Jean-François BAYART

The study of Turkish social life along the criteria of liberal thought is still at the stage of a wishful interpretation which sees

Turkey as a nation-state. Recent works which focuss on analysis of institutions, elections, social actors, etc. enforce the feeling of unsatisfactory results of this approach when confronted with other works relating to the genesis of contemporary political space or to the reality of politics at the village level. The incapacity to account for the gap between sunnites and alevites revealed by electoral analysis is a good example of the teleological dimension of the liberal problematic of participation

WORKERS IMMIGRATION AND IMPERIALISM IN PERIODS OF CRISIS

Raphael-Emmanuel VERHAEREN

What are the characteristics of relations between imperialism and immigration in periods of crisis ? We are perhaps witnessing a progress of proletarianisation and therefore of the potentialities of migration in the less developed countries : the crisis entails curtailment in opportunities of employment ; workers discover that they have less and less possibilities of relying on local openings.

In the central sector of capitalism one must examine how immigration fulfills the economic function which is expected from it during periods of crisis : alleviation of the pressure of the conjunctural crisis, regulation and reorganisation of the labor market, improving of the «social balance» in general.

On the other hand, it should be considered whether immigration continues to put pressure on the lowering of prices in the labor market and on the reproduction of labor. Also whether immigration helps objectively the restructuration of the situation of firms in some sectors.

INSTITUTIONAL RACISM IN FRANCE

* * *

Immigrant workers are placed in a zone of «marginal legality». There is a fundamental juridical difference between a person who

is part of the national population and the one juridically related to another corpus. The inferiority of foreign workers is a consequence of this dichotomy. They find themselves in a situation wherein they have no possibility to express and to define themselves.

The immigration policy has a discriminatory basis. The fundamental characteristics of this policy are to make this difference irrefragable. The function of Institutional racism is to impede unification of workers. The main advantage of foreign labor for capitalism lies in the situation of inferiority of the latter in the struggle of classes. From the point of view of capitalism, this status could be ameliorated but not transformed as it is the very source of the structural role of immigration. In consequence, the main claim of the immigrated worker is not denouncing of racism — however important this aim may prove — but to overcome a situation of «marginal legality».

KEYS FOR UNDERSTANDING THE UNITED STATES STRATEGY IN THE NEAR-EAST

Dr Sami MANSOUR

Fluctuations in American politics in the Near East lead us to question the United-States strategy and the authenticity of their desire for peace in the Israelo-Arab conflict.

If one does not rely on appearances a certain number of headlines can be observed. And first of all the following : what is fundamental for the United-States is settlement of arabo-american relations and suppressing of every Arab nucleus of contestation of the United-States hegemony. Settlement of the Arabo-Israeli conflict is, for the United-States, conditioned by the afore-mentioned factors. Israel plays an essential regional role in the American strategy and must therefore be military reinforced so long as Arab countries are not solidly anchored to imperialism. At the same time, american strategy aims to dissociate Arab countries and first of all to isolate Egypt. Analysis of later years and months events shows how this aim is carried forward.

Sommaire du N° 1
Octobre - Décembre 1977

- | | |
|--|--|
| Lotfallah Soliman | Aux origines de la guerre Israélo-arabe de 1967. |
| Maurice Parodi | Les Multinationales en Provence - Alpes - Côte d'Azur. |
| Abol-Hassan Banisadr A. et S. Ghazanfarpour Paul Vieille | Iran, le nouveau contrat social, mythes et réalités. |
| Gilbert Grandguillaume | Pour une anthropologie de l'arabisation au Maghreb. |
| Georges Montchaussé | La steppe algérienne, causes et effets d'une désertisation. |
| Paul Vieille | Pétrole et classe fonctionnelle le cas de l'Arabie Séoudite. |

Sommaire du N° 2
Janvier - Mars 1978

| | |
|-----------------------------|--|
| Thierry Brun René Dumont | Iran : des prétentions impériales à la dépendance alimentaire. |
| Saadallah Wannous | L'essentiel n'est plus de changer le roi. |
| Gaston Cothurne | Vers un théâtre arabe «solidaire». |
| Percy Allum | Naples : un bloc de pouvoir urbain en Méditerranée. |
| François Pernet | A propos du Pastoratisme Corse. |
| Ilan Halevi | Sous Israël, la Palestine. |
| Etienne Bolo | Adolescents Maghrebins des cités de transit. |
| Gilbert Granguillaume | De la coutume à la loi dans le Touat précolonial. |
| (Collectif) | Cultures et politiques en Méditerranée. |

Au sommaire des numéros ultérieurs.

Histoire sociologique de Marseille ; Idéologie du pouvoir en Iran ; Désertisation marine ; Obstacles à l'identification de classe au Maghreb ; Rémunération du travail immigré en France ; Classe ouvrière en Syrie ; Mauritanie et Sahara occidental ; Stratégies autour du canal de Suez ; R.F.A. et Méditerranée ; Classes sociales à Baghdad au Moyen-Age ; Politiques agro-alimentaires en Méditerranée ; Dynamique économique-sociale de l'Algérie ; Gramsci et les rapports ouvriers-paysans ; Espagne et Méditerranée ; Méditerranéité et mode de production méditerranéen ; etc. ; ainsi que des études bibliographiques.

Contents Number 1
October - November 1977

L. Soliman : *At the origins of the Israelo-Arabic War of 1967* ;
M. Parodi : *Multinational firms in Provence-Alpes-Côte d'Azur* ;
A.H. Banisadr and al. : *Iran, the new social contract, myths and reality* ; G. GrandGuillaume : *Arabisation in the Maghreb, an anthropological approach* ; G. Montchaussé : *The Algerian steppe, causes and effects of desertisation* ; P. Vieille : *Petrol and the functional class, the case of Saudi Arabia*.

Contents Number 2
January - March 1977

Thierry A. Brun and René Dumont : *On the imperial pretence to alimentary dependance : the development of the agro-alimentary sector in Iran* ; Interview with Saadallah Wannous, recorded by Gaston Cothurne : *The essential thing is no longer to change the king* ; Gaston Cothurne : *Towards a theatre of the «Arab solidarity»* ; Percy Allum : *A mediterranean urban power bloc : the case of Naples during the afterwar period* ; François Pernet : *Some exemplary questions concerning corsican pastoral raising* ; Ilan Halevy : *Under Israel, Palestine* ; Etienne Bolo : *Young Maghrebins of the parisian cities of transit* ; Gilbert Grandguillaume : *Water rights and statute of local communities in the pre-colonial touat* ; collective study : *cultures and politics in the Mediterranean area questions and propositions*.

In the contents of forthcoming issues

Obstacles to class identification in the Maghrebian countries
Ideology of Power in Iran ; *See desertisation* ; *Remuneration of immigrant work in France* ; *Mauritany and western Sahara* ; *Gramsci and the workers-peasants relations* ; *Spain and the Mediterranean* ; *Social classes in Baghdad in the Middle-Ages*, *The questions of Mediterraneity and of the Mediterranean mode of production*, *The sociological history of Marseille*, *World strategies around the Suez Canal*, *Social and economic dynamics in Algeria*, *The social structure in Syria today*, *The R.F.A. and the Mediterranean*, *Agro-alimentary politics in the Mediterranean*, etc..., together with bibliographical studies.

AUX ÉDITIONS ANTHROPOS

Robert GEORGES

**HÉTÉROGÉNÉITÉ CULTURELLE
ET COMMUNICATIONS**

Visages nouveaux de l'aliénation

303 p. : 70 F

Arieh YAARI

LE DÉFI NATIONAL

**Les théories marxistes sur la question nationale
à l'épreuve de l'Histoire**

Volume 1

327 p. : 60 F

Jean-Paul SEBORD

D'UN DEUXIÈME MONDE A L'AUTRE

Essai prospectif sur l'Europe du Sud et le monde Arabe

345 p. : 55F

Tayeb SAID-AMER

L'INDUSTRIALISATION EN ALGÉRIE

**L'Entreprise Algérienne
dans le développement**

264 p. : 50 F

Robert FERRAS

BARCELONE

Croissance d'une métropole

616 p. : 120 F

Abel EYINGA

INTRODUCTION A LA POLITIQUE CAMEROUNAISE

365 p. : 70 F

AUX ÉDITIONS ANTHROPOS

François de LAGAUSIE

**LES ÉCHANGES INÉGAUX
DE TEMPS DE TRAVAIL ET L'INFLATION**

350 p. : 70 F

Z. KARAMANOU — N. RODOLAKIS

AU-DELA DE L'ESPACE INSTITUTIONNALISÉ

**La notion de l'échelle à travail
une analyse critique de l'aménagement
architectonique — urbanistique**

300 p. : 60 F

REVUES TRIMESTRIELLES

L'HOMME ET LA SOCIÉTÉ
**Revue internationale de recherche
et de synthèses sociologiques**

Numéro double N° 43-44

Janvier-Février-Mars 1977 Avril-Mai-Juin 1977

LUKACS

Prix du numéro 30 F

Abonnement 1 an (4 numéros)

France : 110 F. Étranger : 120 F

Le numéro double 45 F

ESPACE ET SOCIÉTÉS

**Revue critique internationale de l'aménagement
de l'architecture et de l'urbanisation**

Mars-Juin 1977 N° 20 21

POUVOIR LOCAL

Le numéro 25 F

Abonnement annuel pour quatre numéros

France : 80 F. Étranger 90 F

Le numéro double 40 F

**AUTOGESTION
Et Socialisme**

N° 40 Mars 1978

**L'Autogestion par les élections ?
Les nouveaux autogestionnaires
Expériences d'autogestion communale**

Abonnement annuel

France : 75 F. Étranger 85 F

180 p. : 25 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné :

Demeurant :

Code postal : Ville Pays

Souscrits un abonnement de un an ☐ de soutien ☐ ordinaire

à **Peuples Méditerranéens** à partir du numéro

Mode de règlement : ☐ Chèque bancaire à l'ordre de **Peuples Méditerranéens**,
adressé à **Peuples Méditerranéens**, B.P. 19.07/75 327 PARIS ce

☐ virement à notre banque : Banque Nationale de Paris
Avenue de Breteuil, 75 015 PARIS. 30004/01924/00254660/9

A le 1977.

Signature :

Conditions d'abonnement : (4 numéros) – (Francs Français).

Ordinaire : France : 90 Fr Étranger : 100 Fr

Soutien : 150 Fr 150 Fr

SUBSCRIPTION FORM

Name :

Address :

Postal Code and City : Country

Subscription for one year to **Mediterranean Peoples** ☐ Supporter rate ☐ Normal rate
beginning with number :

Payment : ☐ Bank cheque to the order of **Mediterranean Peoples**,
addressed to **Mediterranean Peoples**, B.P., 19.07/75 327, PARIS Cedex 07

☐ Transfer to our Bank : Banque Nationale de Paris,
Avenue de Breteuil, 75 015, PARIS, 30004/01924/00254660/92.

☐ Invoice

Date

Signature :

Subscription rate : (4 numbers) – (French Francs).

Ordinary : France : 90 Frs. Other countries : 100 Frs.

Supporter : 150 Frs.

Le directeur de la publication : Paul Vieille
N° d'inscription à la Commission paritaire des publications : 60.085
Imprimerie des Éd. Anthropos, Méjannes les Alès
Imprimé en France - Printed in France

The following French social scientists and authors have been active in launching **Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples** : Jacqueline Arnaud, Marie-Christine Aulas, François Benardais, Jacques Berque, Thierry Brun, Carmel Camilleri, Jean-Claude Chasteland, Wanda Dresler-Holohan, Guy Ducatez, Jacky Ducatez, René Dumont, Gilbert Grandguillaume, Serge Jonas, Bernard Kayser, Henri Lefebvre, Jean-François Leguil, Raymond Ledrut, Michel Marié, Pierre Marthelot, Georges Montchaussé, Hubert Myssen, Michel Oriol, Maurice Parodi, Elisabeth Picard, François Pernet, Georges Ravis Giordani, Maxime Rodinson, Marlène Shamay, Christiane Veauvy, Jean Viard, Pierre Vilar, Paul Vieille.

Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples is an international Journal opened to all those who are in agreement with the general critical orientation summed up in the presentation of this first issue. The composition of the Editorial staff to be progressively set up will reflect the diversity of the public it aims to attain.

The quarterly Journal **Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples**, is bi-lingual (French-English), each article being summarised in the other language of the Journal. Manuscripts sent to the Editors should not exceed 30 types pages about 360 words each. Written in French or in English, they should be made out in two copies, with a synopsis, if possible, in the other language, not exceeding 120 words.

| Subscription 1 year | France | Other Countries |
|---------------------|-----------------|-----------------|
| | (French Francs) | |
| Normal | 90 | 100 |
| Supporter rate | 150 | 150 |

See on last page the subscription form.

One copy : 25 French Francs.

Editor, Management, Subscriptions : B.P. 1907/75 327 Paris Cedex 07, Tel. 567 01 41.

Sales : Editions Anthropos, 12 Avenue du Maine, 75 015 Paris, Tél. 222 76-82

Director of the publication : Paul Vieille



2
PLES

ISSN 0399 - 1253

EDITERRANEENS EDITERRANEAN PEOPLES

Juillet-Septembre 1978

Monique Gadant-Benzine

Mouloud Feraoun, Un Algérien
ambigu... ?

Elisabeth Longuenesse

Bourgeoisie, Petite bourgeoisie
et couches moyennes en Syrie.

Georges Cooper

Posidonia et la désertification
sous la mer

Paul Vieille

Sociologie historique de Mar-
seille, XI^e - XVII^e siècles

Daniel Kamelgarn

Tunisie - Développement d'un
capitalisme dépendant

Chroniques et notes de recherche

Dany Dufour

Les trois refoulements du déve-
loppement algérien

Jean Lagadec

Situation juridique et Procès en
Égypte

Antoine Comte

Chronique de Djibouti

Abstracts

L'initiative du lancement de la revue **Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples** revient aux personnalités scientifiques françaises suivantes : Mesdames et Messieurs Jacqueline Arnaud, Marie Christine Aulas, François Benardais, Jacques Berque, Etienne Bolo, Pierre Boisseau, Thierry Brun, Carmel Camilleri, Jean-Claude Chasteland, Serge Demailly, Wanda Dressler-Holohan, Guy Ducatez, Jacky Ducatez, René Dumont, Gilbert Grandguillaume, Serge Jonas, Bernard Kayser, Henri Lefebvre, Jean-François Leguil, Raymond Ledrut, Yvon Lemoal, Christian de Leusse, Michel Marié, Pierre Marthelot, Georges Montchaussé, Bernard Morel, Hubert Nyssen, Michel Oriol, Maurice Parodi, Elisabeth Picard, François Pernet, Georges Ravis Giordani, Maxime Rodinson, Marlène Shamay, Christiane Veauvy, Jean Viard, Pierre Vilar, Paul Vieille.

Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples est une revue internationale ouverte à tous ceux qui se sentent très généralement en accord avec l'orientation critique exprimée dans le texte de présentation du premier numéro ; leur diversité sera reflétée par la composition du comité de rédaction de la revue, progressivement mis en place.

Revue trimestrielle **Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples** est bilingue (Français-Anglais), chaque article comporte un résumé dans l'autre langue de la revue. Les manuscrits adressés à la Rédaction ne peuvent excéder 30 feuillets dactylographiés de 2 500 signes. Écrits en Français ou en Anglais ils doivent être communiqués en deux exemplaires et résumés en 1 000 signes au maximum, si possible dans l'autre langue de la Revue.

| Abonnement 1 an | France | Autres Pays |
|-----------------|-------------------|-------------|
| | (Francs français) | |
| Ordinaire | 90 | 100 |
| de soutien | 150 | 150 |

Voir en dernière page le bulletin d'abonnement.
Le numéro 25 Frs.

Rédaction, administration, abonnements : B.P. 1907/75 327
Paris Cedex 07, Tél. 567 01 41.

Ventes : Éditions Anthropos, 12 Avenue du Maine, 75 015 Paris
Tél. 222 76-82

Directeur de publication : Paul Vieille

PEUPLES MEDITERRANEENS MEDITERRANEAN PEOPLES

Revue
trimestrielle

No 4

Sommaire Juillet-Septembre 1978

| | |
|---|-----|
| Monique Gadant-Benzine : Mouloud Feraoun, un Algérien ambigu... ? | 3 |
| Elisabeth Longuenesse : Bourgeoisie, Petite-bourgeoisie et couches moyennes en Syrie (contribution à une analyse de la nature de classe de l'État) | 21 |
| Georges Cooper : Posidonia, plante méditerranéenne, et la désertification sous la mer | 43 |
| Paul Vieille : Sociologie historique de Marseille (XIIème — XVIIème Siècles) | 77 |
| Daniel Kamelgarn : Tunisie (1970-1977) — Le développement d'un capitalisme dépendant | 113 |
| Chroniques et Notes de recherche | |
| Dany Dufour : Les trois refoulements du développement algérien | 149 |
| Jean Lagadec (A.I.J.D.) : Situation juridique et procès en Égypte | 159 |
| Antoine Comte : Chronique de Djibouti | 173 |
| Abstracts | 177 |

ÉDITIONS ANTHROPOS
12, avenue du Maine, 75015 - PARIS

MOULOUD FERAOUN, UN ALGÉRIEN AMBIGU... ?

Monique GADANT-BENZINE.

*«Que sont donc ces jeunes générations
de Norafs instruits ?» (1).*

Mouloud Feraoun, mort tragiquement, assassiné par l'OAS, quelques semaines avant l'Indépendance, (2) peut-il être l'objet d'une interrogation laissant planer un soupçon sur son appartenance nationale ? En tant qu'écrivain il est aujourd'hui intégré au panthéon des grands hommes représentatifs de la culture nationale : ceux qui dans tous les pays du monde figurent dans les textes choisis des manuels scolaires. Peut-être est-il toutefois moins lu que connu comme un parmi ceux qui justifient maintenant la fierté d'être algérien ; l'écrivain instituteur figurant ici dans un groupe de morts illustres où les intellectuels non combattants siègent au côté des héros de la Révolution (3).

Malgré cela, il n'est pas rare, encore actuellement, que l'évocation de sa personnalité suscite, même chez des jeunes gens, une réaction d'exclusion sectaire : «Feraoun ? C'était un Français !». Encore heureux si à cela ne s'ajoute pas la référence à son origine kabyle, qualité qui, en ces temps où la berbéricité refoulée par le pouvoir prend figure de trahison ou de collusion avec l'ennemi, justifie un quasi rejet de la nationalité identifiée à l'arabo-islamisme.

Nous voudrions précisément éviter ces polémiques et leur étroitesse tant politique que culturelle dans la mesure où elles témoignent d'une vision bornée de la réalité et empêchent toute approche objective.

Par ailleurs il est banal de redire ici ce que chacun connaît, à savoir que les morceaux choisis des manuels scolaires sont l'effet d'une émasculatation, d'une censure, émanant plus ou moins directement de l'autorité politique, laquelle opère un choix allant dans

le sens de l'idéologie officielle. Celle-ci, en Algérie aujourd'hui, à quelques nuances près (4), présente le peuple algérien comme une entité héroïque dont les éléments parfaitement homogènes, soudés entre eux comme les cellules d'un grand corps, se sont opposés unanimes au colonialisme et aujourd'hui à l'impérialisme. Aucune nuance n'est permise : il n'y a que les traîtres et les héros. Il est impossible de faire rentrer Feraoun dans ce décor où les hésitations devant l'engagement ne sont pas permises, les différences culturelles inacceptables. L'écrivain se doit d'être torturé d'écrire en français et de penser en arabe, il se doit d'être militant et de faire de l'acte d'écrire un acte politique (5).

Mouloud Feraoun ne correspond pas à ce portrait et n'a jamais cherché à lui ressembler. Il n'a pas collé aux impératifs de l'idéologie nationaliste ni avant ni pendant la guerre de libération : il ne se veut pas militant. Jamais il ne s'interroge sur la langue dans laquelle il écrit et son problème est plutôt de se définir comme Algérien (comment et à quel prix ?), problème pour lui plus psychologique et moral que politique, lui qui vit à un moment de l'histoire où la nationalité algérienne s'affirme par les armes, se pose en s'opposant par la violence et l'oblige à une remise en cause de soi-même et des valeurs sur lesquelles il a vécu. M. Feraoun se sent contraint à une révision et à un choix déchirants.

Est-il un traître ? Sûrement pas, bien qu'il constate dans son journal que ses compatriotes peuvent penser cela de lui-même. Algérien, sans aucun doute, mais à quels titres ? Que faut-il pour cela reconnaître pour sien ou abandonner ? M. Feraoun exprime à sa manière un des aspects de la réalité nationale algérienne laquelle ne correspond pas dans sa diversité à une image d'Epinal et ne s'intègre pas parfaitement sous la rubrique d'arabo-islamisme dont on use à tout instant.

Ce n'est sans doute pas par hasard que ne figure dans les manuels scolaires aucune page de son Journal, car dans ces notes, écrites au fil des jours, court une interrogation à laquelle il n'apporte pas de réponse simple : sur lui-même, sur l'Algérie et les Algériens, sur le F.L.N. et l'A.L.N. (6). Les réponses simples sont hélas souvent les réponses simplistes c'est-à-dire les réponses toute faites. Elles sont rassurantes mais peu instructives. Les questions de Feraoun nous ont paru intéressantes dans la mesure où elles expriment cet aspect particulier de la conscience de soi, celui de la conscience nationale d'une élite acculturée dans le cadre du système colonial, dans la

mesure où Feraoun est représentatif de sa manière de vivre et de penser son algérianité.

Son Journal, écrit de 1955 à 1962, est le témoignage le plus important (en tous cas par la durée qu'il recouvre) sur la guerre d'Algérie (6). Cette vision de la guerre n'est pas seulement le témoignage d'un homme. On peut le considérer comme exemplaire à plusieurs titres. Il est exemplaire de cette catégorie d'hommes passés par l'école française et qui ont si bien intériorisé son idéologie et son système de valeurs qu'ils ont voulu à leur tour être des maîtres : les instituteurs algériens de l'école française. Mais il représente aussi, plus largement, ceux qu'on appelait avec mépris «les évolués» et constituent globalement la classe moyenne algérienne. Tous ceux qui ont subi cette acculturation peuvent se sentir concernés même si politiquement leurs couleurs sont diverses et se répartissent selon une gamme qui passe par toutes les illusions réformistes jusqu'à l'engagement nationaliste le plus radical. Combien de militants du P.P.A. et du P.T.L.D. (7) ont vénéré leur instituteur, rêvé de la Révolution française et cru à ses valeurs humanistes même parmi ceux que n'a jamais tenté la chimère de l'assimilation ?

Toutefois l'effet de cette acculturation est ambigu : porteuse d'un projet explicite d'assimilation l'école suscitait en même temps un phénomène de rejet. Son objectif étant de faire des Algériens des Français pas trop Français (8), elle provoquait parfois la soumission mais aussi la frustration qui engendre la revendication et la révolte.

A l'heure de la révolte violente et du choix nécessaire que signifie «être algérien» pour un maître d'école dont la fonction est symbole de paix et dont la mission est de se situer au carrefour de deux civilisations ?

Quand éclate, le 1er Novembre 1954, la guerre de Libération, Feraoun est, comme la plupart de ses collègues algériens, un homme sans engagement politique. Tandis qu'un nombre important d'instituteurs de la génération précédente s'étaient inscrits à la S.F.I.O. et à la Ligue des Droits de l'Homme ceux qui ont entre trente et quarante ans en 1954 sont restés sur la réserve. Ni pro-français ni P.P.A. c'est une position moralement inconfortable et qui engendre, à partir de 1954 un sentiment d'insécurité et de dévalorisation, voire la mauvaise conscience.

«Aux yeux de mes compatriotes, aux yeux de ceux qui souffrent et qui luttent, j'apparais comme quelqu'un de tiède qui a eu peur d'atteindre la vérité. Aux yeux des agitateurs politiques je ne suis qu'un vulgaire «vendu». Pour moi je ne suis tout simplement qu'un ambitieux qui a surestimé ses forces» (9).

«Je suis en équilibre sur une corde bien raide et bien mince, écrit-il durant l'été 56 après une visite que lui a faite le Général Olié, ...tout ceci est très flatteur pour moi. Mais je crois que dans l'autre camp également je bénéficie de la même estime, de la même confiance, mais aussi de la même méfiance» (10).

Le 2 novembre 56, après le mot-d'ordre de grève lancé par le F.L.N., il note, se jugeant lui-même et son Journal : «Je continuerai à tenir ces carnets où en somme il n'y a que moi avec mon désarroi, mon impuissance, et mon irresponsabilité ; où il n'y aura que moi avec ma peur et ma révolte, mon égoïsme, ma quiétude et ma culpabilité» (11).

C'est la définition d'un homme non engagé qui se méprise de ne pas l'être, mais n'en méprise pas moins l'engagement dont il voit les limites : la cruauté et le sectarisme nécessaires, les pièges de la force et de l'autorité, le pouvoir arbitraire qu'elles donnent sur autrui. C'est sans doute ce qui lui fait dire sa fièreté d'appartenir à «un peuple digne qui est grand et restera grand» et d'ajouter un peu plus loin qu'il est «un homme pacifique qui méprise tous les patriotismes» (12).

Pourtant M. Feraoun se veut dans le rôle et les responsabilités traditionnels de l'intellectuel. Certains pourront penser qu'il exprime jusque dans ses aspects dérisoires ce rôle de témoin et lui en voudront de son refus de l'action politique : il se veut un témoin objectif, il sent et il regrette de se voir acculé au parti-pris.

...«Depuis deux ans, j'observe, j'enregistre avec objectivité, prêt à aimer ou à haïr»... (13).

...«Je suis effrayé par mon audace, ma cruauté et parfois mon aveuglement, mon parti-pris... Pourquoi ai-je ainsi écrit... si ce n'est pour témoigner, pour clâmer à la face du monde la souffrance et le malheur qui ont rôdé autour de moi»... (14).

Cette incapacité à agir, ce regret des jugements qui tranchent s'accompagnent d'un profond sentiment de solidarité avec son peuple (...«Je me refuse à être du côté du manche. Je préfère

souffrir avec mes compatriotes»... (15) expriment le vécu d'un homme déchiré entre un rêve et la réalité. Le rêve c'est celui d'une Algérie idéale et fraternelle telle qu'il la vécut à l'Ecole Normale de Bouzareah, l'oubli des différences. La réalité c'est la rupture.

I. LES ANNÉES DE FORMATION.

Rappelons d'abord brièvement ce que fut le projet scolaire colonial en Algérie. Après la grande insurrection de 1871, un certain nombre de décrets portant sur la terre, l'état-civil, la justice, la fiscalité, le culte, l'école sont pris. Ils ont pour effet d'incarner le projet colonial en désorganisant le plus complètement possible la société traditionnelle, rendant ainsi la domination française effective sur tous les plans, y compris sur le plan culturel. Complétant la conquête par les armes, l'école est rendue obligatoire en 1883.

Là où la France essaye d'implanter des écoles le peuple algérien oppose d'abord une résistance passive : la classe est faite en français et on n'enseigne pas le Coran. Du fait qu'elle porte ainsi atteinte à la langue et à la religion ceux qui fréquentent l'école française sont l'objet d'une suspicion de trahison.

Vers les années 20, lorsqu'elle va apparaître aussi bien comme une nécessité sociale et économique que comme une arme nécessaire, on y conduira les enfants. Laïque, elle peut être perçue comme neutre, on accepte d'aller «dans la gueule du loup» (16). Mais on lutte contre le danger d'acculturation en envoyant aussi les enfants à l'école coranique.

En 1883 on fonde à Alger une Ecole Normale pour les indigènes, à partir de 1924 elle fusionne avec l'Ecole Normale pour européens de Bouzareah. C'est là que M. Feraoun se retrouve, en 1932, après une enfance très pauvre en Kabylie (17). C'est pour lui le paradis. Il a 19 ans. Après la perception de l'univers colonial M. Feraoun entre dans le monde de la fraternité. Après le monde qu'enfant il croyait le seul possible : celui de l'injustice, des inégalités, du racisme, voici celui de l'égalité et de la fusion des cœurs. Après le temps du mépris voici le temps où l'on peut s'aimer soi-même.

«A cette époque là... il craignait tous les roumis... Il se vit obligé d'être inférieur et détestable. Il se résigna.

Le premier et superbe cadeau que lui firent ses maîtres à l'école normale, ce fut de lui rendre sa dignité. Comment donc les oublieraient-ils ? Là-bas, plus de barrières, il n'y trouva ni des Français ni des

indigènes mais seulement des élèves-maîtres et des maîtres qui veillaient avec un soin jaloux à leur formation... Ils étaient (s.e. les maîtres) tous vertueux... Ce n'étaient ni la race, ni la religion qui constituaient la plus sérieuse barrière entre les élèves, c'étaient plutôt les dissemblances physiques ou morales, les différences de fortune, l'éducation familiale...» (18).

Ce tableau reflète un rêve dans la mesure où Bouzareah est perçue comme une micro-société n'ayant aucun rapport avec la société réelle. Ce rêve M. Feraoun nous le résume en quelques mots : «La communauté franco-arabe nous l'avons formée il y a un quart de siècle nous autres à Bouzareah» (19).

La réalité c'est la guerre ou l'impossible intégration.

Mais Bouzareah c'est là qu'il rencontre Emmanuel Roblès l'ami intime de toute sa vie.

Les racines de Feraoun ce sont l'École Normale et la Kabylie. Il s'est sans doute, avant 1954, défini inconsciemment comme kabyle et ancien de «Bouza» avant de réaliser qu'il était algérien. C'est à Bouza qu'il est devenu «un homme tout à fait différent» (20) mais un «bâtard» (21).

Ce thème de la bâtardise, un des thèmes de son œuvre, se retrouve dans toute la littérature maghrébine d'expression française de la période coloniale. Comment se définir lorsqu'on est en même temps enraciné et coupé de ses racines, quand on circule entre deux cultures véhiculant des contradictions insolubles ? On n'est plus tout à fait de chez soi, pas tout à fait un Autre cependant et comment pourrait-on le vouloir sans se renier et se perdre, sans être ce que les couches les plus dominées par le colonialisme appellent un m'tourni ?

«Ces privilégiés, à vrai dire, que l'on pourrait appeler des semi-évolués, des évolués ou enfin des intellectuels, étaient à mi-chemin entre vous et les leurs, chacun sait qu'ils ne demandaient qu'à s'unir à vous, à s'assimiler tout à fait fût-ce au prix de quelque ultime reniement, de quelque dernière humiliation, mais de toute manière au sein de la famille adoptive, un peu de patience aurait arrangé les choses et aux nouvelles générations il eut été facile de perdre tout complexe, de se débarrasser de toute arrière pensée, de perdre toute personnalité enfin» (21).

Propos volontairement dérisoires consignés dans une lettre à A. Camus de 1958. Car l'assimilation rêvée n'est alors plus pensable depuis longtemps.

«Oh ! oui. Il y en a qui s'accrochent, qui sont pris de panique mais qui continuent à s'accrocher aux anciens privilèges, continuent de parler et d'agir en maîtres malgré l'air narquois des Kabyles qui, eux, croient que la nuit du 4 août est largement dépassée, car cette nuit du 4 août ils n'en veulent plus.

A quoi bon ? Nous sommes chez nous !» (23).

M. Feraoun à qui la violence fait horreur ne cesse de protester contre elle et de l'accepter comme un mal nécessaire.

«Ils choisirent ? Même pas. Toute autre voie était bouchée» (24).

Avant 1954 M. Feraoun est un homme absorbé par son travail d'instituteur et d'écrivain. Son premier roman qui paraît en 1950 à compte d'auteur est édité en 1954 (au Seuil dans la collection Méditerranée que dirige son ami E. Roblès) est une autobiographie : *Le Fils du Pauvre* se termine par l'entrée à l'École Normale. Comme il l'écrit dans la Préface : «Fouroulou croit à la démocratie» et pouvons-nous ajouter, à la promotion par le diplôme donc à la solution individuelle dont il fera bénéficier sa famille. La morale petite-bourgeoise rejoint ici la morale traditionnelle.

II. L'AUTRE.

«Depuis trois-quarts de siècle les Arabes se posent une seule question : qui est l'Autre et qui est moi» écrit A. Laroui (25). Dans toute définition de soi posée par un écrivain arabe ou relevant d'une aire géographique et culturelle qui est celle des pays arabes, l'Autre, c'est à dire une certaine image de l'Occident, est impliqué.

Cet Autre de M. Feraoun c'est la France idéale telle qu'elle apparaît à travers l'école : celle de ses écrivains, de ses poètes, de ses savants, telle qu'elle s'est incarnée à travers ces hommes modestes qui enseignaient les petits kabyles et le faisaient jadis avec désintéressement ; pas pour le tiers colonial comme le souligne Feraoun.

«Ces pionniers ont défriché l'âme des petits kabyles» (26). Ces premiers instituteurs pénétrés de l'idéal laïque et convaincus de distribuer les bienfaits de la civilisation cherchent à se confondre avec

la population. Très tôt des instituteurs kabyles sont formés. Aucun de ces hommes n'a conscience de réaliser les buts de la politique coloniale et Feraoun lui-même n'est pas sensible dans son Journal à cet aspect de la situation. Ce qu'il remarque seulement c'est la différence entre la psychologie des anciens et celle des nouveaux l'intérêt et le mépris sont apparus.

«Mes premiers maîtres étaient kabyles comme moi» (27). Il faut s'arrêter dans le Journal sur une page importante où il décrit ses premières années à l'école. On est au printemps 56 : La guerre se développe et la torture aussi. Feraoun le note avec un humour glacé («Sacré anus de marabout qui l'échappe belle». (28)) Il écrit sa peur des deux camps. Le 14 mars il note :

«J'ai peur du Français, du Kabyle, du soldat, du fellagha. J'ai peur de moi. Il y a en moi le Français, il y a en moi le Kabyle» (29).

Comme chaque fois qu'il est confronté à la violence, M. Feraoun éprouve le besoin de se définir et de se situer. Et c'est là qu'il revient sur son enfance : ce maître kabyle naturalisé, S.F.I.O., crée en lui à partir des cours d'histoire ce qu'on ne peut appeler autrement que le sentiment de sa bâtardise. Les enfants se découvrent orphelins. L'instituteur leur apprend qu'ils ont une patrie d'adoption à travers laquelle ils se valorisent, des ancêtres honteux qu'il vaut mieux oublier. Ainsi s'opposent civilisation et barbarie, l'honneur et le mépris, la France et l'Algérie. Le pont franchissant cet abîme s'appelle dévouement pour les instituteurs, application pour les élèves.

«...nos propres ancêtres qui nous faisaient un peu honte mais dont nous excusions l'ignorance et que nous nous promettions de racheter en devenant de «bons français» (30).

L'image du père est bien l'image du père de l'Autre. Le processus d'identification consiste pour l'enfant à se rendre étranger à soi-même, le bon fils étant le bon élève (31). Il faudra du temps pour y percevoir le mensonge, «une clossale duperie» (32). Le découvrant à 40 ans, il n'arrive plus à savoir ce qu'il est.

Ecrire c'est se récupérer soi-même en s'adressant à l'Autre. C'est lui crier : j'existe, voilà ce que je suis. Mais c'est aussi se perdre en s'objectivant. L'acquisition de la culture française fait qu'on ne jette plus sur soi et sur les siens un regard innocent. Homme de l'entre-deux, «homme frontière» ayant du mal à écrire sans réticence : «je suis français» ou «je suis algérien».

«Quand je dis que je suis Français je me donne une étiquette que tous les Français me refusent ; je m'exprime en français, j'ai été formé à l'école française. J'en connais autant qu'un Français moyen. Mais que suis-je, bon Dieu ? Se peut-il que tant qu'il existe des étiquettes je n'aie pas la mienne ? Quelle est la mienne ? Qu'on me dise ce que je suis !...» (33).

M. Feraoun est une conscience malheureuse. Mais à l'heure de l'angoisse existentialiste, lui, comme les autres écrivains maghrébins, exprime un mal de vivre qui désigne ses causes. Elles ne sont pas métaphysiques. La France a attiré, rejeté en même temps ces «bons serviteurs» qui devaient rester serviteurs. Ceci pour la politique. Pour la psychologie, le colonialiste n'accepte ni l'égalité dans l'assimilation, «il se prend pour un français», ni l'égalité dans la différence, «c'est un bicot», ou bien paternaliste, «on dirait un français».

La seule issue c'est de lever cette hypocrisie, de jeter les masques. «Plus d'hypocrisie». Tout le journal retentit de ce cri de soulagement : les vieilles règles de la politesse coloniale sont tombées. La haine régit le rapport à l'Autre et révèle la vérité d'une relation que la bienséance des petits fonctionnaires au milieu desquels vivait Feraoun parvenait à dissimuler. Crier au mensonge permet au moins de se situer par rapport à eux comme différent et de récupérer sa dignité.

«Ce dont vous pouvez être convaincus, c'est que par ma culture, je suis aussi Français que vous. Mais n'espérez pas autre chose, ce serait irrévérencieux. Je ne peux renier ma culture, mais n'attendez pas que je renonce à moi-même, que j'admette votre supériorité, votre racisme, votre colère, votre haine, vos mensonges. Un siècle de mensonges !» (34).

Ce que Feraoun appelle sa culture ce sont ses lectures : celle des auteurs de l'école laïque. A la question : «Avez-vous un livre de chevet ?» posée par F. Colonna un instituteur kabyle de la promotion 1912-13 répond : «Anatole France. Tout Anatole France. Voltaire, tous les progressistes, Michelet, Renan. Bien que je sois éclectique : j'ai lu des écrivains d'extrême droite, Barres, Bourget. J'ai beaucoup pratiqué les philosophes du 18^e siècle, Diderot a été pour moi un enchantement» (35). Le Fils du Pauvre confie : «...il a lu Montaigne et Rousseau, il a lu Daudet et Dickens (dans une traduction)».

Quelle influence ce nombre d'auteurs anti-religieux ont-ils pu avoir sur sa foi ? Feraoun n'en parle pas et ne met jamais en cause sa fidélité personnelle à l'Islam. Sans douter de sa sincérité on peut penser que cette fidélité était faite, aussi, d'un profond attachement à sa communauté. Feraoun n'ignore pas la coupure réalisée par l'athéisme même si l'abandon de la foi qui soude le groupe social n'est pas motivé par la recherche de l'assimilation. Amer, le héros des Chemins qui montent, qui a été militant communiste, reste un marginal dans son village et est acculé au suicide par ce sentiment de rejet. Il reproche à sa mère d'avoir cru l'instituteur et de lui avoir fait faire des études : «L'instruction ? est-ce vraiment le seul remède ?... Suis-je kabyle, moi, ou français ?» (36) Feraoun ne veut pas renoncer à lui-même, il veut rester kabyle et algérien, arabe ou bicot disent ceux d'en face.

Les amis, ces autres soi-même, Feraoun les a trouvés chez les Autres. L'École Normale lui a donné le meilleur : E. Roblès. Le regard de Roblès est fraternel, il supprime les différences. C'est un Humaniste sincère pour qui tous les êtres sont frères, des hommes avant tout. Pour Feraoun, Roblès au long de sa vie c'est la fraternité de Bouza qui continue, et il s'identifie tellement à son ami qu'il nourrit le projet de lui faire écrire «un roman kabyle» (37).

«... il s'intégrait si naturellement au pays»...

«... ces villages qu'il n'a jamais visités en touriste»...

Le touriste c'est l'homme civilisé qui vient regarder le bicot. C'est «Dieu en Barbarie» (38). Avant la guerre et ses ruptures Roblès est un peu Kabyle comme Feraoun est un peu Français. Mais finalement l'ami pousse Feraoun à écrire.

«C'était à moi (disait-il) de montrer que les Kabyles étaient aussi des hommes».

Les amis c'est aussi A. Camus, moins proche. C'est par extension la gauche française représentant la France idéale porteuse des valeurs humanistes dans lesquelles Feraoun se reconnaît quand il dit : «je suis Français». Il sent spontanément que ceux qui la trahissent sont aussi ses ennemis à lui : «Pauvre petit vichiste borné, écrit-il à propos d'un collègue, je suis plus Français que toi» (39).

L'attachement à cette gauche manifeste, pendant la guerre, face au racisme et à la repression le refus de l'Algérie Française. Feraoun note, en 56 dans le Journal que les Kabyles de Fort-Na-

tional achètent L'Express, L'Observateur, Le Canard et les Français Présence Française.

C'est dans les traditions de cette gauche qu'il pense par moments la lutte de Libération : « Nous sommes les descendants (réels ou spirituels) des sans-culottes » (40).

Mais précisément la religiosité du F.L.N. convient mal à ce cadre de références. Feraoun n'accepte pas la confusion qui s'établit entre le patriotisme et l'Islam. Vilipendant des pratiques qu'il juge obscurantistes, l'interdiction du tabac, des jeux d'argent, scandalisé par le fait que les maquisards obligent la population à une piété qui n'était pas son fort auparavant.

« Les gens de Tizi-Hibel qui étaient les plus mécréants de la terre, de nouveau retrouvent la foi, paient un muezzin, et vont à la mosquée assiduellement. Dieu est grand » (41).

« Il va falloir remettre Mohamed à la mode et les prières et les marabouts » (42).

Ces remarques vont à l'encontre de ce qui est maintenant une idée reçue : la religiosité des masses aurait contraint les responsables politiques à user de l'Islam, ciment idéologique de la nation. Mais Feraoun n'est-il pas sensible à une réalité : la disponibilité des masses rurales à la réception d'un autre message ?

III. LA GUERRE.

La guerre ne fait que révéler une réalité. La France idéale disparaît pour laisser voir la France réelle.

« La vérité c'est qu'il n'y a pas eu mariage... Vous êtes des étrangers sur notre terre »... (43) Le combat est engagé pour la reconnaissance de l'esclave par le maître. Dans un texte du Journal dont nous venons de citer quelques phrases M. Feraoun affirme en 1955 qu'il y a une patrie algérienne, connue de tous les algériens sans qu'ils aient eu besoin de l'apprendre à l'école. Fini le temps de Jeanne d'Arc puisqu'il y a eu la Kahena. La patrie c'est, comme le dit si bien le titre de son second roman, La Terre et le Sang.

L'esprit provincialiste disparaît même chez les plus « évolués » autrement dit chez les éléments francisés : « Bien sûr il fut un temps où les plus évolués d'entre eux pouvaient, par exemple, se croire

Kabyles comme un Breton se sait Breton, ou un Corse ou un Savoyard» (44).

M. Feraoun vit cette prise de conscience nationale qui va se développant au cours de la guerre dans les couches les plus convaincues auparavant par le mirage de l'assimilation comme le résultat d'un échec de la politique française.

«Pourquoi la France n'a-t-elle pas su s'attacher les Algériens?» (45)

«L'erreur de la France, je crois, c'est d'avoir voulu faire des Algériens des Français par devoir» (46).

Il est en quelque sorte rendu à son algérianité par une mauvaise mère. Cependant comme toutes les mauvaises mères celle-ci a aussi ses bons côtés qui justifient qu'on l'aime presque malgré elle. La rupture du fils adoptif s'accomplit non sans nostalgie. L'image du bon fils = bon élève que nous avons évoquée transparait dans ces passages du Journal.

«Ce sera peut-être à nous qu'elle a si honteusement bernés depuis un siècle de garder son souvenir : la meilleure image que notre enfance a pu se faire d'elle... qu'on ne me taxe pas d'indifférence ou d'aveuglement» (47).

«Vive la France telle que je l'ai toujours aimée, Vive l'Algérie telle que je l'espère !» (48)

«Oui, Vive l'Algérie !... mais quand l'Algérie vivra et lèvera la tête je souhaite qu'elle se souvienne de la France et de tout ce qu'elle lui doit» (49).

La guerre, hélas, révèle aussi une faille dans l'amitié. La fin de l'illusion de la communauté franco-arabe c'est aussi la prise de conscience des différences oubliées dans la fraternité de Bouza. Même avec Roblès des divergences fondamentales apparaissent qui manifestent au fond l'appartenance à une communauté nationale différente. Non qu'il pense précisément à lui lorsqu'il écrit : «On ne pense à rien. Plus d'amis, plus de copains» (50). Il parle en effet souvent de la méfiance généralisée. Pourtant, en 57, quand Roblès s'insurge contre les attentats du F.L.N. (que Feraoun trouve néfastes) et que Camus, jugeant ce même F.L.N. fasciste, s'indignant de devoir un jour entrer en Algérie avec un passeport d'étranger, il s'insurge :

«Je comprends fort bien l'un et l'autre mais je voudrais qu'ils me comprennent aussi. Qu'ils nous comprennent, nous qui sommes si près d'eux et à la fois si différents, qu'ils se mettent à notre place. Ceux qui m'ont parlé en langage clair la semaine dernière m'ont dit que je n'étais pas français. Ceux qui sont chargés de veiller à la souveraineté de la France, dans ce pays, m'ont toujours traité en ennemi depuis le début des événements. Tout en me traitant en ennemi ils voudraient que j'agisse en bon patriote français, même pas. Ils voudraient que je les serve tel que je suis. Simplement par reconnaissance vu que la France a fait de moi un instituteur, un directeur de cours complémentaire, un écrivain, vu qu'elle me verse une grosse mensualité qui me permet d'élever une famille nombreuse. Simplement on me demande de payer une dette comme si tout ce que j'ai fait ne méritait pas salaire, comme si cette école avait été construite pour mon plaisir et remplie d'élèves pour me distraire, comme si mon «instruction» était un cadeau généreux qui ne m'a coûté que la peine de tendre la main pour la cueillir, comme si ce talent d'écrivain dont je suis un peu infatué était un autre cadeau, involontaire cette fois mais non moins généreux, destiné de toute évidence à défendre la France aux dépens des miens qui ont peut-être tort mais qui meurent et souffrent dans le mépris des nations policées. Simplement on me demande de mourir en traître moyennant quoi j'aurai payé ma dette.

J'ai dit tout cela à Roblès qui n'a rien trouvé à répondre, qui était aussi malheureux que moi et qui admet, lui, ce que les autres refusent. J'aimerais dire à Camus qu'il est aussi Algérien que moi et tous les Algériens sont fiers de lui, mais aussi qu'il fut un temps pas très lointain, où l'Algérien musulman, pour aller en France, avait besoin d'un passeport. C'est vrai que l'Algérien musulman, lui, ne s'est jamais considéré comme Français. Il n'avait pas d'illusions» (51).

Ce long passage parle sans commentaires. A travers le choix, l'affirmation de son appartenance nationale c'est tout son être propre qui est en cause. La mauvaise mère est abusive et veut le vider de son sang. Sans elle il ne serait donc rien ? La reconnaissance ? ce sera pour après. Il est clair qu'elle ne peut venir que d'un être libre et indépendant non d'un «sujet» ; même les amitiés en seront affectées dans la mesure où elles ne pourront plus se bercer d'illusions.

Pour Feraoun la guerre de libération nationale n'est pas vue sous l'aspect héroïque. C'est le temps de la méfiance, de la mort et de la cruauté dans les deux camps. Dans le Journal le peuple algérien apparaît «comme un sac de sable entre deux boxeurs», (52) «peuple habitué à recevoir des coups» (53), en même temps qu'il partage

la foi patriotique des maquisards il est terrorisé par eux. «Tout le monde est bel et bien patriote» (54) mais d'une manière banale, résignée devant la force qu'elle vienne de l'un ou l'autre côté. Au fond ce peuple ressemble à Feraoun, il ressemble sans doute aussi au peuple réel. L'image en est moins exaltante que celle que nous a livrée F. Fanon. L'intellectuel non engagé n'éprouve pas le besoin d'idéaliser. Il est peut-être plus vrai. L'autoritarisme qui régnait dans l'A.L.N. est connu bien qu'il ne soit pas de bon ton d'en parler et il est vrai que les relations de l'A.L.N. avec les paysans en souffraient. Le sectarisme des combattants, leur arbitraire le choquent, il lui arrive de parler avec amertume de la nécessité de «saluer les nouveaux maîtres» (55)... «Est-il venu le moment de la fureur déchaînée ? Ces gens là qui tuent froidement des innocents, sont-ils des libérateurs ?» (56).

«...des bandits qui se sont forgé leur propre loi»... (57)

«...malheur aux bourreaux du peuple»... s'écrit-il après l'exécution d'un ami.

Incontestablement il ne raisonne pas en politique, il ne se demande pas si ses réactions vont servir ou deservir la cause. Cette cause il y adhère mais les moyens lui répugnent. Il constate avec un esprit désabusé qu'un pouvoir est en train de se substituer à un autre ; jugeant l'indépendance nécessaire, il n'espère pas un avenir idyllique.

Vis à vis des Européens d'Algérie les sentiments sont tout aussi contradictoires et peut-être aussi vrais. Amour et haine tout à la fois. Là aussi l'homme politique tiendrait un discours plus cohérent. Mais enfin ces Européens d'Algérie qui se sont donnés pendant 130 ans comme des modèles inimitables, dont les femmes étaient inaccessibles (il n'y eut pratiquement pas de mariages mixtes en Algérie) comment ne pas ressentir à leur égard de l'amour et de la haine inextricablement mêlés ?

«Peut-on prétendre que cet amour n'existait pas ?» (58)

«Personne ne les croit ni ne les aime» (59).

«Non Messieurs, l'Algérie c'est nous. Vous êtes des étrangers sur notre terre» (60).

Le scandale est double. D'une part ces gens là affichent un patriotisme cocardier et sont incapables de comprendre le patriotisme des Algériens, de plus ils dénigrent la France : «Ils parlent de la France comme s'ils n'étaient pas Français» (61).

Dans les dernières pages du Journal, reflétant son opinion et les positions officielles du F.L.N. ces quelques lignes : «Avec les pieds-noirs on se tue, on se déteste, on se connaît. Les musulmans n'ont pas peur d'eux vu qu'ils sont moins nombreux. Nous admettons qu'ils soient Algériens comme nous et nous savons qu'avec eux nous finirons par fusionner, par former un seul peuple. Dans un sens ou dans l'autre» (62).

Sur l'issue du combat M. Feraoun a toujours été, sinon sceptique du moins ni pessimiste ni optimiste. Il ne partageait pas une croyance naïve et répandue selon laquelle le départ des Français permettrait l'avènement d'une société idéale. Il juge au fil des jours les arrivistes et n'imagine pas des lendemains sans inégalités. Ce qui est certain pour lui c'est que la plus profonde des injustices, celle qui infériorise et suscite le mépris, l'injustice coloniale aura disparu.

«En tirerons-nous bénéfice ? Dans ce cas, oui, tant pis pour moi, c'est-à-dire pour les cas particuliers».

M. Feraoun était assassiné dans la matinée du 15 mars 1962 à El Biar, mort en victime, ni héros ni traître.

Paris, Juillet 1978.

NOTES

- (1) M. Feraoun, *Les Chemins qui montent* (Le Seuil ed.) p. 200.
- (2) M. Feraoun 1913-1962, fils d'une famille de paysans kabyles pauvres dont le père émigra en France. Instituteur dans sa région natale, puis directeur de cours complémentaire de 1935 à 1957. Il est alors nommé directeur de l'école du Clos-Salembier (Alger). Meurt, assassiné par l'O.A.S. le 15 mars 1962 à El Biar (Alger) lors d'une réunion des Centres Sociaux. Son œuvre littéraire comprend 1°) trois romans : *Le Fils du Pauvre* (1° edit. 1950, réed. 1954 - Le Seuil), *La Terre et le Sang* (1953, Le Seuil), *Les Chemins qui montent* (1957, Le Seuil) 2°) un recueil comprenant un roman inachevé : *L'Anniversaire et la fin du Fils du Pauvre* : Fouroulou Menrad, qui avait été retranché de l'édition du premier roman (Le Seuil 1961) 3°) Le «*Journal*» 1955-62 (Le Seuil 1962) 4°) *Jours de Kabylie* (Le Seuil 1968 - 1e éd. 1954) 5°) *Lettres à ses Amis* (Le Seuil 1969).
- (3) Cf. Ch. Bonn, *La Littérature Algérienne de langue française et ses lectures* (Naaman ed. 1974), p. 197-202.
- (4) Cf. discours de H. Boumedienne aux congressistes de l'U.G.T.A. (El Moudjahid 27-3-78) qui pour la première fois admet avec précautions l'existence de classes sociales en Algérie.
- (5) L'écrivain M. Haddad théorise cela pour la première fois à la fin de la guerre d'Algérie, cf. *El Moudjahid* n° 80 (12-4-61).
- (6) M. Feraoun, *Journal* (1955-1962)' (Le Seuil 1962).
- (7) P. P. A = Parti du Peuple Algérien, M.T.L.D. = Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques, de 1937 à 1954 ces deux organisations, sous la direction de Mesali Hadj se succèdent, et incarnent le nationalisme algérien sous sa forme la plus radicale.
- (8) Cf. F. Colonna, *Instituteurs Algériens* (1883-1939), (O.P.U., Alger, 1975), p. 162 et sq.
- (9) M. Feraoun, *Lettre à Paul Flamand du 31-3-56 in Lettres à ses Amis*, p. 121.
- (10) M. Feraoun, *Journal* le 24-6-56, p. 133.
- (11) *id.* 2-11-56, p. 160.
- (12) *id.* 16-1-57.
- (13) *id.* 16-1-57, p. 189.
- (14) *id.* 16-1-57, p. 189.
- (15) *id.* 17-8-61, p. 325.
- (16) Kateb Yacine, *Le Polygone Étoilé* (Le Seuil, 1966), p. 180.
- (17) Cette enfance est racontée par lui dans son premier roman *Le Fils du Pauvre*.
- (18) M. Feraoun, *L'Anniversaire*, p. 105 et sq.
- (19) M. Feraoun, in *L'Anniversaire* : Images d'E. Roblès, p. 59. D'abord édité dans la revue Simoun, n° 30, décembre 1959.
- (20) M. Feraoun, *L'Anniversaire*, p. 105.

(21) M. Feraoun, *Les Chemins qui Montent*, p. 207 : «Il y a un demi-siècle que les Français viennent chez nous. Il y a un demi-siècle que nous allons chez eux. Un échange fraternel dont je suis un bâtard authentique».

(22) M. Feraoun, in *L'Anniversaire, Lettre à Camus*, sept. 58, «La source de nos communs malheurs, p. 38.

(23) M. Feraoun, *Journal*, 17-8-61, p. 326.

(24) M. Feraoun, *Le Fils du Pauvre*, p. 9.

(25) A. Laroui, *L'idéologie arabe contemporaine*, p. 15 (Maspero ed. 1970).

(26) M. Feraoun, *Journal*, Nov. Dec. 1955, p. 38.

(27) *id.* 15-3-56, p. 97.

(28) *id.* 13-3-56, p. 96.

(29) *id.* p. 97.

(30) *id.* 15-3-56, p. 97 et sq. Etant donné l'importance dans la formation de la conscience de soi des années passées à l'école française nous choisissons de citer ici ce texte longuement. «Mes premiers maîtres étaient kabyles comme moi. Celui qui m'a le plus marqué est encore vivant. Un brave homme qui vous aimait bien. Vous en fîtes un socialiste S.F.I.O., un franc-maçon et un citoyen français ayant renoncé juridiquement à son statut de musulman... Il m'a appris très tôt que la France était ma patrie adoptive et que par conséquent j'étais un petit orphelin dont on prenait soin. Cela mit dans mon cœur beaucoup d'humilité et de reconnaissance attendrie et j'aimais la France plus qu'un petit français. Il m'a expliqué la signification symbolique des trois couleurs ainsi que la devise républicaine à laquelle il croyait avec la candeur des grands enfants, avec toute la naïveté de sa bonne bouille ronde, rougeaude et toujours souriante. Il m'a parlé de l'empereur à barbe blanche qui pourfendit les Sarrazins, puis de Jeanne d'Arc qu'il taquinait un peu à cause des voix. Il avait un profond respect pour l'éblouissant «roi soleil», mais il aimait aussi le Bearnaï qui a si bien «roulé» les calotins pour ensuite mourir traitreusement de la main d'un «père blanc fanatique». Mon maître avait l'art de l'anecdote et d'approximatives notions d'histoire... Dans nos esprits il abolissait le temps, la distance et ces gens dont il nous parlait nous paraissaient être de chez nous. Ils étaient morts, bien sûr, mais ils restaient là, tout près. Nous les faisions nôtres *au point que nous trouvions ridicules et antipathiques tous les autres peuples* sur lesquels parfois il nous touchait un mot, *y compris nos propres ancêtres qui nous faisaient un peu honte mais dont nous excusions l'ignorance et que nous nous promettions de racheter en devenant de «bons Français»*. Notre maître partageait son admiration pour Robespierre et le petit Corse qui domina le monde. Tout son mépris au contraire allait au dey Hussein dont le fameux éventail nous sauva pourtant de la Barbarie...»

(31) et (32) même référence.

(33) M. Feraoun, *Journal*, 1-2-56, p. 70.

(34) *id.* 14-3-56, p. 97.

(35) F. Colonna, *op. cité*, p. 173, note 5.

(36) M. Feraoun, *Les Chemins qui Montent*, p. 212.

(37) M. Feraoun, *L'Anniversaire*, p. 165.

(38) titre d'un roman de M. Dib (Le Seuil, 1970).

(39) M. Feraoun, *Journal*, 30-1-56, p. 70.

(40) *id.* 1955, p. 40.

(41) *id.* 2-2-56, p. 73.

(42) *id.* Nov. Dec. 1955, p. 43.

(43) *id.* Nov. Dec. 1955, p. 45.

(44) *id.* Nov. Dec. 1955, p. 45.

(45) *id.* 18-3-56, p. 100.

(46) M. Feraoun, *L'Anniversaire, Lettre à Camus*, déjà citée.

(47) *Journal*, 17-8-61, p. 326.

(48) M. Feraoun, *Journal*, 17-3-61, p. 319.

(49) *id.* 12-7-59, p. 298.

(50) *id.* 29-9-56, p. 150.

- (51) *id.* 18-2-57, p. 204.
- (52) *id.* 16-4-57, p. 223.
- (53) Même jour.
- (54) 19-4-57, p. 223.
- (55) *id.* 8-10-56, p. 153.
- (56) *id.* 9-3-56, p. 91.
- (57) *id.* 16-2-56, p. 81.
- (58) *id.* 4-4-57, p. 219.
- (59) *id.* 26-2-56, p. 87.
- (60) *id.* Dec. 55, p. 45.
- (61) *id.* 28-3-56, p. 108.
- (62) *id.* 28-8-61, p. 329.

BOURGEOISIE, PETITE-BOURGEOISIE ET COUCHES MOYENNES EN SYRIE

(Contribution à une analyse de la nature
de classe de l'État)

Élisabeth LONGUENESSE

On entend fréquemment qualifier de «petit-bourgeois» les régimes du type syrien qui, nés de coups d'état militaires renversent un régime précédent composé d'hommes appartenant à et représentant l'aristocratie foncière et la grande bourgeoisie liées à l'ancienne puissance coloniale, et qui entament une politique de réforme agraire et de nationalisations. Les représentants d'une «petite-bourgeoisie» anti-impérialiste, s'appuyant sur le mécontentement des masses populaires et surtout sur les bases acquises dans l'armée auraient renversé le pouvoir des classes dominantes traditionnelles incapables d'assurer le développement du pays. Ce caractère «petit-bourgeois» expliquerait la contradiction entre d'un côté l'orientation anti-impérialiste et certaines mesures progressistes sur le plan économique et social et de l'autre la répression anti-démocratique et anti-populaire et l'incapacité à aller jusqu'au bout des réformes engagées.

Qui est exactement cette «petite-bourgeoisie» ? Quelle est sa place dans la société ? Quelle a été la politique du nouveau régime depuis son instauration, à quoi a-t-elle abouti ? Quels intérêts a-t-elle servi ? Quelles sont les classes ou couches qui en ont bénéficié ? Où en sommes-nous aujourd'hui, alors que l'on parle (y compris les Syriens, ou même les Syriens les premiers) de la formation d'une nouvelle bourgeoisie capitaliste et de la renaissance du secteur privé, mais aussi du développement d'une bourgeoisie d'État «bureaucratique» ?

Cet article n'a pas la prétention de répondre de façon détaillée à toutes ces questions et encore moins de présenter une analyse

complète et cohérente de la situation sociale et de la nature de classe de l'État. Il voudrait simplement apporter quelques éléments de réponse en mettant un peu d'ordre dans nos informations de façon à préciser les termes du problème et à contribuer ainsi à défricher le terrain pour une réflexion sur la nature de classe de l'État en Syrie. C'est pourquoi il sera axé sur la définition de la nature et de la situation des groupes qui semblent se situer au centre du problème : la petite-bourgeoisie, les couches moyennes, le secteur privé, la bourgeoisie, dont je tenterai de préciser la place dans la structure économique et sociale.

I. PETITE-BOURGEOISIE ET COUCHES MOYENNES

Le terme de *petite-bourgeoisie* est souvent utilisé pour englober ce qui paraît être en fait composé de deux groupes sociaux bien distincts du point de vue de la place dans les rapports sociaux, même s'ils sont très imbriqués dans leur existence concrète et proches par leur mode de vie. On y inclut en effet tout ce qui n'est ni classe ouvrière ni bourgeoisie capitaliste, c'est-à-dire aussi bien les artisans et commerçants, qui sont des travailleurs indépendants installés à leur compte, que les salariés non ouvriers. Il semble plus pertinent de réserver le terme de *petite-bourgeoisie* en suivant la tradition marxiste, aux possesseurs de moyens de production qui ne vendent leur force de travail ni ne louent celle d'autrui, tandis que l'on désignera la masse des salariés non productifs (employés des services administratifs ou commerciaux du secteur industriel et de l'agriculture, et employés du secteur dit « tertiaire », banques, commerce, services divers, administration de l'État, enseignement, etc.) par le terme de *couches moyennes* ou *intermédiaires* ; la position de ces dernières au sein des rapports sociaux de production (vente de force de travail, non possession de moyens de production) les rapproche de la classe ouvrière dont elles se séparent par un rôle non productif tandis que le mode de vie, les aspirations et l'idéologie les apparentent à la petite-bourgeoisie. Alors que la petite-bourgeoisie d'aujourd'hui est l'héritière directe de la petite-bourgeoisie pré-capitaliste, les couches moyennes sont dans leur masse le produit du développement capitaliste, de l'extension du marché, de la multiplication des banques, du développement de l'enseignement et de l'intervention accrue de l'État dans la vie sociale et économique. Dans les sociétés des métropoles impérialistes, le développement et la concentration accrue des monopoles entraînent

la disparition accélérée de la petite-bourgeoisie et, au contraire, l'accroissement du poids des couches moyennes salariées ; bien que selon des mécanismes différents, ces deux catégories tendent ici à se rapprocher de la classe ouvrière par leurs conditions d'existence matérielle et, dans une certaine mesure, par leur entrée dans la lutte pour l'amélioration de ces conditions. Dans les sociétés dominées en revanche, la situation est tout à fait différente ; la nature de cette différence est un des points importants à élucider.

Les partis nationalistes dits petits-bourgeois du type du parti Baas semblent être plutôt issus des couches moyennes des villes et, pour une part, de la paysannerie pauvre (cf. les Alaouites en Syrie) que de la petite-bourgeoisie à proprement parler ; celle-ci, au contraire, a joué le rôle de masse de manœuvre pour la bourgeoisie déchue, dans la lutte contre le nouveau régime et, en particulier, lors de la bataille des nationalisations. Cette différence de comportement est importante à relever pour la suite des événements. Elle suscite une première remarque relative aux analyses qui, fréquemment soulignent le caractère « petit-bourgeois » du nouveau pouvoir : ces analyses sont exactes si l'on adopte une définition large, incluant les couches moyennes dans la petite-bourgeoisie, mais tout à fait erronées si l'on adopte la définition stricte proposée et la distinction qui en découle et semble indispensable à la compréhension exacte des processus en cours.

*

* *

A l'occasion d'une étude sur la classe ouvrière, un examen des données des deux recensements de 1960 à 1970, a permis de proposer une estimation de la structure de classe à ces deux dates, sous la forme du tableau suivant (1) : (voir tableau page suivante).

Le premier fait frappant qui se dégage de ces chiffres est l'augmentation de plus de 50% de la petite paysannerie propriétaire (n'employant pas de main d'œuvre salariée), qui résulte, pour l'essentiel, de la réforme agraire (les paysans sans terre voient leur part diminuer de façon exactement inverse) et pour une part, sans doute, de l'accroissement démographique plus rapide de la population rurale. Mais cette paysannerie ne forme évidemment pas un bloc homogène : on y trouve aussi bien des paysans aisés dont l'exploitation permet non seulement de suffire à leurs besoins mais aussi

**Estimation de la structure de classe de la société syrienne
en 1960 et en 1970**
(les effectifs concernent la population active)

| | 1960 effectifs | % | 1970 effectifs | % |
|--|-------------------|------|-------------------|------|
| bourgeoisie industrielle et commerciale | 19 750 | 2.2 | 10 890 | 0.7 |
| bourgeoisie rurale | 39,640 | 4.5 | 8 360 | 0.6 |
| classe ouvrière | 159 720 | 17.9 | 257 380 | 17.6 |
| prolétariat agricole | 182 720 | 20.5 | 130 400 | 8.9 |
| petite bourgeoisie traditionnelle : | | | | |
| — productifs | 51 300 | 5.8 | 103 350 | 7.0 |
| — non productifs | 59 600 | 6.7 | 112 740 | 7.7 |
| couches intermédiaires salariés (ou couches moyennes) | 132 530 | 15.0 | 234 930 | 16.0 |
| petite paysannerie | 243.460 | 27.4 | 608.540 | 41.5 |
| Total | 888 720 | 100 | 1 466 590 | 100 |

de produire un surplus, que des semi-prolétaires obligés de louer leurs bras pour faire vivre leur famille : ainsi le rapport de ces paysans au marché peut être fort variable. Une étude fine serait nécessaire pour préciser la structure de classe de la paysannerie ; je l'écarte momentanément de mon champ d'étude et me limite aux classes urbains.

La seconde remarque importante est la quasi disparition de la « bourgeoisie industrielle et commerçante », réduite à moins de 1% de la population active ; ce phénomène ne s'explique pas seulement par les nationalisations (qui n'ont concerné que quelques dizaines d'entreprises) comme on le verra plus loin.

Enfin le troisième changement que révèlent les statistiques, qui nous intéresse plus particulièrement ici, est la très forte croissance

numérique de la petite bourgeoisie des villes ainsi que des couches moyennes salariées. Cette croissance s'accompagne d'une élévation de leur part en pourcentage dans la population active, alors qu'à celle de la classe ouvrière (telle que l'étude du recensement permet de la délimiter) stagne.

En ce qui concerne la croissance des couches moyennes, le phénomène n'est pas propre à la Syrie ni aux pays dominés puisqu'on le rencontre aussi dans les pays développés et qu'il accompagne le développement du capitalisme. En revanche, la croissance numérique de la petite bourgeoisie est un phénomène tout à fait original et qui mérite que l'on s'y attarde.

II. LA PETITE-BOURGEOISIE

L'examen détaillé des résultats du recensement ainsi que l'observation empirique permettent de préciser la nature de ce phénomène. On constate (2) en effet que dans les trois secteurs des industries de transformation, des transports et de la construction, le nombre des patrons, respectivement, stagne, baisse ou progresse très légèrement, tandis que celui des salariés augmente de plus de 50% et celui des travailleurs indépendants fait plus que doubler (premier secteur) ou que quadrupler (deux autres secteurs). Si l'on considère maintenant la catégorie professionnelle intitulée *ouvriers et manœuvres de l'industrie et des transports*, on constate que le nombre des patrons est resté absolument stable entre 1960 et 70 alors que celui des ouvriers salariés a presque doublé et celui des travailleurs indépendants augmenté de 150%. D'un côté donc, les nationalisations de 1965 ont entraîné la disparition de la bourgeoisie des gros entrepreneurs, de l'autre, elles ont été, semble-t-il, suivies d'une diminution du nombre des petites entreprises non pas au profit des grosses entreprises du secteur d'État (ou, du moins, pas seulement) mais à celui des entreprises artisanales n'ayant aucun salarié !

Un phénomène analogue peut être constaté dans le commerce, où les petits commerces individuels voient leur nombre doubler tandis que les *patrons* diminuent de moitié. Notons au passage que dans tous ces secteurs la moyenne des salariés par patron augmente notablement : augmentation due essentiellement au processus de concentration dans le secteur public.

D'où vient ce grossissement des effectifs des artisans et commerçants indépendants ? La réponse que l'on apporte à cette question est absolument décisive pour l'analyse de l'ensemble de la situation socio-économique de la Syrie d'aujourd'hui et pour l'évaluation de l'étape actuelle.

Il semble, à la suite d'une enquête préliminaire auprès de quelques artisans, confirmée par d'autres observations plus générales, que l'on puisse répondre de la façon suivante : on assiste depuis une quinzaine d'années à une diminution régulière des effectifs de la masse des petites entreprises qui avaient à la fin des années 50 et au début des années 60 de 20 jusqu'à 50 salariés et n'en ont plus aujourd'hui qu'une demi-douzaine. Les entreprises plus importantes ont été nationalisées et se sont au contraire élargies. Le fossé irait croissant entre une masse de petites entreprises privées et un petit nombre de grosses sociétés du secteur public. Mais l'important pour notre problème ici est que les ouvriers qui quittent ces petites entreprises *vont s'installer à leur compte*, tandis que leurs anciens patrons maintiennent le niveau de leur production, en remplaçant, pour ainsi dire, les ouvriers partis par des machines : ce serait donc *la mécanisation qui entraînerait la diminution de la taille des entreprises* (diminution du nombre des ouvriers accompagnée d'une augmentation du capital fixe) (3) et du même coup la multiplication des artisans travaillant à leur compte. D'un autre côté, c'est un fait bien connu aujourd'hui en Syrie que les « *métiers indépendants* » (*almihan al-hurrah*) rapportent infiniment plus qu'aucun emploi salarié, situation que les syndicats dénoncent avec vigueur et qui aboutit à ce que les ouvriers qualifiés du secteur public font tout pour le quitter (4) ou tout au moins pratiquent un travail au noir en dehors de leurs heures d'entreprises. On peut aussi noter ici, pour un tout autre type de profession, mais par un mécanisme analogue, la situation florissante des bureaux d'ingénieurs privés.

Ainsi, dans l'état actuel du développement des forces productives en Syrie et du fonctionnement de l'économie (en particulier du secteur public, on y reviendra) l'artisanat (un artisanat moderne bien entendu; l'artisanat traditionnel poursuivant son déclin) est non seulement viable mais florissant et joue un rôle important dans l'économie. *La petite-bourgeoisie* (dans le sens précis donné plus haut à ce terme) *n'est pas une classe condamnée à disparaître à court terme*, comme dans les pays capitalistes développés, loin de là, *elle est au contraire une classe montante*.

Ceci dit, il n'y a évidemment pas rupture de continuité entre les artisans et commerçants indépendants, les tout petits patrons et les entreprises moyennes. Pour établir le tableau donné ci-dessus, on a d'ailleurs comptabilisé dans la petite-bourgeoisie non seulement les artisans indépendants sans salarié, mais aussi ceux que le recensement classe comme «ouvriers manuels» et «employeurs», qui désignent les artisans travaillant à l'atelier en se faisant aider par un ou deux ouvriers, ainsi distingués des patrons ne travaillant pas au côté de leurs ouvriers, qui seuls peuvent être qualifiés de «bourgeois». On rencontre en outre des situations complexes comme celle de petits commerçants faisant travailler des ouvrières à domicile, à qui ils fournissent la matière première et qu'ils payent à la pièce, situation rencontrée dans le vêtement et l'artisanat traditionnel ; ces commerçants sont sans doute enregistrés comme n'employant pas de salariés, ils sont pourtant proches du petit capitaliste.

On verra plus loin combien les toutes petites entreprises sont encore dominantes en nombre, et par la masse totale des travailleurs employés, dans le secteur privé. La petite bourgeoisie, de même que l'ensemble du secteur privé, n'est, pour l'essentiel, pas menacée par l'évolution en cours.

III. LES COUCHES MOYENNES

Si l'on inclut dans les couches moyennes l'ensemble des salariés non productifs, on regroupe des positions extrêmes : d'un côté des catégories plus proches d'un sous-prolétariat, du fait de l'instabilité de leur position et de la faiblesse de leurs revenus, de l'autre, de faux salariés constituent ce que j'appelle plus loin la bourgeoisie bureaucratique ou d'État ; cela montre le caractère schématique et incomplet du tableau ci-dessus. On placera donc dans les couches moyennes la masse des salariés permanents non ouvriers, employés de bureau travaillant essentiellement dans le secteur public, ainsi que les enseignants et les divers personnels scientifiques. Leurs effectifs peuvent être approximativement (compte-tenu de la réserve que je viens de formuler) assimilés à ceux de l'ensemble des salariés non ouvriers et non paysans (cf. tableau ci-dessus) ; ils incluent environ 3% (sur le total de la population active, soit un cinquième de leurs effectifs) de travailleurs manuels employés essentiellement à l'entretien des locaux et matériels que l'on ne peut inclure dans la classe ouvrière car

ils ne produisent pas à proprement parler de marchandises mais fournissent bien un service. Leur progression (d'environ 100 000 personnes) est due pour l'essentiel à celle du personnel de l'enseignement (plus 27 000 = + 230% ; cf. tableau 40, recensement de 1960 et tableau 65, recensement de 1970) et à celle des employés de bureau de tous les secteurs (plus 28 000, même source) dont ceux de l'administration de l'État forment la majorité (plus 16 000 environ, cf. tableau 37, recensement de 1960 et tableau 77, recensement de 1970) ; les salariés travailleurs des services ont augmenté d'un peu plus de 6 000 personnes et les diverses catégories de salariés intellectuels et personnels scientifique, médical, technique, etc. non enseignants, de 13 000 personnes.

Même en écartant une frange de cadres supérieurs de toute façon peu nombreux, il est difficile de considérer ces diverses catégories comme formant un bloc homogène. Elles ont cependant une caractéristique commune qui les oppose aux ouvriers comme à la masse des paysans sans terre ou semi-prolétarisés ; leur situation matérielle est dans l'ensemble nettement meilleure que celle de ces derniers. Elle l'est du point de vue des conditions et de la durée du travail ainsi que du point de vue des salaires. Les administratifs travaillent généralement moins de 40 heures alors que les horaires des ouvriers de la production dépassent souvent 45 (bien qu'avec des variations importantes d'une profession à l'autre et d'une année sur l'autre : en 1973 l'horaire hebdomadaire moyen des ouvriers de l'industrie des boissons atteignait 70,5 heures ; cf. Annuaire statistique, 1974). Dans le journal du syndicat du textile de Damas, *al-Mighzal*, du 12/7/76, un syndicaliste dénonce le fait que le même salaire soit attribué à un travailleur de l'administration de l'État travaillant 36 heures par semaine dans un bureau et bénéficiant de 17 jours de congés par an, et à un ouvrier du secteur public qui peine 48 heures par semaine sur un travail physique épuisant et n'a droit qu'à 14 jours de congés. L'annuaire statistique donne les écarts moyens des salaires entre productifs et administratifs dans l'industrie : ceux-ci oscillent entre 135 et 175% de ceux-là ; il est vrai que la différence est accentuée par le fait que les administratifs incluent le personnel de direction. Cependant il est indubitable que les ouvriers travaillent plus durement, plus longtemps et sont plus mal payés que les employés administratifs ; au point que la revendication de revalorisation du travail productif et de liaison du salaire à la production est un leitmotiv syndical : « Il apparaît que les secteurs administratifs et des services bénéficient d'un niveau de

salaire plus élevé que les salaires appliqués au secteur productif, car la politique des salaires n'établit pas de distinction entre le travailleur zélé et qualifié et le travailleur sans qualification, elle crée, dans une certaine mesure, un esprit d'irresponsabilité et contribue à provoquer l'émigration de la main d'œuvre qualifiée» (5). A quoi il faut ajouter un phénomène qui n'est pas mesurable au niveau des statistiques mais très répandu, régulièrement dénoncé sans aucun effet et qui paraît d'une importance sociale souvent sous-estimée : la multiplication pléthorique des emplois administratifs aussi bien dans les organismes de l'État que dans le secteur public industriel ; la visite de certains ministères est à ce sujet étonnamment instructive ; on peut y voir des employés qui ne font strictement rien durant toute leur journée de travail (de 8 heures à 14 heures) que recevoir les visites de leurs parents et amis, bavarder autour d'une tasse de café, devant des bureaux où ne traîne pas un papier. Certains employés arrivent à 8 heures pour pointer, papotent une demi-heure, puis vont se promener ou vaquer à leurs affaires personnelles, reviennent un peu avant 14 heures pour fermer leur bureau et pointer à nouveau à l'heure de la sortie. Ce cas extrême est relativement exceptionnel ; il n'en demeure pas moins qu'un nombre très important de gens sont employés en surnombre dans les diverses administrations dépendant de l'État, à ne pas faire grand chose, ce qui contribue à creuser le fossé avec les ouvriers. Ce phénomène, parfois qualifié de « chômage caché », existe aussi dans le secteur public industriel, il est une des causes de sa faible rentabilité, ce qui permet au secteur privé, dans des conditions au départ moins bonnes, de le concurrencer avec succès. Il me semble important de noter ici que 1) il contribue certainement, bien que de façon fort peu économique, à éponger une main d'œuvre en surnombre qui se trouverait normalement sans emploi, 2) les personnes ainsi employées représentent, selon toute vraisemblance, une base de soutien pour le pouvoir (hypothèse qu'il faudrait vérifier).

On n'a parlé jusqu'ici que d'un secteur particulier des *couches moyennes* : les employés administratifs du secteur public et de l'État ; Les ingénieurs et personnels techniques et scientifiques à la différence des précédents ont une qualification qui leur permet de trouver facilement du travail dans le secteur privé où ils sont payés souvent trois fois plus que dans le public. Mais l'État interdit à ses cadres techniques et scientifiques (comme à ses ouvriers qualifiés) de démissionner ; ils tournent la difficulté en

travaillant au noir : le matin de 8 heures à 14 heures, ils sont salariés du secteur public et l'après-midi, ils travaillent pour des entreprises ou bureaux privés. Il y a aussi les enseignants, dont la situation s'est dégradée avec l'inflation ; ils sont entrés dans l'armée des mécontents ; la baisse du pouvoir d'achat et les difficultés matérielles croissantes éprouvées entraînent le développement du travail noir à la sortie de l'école, la multiplication des démissions et la diminution du nombre des candidats se présentant à l'entrée des écoles normales (6).

Il y a enfin les salariés du secteur privé. On ne peut pas en dire grand chose de précis parce qu'aucune statistique ne distingue secteur privé et secteur public. Ils sont cependant, de toute évidence, nettement minoritaires parmi les couches moyennes, si l'on considère l'importance de l'appareil d'État (y compris l'enseignement) et du secteur public qui a le monopole des banques et du commerce extérieur et détient les 3/4 du commerce intérieur de gros. Les emplois du secteur privé sont de deux sortes : qualifiés et non qualifiés. On a déjà signalé que le personnel qualifié (ingénieurs, techniciens, comptables, secrétaires, etc.) est beaucoup mieux payé que dans le secteur public. Quant au personnel non qualifié (nettoyage, vente...), il doit exister des situations fort différentes sur lesquelles on ne possède aucune information.

Les couches moyennes regroupent donc des catégories assez diverses. Il faudrait sans doute distinguer d'abord l'ensemble des employés non ou faiblement qualifiés, des différents personnels qualifiés, techniques, scientifiques, enseignants, etc. ; et, à l'intérieur de ce second groupe ceux qui travaillent dans le secteur privé (très bien payés) de ceux qui travaillent dans le public (qui le sont mal), étant entendu que les situations mixtes sont de plus en plus fréquentes. Mais pour saisir la place de ces différentes catégories dans une structure sociale qui a connu et est en train de connaître de profondes transformations (notamment le développement rapide et récent de ces catégories) il faudrait savoir non seulement comment a évolué leur situation depuis une vingtaine d'années, mais aussi de quelles classes ou couches elles sont issues.

On peut supposer qu'une partie est d'origine paysanne (les employés non ou peu qualifiés ?) et une autre d'origine petite-bourgeoise (plutôt le personnel qualifié) du fait des plus grandes opportunités de formations qui lui sont offertes. Ici se pose la question de l'imbrication des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie,

qui renforcerait la proximité sociologique des deux groupes, suggérée par leurs relatifs avantages matériels (revenus plus élevés pour le second mais plus grande stabilité, travail moins lourd, etc., pour le premier) et leur position moyenne, ou tout au moins perçue comme telle : caractéristiques qui représentent l'idéal à atteindre pour les classes les plus pauvres. Une direction de recherche est ainsi suggérée qui, compte-tenu de l'importance stratégique de ces groupes, mériterait d'être explorée ; sans doute permettrait-elle d'affiner l'analyse du rôle historique de ces groupes et de leur rapport à l'État.

IV. LE SECTEUR PRIVÉ

Avant d'en venir à l'analyse de ce qu'est devenue la bourgeoisie et de ce que représente la «nouvelle bourgeoisie», changeons un moment d'optique pour dire quelques mots de la situation du secteur privé.

Parler du secteur privé, c'est définir une catégorie juridique et non sociologique, c'est apparemment abandonner la problématique de l'analyse de classe. Le secteur privé désigne le secteur de l'économie contrôlé par des propriétaires privés, par opposition au secteur public contrôlé par l'État. Il englobe donc d'une part toutes les activités de la petite-bourgeoisie telle que je l'ai définie plus haut et d'autre part celles des capitalistes privés de toute envergure, qu'ils aient 1,50 salariés ou davantage. Mais la distinction secteur privé-secteur public et les rapports contradictoires entre ces deux secteurs paraissent constituer une caractéristique importante de la structure économique d'un pays comme la Syrie (comme d'un nombre important de pays du Tiers-monde) ; l'analyse de ce phénomène et de la nature exacte de ces rapports, apparaît essentielle pour l'analyse de classe.

Après les nationalisations du secteur bancaire dès les années cinquante (création de la Banque centrale en 1956), des plus grosses entreprises industrielles en 1965 et d'une part essentielle du commerce extérieur entre 1966 et 1969, après l'intervention accrue de l'État sous la forme de création de sociétés d'État dans tous les secteurs de l'économie, le secteur public a acquis un poids décisif dans l'économie. Le secteur privé n'en continue cependant pas moins à jouer un rôle très important et à dominer de façon absolue dans certains secteurs, surtout après les mesures de libéralisation prises depuis 1970 qui lui ont donné un coup de fouet.

Le secteur privé occupe une position quasi-exclusive dans le domaine du commerce de détail, du tourisme, des transports routiers, de l'immobilier ; en 1973, il contrôlait officiellement 25% du commerce de gros et 32% du commerce extérieur (7) (29% des exportations et 31% des importations contre respectivement 27% et 42% en 1969 et 30% et 53% en 1966) (8). En réalité, en ce qui concerne le commerce, ces chiffres masquent une place beaucoup plus importante, non seulement du fait qu'ils ne prennent évidemment pas en compte les marchandises passant en contrebande, mais aussi parce qu'ils ne peuvent donner aucune idée des manipulations auxquelles se livre le secteur privé comme le détournement, et le stockage des produits du secteur public, revendus ensuite au prix fort.

Le recensement de 1970 avait dénombré, sur un total de 163 000 «institutions économiques privées», 76 000 établissements de commerce (magasins de gros et de détail, hotels et restaurants), 31 000 de services, 2000 «maisons de crédit, d'assurance et transactions foncières», 1500 établissements de transports et 31 000 établissements industriels. Sur ces 163 000 «institutions», 40% étaient concentrées à Damas et Alep (9).

Parmi les 31 000 établissements «industriels», 550 seulement ont plus de 10 ouvriers ; 13 000 travaillent dans le secteur du textile et du cuir, 5100 dans le bois et le mobilier, 5000 dans l'industrie alimentaire, 1000 dans la métallurgie, etc. (10). Il s'agit donc d'une multitude de petites entreprises et ateliers dont vraisemblablement un bon tiers n'ont pas un seul employé (11). Il semblerait toutefois que l'on ait assisté dans les toutes dernières années à une polarisation à l'intérieur du secteur privé : alors que la tendance la plus forte est la multiplication des tout petits ateliers avec un progrès de la mécanisation s'accompagnant d'une diminution des effectifs salariés, quelques entreprises se détacheraient et auraient réussi à atteindre entre 30 et 50 salariés.

Le secteur privé fournissait en 1972 35% de la production industrielle et 40% de la valeur ajoutée, mais occupait 62% des ouvriers (12). En 1973, il produisait 85% du chocolat, 51% des tissus en coton et en soie, 94% des tricots, 70% des chaussettes, 56% de la peinture, 45% des produits médicaux, 78% du savon, etc. (13). Il est probable que depuis 1973, ces proportions se soient modifiées en hausse.

Entre 1966 et 70 des mesures sévères freinaient l'activité du secteur privé industriel et décourageaient les tentatives d'investissement. A partir de 1971, les mesures de libéralisation économique ont permis un nouveau démarrage (14). Aujourd'hui, la politique économique officielle du gouvernement attribue un rôle important au secteur privé dans l'effort de développement. Hafez al Assad déclarait dès février 1971 : « L'État, qui favorise l'initiative individuelle dans le secteur privé, lui donnera l'occasion d'œuvrer d'une façon constructive et productive dans l'intérêt aussi bien de l'individu que de la société » (15).

L'État s'est effectivement attaché à accorder un certain nombre de garanties et de facilités au secteur privé. Au début de 1975, celui-ci a été autorisé à signer des contrats avec des firmes étrangères pour l'exécution de « projets de développement » (16). Il serait même question d'appeler le secteur privé à investir dans le secteur d'État ou à participer à des projets d'État ; ceci afin, dit-on, d'inciter les capitaux privés à s'orienter vers des investissements productifs et de combattre la tendance actuelle aux investissements dans les secteurs non productifs (17).

Les relations du secteur privé industriel avec l'État restent cependant ambiguës et conflictuelles. Les entreprises d'État bénéficient de prix plus bas pour les matières premières et du crédit des banques d'État (bien que certaines entreprises publiques se plaignent de ne pas obtenir le crédit dont elles ont besoin) tandis que le secteur privé se fournit en matière première aux prix du marché et n'obtient généralement qu'avec difficulté les crédits des banques d'État et pour des montants peu élevés ; les entrepreneurs privés sont alors obligés d'emprunter « au noir » en ayant recours à des « prêteurs » privés qui prêtent dans des conditions draconiennes, à 20% d'intérêt par trimestre (18). Malgré cette situation défavorable au départ, le secteur privé résiste à la concurrence du secteur d'État du fait de sa meilleure organisation et de l'absence de gaspillage, alors que le secteur public non seulement emploie un personnel administratif en surnombre qui lui crée des charges supplémentaires, mais est paralysé par les lourdeurs bureaucratiques et la corruption qui font que, d'après un économiste syrien, environ 60% seulement des capacités de production sont effectivement utilisées (19) et que la productivité stagne alors que celle du privé progresse. En réalité, cette position formellement favorisée du secteur public cache une politique qui vise à le mettre au service d'intérêts particuliers, aboutissant à freiner son développe-

ment et dans certains cas à favoriser systématiquement, par des moyens plus ou moins détournés et illégaux, le secteur privé ou, tout au moins, certains de ses éléments. On y reviendra plus loin. Mais on comprend comment, dans ce cadre, de tout petits ateliers, à condition de disposer de machines modernes, peuvent être rentables. Il semble en outre qu'il y ait une certaine division du travail de fait, entre les deux secteurs : ainsi dans le textile, la filature est entièrement entre les mains de l'État tandis que la bonneterie est presque uniquement privée ; le tissage par contre se partage entre les deux secteurs. D'autre part un exemple récent permet de supposer que lorsqu'il y a véritablement concurrence entre les productions privée et publique, l'État tend à prendre des mesures pour freiner l'activité du concurrent privé (20).

En réalité, on l'a déjà compris, ce n'est pas dans l'industrie que se trouvent les entreprises privées les plus florissantes. On a noté au passage l'existence de ces « prêteurs » au noir qui prêtent aux petits industriels : il est impossible d'avoir des informations précises les concernant bien qu'il serait intéressant de savoir qui ils sont et quelle est leur importance. Mais là n'est pas l'essentiel ; en dépit de l'absence de toute donnée chiffrée, c'est bien dans le commerce et dans la construction que se rencontrent les entreprises les plus florissantes : quiconque visite la Syrie le comprend assez vite ; le fait est si évident qu'il remplit assez régulièrement les colonnes de la presse, particulièrement syndicale. Il est en outre important de souligner que dans ces deux secteurs les fortunes privées se batisent avec l'aide et sur le dos tout à la fois du secteur public et de l'État. Le secteur de la construction ne profite pas seulement de la crise du logement et de la croissance urbaine pour spéculer ; il bénéficie aussi des contrats d'État qui a recours aux promoteurs privés pour la réalisation de la plupart des projets d'infrastructure l'État fournit matières premières et capitaux nécessaires au promoteur qui présente un devis et se charge de recruter la main d'œuvre ; dans de telles circonstances tous les abus sont possibles (21). C'est ainsi, par exemple, que les travaux d'aménagement des canaux d'irrigation et de bonification des terres dans la région de l'Euphrate ont été confiés au privé, ce qui a amené le syndicat des ouvriers du barrage à inclure dans ses revendications la suppression du recours au secteur privé (22).

Quant au commerce, c'est au niveau de la distribution en gros que le privé détient des positions clefs permettant de contrôler le

marché, d'imposer ses prix et de réaliser ainsi des bénéfices supplémentaires (en pratiquant le stockage des produits distribués par le secteur public, et en créant ainsi des pénuries artificielles) au détriment du consommateur mais aussi du secteur public dont le rôle dirigeant dans l'économie est ainsi remis en cause. Là aussi, c'est dans la presse syndicale que cette pratique est le plus fréquemment dénoncée : « Le secteur public ne peut constituer la base matérielle de la réalisation de la croissance et du progrès, même s'il joue le rôle dirigeant dans l'économie nationale, tant que les maillons essentiels de celle-ci ne seront pas directement contrôlés par le gouvernement. Ainsi, que deux maillons de la chaîne entourant le secteur public soient en dehors du contrôle gouvernemental représente une grave faille dans la direction que le secteur public exerce sur l'économie nationale : le premier maillon est celui de la fourniture des matières premières et des principaux accessoires nécessaires à la production des sociétés et entreprises du secteur public, assurée par l'intermédiaire de sociétés privées et d'agences ; le second, celui de la distribution des produits du secteur public, entre les mains de commerçants et hommes d'affaires privés (...). » (23).

Pour résumer la situation du secteur privé on peut donc dire qu'après la vague de nationalisation qui, dans les années soixante, ont touché surtout l'industrie, le secteur privé dans son ensemble a fait preuve de vitalité et est aujourd'hui particulièrement florissant. Petits et grands entrepreneurs voient leurs affaires marcher aujourd'hui mieux que jamais. Commerçants et artisans non seulement ne courent aucun risque de faillite mais peuvent avec raison nourrir des espoirs d'enrichissement. Cette observation est d'apparence banale ; j'y insiste car elle est à l'exact opposé de ce que connaissent les pays capitalistes développés. Plus qu'une remarque en passant, cette différence doit être considérée comme l'*indice* d'une situation dont il faut faire l'analyse concrète en se gardant d'interprétation schématiques. Par ailleurs, la petite industrie progresse et joue un rôle important. Enfin, les entreprises commerciales et de construction sont le lieu d'épanouissement de la bourgeoisie.

V. LA BOURGEOISIE

« C'est un fait qu'une nouvelle bourgeoisie s'est épanouie à l'ombre du parti Baas. Ayant su s'adapter au système que nous avons

instauré, elle est plus riche et plus étendue que l'ancienne classe de possédants...». C'est Mohammad Haydar lui-même, alors qu'il était encore vice-président du conseil, chargé de l'économie (remplacé en août 1976 par le général Khléfaoui) qui faisait cette déclaration à Éric Rouleau (24).

Le secteur privé non industriel est le lieu du développement d'une bourgeoisie qualifiée de «parasitaire» : «Sur la base de l'accaparement et du commerce s'est développée une classe parasitaire de nouveaux capitalistes» (25). Ce phénomène est fréquemment analysé et dénoncé dans la presse syndicale. La bourgeoisie, selon Maurice Salibi (26), ne se contente pas de la part du profit commercial qui lui revient dans le système capitaliste classique, mais, par l'accaparement et la manipulation des prix, s'approprie une partie du profit industriel. Elle ne peut le faire que grâce à la complicité des responsables du secteur public industriel et de l'État en général. «La classe capitaliste commerçante-immobilière qui s'est développée de façon anormale ces dernières années... a réussi, par son influence, par diverses formes de domination et par sa capacité à frauder, à priver le trésor des impôts dus sur ses bénéfices ; les organismes concernés de l'État se sont montrés impuissants à l'égard de cette classe ou sont tombés sous sa domination à cause de la corruption administrative... et de l'absence de contrôle populaire» (27). C'est plus généralement pour tourner les réglementations, obtenir des contrats, se faire accorder toutes sortes d'avantages, que les grands commerçants et promoteurs arrivent à acheter les services de certains fonctionnaires hauts placés.

Si le rôle du secteur privé et de la «nouvelle bourgeoisie commerçante et immobilière» est clairement dénoncé dans les colonnes de l'hebdomadaire syndical, les complicités qu'elle trouve dans l'appareil d'État du fait de la corruption des cadres le sont presque aussi fréquemment. Sans aucun résultat, il n'est pas nécessaire de le préciser. Le phénomène du reste n'est, généralement, présenté que comme le fait d'individus n'ayant pas une conscience socialiste, qu'il suffirait de remplacer par des éléments honnêtes, dévoués, ayant une haute conscience politique. Le problème est posé en termes plus moraux que sociaux ou politiques. C'est ainsi qu'a été présentée la campagne lancée durant l'été 1977 contre les «bénéfices illicites» : il s'agissait d'assainir l'État et le secteur public des éléments corrompus qui profitaient de leur position pour s'enrichir grâce aux pots-de-vin et commissions obtenus pour

chaque contrat signé entre l'État et une entreprise privée, locale ou étrangère. Cette campagne s'est soldée par l'arrestation de quelques responsables de niveau intermédiaire, d'ailleurs vite relâchés. Le problème de la corruption n'est toujours pas réglé.

On peut donc parler de l'apparition d'une véritable bourgeoisie d'État constituée par la couche la plus élevée des responsables de l'appareil d'État. C'est d'ailleurs la conclusion à laquelle est arrivée le Parti communiste syrien, qui, tout en mettant l'accent sur la lutte contre le «capitalisme parasitaire», dénonce en même temps le «capitalisme bureaucratique» et son lien avec le premier (28). Il faut noter ici le développement depuis quelques années (essentiellement depuis 1974) des contrats avec des sociétés occidentales, à l'inverse de la tendance dominante durant la période précédente qui favorisait les projets avec les pays socialistes ; ce changement est particulièrement net en ce qui concerne le IV^{ème} plan quinquennal ; il est clair que les contrats avec les pays socialistes «rapportaient» moins, en matière de commissions, que les contrats avec les sociétés capitalistes privées.

Cette bourgeoisie d'État est née de la création du secteur public et du rôle économique grandissant de l'État ; c'est grâce au contrôle d'une partie essentielle de l'économie et plus particulièrement du secteur productif, qu'elle a pu se développer.

La bourgeoisie syrienne se compose donc de plusieurs couches, se distinguant par la position différente qu'elles occupent par rapport à l'État. La bourgeoisie industrielle, qui a reçu un coup fatal en 1965, lors des nationalisations, ne s'est pas relevée ; elle occupe un secteur très limité et joue un rôle mineur dans l'économie par rapport au secteur d'État et au secteur artisanal. Elle est dynamique mais soumise au contrôle de l'État qui limite son développement par une politique de crédits au compte-gouttes. La bourgeoisie commerçante a été partiellement frappée par les nationalisations mais détient encore des positions clefs qui lui ont permis, surtout après 1970, de s'enrichir très rapidement et d'amasser d'énormes fortunes ; il faut y rattacher les promoteurs du bâtiment et de la construction qui, de la même façon, profitent d'une position d'intermédiaire pour s'enrichir sur le dos de l'État. La troisième composante de la bourgeoisie est la bourgeoisie d'État, ou bourgeoisie bureaucratique, dont les intérêts sont étroitement liés à ceux de la bourgeoisie des commerçants et entrepreneurs et dans

une large mesure à ceux du capital étranger. Ce sont ces deux dernières couches qui semblent aujourd'hui dominantes dans le système syrien. Il faut enfin, mentionner le développement d'une bourgeoisie agraire. Je n'ai pu en parler, cela aurait nécessité de s'étendre sur la situation dans les campagnes, ce qui, compte-tenu de la complexité de cette situation dépassait les dimensions de cet article.

*

* *

Après avoir tenté de définir la position de la petite-bourgeoisie, des couches moyennes et de la bourgeoisie dans la société syrienne, on peut revenir sur la question de la nature de classe de l'État, c'est-à-dire sur les rapports de l'État avec les différentes couches et classes. L'analyse de la politique économique de l'État et, en particulier, de la place du secteur public industriel et des luttes dont il est l'objet et le lieu apporte d'importants éclaircissements sur ce point.

Le rôle du secteur public reçoit *de fait* deux interprétations tout à fait différentes. *De fait*, car, au niveau du discours politique officiel le plus général, tout le monde affirme que ce rôle est la clef du développement socialiste ; les discordances apparaissent dès que l'on entre dans le détail de l'interprétation de ce rôle et encore plus quand on examine la pratique des différentes parties en cause. L'enjeu de cette interprétation est la nature et l'objectif de la croissance économique. Est-ce que cette croissance impose l'austérité et un effort accru de la part des travailleurs ou est-ce qu'au contraire, elle doit nécessairement s'accompagner de l'amélioration de leur condition, comme objectif et comme moyen tout à la fois de cette croissance ? En d'autres termes, le secteur public sert-il de source de profits pour une minorité ou permet-il de lutter contre le développement de la bourgeoisie en mettant l'économie au service des travailleurs et de l'élévation du niveau de vie des masses ?

Ce second point de vue est développé dans les colonnes de la presse syndicale et dans les interventions aux congrès syndicaux ; on s'en prend à ce (et à ceux) qui freine le développement du secteur public, aux « parasites » et aux profiteurs et l'on préconise pour lutter contre la corruption, la bureaucratie et la mauvaise organisation, un renforcement du contrôle démocratique des travailleurs

ainsi qu'un véritable pouvoir de décision aux différentes instances dirigeantes, à tous les niveaux de la production et de l'économie. Mais si l'on multiplie les commissions de travailleurs afin de les faire participer à l'effort de développement, il n'est pas question de leur donner un quelconque pouvoir de décision ; il convient d'ailleurs de noter que le fonctionnement pour le moins peu démocratique des syndicats n'est pas la moindre des difficultés que rencontre une véritable participation des travailleurs.

On ne peut alors s'empêcher de se demander si la création du secteur public, loin d'être un premier pas vers le socialisme, n'a pas servi objectivement à faire prendre en charge par l'État les dépenses de développement que la bourgeoisie s'était avérée incapable d'assurer, non dans le but d'évincer la bourgeoisie en tant que classe, mais au contraire afin de lui donner un nouvel élan. On pourrait dire alors que la contradiction surgie à la fin des années cinquante entre l'incapacité de la bourgeoisie traditionnelle alliée aux grands propriétaires fonciers, à assurer un véritable développement économique, et l'aspiration des masses syriennes à une amélioration de leur situation, a permis à certains éléments des couches moyennes et de la petite paysannerie de prendre le pouvoir et de créer les conditions d'un nouveau développement : dans l'agriculture, grâce à la réforme agraire qui a mis fin au règne de l'aristocratie foncière, libéré les paysans des servitudes personnelles et permis le développement des rapports capitalistes (et non socialistes) (29), dans l'industrie, grâce au financement par l'État des projets d'infrastructure et de développement (y compris de projets permettant le développement de l'agriculture, tels que le barrage de l'Euphrate et les différents travaux d'assainissement et d'irrigation), mais aussi, plus généralement, grâce aux réformes sociales. Pour cette véritable révolution sociale et politique, le nouveau régime a dû s'appuyer sur les couches sociales les plus radicales et, en particulier, sur la petite classe ouvrière qui avait déjà un important passé de luttes à son actif ; ces couches ont tenté de poser dans le sens d'une interprétation démocratique des réformes réalisées et d'en faire une étape vers des transformations plus radicales, socialistes. Elles ont pu marquer quelques points dans cette direction ; cependant, l'évolution réelle (y compris le jeu des forces dans le monde arabe et au niveau international) ont abouti à des modifications dans la disposition des forces des classes en présence. D'une part, les éléments qui avaient pris le pouvoir en renversant la coalition de la bourgeois-

sie et de l'aristocratie foncière les ont remplacées en tant que classes exploiteuses, d'autre part, la petite-bourgeoisie a connu un essor qui, d'ennemie, l'a transformée en base d'appui du régime. Ainsi, la situation semble inversée par rapport à ce qu'elle était au moment de la prise du pouvoir. Les couches populaires, classe ouvrière et paysannerie pauvre, la majeure partie des couches moyennes salariées (dont les salaires ne suivent pas la hausse des prix et qui ne tirent aucun avantage du «décollage économique» alors qu'elles voient d'autres s'enrichir) sont de plus en plus mécontentes et manifestent leur mécontentement par le désintérêt à l'égard de la politique (moins de 12%, officiellement, de participation aux élections législatives d'août 1977), alors qu'elles avaient applaudi à l'installation du nouveau régime. Au contraire, la petite-bourgeoisie (au sens strict) hostile au départ, se développe, et une nouvelle bourgeoisie s'est constituée «à l'ombre du Baas» ; en outre, il semble que les membres des anciennes classes dominantes redressent ici et là la tête (en particulier à la campagne) et s'intègrent dans la nouvelle bourgeoisie.

Il resterait à analyser le fonctionnement de cet État et le mécanisme de domination de la nouvelle bourgeoisie : en effet, les rapports politiques et le fonctionnement des institutions prennent des formes tout à fait différentes de ce que l'Europe a connu aux différentes étapes de son histoire ; les rapports personnels jouent en particulier un rôle très important, et l'économie est très dépendante du politique, du fait du rôle de l'État. Les particularités de la structure sociale syrienne et le rôle que jouent les appartenances régionales et confessionnelles se reflètent au niveau du pouvoir, d'où la monopolisation de ce pouvoir par une minorité, que l'on souligne souvent et qui fait parfois passer au second plan l'interrogation sur sa nature de classe. Cette étude de l'appareil d'État et des spécificités de son fonctionnement devra un jour être entreprise.

CERMOC. Beyrouth, mars 1978

NOTES

- (1) E. Longuenesse, *La classe ouvrière en Syrie, une classe en formation*, thèse de 3ème cycle, E.H.E.S.S., Université René Descartes, Paris, 1977, pp. 125 à 159.
- (2) Voir l'analyse détaillée dans la thèse citée, pp. 129-135.
- (3) Entretien avec A. Sabbagh, vice-président de l'association des artisans de la bonneterie à Damas ; cf. thèse, p. 132.
- (4) Parfois aussi pour aller s'employer comme salariés dans le secteur privé qui paye beaucoup mieux les ouvriers qualifiés que le secteur public ; cf. plus loin.
- (5) Documents du 18ème congrès de la Confédération générale des syndicats des travailleurs syriens, pp. 142-43.
- (6) *Nidâl ach-Cha'b*, n. 203, début avril 1977 (organe du Parti communiste syrien).
- (7) Antoine Gunine, *La Syrie nouvelle*, Damas, 1975, p. 31.
- (8) Yahya Arûdakî, *L'économie syrienne moderne* (en arabe), Damas, Ministère de la culture, 1972, 1974, tome II, p. 17.
- (9) *Le Commerce du Levant*, février 1972 (j'ai arrondi les chiffres).
- (10) Bureau Central de Statistique (B.C.S.), *Étude sur le secteur de l'industrie*, n. 52, s.d. (=1972) (en arabe).
- (11) Cf. thèse citée, p. 172.
- (12) B.C.S., *étude citée*.
- (13) A. Guine, *op. cit.*, p. 32.
- (14) Libération de l'importation d'un certain nombre de matières premières et matériels d'équipement, amnistie pour la fuite des capitaux avant 1970, autorisation des importations de marchandises (Cf. *Commerce du Levant*), février 1971.
- (15) *Commerce du Levant*, mars 1971.
- (16) A. Guine, *op. cit.*, p. 33.
- (17) *Quarterly Economic Review, Syria-Lebanon-Cyprus*, London 1977, n. 1, p. 11, n. 2, p. 9.
- (18) Entretien avec Abou B., patron d'une usine de chocolat à Damas, janvier 1978. Selon *Midâl ach-cha'b*, au contraire, les banques fournissent au secteur privé des crédits qu'elles refusent au secteur public ; il est probable que le secteur privé visé ici est celui de l'immobilier.
- (19) ath-Thawrah, 19/2/76, Murâd Chattî, « *Vers un plan quinquennal, guide pour le développement économique et social* ».
- (20) C'est le cas du chocolat. Il faudrait vérifier s'il y a d'autres cas.
- (21) La pénurie de ciment dans le pays est par exemple un bon moyen d'enrichissement pour ces promoteurs ; ils s'en font fournir une quantité plus grande que nécessaire et en revendent le surplus au marché noir à des prix prohibitifs.
- (22) Cf. thèse citée, p. 150.

- (23) *Kifâh al-Ummâl al-Ichtirâkî*, n. 626, 23/2/76, (hebdomadaire central de la confédération syndicale).
- (24) *Le Monde*, 4/6/76.
- (25) *Kifâh al-Ummâl al-Ichtirâkî*, n. 611, 3/11/75.
- (26) in *Wathâ'iq wa dirâsât iqtisâdiyyah*, Damas, 1974, p. 27 (Documents et études économiques, recueil publié par le Parti communiste syrien).
- (27) *K.U.J.*, n. 651.
- (28) *Nidâl ach-cha'b*, n. 209, début octobre 1977.
- (29) Voir Badr ad-Dîn Sibâ'î, *L'étape transitoire en Syrie (1958-61)* Damas, Dâr Dimachq, 1975 (en arabe).

POSIDONIA, PLANTE MÉDITERRANÉENNE, ET LA DÉSERTIFICATION SOUS LA MER

Georges COOPER

Mr. Georges Cooper, marin pêcheur, assiste depuis 1957 à la destruction progressive de la forêt de posidonies du golfe de Giens. Les conséquences de cette destruction sont immenses pour la vie marine, pour la pêche, pour l'équilibre des rivages. La presque île de Giens est elle même aujourd'hui très directement menacée. Depuis 20 ans, Mr. Georges Cooper tente d'obtenir des pouvoirs publics qu'ils s'intéressent activement à un processus de dégradation qui conduit à une catastrophe.

Acharné à défendre la mer, Mr. Georges Cooper a créé l'Association-Fondation pour la Reconquête des Milieux Naturels Détruits, qui a pour objet de réunir des moyens humains et financiers et de les répartir dans des groupes de travail. La base des «Jardiniers de la mer» de Giens est attachée à la culture des posidonies, à l'étude de la plante et de son rôle écologique. Elle publie des cahiers dont on trouvera la référence en fin d'article.

Mr. Georges Cooper rapporte ici les résultats de ses observations. Après une brève présentation de la plante et des expériences réalisées, il décrit le processus de développement des posidonies et évalue leur productivité. Il traite ensuite du rôle de la plante dans la vie de la mer et retrace l'histoire de la désertification du golfe de Giens. Il termine en évoquant l'utilisation possible des posidonies.

L'article de Mr. Georges Cooper témoigne d'une pratique sociale non étatique, d'une prise en charge immédiate, par ceux qui les vivent, des problèmes engendrés par la «modernité». Cette pratique tend à se répandre sur les rives de la Méditerranée ; P.M.-M.P. lui accorde une grande attention et ne manquera pas d'accueillir les travaux qui en rendent compte.

Les Méditerranéens possèdent, sous la mer, leur «forêt» peut-être la plus étendue : «forêt» paradoxale, puisque son aspect est celui de vastes savanes formées de tiges plus ou moins serrées et de touffes plus ou moins denses de posidonies. La posidonie est, par sa dynamique supérieure, l'élément dominant des associations végétales auxquelles elle participe. Elle joue un rôle prépondérant dans l'équilibre des biocénoses méditerranéennes ; en outre, grâce à sa propriété de croître verticalement, elle permet la création et la maintenance des rivages meubles.

Elle occupe et colonise pratiquement toute la zone infralittorale de notre mer, ce qui peut représenter 100.000 km². Lorsqu'elle occupe l'espace à 100% (soit de 1.000 à 1.400 tiges ou faisceaux foliaires au m²) (1), elle produit, chaque année, de 15 à 45 kg de feuilles caduques au m² (poids de matière fraîche), ce qui pourrait représenter de 1,5 à 4,5 milliards de tonnes de matière fraîche. Il est certain que la production méditerranéenne de feuilles séniles est fonction de la surface réelle d'occupation des fonds et d'une «productivité» variable suivant les milieux, les substrats, les sédiments et les charges nutritives nécessaires à sa croissance.

A notre connaissance, la cartographie des herbiers à posidonies est à ses débuts et, souvent, des herbiers, actuellement détruits, ne figurent pas sur les cartes.

D'autre part, la productivité foliaire (au m²) des séniles qui se déplacent des plages aux abysses avant de s'y perdre, n'a été qu'effleurée. La raison est simple ; l'homme, au cours de la partie de l'évolution que nous vivons, n'a pas cherché à intégrer cette plante dans son économie, à s'en servir comme matière première pour l'industrie.

Si, antérieurement, l'homme se servait des posidonies pour l'agriculture, parfois comme isolant, cela fut limité dans le temps et dans l'espace au niveau local, à un ramassage sur les plages (avant que celles-ci ne soient souillées et profanées par divers éléments dont le plastique).

L'homme — qui n'a pas su exploiter cette plante dans ses diverses possibilités pour la nutrition des animaux, la rétention de l'eau dans les sols, ou pour l'industrie — ne connaît guère de la posidonie que l'aspect, à première vue néfaste, de la présence de banquettes de feuilles séniles sur les plages.

Dans les pays occidentaux en général et en Provence en particulier, par les rejets linéaires de produits chimiques, par des endigages au profit de particuliers, l'homme détruit des km² de posidonie. Ainsi, toute la zone infralittorale provençale, voit s'instaurer une désertification qui a commencé il y a 20 à 28 ans, avec la commercialisation des détergents.

En 1958, nous avons signalé pour la première fois la désertification sous la mer ; depuis, le processus en cours s'est amplifié sans que les divers responsables aient pris conscience de l'importance du problème.

En 1967, après un été sans vent, sans grande dispersion des polluants, dans un golfe où le courant est tourbillonnaire, où la destruction des posidonies devient inquiétante (cette destruction remet en cause les fonds marins du golfe et le Tombolo de Giens), on ne pouvait pas la laisser se poursuivre. Dès lors, dans ce secteur où la reprise naturelle des posidonies s'avérait impossible, il n'y avait qu'une solution à notre disposition : celle qui consistait d'une part à planter les posidonies par bouturage et, d'autre part, à faire germer des graines, et, avec les jeunes plantules obtenues, créer une pépinière où des boutures seraient prélevées pour planter sur des secteurs vierges ou détruits.

Depuis 1972, nous avons acquis une maîtrise dans les deux aspects de cette culture et, depuis 1973, implanté des boutures qui se développent et en sont à leur 5^{ème} année. De même, des graines que nous avons fait germer en 1974 et repiquées 30 jours après, continuent à se développer.

Ces expériences, suivies depuis des années, jour après jour, nous ont donné une connaissance de la plante que nous n'aurions pu acquérir autrement.

Pour le profane, la posidonie qu'est-ce-que c'est ? Nous allons essayer de répondre à cette question.

LA POSIDONIE

| | |
|------------------|-----------------------------|
| Nom scientifique | : <i>Posidonia oceanica</i> |
| Embranchement | : des Phanérogames |
| Classe | : des Monocotylédones |
| Ordre | : des Hélobiales |
| Famille | : des Potamogetonacées |

Référence : «Quatre flores de France» de P. Fournier 1961
Durée de vie : des millénaires.

La posidonie, comme toutes les phanérogames, est une plante à fleurs, fruits, graines, feuilles et racines, ce qui la différencie des algues. Ces dernières ont, en principe, des «crampons» (racines adventives) qui leur servent à se fixer sur un support solide ; elles n'ont ni fleurs, ni fruits, ni graines.

La posidonie est une plante, et si nous tenons compte des 4 ans nécessaires à une plantule, obtenue à partir d'une graine, pour atteindre sensiblement les dimensions d'une tige adulte, nous pouvons penser que la *Posidonia* est un «arbre».

La posidonie est aussi la plante dominante de la Méditerranée ; elle escalade, descend, contourne tout relief. Elle n'a comme limite que le niveau de la mer pour sa colonisation supérieure, et un problème de luminosité pour sa limite inférieure (dans le Var, malgré des présences de touffes isolées vers - 40 et - 45m, la limite inférieure de l'herbier se situe aux environs des - 32m en moyenne). Actuellement il existe deux méthodes pour étudier la dynamique de la *Posidonia* :

1ère — L'étude de l'herbier naturel, ce dernier n'ayant subi de la part de l'homme que des effets négatifs. Cette étude a débuté en France en 1952, avec le travail de base des Professeurs Molinier et Picard. Cette étude a confirmé et complété notre propre connaissance antérieure.

2ème — L'étude de départ pour implanter les graines et boutures fut une longue recherche (commencée en 1967, après la destruction des mattes à posidonies du golfe de Giens) ; après un début d'extension en 1971, elle commença réellement en 1972 et se poursuit actuellement.

- L'expérimentation (boutures et graines) nous a permis d'avoir une nouvelle vision de la croissance de *posidonia* ; en créant le point zéro de départ pour les boutures et graines, nous pouvions suivre les évolutions avec précision, mesurant dans l'espace les progrès obtenues (surface, hauteur, nombre, temps écoulé). Par contre, l'étude d'un herbier ou de mattes naturelles ne peut déceler les réelles possibilités de la plante.

Aussi, pouvons-nous penser que notre recherche, complémentaire de l'étude d'un herbier naturel, apporte une connaissance

fort utile, voire irremplaçable, pour comprendre un herbier ou des mattes naturelles. Le lecteur sera sans doute intéressé par quelques indications succinctes sur la façon dont nous avons procédé pour ces expériences d'implantation :

Pour les graines :

- nous les faisons germer dans un semis, pendant 30 jours,
- puis, nous repiquons les plantules obtenues dans une pépinière, en les protégeant de la dynamique de la mer.

a) *première pépinière* : depuis Juin 1974, mille deux cents plantules se développent, les tiges se multiplient. Soit depuis 4 ans.

b) *deuxième pépinière* : depuis Juin 1976 ; composée de deux cents plantules, avec une nouvelle technique de fixation ; elles ont une croissance identique à celles de 1974.

Pour les bouturages :

Nous avons depuis 1972, implanté 45.000 boutures sur :

- Substrat rocheux,
- substrat de mattes dégradées,
- substrat (sable) à grande mobilité, avec d'importants creusements du fond,
 - dans des profondeurs de -1, -5 et -7m,
 - en milieu semi-abattu, battu et très fortement battu, et même sous vagues déferlantes,
 - dans des secteurs que, paradoxalement, nous considérons comme étant chimiquement pollués : nous avons adoptés comme principes fondamentaux : la pollution n'est pas homogène ; la mer a gardé toutes ses possibilités biologiques.

Les résultats que nous avons obtenus, avec des nuances suivant les substrats et les techniques employées, sont prometteurs ; nos implantations ont toujours largement atteint les objectifs que nous nous étions fixés, et même les ont dépassés, nous sommes allés beaucoup plus vite que nous l'avions envisagé à l'origine.

La culture des *Posidonia Océanica* est aujourd'hui une possibilité humaine.

*

* *

LES PROCESSUS DE CROISSANCE.

Nos expériences d'implantations, nous ont permis de multiples observations que nous rapportons ici schématiquement :

Progression première (horizontale).

- C'est au cours de la 4^{ème} année qu'une posidonie obtenue à partir d'une graine, atteint sensiblement les dimensions d'une tige adulte (le temps nécessaire à la croissance d'un jeune plant fait ressortir qu'une posidonie doit correspondre, sous la mer, aux arbres sur la terre. Nous voulons dire : la posidonie, en raison de la très longue durée de sa croissance doit être ou peut être considérée comme l'équivalent, sous la mer, des arbres sur la terre).

- Pendant toute la croissance d'une plantule, et après l'apparition des premières feuilles, leur renouvellement est continu dans le temps (apparition de 2 feuilles juvéniles par lunaison ; la lunaison étant l'unité de temps dans le développement de la plante).

- Lors de toute progression (horizontale ou verticale) des tiges, le renouvellement des feuilles est continu dans le temps, dans les mêmes conditions que pour les plantules (sans renouvellement continu des feuilles il ne pourrait y avoir de progression des tiges supérieure, en terme de possibilité, à 4cm par an).

- Le renouvellement des feuilles devient annuel lorsque la plante n'a plus de possibilité de progression (par exemple par manque d'espace (2) quand elle réalise son occupation maximum des fonds).

- La progression première, toujours horizontale, est une reptation au-dessus du fond. Lorsque ce dernier est solide, la reptation est «aérienne» ; sur un fond meuble et mobile, elle est enfouie sous le sable. (Résultat expérimental obtenu en deux ans : 25cm).

- La progression première n'a d'autres limites que la surface de la mer, la profondeur que les rayons solaires peuvent atteindre, (dans le Var en moyenne -32m) et les autres plantes de posidonie (deux dynamiques équivalentes s'annulent : voir notre cahier n° 1). Les reliefs rocheux ralentissent la progression. Mais, à l'échelle du temps, les posidonies les «colonisent».

Multiplication des tiges ou ramification.

- La multiplication des tiges est un phénomène naturel qui apparaît ou disparaît à «volonté», et est étroitement lié à l'espace. Chez un jeune plant (ou plantule), la multiplication des tiges apparaît dans 3 à 5% des plants, dès le 15^{ème} mois, et est perceptible à l'œil entre les 18^è et 20^è mois. Mais dans la très grande majorité des cas, elle est nettement plus tardive : 2, 3, voire 4 ans.

POSIDONIA, PROGRESSION VERTICALE EN UN AN



Photo G. COOPER

Le document montre 1- la progression verticale obtenue en un an (8-10-

Lors des bouturages que nous avons entrepris depuis 1972, et quelles que soient les boutures (endroit de prélèvement ; boutures n'ayant eu aucune apparition de tige secondaire pendant des décennies, pour certaines d'entre elles, pendant des siècles), toutes, après leur implantation ont eu (pour certaines au bout d'un an, pour d'autres au cours de la deuxième année) une multiplication des tiges.

Cette multiplication est prévisible, lors de l'apparition des feuilles juvéniles, lorsque une ou deux feuilles juvéniles émergent entre 2 séniles, et cela à plusieurs reprises (4 feuilles séniles séparent 3 groupes de juvéniles). Dans ce cas est prévisible la présence de deux tiges secondaires qui encadrent la tige principale, laquelle poursuit sa progression, laissant, à l'endroit où elles sont apparues, les tiges secondaires.

Notons au passage que ce phénomène de multiplication des tiges peut, lors de la croissance des tiges principales, se renouveler plusieurs fois dans l'année. Il est décrit par G. Giraud qui parle de «bipartition» simple, apparition d'une tige secondaire, ou de «tripartition» : apparition de deux tiges secondaires, sur un faisceau père ou tige principale. Nous avons choisi la dénomination de «tige» qui nous paraît plus accessible. Il ne faut pas oublier de signaler que chaque tige secondaire apparue va, très rapidement, avoir une «vie» indépendante (1 an environ) et donne à son tour naissance à des tiges secondaires.

Progression seconde (verticale).

- La progression seconde (verticale) est étroitement liée à l'espace de chaque tige, et chaque tige est une contrainte pour les autres (tiges), limitant au cœur de la «touffe» l'espace de chacun.

Cette «obligation» de progression verticale peut s'expliquer de la façon suivante :

La progression primaire permet à la plante de coloniser tout l'espace disponible dans les limites de ses possibilités. Lors de cette progression, apparaîtront, sur chaque tige des tiges secondaires qui, à leur tour, vont à la fois se multiplier et «coloniser l'espace».

Mais, lorsqu'au centre de la «touffe», le nombre de tiges apparues a réduit l'espace de chaque tige à un minimum de 8 à 11cm², la multiplication des tiges est arrêtée (8cm² correspondent à 1250 tiges au m² d'herbier ; nous en avons obtenu expérimentalement, 1233) (3).

La tige au cœur de la touffe devient une contrainte pour les autres tiges, par le simple fait de limiter l'espace. Par contre, l'espace à nouveau recréé, les tiges qui environnent ce secteur vont d'une part, reprendre leur progression horizontale et, d'autre part, recoloniser l'espace, ou tenter de le faire.

Lors des expériences d'implantation, toutes les tiges implantées verticalement, ont repris ou cherchent à reprendre la progression horizontale. Lors des différentes études à la limite inférieure de l'herbier, le Professeur Meinesz et G. Giraud, ont trouvé de très nombreuses tiges qui, horizontalement, essayent de reconquérir un espace perdu.

- La progression seconde (verticale) des posidonies se fait par «obligation», avec des vitesses annuelles, en théorie identiques à la progression première. Nous avons obtenu expérimentalement, en un an, une progression verticale de 8, 10 et 12cm (minimum de 20mm et maximum de 27mm en un mois), en étudiant une implantation de 30 boutures, ayant donné 93 tiges définies (+ 18 perceptibles) au cours de la 3ème année.

- La progression verticale optimale des posidonies peut être vue sous deux «formes» liées à des circonstances différentes :

- La progression liée à l'enfouissement de la plante par une remontée des fonds.

Dans ce cas, la progression pourra atteindre un maximum d'environ 3cm pendant une lunaison ; c'est une «obligation» car la plante est contrainte à la progression verticale pour lutter contre l'enfouissement. Cette forme de progression verticale se retrouve dans tous les cas d'un mouvement des fonds meubles, plus ou moins mobiles.

- La progression verticale, liée au nombre optimal de tiges au m² (de 1200 à 1400 et plus) à un grand apport terrigène, avec d'importantes charges nutritives qui peuvent permettre un développement optimal des tiges, feuilles et racines, et avec un nombre maximum de calories solaires.

Ces conditions permettent les progressions verticales qui débouchent sur le *relief végétal (ou matte)*. Le nombre de tiges est un impératif pour cette croissance verticale, et, tout nous permet de penser que cette progression verticale ne commence pas au dessous de 1000 tiges au m². Par contre, une densité de 1200 à 1400 tiges au m² permet une meilleure retenue des apports sédimentaires et éléments nutritifs, donc une croissance verticale optimale des mattes (herbier + sédiment) (4).

LES FEUILLES (Productivité)

L'objet de ce développement, la recherche, au travers d'expériences *in situ*, des productivités optimales pouvant servir de référence à toute l'étude de cartographie et de productivité des herbiers. De tous les végétaux que l'homme connaît ou cultive, la posidonie représente une des plus grandes valeurs que la nature met à sa disposition ; c'est aussi une des plantes les plus méconnues.

La productivité en feuilles est considérable, que ce soit en *poids* pour les feuilles séniles (actuellement il est impensable d'envisager le fauchage des feuilles vertes, sans destruction de la plante) ou en *m2* de surface foliaire, le tout en *m2* d'herbier.

Chaque tige (lors d'un développement optimal d'un ensemble végétal) produit chaque année 4 feuilles. Elles ont des dimensions variables (disparité dont les causes peuvent être multipliées). Pour apprécier les ordres de grandeur fondamentaux d'une façon suffisamment précise, voici les résultats essentiels que nous retirons d'une longue série de mesures :

En rejetant une largeur inférieure à 8mm, provenant soit d'un herbier qui dégénère, soit de graines récemment productrices dont le développement en feuilles ne fait que commencer, nous pouvons retenir 3 dimensions de feuilles, d'après 3 critères :

| | Minimum | Intermédiaire | Maximum |
|--|-------------|---------------|-------------|
| - Longueur..... | 0,80m | 1m | 1,2 à 1,3m |
| - Largeur..... | 8mm | 10mm | 12 à 13mm |
| - Épaisseur..... | 0,40 à 45mm | 0,55 à 60mm | 0,70 à 75mm |
| Résultante: | | | |
| - mètre de feuille sénile (poids matière fraîche) | 4 à 5g | 6,5 à 7g | 9 à 10g |

Nota : L'épaisseur des feuilles a été mesurée avec un pied à coulisse et des cales au 10^e de mm. Le mètre de feuille (matière «fraîche», mais extérieur des feuilles épongé avec papier buvard), a été pesé avec une balance de pharmacien. Ce procédé de mesure fait envisager une marge d'erreur de 10% maximum.

Afin de faciliter les bases du calcul de la production des feuilles séniles, et bien que nous ayons obtenu 1233 tiges au *m2* de posidonies, nous allons retenir pour le tableau ci-dessous, le nombre de 1000 tiges au *m2*, (soit 4000 feuilles), ayant des longueur, largeur et épaisseur de feuille différentes.

Ces 1000 tiges correspondront à l'indice 100 (que nous pouvons formuler 100%) des 3 possibilités de production. Nous choisirons cette valeur arbitraire de 1000 tiges/*m2* comme indice 100, pour d'évidentes facilités de calcul (5).

Ainsi nous posons 125% pour 1250 tiges au mètre carré, et 90% pour 900 tiges (ce système de pourcentage d'occupation du sol par *posidonia* a déjà été employé par des auteurs, sans que soit fait référence à un indice 100 pris comme base ; aussi pensons nous que ce petit dossier comblera une lacune).

Si nous nous en tenons au tableau ci-dessus, nous obtenons les valeurs suivantes avec les dimensions foliaires retenues, pour 1 mètre carré de sol, portant 1000 tiges (donc 4000 feuilles indice 100).

1er groupe **Productivité basse**, Longueur : 0,80m X 4000 =
3600m de feuilles X 0,008 (largeur)

X 0,00045 (épaisseur) = 12,96 litres
en poids 12,96 X 1,085k (densité)..... 14,061 k au m²
ou 3600m X 4g = 14,400 k au m²

2ème groupe **Productivité intermédiaire**, Longueur : 1m X 4000 =
4000m de feuilles X 0,010 (largeur)

X 0,00060 (épaisseur) = 24 litres X
1,085 (densité) = 26,040 k au m²
ou 4000m X 6,5g = 26,000 k au m²

3ème groupe **Productivité maximum**, Longueur : 1,20m X 4000 =
4800m de feuilles X 0,012 (largeur) X

0,00075 (épaisseur) = 43,2 litres
X 1,085 (densité) = 46,872 k au m²
ou 4800m X 9,5 à 10g = (X 9,75) =... 46,800 k au m²

Nota : Densité approximative des *feuilles séniles* de posidonie : 1,085 k

D'après les 3 dimensions principales de posidonie, et avec une valeur théorique de 1000 tiges au m², nous avons obtenu 3 poids au m² de productivités différentes, qui sont la base de toute étude de productivité.

En nous servant d'un cadre de 33,33/33,33cm — soit 1000cm² — nous pouvons, après comptage des tiges et des feuilles, très rapidement d'après nos tableaux, définir la productivité des feuilles (toujours en sénile). Exemples :

| | |
|---|---|
| A — 125 tiges pour 1000cm ² (ou 1250 tiges/m ²), soit 125% donnant, d'après les groupes de productivité précédemment définis : | 1er groupe : 14k X 1,25 = 17,5 k |
| | 2ème groupe : 26 X 1,25 = 32,5 k |
| | 3ème groupe : 46k X 1,25 = 57,5 k |

| | | |
|--|---------------|--------|
| B — ou bien, 90 tiges pour 1000cm ² , | 1er groupe : | |
| soit 90%, donnant d'après les groupes | 14k X 0,90 = | 12,6 k |
| de productivité précédemment définis : | 2ème groupe : | |
| | 26k X 0,90 = | 23,4 k |
| | 3ème groupe : | |
| | 46k X 0,90 = | 41,4 k |

Dans cette approche chiffrée où nous avons analysé, en les groupant, les 3 dimensions principales des feuilles, nous n'avons pas défini les moyennes possibles. C'est ce que nous allons tenter maintenant de faire, d'une façon que nous reconnaissons arbitraire.

Le 1er groupe, comprenant un minimum de longueur, largeur et épaisseur, représente dans notre région une proportion minime de la surface totale des herbiers. Le nombre de tiges au m² est, ou peut être, situé entre 1250 et 1400.

Le 2ème groupe, représente certainement la plus grande surface d'occupation du sol par les posidonies dans notre région. Le nombre de tiges se situe aux abords de 1250 et peut atteindre 1400 au m². De même, les longueur, largeur et épaisseur sont très souvent légèrement supérieures à celles que nous avons retenues dans notre tableau.

C'est dans ce groupe que devrait se trouver la moyenne acceptable de «production» de feuilles (séniles de 1 an) soit aux environs de 26 à 30 k, poids en matière «fraîche», au m² d'herbier.

En admettant que posidonia couvre (ou colonise) 100.000 km, nous aurions 3 milliards de T, (poids matière «fraîche»), mais la réalité d'occupation en Méditerranée, est peut-être moindre, car tout reste à cartographier et chiffrer dans la dimension de notre mer. De toute façon, le tonnage ou volume de production de ces feuilles est considérable.

Le 3ème groupe, comprend des feuilles de la plus grande longueur, largeur et épaisseur, de ce fait, il a la plus forte «production» au m², d'après notre 100%. Mais, il reste à le définir (aussi bien quand à l'occupation réelle, qu'au nombre de tiges au m², qui nous paraît être inférieur en nombre et en possibilité à celui du 2ème groupe).

Dans la productivité intervient la surface foliaire au m² d'herbier. Dans le premier groupe, et pour le 100% théorique d'occupation au m², elle est au minimum de 28,8 m² pour chaque côté des feuilles, soit une surface totale de 56,6 m². Dans le 3ème groupe, elle est, toujours d'après notre 100% théorique, de 57,6 pour chaque côté soit 115,2 m². Mais — nos études le font ressortir — le 100% réel d'occupation des sols atteint 1250 tiges au m² d'herbier ; aussi aurions nous :

- en surface foliaire minima : $56,6 \text{ m}^2 \times 1,25 = 70,75 \text{ m}^2$ par m^2
- en surface foliaire maxima : $115,5 \text{ m}^2 \times 1,25 = 144 \text{ m}^2$ d'herbier

(G. Giraud dans sa thèse de doctorat, signale qu'à Elbo en Corse, la surface des feuilles, ou indice foliaire, représente $54 \text{ m}^2/\text{m}^2$, pour 1075 à 1100 tiges au m^2 , et pour 1225 tiges $50,42 \text{ m}^2$. Pour chaque côté de feuille, l'indice foliaire total est de 108 et $100,84 \text{ m}^2$, mais des indices foliaires beaucoup plus faibles, entre autre, un minimum de $2\text{m},70$, soit $5,40\text{m}^2$, ont été relevé par cet auteur).

*

* *

Nous avons cherché, au travers de ce que nous appelons la « productivité » de *Posidonia*, à attirer l'attention du lecteur sur les faits suivants :

- Le rôle écologique fondamental de la plante pour les écosystèmes de notre mer, et les énormes possibilités de photosynthèse que recèle sa surface foliaire.

- Le rôle physique de maintenance des rivages meubles : les posidonies et leurs mattes, sont, partout où leur densité est suffisante, le niveau de base sur lequel s'appuient les rivages meubles (plages, plaines du littoral et tombolo de Giens).

- Le rôle humain et social de cette plante : son rôle économique indirect est considérable (pêche, tourisme) ; son rôle direct peut être plus important encore par l'énorme quantité que constituerait un prélèvement de, par exemple, 5 à 15% de cette biomasse qui pourrait trouver des emplois dans l'industrie et l'agriculture (des études en cours le laissent supposer).

ROLE ÉCOLOGIQUE DES HERBIERS DE POSIDONIES (schéma d'après nos études effectuées en Provence)

Posidonia joue, dans l'écosystème de notre mer, un rôle fondamental : la chaîne trophique est étroitement liée, dans ce qui est essentiel pour nos espèces benthiques, à cette plante.

Très schématiquement nous relevons que :

- la surface foliaire principale est « colonisée » par de très nombreuses épiphytes,

- sur les tiges se fixent de nombreuses formes de vie se présentant soit en colonies, soit en individus isolés comme des violets comestibles et rouges,

- les tiges et feuilles de posidonies servent d'habitation à une aussi importante micro que macrofaune,

- près de la terre, là où sont les mattes (relief végétal d'amplitude variable), nous trouvons :

a) un habitat (abri + nourriture) privilégié pour de très nombreuses espèces (sparidés, labridés, serranidés, scorpenidés etc., dont une langouste rouge qui vit et se reproduit au cœur des mattes).

b) en raison de sa valeur biologique, un secteur d'alevinage de très grande importance pour presque toutes les espèces benthiques de la Méditerranée (y compris sur herbier pour les alevins d'une autre espèce de langouste rouge, qui y passent les 3 à 4 premières années de leur vie et quittent ces secteurs pour se reproduire dans de plus grandes profondeurs). En outre, les alevins d'espèces pélagiques, y viennent, journellement, pendant les premiers mois de leur vie, ainsi que les rougets immatures.

c) des cabassons, premier élément, au-dessus du zooplancton, de la chaîne alimentaire des grands carnassiers (liches ou serioles, loups, rascasses, dentées, truites de mer, mostelles, etc...).

- sur tous les herbiers se trouvent les grandes frayères des espèces benthiques (environ 70% de celles-ci).

Nota : En partant d'un principe simple, tel que l'enrichissement du fond par une végétation fixe, posidonies (implantées) cymodocées, algues (culture par mise en place de support), plus abri pour les espèces benthiques, nous avons pu enrichir un secteur, près de terre, à une profondeur de -0,60 à -1,20m, dans des proportions considérables (plus de soixante espèces, pour la faune, ont été recensées).

ROLE PHYSIQUE

En Provence, la posidonia joue un rôle physique prédominant :

- Elle est à l'origine de la formation du double tombolo de Giens et de la plaine alluvionnaire d'Hyères. Nous devons considérer que *Posidonia* est, actuellement, le niveau de base sur lequel *s'appuient* le Tombolo et cette plaine, mais surtout que, depuis des millénai-

res, ce niveau de base, déjà présent, avait retenu les alluvions, en suivant la remontée du niveau de la mer.

- *Posidonia*, avec ses tiges et feuilles, est un filtre à sable et sédiments, toujours présent, que rien ne peut remplacer.

- Les mattes sont des brise-lames et de grands régulateurs des masses mobiles de sable et du mouvement d'arrivée, de dispersion et de retour de la mer.

La dynamique de la mer et celle de la *Posidonie* se confrontent en permanence et un compromis s'instaure entre elles, bien que toujours temporaire, car constamment remis en cause par l'un et l'autre. Mais, dans le temps long, la *posidonie* progresse, gagne horizontalement du terrain et, verticalement, de l'espace, en fonction de celui qui est disponible.

L'étude de plusieurs mattes et du mécanisme de la mer met en relief ces phénomènes qui se concrétisent par un mouvement équivalant à une translation des mattes encore éloignées des rivages (voir notre cahier n° 2).

DÉSERTIFICATION SOUS LA MER. Destructions dues à la pêche.

La Méditerranée, mer sans marée, à plateau continental étroit, dispose, pour la pêche, d'un espace très limité ; la pêche, de ce fait, s'est développée essentiellement près des rivages, sur herbiers à *posidonies* (secteurs très riches). Pratiquement, dans le passé, toutes les espèces étaient capturées en quantités beaucoup plus importantes que de nos jours, pour les espèces benthiques et pélagiques, et à quelques rares exceptions près.

A son origine, la pêche était une pratique communautaire ; elle restait, dans un passé encore proche (18^e siècle), une cueillette sélective des espèces. Dans l'aire toulonnaise, vers 1715, était déjà apparu la gangui à voile (chalut côtier provençal, origine du chalut-bœuf) et sa poche «moustiquaire» (maille de 5mm de côté). Il pouvait être remorqué par des rameurs. Il fallut attendre l'apparition du moteur pour que les engins trainants deviennent réellement nocifs, amenant la diminution des stocks existants. Jusque là, les engins étaient légers et ne faisaient que des dégâts minimes sur les *posidonies*, que la dynamique de la plante compensait.

Actuellement, les chaluts, même sur *posidonies*, dominant et ceux qui les utilisent ont fini par être les seuls interlocuteurs vala-

bles de l'Administration, au détriment des autres formes de pêche (filet, casier, palangre, etc...), précisément au moment où le chalutage devient de plus en plus nuisible. Le moteur a conduit à modifier le système d'écartement du filet, anciennement par une perche, actuellement par des panneaux ou des armatures métalliques.

Les ralingues inférieures, antérieurement composées d'un gros cordage plombé, sont actuellement faites de chaînes, de câbles et même de couteaux, constitués de plaques métalliques tranchantes servant à couper les tiges de posidonies où sont accrochés les violets.

Ces engins ont une influence nocive sur les mattes et herbiers de posidonies, qui varie selon certaines conditions :

- Le patron pêcheur qui racle plus ou moins les fonds à des vitesses différentes.
- L'engin, qui varie dans son moyen d'écartement, son poids, ses ralingues inférieures.
- La saison (en été, les feuilles sont longues et protègent les tiges, en hiver, époque où les feuilles sont courtes, le substrat est laissé pratiquement à nu).
- L'objet de la capture, poisson ou crustacés, oursins ou violets.

Actuellement les dégâts occasionnés par ces engins aux herbiers de posidonies, sont annuellement supérieurs aux possibilités dynamiques de la plante. Mais les plus grands dégâts occasionnés par eux, irréversibles, sont ceux qui ont été faits sur les mattes dont, souvent, des morceaux de 0,100 à 0,500 m³ et même 1 m³ ont été arrachés. Cette destruction des mattes représente de 8 à 9% des dégâts totaux du golfe.

Nous connaissons maintenant assez bien le processus précis de cette destruction mécanique :

Les ganguis et chaluts sur herbiers à posidonie, arrachent des feuilles intermédiaires, y compris leur partie blanche, ce qui, à plus de 50%, détruit la tige ; ainsi que le démontre la première série d'expériences de 6 mois, dont voici les résultats :

| | <i>Implantées</i> | <i>Vivantes</i> |
|---|-------------------|-----------------|
| - une feuille arrachée (avec sa partie blanche) sur la bouture..... | 20 | 9 |
| - 2 feuilles arrachées, sur la bouture | 20 | 7 |

Ces résultats se passent de commentaire et, sans avoir traité le problème de la pêche sur posidonie, nous avons voulu en faire ressortir l'impact.

POLLUTION CHIMIQUE – DÉSERTIFICATION

L'égout d'Hyères, implanté en 1929 et débouchant sur la plage, n'avait apporté aucune perturbation écologique jusqu'en 1950-55.

A partir de 1955, a commencé la destruction des posidonies et des autres végétaux marins, et sont apparus, avant de proliférer, les codiums ramifiés, en fonction des courants de dispersion.

L'égout d'Hyères, en 1973, a été déplacé et le rejet se fait à 1000 1200m du rivage ; par beau temps, une partie du rejet revient vers la plage, l'autre partie, la plus importante, va vers la Madrague.

Depuis 1955, nous suivons les effets de la pollution chimique sur les posidonies dans le golfe de Giens, où nous avons relevé la disparition des posidonies et autres espèces (sauf pour les codiums ramifiés), en fonction de :

1° - L'accroissement de la consommation de produits ménagers (surtout des détergents) qui doivent être considérés comme toxiques et en partie stables (en 1972, cette consommation était de 14,3kg par individu pour les détergents).

2° - L'accroissement de la pollution hyéroise qui, de moins de 30.000 en 1950, est passée aux environs de 45.000 en 1976.

L'accroissement de la population estivale, qui fait que la population Hyéroise passe en Juin à près de 100.000, en Juillet et Août, à près de 200.000 soit une population moyenne d'environ 75.000 personnes et une consommation de 1.072.500kg ou mille soixante douze tonnes de détergents consommés annuellement et déversés dans le golfe de Giens.

A cette consommation des individus, doit s'ajouter celle des nombreux hôpitaux de la ville de Carqueiranne. L'ensemble doit représenter une consommation de mille deux cents (environ) tonnes déversées dans le golfe.

3° - L'accroissement de la population estivale est lié aux périodes de beau temps, de calme plat, où la mer ne «circule» que très lentement ; pendant les trois mois d'été, de Juin à fin Août, la con-

sommation des détergents se situe aux environs de 600 à 700 tonnes déversées, soit plus de la moitié de la consommation annuelle des villes d'Hyères et Carqueiranne.

4° - En période estivale, de Juin à Août (en Juin et Juillet 76, nous avons eu 7 jours de Mistral), le beau temps domine, ce qui fait que la pollution n'est dispersée dans les faibles profondeurs, -4 à -10m, que par :

- les courants dominants, qui font «circuler» la mer dans le sens de Carqueiranne, Almanarre et Giens.

- Mais ces courants de beau temps, en raison de la topographie, sont «tourbillonnaires» et une partie des eaux sorties du golfe est reprise par le courant dominant et revient dans le golfe (en réalité, dans le golfe, ce courant dominant est un contre-courant tournant).

- En été, le courant dominant d'Est en Ouest tourne avec le soleil : le matin, il vient de l'Est, à midi, du Sud, le soir, de l'Ouest, ce qui fait que le matin et vers midi il est tourbillonnaire dans le golfe de Giens ; le soir, il refoule les eaux usées et polluées vers la plage.

- En été, (Juin-Juillet principalement), le vent tourne de l'Est à l'Ouest, le courant et le vent sont liés et font ensemble cette rotation (en Juin et Juillet 1976 nous avons eu 21 jours de vents d'Ouest de force E B (Echelle de Beaufort) de 2 à 4 liés à la rotation du courant). Ces vents, ainsi que les courants, ont pour effet de renvoyer les eaux dans le golfe vers la plage de l'Almanarre.

5° - Enfin, il ne faut pas oublier le courant de la mini-marée Méditerranéenne. Cette remontée de la mer vient toujours du large dans le golfe de Giens, elle passe entre la presqu'île et l'îlot de la Fourmigue. Dans le golfe, cette remontée s'étend et rayonne dans tout le secteur en direction des rivages, annulant, temporairement, les courants et refoulant ainsi les eaux usées à l'intérieur du golfe, ce qui accroît les effets nuisibles des polluants chimiques. Cela 2 fois par jour pendant plusieurs heures. La descente du niveau de la mer accélère les courants dominants.

L'importance des pollutions chimiques et leurs incidences sur les végétaux marins ne peut plus être niée. Les faits sont là : destruction des posidonies, des algues, sauf pour les codiums ramifiés qui sont apparus vers 1957, ont disparu à 90% en 1974, après le déplacement de l'émissaire de Hyères, et aujourd'hui, réapparaissent.

sent dans le nouveau «lit» marin de l'égout d'Hyères. Ainsi après deux ans d'étude de réimplantation au centre du golfe (Expérience du groupe «Jardinier de la mer».) nous voyons, en deux points, nos implants menacés. Mais la pollution chimique n'est pas homogène et c'est pour cela que nous avons obtenu pour certaines expériences des résultats spectaculaires au centre du golfe. Le débit continu des égouts, l'accroissement de la consommation des toxiques en été, les principes mécaniques de dispersion des eaux usées dans le golfe, font que celui-ci devient un grand désert, en ce qui concerne les végétaux des fonds marins (plus de 5 km²).

HISTOIRE DE LA DESTRUCTION DES HERBIERS DE POSIDONIES

1950-55 : État de santé des herbiers de posidonies et des mattes dans le golfe de Giens :

- Matte du Nord de Giens devant la Madrague et les Barques : cette matte est à la surface de la mer, les feuilles des posidonies sont, suivant le niveau variable de la mer, en alternance émergées ou immergées, la partie près du rivage (secteur lagunaire) présente une disparition partielle des posidonies (cause naturelle) d'environ 30%. La partie face à la mer, est une partie de posidonies homogène, dense avec une viabilité apparente.

- La matte de l'Almanarre a déjà subi une attaque limitée par les pollutions chimiques de l'égout d'Hyères, mais de petites mattes (quelques mètres de diamètre) subsistent près de l'égout et sont apparemment en bon état.

L'ensemble des posidonies du golfe de Giens, présente une prairie dense, homogène, continue, et une grande vitalité malgré les destructions occasionnées par une pêche négative. Les «rivières», les «canaux», pour le retour et la dispersion de la mer et les «cuvettes» au cœur des mattes, sont les seuls aspects de destruction naturelle visibles. L'état de santé des herbiers peut être considéré comme satisfaisant. Il n'y a pas sur la plage, entre la crête et la mer, de mur de pierre, de béton ou de bois.

Nota : Les oursins sont nombreux au cœur des touffes de posidonies, ils vivent à la base de la plante ; ils ne peuvent être pêchés que lorsque les feuilles sont tombées (production dans le golfe : 1 million de douzaines par an).

1957 : La disparition partielle des posidonies, près des égouts de l'Almanarre couvre plusieurs hectares ; au mois d'Octobre,

Mr. Cooper, en présence des représentants des pêcheurs de la Méditerranée, dénonce le danger de la pollution chimique et signale pour la première fois, la disparition des posidonies comme un danger.

Nota : Mr. Cooper, secrétaire Général de la Fédération des Marins Pêcheurs de la Méditerranée, a toujours diffusé auprès des autorités nationales, départementales, municipales et auprès des affaires maritimes, les procès verbaux de séance de cette fédération de 1957 à 1960.

1959 : Mise en place du nouvel égout de Giens par fond de -4,50 à 600m au large de la plage de Giens. Deux mois après sa mise en service (Juin), plus d'un hectare de posidonies est détruit. L'année suivante nous assistons à une tentative de *repousse des posidonies, les feuilles sont rares, très courtes et semblent dégénérées*. La destruction des posidonies sur la matte de l'Almanarre se poursuit et atteint plusieurs dizaines d'hectares. La fédération des marins pêcheurs de la Méditerranée définit le 18 Octobre à Nice (A.M.) le but à atteindre qui est la sauvegarde de la flore et de la faune marine et demande, dans sa troisième motion, que les égouts soient repoussés en dehors des pointes ou caps battus par tous les temps, et que *leurs teneurs en produits chimiques soient définis*.

1962 : La dégradation des herbiers se poursuit par fond de -4m les trois grandes mattes ont des parcelles sans posidonies de plus en plus importantes. Les codiums ramifiés font leur apparition près de l'égout de l'Almanarre.

1964 : La grande matte de l'Almanarre ne possède plus que quelques touffes de posidonies.

Par suite de la dégradation de la matte de l'Almanarre, les our sins sont vides, et les pêcheurs ne peuvent plus y travailler (apparition de roches et grès). Sur la crête de la plage, des blocs de pierre sont ou ont été placés.

1967 : La matte de l'Almanarre n'a plus de posidonies valables et des signes d'érosion du substrat sont visibles. Au printemps la disparition des herbiers de posidonies atteint 90% sur la matte de l'Almanarre, 70 à 80% sur celle des Passe-pieds, 60 à 70% sur celle de Giens. Sur fonds inférieurs à -10m, la disparition des posidonies varie entre 30 et 50%. Au mois de Juin, Mr. Cooper, Prud'homme de Giens, emmène Mr. Bonnet, de l'Institut Scientifique et Technique des Pêches Maritimes de Sete, sur les lieux de dégradation.

Après deux mois exceptionnellement beaux (seulement trois jours de petit Mistral et au moment où la population quadruple (Juillet-Août) les posidonies disparaissent à 100% sur les trois grandes mattes ; par fonds inférieurs à -10m la disparition s'accélère.

Le 4 Octobre Mr. Cooper, publie un article dans les journaux Hyérois, dénonçant les égouts comme la cause de la disparition des herbiers, prévoit une érosion de leur substrat (creusement marin) qui entraînera une érosion des plages du double tombolo de Giens, pouvant entraîner une destruction de celui-ci.

En Septembre-Octobre, le personnel des Salins met en place sur la crête qui déjà a subi un recul sensible, un mur de pierre avec grillage et vieux rails de voies ferrées.

1969 : La disparition des herbiers de posidonies sur les trois grandes mattes est une réalité, malgré quelques tentatives de «repousses» après la destruction de 1967.

La grande matte de l'Almanarre subit une forte érosion aussi bien sur sa surface que sur ses «tombants» ou «bordants» ; cette érosion fait apparaître des rochers qui restent sans végétation.

La matte de terre des Passe-pieds subit une destruction encore plus rapide, et le 17 Octobre le docteur Bombard, le commandant Tailliez, Messieurs Derijard, Maggi, Coulomb et Doire, emmenés par Mr. Cooper, constatent qu'une partie de la matte est déjà érodée jusqu'aux fonds rocheux. La limite de dégradation sur le substrat fait apparaître un tombant ou bordant (1m de haut environ) qui semble taillé à la pioche (en 1970, la deuxième partie du substrat a aussi disparu). Ces personnes constatent aussi qu'en fonction des courants et en partant de Giens, la mer est boueuse jusqu'au Passe-pieds. Cette boue, tenue en suspension par le courant, provient de la disparition du sable de la plage, laissant à nu un sous-sol composé de vase, ancien fond de l'étang des Pesquiers.

La route du sel est ou va être construite.

1970 : L'érosion des plages est une réalité. Elle varie entre 10 et 50m sur les 4/5ème de leur longueur et les crêtes sont affaiblies du côté Ouest du tombolo. Les crêtes de la plage des Passe-pieds, soit plusieurs centaines de mètres, ont été emportées par la mer.

Les murs de pierre se succèdent sur la crête de la plage car ils disparaissent, les uns après les autres accélérant l'érosion de la plage, au centre du cordon de sable du littoral.

1971 : La destruction s'accélère, la disparition des herbiers de posidonies par fonds de -15m est irréversible. L'érosion des substrats se poursuit et s'aggrave. Ce creusement des fonds marins, met déjà en cause la protection naturelle du double tombolo de Giens.

Dans le golfe des Salins, la destruction des herbiers de posidonies et des mattes est similaire à celle du golfe de Giens ; la dispersion, par les courants, des polluants chimiques du golfe des Salins, agresse les herbiers de posidonies du Sud de Giens et du Nord de Porquerolles. Les codiums ramifiés prolifèrent dans le golfe de Giens en envahissent tous les fonds de -6m, en fonction des sources et de la dispersion des polluants chimiques, avec comme seule restriction l'existence des points d'attaches solides. Les oursins sont d'une part en régression près des sources de pollution et en progression sur l'ensemble des champs de posidonies jusqu'à leur limite par fond de -30m. Cette progression des oursins peut provenir de la modification du milieu et de la disparition quasi totale des prédateurs (destruction des œufs et larves par les espèces benthiques, et destruction des larves par les espèces pélagiques comme certains mulets). Ce phénomène est un exemple de déséquilibre d'un écosystème.

La disparition de la faune est, dans les deux golfes de Hyeres, de plus 90% du nombre d'individus. C'est la dégradation des herbiers de posidonies, en relation avec la disparition de la microflore vivant dans ces herbiers et sur les feuilles de posidonies, qui a entraîné la disparition des espèces.

Il ne faut pas oublier que la vie est un cycle, et que si l'on détruit le *support de cette vie*, le cycle n'existe plus et nous amène au néant.

Nota : Cette 1ère partie de l'Histoire a été diffusée à 150 exemplaires auprès des autorités et des scientifiques.

1972 : Interdiction des plages, pour cause de pollution microbienne. Les codiums bourse prolifèrent au Nord de Giens.

1973 : Mise en place du nouvel émissaire de Hyeres, ce qui nécessite le creusement d'une tranchée, au cœur des mattes mortes du secteur, par où va s'engouffrer le sable de la plage en raison de :

- La création d'une « rivière de retour » de la mer absolument rectiligne.

- De la longueur de l'émissaire (1200m et à 1000m du rivage).
- Du profil de cette tranchée («pente» de 0,8%).

Les *Codiums* ramifiés prolifèrent.

La prolifération des oursins s'atténue.

Sur la plage du centre du golfe, 5 murs de pierre ont été construits les uns sur les autres, disparaissant successivement, accélérant l'érosion de la plage.

1974 : Les *Codiums* ramifiés disparaissent, un an après le déplacement de l'émissaire, dans 95% des secteurs où ils avaient proliféré. Mais, les *Codiums* bourses continuent à proliférer.

1975 : La régression des *Codiums* ramifiés se précise ; par contre le nombre des *Codiums* bourses se maintient.

Au centre du golfe, nous faisons, pour notre propre compte, des expériences d'implantation, avec la technique «touffe». Tous les implants se développent d'une manière satisfaisante.

Des murs de bois, à titre expérimental, remplacent ceux de pierre et eux aussi accélèrent l'érosion du sable de la plage.

1976 : La régression par -6m, des oursins se poursuit, les *Codiums* ramifiés apparaissent plus au large.

Les *Codiums* bourses sont toujours là.

Une partie de nos implants au centre du golfe par fonds de sable, ont un développement spectaculaire, associé à une présence d'algues brunes.

Par contre, au sommet d'une matre dégradée, nos boutures qui ont toujours leurs feuilles, dégènèrent et nous notons une absence d'algues associée à nos implants (mais, sur fond de sable, nous obtenons des résultats spectaculaires).

Giens, qui devient une île, est à la merci d'une tempête, qui en quelques heures, pourrait détruire la totalité du tombolo Ouest.

Nota sur les Codiums : Ces algues, de la même famille, différentes par la forme, ont au moins un point commun, elles ont besoin d'un point solide pour s'agripper au fond.

Les *Codiums* ramifiés, qui se développèrent, dans le passé, au fond des ports, des rades, dans des secteurs à forte pollution, sont apparus vers 1958/60 dans le golfe de Giens, ont proliféré dans un

premier temps dans des secteurs où se trouvent des pierres, cailloux, débris de coquilles, et dans un deuxième temps, en fonction de la destruction des posidonies, ils se sont accrochés à leurs rhizomes morts.

Les codiums bourses prolifèrent sur les mattes mortes, et s'accrochent aussi sur les vestiges de posidonies.

L'une et l'autre espèce représentent un couvert végétal ayant une forte densité.

Ces deux espèces ont aussi en commun, leur participation au creusement marin, car chaque fois qu'elles sont arrachées par la mer ou par l'homme, elles emportent un ou plusieurs vestiges de rhizomes de posidonies, pouvant avoir de 1 à 5cm de long.

ANALYSE DU CREUSEMENT MARIN ET DE L'ÉROSION DES RIVAGES

La destruction des posidonies entraîne obligatoirement un creusement marin, (voir plus haut le rôle physique de la plante).

Ce creusement se fait et s'observe de différentes manières qui sont :

- Une érosion latérale ou horizontale des « tombants ».
- Une érosion verticale des sommets de matte, aidés par l'arrachement des codiums. La simple disparition d'un herbier représente un creusement, qui est en hiver de 0,20 à 0,30m et en été, de 0,40 à 0,60m (hauteur des feuilles aplaties par la mer, plus les tiges).
- Un grand mouvement des masses mobiles de sable qui ne sont plus maintenues et retenues par les feuilles et mattes. Le sable est emporté vers le large et les vases sont mises en suspension et emportées très loin également.
- Le recul du rivage entre 20 et 80m et la disparition des crêtes qui suit ce mouvement est importante.

Cet ensemble de dégradation représente, actuellement, un cubage considérable, que les lois physico-écologiques ne peuvent compenser :

- pour la plage marine, partie immergée, qui part de la plage, et va jusqu'aux grandes mattes : 40% de sa surface sont couverts uniquement de sable, les 60% restants sont colonisés par des posidonies actuellement détruites, avec leur substrat érodé, donc disparu. Ce qui représente en surface et volume :

4 km de long X 250m de large et un creusement moyen supérieur à 1,5m soit en

| | | |
|----------------|---|----------------------------|
| surface..... | = | 1km ² |
| en volume..... | = | 1,5 million m ³ |

- Le creusement vertical du substrat, des herbiers et des mattes de posidonies, peut-être évalué, en moyenne à 0,60m, sur 4 km de long et sur une surface de plus de 1000m de large,

| | | |
|--|---|-------------------------|
| soit en surface..... | = | 4km ² |
| en volume : | | |
| 4 millions de m ² X 0,60..... | = | 2.400.000m ³ |

Cette analyse arithmétique simplifiée ne concerne que les défenses naturelles du tombolo Ouest ; elle chiffre à 3,9 millions de m³, le volume qu'il faudra un jour ou l'autre remplacer sous une forme ou une autre, si nous voulons sauver le double tombolo de Giens.

Le temps travaille contre nous.

Les herbiers, des golfes de Giens et des Salins qui maintiennent le double tombolo et la plaine d'Hyères, représentent une surface d'environ.....

85 km²

le double tombolo, représente une surface (sans compter les rivages meubles qui le continuent sur le continent, et qui sont eux aussi maintenus par les posidonies, de 4 km de long sur 2 de large, soit.....

8 km²

| | |
|-----------------------------------|--------------------|
| Total de cet ensemble meuble..... | 93 km ² |
|-----------------------------------|--------------------|

En admettant, en raison des réelles possibilités des posidonies et de la masse de sable et vase du tombolo, une épaisseur de 20m de fonds meubles, créés et maintenus par les posidonies, nous aurions un volume de..... 1,860 km³
ou..... 1,860 milliards de m³.

Ces chiffres, sans commentaire, expliquent pourquoi nous devons sauver les posidonies, et les réimplanter (les hommes, nos contemporains et nos descendants méritent cet effort).

Actuellement la destruction des posidonies dans le golfe de Giens atteint les surfaces suivantes :

| | |
|--|--------------------------------|
| - 4 km le long de la plage, sur une moyenne de 1000, puis 1200, puis 1500m, soit environ, 4 km^2 ; elles y sont détruites à 100% ; soit, pour le golfe de Giens..... | 4,00 km^2 |
| - Environ 2 km de long au Nord de Giens et sur 2 km à 200m de large, soit une moyenne de 500 mètres ; soit 1 km^2 ; destruction de l'herbier à 60%, soit..... | 0,60 km^2 |
| - 40 hectares de surface environ de Carqueiranne à l'Almanarre, soit..... | 0,40 km^2 |
| - Sur les herbiers du golfe (non mesurés), au-delà de -10m, de nombreuses destructions sont observées, certaines récentes en raison du déplacement de l'égout, ne sont pas chiffrées par nous..... | ? |
| Total des herbiers dégradés..... | <hr/> 5 km^2 environ. |

Ce qui représente 5 à 7 milliards de tiges (fourchette en plus ou en moins par rapport au résultat de 1233 tiges au m^2 , obtenu expérimentalement).

- 20 à 28 milliards de feuilles, d'après le principe des 4 feuilles par tiges.

- 320 à 672 millions de m^2 ou 320 à 672 km^2 de surface totale de feuilles (chaque m^2 d'herbier possède une surface totale de feuilles de 32 à 67,2 m^2 pour chaque côté) ; le résultat obtenu doit être multiplié par 2 (deux côtés des feuilles) pour obtenir la surface, qui par effet de photosynthèse, produit de l'oxygène.

Cette destruction peut être évaluée annuellement à :

- une quantité comprise entre 75.000 tonnes et 225.000 tonnes de poids humide de biomasse, qui aurait été consommée directement par la faune (environ 1 à 2% de la masse) ou recyclée par la mer (nécrophages puis bactéries), et maintient la richesse écologique du golfe.

C'est dans un esprit de démonstration que nous avons cité ces chiffres ; et non hélas, pour le plaisir.

Nous n'avons pas apporté la preuve «dite» scientifique, qui par des expériences de laboratoire peut prouver que tel ou tel composant est la cause de la destruction des posidonies. Mais nous sommes conscients que notre étude sur la dégradation des posidonies, dont les résultats ont été suivis pendant 20 ans, apporte des preuves indirectes que l'origine de cette abondante destruction est l'usage des détergents.

Pour nous, c'est hélas, plus qu'une présomption !

LA POSIDONIE POURRAIT AVOIR UN ROLE DIRECT DANS L'ÉCONOMIE DE NOTRE ÉPOQUE.

C'est pour nous une interrogation ; avant d'y répondre nous rappellerons et préciserons quelques faits.

Les feuilles séniles, lors des développements optima, qui limitent la croissance de la plante et arrêtent la multiplication, sont remplacées par des juvéniles, avant d'être arrachées par le mauvais temps d'automne et d'hiver. Cette «chute» des feuilles séniles se poursuit pendant plusieurs mois (de Septembre à Février) ; elles vont se déplacer et se déposer, temporairement, en de nombreux points du plateau continental et successivement à trois niveaux :

- *1er niveau*, elles sont drossées sur les plages par certaines formes de mauvais temps, puis, sont reprises avec d'autres formes de tempêtes, liées à des niveaux hauts et très hauts de la mer.

En outre, avec les vents de terre, elles sèchent et subissent un transfert éolien ; suivant l'orientation du vent, ces feuilles sont retenues par la végétation des crêtes de plages, où elles servent de substrat (à Hyeres, nous relevons que le *Pistacia Lenticus*, le *Juniperus Lycia*, l'*Obion Portulacoïde* (les noms de ces espèces nous ont été communiqués par Mr. Pierre Vignes, Toulon), s'en servent comme substrat). Ainsi, les (banquettes de) feuilles séniles de posidonie, qui n'ont pas été recouvertes par le sable, se renouvellent plusieurs fois par an.

- *2ème niveau* : Sur herbiers, les feuilles arrachées se déposent au cœur des mattes et herbiers, chaque «trou», «marmite de géant» ou «cuvette», ou «intermatte», est un piège où elles s'accumulent. Lors de l'apparition tardive des mauvais temps, par rapport à la topographie (exposition aux tempêtes), les feuilles tombent tout de

même et forment, pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois, un tapis recouvrant de grandes étendues d'herbier (nous avons observé ces faits à de nombreuses reprises, dans la rade d'Hyères et dans le golfe de Giens, exposés respectivement, au vent d'Est, et du Nord-Ouest : Mistral).

- *3ème niveau*, au delà des herbiers et avant les abysses. Ces feuilles au cours de leur mouvement vont, en fonction de la topographie, des tempêtes, des courants sagittaux, faire des va-et-vient sur le plateau continental avant de se perdre dans les abysses, où elles s'accumulent car elles peuvent être considérées comme imputrescibles (ce qui ne veut pas dire que des débrivores et des bactéries ne vont pas intervenir à un moment de l'évolution que subissent, inévitablement, ces déchets organiques).

Tout au long de ce périple, les feuilles subissent des frottements entre elles, contre les roches, pierres, galets, sable et coraux, entraînant d'une part un déchiquetage, d'autre part une abrasion ; en fin de course, l'essentiel des feuilles n'est pratiquement plus composé que de leurs «squelettes». Les diverses cellules de la plante ont été ainsi recyclées.

Cette matière végétale qui représente une biomasse considérable, pourrait subir des prélèvements de 5 à 15%. Peut-elle être utile à l'homme ? Peut-elle entrer dans son industrie ?

Pour répondre à cette question nous avons effectué à Hyères, une petite recherche sur les emplois que les Provençaux pouvaient en faire :

- Pendant des années et jusqu'en 1965, nous avons observé que des cultivateurs Hyérois venaient, avec leurs tombereaux, ramasser ces feuilles séniles pour en recouvrir les pieds d'artichauts, pour conserver de l'humidité autour de la plante.

- Dans notre région, pour le rejet des eaux ménagères usées, de nombreux puits perdus ont été recouverts de ces feuilles séniles formant ainsi un tapis imputrescible, empêchant la terre de pénétrer à l'intérieur, et de boucher le puits.

- Sèches, elles ont servi d'isolant pour les ateliers, garages, et autres (à Hyères, sous le toit d'un garage, des feuilles de posidonie maintenues par une toile, servent, depuis 20 ans, d'isolant).

(Plusieurs habitantes de Giens, après la guerre de 39-45, ont fabriqué des «paillasses» de feuilles séniles, lavées et séchées pour cou-

cher leurs bébés ; raison de cet emploi : «c'était très sain», Mme. F. Hugues).

Enfin, un de nos amis, (G. Secconi) a obtenu de la cellulose à raison de 7%, 1% d'alginate, 1% de protéines végétales, et 1% de sels minéraux divers, le pourcentage étant calculé d'après la matière poids en «frais».

Cette étude pourrait ouvrir de grandes possibilités aux Méditerranéens, sous réserve que de cette matière première obtenue, il y ait ensuite des possibilités de transformations, de fabrication et de commercialisation utiles.

Dans le cadre de nos études nous avons envisagé depuis 1974, dans une série d'expérimentations *in situ*, l'emploi dans des sols sableux, des feuilles séniles, dont l'objet est la rétention de l'eau. Cette hypothèse de rétention de l'eau est fondée sur la connaissance que nous avons acquise au cours de nombreuses années d'études ; elle a pour base :

- Les pratiques des producteurs d'artichauts qui ont employé ces feuilles séniles autour des plants,
- La captation naturelle, par les *plantes*, des crêtes et des arrières-plages.
- Le fait que, quelle que soit la saison et le temps écoulé depuis qu'elles y furent déposées, les feuilles séniles constituent sur les plages des banquettes conservant de façon permanente 60% environ de leur humidité (à Hyeres). Il est certain que seules les feuilles supérieures sèches sont emportées par le vent.

Ces feuilles, au contact de l'eau et même d'une forte humidité ambiante, absorbent, plus ou moins, cette eau ou humidité, un peu comme le ferait une éponge (sèche, depuis 2 ans, une feuille mise dans l'eau flotte dans un premier temps, puis, coule en 2 heures ; elle a donc absorbé une quantité d'eau suffisante pour compenser sa flottabilité).

Nos études expérimentales devraient débiter lorsque la Municipalité Hyéroise nous aurait accordé, à titre gracieux (car nous n'avons pas de revenus), un terrain nous permettant, entre autre, cette série d'expérimentations ; nos espoirs ont jusqu'ici, toujours été déçus. N'ayant pas de terrain personnel pour ces études, nous avons pensé les divulguer afin que d'autres les reprennent à leur point de départ.

Nous avons présent à l'esprit, que dans les régions au Sud et à l'Est de notre Méditerranée, se trouvent, assez près du littoral, des zones semi-désertiques, et en retrait, le plus grand désert de notre planète. D'autre part, sous la mer, dans les mêmes secteurs, existe une des plus fabuleuses biomasses végétales, qui reste inemployée alors que ces pays pourraient en tirer profit pour leur devenir et le nôtre.

CONCLUSION

Il est très difficile de tirer une conclusion des trois éléments qui constituent ce dossier car bien que la Posidonie représente l'équivalent d'une «Forêt» sous-marine, en dehors du monde scientifique, spécialiste des problèmes marins, les autorités politiques ne se sont pas intéressées à cette plante considérée comme une herbe de peu d'importance. Il est vrai que notre action liée à une recherche qui débuta il y a 20 ans, aidée par les médias, commence à avoir de timides effets positifs.

Ainsi, la Direction Départementale de l'Équipement du Var, depuis 1974, soutenue à l'époque par le Ministère (Direction Générale des Ports et Voies fluviales) a commencé à se tenir au courant de nos recherches. De même, le Centre National d'Exploitation des Océans (CNEXO) s'intéresse tout particulièrement aux posidonies et aux perspectives d'avenir qu'offre cette plante et sa culture, et, actuellement, nous sommes sous contrat CNEXO pour une série d'expérimentations.

La pollution chimique et, à notre avis, les détergents, ont détruit et détruisent encore, des kilomètres carrés d'herbiers (Giens et Hyeres, Toulon, Sanary, Bandol, Marseille, etc...). Cette pollution chimique avait été dénoncée par beaucoup, en raison de l'apparence visible (mousse en surface de l'eau). La lutte contre ce fléau subit en France une évolution concrétisée par une Loi qui devrait rendre les détergents «biodégradables» à 80%. Puis, en raison de la pollution organique et bactérienne qui en découle, une campagne fut menée sur le plan national pour que les rejets des égouts subissent une épuration secondaire (bactérienne) mais nous pouvons penser que les effets nocifs, bien que cachés, sont toujours présents. En effet, la partie dégradable est pendant une assez longue période, toxique. Quant à la partie stable, toujours toxique, elle continue ses effets nocifs, pendant très longtemps ; l'accroisse-

ment de la consommation augmente les déversements de détergents (dégradables et stables) toujours toxiques, symbole de tous les produits chimiques que nous fabriquons, commercialisons et consommons, uniquement en fonction du principe du profit individuel.

En somme, à travers notre action contre ce produit chimique et les autres, de quoi s'agit-il ? Pour nous, protéger cette belle forêt sous-marine que représentent les posidonies ; aux zones désertiques, ou semi-désertiques de l'Afrique du Nord, région Méditerranéenne par excellence, il ne faut pas, par négligence, ajouter sous la Méditerranée, un désert végétal que nous aurions créé ; alors nous, les riverains de cette mer si belle, étroitement liée à notre passé si riche (qui nous remplit de fierté), nous aurions peut-être perdu plus que la vie, bien que... Peut-être, aurons-nous perdu ce qui fait de nous des hommes, et que nous nommons «dignité».

Si l'assainissement de la mer est une nécessité (en traitant le problème des pollutions chimiques en amont de la production, c'est-à-dire au moment du choix des produits de fabrication), cela ne suffit plus ; il faut, en outre, réimplanter les posidonies. C'est ce que nous avons fait ; les résultats plus que prometteurs, que nous avons obtenus dans ce domaine, ouvrent une perspective d'avenir, qu'il serait peut-être criminel d'entraver, (ce qui a été fait).

Nous pouvons, après avoir pris les mesures qui s'imposent, réimplanter les posidonies sous vagues déferlantes, sur presque tous les substrats, en milieu très fortement battu. Si nous pouvons recréer, nous pouvons aussi créer des herbiers dans des secteurs où les posidonies ont peut être disparu depuis des siècles. En outre, nous pouvons avec les graines régénérer progressivement, nos vieux herbiers.

Ces plantations ne sont pas faciles. Il faut connaître la plante, les substrats, la dynamique de la mer et les violents courants sagittaux ; si cela pose des problèmes, l'obstacle n'est pas insurmontable. Protéger, assainir les rejets dans la Méditerranée, doit être la priorité des priorités. Puis, reconstruire sous la mer ces «herbiers», c'est l'enrichir, et dans ce domaine l'homme peut et doit aller très loin afin de passer de la «cueillette», à la mariculture, qui sous la mer, peut devenir l'équivalent de l'agriculture sur la terre.

L'homme a des connaissances suffisantes pour enrichir les écosystèmes, pour pratiquer des méthodes de captures sélectives afin

de produire même une biomasse végétale de plus en plus importante afin de survivre sur cette planète qui devient exiguë, et où chaque parcelle de terre et de mer devra être «exploitée» d'après des principes nouveaux qui devront, non seulement, ne pas être nuisibles, mais encore, générateurs de vie.

Toutes nos expériences le mettent en relief : la Méditerranée a gardé toutes ses possibilités biologiques ; il faut simplement, que l'homme qui en a le pouvoir, en ait, aussi, le vouloir.

Base «Jardinier de la mer»

Provence-Corse

(Création de la fondation G. Cooper)

Giens 83400 Hyères

Mai 1978

NOTES

(1) Les posidonies ont pour les uns, des rhizomes (tiges souterraines), pour d'autres, et pour nous, ce sont des stolons (tiges aériennes). C'est aussi une plante qui se ramifie, créant des « Rameaux » primaires et secondaires etc... Mais, chacun des rameaux apparu, a, au bout de six mois, une vie totalement indépendante bien qu'encore relié à la plante dont il est issu. Pour cette raison, nous dénommons tige principale, le rhizome ou stolon, tige secondaire le « rameau » nouvellement apparu.

(2) L'espace de chaque tige est en l'occurrence, la surface horizontale augmentée de la surface verticale. Il est lié aux nécessités de la croissance des tiges et de leurs feuilles.

(3) Lors du contrôle, fin Août 1978, d'expérimentations de 1973 et 1975, nous obtenons :

- en 5 ans sur 900 cm² = 155 tiges, soit au m² : 1.720 tiges
- en 5 ans sur 510 cm² = 105 tiges, soit au m² : 2.058 tiges
- en 3 ans sur 900 cm² = 145 tiges, soit au m² : 1.609 tiges.

(4) Les contrôles récents de fin Août 1978, font ressortir dans les trois cas de 1973 et 1975 (cf., note 3), une progression verticale au centre de l'implantation, de 6 cm. Cette progression se présente sur une contrainte d'implantation qui elle même est de relief. Nous avons obtenu, en expérimentation « in situ », sous vague déferlante, par -7m de profondeur, le début de la *formation d'une matie*.

(5) Le pourcentage du nombre de tiges au mètre carré, est insuffisant pour définir la productivité des feuilles séniles dans un secteur, où se trouvent des fonds de sable, de roche, etc... Il faut aussi tenir compte des surfaces réellement occupées.

RÉFÉRENCES DES OUVRAGES CITÉS DANS LE TEXTE

Association-Fondation G. Cooper pour la reconquête des milieux naturels détruits, base Jardinier de la Mer Provence-Corse : La Posidonie, plante étonnante. Pêche ou mariculture. Cahier n° 1 de l'Association-Fondation, 57 p.

Rôle des Posidonies dans la formation du Tombolo de Giens. Leur destruction à partir d'un processus régressif en cours. Cahier n° 2 de l'Association-Fondation.

Les cahiers peuvent être obtenus auprès de l'Association-Fondation G. Cooper, marin-pêcheur, Baso Jardinier de la Mer Provence-Corse, Giens, 83400 Hyères, Tel : 66-21-97.

FOURNIER P. : «Quatre flores de France», Édition 1961. Référence à la classification scientifique de Posidonia.

PICARD ET MOLINIER : Recherches sur les herbiers de Phanérogames marines du Littoral Méditerranéen Français. *Annales de l'Institut Océanographique de Paris* (1952) — Tome XXVII — Fascicule 3 (80 pages).

GIRAUD Gérard : Thèse de doctorat en océanologie. Septembre 1977 — Station de biologie marine d'Endoume.

MEINESZ Alexandre, LAURENT R. : Campagne de cartographie de la limite intérieure de Posidonia Océanica dans les Alpes-Maritimes. Édité par la Direction Départementale de l'Équipement des Alpes Maritimes, la Marine Nationale, l'Université de Nice, 1976 29 pages

SOCIOLOGIE HISTORIQUE DE MARSEILLE
XIIème-XVIIème SIECLES
TENTATIVE D'INTERPRÉTATION DE LA STRUCTURE
SOCIALE D'UN GRAND PORT MÉDITERRANÉEN

Paul VIEILLE

Les cités méditerranéennes, beaucoup d'entre elles du moins, ne cessent aujourd'hui encore de nous surprendre. Constamment, nous croyons percevoir des représentations et des pratiques collectives inattendues ; au sein même, par exemple, de cette société française donnée à voir comme fortement homogénéisée, réglée par des institutions uniformes. Rares pourtant, sont les études qui parviennent à expliquer ou même à définir avec précision les différences. Des questions telles que celles-ci, que font surgir immédiatement les apparences : comment se fait et se défait le pouvoir municipal, comment s'y constituent les groupements sociaux et politiques, quelle représentation les habitants se font-ils de l'autre (autres villes, ensemble national, étranger), qui guident la ville dans les rapports avec l'extérieur, ne semblent pas, malgré leur importance, avoir encore reçu une quelconque réponse. Mais, comment répondre, comment atteindre des représentations et des pratiques qui ne sont pas dites ? Par la théorisation de la pratique ? Une des règles de la pratique de la différence n'est-elle cependant pas ici de cacher la différence ? Ce qui ne manque pas de poser des questions subsidiaires. Pourquoi le mystère ? En raison, sans doute, du statut même de la différence. Doit-on alors tenter de la dire ? Question à laquelle on est porté à répondre par l'affirmative. Ne pas articuler la différence, c'est la dégrader (elle n'est plus objet sur laquelle a prise la conscience), en permettre la manipulation par des groupes hégémoniques faisant appel à des ressorts irrationnels. En outre, dans les conditions actuelles d'élargissement de la domination exercée par l'État, est sans doute révolu le temps où la différence pouvait se vivre réellement sans s'affirmer ; elle doit aujourd'hui s'affirmer en tant que telle pour se vivre. La levée de cet obstacle préalable n'en laisse pas moins subsister la difficulté de la saisie.

Incapable de cerner d'emblée les différences actuelles on a ici tenté d'en faire la généalogie, de rechercher dans le passé des différences originelles qui, se produisant au travers de mécanismes de dissolution-conservation, laisseraient aujourd'hui subsister des spécificités identifiables par leur filiation. Les différences dans les structures sociales des villes du Sud et du Nord de l'Europe (selon une expression consacrée qui, pour être commode, n'est peut être pas très exacte) sont parfois évoquées par les historiens (voir par exemple H. Pirenne, 1939 et M. Dobb, 1971) ; elles n'ont pas, semble-t-il, jusqu'ici donné lieu à une explication d'ensemble et à une tentative d'explication théorique. On a voulu ici entamer une telle réflexion, tenter de mettre en rapport un certain nombre de faits différentiels le plus souvent réduits à un statut accessoire, à en montrer les implications réciproques et, ainsi à construire une hypothèse sociologique-historique globale.

Dans cet essai, nous chercherons à reconstruire le destin d'une ville méditerranéenne particulière, de Marseille, à saisir dans son histoire interne et externe les processus de production de son propre devenir. Prenons cette histoire assez haut, avant le développement du capitalisme industriel, avant même la réduction par Louis XIV de Marseille au droit commun (1660), qui représente un changement essentiel dans les institutions politiques de la ville et, peut-être, une transformation plus fondamentale. Considérons cette longue période qui va de la fin du XII^e siècle à 1660, caractérisée, semble-t-il ; par une même conjoncture globale, économique, sociale et politique. Nous pourrions y observer la spécificité des rapports économiques-sociaux et des rapports de pouvoir, voire d'un mode de production, qui subiront plus tard, au sein de la formation française, de nombreuses dégradations ou, plus exactement, qui ne se conserveront qu'en se transformant, en se réinsérant dans une structure nouvelle où nous ne saurions identifier leurs vestiges, quelques vivaces qu'ils subsistent, sans référence à un passé qui les a engendrés.

La grande cité portuaire méditerranéenne a donné lieu à de nombreuses recherches historiques. On a essentiellement utilisé ici des travaux de synthèse, tel que celui de R. Busquet (1945, rééd. 1978), très riche en informations, mais qui porte constamment sur la ville le regard des pouvoirs qui l'ont dominé, ou celui dirigé par G. Rambert (1949-1965) consacré au commerce de Marseille ou, surtout, l'ouvrage collectif dirigé par E. Baratier (1973) qui présente la somme des connaissances aujourd'hui acquises sur l'histoire de la ville.

Pour saisir la spécificité de l'histoire de Marseille, nous tenterons de montrer comment des différences dans la suite historique des moments du développement, liées à la place particulière de Marseille dans les grands courants d'échange, ont induit dès le XIIe siècle de profondes différences dans la structuration des classes sociales, ces différences se sont ensuite reproduites tant en raison de cette structuration originelle que de la permanence de son fondement, la position de la ville dans l'espace économique-social global. Afin de montrer (ou, du moins, d'évoquer) l'actualisation de cette spécificité structurelle dans la réalité socio-historique nous utiliserons notamment un certain nombre d'événements, qui n'ont, pour les historiens de Marseille, d'autre statut que de ponctuer anecdotiquement la diachronie, semblent appartenir à cette agitation de surface au-dessus des grands courants sous-jacents, conçus comme quasi-naturels, qui animent économies, sociétés, civilisations, qui nous paraissent au contraire traduire des rapports entre groupements sociaux. Nous nous efforcerons de les lire de façon symptomale et de constituer progressivement à une grille de lecture adaptée à l'histoire que nous cherchons à déchiffrer. Nous ne parviendrons pas à des certitudes mais à des hypothèses utilisables pour des recherches ultérieures, sur Marseille ou sur d'autres villes méditerranéennes.

I. NOBLESSE, GRANDS COMMERÇANTS ET PETITE PRODUCTION MARCHANDE.

La domination arabe sur la Méditerranée avait détourné le grand commerce d'Est en Ouest de la mer intérieure vers les ports de l'Espagne musulmane. Les débouchés de la grande route commerciale rhodanienne s'étaient eux-mêmes déplacés de la Provence et du Languedoc vers l'Espagne.

La domination exercée par les arabes sur la Méditerranée n'est d'ailleurs pas sans lien avec la décomposition de l'Empire carolingien et peut, partiellement au moins, apparaître comme la conséquence de la volonté des grandes familles franques d'exterminer la noblesse des provinces méditerranéennes et de s'approprier leurs biens, en s'aidant dans cette lutte des forces sarrazines (J.P. Poly, 1976). Les ports italiens et français retrouvent leur ancienne activité avec l'éviction des Sarrazins du Nord de la Méditerranée (fin du Xe siècle), puis les croisades (première croisade : 1095-1099) qui

ne sont pas étrangères à la restauration d'un état de droit fondé sur la hiérarchie féodale. Marseille, au surplus à deux reprises pillée durant la première moitié du IX^e siècle, dont l'activité s'était réduite à l'extrême, retrouve son rôle antique de grand marché maritime, se développe progressivement au XII^e siècle pour atteindre au XIII^e siècle une prospérité fabuleuse.

L'autonomie de la ville, chronologiquement liée au nouvel essor du grand commerce, est obtenue en deux étapes. Le Vicomte de Marseille (les vicomtes, devrait-on dire, puisque la Vicomté est indivisée et dirigée collectivement), qui demeure dans la ville même, qui n'est pas seulement possesseur de terres mais perçoit aussi les revenus des salines de Marseille et dispose des droits d'entrée du port (les tonlieux ; sa juridiction est installée au Tholonée), qui apparaît au cours du XII^e siècle comme le seul responsable de la politique commerciale de la ville et la mène fort judicieusement (R. Busquet, 1945, rééd. 1978, p. 761), se libère tout d'abord presque totalement de la suzeraineté du Comte de Provence (1178). Il est à cette époque assisté de consuls ayant essentiellement des fonctions de police, de voirie et de gestion portuaire, dont les pouvoirs sont relativement limités.

Puis, l'aristocratie marchande rachète au nom de la ville les droits vicomtaux, devient l'héritière directe et universelle des seigneurs. Ainsi naît et s'affirme ce qu'il est convenu d'appeler la commune de Marseille.

Qui sont les consuls ? Qui compose l'aristocratie marchande ? On y rencontre deux catégories de personnages : des chevaliers citadins et des marchands. Les chevaliers, à Marseille, comme dans les autres grandes villes provençales, forment un groupe peu nombreux, dont la solidarité est assurée par les alliances matrimoniales ; ils sont, à l'origine, des chefs militaires personnellement liés au seigneur et proches de lui, à la fois moyens alleutiers loin de Marseille et détenteurs de fiefs suburbains et urbains obtenus du vicomte (possession notamment de droits d'entrée au port, de droits de péage, etc.). Des marchands détiennent aussi des fractions de droits de tonlieu, obtenues soit en gage soit en intérêts pour des sommes prêtées au seigneur. Il est possible (comme le suggère J.P. Poly, *op. cit.* p. 315, à propos d'Arles et d'Avignon) qu'entre chevaliers et marchands ait existé une certaine concurrence manifestée par la constitution d'une confrérie de marchands, dont l'existence serait indépendante et contraire à celle de la commune.

Quoi qu'il en soit, les noms des consuls de la fin du XIIe siècle seront portés au XIIIe par les plus riches familles marchandes de la ville.

La proximité, la confusion même des chevaliers et des marchands est durable ; l'aristocratie marchande en est le résultat. Des rapports entre les deux catégories sociales, un épisode de la transition de la seigneurie vicomtale à la seigneurie collective est démonstratif ; en 1192, à la mort du dernier vicomte de Marseille, ce qui apparaît comme la « bourgeoisie » de Marseille, sous la conduite du viguier du défunt, appartenant à une vieille famille de marchands anoblis, place à sa tête, dans la lutte pour l'indépendance, un frère du vicomte, moine de l'abbaye de Saint-Victor, puissante seigneurie ecclésiastique aux portes mêmes de la ville (E. Baratier, 1973, p. 70). La commune de Marseille, composée de personnages fort riches, à la fois nobles et marchands ou les uns nobles et les autres marchands, apparaît comme une seigneurie collective, se comportant dans ses possessions extérieures sur l'immense domaine de Marseille, comme un véritable seigneur féodal. Au début du XIIIe siècle, elle étend son domaine continental, obtient des privilèges commerciaux des comtes de Provence et cherche à faire reconnaître sa prééminence portuaire sur 250 km de côtes provençales.

Les circonstances de l'acquisition par Marseille de son autonomie sont remarquables. Elle ne se réalise pas dans et par l'opposition ouverte de la bourgeoisie et de la noblesse, par le triomphe de la première sur la seconde, mais dans leur combinaison. Tentons de comprendre théoriquement ce fait remarquable. Il n'est pas propre à Marseille, on le rencontre (en des termes quelque peu différents) dans bien des villes marchandes méditerranéennes, et les différencie de la plupart des villes anglaises, flamandes, françaises de la même époque. Le comprendre, c'est-à-dire le resituer dans un schéma d'ensemble des différences Nord-Sud, lui donner un statut relatif en le replaçant dans la structure qui l'encadre, dans sa relation à d'autres faits, dans la perspective des conditions qui l'engendrent, et des implications qu'il comporte.

Soulignons tout d'abord l'existence d'un lieu où la différence Nord-Sud ne peut être recherchée. Il s'agit des rapports fondamentaux entre le commerce et la production féodale (sur ce sujet, voir M. Dobb, 1971, pp. 99 et suivantes). Les profits marchands ne peuvent provenir, à l'époque qui nous occupe, que de la production paysanne ou artisanale, et donc représenter une part du

produit, qui, en d'autres circonstances, aurait été soit retenue par le producteur, soit perçue par le seigneur de la terre.

Commercer consiste alors, pour les marchands, essentiellement à s'assurer un pouvoir de monopole dans les échanges et à en manipuler les termes (forcer les transactions à se faire dans leur ville, s'en réserver la priorité, acquérir au plus bas prix, vendre au plus élevé). Le commerce des biens, qui se poursuit dans le commerce de l'argent, vit ainsi en parasite de la société féodale ; en même temps il tend à valoriser les productions agricoles et artisanales, et, donc, à accroître les rentes. Il ne tend pas, enfin, à détruire la société féodale (à transformer les conditions de la production) mais à la conserver comme base même de l'accumulation qu'il opère. Pourtant, il entre dans un rapport conflictuel avec la rente foncière qu'il tend à éliminer à son profit et a une action dissolvante sur la société féodale (accroissement des besoins, de l'usage de la monnaie). Si la différence entre villes méditerranéennes et villes du Nord de l'Europe ne réside pas dans les rapports fondamentaux entre le commerce et la société féodale, ici et là semblables, elle trouve pourtant probablement son origine dans l'actualisation concrète de ces rapports en des espaces différents.

Une inégalité fondamentale est induite par les positions géographiques différentielles dans les courants d'échange de l'époque, de villes méditerranéennes comme Marseille et des villes ou centres marchands du reste de l'Europe qui, même portuaires, ne communiquent pas alors directement avec la Méditerranée. Dans ces courants entre l'Europe de l'Ouest et l'au-delà méditerranéen (épices, soie, dans un sens ; draps, fourrures, etc... dans l'autre), les ports situés sur les rives de la mer intérieure occupent une position privilégiée de points de rupture de charge, de points de contact entre réseaux techniques, économiques et sociaux profondément séparés. En d'autres termes, ils sont dans une situation propice au monopole, à l'accroissement et à la concentration de la marge entre prix à la production et prix à la consommation des produits échangés à grande distance. La marge peut évidemment apparaître sous forme de rente et/ou de profit selon le rapport de forces existant entre classes sociales dans la ville portuaire.

L'importance relative de la marge explique sans doute que, durant l'époque de faible activité des ports de la Méditerranée du Nord, qui accompagne la décomposition de l'Empire Carolingien, la noblesse ou une partie d'entre elle demeure urbaine : les seigneurs

laïcs d'Avignon et d'Arles se retranchent dans leurs terres mais les deux villes deviennent le siège de seigneuries ecclésiastiques, par contre ceux de Marseille, comme ceux des villes de la côte ligure, restent citadins ; dans toutes les villes, des groupes cohésifs de chevaliers demeurent présents : partout la noblesse citadine s'enrichit de rentes portuaires en même temps qu'elle prélève des rentes sur les campagnes.

Voyons maintenant ce qu'il advient au moment du renouveau des activités agricoles, artisanales et commerciales, aux XIIe et XIIIe siècles. Un certain nombre de différences remarquables apparaissent par rapport au Nord. Tout d'abord, la stabilisation du régime féodal (ou, à plus proprement parlé ici son instauration) ne se traduit pas en Provence par le rétablissement de l'économie domaniale (division entre réserve et tenures et leur articulation dans les corvées), qui n'y a jamais existé sans doute alors qu'elle paraît bien la caractériser dans le Nord de l'Europe. Le fait essentiel est ici le prélèvement d'une rente en nature sur les petits paysans libres par les seigneurs qui ont accaparé le domaine et les droits publics et usent à l'égard des petits producteurs d'un faisceau de droits de contrainte (seigneurie banale). Les seigneurs commercialisent les excédents de ces surplus qui tendent à s'accroître en raison tant de l'amélioration de la production agricole que de l'augmentation de la pression. Cette différence est liée à l'existence préalable des grands courants marchands qui se gonflent avec la reconquête de la Méditerranée. Jusque là ces courants glissaient sur la Provence ; les surplus dont les seigneurs disposent s'y insèrent, et sont un facteurs de leur réactivation (J.P. Poly, *op. cit.*, pp. 99, 362 et *passim*).

Dans ces conditions, le développement des activités artisanales et commerciales dans ses dimensions économiques, politiques et culturelles, va se réaliser selon une séquence toute différente de celle du Nord. Là, le regroupement (dont naîtra la ville), à proximité de vieux bourgs lieux d'étapes, de petits producteurs marchands pour lesquels le commerce proprement dit ne constitue qu'une source secondaire de revenus (M. Dobb, 1971, p. 98) apparaît d'abord comme élément superfétatoire, addition hétérogène et relativement indépendante, ayant son existence propre et imposant son autonomie relative aux seigneurs qui trouvent intérêt dans des activités auxquelles ils demeurent entièrement étrangers. Les petits producteurs marchands et petits commerçants, au départ

peu différenciés, s'imposent à la féodalité comme groupe de pairs séparés localement (faubourg opposé aux anciens bourgs, etc.) et fonctionnellement. Cette séparation se mue en opposition lorsque la politique urbaine des prix tend à désavantager les seigneurs dans l'échange. Ce qui est alors caractéristique du Nord est la commune proprement dite, c'est-à-dire l'association jurée entre bourgeois, pour l'aide mutuelle et la défense contre le pouvoir féodal. L'association se réalise entre pairs, la commune est l'organisation d'une classe dans sa lutte contre une autre classe. Le conflit entre la petite production marchande et la production seigneuriale est celui de deux groupements sociaux séparés dans leurs activités et leurs espaces. Le front de la lutte de classe est net. La bourgeoisie marchande qui se constitue plus tard par différenciation de la classe des petits producteurs et commerçants hérite des rapports et des institutions de la classe dont elle sort : absence par exemple de compromis individuels et collectifs avec la féodalité, qui trouve sa source conjointement dans la nette séparation sociale et spatiale des classes et dans l'opposition entre le prélèvement des surplus des petits producteurs par l'échange et le prélèvement par le rapport seigneurial, ou encore, formation d'associations librement consenties entre pairs engageant entièrement les membres associés.

En Provence, et à Marseille en particulier, la petite production marchande se développe dans le cadre d'une organisation pré-existante des échanges qui fait obstacle au déroulement d'un processus global identique à celui du Nord ; elle ne parvient pas à se libérer de la féodalité, de la domination que celle-ci exerce tant en ville qu'à la campagne sur les échanges. La bourgeoisie marchande proprement dite existe bien ; mais elle se forme moins à partir de la production marchande qu'elle ne représente le développement du grand commerce au point de jonction des routes maritimes et continentales. Ses rapports à la féodalité et ses institutions ne se situent donc pas dans la filiation d'un long processus de libération des villes mais prolongent une pratique ancienne de collaboration entre classes sociales, entre le profit et la rente, en dépit de tensions fondamentales. Cette collaboration prolongée n'est-elle cependant qu'une survivance, ou trouve-t-elle des raisons profondes de se poursuivre ? Tel semble bien être le cas.

Reconsidérons la position privilégiée dont jouissent les ports de la Méditerranée Nord-Occidentale dans les courants du grand

commerce de l'époque. Leur situation est, avons-nous remarqué, favorable au monopole et à la concentration de la marge entre prix d'achat et prix de vente des produits échangés à grande distance ; demandons-nous dans quelles conditions différentielles se réalisent ce monopole et cette concentration par rapport à la constitution par les villes de l'Europe du Nord de monopoles commerciaux. Là, le monopole de la ville est d'abord un monopole sur les échanges opérés dans l'espace qui l'entoure immédiatement ; il suppose immédiatement conflit entre la bourgeoisie urbaine et la féodalité qui domine l'espace rural. Le compromis entre les deux classes ne peut avoir de place. Plus tard apparaîtront les luttes entre villes pour l'acquisition de monopoles d'étape. L'ouverture de ce nouveau front n'entraîne cependant pas un retrait sur le premier dont il représente en un sens l'élargissement. Les conditions et l'histoire sont tout différentes pour Marseille et les ports méditerranéens.

Le grand commerce y préexiste aux échanges locaux, et il est, potentiellement au moins, beaucoup plus lucratif que le commerce local pour les raisons que nous avons dites. Par ailleurs, les nobles qui ont continuellement résidé en ville à la fois s'intéressent à ce commerce au travers, en particulier, des droits d'entrée au port, et font obstacle à une politique commerciale de la ville orientée vers la baisse des prix d'achat des produits provenant des territoires qui l'entourent immédiatement, au contraire de la pratique des villes du Nord. Pour ces deux raisons, la bourgeoisie marchande proprement dite est, dès le départ et de façon durable, davantage tournée vers le grand commerce que vers le commerce local.

Or, le monopole dans les activités de grand commerce ne se réalise pas dans les mêmes conditions économiques-sociales que dans le commerce local. Il résulte de la politique de la cité marchande non pas vis-à-vis des campagnes directement, i.e. de la classe dominant les campagnes, mais de sa politique à l'égard de territoires eux aussi habituellement contrôlés par une ville. Il infère non pas la lutte contre une autre classe (la féodalité en l'espèce) mais la lutte contre un autre groupement de localité composé d'un ensemble de classes sociales. La bourgeoisie, active dans le grand commerce, du fait même de ses intérêts, donne donc la priorité au renforcement de la puissance de la Cité-État par rapport à d'autres Cités-États ou États Territoriaux sur la lutte contre la féodalité, quel que soit le rapport de forces des classes sociales en présence à l'intérieur de la cité. Or, la différence fondamentale avec le Nord est bien que

la bourgeoisie marchande marseillaise (et d'autres villes méditerranéennes) est active dans le grand commerce avant que la ville se soit libérée de la domination féodale, œuvre de la petite production marchande. Les bourgeoisies marchandes méditerranéennes sont ainsi conduites à entrer dans un bloc de classes dominé d'abord par la noblesse (vicomte et chevaliers citadins) puis par l'aristocratie marchande. Ici, se posent un certain nombre de questions.

Les relations entre la bourgeoisie marchande et le vicomte, seigneur de Marseille ainsi que la base du compromis passé entre l'une et l'autre apparaissent clairement bien que schématiquement ; le second, à l'origine, tirait son pouvoir davantage des campagnes que de la ville, représentait la domination de celle-ci par celles-là ; pourtant, il trouvait intérêt dans l'activité du port et son développement. Dans cette perspective, le transfert du pouvoir urbain du vicomte aux consuls, parmi lesquels les chevaliers citadins sont nombreux, peut s'analyser comme le résultat d'un changement de rapports entre la rente rurale et la rente urbaine dans la domination de la ville. Le rapport entre la noblesse et la bourgeoisie est, à ce stade, relativement clair aussi, de même que la base du compromis entre les deux classes : les intérêts sont à la fois semblables et divergents.

La formation de l'aristocratie marchande ainsi que sa place dans la structure sociale sont, par contre, chargées d'ombre. Comment cette classe à double origine peut-elle se définir ; est-elle une classe bourgeoise ou une classe « féodale » ? Dans quelle mesure peut-on parler de fusion entre rente et profit, pourquoi, comment cette fusion s'est-elle éventuellement réalisée ? Pourquoi, comment le résultat de cette fusion s'est-il reproduit ? Quels sont les rapports de l'aristocratie marchande avec la bourgeoisie marchande, comment se définissent réciproquement les deux classes ? La réponse à ces questions est d'autant plus importante que l'aristocratie marchande domine Marseille durant plusieurs siècles et que si nous avons montré les spécificités originelles, la base historique d'une différence, il faut encore montrer pourquoi cette différence s'est reproduite si longtemps.

Pour tenter de répondre, essayons de saisir le rôle transitionnel de la petite classe des chevaliers urbains dans le passage de la période vicomtale à celle de l'aristocratie marchande puisqu'ils semblent effectivement occuper une place essentielle dans l'articulation des deux

moments. Proposons un modèle, une construction théorique rendant compte de l'historicité sans pour autant en constituer le décalque.

Au contraire du vicomte, seigneur d'abord rural, les chevaliers trouvent la base essentielle de leur pouvoir dans la ville marchande, c'est-à-dire dans leurs rapports avec un ensemble de groupements sociaux liés au grand commerce. Leur hégémonie est principalement fondée sur leur capacité à mettre en valeur la position privilégiée de la ville portuaire dans les échanges à grande distance et à élargir le monopole urbain par des moyens politiques (obtention de privilèges commerciaux par la violence, les versements en monnaie, la diplomatie ; lutte contre les ports concurrents ; renforcement de la puissance urbaine, etc...). Dans cette activité, ils sont d'abord déterminés par les rentes portuaires qu'ils détiennent, par le souci de leur accroissement. L'exercice des fonctions qui sont les leurs en tant que classe dominante tendent, pourtant, à modifier immédiatement les rapports qu'ils entretiennent avec les autres classes, avec la bourgeoisie marchande notamment, et donc à modifier la nature même de la classe. D'un côté, arrêter la politique commerciale de la ville suppose à la fois la connaissance des échanges, des profits qui peuvent être tirés, et des choix (la politique commerciale n'est pas univoque) qui favoriseront plus ou moins tel intérêt, tel secteur d'activité, c'est-à-dire tel personnage ou groupe de personnages (genre de privilèges obtenus, activité des représentants à l'étranger, droits prélevés à l'entrée au port, police portuaire, etc...) ; ainsi, les chevaliers urbains sont conduits par l'exercice de cette première fonction à entretenir des relations étroites avec les plus grands négociants dont la fortune est antérieure à l'établissement des relations ou leur conséquence.

La fonction de gestion urbaine, légitimée par la précédente, a, par ailleurs, des conséquences semblables. La ville, en tant que telle détient différents droits rachetés du vicomte (droits portuaires, droits fonciers, etc...), le prélèvement de ces droits est affermé et les fermes représentent la source la plus sûre d'enrichissement rapide et sans risque. Raison suffisante d'un rapprochement entre ceux qui les donnent (détenteurs du pouvoir) et ceux qui les reçoivent (détenteurs du capital permettant d'acheter les fermes). Partis de la rente urbaine qui constitue une base fragile de domination de classe, et d'un statut de classe moyenne située entre le vicomte et la bourgeoisie marchande, les chevaliers citadins trouvent leur pouvoir dans la capacité de médiation des rap-

ports entre la ville marchande et l'étranger. Ils fusionnent alors avec une frange de la bourgeoisie marchande pour former l'aristocratie urbaine. Celle-ci une fois constituée se définit par deux caractéristiques principales qui s'articulent dans le pouvoir et se reproduisent mutuellement au travers de lui : la médiation des rapports entre Marseille et les autres États (cités ou territoires), la mainmise sur les sources de profit les plus lucratives qui résultent des monopoles obtenus pour la ville et en définitive par elle.

Si l'exercice du pouvoir ou l'alliance avec ceux qui le détiennent est la condition de l'accumulation des grandes fortunes, celles-ci, de leur côté, sont la condition d'accès au pouvoir dans la ville marchande : la fortune permet de nouer des liens avec le personnel dirigeant d'autres États (ambassades, activités de conseil, dons, prêts en argent, etc...) ; elle représente donc la base de l'activité de médiation nécessaire à la ville marchande. Elle permet aussi des contributions extraordinaires au renforcement de la puissance urbaine (lorsque, par exemple, la ville est menacée) et représente le gage d'initiatives commerciales de grande envergure, dont les avantages rejailliront sur toute la ville. La fortune, cependant, peut parfois être acquise hors des cercles du pouvoir grâce aux qualités exceptionnelles du marchand et à des spéculations audacieuses réussies dans des conditions favorables. Par cette porte étroite, l'accès au pouvoir tendrait donc à s'ouvrir à des individus nouveaux.

Pourtant, l'efficacité de la fortune au plan politique suppose une certaine permanence. Celle-ci conduit le marchand enrichi à chercher des placements sujets à moins d'aléas que les spéculations commerciales : placements fonciers et fermes que l'aristocratie marchande contrôle. Par ailleurs celle-ci poursuit, par des stratégies matrimoniales notamment, la captation des individus favorisés par le sort. Nous sommes ainsi en présence d'une classe sociale relativement fermée, à la fois étroitement et réciproquement liée à la classe des marchands, i. e. au capital commercial stricto sensu, et différenciée, opposée à elle. La fonction effectrice des monopoles urbains fonde l'hégémonie de l'aristocratie marchande sur la bourgeoisie marchande ; celle-ci, par ailleurs, est nécessaire à celle-là dans l'animation commerciale de la cité. Pourtant l'écramage que l'aristocratie par deux voies (rentes et profit commercial) opère des avantages de l'inégalité des échanges dont les conditions sont réalisées par la ville, oppose les deux classes.

Interrogeons-nous ici, encore une fois, sur la différence Nord-Sud, sur celle qui peut exister entre ce que nous nommons l'aristocratie marchande de Marseille et la classe dominante des villes du Nord de la même époque, l'oligarchie marchande. Celle-ci résulte de la division de la classe des petits producteurs marchands en une couche de producteur ayant perdu la maîtrise de l'échange de leur production et une couche de marchands qui s'enrichissent des surplus du travail extorqués par l'échange aux petits producteurs. Au cours de la longue lutte engagée, l'oligarchie marchande crée et renforce son organisation de classe et utilise le pouvoir urbain pour briser la résistance individuelle et collective des artisans. Dans ce but elle aura aussi recours, plus tard, au pouvoir royal et, au travers de lui, aux campagnes ; à celles-ci elle fera aussi appel dans la lutte au plan économique en mettant en œuvre, contre les artisans, le travail des campagnes dont le coût de reproduction est moindre. L'oligarchie marchande est ici fondamentalement une classe dans laquelle les marchands s'associent volontairement entre pairs afin d'asseoir puis d'exercer une domination sur une autre classe urbaine ; elle se situe d'abord dans un rapport de classe.

L'objet de l'aristocratie marseillaise n'est pas d'abord le prélèvement d'un surplus sur une autre classe à l'intérieur de la ville mais le prélèvement pour la ville tout entière et, au travers de la ville, pour la classe hégémonique elle-même, des surplus provenant d'autres groupements territoriaux qui apparaissent, du point de vue de ce prélèvement, toutes classes confondues. L'extorsion de surplus par la ville et par l'aristocratie marchande qui en réalise les conditions, ne se fait pas d'abord dans la lutte des classes mais dans la lutte entre formations sociales ; les luttes sociales, dans une large mesure, sont postérieures à la concurrence entre la cité marchande et les autres cités-États ou États-territoriaux. Elles portent sur la répartition du prélèvement global. Mais s'agit-il d'une lutte de classes ?

L'antériorité des luttes extérieures pose le pouvoir de la classe dominante d'abord comme extérieur aux rapports entre classes à l'intérieur de la ville. Dès lors, cette classe dominante qui occupe une fonction nécessaire, n'est pas conduite à s'organiser en un groupement unifié ; bien au contraire, des groupes, des clans aristocratiques vont constamment se former, prétendant chacun à l'exercice de la fonction médiatrice, ayant chacun en vue d'orienter

l'activité collective de la ville (son action politique et militaire) dans le sens de ses intérêts et de prélever la meilleure part des surplus drainés vers la ville marchande grâce aux situations de monopole acquises à l'extérieur. Telle est, semble-t-il, pour longtemps, l'hypothèse la plus explicative d'une histoire intérieure et extérieure particulièrement agitée et complexe.

Les historiens de Marseille, soucieux de dépasser les événements, de satisfaire à la mode de « l'histoire économique et sociale », ne signalent d'ordinaire qu'en passant les fractionnements de la société urbaine et ses luttes intestines. De l'histoire, de la grande histoire, ils leur semblent composer le rebut événementiel, mentionné à regret. A double titre, parce qu'ils ne trouvent pas de place dans l'économique et à peine davantage dans le social ; parce qu'en tant que fait social, ils semblent faire partie de ce mauvais penchant, de ce mauvais côté des populations méditerranéennes, préjudiciable à leur bon renom. Pourtant le rebut apparaît si considérable, forme une part si grande de la vie collective de Marseille et des ports de la Méditerranée, ponctuée si régulièrement leur diachronie, qu'on ne peut éviter de se demander s'ils ne relèvent pas de la structure économique-sociale réelle des sociétés méditerranéennes. L'histoire des historiens de Marseille, d'ailleurs, est inintelligible. Les riches descriptions qui, de chaque époque, sont proposées, ne nous aident guère à comprendre les événements qui la rythment. Ainsi, en présence des factions qui se déchirent, jamais les historiens de Marseille ne se posent la question de leur substrat économique-social et des raisons de leurs luttes. Cette orientation habituelle de l'analyse historique ne facilite guère notre tâche. En utilisant les études publiées, tentons pourtant de comprendre le fonctionnement de la société urbaine.

II. ARISTOCRATIE URBAINE, CLANS ET FACTIONS.

Dès la première moitié du XIII^e siècle, en ce moment crucial de l'acquisition de l'indépendance urbaine, dans les années 1220, les luttes de factions conduisent à remettre le pouvoir à un podestat, juriste spécialisé dans l'administration communale, souvent d'origine italienne. Nommé par les recteurs annuellement ; il représente « une autorité neutre, étrangère aux intérêts qui opposaient les citoyens entre eux », et gouverne la cité « en dehors et au-dessus des partis » (M. Zarb, 1961, p. 63). La trêve, si trêve il y eut, fut de courte durée ; les luttes intestines réapparurent à propos

notamment des relations de la ville avec les deux souverains de la Provence. Ainsi, les « mascarats », partisans du comte Raimond Bérenger V, sont bannis puis autorisés à revenir en 1233 (E. Baratier, *op. cit.*, p. 73). Les factions divisent la population urbaine, les citoyens, la bourgeoisie, l'aristocratie marchande et les organes du pouvoir. La citoyenneté est alors réservée aux résidents prenant part aux charges de la ville ; en sont exclus tous les salariés. Tous les propriétaires peuvent, en outre, participer à un parlement général cependant sans autorité. Le pouvoir est exercé par un conseil élu des chefs de métiers, qui représente la bourgeoisie des artisans, des marchands, et des professions libérales (E. Baratier, *op. cit.*, pp. 84-85). La classe hégémonique demeure, à ce moment là, apparemment du moins, à l'arrière plan.

Les factions se forment sur des choix relatifs aux relations extérieures de la ville ; aucune pourtant ne remet en cause le principe de l'autonomie urbaine : lorsqu'enfin le « parti de l'Église » triomphe, et fait triompher Raimond Bérenger V, décidé à replacer Marseille en tutelle, à celui-ci ne sont accordées que des satisfactions symboliques en contre partie de la reconnaissance des droits de la ville sur des espaces revêtant pour elle une grande importance. L'accord d'ailleurs restera lettre morte. Quels sont alors les enjeux ? S'agit-il de luttes de classes ? Le parti de l'Église n'apparaît nullement celui d'une réaction seigneuriale ; les deux partis sont peuplés de bourgeois et de grands marchands qui tiennent des terres à cens dans la région Marseillaise. Sans doute, un épisode du conflit apparaît-il révélateur : « un vent de violence et d'anticléricalisme secoue la ville en 1229 : les biens de Saint Victor sont saccagés ; notamment les salines du port et les moulins de l'Huveaune ; le Tholonée, où l'abbé prétendait réinstaller ses percepteurs, est incendié » (E. Baratier, *op. cit.*, p. 73). On retrouve cette dimension des conflits urbains tout au long de l'histoire de Marseille : les violences du petit peuple contre le prix des denrées et les droits indirects. Pourtant, le parti du comte de Toulouse n'est pas le parti des classes populaires ; surtout les violences plébéiennes arrivent à point nommé pour renforcer la position de la bourgeoisie et de l'aristocratie marchande dans un moment difficile des rapports avec l'Église et l'Abbaye de Saint Victor ; elles permettent de rejeter ou manifestent le consensus qui appuie le rejet d'un arbitrage défavorable à l'autonomie urbaine. Elles servent et se greffent sur la stratégie d'autonomie urbaine des classes marchandes plus qu'elles n'obéissent à une dynamique propre.

L'analyse de cette première série d'événements nous permet d'entrevoir des mécanismes de fonctionnement de la société urbaine, elle ne débouche pas sur une compréhension, autre que négative, de la formation des factions.

Les événements qui marquent, au milieu du même XIII^e siècle, le triomphe du duc d'Anjou sur Marseille, mettent encore en lumière la place centrale des politiques extérieures de la ville dans les conflits internes. Les deux principaux partis ont alors, comme précédemment, la même position sur le problème de l'indépendance, statut le plus bénéfique pour la cité marchande. Ils ne diffèrent que sur les moyens. Chacun des prétendants à la domination de la ville trouve des partisans dans ses murs. Le trait, toutefois le plus remarquable, est que la population urbaine semble passer dans son ensemble d'un parti à l'autre, selon la conjoncture, selon les chances de triomphe de l'un ou l'autre parti. Ainsi, en 1252, la ville, isolée face à Charles d'Anjou, signe avec lui un traité honorable grâce à l'entremise du parti favorable au comte. Celui-ci s'étant éloigné, le chef du parti adverse est nommé recteur ; réapparaît-il, le recteur est expulsé et remplacé par des partisans du comte qui obtiennent des conditions de paix, il est vrai, beaucoup moins avantageuses que précédemment mais qui n'en maintiennent pas moins certaines des libertés essentielles de la ville (1257). Quatre ans plus tard la ville se révolte et se soumet à nouveau selon une succession analogue d'événements. Ce qu'il convient de souligner dans ces changements n'est pas que la population urbaine et, d'abord, les classes marchandes, poursuivant un même objectif (le maintien de l'indépendance urbaine), modifient brusquement leurs positions en fonction de la conjoncture, mais qu'un parti, un groupe de partisans de chacune des options existe de façon permanente, préexiste à chacun des virages, et, selon les circonstances, soit banni ou porté au pouvoir. Quels sont les groupes, comment se forment-ils et se recrutent-ils, quels sont leurs rapports avec la population urbaine ? Pourquoi les bourgeois semblent-ils passer d'un parti à l'autre, ou, du moins, tolérer l'arrivée au pouvoir de l'un ou l'autre des partis opposés, plutôt que de procéder eux-mêmes aux changements d'orientation de leur collectivité ? Pourquoi les stratégies extérieures sont-elles le champ d'affrontement des factions et des groupes autour desquel elles se forment ? La réponse à la plupart de ces questions ne nous est pas immédiatement donnée. Pour tenter de les résoudre, tournons-nous vers l'aristocratie marchande qui semble régulièrement animer les factions.

A l'époque de la domination angevine sur Marseille (milieu du XIII^{ème} siècle - milieu du XIV^{ème} siècle), les riches familles du négoce, dotées de biens fonciers importants, parfois pourvues de seigneuries acquises à prix d'argent, accaparent les charges municipales, peuplent les états-majors des princes angevins (E. Baratier, *op. cit.*, pp. 97-98). Au XV^e siècle la même classe sociale obtient du roi René un règlement municipal qui légalise son pouvoir dans la cité (1473). Le gouvernement de Marseille est confié à un conseil restreint renouvelé tous les quatre ans qui recrute en son sein trois consuls changés tous les trois mois. Au bout de quatre ans, les consuls en exercice désignent les membres du nouveau conseil (F. Reynaud, 1973, p. 121).

Au siècle suivant, on retrouve cette conjonction des affaires, de la noblesse et du pouvoir municipal. A preuve, en cette période florissante, l'interdit royal de 1561 fait aux nobles de commerce (pourquoi ? revendication des négociants roturiers ou de la noblesse de naissance, souci du pouvoir royal de briser un groupement social trop puissant ?) qui doit être rapidement rapporté. L'époque est à la création de grandes compagnies marchandes et les nouveaux riches achètent biens mobiliers et seigneuries qui les «garantissent contre les risques d'inflation» (*id.*, p. 139) et leur procurent bien d'autres avantages sans doute.

Enfin, la réforme des institutions que Louis XIV impose à Marseille en 1660 après la soumission de la ville a pour contenu essentiel l'abolition du pouvoir de l'aristocratie marchande qui gênait à la fois l'autorité du roi sur la ville et le maniement des affaires. L'essentiel du pouvoir administratif est confié au représentant du roi tandis que les consuls «gouverneurs et défenseurs des libertés, franchises et privilèges de la ville» sont remplacés par des «échevins», exclusivement recrutés parmi les financiers, négociants et marchands roturiers, ne pouvant plus «nommer» leurs successeurs en les présentant au suffrage des conseillers, astreints, en matière financière, à une certaine rigueur contrôlée par un intendant, et davantage orientés vers l'organisation des tâches collectives relatives au commerce. La gestion de la ville de Marseille est donc bureaucratisée et, si l'on peut dire, embourgeoisée. Est-ce à dire que les habitudes organisationnelles du temps de la domination aristocratique s'effondrent brutalement ? Ce n'est, on le verra, certainement pas le cas.

Pour l'instant, examinons les mécanismes d'enrichissement de l'aristocratie marchande au cours des siècles qui précèdent ce grand tournant de l'histoire de la Cité. Les historiens (pudeur, désintérêt, absence de document ?), sont très discrets sur ce sujet encore. Prenons cependant en exemple certains grands événements : ils révèlent de façon très explicite les processus d'enrichissement : le pouvoir politique est un instrument extrêmement efficace d'enrichissement de ses détenteurs, beaucoup plus efficace que l'activité marchande qu'il parvient à priver d'une part de ses profits.

L'aventure de Palamède de Forbin, dont l'importance vient du fait qu'elle est liée au rattachement de Marseille à la France, montre excellemment les relations entre le statut aristocratique, le pouvoir et l'accaparement des richesses. Membre de l'une des grandes familles de l'aristocratie marchande, Palamède de Forbin jouit à la fois de la confiance du Roi René et de celle de Louis XI. Instigateur de l'union de la Provence au Royaume de France (1481), il est nommé gouverneur de la province, contrôlant par sa famille le conseil de Marseille, il assure le roi de France de la fidélité du grand port. La puissance des de Forbin, tant à Marseille qu'en Provence, est utilisée à l'enrichissement des membres de leur famille et de leurs amis (leur clan) aux dépens des opposants ou de catégories particulières de citoyens, grâce à des procédés qui tiennent parfois du racket (voir par exemple les circonstances du dépouillement des juifs de Marseille ; F. Reynaud, *op. cit.*, p. 123). Il était, dans ces circonstances, inévitable qu'un parti adverse, d'organisation analogue, se forma qui, vainqueur après un certain délai, utilise à l'égard des vaincus de procédés semblables.

Prenons encore l'exemple des luttes sociales au sujet des dettes, qui animèrent Marseille durant le premier quart du XVII^e siècle. Apparemment, il s'agit d'un débat pour et contre le règlement d'une dette considérable contractée au cours d'une époque de pénurie alimentaire puis d'épidémie, et sur les moyens éventuels de remboursement de cette dette : impôts directs ou indirects. Plus qu'apparemment sans doute, puisqu'effectivement le petit peuple prend vivement parti contre le rachat, contre l'impôt sur la farine et la viande, et qu'au sein de la « bourgeoisie » on peut distinguer des catégories intéressées au remboursement de la dette (marchands, armateurs, marins, créanciers qui ne sont pas seulement des financiers puisque les créances se négocient) et d'autres qui ne peuvent qu'en souffrir (artisans, propriétaires de terres et d'immeubles etc...). Pourtant, le parti que l'on pouvait qualifier de popu-

laire se rallie finalement à une transaction qui satisfait les prêteurs et le principal résultat de l'épisode est la montée au premier plan de l'une des familles aristocratiques qui dirigeait le parti populaire, lequel, d'ailleurs, était beaucoup mieux pourvu en «plus apparens» que son concurrent.

Finalement les divisions et les conflits sociaux ne se produisent pas entre les ordres ; ils sont marqués mais ne s'expliquent pas davantage par la lutte des classes ou de fractions d'une même classe ; ils ont pour contenu essentiel la lutte pour le pouvoir de familles aristocratiques. Qui occupera les fonctions de consul et les postes administratifs clef ? Telle est la principale question, le pouvoir ayant pour corollaire la fortune. Comment, par exemple, s'enrichit le Lieutenant de l'Amirauté, chef du parti populaire ? De concert avec le président du parlement, il détient, en sous main, la ferme d'un droit de 5% levé sur les affaires effectuées à Alexandrie dont les relations avec Marseille sont alors intenses, ainsi que, ouvertement, celle d'un droit de 3%, dit de M. de Cezy. Or, le fermier nominal des 5% s'acquitte malhonnêtement de sa charge ; mais les différends relatifs à ce droit sont de ressort du tribunal du Lieutenant de l'Amirauté. Celui-ci se trouve ainsi juge et partie. Afin de conserver ces possibilités d'accaparement et de se débarrasser des freins que le parti adverse tente de lui imposer, il intrigue pour maintenir ses amis au consulat, car, alors, «tous les règlements seraient inutiles» (R. Pillorget, 1973, pp. 172-179).

Ces deux affaires sont, peut-être, plus spectaculaires que les pratiques courantes ; mais elles sortent à peine des normes, sont symptomatiques d'une organisation sociale. Sans doute, le parti adverse crie-t-il à l'abus, au scandale, hait-il les accapareurs, mais les principaux bénéficiaires ne sont pas des hommes isolés : ils sont chefs de parti. Lorsqu'ils doivent abandonner leurs fonctions officielles, on ne les traduit pas en justice comme contrevenant à une règle ; on les bannit ou contraint à quitter la ville par crainte de représailles individuelles, comme des vaincus. Les lois, certes, ne manquent pas à la société marseillaise et depuis longtemps. Dès sa renaissance, au début du XIII^e siècle, la ville se dote d'une législation complexe et précise dans les différents domaines du droit. La règle paraît pourtant toujours en retard sur l'événement si bien que, périodiquement, des règlements nouveaux cherchent à empêcher les abus. En réalité, la loi qui exprime la tendance bourgeoise de la société est constamment tournée par sa

tendance aristocratique ; chacune des tendances étant, à tour de rôle, exprimée par chacun des partis selon qu'il est dans l'opposition ou au pouvoir et chacune d'elles ne s'expliquant entièrement dans ses démarches que dans son rapport à l'autre.

Nous sommes maintenant en mesure de répondre à certaines des questions que nous nous posons sur la formation des factions et, particulièrement, sur leur fondement structurel. Riche de ses monopoles, la cité marchande ne les acquiert et n'en conserve les avantages pour elle-même que dans des conditions diplomatiques et militaires difficiles ; militairement, elle est relativement faible vis-à-vis des puissances territoriales qui l'entourent. Bien plus, sa politique extérieure et l'acquisition même des monopoles ne peuvent se passer d'appuis obtenus de ces puissances territoriales. L'aristocratie marchande, classe effectrice de la politique extérieure, en raison de sa place dans la structure sociale urbaine, se divise, nous l'avons vu, en clans prétendant chacun à exercer la fonction médiatrice et à en recueillir les avantages.

Si la fin de la division est le pouvoir et l'accaparement de la meilleure part des surplus pris à l'extérieur, elle ne peut pourtant se légitimer que dans le cadre de la fonction de médiation : elle ne peut se réaliser socialement que sur des différends relatifs à la stratégie en matière de politique étrangère. C'est pourquoi les familles aristocratiques apparaissent comme les partisans de princes territoriaux extérieurs qui menacent la Ville, la dominant ou présentent dans l'alliance un avantage pour elle, ou, au temps du rattachement de Marseille au Royaume, de coteries, de factions existant au sein de l'organisation monarchique. Le choix d'une stratégie d'indépendance totale, alternative théoriquement envisageable, n'étant pas réalisable dans la situation de Marseille, ne fut jamais qu'une option de courte durée. Les partis-pris des familles aristocratiques pour telle puissance étrangère sont, en réalité, tout relatifs : toute politique doit maintenir un statut urbain relativement indépendant, condition d'une liberté de manœuvre suffisante dans l'activité commerciale, l'obtention et la gestion des monopoles, mais aussi du rendement de ces monopoles pour la Ville et pour l'aristocratie marchande elle-même. Le clan aristocratique briguant le pouvoir n'est pas imposé par l'étranger, il est porté par une faction de la société urbaine lorsque la conjoncture extérieure semble l'imposer.

Nous ignorons cependant tout des rapports réels entre le clan aristocratique et la population urbaine, c'est-à-dire les factions. Si les historiens de Marseille (par concession à l'histoire événementielle) accordent quelque intérêt aux grands scandales et aux brusques revirements de la vie marseillaise, ils ne prêtent aucune attention à ces rapports qui représentent pourtant le fondement même de la vie sociale (ils confondent d'ailleurs parfois sociographie et sociologie ; à plusieurs reprises dans l'histoire de Marseille dirigée par E. Baratier). De ces rapports, nous voyons cependant les résultats. Une vie politique particulièrement agitée tout d'abord. Lutttes acharnées, émeutes, prises de l'Hôtel de Ville par une «grande multitude», «séditions autorisées», élections effectuées sous la pression populaire, mouvements violents mais, au demeurant, fort peu sanglants, rythment l'histoire de Marseille durant plusieurs siècles. Pourquoi ces embrasements aussitôt retombés se produisent-ils toujours comme à point nommé ? Pourquoi répondent-ils, toujours, aux intérêts d'un clan aristocratique et se résolvent-ils, habituellement, par la montée de ce clan ? Comment sont-ils fomentés ?

III. SOCIÉTÉ DE CLIENTELE ET DÉVELOPPEMENT

Je proposerai ici une hypothèse à la fois forte et fragile. Forte parce que sa capacité explicative est relativement large, parce qu'elle permet de lier des faits sociaux a priori éloignés ; fragile parce que le matériau historique utilisé ne permet pas de la confirmer entièrement bien qu'il ne l'infirme en rien. Il paraît probable que la faction qui, en chaque occasion, intervient pour porter ou maintenir un clan au pouvoir n'est autre que la clientèle actuelle ou potentielle de ce clan. Mais, que signifie exactement la notion de clientèle appliquée à la société marseillaise entre le XIIIe et le XVIIe siècle, quel est le contenu des rapports entre le patron et ses clients ? Il n'est guère aisé de le préciser, les informations manquent pour cette époque comme pour plus tard (ainsi, A. Jardin et A.-J. Tudesq, 1973, p. 37, caractérisent de cette façon la société du midi de la France au XIXe siècle, mais sans expliciter).

Sans doute la relation de clientèle n'est-elle plus celle par laquelle un individu se subordonne à un patron qui prend en charge sa défense dans une société où les institutions de droit public n'offrent pas de protection ou une protection insuffisante au citoyen isolé. Rien ne laisse supposer que, dès au moins le début du XIIIe siècle, la société marseillaise ne respecte pas, dans l'ensemble

au moins, les libertés individuelles. Celles-ci sont nécessaires à l'échange marchand et la ville est trop engagée dans l'activité commerciale pour ne point les respecter.

On le voit bien par exemple en matière de croyances, au cours des guerres de religion ; si le petit peuple réagit avec une certaine frénésie à l'égard des hérétiques, les marchands répugnent manifestement à se laisser entraîner dans des activités militaires qui ne sauraient que porter préjudice au commerce ; ils n'ont qu'un souci, maintenir les troubles éloignés de Marseille. De même, la ville est en général accueillante aux étrangers ; elle en est peuplée, et, une grande part de son activité au XVI^e siècle, elle la doit à des non-originares (italiens, lyonnais, avignonnais, corses, français) (E. Reynaud, *op. cit.*, p. 143). Certes, il est probable que les étrangers forment des groupements de solidarité, comme c'est le cas des Corses : « petite par le nombre, mais importante par le rôle joué dans les affaires tout court, la colonie corse de Marseille au XVI^e siècle présente (...) une incontestable unité, celle d'une communauté ethnique qui (est) solidaire pour le bien et pour le mal de chacun de ses membres et (n'oublie) pas ses origines... » (P. Antonietti, 1969).

En outre, à chaque « colonie » est reconnue une autonomie judiciaire analogue à celle que les colonies marseillaises obtiennent à l'étranger (particulièrement au Levant ; fondouks). En chacune d'elles les règles nationales sont applicables ; le conseil de la ville de Marseille désigne des magistrats pour les mettre à exécution ; ces institutions représentent incontestablement des témoins d'une organisation sociale fondée sur les clientèles dans laquelle l'insertion de l'individu dans la société locale est médiatisée par des groupements particuliers. On remarque cependant que ce mode d'insertion est ici, dans le domaine juridique, consacré par la cité elle-même (alors que la relation de clientèle naissait des insuffisances de la protection institutionnelle), contrôlé par elle, limité aux communautés étrangères, auxquelles est accordée, par réciprocité, une liberté publique supplémentaire, la possibilité de jouir de leurs propres lois.

Sans doute, dans la ville marchande, la protection que certains individus attendent d'autres relève-t-elle moins du domaine du statut juridique personnel que de celui du travail, de l'activité productrice ; plus exactement, ce n'est pas un producteur indépendant, possédant ses moyens de production et autonome qui cherche

protection dans une société dangereuse, mais un citoyen libre d'une société policée qui, possédant ou non ses instruments de travail (artisan ou simple travailleur), est à la recherche d'une occupation qui lui permette de vivre. Les historiens soulignent l'importance du « prolétariat de clientèle », c'est-à-dire d'une main-d'œuvre qui ne loue pas régulièrement son travail à un même entrepreneur mais cherche à le placer auprès de « clients » (M. Vovelle, 1973, p. 264 ; le trait est rapporté pour la fin du XVIIIe siècle, il est a fortiori valable pour les époques antérieures puisqu'on le présente comme un « archaïsme ») ; pourtant, il ne s'agit probablement là que d'un élément symptomatique d'une organisation économique sociale qu'il convient de préciser.

Jusqu'à la fin du XVIIe siècle, le commerce demeure l'activité principale de Marseille, plus exactement, l'activité quasi-unique du grand capitalisme Marseillais. Sans doute la production de biens n'est pas absente du grand port méditerranéen ; elle est caractérisée par deux traits majeurs.

(i) Il s'agit d'abord, essentiellement, d'une production de biens consommés par la ville elle-même, de la transformation de produits importés, rarement d'une production en vue de l'exportation. Celle-ci est limitée à des secteurs extrêmement étroits (cordonnerie, chapellerie, savonnerie) ; dans les branches mêmes où Marseille occupe à la fin du XVIIe siècle une place dominante en Méditerranée, par exemple dans celui de la distribution du sucre, les négociants exportent sans transformer le produit semi-fini importé.

(ii) Là même où les activités de production sont développées, l'atelier proprement industriel est rare : la mécanisation est absente, l'investissement réduit, la concentration faible ; on évoque, à certaines époques, des entreprises de plusieurs centaines de travailleurs (dans le textile notamment), mais il ne paraît pas certain que ces travailleurs soient réunis en ateliers, plus probable qu'il s'agisse de travail à domicile.

D'une façon générale, depuis le XIIIe siècle où elle a commencé à s'étendre, la production est artisanale. Elle dépend certes alors, dans une large mesure, pour son approvisionnement, parfois pour ses commandes et pour son financement, du capital marchand (production sur avances) qui peut alors prélever une part importante des surplus du travail, mais elle demeure, dans l'ensemble, une activité indépendante, organisée en corporations qui, défen-

dant leurs privilèges de fabrication, résistent, ici comme ailleurs, à l'établissement de manufactures. L'industrie ne tend à naître ni des marchands, ni des artisans.

Pour que s'étende la manufacture, il faut des circonstances exceptionnelles, celles de la deuxième moitié du XVI^e siècle où le conflit entre les Turcs et la coalition dirigée par Venise permet à Marseille d'acquérir une position dominante dans le trafic du Levant, tandis que les guerres de religion désorganisent en France la production de biens manufacturés. Il y faut aussi l'aide étrangère dont l'impulsion est décisive dans la vague manufacturière qui, à partir de 1570, bouleverse les conditions de production. La ville apparaît alors en proie à une lutte de classes caractérisée qui trouve son paroxysme à la fin du siècle dans le triomphe d'un tribun populaire, Casaulx. L'industrie ne survivra pas à cette crise.

Ainsi, comme en beaucoup de villes méditerranéennes, italiennes surtout, l'industrie connaît à Marseille un essor relativement précoce, mais son développement s'arrête rapidement. Pourquoi ? Il ne semble pas possible, surtout à cette époque, de retenir les difficultés d'approvisionnement en matières premières. Aucune donnée précise ne permet d'affirmer qu'un goulot d'étranglement de ce type soit apparu ; en ce qui concerne le textile, qui fut l'une des grandes activités d'exportation, on observe ainsi que Marseille, comme les ports italiens, se situait dans une position intermédiaire favorable entre les pays producteurs de fibres de l'Europe du Nord-Ouest et les marchés de la mer intérieur. L'irrégularité des approvisionnements par mer ne paraît pas davantage fournir une explication valable (dans le cas par exemple du sucre brut ou des aluns pour la peausserie), parce qu'elle était toute relative, pouvait être facilement limitée dans son importance et ses effets, et parce qu'elle affectait toute transformation ou utilisation de ces matières premières quelle qu'en soit la localisation en Méditerranée. On ne peut pas davantage retenir une explication fondée sur la subjectivité des négociants : «le marchand refuse la fabrique» (Ch. Carrière, 1973, p. 207) ; tout au plus, si une attitude anti-industrielle pouvait être établie, faudrait-il encore la retenir comme un élément symptomatique.

Sans doute, pour comprendre, faut-il repartir de l'organisation économique-sociale, des caractéristiques du capitalisme marchand méditerranéen.

A de nombreuses reprises, les historiens de Marseille insistent sur le caractère individuel, familial du capitalisme marseillais, sur l'importance des relations de personnes. L'entreprise type est celle qui se développe de façon autonome, s'accroît par autofinancement, demeure bien familial passant du père au fils. L'association, lorsqu'elle intervient, réunit des personnes spécifiques pour un temps parfois limité ; ses principales formes sont la Société en nom collectif dans laquelle chaque associé a l'obligation personnelle et solidaire du paiement des dettes, la Société en commandite simple où la part sociale de chaque associé n'est transmissible qu'avec le consentement des co-associés, et la Société en participation par laquelle les associés conviennent de partager selon certaines proportions le résultat d'une ou de plusieurs opérations effectuées par l'un d'entre eux.

Ainsi, le capital demeure constamment attaché à une personne physique (à un capitaliste spécifique), il ne s'en dégage pas comme dans la Société anonyme où le capital devient un élément absolument libre se pliant avec souplesse aux mécanismes capitalistes ; dans le domaine économique, la famille, le rapport personnel représentent des valeurs essentielles comme ce fut aussi longtemps le cas dans les villes italiennes. Il en résulte une viscosité du capital, un frein à sa concentration et, surtout, à sa mobilité, une gêne considérable donc dans les opérations industrielles tendant à immobiliser le capital pour une longue durée.

A vrai dire, dans la construction des navires existe bien une forme d'association anonyme puisque le capital y est fréquemment réuni, à Marseille et en d'autres ports de la Méditerranée, par parts négociables (quirats). Pourquoi un développement en ce secteur et non en d'autres ? Aucune réponse ne nous est offerte ; remarquons simplement que la construction de navires représente pour les négociants une activité à laquelle ils ne pouvaient se dérober, que cette activité ne comporte guère de risques et que la rémunération accordée aux capitaux investis dans cette construction est relativement faible ; en somme, semble-t-il, une activité nécessaire, peu prometteuse de profits, que l'on consent donc à entreprendre sous la forme peu appréciée d'association anonyme.

Les risques et les chances de profit du négoce ne pouvaient être connus de la même façon. D'ailleurs, longtemps, l'activité marchande ne pâtit pas de la personnalisation du capital qui permet de tenir le secret des affaires et n'entrave nullement les progrès de la techni-

que financière et comptable. Le perfectionnement de ces techniques ne peut toutefois mesurer le degré de développement capitaliste (comme le pense Y. Renouard, 1955, p. 74) ; plus précisément, il est certainement lié à un capitalisme commercial très élaboré, mais n'implique en rien que ce capitalisme ait accédé ou soit capable d'accéder au stade de la production capitaliste, qu'existent les conditions de cette production : non seulement dissociation du capital et de l'entrepreneur qui ne fait que faciliter la production marchande, mais, surtout, dissociation du travailleur et des instruments de production, qui est nécessaire ; l'organisation du capitalisme marseillais (et méditerranéen probablement) est incapable de promouvoir cette seconde dissociation.

De l'importance accordée à la famille et aux relations personnelles dans les institutions marchandes, nous avons en réalité déjà rencontré l'origine. Elle se situe dans la structure urbaine en relations d'implication réciproque avec la nature des rapports que la cité entretient avec l'extérieur. Le statut de la classe dominante n'induit pas son organisation en classe politiquement homogène, offrant dans la lutte de classes un front unifié, mais, au contraire, sa division en groupements aristocratiques rivalisent pour la prise du pouvoir. Ces groupes ne se constituent pas par association entre pairs mais se forment autour d'individualités puissantes aspirant au pouvoir et montrant une capacité égale à leur ambition. Des lignages ou groupes de lignages en forment l'élément central et durable ; ils se renforcent et s'élargissent au travers d'alliances matrimoniales. L'aristocratie marchande, ainsi en lent renouvellement, est formée de clans familiaux cherchant à prendre ou conserver le pouvoir sur la ville. L'affrontement de factions groupées autour de clans familiaux aristocratiques apparaît ainsi non pas comme l'accident mais comme la règle structurelle de la formation marseillaise. De la division en factions et du statut de la classe dominante qui l'implique, résultent des obstacles au capitalisme industriel beaucoup plus efficaces que celui déjà rencontré : l'impossibilité d'apparition de la société anonyme.

En premier lieu, l'aristocratie marchande recherche des biens fonciers non pas tellement comme investissement de type capitaliste (même observation pour Florence au XIV^{ème} siècle, G. Luzzato, cité par Y. Renouard, *op. cit.* p. 67), ni même surtout comme garantie économique contre l'inflation et les aléas du commerce ou comme position de repli (de retraite), mais avant tout pour leur

valeur symbolique ancrée dans le politique ; parce qu'ils manifestent la stabilité sociale de leur propriétaire, lui permettent d'acquérir un statut nobiliaire, lui confèrent le prestige nécessaire à l'entretien de relations avec les puissants de ce monde et sont ainsi un des moyens et un des attributs nécessaires à l'accès au pouvoir réel dans la Ville. Ce type d'intérêt pour la terre, fait obstacle à l'innovation technico-économique dans l'agriculture, à la révolution agraire. Ainsi fait défaut le mécanisme essentiel de dissociation du travail et des moyens de production et de formation d'une main-d'œuvre « libre », disponible pour la production industrielle.

La seconde conséquence, le second obstacle est, qu'à l'intérieur de la ville, l'aristocratie marchande (chacune de ses familles, chacun de ses clans) doit trouver des appuis politiques ; elle les recherche notamment, sinon principalement, dans les corps de métier et, plus particulièrement, dans l'artisanat qui encadre une part considérable de la population urbaine. L'aristocratie marchande entretient donc avec les métiers une relation contradictoire : d'une part, pour des raisons politiques, elle ne peut se passer de leur alliance, doit respecter leurs règles, leur organisation, les limites que celle-ci impose à la production ; d'autre part, les mécanismes du capital poussent au remplacement de l'organisation corporative par la production salariée puisque le capital marchand domine la production artisanale, tend à prélever toute la plus-value et fait ainsi obstacle à l'accumulation et au renouvellement des instruments de production.

Les familles aristocratiques passent en quelque sorte avec les corps de métier un marché ; en contre-partie de l'appui obtenu d'eux dans la lutte entre factions, leur sont assurées des commandes de production, c'est-à-dire des possibilités de survie de l'organisation corporative. Par un second mécanisme majeur, l'aristocratie marchande bloque ainsi ses possibilités de développement mais aussi celles de l'artisanat dont l'organisation corporative n'est pas brisée. En réalité, ce mécanisme fragmenté par les rapports entre clans aristocratiques et entre fractions qui se forment autour d'eux, est celui qui règle les relations entre l'ensemble de l'aristocratie marchande et les autres classes urbaines dans le rapport à d'autres formations sociales. Le surplus prélevé sur ces formations étant sans commune mesure avec celui qui peut l'être à l'intérieur de la ville, l'aristocratie marchande tend à préférer la reproduction de la ville comme bloc de classe à une exploitation capitaliste de

la force de travail libre qui détruirait la base de son hégémonie : la fonction qu'elle joue dans la prospérité de la ville aux dépens de l'extérieur.

Les rapports des clans et de l'aristocratie marchande dans son ensemble avec les pouvoirs politiques des formations étrangères représentent un troisième obstacle différentiel au développement du capitalisme. Chaque clan aristocratique appuie, nous l'avons vu, son pouvoir dans la ville sur une force étrangère. Il ne peut pourtant s'inféoder entièrement à elle puisque du même coup il détruirait son pouvoir politique particulier et les possibilités spécifiques d'enrichissement qu'il procure. L'autonomie urbaine est un impératif pour chaque clan et pour l'ensemble de l'aristocratie marchande. Alors que la bourgeoisie des Villes du Nord ne perdait rien à la substitution d'une autorité royale à la sienne et pouvait donc, contre les corps de métier, s'appuyer sur le pouvoir central, l'aristocratie marchande marseillaise, attachée à des privilèges liés à l'indépendance de la Ville et à son organisation sociale, ne peut profiter du même avantage ; par un nouveau biais, elle est arrêtée sur le chemin de la production capitaliste.

Ainsi, non seulement les travailleurs du port forment un « salariat de clientèle » parce que l'activité de chaque entreprise de grand commerce ne légitime pas l'entretien d'une main-d'œuvre régulière, mais, surtout, l'ensemble des établissements de production dépendant des transports maritimes et terrestres et des échanges constitue en réalité la clientèle politique de l'aristocratie marchande. Ce rapport permet à la classe dominante de prélever une part des surplus créés par les activités marseillaises de production, mais bloque les mécanismes de développement du capitalisme.

On peut ici se demander si certaines des caractéristiques culturelles du peuple marseillais de l'époque ne sont pas le produit de cette organisation sociale, de son double et ambigu rapport de clientèle et de classe à l'aristocratie marchande. Curieusement, ces caractéristiques tendent en effet à former des couples de termes opposés : modestie et véhémence, républicanisme et anti-égalitarisme, attachement à la démocratie et souci des hiérarchies, des préséances etc... (A. Bourde, 1973, p. 231). Bornons-nous ici à poser la question.

Avant de quitter la période qui nous a occupés jusqu'ici, celle qui s'arrête en 1660, lorsque Marseille perd une grande partie de

ses libertés locales, il convient d'examiner la nature des rapports que la ville a entretenus avec l'extérieur et de vérifier l'hypothèse que nous avons faite un peu plus haut sur la fonction de ces rapports dans la structure sociale marseillaise, plus spécifiquement dans la position occupée par l'aristocratie marchande.

IV. PRIVILEGES DE LA CITÉ ET ARISTOCRATIE MARCHANDE

Du XIIème au XVIIème siècle, la classe dominante de Marseille poursuit de façon régulière un même objectif, le maintien des privilèges de la cité face aux princes qui en convoitent la domination (M. Zarb, *op. cit.*). Ces privilèges s'organisent, semble-t-il, en trois catégories dont les significations sont bien distinctes. Leur assemblage traduit la spécificité de la structure sociale du grand port méditerranéen.

Dans la première se situent les mesures protégeant les productions agricoles et artisanales locales. Tout au long de ces siècles, la protection la plus jalouse s'applique aux vins du terroir marseillais, plus précisément aux intérêts des propriétaires fonciers, exploitants ou non, résidant à Marseille, relativement nombreux lorsque la ville comptait quelque 20000 habitants et représentant alors l'une des forces politiques de la cité. Cette protection contraste vivement avec la pratique habituelle des villes du Nord de l'Europe où, jamais, les produits agricoles ne sont protégés, avec la pratique même de Marseille en d'autres domaines, celui des blés, par exemple, que l'on tient à obtenir au meilleur prix. Marseille, au contraire des villes du Nord, possède un vaste territoire agricole, qui ne porte pratiquement que des vignes. La protection traduit autant l'intérêt des classes marchandes pour la terre que l'appui recherché par l'aristocratie marchande des petits producteurs agricoles.

La deuxième catégorie regroupe des privilèges dont on peut attendre qu'une ville de négoce les défende avec acharnement. Il s'agit essentiellement de droits relatifs aux conditions de réalisation des échanges : sécurité des personnes, des biens, des opérations commerciales, règlement rapide des différends par une juridiction spécialisée utilisant des normes appropriées (tribunal et code de commerce), protection des négociants marseillais dans les autres ports méditerranéens par l'intermédiaire d'agents consulaires (depuis la fin du XIIème siècle les commerçants marseillais ont au Levant leurs fondouks jouissant de franchises judiciaires et fis-

cales sous l'autorité de leur consul), protection réciproque des négociants étrangers à Marseille, établissement et respect de la franchise des importations dans la ville et, même, de l'exemption des droits sur les marchandises réexpédiées vers le comté ou le royaume. Par les libertés réclamées, Marseille cherche à s'assurer une position favorable dans la concurrence des ports du Nord-Ouest de la Méditerranée et particulièrement des ports français. En cette quête de la liberté des échanges elle n'est point animée par un quelconque souci de libre-échange faisant disparaître, pour tous les partenaires également, les entraves à la circulation des marchandises. Marseille veut obtenir la liberté de ses échanges aux dépens des ports concurrents, elle demande des situations privilégiées, des monopoles et les obtient parfois ; tel, surtout, celui qui, dérivant d'un ensemble de mesures, lui procura aux XVI^e et XVII^e siècles la haute main sur les échanges entre le royaume et le Levant.

Constamment, au cours de son histoire, la ville a cherché à obtenir le statut le plus avantageux pour son commerce. Au bas Moyen Age, à l'époque où les entités politiques territoriales sont encore nombreuses et relativement faibles, il vaut mieux, pour elle, éviter toute compromission avec les États territoriaux, louvoyer entre eux, conserver le maximum d'indépendance. Faut-il se soumettre ? Il est préférable de le faire à un prince faible (le comte de Toulouse plutôt que celui de Provence, les Angevins épuisés plutôt qu'une monarchie puissante). Est-on vaincu ? Les avantages que le prince attend du grand port sont monnayables en privilèges ; ceux dont il prive la ville à l'époque de sa victoire sont lentement reconquis.

Par contre, lorsque la formation des grands États territoriaux apparaît un fait irréversible, quand s'affirme la puissance du royaume de France et sa volonté de développement économique, Marseille s'impatiente de son rattachement au royaume. Elle en escompte et en obtiendra l'abolition d'une frontière économique et l'élargissement de son aire de marché, une position maîtresse au débouché du couloir Rhodanien animé au Nord par la place de Lyon, le remplacement d'Aigues-Mortes comme port royal sur la Méditerranée et l'accroissement de son commerce avec le Levant dans le cadre de la politique poursuivie par la monarchie. Ainsi l'aristocratie marchande marseillaise reproduit-elle, dans le cadre du royaume de France, une situation que ne pouvaient désormais engendrer ni les forces propres de la ville, ni celles d'un état territorial d'importan-

ce secondaire : le déploiement des activités marchandes à l'abri d'une protection leur réservant des conditions de monopole. Certes, toutes les grandes villes marchandes se sont développées dans de telles conditions à la fin du Moyen Age ; l'accumulation n'est pas le fruit de l'exploitation de travailleurs dépendants, mais celui de la manipulation des termes de l'échange par des marchands détenant une position de force sur le marché (M. Dobb, *op. cit.*, p. 95 et suiv.). Par contre, spécifiquement marseillais, et sans doute méditerranéen, est le fait que la position de monopole ne s'acquiert pas grâce à l'action des marchands associés utilisant, éventuellement, l'institution municipale ; l'association de marchands est ici absente. L'institution municipale apparaît comme une entité supérieure pour laquelle les individus au pouvoir cherchent à obtenir un certain nombre de droits, de privilèges. Cette pratique, qui fait par exemple que les monopoles sont attribués à la ville et non à des compagnies commerciales, conduit les historiens à faire de «Marseille» ou des «Marseillais» les sujets d'une politique qui sert d'abord les intérêts de l'aristocratie marchande, dont les avantages finaux pour le reste de la population sont incertains. En réalité, la structure sociale et l'organisation de la classe dominante rendent nécessaire et supposent ce rôle attribué à la ville.

La concurrence entre clans aristocratiques s'oppose à l'association ; elle est réciproquement liée à l'antériorité de la lutte extérieure pour les monopoles sur la lutte de classes à l'intérieur. Aussi l'institution municipale est-elle une institution marchande centrale ; elle est nécessairement le lieu stratégique de toute politique de puissance. A l'inverse, l'attribution à la ville de droits et privilèges constitue le pouvoir municipal comme enjeu permanent des luttes entre les clans qui s'organisent autour de personnalités puissantes. Les factions, à tour de rôle, s'imposent ainsi à la ville et impriment à sa politique une direction conforme à leurs intérêts respectifs qui diffèrent en général peu des intérêts des autres factions, puisque l'intérêt différentiel réside essentiellement dans l'écramage grâce à la disposition du pouvoir des fruits de la situation de monopole. Chaque clan aristocratique exprime donc relativement bien les intérêts collectifs de l'aristocratie marchande dans son ensemble et de la bourgeoisie marchande. C'est pourquoi, malgré une vie politique extrêmement mouvementée, la politique extérieure de Marseille présente une grande continuité.

L'importance stratégique de l'institution municipale dans la structure sociale urbaine explique la vigueur avec laquelle les pri-

vilèges politiques de la ville (troisième catégorie parmi les droits traditionnels de la ville jusqu'à la fin du XVIIe siècle) furent défendus au cours de l'histoire. Sans l'autonomie politique de la cité, l'aristocratie marchande perd sa raison d'être (la fonction qu'elle exerce pour la Ville), les avantages qu'elle en tire et le fondement de sa propre organisation (sa division dans la lutte pour le pouvoir). On ne peut opposer (comme le fait M. Zarb, *op. cit.*, p. 347) la division de la ville en factions et sa puissance politique ni regretter que la première ait handicapé le plein développement de la seconde : on se trouve en présence de deux aspects d'une même structure.

Marseille (comme d'ailleurs Arles, Salon, Mondragon, les Beaux, etc...) n'a cessé de se vouloir «État à part», «terre adjacente» aussi bien au sein du comté de Provence que dans le Royaume de France. L'un de ses principaux soucis fut de faire reconnaître son autonomie administrative et judiciaire, son rattachement direct à la personne du souverain. Une assimilation au droit commun des villes du comté ou du Royaume eut signifié une totale remise en cause de la structure sociale urbaine et, particulièrement, de la fonction de l'aristocratie marchande qui, de l'autonomie, fut sans cesse le protagoniste. La classe dominante eut par ailleurs perdu tout intérêt dans l'exécution de sa fonction si, la cité, parallèlement, n'avait aussi disposé de privilèges fiscaux et économiques. Ainsi, Marseille obtint, au temps où elle faisait partie du comté de Provence, une fiscalité complètement autonome puis, lors de son rattachement au royaume, le droit d'asseoir et de lever elle-même les impôts. Ce statut ne lui permit pas toujours d'échapper aux charges du royaume mais présentait deux avantages pour l'aristocratie marchande, un avantage collectif (faire supporter la masse des impôts par le petit peuple grâce à la fiscalité indirecte) et un avantage de clan (permettre l'enrichissement du clan au pouvoir notamment par la disposition des fermes des taxes et impôts). Les autres privilèges de Marseille, dans la mesure où ils conduisaient au prélèvement de droits, présentaient aussi, fréquemment, un même double intérêt. Ainsi, la protection des vins du terroir, lorsqu'elle perdit son objet politique, fut maintenue parce qu'elle était la source de revenus fiscaux importants et d'une ferme appréciée.

*

* *

Les privilèges politiques, juridiques et économiques que Marseille défend avec continuité au cours de son histoire sont organiquement

liés à la structure sociale urbaine ; ils appartiennent à cette structure. Schématiquement, celle-ci peut-être présentée de la façon suivante. Que les classes marchandes s'enrichissent et accumulent d'abord par le prélèvement au travers de l'échange pratiqué dans des conditions inégales, i.e. au sein d'un rapport politique de domination, des surplus produits par d'autres formations sociales à l'intérieur de la ville, constitue le fait fondamental. L'importance relative du prélèvement extérieur, dont peu ou prou dépend la prospérité de l'ensemble des classes sociales urbaines, pose la cité comme supérieure à ses membres, comme antérieure aux luttes de classes à l'intérieur de la ville.

Si elle fait ainsi passer au second plan les luttes sociales relatives aux rapports de production, la nécessité de la cité comme instrument collectif de survie ou d'enrichissement de ses membres, conduit, par contre, les citoyens à se diviser pour le partage du produit de l'activité collective, de ces surplus mêmes prélevés sur d'autres formations. La classe dominante la première, qui fonde son hégémonie sur la médiatisation des rapports avec l'étranger, accapare la meilleure part des prélèvements extérieurs et ne s'organise pas nécessairement en classe unifiée dans ses relations avec les autres classes sociales, se divise en clans se disputant le pouvoir. Autour d'eux se regroupent des factions se recrutant d'abord dans la classe des marchands mais aussi dans les classes des petits producteurs indépendants ou salariés. La nécessité du bloc de classe en lutte contre l'extérieur, de même que l'impératif pour chaque clan aristocratique de recruter des partisans jusque parmi les artisans, travailleurs indépendants de la mer, petits commerçants etc..., conduit les classes marchandes à limiter les effets tendanciels de l'exploitation au travers de l'échange, du travail à l'intérieur de la ville.

Concurrence entre la cité-État et d'autres cités-États et États territoriaux et concurrence entre clans aristocratiques et factions urbaines, se répondent ainsi symétriquement au travers de la cité marchande autonome et supérieure à ses membres. Il se peut que l'action d'une faction soit marquée par les revendications de l'une des classes dominées. En réalité, la faction est un réseau de relations personnelles autour d'un clan aristocratique ; sa formation même la conduit à orienter son action en faveur du clan dominant.

Cette structure sociale, apparemment, est désorganisée après 1660 lorsque Louis XIV de façon symptomatique à la fois écarte les nobles (i.e. l'aristocratie marchande) du pouvoir et supprime l'autonomie de la ville, la réduit au droit commun des villes du royaume.

RÉFÉRENCES DES TRAVAUX CITÉS DANS LE TEXTE

- ANTONIETTI Pierre. Les Corses à Marseille au XVI^e siècle. *Études d'Histoire Provençale*, 1969.
- BARATIER Edouard (sous la direction de). *Histoire de Marseille*, Toulouse, Privat, 1973, p. 512.
- BARATIER Edouard. De la Vicomté au Consulat (950-1246) in E. BARATIER (sous la direction de), *Histoire de Marseille, op. cit.* pp. 61-90.
- BARATIER Edouard. Sous les Angevins de Naples (1246-1423) in E. BARATIER (sous la direction de), *Histoire de Marseille, op. cit.*, pp. 91-116.
- BOURDE A. Les mentalités, la religion, les lettres et les arts de 1596 à 1789, in E. BARATIER (sous la direction de), *Histoire de Marseille, op. cit.*, pp. 227-260.
- BUSQUET Raoul. *Histoire de Marseille*, Paris, R. Laffont, 1945, réed. 1978, p. 437.
- CARRIERE Ch. Le travail des hommes dans la cité des temps modernes, in E. BARATIER (sous la direction de), *Histoire de Marseille, op. cit.*, pp. 199-226.
- DOBB Maurice. *Études sur le développement du capitalisme*, Paris, Maspero, 1971, p. 421.
- JARDIN R., TUDESQ A.J. La France des Notables, T.II. *La Vie de la Nation*, 1815-1848, Paris, Ed. du Seuil, 1973, p. 255.
- PILLORGET R. Les désordres de la liberté, in E. BARATIER (sous la direction de), *Histoire de Marseille, op. cit.*, pp. 171-183.
- PIRENNE Henri. *Les Villes du Moyen Age*, Paris, Alcan, 1939.

- POLY Jean-Pierre. *La Provence et la Société Féodale* 879-1166, Contribution à l'étude des structures dites féodales dans le Midi, Paris, Bordas, 1976, p. 431.
- RAMBERT Gaston. *Histoire du commerce de Marseille*, Paris, Plon, VII Vol, 1949-1965.
- RENOUARD Yves. Lumières nouvelles sur les hommes d'affaires italiens du Moyen-Age, *Annales E.S.C.*, X, 1, 1955, janv.-mars, pp. 63-78.
- REYNAUD F. Du Comté au Royaume (1423-1596), in E. BARATIER (sous la direction de), *Histoire de Marseille, op. cit.*, pp. 117-162.
- VOVELLE M. La révolution, in E. BARATIER (sous la direction de), *Histoire de Marseille, op. cit.*, pp. 261-295.
- ZARB Mireille. *Les privilèges de la Ville de Marseille du Xe siècle à la Révolution*, Paris, Ed. A. Picard, 1961, p. 364.

TUNISIE (1970-1977), LE DEVELOPPEMENT D'UN CAPITALISME DEPENDANT

Daniel KAMELGARN.

L'éviction d'Ahmed Ben Salah du plus haut poste du gouvernement à la fin de 1969, suivie de son emprisonnement, marque la fin d'une expérience ambiguë, celle d'un socialisme où fleurissent les coopératives sans l'appui du peuple et au sein duquel se développent les germes d'un capitalisme tunisien. A partir de cette date, le pays s'engage, sous la conduite de Hédi Nouira, sur la voie du libéralisme économique (*).

INTRODUCTION : LES NOUVELLES CONDITIONS DE LA CROISSANCE

1) Continuité et rupture.

La croissance industrielle, considérée comme le seul moyen de sortir du sous-développement dans les années soixante, est plus que jamais au cœur des préoccupations : les *Perspectives* pour la décennie 1972-1981, dans le cadre desquelles est élaboré le IVème plan font de l'accélération de la croissance l'objectif prioritaire, elle doit en particulier entraîner la résorption du chômage. Un taux annuel moyen de croissance du P.I.B. de 7,5% est avancé pour la période, contre 4,5% réalisé durant la décennie précédente.

L'insertion accrue de l'économie tunisienne dans la D.T.T. s'impose rapidement aux dirigeants du pays comme le plus sûr moyen de réaliser une forte croissance. Le gouvernement attend,

(*) Cet article présente les conclusions d'une étude effectuée pour l'A.S.R.E.S. dans le cadre d'une action programme de la D.G.R.S.T. sur la division internationale du travail.

en effet, de l'ouverture sur l'extérieur, une forte dynamisation de l'économie tunisienne ; la libéralisation des échanges et l'encouragement des investissements étrangers doivent permettre de faire de la Tunisie un Hong Kong maghrébin.

Cette volonté d'accroître l'insertion de l'économie dans la D.I.T. tranche nettement avec la période précédente ; elle va changer la nature de la croissance. Durant la décennie précédente, l'insertion était restée limitée pour des raisons à la fois internes et externes :

— malgré les besoins en biens intermédiaires et en biens d'équipement nécessités par l'industrialisation lourde du pays, le gouvernement affichait la volonté de restreindre l'insertion du pays, en particulier en contingentant les importations de biens de consommation. Il est vrai que les ressources en devises de l'économie tunisienne étaient limitées en raison de son faible développement (produits primaires peu ou pas élaborés et surtout tourisme) ce qui constituait un frein naturel à cette insertion ;

— en outre, les industriels étrangers restaient réticents à l'égard d'un pays dont les infrastructures étaient encore insuffisantes et qui, de surcroît, menait une politique «socialisante».

En 1970, la situation est profondément différente : les infrastructures existent, la main-d'œuvre présente un niveau minimal de qualification grâce à un effort important mené dans les domaines de l'éducation, de l'habitat et de la santé ; l'exode rural garantit en outre son faible coût. Toutes les conditions requises semblent réunies pour insérer plus profondément l'économie tunisienne dans la D.I.T. Enfin, le nouveau gouvernement, traduction de l'évolution de la structure sociale, suscite davantage la confiance des investisseurs étrangers.

2) L'évolution de la structure sociale.

Le fait le plus marquant de la décennie passée est sans doute la constitution d'une bourgeoisie industrielle. Elle explique le renversement du gouvernement. La bourgeoisie d'Etat progressivement constituée durant les années soixante s'est enrichie (grâce en bonne partie à la corruption) ; ne pouvant guère consommer ses revenus, en raison de la limitation des importations de biens de consommation, elle a accumulé. Dans le même temps, la politique de Ben Salah a favorisé l'émergence d'une bourgeoisie

issue de secteurs tels que le bâtiment et les travaux publics et l'hôtellerie. Elle aussi a accumulé. Un capitalisme national est donc né qui ne demande qu'à prendre en charge (et donc profiter de) la croissance économique. Le gouvernement de Hédi Nouira va lui en donner l'occasion en procédant au retrait progressif de l'Etat : « Le rôle de l'Etat, déclare Tijani Chelli, Président Directeur Général de l'Agence de Promotion des Investissements (A.P.I.), c'est de... permettre au privé de fonctionner » (1). On est donc loin de l'Etat-entrepreneur prôné sous le gouvernement de A. Ben Salah, bien que la théorie des trois secteurs (étatique, coopératif et privé) soit officiellement réaffirmée.

Le deuxième élément important est le gonflement d'une classe ouvrière compétente. L'augmentation continue du volume global de cette classe est due tout à la fois à l'exode rural (2) et à la croissance démographique (avec des taux de fécondité et de natalité de 16,2% et 3,7%, parmi les plus élevés du monde, la population est passée de 4 533 000 en 1966 à 5 577 000 en 1975 soit une augmentation de 2,3% par an). La croissance démographique a uniquement profité à la population urbaine qui représente 47% de la population totale en 1975, réalisant ainsi un taux de croissance annuelle sur la période de 4,7% tandis que la population rurale n'augmentait qu'au rythme annuel de 0,5%.

Le gonflement de la main-d'œuvre disponible pose avec acuité le problème du chômage incitant le gouvernement à faire de la création d'emploi, l'objectif prioritaire des investissements industriels ; il fait aussi pression sur le marché de l'emploi, maintenant le salaire à un taux très bas et permettant à la Tunisie de conserver un avantage comparatif dans le jeu de la division internationale du travail. L'extrême jeunesse de la population dont 50% avait moins de 15 ans en 1975 permet de peser d'avantage encore sur les salaires.

Le développement capitaliste bénéficie non seulement d'un fort volant de chômage mais aussi d'une compétence et d'une qualification rares pour une classe ouvrière d'un pays en voie de développement. L'important effort d'éducation n'est pas étranger non plus que le rôle formateur des industries lourdes et la formation acquise par les travailleurs émigrés rentrés en Tunisie.

Il faut enfin noter que la classe ouvrière tunisienne est assez ancienne ; elle existait déjà, bien que très réduite, en 1930. Ainsi

s'explique d'ailleurs l'importance du mouvement syndical et sa forte politisation.

Les conditions sont donc réunies au début des années 1970 pour modifier l'insertion de la Tunisie dans la D.I.T. et lui faire assumer un nouveau rôle dans le système productif international. Ce déplacement, qui signifie accroissement de l'intégration du pays à la sphère capitaliste mondiale, peut être appréhendé au niveau des flux de marchandises et des flux de capitaux ; l'analyse de ces deux niveaux fera l'objet des deux premières parties de cette étude. La croissance économique observée requiert, à la lumière de la nature et du sens de ces flux, une interprétation nuancée. La troisième partie s'emploiera à démonter les pièges de la croissance tunisienne.

I. L'INTENSIFICATION DES ÉCHANGES AVEC L'EXTÉRIEUR.

L'accroissement des échanges avec l'extérieur (tableau 1) connaît une brusque accélération en 1974 en raison, d'une part, de l'envolée du prix du pétrole qui permet cette année-là d'équilibrer la balance des biens, services et revenus, et, d'autre part, des effets des lois d'encouragement des investissements de 1972 et 1974. Les importations et les exportations de biens, services et revenus passent respectivement de 32,8% et 21,9% du P.I.B. en 1969 à 40,1% et 40,2% en 1974. Mais tandis que les importations conservent un haut niveau après 1974 (42% en 1976), les exportations s'effondrent sous l'effet de la crise économique (31,5% du P.I.B. en 1976 soit 10,8% de diminution des exportations de biens exprimées en volume). Dès lors le taux de couverture se dégrade : pour les seules marchandises, il tombe à 51,5% en 1976 alors qu'il était supérieur à 60% dans les premières années de la décennie et s'était élevé à 81,4% en 1974. Pour l'ensemble des opérations courantes, il retombe à 75%, niveau de 1969, après s'être élevé jusqu'à 100,4% en 1974.

L'intensification des flux commerciaux et la dégradation de la balance traduisent une même réalité : l'accroissement de la dépendance de la Tunisie vis-à-vis de l'étranger.

L'analyse des échanges comporte donc trois parties :

- l'analyse des importations qui permet de saisir la croissance de l'insertion de la Tunisie dans la D.I.T.,
- celle des exportations qui révèle la place qu'occupe la Tunisie dans la D.I.T.,
- enfin, la répartition géographique qui met en évidence le lien de dépendance du pays vis-à-vis de l'étranger.

Tableau I.

Evolution de la Balance commerciale et des opérations courantes
(en millions de dinars °).

| | Marchandises | | | Balance des opérations courantes | | |
|------|--------------|--------------|---------------------------|----------------------------------|--------------|---------------------------|
| | Importations | Exportations | Taux de couverture (en %) | Importations | Exportations | Taux de couverture (en %) |
| 1969 | 139,8 | 92 | 62,2 | 222,6 | 163,4 | 73,4 |
| 1970 | 164,6 | 99,6 | 60,5 | 243,5 | 185,2 | 76,1 |
| 1971 | 188,3 | 118 | 62,7 | 280,2 | 243,1 | 86,8 |
| 1972 | 234,9 | 157,7 | 67,6 | 340,8 | 306,7 | 90 |
| 1973 | 286 | 178,8 | 62,5 | 389 | 333,8 | 86 |
| 1974 | 488,7 | 397,7 | 81,4 | 611,9 | 614,3 | 100,4 |
| 1975 | 572,8 | 345,6 | 60,3 | 701,5 | 611,7 | 87,2 |
| 1976 | 656,7 | 338,3 | 51,5 | 799,4 | 599,3 | 75 |

Source : Institut National de Statistiques - Tunis.

(°) Le dinar valait \$ 1,92 en 1970 et \$ 2,33 en 1976.

1) L'augmentation continue des importations, signe de la croissance de l'insertion.

L'analyse de l'évolution des importations en volume par catégorie de biens qualifie cette augmentation : ce sont les matières premières, les demi-produits et les produits manufacturés qui en sont les principaux responsables ; les premiers triplent en volume durant la période, les seconds font plus que doubler.

Deux phénomènes distincts sont ici en cause. En premier lieu, et comme c'était déjà le cas durant la décennie précédente, la croissance induit un besoin constant en matières premières, en demi-produits et en équipement industriel que le marché intérieur est incapable de fournir : les demi-produits se maintiennent à un niveau de 22 à 23% des importations totales, à l'exception des deux dernières années ; les matières premières passent de 17,6% à 18,2% en raison notamment de la hausse du prix de l'énergie ; les importations de biens d'équipement retrouvent en 1976 le niveau de 30% qui était celui des années soixante, en pleine construction des infrastructures. Le recours à l'extérieur dans l'industrialisation apparaît encore à travers les dépenses au titre des «Grands Travaux», qui, avec 41,1 millions de dinars constituent plus de 7% des importations totales de biens en 1976.

Le deuxième phénomène, qui est nouveau, apparaît dès le renvoi de A. Ben Salah ; il s'agit de l'augmentation des importations de biens de consommation. Cette augmentation n'est pas un phénomène passager lié à la levée des interdictions par le nouveau gouvernement, elle s'impose rapidement comme une donnée structurelle. Ces importations représentent en effet 15,8% des importations totales en 1976, et 17,8% en 1977 contre 13,3% seulement en 1970, elles font la preuve qu'un marché local de biens de consommation existe (automobiles, vêtements, livres, etc...), bien que limité par la taille du pays.

Ce phénomène atteste de l'adhésion de couches de plus en plus larges de la population (bourgeoisie, mais aussi petite bourgeoisie) au style de consommation européen. Les années soixante-dix ont vu l'explosion de «la société de consommation». L'offre de l'appareil de production tunisien étant limitée, ce «boom» est satisfait au moyen des importations. Il induit aussi, nous le verrons plus loin, une importante expansion des investissements pour la production locale dans le cadre de la loi des investissements de 1974.

Le poids que font peser ces importations sur la balance commerciale amène le gouvernement à en limiter l'ampleur en instituant, au début de 1978, une taxe dite de compensation sur les biens de consommation. Cette taxe très lourde varie selon les produits et peut atteindre jusqu'à 300% (voitures de luxe). Cette taxe devrait en outre avoir pour effet d'accélérer le processus de substitution des importations en encourageant les investissements locaux. Il est toutefois encore trop tôt pour juger de l'efficacité de ces mesures très contestées. Elles ne devraient pas en tout cas mettre un terme à la dépendance du pays qui apparaît au niveau de la définition même du style de consommation : l'augmentation du niveau de vie d'une partie limitée de la population suscite une demande de produits «occidentaux», aujourd'hui importés, demain peut-être produits localement, alors que dans le même temps le secteur des biens alimentaires est toujours en déficit vis-à-vis de l'extérieur.

2) Type d'insertion et sources de devises.

L'évolution de la répartition des exportations par type de produits rend assez bien compte du déplacement de la Tunisie au sein du système productif international. Les exportations de produits traditionnels diminuent en valeur relative mais aussi absolue :

- Les produits d'origine animale ou végétale voient leurs exportations diminuer en volume de 39,6% en 6 ans ; ils ne représentent plus que 2,3% du total des exportations contre 8% en 1970.

- Les exportations de produits d'origine minérale diminuent sensiblement en volume après avoir augmenté au début de la période. Cette baisse non entièrement reportée dans les agrégats en valeur du fait de la hausse du prix du phosphate à partir de 1974 est à imputer principalement au processus d'élaboration des matières premières déjà engagée dans la décennie précédente. Ainsi, les exportations de demi-produits, parmi lesquels on trouve les engrais phosphatés, augmentent en volume de 28% environ soit à un rythme annuel de 4,2%. Mais, leur contribution relative aux exportations diminuent.

- Enfin, les exportations de produits alimentaires, bien qu'augmentant en volume et malgré la forte hausse de l'indice des prix les concernant, diminuent relativement dans l'ensemble des exportations.

Deux types d'exportation de marchandises impulsent la croissance des exportations. Il s'agit, en premier lieu, du pétrole qui constitue 42,4% des exportations en 1976 contre 27,1% seulement en 1970. La Tunisie bénéficie ainsi et de façon inespérée de l'aug-

mentation du prix du pétrole. En effet, le volume des exportations ne varie guère : il passe de 3,407 millions de tonnes en 1970 à 3,792 en 1976. C'est donc l'augmentation du prix qui constitue la source essentielle de l'augmentation des exportations.

Vient s'ajouter un deuxième type d'exportations, qui prend de plus en plus d'ampleur : celui des produits manufacturés constitués pour l'essentiel de produits textiles. Alors que ces exportations ne représentaient que 3,5% du total en 1970, elles atteignent 14,4% en 1976 (3), ce qui dénote une extraordinaire progression en volume : 308% soit une augmentation annuelle moyenne de 26,4% contre 3,6% pour l'ensemble des exportations. Ces exportations de produits finis s'opèrent essentiellement dans le cadre de la sous-traitance internationale dont la loi d'encouragement des industries exportatrices de 1972 fixe les conditions de développement en Tunisie et sur laquelle nous reviendrons. Relevons dès à présent que l'importance qu'elles prennent dans les échanges avec l'extérieur et leur nature fondamentalement différente des flux de marchandises traditionnels indiquent un déplacement de la Tunisie au sein du système productif mondial.

Deux autres sources de devises maintiennent leur position prépondérante : les revenus du tourisme et des travailleurs émigrés. Dès les années soixante, le tourisme constitue la principale source de devises du pays. Avec 20% des recettes de la balance des opérations courantes en 1976, le tourisme constitue une importante source d'équilibre dans les échanges avec l'étranger. C'est aussi une source d'emploi (2% de l'emploi total en 1972 auquel il faut ajouter l'emploi indirect qu'on évalue généralement de même importance que l'emploi direct). Néanmoins le « bénéfice social » évalué selon une analyse coût-avantage n'est pas évident. Le taux d'occupation des installations est en effet très faible ; de l'ordre de 40% alors qu'un taux de 55% est généralement considéré comme nécessaire. Le tourisme apparaît alors avant tout comme un instrument politique d'intégration de la population et de transformation des structures sociales (4).

Les devises des travailleurs émigrés constituent la troisième source de revenus, et bien que le Vème plan en prévoit la diminution, il est douteux que le nombre de travailleurs émigrés diminue, alors que le chômage n'est pas prêt d'être résorbé ; à moins qu'un tel mouvement ne soit impulsé par les pays d'accueil, eux-mêmes confrontés au problème du chômage.

L'analyse des exportations de biens et services met en outre en évidence la concentration croissante des revenus tirés du commerce extérieur.

Exception faite des produits textiles (vêtement, bonneterie, coton) qui représentent au total 11,9% des exportations de biens et constituent donc la cinquième source de revenus, les activités rémunératrices en devises n'ont pas changé entre 1969 et 1976 ; il s'agit toujours du pétrole, du tourisme, des revenus des travailleurs émigrés, de l'huile d'olive, du phosphate et de ses dérivés (tableau 2).

Ces sept produits tendent à regrouper l'essentiel des revenus du commerce extérieur : alors que le pétrole, le phosphate, l'huile d'olive et les engrais phosphatés représentaient 54,2% des exportations de biens en 1970, ils en forment 70,2% en 1976 ; si on leur ajoute les produits textiles, on obtient un total de 80,9%. Au niveau des recettes des opérations courantes, les six activités principales passent de 53,8% à 68,3%, 67% de cette augmentation devant être imputée au seul pétrole.

Les très fortes variations de prix que subissent les exportations de marchandises rendent hasardeuse l'interprétation de ces chiffres. La lecture de leur évolution en volume marque une forte baisse des exportations de phosphate, une stagnation de celles de pétrole et de superphosphates et une forte hausse de celles d'acide phosphorique tandis que les exportations irrégulières d'huile d'olive semblent dépendre des aléas climatiques.

3) La concentration géographique du commerce extérieur, signe de dépendance.

La prépondérance des pays européens dans les échanges de la Tunisie avec l'extérieur reste entière. Au niveau des importations, la part des pays de la CEE a même légèrement augmenté passant de 58,2% en 1970 à 63,1% en 1977. Les U.S.A., qui, les premiers, ont aidé la Tunisie après son indépendance, voient par contre leur marché se dégrader très nettement sous l'effet de la concurrence européenne. Les importations en provenance de ce pays passent de 27,1 millions de dinars courants à 48 millions en l'espace de six ans ; elles ont donc augmenté au rythme de 7,1% alors que l'indice des prix de gros des produits importés augmentait à un taux supérieur à 10%. L'importance des pays industrialisés dans

Tableau 2

Principales sources de revenus
(en millions de dinars et en % des recettes
des opérations courantes).

| | 1970 | | 1976 | |
|-------------------------|--------------|-------------|--------------|-------------|
| | M D | % | M D | % |
| Pétrole | 26 | 13,5 | 143,3 | 23 |
| Tourisme | 34,3 | 17,8 | 140 | 20 |
| Travailleurs émigrés | 15,2 | 7,9 | 62 | 10 |
| Phosphate | 10,8 | 5,6 | 26,3 | 4,2 |
| Engrais phosphatés | 8,6 | 4,5 | 32,9 | 5,3 |
| Huile d'olive | 8,7 | 4,5 | 36,3 | 5,8 |
| Total | 103,6 | 53,8 | 438,8 | 68,3 |
| Textile | | | 36,1 | 5,8 |
| Total | | | 474,9 | 74,1 |

Source : Institut National de statistiques – Tunis.

les importations n'est en fait que le reflet de la dépendance du pays par rapport au style de développement occidental (5) qui se traduit par une dépendance technologique en biens d'équipement ; tant que le style de développement restera ce qu'il est, la place des pays industrialisés demeurera la même.

Au niveau des exportations, la place de l'Europe s'est légèrement dégradée jusqu'en 1974, plus rapidement ensuite, passant de 58,1% en 1970 à 55,8% en 1974 et 51,8% en 1976. Ainsi, après 1974, la baisse peut être observée même dans les exportations exprimées en dinars courants. La perte de revenu qui en découle pour la Tunisie et qui provient de la récession européenne, illustre la précarité des ressources tirées de l'exportation de biens à destination des pays industrialisés. Ainsi, le déficit de la balance avec la CEE s'est aggravé : il passe de 35 millions de dinars en 1970

(taux de couverture de 62,2%) à 226 millions de dinars en 1976 (taux de couverture de 43,6%). La très forte hausse des achats des États-Unis et des pays faiblement industrialisés de l'Europe du Sud (Turquie, Grèce, Espagne) provient pour l'essentiel des exportations de pétrole et de l'augmentation de son prix.

En revanche, la place des pays en voie de développement dans les échanges demeure très faible et instable. En particulier, les pays du Maghreb ne participent que pour 4,4% des exportations (avec une valeur totale en monnaie courante identique à celle des exportations de 1970) et 0,7% des importations (ce qui marque une diminution en dinars courants par rapport à 1970).

Il faut toutefois remarquer que la balance est ici nettement positive pour la Tunisie, ce qui peut être imputé à sa position au sein de la D.I.T. Néanmoins, cette place ne lui profite pas autant qu'elle ne lui coûte : gain net des échanges avec le Maghreb : 10,2 millions de dinars ; déficit net avec la CEE : 226 millions de dinars.

L'analyse de la destination des exportations des principaux produits permet de préciser la concentration géographique des exportations observée au niveau global. Ainsi (tableau 3) pour chacun des quatre principaux produits, les principaux pays acheteurs tendent à accaparer une part croissante des exportations.

Tableau 3

**Concentration des exportations des principaux produits
par pays (en % des exportations totales du produit)**

| | Pétrole | | Huile d'olive | | Phosphate | | Engrais | |
|-------------------|---------|------|---------------|------|-----------|------|---------|------|
| | 1970 | 1976 | 1970 | 1976 | 1970 | 1976 | 1970 | 1976 |
| | | | | | | | | |
| Principal pays | 35 | 32 | 43 | 80 | 21 | 26 | 19 | 35 |
| 3 principaux pays | 78 | 81 | 74 | 93 | 47 | 56 | 52 | 73 |
| 5 principaux pays | 81 | 91 | 87 | — | 69 | 76 | 80 | 87 |

En outre, les pays occidentaux tendent à occuper une place de plus en plus importante au détriment en particulier des pays de l'Europe de l'Est. Ainsi, les trois principaux clients pour ces

quatre produits sont, en 1976, la France et l'Italie, citées chacune trois fois et la Grèce citée deux fois.

La situation de dépendance n'est cependant pas la même pour tous les produits. Les exportations d'huile d'olive vont pour l'essentiel dans les pays de la C.E.E. (ils en achètent 87,6% contre 31% en 1970) ; de même, ils accroissent leur part dans les exportations de phosphate (35,4% contre 18,5% en 1970). En revanche, leur part décroît en ce qui concerne les exportations de pétrole et d'engrais. La Grèce et la Turquie, pays méditerranéens, apparaissent comme des clients importants avec lesquels les rapports sont moins inégaux.

Au total, la politique, menée sous A. Ben Salah, de diversification géographique n'a guère été poursuivie. La tendance s'est même inversée au point de lier plus fermement la Tunisie aux pays occidentaux. Le trait apparaît avec plus d'évidence encore à travers les exportations de produits textiles que le régime actuel a particulièrement privilégiées, qui ont connu une forte croissance durant la période. Le tableau 4 montre, pour 1976, la répartition des exportations de ces produits regroupés en quatre catégories ; les quatre principaux clients, pays de la C.E.E., assurent plus de 90% des achats à l'exception des tapis haute laine.

Tableau 4

Exportation des principaux produits textiles en 1976
(en millions de dinars)

| | France | RFA | Benelux | Italie | Total des 4 pays | En % du total des exportations |
|--------------------|--------|-----|---------|--------|------------------|--------------------------------|
| Coton | 4,1 | 0,2 | 1,2 | 0,3 | 6,1 | 95 |
| Tapis haute laine. | 0,9 | 1,2 | 0,3 | 0,1 | 3,6 | 69,4 |
| Bonneterie | 3,1 | 1,3 | 3,4 | | 7,95 | 98,1 |
| Vêtements | 5,4 | 7 | 7,1 | 0,3 | 22 | 90 |

Cette concentration géographique des exportations met en évidence la dépendance de la Tunisie vis-à-vis des pays industrialisés

occidentaux et en particulier des pays européens ; la Tunisie n'a guère les moyens de trouver d'autres clients présentant une demande comparable, alors que l'inverse n'est pas vrai.

De plus, ces pays peuvent trouver d'autres fournisseurs pour les produits en provenance de Tunisie : c'est aussi bien le cas du pétrole que du phosphate ou que des produits textiles. Le cas des travailleurs émigrés et du tourisme est encore plus net. A l'opposé, la Tunisie n'a guère de choix pour acquérir les biens d'équipement nécessaires au style de développement choisi, mimétique de celui des pays occidentaux.

L'analyse des échanges a permis de caractériser le lien de dépendance de la Tunisie par rapport à l'Europe. L'intensification des échanges, et donc de ce lien, s'est appuyée non seulement sur les produits traditionnels pour lesquels prime le faible coût d'accès aux matières premières (engrais phosphatés, travailleurs émigrés et tourisme à la périphérie proche des pays industrialisés, pétrole) mais aussi sur des produits manufacturés pour lesquels l'apport de la Tunisie est constitué par une main-d'œuvre bon marché. Ainsi s'est accrue et déplacée la contribution de la Tunisie à la D.I.T. L'analyse des flux financiers permet de préciser les modalités de cette évolution et d'apprécier la dépendance inhérente au nouveau type d'insertion qui se dessine.

II. DÉPENDANCE FINANCIERE ET TECHNOLOGIQUE

1) La permanence de l'endettement

La période a été marquée par une diminution régulière du poids de la dette jusqu'en 1975 ; on a pu alors penser que l'économie était en voie de décoller. Entre 1969 et 1974, l'en-cours de la dette (partie déboursée seulement) passait de 488,6 millions de dinars à 954, chutant ainsi de 38,5% du P.I.B. à 27,4%. Dans le même temps, le service de la dette passait de 20,7% des recettes courantes en devises à 7,2%.

Mais à partir de 1975, la tendance s'inverse au point que les prévisions budgétaires projettent pour 1978 un poids de la dette plus lourd qu'au début de la période : 40% pour le taux d'endettement extérieur et 12,4% pour le coefficient du service de la dette. L'allégement de l'endettement ne peut donc être attribué

qu'à la conjonction de facteurs passagers, en particulier aux ressources provenant de l'augmentation du prix du pétrole. Passé le « choc » créé par cet afflux de devises, le gouvernement a, à nouveau, utilisé sa capacité d'endettement comme en témoigne la brusque augmentation des tirages sur crédits publics.

La situation financière de l'économie reste donc très fragile et vulnérable. Le développement industriel des années soixante-dix n'a donc pas permis de supprimer la dépendance vis-à-vis du capital étranger. Il lui a seulement superposé une dépendance accrue vis-à-vis de la technologie étrangère.

2) Investissements étrangers et «outward-looking strategy».

Alors que durant la période précédente, les investissements, dont le montant global restait faible, se cantonnaient dans l'exploitation minière et pétrolière, les capitaux étrangers affluent durant la décennie actuelle vers les industries manufacturières.

Les investissements directs figurant dans la balance des paiements fournissent un indice de cette brusque croissance : ils passent de 10,2 millions de dinars en 1970 à 52,3 en 1976. Mais ces chiffres ne reflètent que de façon incomplète la pénétration du capital privé étranger ; la plupart des projets industriels sont mixtes, c'est-à-dire que des capitaux tunisiens y participent. Ainsi, pour l'ensemble des investissements réalisés dans le cadre de la loi de 1972, entre 1973 et 1975, 23,1% des investissements étaient entièrement étrangers et 40,3% étaient mixtes ; or les recensements indiquent que l'essentiel des entreprises à capitaux mixtes sont non résidentes c'est-à-dire détenues aux deux-tiers au moins par des étrangers (64% des entreprises constituées dans le cadre de cette loi sont non résidentes).

Un second facteur fausse le flux des investissements privés enregistré dans la balance des paiements : les prêts des banques offshore accordés aux investissements dans des proportions croissantes.

Cet afflux d'investissements étrangers tient à l'évolution socio-économique de la Tunisie, que l'on a évoquée. Il convient, en outre, de signaler ici le cadre juridique mis en place par le gouvernement pour encourager et canaliser ce mouvement. Deux lois y ont concouru avec succès : la loi du 27 avril 1972 fixant le régime des entreprises exportatrices et la loi du 3 Août 1974 relative aux investissements dans les industries manufacturières.

La loi de 1972, dont le but est d'encourager les entreprises tournées exclusivement vers l'exportation, institue une véritable zone franche au sein du territoire national :

— «Les sociétés dûment agréées peuvent importer librement les biens nécessaires à leur production (matières premières, machines, équipement, pièces détachées...),

— ces entreprises peuvent effectuer librement tous transferts afférant à leur production ainsi qu'aux distributions revenant aux associés non résidents,

— les entreprises non résidentes (celles dont le capital est détenu par des non résidents à concurrence de 66% des parts au moins) ne sont pas tenues de faire entrer en Tunisie leurs bénéfices et leurs chiffres d'affaires». (6)

A cela viennent s'ajouter de nombreuses exonérations fiscales :

«1 — Exonération de l'impôt sur les bénéfices des Sociétés pendant 10 ans et imposition au taux réduit de 10% pour les années suivantes.

2 — Exonération de tous droits et taxes pendant 20 ans (droits d'enregistrement, taxes sur la valeur locative, droits de douane, taxes sur le chiffre d'affaires, etc...).

3 — Exonération de l'impôt sur les revenus des valeurs mobilières à raison des emprunts contractés pour la formation de l'investissement ou son extension.

Imposition à taux réduit (6 à 8%) pour les revenus provenant des bénéfices distribués». (6)

La loi de 1974 poursuit un double objectif : développer les industries manufacturières produisant pour le marché local et résorber le chômage.

Les avantages qu'elle accorde aux sociétés, qui doivent obligatoirement créer un minimum de 10 emplois, sont donc liés en premier lieu au nombre d'emplois créés ; il en est ainsi de l'exonération du droit proportionnel de la patente (impôt sur les bénéfices) pendant les cinq premières années :

| Nombre d'emplois créés | | Taux de l'exonération |
|------------------------|-----------|-----------------------|
| Catégorie A | 10 à 20 | 40% |
| B | 21 à 50 | 60% |
| C | 51 à 100 | 70% |
| D | 101 à 150 | 80% |
| E | + de 150 | 90% |

A cela vient s'ajouter un certain nombre d'autres avantages :

— *Avantages communs* :

- enregistrement au droit fixe,
- dégrèvement fiscal des revenus ou bénéfices investis en faveur du souscripteur initial,
- exonérations des droits de douane et taxes sur le chiffre d'affaires selon que les biens d'équipement sont fabriqués à l'étranger ou en Tunisie,

— *Avantage lié au pourcentage d'exportation* :

- l'exportation de plus de 10% de la production pendant les 5 premières années d'activités donne lieu à une année supplémentaire dans l'application des exonérations du droit de patente,

— *Avantage lié aux zones territoriales* :

- une série d'avantages particuliers peuvent être octroyés aux industriels dans le cadre d'implantation décentralisée,

— *Avantages conventionnels* :

- une gamme très large d'avantages peut être réservée aux investissements importants pour l'économie tunisienne étayant un fort taux d'intégration (part des achats locaux dans l'ensemble des consommations intermédiaires).

Les deux lois connaissent un franc succès puisque, au contraire du code des investissements du gouvernement Ben Salah, elles sont parvenues à engendrer le flux de capitaux souhaité. Le nombre des projets agréés n'a cessé d'augmenter passant de 479 en 1973 à 707 en 1974 et 963 en 1975.

La loi de 1974 recouvre la part la plus importante des investissements (80% des investissements et 88% des projets agréés). Jusqu'à présent les avantages de cette loi n'ont été, que dans de très rares cas, accordés à des firmes étrangères (lorsque la technologie le nécessitait). Toutefois le niveau technologique étant appelé à s'élever, le nombre des entreprises étrangères bénéficiaires est appelé à s'accroître.

Parmi les entreprises créées dans le cadre de la loi de 1972, on dénombre 116 entreprises résidentes dont 62 à capitaux entièrement tunisiens, et 207 non résidentes dont 53 entreprises françaises au début de 1978.

On relève l'importance de la France parmi les nombreux projets mixtes (40% des investissements) ce qui s'explique par la proximité culturelle de la France. Par contre, les autres capitaux européens (allemands, hollandais, belges, italiens par ordre d'importance) s'associent beaucoup plus rarement aux tunisiens.

Sur le total des investissements, la prépondérance française est moins nette ; l'Allemagne occupe une place plus grande qu'elle, tandis que les Pays-Bas sont présents dans la quasi totalité des grands regroupements de branches : les entreprises allemandes et tuniso-allemandes représentent 30% des entreprises, leurs homologues français 22%, les hollandais 9%, les belges 8,5%.

3) La dépendance tunisienne vis-à-vis du capital étranger privé.

La croissance économique non seulement n'a pas permis de diminuer la dépendance vis-à-vis des instituts financiers internationaux, mais elle a en outre adjoint une dépendance vis-à-vis des investissements étrangers privés dont l'apport technologique est essentiel pour mener à bien le style de développement choisi. De plus, si l'on analyse le contenu de la croissance du P.N.B. et des exportations ainsi réalisées, le gain net des investissements étrangers n'est guère évident :

— au niveau du commerce extérieur, le gain est sans doute plus faible que ne le laissent croire les 20% d'exportations de produits manufacturés. Celles-ci sont en effet obtenues au moyen d'importations de matières premières, de demi-produits et de biens d'équipement qui bénéficient d'une totale liberté. Le secteur textile, par exemple, qui absorbe 83% des projets, fait apparaître un déficit avec l'extérieur, qui serait encore plus lourd si l'on ajoutait les importations de machines textiles (cf. tableau 5). Ainsi, non seulement la Tunisie ne parvient pas à satisfaire la totalité de ses besoins intérieurs, (importations, notamment de vêtements de luxe) mais de plus ne contrôle pas l'ensemble de la filière ce qui l'oblige à importer des fibres synthétiques.

L'amélioration du taux d'intégration de la production (l'Agence de Promotion des Investissements qui accorde les agréments exige un taux de 30 à 35%) est située comme objectif, elle se heurte à l'organisation du système productif mondial et à une « hiérarchisation » (C. Palloix) sur laquelle la Tunisie n'a aucune prise.

Tableau 5
Balance commerciale textile en 1976
(en millions de dinars)

| | Importation | Exportation | Solde |
|---------------------------|-------------|-------------|--------|
| Textiles synthétiques | 19,3 | | - 19,3 |
| Coton | 15,5 | 6,1 | - 9,4 |
| Autres textiles | 4 | | - 4 |
| Tapis | 2,7 | 3,7 | + 1 |
| Cordages, tissus spéciaux | 4,5 | | - 4,5 |
| Bonneterie | 7,8 | 8 | + 9,2 |
| Vêtement | 11,7 | 22 | 10,3 |
| Confection | 3,7 | 1 | - 2,7 |
| Total | 69,6 | 41,1 | - 28,5 |

— l'effet multiplicateur reste très limité : une étude effectuée par l'API a évalué qu'en 1977, l'ensemble des effets directs (salaires, paiement à l'État (7) et amortissement du matériel fourni par le pays), indirects (vente de biens et services à la zone franche) et induits (consommation induite par les salaires) s'élevait à 27,2 millions de dinars soit 1,28% du P.I.B. ou encore 3,9% des recettes courantes (8).

— l'apport technologique reste limité : l'essentiel des investissements effectués dans la confection n'a eu qu'un effet très limité en raison de la nature peu sophistiquée de la production ; l'écart technologique entre la Tunisie et les pays européens se creuse, sans qu'apparaisse la perspective d'un quelconque rattrapage.

— ces industries restent excentrées et ne sont pas susceptibles de réaliser elles-mêmes une accumulation. La quasi-totalité des bénéfices sont rapatriés comme l'autorise la loi. Ainsi les revenus du capital (investissements directs, dividendes et bénéfices seulement) pèsent pour 21,2 millions de dinars dans la balance des paiements tunisiens de 1976, 20,6 en 1975 et 15,8 en 1974.

— l'impact le plus important se situe dans la création d'emplois : 13 774 dans les industries exportatrices soit le tiers des emplois

créés dans les industries manufacturières entre 1973 et 1975 ou 8% de l'emploi total créé pendant cette période. L'attrait pour les investissements étrangers résidant dans le faible coût de la main-d'œuvre tunisienne, les investissements effectués sont plus intensifs en travail que les autres. Ainsi en 1976, l'investissement par emploi créé dans le cadre de la loi de 1972 s'élevait à 2 565 dinars contre 8 589 pour ceux dépendant de la loi de 1974. Le nombre moyen d'emplois créés par projet est respectivement de 77 et 14,8 pour l'ensemble des trois dernières années. On peut ajouter que 75% de l'emploi dans les zones franches est féminin (8).

En conclusion, les deux lois d'encouragement aux investissements ont fait dépendre la croissance industrielle de l'extérieur en ce qui concerne tant la détermination des styles de production et de consommation que les flux réels et monétaires. Il en est résulté une croissance certes statistiquement élevée mais précaire et très inégalement distribuée.

III. UNE CROISSANCE EN RETOUR INÉGALE ET PRÉCAIRE

1) Une forte croissance interne.

Au niveau intérieur, un premier examen fait ressortir durant la période une forte croissance, susceptible d'apporter une justification à la dépendance de la Tunisie. Cette croissance apparaît tant au niveau de la production industrielle qu'au niveau, plus important, de l'accumulation.

1) La croissance industrielle prioritaire.

La Tunisie se targue d'être, parmi les pays africains en dehors de ceux de l'OPEP, celui qui a réalisé la plus forte croissance. Cette assertion tend toutefois à cacher la part qu'a jouée le pétrole lui-même dans la croissance, en assurant 40% des exportations.

La croissance de l'économie tunisienne dans les années 1970 a été remarquable : en passant de 758 à 1943 millions de dinars courants en 6 ans, le P.I.B. augmentait de 75% à prix constants soit au rythme annuel moyen de 9,8%. Durant le IVème Plan (1973-1976), le P.I.B. a augmenté au rythme de 6% par an, contre 6,6% prévus, et le Vème Plan projette une croissance de 7,5%. Rappelons que la croissance du P.I.B. durant la décennie précédente, bien que déjà très forte, n'atteignait que 4,24% par an en moyenne.

Durant cette période, comme durant la précédente, c'est à l'investissement que revient la plus grande part de la croissance : alors qu'il représentait 20% des emplois du P.I.B. en 1970, il en représente 25,3% en 1976, soit un taux de croissance moyen de 10,3% durant le IVème Plan. La consommation publique a au contraire légèrement régressé pour se stabiliser à 15,2%. Enfin, la consommation privée après avoir gagné deux points juste après le départ de A. Ben Salah, est restée stable au niveau de 66,5%.

L'examen de la composition du moteur de la croissance que constitue l'investissement donne un premier aperçu du type de croissance réalisé. La priorité donnée à l'industrialisation apparaît nettement à travers l'augmentation continue des investissements des industries manufacturières : elles ont absorbé 18% de l'investissement pendant le IVème Plan et devraient absorber 22,6% de l'investissement du Vème Plan alors que ce chiffre n'était que de 10,9% pendant le IIème Plan (1965-1968). Le logement a vu sa place s'accroître régulièrement jusqu'à 14,5% durant le IVème Plan, mais le Vème Plan ne prévoit d'y consacrer qu'un montant de 11% de l'investissement total. Le tourisme qui a absorbé une part importante des investissements au début de la décennie semble avoir réalisé l'essentiel de ses investissements ; ils ont diminué durant le IVème Plan et devraient rester à un niveau faible durant le Vème Plan. Enfin, l'industrialisation a induit une forte croissance des investissements dans le secteur de l'énergie.

La priorité donnée à l'industrie s'est faite au détriment d'un côté de l'agriculture, dont la part dans l'investissement n'a cessé de décliner, de l'autre, des investissements improductifs, dont le besoin accompagne l'industrialisation. En effet, les investissements consacrés aux équipements collectifs, n'ont cessé de diminuer. En outre, ceux qui concernent le logement et les transports devraient diminuer en valeur relative durant le Vème Plan. Comme le fait remarquer le Conseil Économique et Social (9), une telle diminution peut être dangereuse. En effet, les besoins provenant de ces deux secteurs accompagnent la croissance du P.I.B. à un taux au moins équivalent, si ce n'est supérieur, à celui de cette croissance ; les délaisser, c'est accepter une dégradation des conditions de vie de la population urbaine, qui augmente en même temps que le pays s'industrialise.

Cette caractéristique de la croissance est sans doute en liaison étroite avec les modalités de son financement qui ont subi un im-

portant changement durant la période : l'État s'efforce de moins intervenir afin de donner libre cours au jeu de la concurrence capitaliste, et engager ainsi le pays dans la voie du libéralisme économique.

2) Croissance de l'accumulation interne et développement capitaliste.

Le ton des discours sous l'administration de Hédi Nôura se démarque nettement de celui employé par l'administration précédente, on y parle de libéralisme, de libre entreprise. L'État essaie de limiter son intervention et fait tout, au contraire, pour encourager les investissements privés, après avoir établi un « climat de confiance ».

On peut mesurer ce retrait à travers l'examen des dépenses budgétaires.

Les dépenses budgétaires totales représentent sensiblement la même part du P.I.B. en 1977 qu'en 1970, soit légèrement plus de 30%. Les dépenses en capital ont nettement progressé dans ce total au détriment des dépenses de fonctionnement, en passant de 9,2% à 14,8% du P.I.B. Mais, ces dépenses sont de moins en moins des investissements directs de l'État (43,5% des dépenses en capital en 1977 contre 54% en 1970) et de plus en plus des participations, des prêts ou des subventions au secteur privé (42,8% contre 28%).

Ainsi l'investissement d'origine publique qui représentait plus de 80% de l'investissement total entre 1962 et 1968 n'en compose plus que 64,8% entre 1969 et 1972 et 57,2% entre 1973 et 1976.

L'État qui reste très présent économiquement intervient de plus en plus pour aider ou encourager l'initiative privée. Les lois d'encouragement aux investissements de 1972 et 1974 illustrent cette politique qui laisse au domaine privé les secteurs les plus dynamiques.

Le climat ainsi créé, favorise la mobilisation de l'épargne constituée pendant la période précédente et permet de la mettre au service de la croissance économique.

Un capitalisme tunisien se développe à partir du tourisme et du BTP et aussi dans les industries manufacturières. Ainsi, bien que des capitaux privés étrangers affluent durant la période, l'in-

vestissement est financé pour l'essentiel et de façon croissante par l'épargne nationale : 80% entre 1969 et 1972, 83,6% durant le IVème Plan, qui prévoyait un taux de 75,4%, le Vème Plan prévoit quant à lui une proportion de 71,5%. Dans les industries exportatrices, les capitaux nationaux interviennent dans plus de 60% des investissements, seuls ou le plus souvent en collaboration avec des capitaux étrangers.

Le régime actuel a donc incontestablement permis, voire suscité, l'épanouissement d'un capitalisme tunisien capable de prendre en charge une grande partie de la croissance économique, réalisée avec l'aide de l'État, garant des infrastructures nécessaires, et en collaboration technologique et financière étroite avec les capitalistes étrangers.

Ainsi, la croissance tunisienne donne l'impression d'approcher le stade d'un développement auto-entretenu. Le «décollage» qu'annonce le Vème Plan est-il véritablement en vue ? L'est-il davantage qu'au cours de la décennie écoulée au cours de laquelle il a constamment été prophétisé. Il est permis d'en douter.

La Tunisie se trouve dans le cas typique de «croissance perverse» bien analysée à propos des pays d'Amérique latine (10). Le secteur *L* des «biens non essentiels», auquel est destinée la quasi totalité des investissements effectués dans le cadre de la loi de 1974, absorbe la plus grande part de la capacité de financement du pays, et est appelé à une expansion soutenue, sans cesse croissante du fait de l'élargissement de la bourgeoisie grande et petite.

Cette expansion entre, comme le note I. Sachs, en concurrence avec le secteur *E* des «biens essentiels», produits agricoles surtout qui sont la principale contre-partie des salaires, mais encore avec *M* (secteur des biens d'équipement) et *R* (secteur des matières premières et produits intermédiaires), pour l'utilisation des productions de *M*, de *R* et de *T* (capacité à importer). Or le processus de croissance à long terme «dépend du flux disponible de *M* et de *R*», et si le secteur *E* des biens essentiels apparaît indispensable par définition à ces deux flux, il n'en est pas de même du secteur *L*.

Le processus de croissance est donc fortement compromis. Et la continuation du style de développement adopté dans lequel le gouvernement semble vouloir persévérer, s'appuyant sur l'apparence de succès que donnent les résultats comptables de son action, ne permet pas d'augurer un quelconque changement.

Cette croissance porte en elle les germes de sa propre déstabilisation. La crise des pays occidentaux permet de les faire éclater : en privant la Tunisie des sources de revenus dont elle a un besoin absolu pour financer sa «croissance perverse», ils peuvent la conduire à la faillite. En outre, au niveau intérieur, la non satisfaction des besoins essentiels et la dégradation des conditions de vie d'une partie de la population, provoquent des troubles sociaux qui dérangent l'harmonie apparente et peuvent tout remettre en question.

2) La fragilité de la croissance.

1) Une croissance inégale, socialement instable

Nous disposons de peu de données statistiques concernant la répartition des revenus et de la consommation en Tunisie ; un certain nombre d'indices permet cependant d'affirmer que la croissance profite de façon très inégale aux Tunisiens. Alors que le revenu national par habitant s'élevait à un rythme de 7,4% durant le IVème Plan, et la consommation privée par habitant de 4,1%, les signes extérieurs de richesse de la bourgeoisie tunisienne se faisaient de plus en plus nombreux, celle-ci affichant le même niveau de vie que son homologue occidentale.

En premier lieu l'augmentation de la production n'a pas entièrement profité à la population. La part de la masse salariale dans le revenu national a décliné de 49,8% en 1969 à 41,4% en 1975. Ainsi entre 1970 et 1976 la consommation par habitant a augmenté à un rythme moyen annuel de 6,6% à prix constant contre 9,3% pour le revenu national. Cette augmentation des revenus est très inégalement répartie. Elle a beaucoup plus profité au monde urbain qu'au monde rural (tableau 6) :

Tableau 6
Répartition des ménages selon les dépenses (en %)

| Dépense par personne et par an en dinars | % des ménages | | | |
|---|---------------|--------|----------------|----------|
| | Rural | Urbain | Grandes Villes | Ensemble |
| - 80 | 45,8 | 28,5 | 8,8 | 32,5 |
| 80 à 160 | 33,6 | 32,8 | 31,1 | 32,8 |
| 160 à 300 | 15,4 | 25,3 | 30 | 31,4 |
| 300 à 400 | 2,8 | 6,8 | 10,5 | 5,7 |
| plus de 400 | 2,5 | 6,5 | 19,6 | 7,6 |
| | 100 | 100 | 100 | 100 |

Source : Enquête de consommation 1975. INS (à paraître)

La dichotomie ville/campagne déjà présente durant la décennie précédente s'accroît. A cette dichotomie vient s'en ajouter une autre au sein des villes où 20% de la population dépense plus de 60% du total des dépenses des ménages tandis que 20% en dépense moins de 5%. Ainsi une petite couche de la population peut-elle afficher un niveau de vie identique à celui de la bourgeoisie européenne, comme en témoignent le parc de voitures passé de 80 000 à 120 000 véhicules et les villas luxueuses des environs de Tunis (11). A l'autre bout de l'échelle, 32,5% des ménages se trouvent au-dessous du seuil de pauvreté, fixé par la Banque Mondiale à 80 dinars par personne et par an. Pour cette population, l'alimentation constitue encore 60% des dépenses. Essentiellement rurale, on la trouve aussi dans les bidonvilles, «centre d'accueil» des paysans les plus pauvres chassés de la campagne (12), qui abritent une forte proportion de chômeurs.

Selon les recensements officiels, 14% de la population active était sans emploi en 1976, soit 265 000 personnes, dont 54% sont des jeunes. Le Vème Plan estime qu'entre 1977 et 1981, la population active augmentera de 304 000 personnes dont 88% seulement trouveront un emploi. Le problème n'est donc pas prêt d'être résolu.

Ces inégalités de la croissance tunisienne, sont ancrées dans le style de développement adopté, à la fois mimétique et dépendant de celui des pays occidentaux tant par la consommation que par la production.

Le mimétisme dans le style de production se traduit par des importations de biens d'équipement et de technologie sans cesse croissantes. Les besoins en devises augmentent dès lors de façon continue ainsi que la nécessité d'accumuler. L'exploitation et le maintien du faible niveau de vie des travailleurs apparaissent comme indispensables à la croissance, d'autant plus que l'insertion économique dans la D.I.T. repose avant tout sur le faible coût de la main-d'œuvre et l'avantage comparé qui en découle.

A ce mimétisme vient s'ajouter celui du style de consommation qui n'est pas sans relation avec le premier. En effet, la classe dirigeante a pour point de repère du «sous-développement» de son pays son propre «retard» sur le niveau de vie des classes dirigeantes occidentales. Son objectif est de rattraper ce retard, d'adopter le même style, le même niveau de consommation qu'eux.

Tâche sans fin qui rend le pays davantage dépendant et nécessite le durcissement de l'exploitation du prolétariat.

2) *La crise économique, révélateur de la précarité de la croissance.*

La crise qui affecte les pays européens n'a pas tardé à se répercuter sur l'économie tunisienne : la baisse des exportations faisant tomber le taux de couverture des importations de 81,4% en 1974 à 60,3% en 1975 et 51,5% en 1976, entraîne un déficit de la balance des opérations courantes.

En particulier la fixation de quotas sur les exportations de produits textiles vers la CEE est susceptible de rendre ce déficit structurel en limitant la capacité d'exportation du pays. Cette limitation et ses retombées démontrent la précarité d'une croissance tournée vers l'extérieur. Sans vouloir entrer dans le détail de ce dossier on peut noter que l'un des points chauds de la crise sociale a été le centre textile de KSAR HELLAL.

Les autres sources de revenus sont appelées à subir le même sort : le chômage des pays industriels menace sérieusement le sort des travailleurs émigrés, dont les revenus étaient la troisième source de devises ; les revenus du tourisme semblent se maintenir, mais le nombre d'entrées des non résidents marque une stagnation en 1976 (926 789 pour les onze premiers mois, contre 950 431 l'année précédente). Conséquence immédiate, le poids de la dette s'est alourdi, passant de 7% de la P.I.B. à 10% entre 1975 et 1976.

La dépendance et l'hypothèque qu'elle fait peser sur la croissance, apparaît ainsi clairement à la faveur de la crise. Le développement adopté par la Tunisie révèle ses limites et son caractère explosif. La crise socio-économique qui a provoqué l'affrontement des ouvriers et de l'armée, faisant plus d'une centaine de morts, a été vécue, pour la première fois dans l'existence de la Tunisie, comme un « affrontement de classes ».

CONCLUSION : ÉVOLUTION DE L'INSERTION ET DU LIEN DE DÉPENDANCE ; TENTATIVE DE CONCEPTUALISATION.

L'accentuation de l'insertion de la Tunisie dans l'économie capitaliste mondiale est la première observation qui s'impose. Cette tendance se vérifie aussi bien dans l'intensification incessante des

rapports commerciaux avec les pays occidentaux que dans les flux de capitaux et de technologie.

1) Évolution de l'insertion.

L'insertion géographique de la Tunisie n'a guère changé : ses partenaires principaux sont toujours, de plus en plus, les pays d'Europe occidentale. La place de la France qui reste prépondérante a toutefois diminué au profit de ses voisins de la C.E.E. C'est au niveau de la contribution spécifique de la Tunisie à cette D.I.T. qu'on observe une évolution importante.

La Tunisie est sortie du stade de l'économie primaire qui se contente de fournir les matières premières agricoles et minières. Déjà durant la décennie précédente, une légère modification de la D.I.T. était apparue à travers l'élaboration par la Tunisie de ses ressources (fabrication d'engrais phosphatés, développement des industries agro-alimentaires les plus rudimentaires...). Mais cette modification n'affectait pas fondamentalement la place de la Tunisie au sein du système productif mondial ; tout au plus lui permettait-elle d'en retirer un peu de valeur ajoutée et donc d'amorcer le développement d'activités industrielles.

Dans les années soixante-dix, par contre, s'esquisse une double évolution bien plus importante dans la mesure où elle modifie la place de la Tunisie au sein de la D.I.T. La première est le développement des exportations de biens manufacturés à fort contenu en main d'œuvre transformant le pays en sous-traitant international, la deuxième la croissance du « marché tunisien » qui permet le développement d'un capitalisme national, pour l'essentiel, et offre aux firmes des pays industrialisés de nouveaux débouchés.

A ce double aspect de la nouvelle insertion de la Tunisie dans la D.I.T. correspondent deux cadres juridiques : la loi d'encouragement aux investissements de 1972 et celle de 1974. Ces cadres révèlent bien les deux modes fondamentalement différents d'insertion de la Tunisie correspondant à deux logiques différentes des firmes des pays industrialisés (13).

a) Exportation de biens manufacturés et hiérarchie du système productif international.

La production et l'exportation de biens industriels est en voie de devenir la principale contribution de la Tunisie dans la D.I.T. : d'ores et déjà, 20% des exportations tunisiennes proviennent de l'industrie.

Le développement de ces activités est impulsé, en accord avec le gouvernement tunisien, par les firmes étrangères qui trouvent avantageux de délocaliser partie ou totalité de leur appareil de production en Tunisie. La Tunisie n'est donc qu'un sous-traitant des firmes étrangères qui trouvent dans cet espace géographique des conditions plus avantageuses de valorisation du capital.

Cette première tendance dépend donc des conditions particulières qu'offre la Tunisie par rapport à l'économie internationale. La logique qui prime à ce niveau est celle des avantages comparatifs, mise en évidence par Ricardo ; la délocalisation est donc fonction du bas coût de la main-d'œuvre tunisienne (14) (textile, mais aussi, plus récemment, industries mécaniques, électriques et électroniques susceptibles d'obtenir le même succès dans un avenir proche), et non plus seulement de la présence de matières premières (industries alimentaires, chimie qui se développe à partir du phosphate).

On assiste à une délocalisation de nouveaux maillons du système productif mondial pour lesquels les conditions de réalisation du profit sont devenues plus favorables en Tunisie. Cette délocalisation menée par les industriels européens et qui répond simplement à la recherche de meilleures conditions de mise en valeur du capital, n'est pas sans poser des problèmes de reconversion dans les pays européens, ce qui est susceptible de provoquer des réactions protectionnistes de leur part. Il serait cependant erroné d'en conclure que le développement industriel de la Tunisie est antinomique de celui de l'Europe.

Ainsi se développent des branches industrielles directement intégrées au système productif international (branches BI3 et BI4 sur la figure 1). Ces branches, totalement extérieures à la reproduction de la F.E.S. tunisienne, appartiennent au système productif international mis en place par les capitaux des pays industrialisés. Elles déterminent la place de la Tunisie au sein de la hiérarchie de ce système.

b) Développement de l'espace capitaliste de reproduction de la F.E.S. tunisienne et extension de l'espace de valorisation des capitaux internationaux.

L'évolution de la structure sociale a développé un marché capitaliste du travail et donc une demande potentielle. Cette demande provient d'abord des couches les plus riches de la population mais elle s'étend progressivement à l'ensemble de la population qui, cou-

pée de ses bases rurales, n'a plus les moyens de se reproduire de façon autonome. Le marché tunisien ainsi en formation offre l'occasion du développement d'un capitalisme national. Ainsi s'étend la sphère de valorisation de ce capital qui était limitée dans la période précédente à la construction et au tourisme.

Mais l'identifié du style de développement tunisien avec celui des pays occidentaux profite aux firmes étrangères. D'une part, elles trouvent ici un nouvel espace d'exportation de biens intermédiaires et de production mais aussi de biens de consommation (16% des importations tunisiennes). D'autre part, la sophistication croissante de la production va nécessiter l'intervention de capitaux étrangers pour la satisfaction des besoins de consommation tunisiens. Le cadre juridique en est déjà fixé (la loi de 1974) et a déjà commencé à fonctionner, quoique dans des proportions limitées.

La logique qui prévaut à ce niveau est radicalement différente de la précédente. L'accumulation capitaliste s'attache ici en priorité à la reproduction de la formation économique et sociale tunisienne (reproduction de la force de travail et reproduction de la bourgeoisie nationale), reproduction dont le schéma est, si ce n'est imposé, du moins suggéré par le système capitaliste international. Ce qui prime à ce niveau, c'est donc, outre la manière dont ce schéma a pu «s'imposer», une analyse qui privilégie l'organisation des capitaux par rapport à la contrainte de reproduction de la F.E.S. On peut ainsi procéder de façon purement théorique à la sectorialisation de cet espace. Les sections productives sont contraintes selon leur apport à la reproduction de la F.E.S et donc en priorité selon leur apport à la reproduction du procès de travail.

Au niveau strictement économique, elles ne sont qu'indirectement reliées au système productif mondial, dans la mesure où les branches de ce système fournissent les inputs des sections (figure 1, branches BI1 et BI2), au même titre que les branches développées par le capital tunisien (branches BT1 et BT2).

Les secteurs au sein desquels viennent se valoriser ces branches du capital national et international sont beaucoup plus diversifiées que dans le schéma précédent. Ils correspondent en fait au potentiel de croissance de la consommation tunisienne. Les secteurs de base y trouvent donc naturellement une place importante : sidérurgie et grosse métallurgie réalisant 7% du total de l'investissement, matériaux de construction, 37%, correspondant à l'importante croissance du secteur des B.T.P. au niveau interne. Plus généralement,

la répartition sectorielle de l'investissement dépend ici du style de croissance adopté à l'intérieur du pays, et donc en dernier ressort du style de croissance des pays occidentaux dont il ne veut être que la copie conforme.

- Ainsi, le développement de la Tunisie apparaît comme scindé en deux morceaux, chaque morceau participant de façon différente à la D.I.T. :

- le premier directement concerné par la mise en valeur des branches industrielles du système productif international, est totalement extérieur à l'espace de reproduction de la F.E.S. tunisienne,

- le deuxième, qui a pour objet au contraire la reproduction de la F.E.S. (et donc en dernier ressort celle de l'économie capitaliste internationale auquel appartient la Tunisie) et qui, pour ce faire «se soumet» les branches appartenant à l'économie internationale, au sens où C. Palloix l'entend.

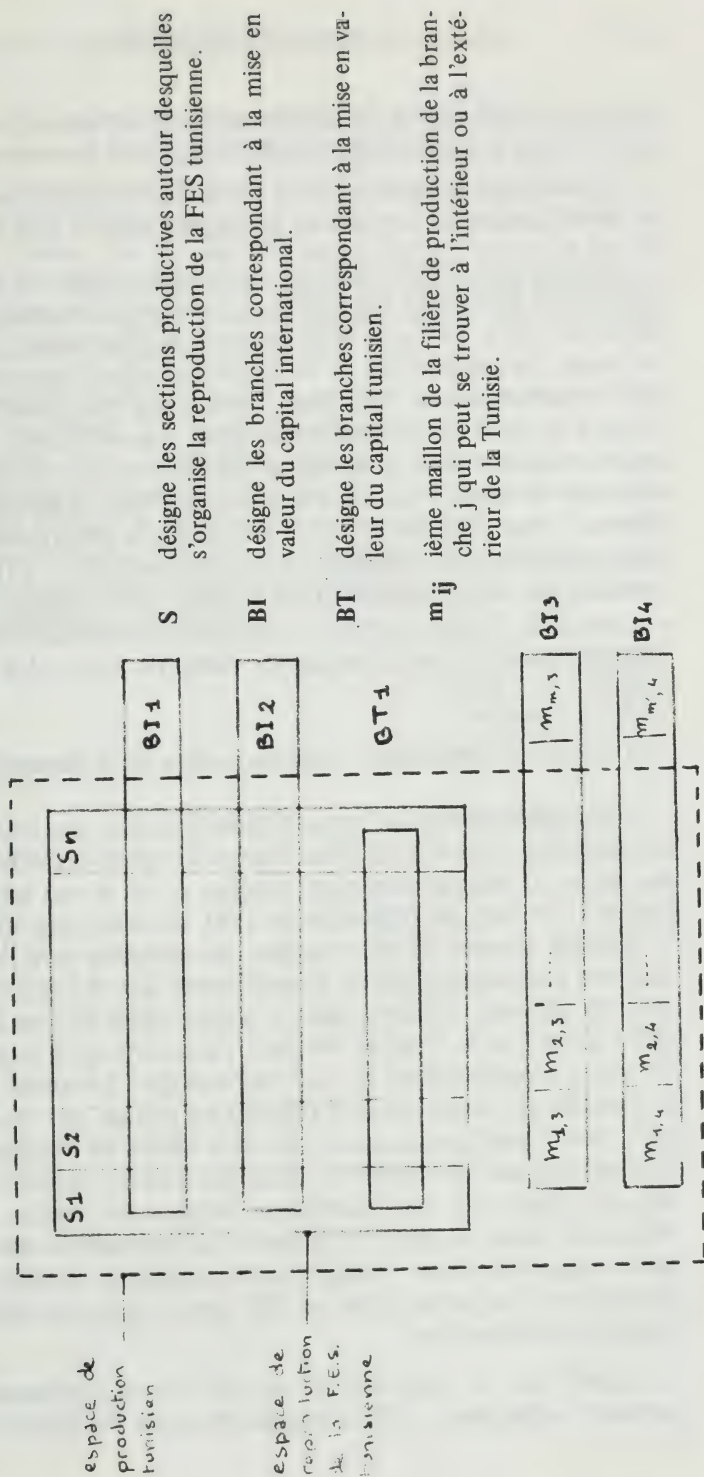
Le tableau 7 met en évidence la différence de ces deux modes d'insertion quant à leur structure économique interne.

2) Fondements de l'évolution de l'insertion.

Les raisons de cette évolution de la place de la Tunisie dans la D.I.T. ont déjà été en partie évoquées ; elles sont à la fois internes et externes. Au départ, la volonté de se développer insufflée au pays dans les années 60. Mais pour mener à bien sa politique, le pays avait besoin de biens d'équipement et de capitaux, donc de la coopération de l'étranger. Or, dès l'indépendance, «la Tunisie est apparue, sous la direction de cette petite bourgeoisie nationale, pacifique et trop faible pour devenir dangereuse, comme une occasion exceptionnelle pour les champions de l'Occident. Ce serait une brillante vitrine du développement rendu possible grâce aux capitaux et aux techniciens du monde libre sans révolution ouvrière ni paysanne, sans communistes au pouvoir» (15). De fait, les pays occidentaux, États-Unis en tête, vont aider la Tunisie en créant un «consultive group» au F.M.I. Avec cette garantie, les firmes privées n'hésiteront plus à fournir la Tunisie en matériel, réalisant ainsi un profit sans risque ; mais la garantie est insuffisante pour susciter des investissements directs.

Le développement qui en découle voit se mettre sur pied des infrastructures, quelques industries de base indispensables, tandis

Figure 1 : SCHEMA DE REPRODUCTION ET D'INSERTION
DE LA FORMATION ECONOMIQUE ET SOCIALE
TUNISIENNE



qu'une main-d'œuvre de qualité apparaît grâce à l'important effort fourni dans le domaine de l'éducation... et à l'exode rural.

C'est cette évolution de la structure sociale interne qui permet la modification de la place de la Tunisie dans la D.I.T.

La Tunisie offre ainsi un espace de production suffisamment développé pour voir apparaître en son sein des industries manufacturières d'une part, et, d'autre part, suffisamment peu inséré dans le mode de production et de consommation capitaliste pour offrir ces conditions à un coût plus avantageux que celui des pays industriels : le coût de reproduction de la main-d'œuvre a certes légèrement renchéri avec l'élévation du niveau de vie, mais en termes absolus, ce niveau de vie reste très inférieur à celui des pays occidentaux ; de plus, le profond déséquilibre géographique dans le développement de la Tunisie permet de tirer profit d'îlots non encore touchés par la croissance et où le coût de la main-d'œuvre est donc encore plus faible (certains industriels, encouragés d'ailleurs par le gouvernement, vont s'implanter dans les zones les plus «deshéritées»).

3) Le prix de l'évolution : l'accentuation de la dépendance.

La modification du type d'insertion n'a pas affecté le lien de dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Il n'est en effet pas possible de parler d'interdépendance comme c'est le cas entre pays développés ; le lien de dépendance s'est au contraire affermi puisque la Tunisie tourne de plus en plus ses activités vers l'extérieur, sans que ses partenaires soient pareillement liés à l'activité de la Tunisie : ils peuvent trouver dans d'autres pays ce que la Tunisie leur offre alors que la Tunisie ne peut s'adresser qu'à eux pour obtenir les biens d'équipement et leur technologie. La marge de liberté que la Tunisie est susceptible d'obtenir en jouant sur les conflits entre pays développés est quant à elle très faible et ne dépend que de la profondeur de ces conflits. Ainsi lui ont-ils permis de se tourner vers les États-Unis et l'Allemagne lorsque la France s'est montrée réticente. Mais, au fur et à mesure que les intérêts des firmes étrangères augmentent en Tunisie, cette marge se rétrécit. En outre, la dépendance technologique ne fait que s'accroître sans perspective jusqu'ici de réduction.

L'arrêt de la dégradation des termes de l'échange n'a été dû, pendant la période, qu'à la hausse des prix du pétrole et ne saurait

donc infirmer ce qui précède. Quant au gain que retire la Tunisie dans ses rapports avec les autres pays et en particulier avec les pays en voie de développement, ils sont pour l'instant très faibles, comme l'atteste le peu d'importance des relations commerciales de ces pays avec la Tunisie. La Tunisie recherche naturellement à les développer. Mais les différences et les jalousies politiques empêchent un tel développement qui ne s'inscrit pas, en outre, dans la conception que se font les pays industrialisés de la D.I.T.

La croissance économique reste donc très précaire car très dépendante de l'extérieur. En outre, la dépendance marque profondément la nature de la croissance qui, non seulement reproduit l'inégalité de la répartition observée dans les pays européens, mais l'accentue en en faisant le fondement même des échanges. La croissance tunisienne chaque jour plus prisonnière des produits et de la technologie occidentale repose sur l'élargissement et l'intensification de l'exploitation capitaliste.

*Paris — A.S.R.E.S.
Septembre 1978.*

NOTES

(1) *Le Monde Diplomatique* – Décembre 1975.

(2) Comme le montre R. Dumont dans *Paysanneries aux abois* (Le Seuil, Paris 1972) la mise en place d'Unités coopératives de production provoque la prolétarianisation d'une grande partie des paysans obligés de quitter la campagne.

(3) En 1977 ce pourcentage devrait dépasser 20%.

(4) Comme le montre admirablement le film *Le Soleil des Hyènes* de RIDHA BEHI.

(5) Nous employons le terme «style de développement» et non mode afin de marquer l'absence de déterminisme qui pèse sur sa définition (Cf. Ignacy Sachs).

(6) Extrait de la loi du 27 avril 1972.

(7) Le gain en recettes fiscales est très faible en raison de nombreuses déductions fiscales ; l'État récolte cependant 4% des salaires distribués (2% de taxe pour la formation et 2% pour le logement des ouvriers) et 0,3% du chiffre d'affaires (0,2% de taxe communale pour les infrastructures et 0,1% de contribution exceptionnelle de solidarité nationale).

(8) A.P.I. : Contributions des entreprises exportatrices dans le cadre de la loi d'avril 1972 – Tunis Décembre 1977.

(9) C.E.S. : *Avis du conseil sur un projet de Vème Plan de développement économique et social*. Tunis – janvier 1977.

(10) Cf. I. Sachs : Mobilisation des ressources nationales pour l'investissement. Politiques pour l'Amérique Latine (1968) in *Pour une Économie Politique du Développement* – Flammarion Paris 1977.

(11) Les 20% de la population les plus aisés consacrent 40% de leurs dépenses au logement.

(12) Pour la seule ville de Tunis, la population des bidonvilles atteignait 225.000 personnes en 1971 selon Fredj Stamboli : «Urbanisation difforme et émergence d'une nouvelle société urbaine au Maghreb» in *Les Temps Modernes*, numéro spécial 375 bis Octobre 1977.

(13) L'analyse qui suit s'inscrit dans le prolongement des thèses de C. Palloix : «*Process de production de crise du capitalisme*» – Maspéro Paris 1977, en particulier en ce qui concerne la définition des termes de branche et section productive.

(14) Selon une enquête effectuée par l'O.C.D.E., le coût salarial européen apparaît 5 ou 6 fois plus élevé au moins et d'après les personnes enquêtées de l'ordre de 1 à 7 voire 1 à 8 in Michel Falise : *La Sous-traitance internationale. Le cas de la Tunisie*. Industrie et Technologie. Étude Spéciale n. 17 Centre de Développement de l'O.C.D.E. Déc. 1977.

(15) J. Poncet : «*La Tunisie à la recherche de son avenir*» – Éditions Sociales Paris, 1974.

**CHRONIQUES ET NOTES
DE RECHERCHES**

LES TROIS REFOULEMENTS DU DÉVELOPPEMENT ALGÉRIEN

Dany DUFOUR

*Ce texte en forme d'argument prolonge les recherches que je menais en Algérie sur la formation des nouveaux cadres alors que je travaillais, depuis plusieurs années, dans les structures de formation initiale et de formation permanente (Cf. ma thèse de 3ème cycle «formation et développement : étude socio-pédagogique dans un centre de formation professionnelle en Algérie», Paris VIII, Juin 1976). Il est dédié à mes amis algériens qui, de leur désespérance, savent que «l'amer peut valoir cent fois la douceur de la vie» (Omar Khayyam).
D.D.*

Nul ne conteste (pas même les dirigeants algériens) que le mouvement d'industrialisation que connaît l'Algérie, n'est et ne sera à moyen terme suffisant pour occuper, donner un emploi à tous les jeunes qui chaque année, sortent des cycles scolaires. Les dirigeants algériens prévoient en effet que ce n'est guère avant «l'horizon 90» que l'écart entre les capacités d'absorption de la machine productive algérienne et le flux des jeunes se présentant chaque année sur le marché du travail pourrait se stabiliser. Nous voudrions nous interroger sur cette exclusion de fait d'une grande partie de la force de travail.

*

* *

Partons de cette constatation dramatique, de ce pronostic (optimiste) selon lequel l'écart entre demande sociale et offre de travail va croître jusqu'en 1990. Le chômage affecte la masse des non-qualifiés. Ces non-qualifiés sont d'abord constitués par des paysans dé-

portés durant la guerre de libération : une grande partie s'est trouvée rejetée, lors de l'indépendance, dans les villes désertées par les colons, elle erre depuis dans les interstices sociaux, sans travail fixe, courant les tâches effectuées au jour le jour. Les femmes entrent toutes, à part quelques cas marginaux, dans ce lot des non-qualifiés. Les nouveaux non-qualifiés sont d'une part les individus qui — jeunes — ont échappé à la scolarisation (1/3 des jeunes de 6 à 14 ans n'est pas actuellement scolarisé dans un pays dont la moitié de la population a moins de 15 ans), parmi lesquels on trouve davantage de filles que de garçons, de ruraux que d'urbains ; d'autre part, les sortants du cycle primaire : de toutes les sorties de l'éducation, celles qui se font au niveau CEP et au-dessous sont les plus nombreuses. L'industrialisation, fondée sur le développement de l'industrie lourde ne peut intégrer cette masse de non-qualifiés.

Le choix en faveur de l'industrie lourde, de l'«industrie industrialisante», est justifiée par la construction des bases d'une industrie nationale diversifiée susceptible d'intégrer à long terme, la force de travail libre. Les industries de production de moyens de production doivent fournir les moyens d'établissement d'autres industries. Sont réputées industrialisantes les industries qui portent le plus d'effets d'entraînement en amont et en aval. Elles doivent valoriser les matières premières nationales en vue de la satisfaction du marché intérieur. La logique de ce modèle veut que ces industries, sur lesquelles s'exercent un monopole national (cf. la multiplication des «sociétés nationales» en Algérie) soient hypercapitalistiques, de façon à permettre un haut niveau de production et de productivité ; elles sont constituées par la sidérurgie, les industries mécaniques et électro-mécaniques, la chimie et la pétrochimie. Les réalisations se présentent comme de vastes installations industrielles (cf. leur dénomination de «complexes» industriels) fortement automatisés, utilisant un personnel réduit mais de haut niveau de qualification et très spécialisé.

Cette implantation massive dans le secteur économique I (production de moyen de production) d'unités de production largement automatisées et la stagnation ou la régression du domaine agricole porte un effet social immédiat : elle ne contribue pas à la résorption du chômage des couches issues des modes de production dépassés, elle laisse sur le pavé les jeunes sortants du système scolaire au niveau élémentaire. Face à l'accélération des processus de

mobilité professionnelle et socio-professionnelle qui affectent les catégories qui ont pu atteindre un niveau moyen de qualification (processus repérables par les taux élevés de turn-over chez les techniciens et ingénieurs, par la concurrence à laquelle se livrent, sur le marché du travail les sociétés nationales à la recherche de ce personnel), on ne peut que constater l'impuissance absolue pour les non-qualifiés à s'intégrer dans les cycles productifs modernes utilisant des procès de production hautement sophistiqués.

Ces jeunes, manœuvres, chômeurs, sont définitivement contraints à l'immobilité socio-professionnelle (1). Ils ne peuvent espérer relever suffisamment leur niveau de connaissance pour intéresser l'industrie moderne. En effet les cycles de formation professionnelle qui pourraient fonctionner comme école de «la dernière chance» sont d'un niveau trop élevé pour ces exclus : peu de centres de formation professionnelle recrutent au niveau CEP, la plupart s'en tiennent au recrutement au niveau secondaire ; l'absence de conditions de diplôme à l'entrée dans les Instituts de technologie (créés au cours du 1er plan quadriennal 70-73 pour accroître les moyens de formation de techniciens) est effective lorsque les postulants ont satisfait à des tests de connaissance scolaire de niveau secondaire.

Besoins en cadres, pléthore des non-qualifiés, mobilité socio-professionnelle, chômage permanent : ces disjonctions qui jalonnent toute analyse économique et sociale concernant l'Algérie se résolvent en une seule : intégration de quelques-uns dans l'industrie moderne, non-résorption du chômage de la grande masse des paysans déracinés de la guerre, des femmes, non-intégration des jeunes non-scolarisés ou sortant du cycle primaire. Le développement industriel de l'Algérie se fonde sur l'exclusion de la grande masse de la force de travail non-qualifiée. Les exclus se trouvent alors contraints à la réclusion sur la périphérie des nouveaux complexes, à la contemplation du spectacle que donnent «les bâtisseurs du pays». On peut dès lors s'interroger sur l'inconscient des décisions de programmation, de mise en place d'unités de production utilisant un personnel réduit mais hautement qualifié. L'écart entre ces décisions et l'environnement social, une productivité endémiquement faible font ressortir, en négatif, d'autres objectifs ; on lit à contre jour, la volonté de créer ex-nihilo une zone réservée de pouvoir, d'en construire les hiérarchies, de confronter les exclus à leur incapacité d'intégration dans les cycles productifs, de les renvoyer ainsi à leur solitude sociale, à leur non-pouvoir.

Par ce positionnement du problème, nous voulons nous demander si au-delà des discours rassérénants sur l'intégration ultérieure possible des exclus réels d'aujourd'hui (une fois les bases industrialisantes établies, une fois des effets démultiplicateurs rendus opérants par la diversification du tissu productif), cette exclusion de fait de longue durée n'engendre pas des résultats irréversibles, si elle n'est pas elle-même un effet qui prend racine tout à fait ailleurs que dans des justifications de stratégie économique de développement ? Cette exclusion n'est-elle pas constitutive du pouvoir ? Nous faisons l'hypothèse que cette exclusion est l'aspect visible d'un inconscient politique de la société algérienne.

*
* * *

Tentons de construire cette hypothèse. Se poser en ces termes la question du pourquoi à propos de l'exclusion de la majeure partie de la force de travail, c'est se demander pourquoi les exclus sont exclus. A quelles conditions ne répondent-ils pas ? A quelles conditions répondent ceux qui sont intégrés ?

Constatons tout d'abord que les fils de chômeurs sont de moins en moins nombreux à mesure qu'on s'élève dans les niveaux de qualification, moins nombreux encore que les fils de travailleurs faiblement qualifiés. L'intégration des fils des classes populaires dans la machine productive oriente la mobilité inter-générationnelle et semble surtout profiter à la fraction privilégiée de ces classes. La marque de ce privilège étant encore en Algérie la possibilité d'exercer un emploi.

La reproduction de la classe qu'on pourrait appeler, au regard de cette chance d'intégration dans la machine productive, «classe aisée de la misère» et la reproduction de la classe «misèreuse de la misère» s'accompagnent d'une accentuation de l'écart existant entre ces fractions de classe. De façon générale, les fils de chômeurs, de ruraux se retrouvent chômeurs ou au mieux travaillent aux niveaux inférieurs. Relégués aux «basses tâches», aux tâches d'exécution ils ne requièrent qu'une formation faite de bribes de connaissance.

Or, la sophistication du procès technique importé des pays «développés», interdit la formation d'un savoir qui ne passerait pas par l'abstraction scientifique. C'est précisément ce passage à l'abstraction qui handicape les ruraux contraints d'abandonner

« les connaissances, l'intelligence et la volonté qu'ils déployaient sur une petite échelle, à peu près comme le sauvage pratiquait la guerre sous forme de ruses personnelles » (2). L'intégration dans la machine productive rompt l'unité de la force de travail. Une relation d'extériorité se crée entre sa composante intellectuelle et sa composante manuelle. Les nouveaux savoir-faire n'ont plus rien à voir avec les anciens, liés aux représentations référenciées, à la religion ou à une cosmogonie qui entraient dans un champ symbolique unifié. L'enjeu n'est malheureusement pas seulement qu'épistémologique (une théorie de la connaissance) mais aussi et surtout social : l'appropriation du savoir théorique par une minorité ou par une majorité. Dans cette lutte pour l'appropriation du savoir, les ruraux sont très largement désavantagés avant d'avoir entamé la partie.

L'aspect miraculeux des installations n'engendre pas, tant s'en faut, un savoir révélé, au contraire, un de ses effets les plus immédiats est de confisquer, particulièrement en ce qui concerne les travailleurs d'origine rurale, davantage liés à l'ancien ordre symbolique, la production du progrès technique et d'écarter le recours à un possible processus d'innovation de masse. Les savoir-faire des travailleurs doivent désormais s'entourer des garanties du Grand Autre quasi-religieux qu'ils ne maîtrisent pas : la « science » venue de haut et de loin, qui permet aux technocrates de maîtriser les processus économiques à l'échelle de la société et les processus techniques au niveau d'ensembles productifs. Les rapports au savoir théorique et à la science sont vécus comme aliénation de la valeur créative de l'acte de production qui se transforme en acte serf devant les exigences de la machine : comme aliénation des savoir-faire populaires relatifs aux processus de production à petite échelle.

La condition d'intégration dans la machine productive est bien le refoulement de ces savoir-faire populaires que nous nommons savoirs archaïques et empiriques, rejetés désormais dans l'indifférencié et participant d'un imaginaire social suranné. La maîtrise de la science et des applications technologiques sont ainsi placées en condition de développement. L'effet de l'institution du discours de développement est de marginaliser ceux participant d'un autre système symbolique, porteurs d'autres habitus, de condamner ceux qui sont intégrés dans les cycles productifs, à ne pas pouvoir se situer dans le procès technique de production. Les impératifs économiques (productivité) et techniques (production) leur reviennent

alors sous forme de contraintes hypostasiées, les maintenant dans les carcans productivistes sans manquer de les soumettre aux dispositifs moralisateurs, obligation correlative de la production.

L'institution d'un discours de développement économiste-techniciste n'est pas exempte de recours aux catégories eschatologiques («le bonheur futur au prix de privations actuelles»), elle suscite et s'appuie sur un imaginaire dont l'aspect sacrificiel a le propre de devoir être partagé par les officiants «agissant pour l'avenir d'un pays» et les laissés pour compte, exclus du développement, pour que vive le pays. Les termes en sont les suivants :

= La technique étant, semble-t-il, au poste de commandes, ne subsiste, apparemment qu'une division technique du travail répartissant chacun à sa juste place en fonction de ses connaissances : lois scientifiques (économiques, techniques) d'un côté, normes de production de l'autre.

= Que le capital apparaisse alors par les nationalisations sous forme de capital social, et la liturgie économico-techniciste peut donner de la voix pour rappeler le dogme trinitaire «science-production-intérêt général», science d'un côté, production de l'autre, et le saint esprit de l'intérêt général et de la solidarité nationale comme relation spéculaire entre les deux.

= L'idéologie économico-techniciste se forme par la négation de la propriété. Les nationalisations sont données pour socialisation. Les fonctions répressives de l'État sont occultées. Il n'apparaît que comme gestionnaire («l'entreprise du secteur public appartient à l'ensemble des travailleurs à travers l'État qui est le leur», Charte de la gestion socialiste des entreprises).

Restent un imaginaire et une réalité.

= L'imaginaire : la négation de la propriété (les nationalisations) supprime le salariat, la technologie abolit la division entre travail intellectuel et travail manuel.

= La réalité : la diffusion des propositions unanimistes.

Les «laissés pour compte» du développement, qu'ils soient exclus des cycles productifs, ou intégrés sans possibilité de se situer dans le procès technique de production, se retrouvent neutralisés. Parfois, ils n'existent tout simplement pas : les femmes, par exemple, ne sont pas comptées dans les procédés d'inscription sociale

et de comptabilité de la force de travail. C'est dans une double impasse que se joue leur accès aux réseaux symboliques dominants : sortir de l'indifférencié soit pour reconnaître leur ignorance quand ils sont intégrés aux cycles productifs, soit pour accepter leur relégation quand ils sont chômeurs. C'est bien cette violence symbolique qui s'exerce à l'égard des non-qualifiés dans les actes les plus simples de leur vie : travailler, se nourrir, se loger...

Leurs actes en viennent à se découper sur le même fond de relégation comme en témoigne l'ironie cruelle du bidonville enserrant le «joyau de l'industrialisation du pays» (le complexe sidérurgique d'El Hadjar) et construit grâce à la récupération des tôles produites par cette usine. La méconnaissance généralisée des travailleurs non-qualifiés relative aux processus de production et aux produits fabriqués par l'usine, l'occultation de tout lien intelligible entre production et consommation en vient à trouver ici une réponse inattendue ; l'acte productif morcelé revient au travailleur sous forme globale («des tôles») à condition qu'il consente à se reléguer à proximité de l'usine et à la périphérie de la machine productive, qu'il se résolve à assumer sa misère sociale.

Cette violence symbolique qui, in fine en vient à faire admettre aux exclus qu'ils ne peuvent être rien d'autre qu'exclus concourt à la création d'habitus (matrice de perceptions, d'appréciation et d'action) par la mise en place de dispositifs à visée pédagogique où l'inculcation d'un savoir se dédouble en un flux de connaissances (des sous-cultures technologiques) et en flux équivalent d'anti-production d'un savoir populaire (abandon et prohibition des réalisations communautaires antérieures : irrigation (cf. les foggaras du M'zab), pêche, culture ; absence de recherche concernant ces réalisations ; inexistence de campagne d'innovation de masses à partir des réalisations communautaires passées).

*

* *

L'élargissement du processus d'inculcation de sous-cultures technologiques s'accompagne de la destruction de la culture populaire liée à la société traditionnelle, notamment des langues vernaculaires et des religions populaires. Ces langues vernaculaires, l'arabe maghrébin et les langues berbérophones, violemment réprimées (il est interdit de parler la langue kabyle dans les lycées de Kabylie,

par exemple) sont rejetées au rang de dialectes. Le statut de ces langues prohibées dans les programmes d'enseignement et parlées par l'immense majorité du peuple, rejette leurs utilisateurs hors des codes, les désignent comme inintelligibles, « inentendables » (sans entendement) par les clercs.

La coexistence et la compétition de deux réseaux linguistiques dans l'enseignement et dans les activités socio-économiques et socio-culturelles (un réseau francisant prépondérant dans les échanges économiques, scientifiques et techniques, un réseau arabisant important dans les échanges idéologiques et culturels) n'y change rien. Les luttes entre ces deux réseaux (non étanches l'un par rapport à l'autre) dissimulent mal des oppositions plus violentes. L'un et l'autre restent dominés par les « lettrés » mettant en spectacle leurs querelles jusqu'à ne plus entendre ceux qui utilisent les langues d'usage populaire.

Ces langues vernaculaires (le dialecte maghrebin fort éloigné de la « langue nationale » et les dialectes berbérophones de structures lexicales et syntaxiques différentes de celles de l'arabe littéral) sont ainsi rejetées en désuétude par les langues dites de culture, c'est-à-dire le Français, langue aujourd'hui davantage véhiculaire des échanges techniques que langue référentielle et la « langue nationale », langue des clercs, indiscutablement référentielle, porteuse du sens culturel, qui définissent désormais les champs axiologiques des valeurs et des non-valeurs.

On apprend aux nouveaux prolétaires des bribes de science appliquée référant au Grand Autre quasi-religieux, qui ne leur laissent que la possibilité de mesurer l'étendue de leur ilotisme et leur dictent leur conduite : se taire, obéir jusqu'à ce qu'ils fassent leur la « langue nationale » et son axiologie, la technologie et la division hiérarchique du travail qui l'investit.

Les sans-travail, ceux qui n'ont pas été à l'école ou en sont sortis trop tôt, deviennent des sortes d'étrangers dans leur pays, utilisant des langues que les appareils d'État ignorent délibérément, des langues que les dirigeants ne parlent pas, des langues qui ne seraient pas, faute de bases solides, susceptibles d'enrichissement, des langues qui ne s'écrivent pas. Le dialecte maghrébin avait pourtant, au siècle dernier encore, sa littérature et ses poètes.

*

* *

Dans la stratégie d'élimination des survivances culturelles liées à l'ancien mode de production, la répression des langues d'usage populaire fait suite à la mise hors jeu des zaouïa, support local des religions extatiques et populaires au profit des religions scripturaires des docteurs de la loi dont la base sociale est citadine et bourgeoise. Cette mise hors-jeu s'inscrit dans la constitution algérienne : l'État algérien fait sienne l'idéologie réformatrice et les objectifs du mouvement de Ben Badis et crée le ministère des Habous (affaires religieuses). Le rôle de cette religion d'État est à la fois d'être une technique d'imposition symbolique et de contrôle réel des campagnes (concomitance des mouvements d'arabisation, d'islamisation et d'implantation des administrations locales).

Attaqués par les intellectuels «progressistes» et modernistes des villes au nom de compromissions passées avec le colonisateur, en occultant du même coup son rôle dans les grands soulèvements anti-coloniaux du siècle dernier, c'est tout un champ symbolique d'origine soufiste et négro-maghrébine où dominait la transe comme mode de socialisation et de solution des conflits qui se meurt. Ce nouveau jacobinisme de technocrates à la recherche d'instruments unifiés de manipulation refoule toute expression des segmentarités populaires dont le contrôle pourrait lui échapper. Notre propos n'est pas, ici, celui d'une réhabilitation passéiste des religions populaires, il est de voir comment l'imposition d'un champ symbolique peut être analysée par ce qu'elle prétend refouler, comment le refoulé fonctionne comme analyseur social de la situation d'un pays en voie de développement qui choisit (mais a-t-il le choix ?) une voie supposant l'écrasement de ses identités culturelles propres.

*

* *

Ces trois grands refoulements concomitants : aliénation des savoirs archaïques et empiriques, répression des langues vernaculaires, mise hors jeu des religions extatiques, traversent l'ensemble des rapports institutionnels, et, à ce titre, jouent comme envers d'un pouvoir institué dont le versant visible est explicitement constitué par : la revendication de scientificité, l'imposition de la «langue nationale», l'imposition d'une religion d'État.

Ces répressions ne sont pas seulement porteuses de sens mais aussi d'effets très immédiats : elles délimitent les aires sociales où

s'exerce l'exclusion : chômeurs, fellahs, saisonniers agricoles, minorités nationales, femmes. Dès lors sous un couvert de rationalité et de scientificité l'introduction du machinisme apparaît surtout comme machine de refoulement des praxis autres, comme machine à capter les pouvoirs prélevés au niveau de la langue, du savoir, des croyances et à organiser leur refoulement comme condition de production, comme machine à fabriquer cette plus-value de pouvoir parcimonieusement redistribuée.

La destruction des cultures liées aux modes de production anciens, notamment des cultures paysannes, des savoirs qui en sont solidaires, les tentatives d'éradication des langues vernaculaires, la répression des religions extatiques font partie d'une stratégie dont on aura reconnu le classicisme, c'est un préalable à la prolétarianisation. Elle laisse les nouveaux prolétaires sans savoir, sans langue, sans culture.

Raison supplémentaire pour être attentif aux retours du refoulé, aux invocations compulsives et fantasmatiques, aux manifestations désordonnées d'un imaginaire social moulant ses irrutions aux formes du passé, mais, en un sens, nouveau, déroutant, instituant, moteur.

*Paris -Juillet 1977
Paris VIII, Collectif de
recherche sur l'imaginaire
social et l'éducation (CRISE)*

NOTES

(1) Le taux d'occupation (obtenu en rapportant la population occupée à la population active) était il y a quelques années de 22,49%, «Dossiers documentaires» 19-20, Ministère de l'Information de la Culture.

(2) Marx : *Le Capital*. Livre Premier, quatrième section, chap. XIV. La Pleïade, p. 904.

SITUATION JURIDIQUE ET PROCES EN ÉGYPTÉ (*)

Jean LAGADEC

I. SITUATION JURIDIQUE

La norme fondamentale de la République Arabe d'Égypte est la constitution promulguée après référendum le 11 septembre 1971. Aux termes de cette Constitution, la République Arabe d'Égypte est au titre «l'État» ainsi définie :

«Un État démocratique socialiste fondé sur l'alliance des forces laborieuses».

Dans son article 4 elle proclame :

«Le fondement économique de l'État est le système socialiste basé sur la satisfaction des besoins et la Justice, de manière à empêcher toutes formes d'exploitation et à éliminer les écarts entre les classes».

Le Programme d'Action Nationale présenté par le Président Sadate dans son «message à la Nation» en date du 10 Juin 1971, lequel est un texte de caractère politique, éclaire les principes de la Constitution. Il pose notamment que :

La poursuite de la marche sur la voie de la mutation socialiste... signifie d'abord la protection des acquisitions socialistes et ensuite la création de conditions favorables à l'extension de leur domaine y compris la garantie de représentation dans une proportion d'au moins 50% pour les paysans et les ouvriers dans tous les conseils populaires élus».

Ce qui renvoie d'ailleurs à l'article 5 § 3 de la Constitution.

(*) Extrait du rapport de la «mission générale d'information sur la situation juridique et les procès en cours en République arabe d'Égypte» effectuée pour l'Association Internationale des Juristes Démocrates par Maître Jean Lagadec, Avocat à la cour de Paris, en République Arabe d'Égypte du 10 au 22 Juin 1978.

Il est affirmé par voie de conséquence :

«Le pouvoir de l'alliance des forces laborieuses du peuple et le rôle d'avant-garde des ouvriers dans cette alliance doit jouer un rôle dans le commandement de l'action politique des masses et dans l'expression de leur volonté et de leurs aspirations réelles».

En ce qui concerne les libertés publiques, il convient de rappeler quelques principes fondamentaux :

ART. 40 : tous les citoyens sont égaux devant la loi.

ART. 41 : la liberté individuelle est un droit naturel. Elle est protégée et inviolable.

ART. 42 : la dignité des personnes emprisonnées doit être préservée. Il ne doit pas y avoir d'atteinte à la personne humaine.

ART. 44 : inviolabilité du domicile.

ART. 47 : liberté d'opinion.

ART. 48 : liberté de presse.

ART. 50 : liberté de circulation.

ART. 53 : prohibition de l'extradition des réfugiés.

ART. 54 : liberté des manifestations et des réunions publiques.

ART. 55 : liberté d'association.

Un chapitre particulier traite de la «souveraineté» de la «loi». Il y est rappelé dans l'article 64 qu'elle est le fondement de l'État. Le principe de la légalité et de la personnalité des peines y est mis en évidence, ainsi que la présomption d'innocence. Les mesures administratives sont prohibées et le contrôle judiciaire est garanti. Il y est en outre posé par l'article 68 que :

«tout citoyen a droit à son juge naturel»

ce qui exclut le recours à des juridictions d'exception. Enfin, l'article 73 proclame que le Président de la République veillè au respect de la souveraineté de la loi.

Sous réserve du pouvoir considérable reconnu à l'Exécutif et des limitations apportées au pouvoir Législatif par celui-ci, la Constitution présente dans l'ensemble un caractère démocratique.

Sous le rapport judiciaire, il convient de relever trois institutions :

1) *Le pouvoir judiciaire* : la Constitution proclame l'indépendance du pouvoir judiciaire et le caractère inamovible des juges.

2) *La Haute-Cour Constitutionnelle* : assure le contrôle judiciaire de la Constitutionnalité des Lois et des Règlements ainsi que l'interprétation des textes législatifs.

3) *Le Procureur Général Socialiste* : il s'agit là d'une institution originale qui vise à garantir :

«Les droits du peuple, la sécurité de la société et son régime politique pour sauvegarder les gains socialistes et le comportement socialiste».

Le Procureur Général Socialiste est nommé et révoqué par le Président de la République et soumis dans l'exercice de sa fonction au contrôle de l'assemblée du peuple.

La Constitution ne définit pas précisément les attributions du Procureur Général Socialiste étant entendu que celles-ci devaient être développées dans un texte ultérieur.

La situation en Égypte se définit donc aujourd'hui manifestement comme un état de droit. Le Président de la République ne manque pas d'ailleurs d'affirmer de manière constante le principe de «souveraineté de la loi».

Toutefois cette présentation de l'Égypte comme un état de droit ne peut masquer le fait que la pratique paraît de plus en plus marquée du caractère d'exceptionnalité. Une telle affirmation ne peut donc se faire que sous le bénéfice d'une double réserve :

1) *au fond* : caractère non démocratique des dispositions législatives.

2) *sous l'angle procédural* : caractère d'exceptionnalité des juridictions et des procédures au sens large.

II. CARACTERE NON DÉMOCRATIQUE DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Les dispositions législatives incriminées dans ce rapport sont celles qui servent d'assise aux procédures suivies par la mission et sur lesquelles il sera rendu compte plus loin.

Les procès considérés sont les suivants :

- 1) Affaire de Kam-chich
- 2) Procès devant la Haute-Cour de Sécurité Militaire (300)
- 3) Procès devant la Haute-Cour de Sécurité de l'État (100-103 /57 nouveau).

Dans toutes ces procédures il est fait référence à trois ordres de textes :

1) Textes répressifs :

a) décret-loi du 14 août 1946 -Art. 98 b, c, d.

b) loi du 24 novembre 1954 -Art. 98 a, b bis.

Ces textes, inclus dans le Code Pénal égyptien, sont démarqués de la «legge rocco» mussolinienne de 1930 ; ils ont été pris par décrets-lois sous le gouvernement Ismail Sidki, en période de vacances parlementaires.

c) loi de 1914 sur les attroupements et loi de 1923 n° 14 sur les manifestations sur la voie publique (gouvernement Tewfik Nessim)

Ces derniers textes étaient, selon le Conseiller anglais du Ministre de la Justice : «la trilogie seule capable de maintenir la sécurité dans un pays non encore civilisé».

Ces textes ont incontestablement dans leur fond un caractère anti-démocratique et doivent être considérés comme abrogés par les dispositions constitutionnelles.

En outre, le Parquet se réfère à une ordonnance présidentielle n° 2 de 1977 promulguée immédiatement après le soulèvement de janvier 1977 qui prévoit des peines aggravées sans égard au principe de non-rétoactivité et à l'article 66 de la Constitution.

2) Sur les caractères d'exceptionnalité des juridictions et des procédures.

Toutes les procédures considérées ont pour justification la loi sur l'état d'urgence. On ne peut considérer le recours à la loi sur l'état d'urgence s'agissant de militants politiques que comme un détournement illégitime du sens de ce texte. En effet, on sait que, depuis 1948, l'Égypte a vécu de façon permanente sous l'empire de l'état d'urgence. Il est abusif de considérer que les personnes poursuivies, ou inquiétées aient mené des activités «contre les aspirations nationales du peuple égyptien et visant à mettre en danger l'unité du front intérieur et la paix sociale en Égypte».

Le domaine d'application de la loi sur l'état d'urgence ne concerne que les motifs de guerre avec Israël. Or, les chefs d'accusation sont sans rapport avec la guerre et l'on ne peut estimer comme le Président Sadate que les activités incriminées portent atteinte «au potentiel de négociation de l'Égypte à Genève», car Genève ne peut en aucune manière faire partie du domaine d'application de la loi.

Il convient de distinguer à cet égard le temps de guerre qui concerne la loi d'urgence et l'état de guerre qui est malheureusement un phénomène permanent, depuis 30 ans. Le Prédident du Conseil avait d'ailleurs promis de ne pas faire d'application de cette loi en dehors des questions militaires.

Il ne fait aucun doute que la loi sur l'état d'urgence prend fin avec l'accord de désengagement de septembre 1975. Pourtant c'est bien cette loi qui a été invoquée devant nous tant par le Président de la Cour de Cassation que par le Procureur Général.

Ces deux personnalités ont repris à leur compte la notion d'atteinte à l'unité du front intérieur et invoquent en outre la célérité de ses Tribunaux, ce qui n'est absolument pas démontré dans la pratique puisque la plupart des procès sont renvoyés de mois en mois et que le chiffre de la détention préventive est considérable. Les magistrats égyptiens dans leur ensemble ne s'y sont pas trompés en votant une résolution demandant que tous les cas soient soumis aux tribunaux de droit commun.

D'un côté, la loi sur l'état d'urgence vient justifier le recours à la Haute-Cour de Sécurité de l'État. Cette cour ne peut être analysée que comme une juridiction d'exception même si elle se trouve composée de magistrats de l'ordre judiciaire délégués par décret présidentiel pour y siéger. Il y a en effet un risque de pressions qui n'est pas négligeable même si les magistrats font preuve d'une grande indépendance. De plus, l'Exécutif détient le pouvoir exorbitant d'infirmer ou de confirmer les arrêts de cette Cour tant en ce qui concerne les mises en liberté que les arrêts sur le fond. Il n'y a dans cette procédure aucun recours par voie d'appel ou sous forme de pourvoi en cassation.

D'un autre côté, le recours à la Haute Cour Militaire fait franchir un second degré dans l'exceptionnalité. En effet, les prévenus ont d'abord été déférés devant des juridictions civiles puis devant des juridictions militaires dans un but d'intimidation.

Cette Cour est instituée par l'article 6 du code militaire (1966). Elle est constituée de magistrats militaires et considérée comme compétente pour les civils lorsqu'il s'agit de crimes contre la sécurité de l'État à la condition que le Président de la République défère l'affaire devant la Cour, ce qui s'est effectivement produit.

Cette pratique nous semble en complète contradiction avec le principe constitutionnel selon lequel chaque citoyen a droit à son juge naturel (art. 68).

3) Le procureur général socialiste :

Le rôle du Procureur Général Socialiste est défini par l'article 179 de la Constitution :

«Le Procureur Général Socialiste prendra en charge les mesures garantissant les droits du peuple, assurant la sauvegarde de la société et son système politique ainsi que les acquis socialistes. La loi définira ses autres attributions. Il sera soumis au contrôle de l'Assemblée du peuple de la façon prévue par la loi».

La Loi n° 34 de 1971 venait préciser certaines de ses attributions et prévoyait la mise sous séquestre et la garantie de la sécurité du peuple. Aux termes de cette loi, le Procureur Général Socialiste est habilité à séquestrer les biens de certains citoyens et à placer sous garde à vue les personnes qui portent atteinte à la sécurité intérieure ou extérieure. Dans ce cadre, le Procureur Général Socialiste agit d'office sur dénonciation ou sur instruction du Président de la République. Il n'est pas nécessaire qu'il détienne des preuves, de simples présomptions suffisent. La première application de ce texte a eu lieu en 1973 notamment à l'encontre de Nabil Hilali, Mohamed Ali Ahmed et autres.

Les personnes poursuivies en vertu de ce texte doivent être déférées dans les trente jours devant une Cour spéciale qui détermine une période de mise en détention qui ne peut aller au delà de cinq fois un an. La Cour de la Séquestration est composée du vice-président de la Cour de Cassation, de trois Conseillers et de trois Pairs choisis dans la profession de l'intéressé. Elle est formée par Décret Présidentiel et ses décisions sont insusceptibles de recours. Ce texte est en complète contradiction avec la Constitution qui énumère les ordres de juridiction (art. 167-171-172-174-183).

En ce qui concerne les autres attributions du Procureur Général Socialiste, l'article 179 de la Constitution prévoyait que la Loi définirait ses autres compétences. Très récemment, la loi n° 33 de 1978 relative à la protection du Front Intérieur et de la Paix Sociale est venue développer les compétences du Procureur Général Socialiste dans un sens totalement arbitraire. Cette loi prise à la suite d'un référendum caractérisé par une massive abstention de la population pose des principes qui mettent gravement en danger la démocratie en Égypte.

Adoptée en une matinée par l'Assemblée du Peuple (50 voix contre), sans visa de la Constitution et sans contrôle du Conseil d'État, elle organise en fait une limitation sévère de la liberté d'opinion, et porte atteinte aux libertés publiques, notamment à l'activité politique, et à la liberté de la presse. Elle institue de ce fait de véritables interdictions professionnelles. En outre, le rôle conféré au Procureur Général Socialiste s'apparente à celui d'«un grand inquisiteur». Il peut d'office ou sur dénonciation mener des investigations à l'encontre de n'importe quel citoyen sans aucun contrôle et soumettre un rapport soit à l'administration, s'il s'agit d'un fonctionnaire, soit au Conseil Supérieur de la Presse s'il s'agit d'un journaliste, soit au Parlement s'il s'agit d'un parlementaire. Khaled Mohieddine nous a fait part de sa grande inquiétude face à ces dispositions.

Ainsi le Procureur Général Socialiste peut sans aucune garantie procédurale mener une véritable instruction dans une affaire qui sera renvoyée ultérieurement devant le Parquet Général ou l'autorité disciplinaire compétente. Cette pratique est en contradiction complète notamment avec les articles 68 et 71 de la Constitution. Alors que la loi était votée le 7 juin, les poursuites étaient engagées dès le 4 juin à l'encontre de plusieurs personnalités.

Ainsi sont appelés à comparaître devant le Procureur Général Socialiste afin qu'il soit enquêté sur «leur activité contre les aspirations nationales du peuple égyptien, et visant à mettre en danger l'unité du Front Intérieur et la Paix Sociale en Égypte» : Mohamed Hassanein Heykal, Mohamed Abba Sid Ahmed, Ahmed Hamrouche, Salah Aïssa, Ahmed Fouad Negm, ainsi que trente-cinq journalistes et intellectuels résidant à l'étranger.

Les investigations du Procureur Général Socialiste ont un caractère purement politique. Ainsi, l'une des personnes poursuivies s'est vue demander qu'elles étaient ses opinions politiques ou ce qu'il pensait de la situation politique en général.

Parmi les personnes inquiétées, nous avons pu interroger Mohamed Hassanein Heykal, Mohamed Sid Ahmed et Ahmed Hamrouche. Au moment de l'entretien, Sid Ahmed et Heykal avaient été entendus. En ce qui concerne, Mohamed Sid Ahmed, journaliste à El Ahram, il lui fut reproché notamment un article paru dans le Monde Diplomatique d'avril 78 sur la situation au Moyen Orient. Le Procureur Général Socialiste ne détenait dans son dossier que des traductions d'un journal d'Abou Dhabi et de Jordanie, et non l'ori-

ginal. Lui sont également reprochés des reprises d'interview, sans contrôle, dans le journal le Middle East et des articles anciens du journal El Taliat. En ce qui concerne les auditions de Heykal, celui-ci n'a consenti à nous faire aucune déclaration, selon les assurances données par lui au Procureur Général Socialiste. Il n'apparaît pas à l'heure actuelle que des personnalités wafdistes aient été inquiétées.

III. LES PROCES EN COURS

Trois procès de notable importance concernant des affaires politiques étaient en cours au moment où la mission s'est rendue en Égypte.

1/ Le procès de Kamchich devant la Haute Cour de Sécurité de l'État de Chebin El Koum.

2/ Le procès «militaire» devant la Haute Cour de Sécurité Militaire à Medinat El Nasr au Caire.

3/ Le procès 100/103 devenu le procès 57 devant la Haute Cour de Sécurité de l'État au Caire.

1) Le procès de Chebin El Koum :

Les faits : En 1966 un assassinat est perpétré à Kamchich. Depuis cette date la veuve de la victime Chahinda Maklad organise une commémoration de caractère politico-culturel. Le 30 avril 1978, comme chaque année, la manifestation a lieu mais la police encercle préventivement le village. Les paysans des environs accompagnés de personnalités dont Sheikh Iman s'y rendent et sont arrêtés par le barrage. Un contrôle d'identité a lieu et les paysans connus pour leur sympathie communiste ou progressiste sont arrêtés et détenus.

La prévention : aucun fait n'est avancé et le Ministère Public manifeste le souhait que les prévenus soient gardés en détention afin de rechercher des preuves qu'il ne détient pas.

L'audience du mardi 13 juin vient sur demande de mise en liberté. Le président du Tribunal ne fait aucun obstacle à ce que j'assiste au procès. Il apparaît manifestement du fait des contrôles à l'entrée de la salle qu'il s'agit d'un huis clos non officiel.

Je note la présence d'un membre des renseignements généraux ce qui est, me dit-on, une chose habituelle, et «normale». La tenue de l'audience est satisfaisante, le Président pose des questions

aux avocats. Le Ministère Public demande, pour sa part, du temps pour rapporter la preuve et donc le maintien en détention. Les avocats plaident la mise en liberté.

L'affaire est mise en délibéré, le délibéré dure environ 10mm. Le Tribunal prononce une mise en liberté sous caution. Cette décision doit être ratifiée dans les quinze jours par le Président de la République.

Nous n'avons pas pu savoir si cette décision était aujourd'hui confirmée.

La situation des détenus : je note que les détenus sont rasés et revêtus du costume pénal. Ils font état de sévices, notamment les bastonnades sur la plante des pieds et de dos. Même si la pratique de la bastonnade semble un phénomène assez fréquent dans les prisons provinciales égyptiennes, celle-ci n'en reste pas moins une violation des droits de la personne humaine garantis par la Constitution dans son article 42.

Ces pratiques qui apparaissent comme un moyen de décourager la détermination des détenus, semble au contraire l'affermir. La détention a lieu dans des cellules séparées. Les détenus sortent deux fois par jour pour leurs besoins. Le lieu de détention est identique à celui des droits communs et correspond au standard d'une prison égyptienne provinciale.

Un entretien particulier avec le chanteur Sheikh Imam qui est aveugle et âgé me permet de constater que celui-ci est malade et dans un grand état de faiblesse physique.

Par la suite j'interviendrai auprès du Procureur Général Socialiste pour qu'une mesure de mise en liberté immédiate intervienne en ce qui le concerne.

2) Le procès devant la Haute Cour militaire :

Alors que la procédure était diligentée par le Parquet de la Sûreté de l'État, le Président Sadate a donné l'ordre le 30 septembre 1977 de renvoyer les inculpés devant une formation militaire.

Les faits : le 28 septembre 1977, une vaste opération d'arrestations est menée contre les militants de la gauche égyptienne et 41 mandats d'arrêt sont décernés. Les personnes poursuivies et arrêtées font partie du P.C. égyptien ou du P.C. des Travailleurs Égyptiens. Il leur est reproché d'appartenir à une organisation illégale sur le fondement des textes pénaux précités.

Ces poursuites nous apparaissent comme illégales pour les motifs suivants :

A) Le décret présidentiel retirant une affaire au Parquet Général pour la transmettre au Parquet militaire alors que l'instruction est commencée, est en contradiction avec l'article 4 de la loi militaire 25-66 qui stipule que les lois militaires ne sont applicables que si les affaires n'ont pas encore été déférées à la juridiction concernée.

B) La prétendue compétence de la Cour de Sûreté Militaire repose-rait sur l'article 6 de la Loi Militaire de 1966 laquelle est contraire à l'article 68 de la Constitution qui stipule que « tout citoyen a le droit de recourir à son juge naturel ». Or, tous les inculpés sont des civils. Même si l'article 6 de la Loi Militaire permet au Président de la République de déférer les civils, ce texte est en contradiction avec les articles 68 et 40 de la Constitution, et constitue une extension abusive de la notion d'urgence.

C) Les prévenus encourent en vertu de la loi n° 2 de 1977 des peines aggravées, ce qui est également une violation de la Constitution.

Déroulement de l'audience : l'audience devait durer 4 jours. Nous n'avons pas pu pour des raisons de temps assister à l'ensemble des séances. Nous nous sommes présentés au Président de la Cour de Sûreté Militaire.

Celui-ci nous a reçus de façon très cordiale et n'a fait aucune objection à ce que nous assistions à l'audience. Il nous est apparu que le Président de ce Tribunal était un homme d'une grande compétence juridique, animé d'un grand souci de compréhension.

Selon mes propres constations, et les indications d'un des avocats de la défense Nabil El Hilali les droits de la défense sont parfaitement respectés et le président a autorisé les avocats à enregistrer l'ensemble des débats. Ceux-ci ont pu fournir toutes les explications souhaitables.

Il convient cependant de noter que l'audience n'était pas publique et qu'encore une fois l'on constatait la présence d'un membre des renseignements généraux.

Au moment où nous avons quitté l'Égypte, l'affaire était en délibéré.

3) Procès 176.

Les faits : à l'origine 176 ouvriers, étudiants, journalistes, écrivains, poètes et chanteurs avaient été déférés devant la Haute Cour

de Sécurité de l'État à la suite d'arrestations postérieures au mouvement populaire de janvier 1977. Par la suite 21 noms ont été ajoutés à cette liste.

Les poursuites reposent sur les fondements suivants :

- = création d'une organisation clandestine : le Parti Ouvrier Communiste Égyptien, tentative de renversement du système de gouvernement par la violence. Peine : travaux forcés à perpétuité ou à temps.
- = lien illégal avec le P.O.C.E. lui fournissant une aide en vue de renforcer son activité. Peine : maximum 5 ans de prison.
- = création d'une organisation clandestine : le Parti Communiste Égyptien ayant pour but le renversement du système de gouvernement par la violence. Peine : travaux forcés à temps.
- = diffusion de propos et rumeurs mensongers et tendancieux contre le système de gouvernement établi et incitation publique à la haine de ce système. Peine : 5 ans de prison maximum.

Il est choquant de constater que des informations datant de 1975 et même de 1972 ont été jointes. Ce procès revêt une exceptionnelle ampleur, du fait du nombre des inculpés (197), du nombre des avocats (50 commis et 30 choisis par les prévenus). L'ordre des avocats a dans cette affaire assumé tout son rôle dans la défense. Bien que le dossier contienne 10.410 pages, les accusations sont extrêmement minces et ne sont étayées par aucune preuve sérieuse. Il s'agit en réalité du procès de la gauche égyptienne.

Il convient d'apporter les remarques suivantes :

- L'acte d'accusation ne présente que 57 personnes ayant accompli des actes incriminés.
- L'ordonnance de renvoi retient que le P.C. et le P.O.C.E. sont à l'origine des événements de janvier 1977 bien qu'aucun élément ne vienne étayer cette thèse.
- Sur 84 accusés d'appartenance à ce parti, le Parquet ne relève de faits précis que relativement à 19.
- De nombreux accusés sont poursuivis sur les seules allégations des services des renseignements généraux.
- Sur 38 accusés d'appartenance au P.C. Égyptien le Parquet ne relève de faits que pour 3.
- Sur 53 accusés d'instigation, le Parquet ne relève de faits que pour 18.

Dans l'ensemble, le dossier ne contient que des présomptions vagues ayant pour fondement les indications des services des renseignements généraux. Pour la plupart, les accusés ont passé en moyenne 7 mois en détention sur la base de ces accusations. 4 sont encore actuellement détenus. Du point de vue juridique ces poursuites sont sans fondement. En effet, la Constitution fait une référence explicite au socialisme dans ses principes fondamentaux. Il n'y a pas de doute que les articles 98 et suivants ont été abrogés par désuétude et par la Constitution de 1971. Ils visaient en effet les organisations anti-coloniales et royalistes. L'accusation d'avoir assuré la domination d'une classe sur une autre est sans fondement dès lors que la Constitution de 1971 prévoit elle-même un pourcentage de 50% d'ouvrier dans les organismes ; la domination se faisant donc en vertu de la Constitution.

Par ailleurs, l'article 98 n'incrimine pas l'organisation mais l'usage de la violence. Or le Parquet n'a rapporté en aucune manière la preuve d'actes de violence commis par les prévenus. L'accusation repose sur le fait que les accusés sont qualifiés de communistes or, aucun texte pénal n'incrimine le communisme. Le Parquet ne rapporte en aucune manière la preuve que le marxisme implique l'usage de la violence et que les intéressés aient fait usage de cette même violence.

L'audience : Je me suis rendu à la Cour de Sécurité de l'État du Caire et me suis présenté à l'avocat général, et au Président. Le ministère public était représenté par quatre membres du Parquet. Le Président n'a pas fait obstacle à ce que j'assiste à l'audience. Celle-ci se déroule dans la salle dite du «souvenir» où fut jugé le Président Sadate en 1947, laquelle est nouvellement repeinte. Le Tribunal procède à l'appel des prévenus. Ils sont présents pour la plupart à l'exception de ceux qui sont souffrants ou en fuite. Nous notons que parmi les inculpés figurent plusieurs avocats dont Zaki Mourad ; nous notons également que le poète Fouad Negm qui avait été prétendument arrêté selon les déclarations du Parquet est absent.

Les avocats demandent un renvoi pour consultation du dossier et pour audition de témoins. Ils sollicitent du Tribunal notamment l'audition du Premier Ministre et du Ministre de l'Intérieur, de l'ancien Secrétaire Général de l'Union Socialiste et d'autres responsables politiques. L'avocat général s'oppose, un incident a alors lieu entre Me Zaki Mourad inculpé et l'avocat général sur cette question. Me Zaki Mourad faisant valoir que toute la lumière doit être faite sur cette affaire.

Le Tribunal se retire pour délibérer puis renvoie le délibéré à trois jours. Il est décidé que l'affaire sera jugée en Octobre. Pendant le délibéré une manifestation a lieu dans la salle.

IV. LES LIBERTÉS PUBLIQUES

Toute une série d'atteintes contre les libertés sont actuellement portées. Les visites domiciliaires, généralement menées d'office, par les services de Sécurité, se multiplient. Elles ont apparemment pour but de constituer des preuves et d'intimider tous ceux qui peuvent être considérés comme progressistes. Elles sont renouvelées, et s'accompagnent généralement de la saisie d'ouvrages divers, lesquels sont purement et simplement confisqués. A l'occasion de ces visites, les intéressés sont parfois gardés à vue plusieurs heures.....

En ce qui concerne le traitement des prisonniers ou des personnes inquiétées, nous n'avons pas relevé de pratiques systématiques de tortures ou de sévices. Toutefois, nous devons signaler les faits suivants qui ont été portés à notre connaissance.....

Il nous a été indiqué que des sévices avaient été exercés à Suez le jour du Référendum, sur la personne de 4 militants du Parti du Rassemblement et 2 autres militants. Ceux-ci auraient été déshabillés et bastonnés par le service d'investigation de la Sûreté de l'État sous la direction effective du colonel Amin El Hussein. Le même jour un étudiant aurait été bastonné à El Azhar.

L'ordre des avocats nous a également signalé une campagne de presse contre le barreau.

Les atteintes aux libertés les plus élémentaires entravent considérablement la vie démocratique dans le pays au point que le Parti du Rassemblement a été conduit à «geler» ses activités et le parti Wafd à l'auto-dissolution.

.....

*Le Caire - Paris
Juin 1977*

CHRONIQUE DE DJIBOUTI

Antoine COMTE

Lorsque la République de Djibouti accède à l'indépendance le 27 juin 1977, les dirigeants de la Ligue populaire des Afars et des Issas (LPAI) ne firent aucun mystère de leur volonté d'instaurer un parti unique. Ce système était présenté comme la meilleure garantie contre le tribalisme, dans un pays où, à l'image de l'ensemble de l'Afrique, les frontières délimitées par la puissance coloniale, englobent deux ethnies différentes tant par leur culture que par leur structure sociale : les Afars et les Issas.

Aussi les nouveaux maîtres de Djibouti mettent-ils en place tout un appareil juridique destiné à instituer le parti unique et à bloquer préventivement toute tentative d'organisation autonome des masses.

Le 8 mai 1977, la population procède à l'élection d'une chambre des Députés. Mais le rôle de cette Assemblée s'est réduit à l'adoption de deux lois, dites lois constitutionnelles I et II du 27 juin 1977, qui donnent pleins pouvoirs au Président de la République, lequel les exerce par voie d'ordonnance en invoquant l'urgence.

Parmi les premières mesures prises dans ce cadre figurent l'ordonnance du 29 juillet 1977 interdisant toutes les manifestations sur la voie publique et celle du 4 octobre 1977 règlementant très sévèrement les réunions publiques puisqu'elle n'autorise une réunion électorale qu'à la condition que n'y participent que les électeurs de la circonscription — façon habile d'interdire tout regroupement organisationnel national à l'occasion d'un scrutin. C'est ainsi qu'au mois d'août 1977, pour avoir tenu une réunion publique à la sortie de leur congrès, les dirigeants du Mouvement Populaire de Libération sont condamnés à 15 jours de prison.

Dès l'indépendance par conséquent le Gouvernement de la République perpétue la politique de répression des éléments radicaux, inaugurée jadis par l'Administration Coloniale. Au mois d'octobre 1977 plusieurs militants du MPL mais aussi de l'UNI (organisation exprimant des aspirations de pluralisme d'une fraction de la petite bourgeoisie) sont incarcérés à la suite de la découverte de caches d'armes dans le Nord du pays.

Cette affaire jette une lumière crue sur le fonctionnement de l'appareil répressif : la Gendarmerie, formée par les Français et encore à ce jour «conseillée» par eux, est accusée de pratiquer la torture pendant les interrogatoires. La pratique des sévices corporels est d'ailleurs facilitée dans les faits par l'absence de toute réglementation concernant la durée de la garde à vue, car, ici encore, les Gouvernements de la Jeune République prolongent l'Administration Coloniale qui n'avait jamais appliqué Outre-Mer les dispositions novatrices du Code de Procédure Pénale, mises en œuvre en 1958 dans la Métropole.

C'est dans le contexte de mise en place du parti unique et de répression corrélative de toutes les organisations politiques autonomes, qu'intervient l'attentat meurtrier du «Palmier en Zinc» le 15 décembre 1977.

Le soir même un dirigeant du MPL de la ville de Djibouti est arrêté dans un restaurant, alors qu'aucun élément sérieux ne permet d'orienter les recherches puisque, notamment, l'attentat n'a pas été revendiqué.

Le dernier avatar de la politique de la LPAI, la dissolution du MPL, était lui aussi inscrit dans la gestation du système de parti unique. Cette mesure est prise le 20 décembre 1977, c'est à dire à un moment où les 17 personnes qui seront ultérieurement inculpées par le juge d'instruction, d'assassinat et de participation à une association de malfaiteurs, sont encore entre les mains de la Gendarmerie où elles sont quasiment toutes torturées, selon les conclusions d'une expertise médicale effectuée un mois plus tard. Le décret de dissolution n'en porte pas moins les motifs suivants : «Le MPL... est contraire à l'Ordre Public, il est illicite, il constitue une association de malfaiteurs et un groupement armé, il tend à encourager la violence entre les Ethnies».

Le ton est donné et l'unique organe de Presse du Pays, le «Réveil de Djibouti» renchérit le 28 décembre en présentant en pre-

mière page la photo des 17 suspects avec l'indication : «Voici les coupables». Fin décembre 1977, la LPAI a donc réalisé son objectif avoué : par le biais de l'appareil juridique et des appareils répressifs, le Parti Unique est imposé aux masses djiboutiennes.

Cependant c'est au moment même où cet objectif est atteint que la situation politique se dégrade durablement à la suite de la répression aveugle qui suit l'attentat du «Palmier en Zinc» ; c'est par centaines que les Afars, dont le quartier de Djibouti a été bouclé et ratissé, sont arrêtés et emmenés dans des centres de tri improvisés.

La quasi-totalité des membres afars du gouvernement sont conduits à démissionner pour préserver une base sociale qui fait les frais d'une répression «tribale» que les discours officiels sur «l'unité nationale» ne parviennent pas à masquer. Seule la peur d'un mouvement de masse autonome peut expliquer la politique de répression généralisée menée par le Gouvernement de Hassan Gouled, Président de la République ; c'est en raison des liens que le MPL a su tisser avec les masses, qu'aujourd'hui ses cadres et militants sont emprisonnés et accusés d'un attentat qu'ils avaient dénoncé comme une provocation.

Paris-Juin 1978.

ABSTRACTS

MOULOUD FERAOUN, AN AMBIGUOUS ALGERIAN ?

Monique GADANT-BENZINE

The nationalist ideology in Algeria defines the nation as a monolithic block, perfectly homogeneous. It denies all social, political or cultural differences. The perenity of the nation, pre-existing to 130 years of colonial domination (1830-1954), was ensured by armed struggle and by the exigency of restoring arabo-islamic values. Reality does not correspond to the myth which is meant to express it. The study of the *Journal* that Mouloud Feraoun wrote in secret from 1955 to 1962 (during the years of war) shows that the national feeling in acculturated elites expressed itself as a double belonging, as a cleavage of the personality forced in a way to choose between the culture and the value system taught in French schools and the culture and the value system inherited from the tribe, the family, the nation. Feeling of ambiguity and, so to speak, of «bastardy».

Mouloud Feraoun, teacher and writer, of French language, has expressed through his own situation the feeling of the majority of Maghrebian intellectuals, whether or not engaged in political activities. Humanist, non-violent, he was killed by members of the O.A.S. on the 15th of March 1962, in Algiers.

UPPER AND MIDDLE CLASSES IN SYRIA

(Contribution to a class analysis of the State)

Elisabeth LONGUENESSE

A study of the composition of social classes and their relations shows the exceptional development in recent years of the petty

bourgeoisie and of the middle classes, above all of the merchant and entrepreneurial bourgeoisie and of the State bourgeoisie. These two last classes represent today the dominant classes of the Syrian society.

The overthrow, at the end of the 1950's, of the traditional bourgeoisie allied to the great landowners — unable to ensure the development of the country — had been attained with the help of revolutionary stratas and in particular of the Syrian working class. This fall has ultimately profited to elements issued from the petty bourgeoisie and from the peasantry, which have made up the new dominant classes enforced by the middle class and the petty bourgeoisie itself.

POSIDONIA, MEDITERRANEAN PLANT, AND THE UNDERSEA DESERTIFICATION

Georges COOPER

The main green area in Mediterranean countries lies under the sea : it is a kind of savanna, formed chiefly by the green ribbons of the marine phanerogam called Posidonia, in shallow coastal waters (between 0 and -30 m). It plays a major role in adjustment patterns of Mediterranean biocœnoses). Thanks to the phenomenon of vertical growing, it makes possible the constitution and thickening of steady sandy banks, strengthening them little by little.

Banks of posidonia may be found almost everywhere in Mediterranean shallow waters where they extend throught about 100.000 kms². Production of leaves is very strong. Old leaves fall at the end of every summer and are carried away. They dump on the beaches or get lost in the abysses. Until now, the plant vitality was able to compensate its losses. But from now on, pollution destroys grasslands and the balance «growing-decay» is disrupted. As a result sandy beaches «move backward» in several places near urban and industrial regions.

Mr. Cooper and his staff have found a practical way of curbing, even of eliminating the danger, by seed sowing and by slip implanting with full success in most of the cases.

(Abstract by L. Souchon).

HISTORICAL SOCIOLOGY OF MARSEILLE (XII-XVIIIth CENTURIES)

**An interpretation of the social structure
of a large Mediterranean port**

Paul VIEILLE

What differentiates Mediterranean cities from cities of Northern Europe ? A reflexion on this subject is proposed here taking as a basis the city of Marseille. To this effect, different facts, usually reduced to a subsidiary role are given consideration. Their implications are shown so as to elaborate a global, sociological-historical hypothesis.

The fundamental fact is constituted by merchant classes becoming wealthy and accumulating, more through extorting surpluses produced by other social formations through unequal exchange, and, less, through appropriation of surplus labour inside the city. The importance of the amount of wealth appropriated from outside places the city as superior to its members as prior to class struggle. The city as a necessary collective instrument of wealth accumulation or of survival of its members, drives the citizens to divide for sharing the product of collective activity, i.e. of surpluses extorted from other formations. This might be the basic reason for the division of the city in clans, clientèles, factions.

TUNISIA (1970-1977). DEVELOPMENT OF A DEPENDENT CAPITALISM

Daniel KAMELGARN

Ahmed Ben Salah's eviction from the highest position in government towards the end of 1969 and his substitution by Mr. Nouira

was the starting point of a new stage in Tunisian economy. From that date onwards the country is involved in the path of a liberalism that claims to transform Tunisia into a «maghrebien Hong Kong».

Since then the country has become more and more integrated in the International Division of Labour. The nature of this integration has changed as well, so that it leads Tunisia in an ever unequal, outward, dependent and precarious development style. Its economic growth, which has taken a higher speed, has consequently become a «perverse growth».

Two trends are particularly significant in this aspect. On the one hand, the exportation of manufactured goods (essentially textile products) in down right tax-free areas has become significantly higher. Consequently, the exploitation of the labour class has appeared to be the new basis of Tunisian participation to the International Division of Labour. On the other hand, the extension of a Tunisian market of consumer goods encourages in the short run imports of goods and in the long run national and foreign investments.

Thus Tunisia sets forth the patterns of the New International Division of Labour which is actually taking place in western economies.

THE THREE REPRESSIONS OF THE ALGERIAN DEVELOPMENT

Dany DUFOUR

The question may be asked whether the de facto exclusion from the algerian production system of an important part of the labour force, does not have its source elsewhere than in justifications founded on the economic strategy of development. One might hypothesise this exclusion expresses the political unconsciousness of the Algerian society.

An instituted power of which the visible portion is explicitly made up of the revendication of scientificity, the imposition of a «national language», and of a «state religion», has, as a reverse side, three great concomitant repressions : alienation of empirical and archaic learning, repression of vernacular languages, banishment of extatic religions. These repressions delimit the areas where ex-

clusion is performed : unemployed people, fellahs, agricultural workers, national minorities, women.

HUMAN RIGHTS IN EGYPT

Jean LAGADEC

The constitution of 1971 appears as the most democratic that Egypt has ever known. The Egyptian regime had preserved, at least until recently, its liberal outlook. A policy of repression is now being adopted which aims at abolishing any manifestation of democratic life in the country. In a situation of economic crisis and of diplomatic difficulties, the regime has substituted to controlled liberalism, arbitrary decisions and constraints. Repression does not however present the violent character it takes in other countries. It is hidden and develops itself under the cover of legality.

CHRONICLE OF DJIBOUTI

Antoine COMTE

When independence was achieved in Djibouti, the institution of a unique party was presented as the best guarantee against tribalism. In consequence, the new masters of the country instaured a juridical apparatus destined to prevent and make impossible any attempt to autonomous organisation of masses. The fear of such an organisation was the cause of a generalised and blind repression, chiefly after the «Tin Palmtree» (Palmier en zinc) attempt, denounced by the opposition as a provocation. Repression principally affects the Afars. The tribal form of the powers in place at Djibouti cannot anymore be masked.

Sommaire du N° 1 Octobre-Décembre 1977

Lotfallah Soliman : *Aux origines de la guerre Israélo-arabe de 1967*. Maurice Parodi : *Les Multinationales en Provence - Alpes - Côte d'Azur*. Abol-Hassan Banisadr A. et S. Ghazanfarpour, Paul Vieille : *Iran, le nouveau contrat social, mythes et réalités*. Gilbert Grandguillaume : *Pour une anthropologie de l'arabisation au Maghreb*. Georges Montchaussé : *La steppe algérienne, causes et effets d'une désertisation*. Paul Vieille : *Pétrole et classe fonctionnelle, le cas de l'Arabie Séoudite*.

Sommaire du N° 2 Janvier-Mars 1978

Thierry Brun : *Iran : des prétentions impériales à la dépendance alimentaire*. Saadallah Wannous : *L'essentiel n'est plus de changer le roi*. Gaston Cothurne : *Vers un théâtre arabe «solidaire»*. Percy Allum : *Naples : un bloc de pouvoir urbain en Méditerranée*. François Pernet : *A propos du Pastoratisme Corse*. Ilan Halevi : *Sous Israël, la Palestine*. Etienne Bolo : *Adolescents Maghrébins des cités de transit*. Gilbert Grandguillaume : *De la coutume à la loi dans la Touat précolonial*. (Collectif) : *Cultures et politiques en Méditerranée*.

Sommaire du N° 3 Avril-Juin 1978

C.M. Vadrot : *Pollution et Polueurs en Méditerranée*. Margarita Xanthakou : *Images de la Folie en Péloponèse*. Didar Fawsy : *Soudan : relations Nord-Sud, une relecture du passé*. Serge Demailly : *La Corse en dépendance*. Luigi Graziano : *La crise du consensus clientéliste en Italie du Sud*. Jean-François Bayart : *Turquie : la mythologie de l'État national*. R.E. Verhaeren : *Immigration et impérialisme en période de crise*. * * * : *Le racisme institutionnel en France*. Sami Mansour : *Clefs de la stratégie des États-Unis au Proche-Orient*.

Contents Number 1 October-November 1977

L. Soliman : *At the origins of the Israelo-Arabic War of 1967* ;
M. Parodi : *Multinational firms in Provence - Alpes - Côte d'Azur* ;
A.H. Banisadr et al. : *Iran, the new social contract, myths and reality* ; G. Grandguillaume : *Arabisation in the Maghreb, an anthropological approach* ; G. Montchaussé : *The Algerian steppe, causes and effects of desertisation* ; P. Vieille : *Petrol and the functional class, the case of Saudi Arabia*.

Contents Number 2 January - March 1978

Thierry A. Brun and René Dumont : *On the imperial pretence to alimentary dependance : the development of the agro-alimentary sector in Iran* ; Interview with Saadallah Wannous, recorded by Gaston Cothurne : *The essential thing is no longer to change the king* ; Gaston Cothurne : *Towards a theatre of the «Arab solidarity»* ; Percy Allum : *A Mediterranean urban power bloc : the case of Naples during the afterwar period* ; François Pernet : *Some exemplary questions concerning Corsican pastoral raising* ; Ilan Halevy : *Under Israel, Palestine* ; Etienne Bolo : *Young Maghrebins of the Parisian cities of transit* ; Gilbert Grandguillaume : *Water rights and statute of local communities in the pre-colonial touat* ; collective study : *cultures and politics in the Mediterranean area questions and propositions*.

Contents Number 3 Avril-Juin 1978

C.M. Vadrot : *Pollution and Polluters in the Mediterranean* ; Luigi Graziano : *The crisis of clientelism consensus in Southern Italy* ; Margarita Xanthakou : *Images of Madness in a rural region of the Peloponèse* ; Didar Fawzy : *Sudan : South-North relations, a new lecture of the past* ; Serge Demailly : *Corsica's Status of dependency* ; Jean-François Bayart : *Turkey : the mythology of a national state* ; R.E. Verhaeren : *Workers immigration and imperialism in periods of Crisis* ; * * * : *Institutional racism in France* ; Sami Mansour : *Keys for understanding the United States Strategy in the Near-East*.

Au sommaire des numéros ultérieurs

Histoire sociologique de Marseille (XVIIIème – XXème siècles) ; Idéologie du pouvoir en Iran ; Obstacles à l'identification de classe au Maghreb ; Rémunération du travail immigré en France ; Mauritanie et Sahara occidental ; Stratégies autour du canal de Suez ; R.F.A. et Méditerranée ; Classes sociales à Baghdad au Moyen-Age ; Politiques agro-alimentaires en Méditerranée ; Classes sociales à Baghdad au Moyen-Age ; Politiques agro-alimentaires en Méditerranée ; Dynamique économique-sociale de l'Algérie ; Gramsci et les rapports ouvriers-paysans ; Espagne et Méditerranée ; Méditerranéité et mode de production méditerranéen ; Soudan, relations Nord-Sud, questions actuelles ; les forces d'opposition en Égypte ; Coût de la reproduction de la force de travail dans les pays Maghrebins ; Destructuration économique de la Provence au XIXème siècle ; Femmes méditerranéennes ; Anthropologie du Mahdisme.

In the contents of forthcoming issues

Obstacles to class identification in the Maghrebian countries ; Ideology of Power in Iran ; Remuneration of immigrant work in France ; Mauritany and western Sahara ; Gramsci and the workers-peasants relations ; Spain and the Mediterranean ; Social classes in Baghdad in the Middle-Ages, The questions of Mediterraneity and of the Mediterranean mode of production, The sociolocigal history of Marseille (XVIII – XXth century), World strategies around the Suez Canal, Social and economic dynamics in Algeria, the R.F.A. and the Mediterranean, Agro-alimentary politics in the Mediterranean ; Sudan, South-North relations, present situation ; Women of the Mediterranean ; Reproduction cost of the work-force in Maghrebian countries ; Economic destructuration of Provyence during the XIXth century ; Anthropology of Mahdism.

l'homme et la société

revue internationale

de recherches et de synthèses sociologiques

Direction - Rédaction - Administration - Abonnements
12, avenue du Maine, Paris 15, Tél. 548-42-58 - 222-76-82

Numéro double

Juillet - Août - Septembre 1977

Nos 45-46

Octobre - Novembre - Décembre 1977

IDÉOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT

CAPITALISME ET AGRICULTURE

André GUNDER FRANK : Vive l'entreprise trans-idéologique ! Les économies socialistes dans la division capitaliste internationale du travail. **Pierre Philippe REY** : Le transfert de surtravail de la paysannerie vers le capitalisme. **Claude FAURE** : La production paysanne et l'exploitation capitaliste. **Samir AMIN** : La structure de classe du système impérialiste contemporain. **Kostas VERGOPOULOS** : La productivité sociale du capital dans l'agriculture familiale. **Francis DE CHASSEY** : Des ethnies et de l'impérialisme dans la genèse des nations, des classes et des États en Afrique. **Gabriel GOSSELIN** : L'Afrique désenchantée. **Jean-Charles SZUREK** : Les paysans chez Lénine : «classe» ou «strate» ? **Arghiri EMMANUEL** : L'État de la «transition».

CULTURE ET THÉORIE SOCIALE

Alain BIHR : Le concept de théorie sociale. **Michel MAFFESOLI** : La répétition et le tragique dans la vie sociale. **Gérard NAMER** : Rousseau : de la «science de l'homme» à la sociologie.

NOTES CRITIQUES

Serge LATOUCHE : L'accumulation du capital et la question des débouchés (sur un ouvrage d'E. Emmanuel) «Le profit et les crises». **Philippe SOULEZ** : L'École de Francfort. **Georges LAPASSADE** : De l'enchantement du groupe au spectre du Goulag.

Revue trimestrielle

Abonnement 1 an (4 numéros)

France : 110 F.

Etranger : 120 F.

Direction :

Serge JONAS - Jean PRONTEAU

Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire, mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (C.C.P. Paris 8 721 23).

ESPACES ET SOCIÉTÉS

Revue critique internationale de l'aménagement,
de l'architecture et de l'urbanisation

Direction : Henri LEFEBVRE, Anatole KOPP

Secrétariat : Manuel CASTELLS, Michel COQUERY, Serge JONAS, Raymond LEDRUT, Alain MEDAM, Jean PRONTEAU, Pierre RIBOULET.

Comptes rendus et notes critiques : Eddy CHERKI et Dominique MEHL.

Collectif de Rédaction

Bernard ARCHER, André BRUSTON, Manuel CASTELLS, Michel COQUERY, Jean-Louis DESTANDAU, Colette DURAND, Gérard HELIOT, Serge JONAS, Bernard KAYSER, Anatole KOPP, Raymond LEDRUT, Henri LEFEBVRE, Michel MARIE, Alain MEDAM, Edmond PRETECEILLE, Jean PRONTEAU, Henri PROVISOIR, Pierre RIBOULET, Christian TOPALOV, Paul VIEILLE.

N. 22-23

Octobre-Décembre 1977

LES NOUVEAUX ESPACES LOGEMENT ET SPÉCULATION

Thierry PAQUOT

Villes nouvelles : une utopie de droite

Paul HANAPPE

Le rôle des banques dans l'immobilier

Thérèse SCHALCHI

Nouvelles tendances des espaces de travail

Patrice QUEREEL

Anti-pub et contrebande

Yvan SIMONNIS

Village bororo ou le rêve des architectes

Abol-Hassan BANISADR

Problèmes du logement, de l'urbanisation et de la spéculation en Iran

Zoé KARAMANOU

analyse critique de l'habitat en Grèce

Editions Anthropos

Direction - Rédaction - Administration - Abonnements

12, avenue du Maine, Paris 15, Tél. 548-42-58 - 222-76-82

Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire, mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (C.C.P. Paris 8 721 23).

Abonnement annuel pour quatre numéros : France : 110 F. - Etranger : 120 F.

AUTOGESTION

et socialisme

N. 41-42 Juin-Septembre 1978

RECHERCHES SUR L'AUTOGESTION AUTOGESTION DE LA RECHERCHE ?

Histoire et sociologie de la seconde conférence internationale
sur l'autogestion

Présentation par **Yvon BOURDET**, **Olivier CORPET**, **Jacqueline PLUET**.
Yvon BOURDET : Histoire et sociologie de la conférence. **Jacqueline PLUET** : Le travail des commissions, essai thématique d'ensemble.

RAPPORT DES COMMISSIONS

1 — Conditions politiques de l'autogestion généralisée. 2 — Mouvement ouvrier et autogestion. 3 — Démocratisation des entreprises. 4 — Planification et autogestion. 5 — L'autogestion et l'organisation de l'espace et des communautés ; régions et minorités. 6 — Culture, besoins humains et autogestion ; L'autogestion de l'information et de la formation.

TABLES RONDES

1 — La revendication autogestionnaire dans les pays de l'Est — Intervention de **Andras HEGEDUS**. 2 — La transition vers l'autogestion dans les pays industriels développés. Intervention de **Gerry HUNNIUS** - Intervention de **Alain TOURAINE**.

EXTRAITS DES ACTES

René LOURAU : L'autogestion comme condition du dépérissement de l'État. **David A. NICHOLS** : Energy Technology and workers 'control, a critical assessment of the Self-Management movement in the USA United States. **Marie-Odile MARTY**, **Pierre RICHARD**, **Renaud SAINSAULIEU**, **Pierre-Éric TIXIER** : Autogestion et fonctionnement collectif. **Jiri KOSTA** : Socialist economic systems and participation in decisions. **Fabrizio SABELLI** : Du préalable au possible, formations communautaires et pratiques autogestionnaires. **Jacques ARDOINO** : Note sur l'autogestion. **Jacques GUIGOU** : Autogestion et formation, l'action contre-éducative des conseils.

Abonnement pour 4 numéros : France : 75 F.

Etranger : 85 F.

Direction - Rédaction - Administration - Abonnements
12 avenue du Maine, Paris 15, Tél. 548-42-58 - 222-76-82

TIERS-MONDE

Tome XIX, n° 73, janvier-mars 1978

ENVIRONNEMENT ET AMÉNAGEMENT EN AFRIQUE

sous la direction de Jacques BUGNICOURT

Présentation par Jacques BUGNICOURT. Anthony R. de SOUZA et Philip W. PORTER : Modernisation des environnements africains. Perspectives des géographes. Samir AMIN : Développement et environnement. Ben Mahdi CISSE et Jacques BUGNICOURT : Quelle formation pour l'aménagement des environnements africains ? Bernard LECOMTE : Participation paysanne à l'aménagement et techniques des projets. Jacques BUGNICOURT : Illusions et réalités de la région et du développement régional en Afrique. Marc FRANCO : La rentabilité, critère de développement en Afrique ? Hedi ECKERT : Environnement infra-urbain des grandes villes africaines : pourquoi ? Alioune SALL : Quel aménagement pastoral pour le Sahel ? Hans GUGGENHEIM : La technologie invisible. Abdou BAH : Environnement marin et nutrition en Afrique de l'Ouest.

CHRONIQUE INTERNATIONALE

«Cultures en Méditerranée» Symposium à Uppsala, 6-9 juin 1977. — Ahmed MOATASSIME : Cultures maghrébines et perspectives méditerranéennes.

ANALYSES BIBLIOGRAPHIQUES

Direction Rédaction : Institut d'Étude du Développement Économique et Social.
58 bd. Arago — 75013 — PARIS (tel. : 331.28.01).

Abonnements et vente : Presses Universitaires de France, 12, rue Jean de Beauvais,
75005 — PARIS (tel. 033.48.03) (CCP. : PARIS, n° 1302-69).
Abonnement 1978 : France 112,00 F. Étranger : 138,00 F.

DIALECTIQUES

revue trimestrielle
77 bis, rue Legendre
75017 PARIS

Au sommaire du N. 23 :

Louis ALTHUSSER : Entretien.

LA GAUCHE MALADE DES PARTIS

Raymond JEAN : Le mot et la ligne. Etienne BALIBAR : La responsabilité des communistes. Compte-rendu des travaux du CC du PCF devant une assemblée de militants. Rolland PIERRE : Ce avec quoi il faut compter. Marc MARTIN : Qu'importe la pratique pourvu qu'on ait la ligne. Jean-Marie DEMALDENT : Pour un débat transorganisationnel. Daniel BENSARD : Le PCF à la croisée des chemins.

PCE : UN CONGRES DÉMOCRATIQUE

Le léninisme en question.

Jean RONY : Choses vues et entendues au IXème Congrès. Manuel AZCARATE : Lénine, dites-vous ? LENINE : « Apprendre et comprendre... ». Joaquim SEMPERE : Eurocommunisme et léninisme.

La tête dans les images/cinéma, télévision, théâtre.

Christian METZ, Danielle KAISERGRUBER, Pierre SORLIN, Michel MARIE, Marie-Claire ROPARS, Sylvie TROSA : Derrière l'écran. Pascal BONITZER : Parler le cinéma. Marcel BLUWAL : « Lulu » à la télé : la fin d'un mythe ? Olivier CHANTRAINE : Représenter la petite bourgeoisie en 1978.

Lectures.

Yannick BLANC : Le marxisme, en l'état.

politica internazionale

Direttore responsabile : **Giampaolo Calchi Novati**

Capo redattore : **Giancarlo Pasquini**

Segretaria di redazione : **Maresa Mura**

sommario del n. 8, agosto 1978

EDITORIALE

Essere non allineati a Belgrado e all'Avana

QUADRANTE

Come fermare la spirale del riarmo **Gianluca Devoto**

DOSSIER / LE ESPERIENZE SOCIALISTE NELL'AFRICA NERA

Le molte varianti di una rivoluzione **Enzo Santarelli**. Dall'utopia alla lotta di classe **Paolo Andreocci**. Le ragioni di uno sviluppo mancato **Bruno Musti de Gennaro**. Dubbi e ipoteche sulla funzione dei militari **Anna Maria Gentili**. Fra neutralismo e neo-allineamento **Maurizio Mercalli**. La ricerca ininterrotta di una identità **Bernardo Bernardi**. Bibliografia : i testi critici e le opere dei protagonisti a cura di **Catia Dini**.

RUBRICHE

LA POLITICA DELL'ITALIA

Per una strategia di più ampio respiro, **Francesco Gozzano** ; Il «mal d'Africa» dei nostri giornali, **Ruggero Orfei** ; Accordi e contratti con i paesi in sviluppo ; La seconda stagione dell'ice, **Maria Rosito**.

TRECENTOESSANTAGRADI

a cura di **Roberto Maurizio**.

ATTIVITA' DELL'IPALMO

a cura di **Umberto Laurenti**.

DOCUMENTI

La conferenza all'Onu sul disarmo.

Redazione : via del Tritone 62b, 00187 Roma ; tel. 6792734/6792311. Amministrazione e distribuzione : «La Nuova Italia» editrice, via Antonio Giacomini 8, c.p. 183, 50132 Firenze. Autorizzazione del tribunale di Firenze n. 1990 del 10 febbraio 1969. Abbonamento annuo L. 14.000, estero L. 25.000, sostenitore L. 30.000, un fascicolo ordinario L. 1.500. I fascicoli arretrati si vendono a prezzo maggiorato. Versamenti sul c/c postale n. 5/6261 Firenze. Spedizione in abbonamento postale, gruppo III. Stampa Iter, via G. Raffaelli 1, 00146 Roma.

Vient de paraître
AUX ÉDITIONS ANTHROPOS

Gabriel GOSSELIN

L'AFRIQUE DESENCHANTÉE
Sociétés et stratégies de transition
en Afrique tropicale

374 p. : VOL. I : 70 F

Francis de CHASSEY

MAURITANIE 1900 – 1975
de l'ordre colonial à l'ordre néo-colonial
entre Maghreb et Afrique Noire

479 p. : 85 F

André GUNDER FRANK

L'ACCUMULATION DÉPENDANTE

Samir AMIN

SOCIÉTÉS PRÉ-CAPITALISTES ET CAPITALISME

400 p. : 75 F

Collectif publié sous les Auspices de l'Association
 de Solidarité Franco-Arabe

LUMIERES ARABES
SUR L'OCCIDENT MÉDIÉVAL

160 p. : 40 F

Dimitri T. ANALIS

CHYPRE – OPÉRATION ATILA

205 p. : 45 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné :

Demeurant :

Code postal : Ville Pays

Souscrits un abonnement de un an ☐ de soutien ☐ ordinaire

à **Peuples Méditerranéens** à partir du numéro

Mode de règlement : ☐ Chèque bancaire à l'ordre de **Peuples Méditerranéens**,
adressé à **Peuples Méditerranéens**, B.P. 19.07/75 327 PARIS c

☐ virement à notre banque : Banque Nationale de Paris
Avenue de Breteuil, 75 015 PARIS. 30004/01924/00254660/9

A le 1977.

Signature :

Conditions d'abonnement : (4 numéros) – (Francs Français).

Ordinaire : France : 90 Fr Étranger : 100 Fr

Soutien : 150 Fr 150 Fr

SUBSCRIPTION FORM

Name :

Address :

Postal Code and City : Country

Subscription for one year to **Mediterranean Peoples** ☐ Supporter rate ☐ Normal r
beginning with number :

Payment : ☐ Bank cheque to the order of **Mediterranean Peoples**,
addressed to **Mediterranean Peoples**, B.P., 19.07/75 327, PARIS Cedex 0

☐ Transfer to our Bank : Banque Nationale de Paris,
Avenue de Breteuil, 75 015, PARIS, 30004/01924/00254660/92.

☐ Invoice

Date.

Signature :

Subscription rate : (4 numbers) – (French Francs).

Ordinary : France : 90 Frs. Other countries : 100 Frs.

Supporter : 150 Frs.

Le directeur de la publication : Paul Vieille
N° d'inscription à la Commission paritaire des publications : 60.085
Imprimerie des Éd. Anthropos, Méjannes les Alès
Imprimé en France - Printed in France

The following French social scientists and authors have been active in launching **Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples** : Jacqueline Arnaud, Marie-Christine Aulas, François Benardais, Jacques Berque, Etienne Bolo, Pierre Boisseau, Thierry Brun, Carmel Camilleri, Jean-Claude Chasteland, Serge Demailly, Wanda Dressler-Holohan, Guy Ducatez, Jacky Ducatez, René Dumont, Gilbert Grandguillaume, Serge Jonas, Bernard Kayser, Henri Lefebvre, Jean-François Leguil, Raymond Ledrut, Yvon Lemoal, Christian de Leusse, Michel Marié, Pierre Marthelot, Georges Montchaussé, Bernard Morel, Hubert Nyssen, Michel Oriol, Maurice Parodi, Elisabeth Picard, François Pernet, Georges Ravis Giordani, Maxime Rodinson, Marlène Shamay, Christiane Veauvy, Jean Viard, Pierre Vilar, Paul Vieille.

Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples is an international Journal opened to all those who are in agreement with the general critical orientation summed up in the presentation of the first issue. The composition of the Editorial staff to be progressively set up will reflect the diversity of the public it aims to attain.

The quarterly Journal **Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples**, is bi-lingual (French-English), each article being summarised in the other language of the Journal. Manuscripts sent to the Editors should not exceed 30 types pages about 360 words each. Written in French or in English, they should be made out in two copies, with a synopsis, if possible, in the other language, not exceeding 120 words.

| Subscription 1 year | France | Other Countries |
|---------------------|-----------------|-----------------|
| | (French Francs) | |
| Normal | 90 | 100 |
| Supporter rate | 150 | 150 |

See on last page the subscription form.

One copy : 25 French Francs.

Editor, Management, Subscriptions : B.P. 1907/75 327 Paris Cedex 07, Tel 567 01 41. .

Sales : Editions Anthropos, 12 Avenue du Maine, 75 015 Paris, Tel. 222 76-82

Director of the publication : Paul Vieille

EUPLS MEDITERRANEENS MEDITERRANEAN PEOPLES

vue
nestrielle

Octobre-Décembre 1978

Amr Helmy IBRAHIM

Niveaux de langue et
communication sociale en Egypte

Nuha Abu DABEH

Palestinian women and the revolution

Alain SAINTE MARIE

La crise de 1929
en Afrique du Nord

Christiane VEAUUVY

Gramsci et la question agraire

Table ronde

La révolte de l'Iran

Chroniques et notes de recherche

Peter O'BRIEN

Spain and the internationalisation
of capital

Keith SUTTON

Rural settlement in Algeria

Anne-Marie LALLEMENT

Le colloque: la femme et la féminité
au Mahgreb.

Abstracts - Résumés

L'initiative du lancement de la revue **Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples** revient aux personnalités scientifiques françaises suivantes : Mesdames et Messieurs Jacqueline Arnaud, Marie-Christine Aulas, François Benardais, Jacques Berque, Etienne Bolo, Pierre Boisseau, Thierry Brun, Carmel Camilleri, Jean-Claude Chasteland, Serge Demailly, Wanda Dressler-Holohan, Guy Ducatez, Jacky Ducatez, René Dumont, Gilbert Grandguillaume, Serge Jonas, Bernard Kayser, Henri Lefebvre, Jean-François Leguil, Raymond Ledrut, Yvon Lemoal, Christian de Leusse, Michel Marié, Pierre Marthelot, Georges Montchaussé, Bernard Morel, Hubert Nyssen, Michel Oriol, Maurice Parodi, Elisabeth Picard, François Pernet, Georges Ravis Giordani, Maxime Rodinson, Marlène Shamay, Christiane Veauvy, Jean-Viard, Pierre Vilar, Paul Vieille.

Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples est une revue internationale ouverte à tous ceux qui se sentent très généralement en accord avec l'orientation critique exprimée dans le texte de présentation du premier numéro ; leur diversité sera reflétée par la composition du comité de rédaction de la revue, progressivement mis en place.

Revue trimestrielle **Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples** est bilingue (Français-Anglais), chaque article comporte un résumé dans l'autre langue de la revue. Les manuscrits adressés à la Rédaction ne peuvent excéder 30 feuillets dactylographiés de 2 500 signes. Écrits en Français ou en Anglais ils doivent être communiqués en deux exemplaires et résumés en 1 000 signes au maximum, si possible dans l'autre langue de la Revue.

| Abonnement 1 an | France | Autres Pays |
|-----------------|-------------------|-------------|
| | (Francs français) | |
| Ordinaire | 90 | 100 |
| de soutien | 150 | 150 |

Voir en dernière page le bulletin d'abonnement.
Le numéro 25 Frs.

Rédaction, administration, abonnements

B.P. 1907/75 327 Paris Cedex 07, Tél. 567 01 4

Directeur de publication : Paul Vieille

PEUPLES MEDITERRANEENS MEDITERRANEAN PEOPLES

N°5

Octobre-Décembre 1978

| | |
|---|-----|
| Amr Helmy Ibrahim: <i>Fonction des niveaux de langue dans la communication sociale en Egypte</i> | 3 |
| Nuha Abu Daleb: <i>Palestinian Women and Their Role in the Revolution</i> | 35 |
| Alain Sainte-Marie: <i>La crise de 1929 en Afrique du Nord</i> ... | 49 |
| Christiane Veauvy: <i>Gramsci et la question agraire (Les rapports ouvriers - paysans - intellectuels)</i> | 73 |
| A.H. Banisadr, C. Brière, A. Chenal, A.P. Lentin, P. Vieille interrogés par E. Bolo: <i>La révolte de l'Iran, table ronde</i> | 107 |
| Chroniques et notes de recherche | |
| Peter O'Brien: <i>Spain and the internationalisation of capital</i> . | 120 |
| Keith Sutton: <i>A note on the use of preparatory census documentation in the study of rural settlement in Algeria</i> | 137 |
| Anne-Marie Lallement: <i>Le colloque « La femme et la féminité dans le Maghreb et la plateforme du groupe « femmes Algériennes »</i> | 147 |
| Abstracts - résumés | 151 |

Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples
BP 1907 - 75327 Paris cedex 07

Fonction des niveaux de langue dans la communication sociale en Egypte

Amr Helmy Ibrahim

Le discours politique du « rayyès »

On peut distinguer au moins trois sortes d'arabe dans ce qu'on locuteur arabe appelle « l'arabe », et ceci quelque soit le pays arabe que l'on aura chosi (1) : l'arabe classique dont les textes de référence sont le Coran, les conversations du prophète Mohamad (2), la poésie pré-islamique et celle des époques Oméyade et Abbasside, que nous désignerons par l'abréviation AC (3) ; l'arabe dit « dialectal » qui varie plus ou moins fortement d'un pays arabe à l'autre, voire parfois d'une région à l'autre à l'intérieur d'un même pays, qui est rarement écrit, mais qui constitue la première langue maternelle (4) de tous les locuteurs natifs arabes et au moment où nous écrivons ces lignes la seule langue parlée par la majorité des habitants du monde arabe (5), et en l'arabe moderne – que nous désignerons par l'abréviation AM – langue des mass-médias, du débat politique, de la littérature contemporaine, des échanges universitaires et, de plus en plus, de toute forme de communication entre deux Arabes venant de pays arabes différents à condition qu'ils aient suivi une scolarité minimum et qu'ils ne disposent pas de la possibilité de s'exprimer dans une autre langue véhiculaire. Si la frontière est relativement facile à situer entre les « dialectes » et l'AC ou l'AM, il n'en va pas de même entre les deux derniers. Beaucoup d'arabophones – peut-être la majorité – soutiennent en effet sans sourciller qu'il n'y a aucune différence entre la langue du Coran (VII^e siècle) et la langue du dernier bulletin d'information sinon que la première est nécessairement plus parfaite linguistiquement du fait de son caractère divin. Ce jugement n'est pas forcément le fruit d'un nationalisme étroit ou d'un fanatisme exacerbé.

En gros, la syntaxe n'est pas très différente si l'on n'y regarde pas de très près et rares sont les termes ou les expressions de l'AM qui n'existaient pas du tout en AC. Simplement les champs sémantiques se sont modifiés avec la variation des fréquences d'emploi ? Du caractère plus ou moins courant de telle ou telle dérivation et de la modification profonde des structures socio-économiques – les bédouins, mis brusquement à l'une de l'actualité par le pétrole et les modes touristiques ou politiques ne sont plus depuis des siècles qu'une minorité dans le monde arabe ; la langue de l'époque abbasside décadente (XII et XIII^e siècle), produit d'une assez longue sédentarisation et surtout d'un mouvement important d'urbanisation est déjà rhétoriquement très différente de celle du Coran ou de la poésie pré-islamique.

Une caractérisation précise des différents états de la langue arabe, n'est pas encore possible du fait que les dictionnaires arabes ne donnent pratiquement aucune indication diachronique et illustrent leurs définitions presque exclusivement par des exemples tirés du Coran, de la poésie pré-islamique ou des conversations du prophète Mohamad. Souvent d'ailleurs les exemples font complètement défaut et l'on doit se contenter d'une définition de type analytique suivie de quelques synonymes. Les dérivations lexicales y sont toujours d'une régularité parfaite mais il est très rare qu'à chacune des dérivations corresponde un exemple. En fait il y a de bonnes raisons de croire que certaines de ces formes soit n'ont jamais été réalisées dans la langue soit sont définitivement tombées de l'usage (6).

Malgré cette imprécision, on peut s'autoriser d'un certain nombre de données socio-linguistiques observables par n'importe quel linguiste arabophone ainsi que d'un certain nombre de constatations lexico-sémantiques et syntaxiques pour établir une distinction entre l'AC et l'AM.

Le texte coranique est souvent incompréhensible pour un universitaire arabe sur deux lorsque l'on sort des textes courants, c'est-à-dire de ceux qui sont indispensables à la prière et à la justification d'un certain nombre de pratiques sociales et de dispositions morales ou juridiques concernant la vie quotidienne. Cette situation est encore plus nette si l'on soumet à ces mêmes universitaires des poésies de l'époque pré-islamique ou même de la période qui va du VII^e au X^e siècle. Souvent l'incompréhension s'accompagne d'une difficulté à construire en fonction des éléments compris du texte une stratégie de découverte et l'on a souvent l'impression que lorsque le sujet a oublié à quelle exégèse apprise à l'école corres-

pond le texte en question, il est totalement démuné linguistiquement pour reconstruire le sens de l'assemblage de mots qui – théoriquement – font partie de sa langue maternelle. On ne constate jamais de phénomène analogue lorsque le même sujet se trouve face à un texte produit par un auteur contemporain.

Selon nous, la distance qui sépare un texte d'AC d'un texte d'AM est plus importante que celle qui sépare en français un texte du XIXe ou du XXe siècle d'un texte du XVIe ou du début du XVe siècle. Naturellement ces comparaisons pour avoir un sens doivent porter sur des textes de disciplines et de niveaux intellectuels comparables. D'autre part dans l'état actuel de mutation socio-économique que connaît le monde arabe elles ne peuvent être formulées sans susciter de violentes polémiques dans la mesure où elles ne peuvent manquer de remettre en cause l'efficacité linguistique trans-historique du texte coranique que l'orthodoxie islamique considère comme étant destiné à tous les peuples de la terre et valable du jour où il a été révélé à Mohamad jusqu'au jour où le Christ/Messie reviendra parmi les hommes « mais ne sera suivi que par une minorité d'entre eux ».

Le refus d'admettre qu'une langue puisse vieillir voire mourir n'a pas uniquement sa source dans la foi religieuse. La datation de la poésie dite « pré-islamique » ne relève d'aucun critère sérieux comme l'a très bien montré l'un des plus éminents érudits arabes de ce siècle, l'écrivain Taha Hussein, mais il se trouve que, comme l'a souligné ce dernier, si elle n'existait pas, l'histoire des Arabes – du moins celle dont on pourrait parler avec un minimum de preuves – ne commencerait qu'avec l'Islam (7). Or l'histoire de l'Islam – contrairement à ce que laisse entendre toute une tradition historique occidentale plus ou moins raciste – ne se confond pas du tout avec celle des Arabes qui perdirent en tant qu'ethnie distincte la réalité du pouvoir avec l'affaiblissement du califat abbasside dès le milieu du IXe s. et ne constituèrent plus dès le Xe s. que l'une des composantes d'une civilisation où les apports culturels berbères, circassiens, persans, égyptiens et turcs – pour ne citer que ceux-là – devenaient de plus en plus déterminants jusqu'à aboutir sous l'hégémonie ottomane – la plus fanatiquement musulmane de toutes les dominations qu'ait connue cette partie du monde – à l'interdiction d'utiliser la langue arabe dans l'administration.

Si l'on ajoute à cela le fait – indiscutable pour tout ethnologue sérieux – que les Arabes – pas plus que les Juifs – ne constituent pas une race et qu'à de très rares exceptions près leur territoire n'a pratiquement jamais constitué une entité économique ou même

géographique autonome, il apparaît clairement que la dénomination même d'« arabe » n'a qu'une seule et unique source : la langue et – mais seulement dans une certaine mesure – la culture qu'elle véhiculée. S'il est vrai qu'il y a toujours eu quelle que soit la situation politique une circulation intense des hommes, des biens et des idées à l'intérieur de ce qu'il est convenu d'appeler la péninsule arabique et le « croissant fertile », le fait qu'il soit aujourd'hui plus facile pour un Arabe du Machrék d'aller en Grèce ou en Italie que d'aller au Maroc ou en Algérie ne date pas d'hier et ne constitue pas un accident dû à une conjoncture politico-économique exceptionnelle mais une donnée quasi permanente de l'histoire du monde arabe (8). Par contre il y a toujours eu et le mouvement ne semble pas affecté par les difficultés politiques un échange de type particulier entre tous les pays arabes : celui des étudiants et des professeurs concernés par l'enseignement de la langue arabe ou de la théologie (9).

S'il est vrai comme le soutient Jean-Paul Sartre que c'est la situation faite aux Juifs par ceux qui ne pratiquaient pas leur religion qui a constitué tout au long de l'histoire ce que certains appellent « la communauté juive », on peut dire que c'est la situation faite aux usagers de la langue arabe par ceux qui ne la parlaient pas ou refusaient de la parler qui a constitué ce que certains vont jusqu'à appeler « la nation arabe » et qui ne peut recevoir de définition sérieuse que linguistique puisque 4 musulmans sur 5 ne sont pas arabes et qu'un Arabe sur 15 (ou sur 10 selon certaines statistiques) n'est pas musulman.

Autrement dit la langue est ici pratiquement le seul élément d'identité culturelle (10) et doit de ce fait – tant que l'on tient, pour des raisons qu'il n'y a pas lieu d'analyser ici, à appartenir à une communauté plus vaste que celle de la religion où on est né – rester « une et indivisible », n'avoir d'usage qu'« unique et invariable ». Les Arabes, du moins la majorité de la classe politique à travers laquelle ils s'expriment, reprendraient facilement aujourd'hui à leur compte sans y modifier une virgule cette déclaration d'Henri GREGOIRE en 1794 : (11)

« On peut uniformer la langue d'une grande nation de manière que tous les citoyens qui la composent puissent sans obstacle se communiquer leurs pensées. Cette entreprise, qui ne fut pleinement exécutée chez aucun peuple, est digne du peuple français, qui centralise toutes les branches de l'organisation sociale, et qui doit être jaloux de

consacrer au plutôt (sic), dans une République une et indivisible, l'usage unique et invariable de la langue de la liberté. (...) C'est surtout l'ignorance de l'idiome national qui tient tant d'individus à une si grande distance de la vérité ; cependant, si vous ne les mettez en communication directe avec les hommes et les livres, leurs erreurs, accumulées, enracinées depuis des siècles, seront indestructibles.

Pour perfectionner l'agriculture et toutes les branches de l'économie rurale, si arriérées chez nous, la connaissance de la langue nationale est également indispensable (...)

Tout ce qu'on vient de dire appelle la conclusion, que pour extirper tous les préjugés, développer toutes les vérités, tous les talents, toutes les vertus, fondre tous les citoyens dans la masse nationale, simplifier le mécanisme (sic) et faciliter le jeu de la machine politique, il faut identité de langage (...) l'unité d'idiome est une partie intégrante de la Révolution, et, dès lors, plus on m'opposera de difficultés, plus on me prouvera la nécessité d'opposer des moyens pour les combattre ».

Exception faite de l'Espagne (12), toutes les fois où des Arabes détenaient la réalité du pouvoir dans un pays pendant plus d'un siècle on constate qu'ils tentèrent de réaliser un projet analogue à celui que formule le conventionnel H. Grégoire. Très divisés dès les premiers temps de l'Islam, même et surtout sur les questions religieuses – les guerres civiles opposant chiittes et sunnites ont été autant sinon plus sanglantes que celles qui opposèrent en Europe catholiques et orthodoxes ou catholiques et protestants – ils ne le furent jamais sur la question linguistique. Il est pourtant établi historiquement que les tribus de la péninsule arabique parlaient à l'avènement de l'Islam plusieurs langues et que sacrée ou pas l'une de celles-ci n'a pas pu s'imposer en 40 ans à toute la péninsule et devenir par enchantement la langue courante du flot d'émigrés qui quittèrent l'Arabie pour peupler les nouveaux territoires conquis. On sait d'autre part que les soldats et les émigrants qui s'installaient dans une région étaient généralement originaires de la même tribu ou du moins de la même région dans la péninsule arabique. Il n'est donc pas interdit de penser qu'à la faveur des divisions et des schismes incessants qui secouèrent les califats successifs la ques-

tion linguistique se soit posée ne fut-ce que sous la forme du refus de l'hégémonie d'une tribu sur les autres. Apparemment il semble que la question ait été toutes les fois résolue au détriment des particularismes linguistiques comme si la division sur ce point menaçait l'existence même de la communauté.

Mais alors que le mouvement amorcé sous la Révolution Française, s'est développé d'une manière continue jusqu'à nos jours et a été couronné – de l'aveu même des régionalistes les plus intransigeants – d'un succès qui a contribué à assurer à la France, en dépit de la faiblesse relative de ses moyens démographiques, militaires et même économiques, une puissance culturelle et politique que des voisins de taille comparable n'ont jamais eue ou n'ont dû qu'à la force de leurs armes ou de leur commerce, l'occupation turque, synonyme dans la majeure partie du monde arabe, de récession économique, d'obscurantisme et de régression culturelle généralisée, a introduit dans la langue et entre la langue et ses locuteurs une cassure irréversible.

Pendant près de 4 siècles l'arabe, interdit de séjour dans les administrations et les lieux du pouvoir, ne s'est maintenu sous sa forme originelle que dans les mosquées, évoluant sauvagement et différemment partout ailleurs.

Nous ne nous attarderons pas sur les circonstances du « retour à l'arabe » et la lutte engagée en ce sens à partir du début du XIX^e s. (cf Vincent MONTEIL *L'Arabe Moderne*). Nous en retiendrons simplement ceci : pour aussi curieux que cela puisse paraître, le projet unificateur ou réunificateur se formule dans les mêmes termes au XX^e s. qu'au VII^e s... Comme s'il était possible de faire abstraction des quatre siècles d'occupation turque.

Si la situation qui prévalait du temps des Oméyyades était comparable à celle de la France au XVIII^e s., ce n'était comparable à celle de la France au XVIII^e s. Les faits linguistiques sont têtus.

La langue qu'on enseigne, qu'on veut une et indivisible et à laquelle il est explicitement fait référence dans la constitution est, théoriquement, l'arabe. Dans les faits c'est l'arabe moderne. Mais cette langue n'est pas, sous sa forme enseignée, diffusée et écrite, la langue dans laquelle le Chef de l'Etat – le rayyès – s'adresse aux citoyens. Plus précisément, elle n'est qu'une des composantes du discours du rayyès, lequel est l'incarnation même de l'identité nationale. Non seulement parce que Nasser et Sadate sont les deux premiers Egyptiens à gouverner l'Egypte depuis l'effondrement de la XXX^e dynastie de Pharaons au IV^e s. av. J.-C. mais parce que leur politique nationaliste fait émerger le pays – du mois au niveau

du discours – comme entité indépendante parmi les Etats indépendants. Or quelle est l'identité culturelle de cette identité nationale ? A quelle « histoire » va-t-on rattacher la nouvelle entité politique ?

L'Egypte d'avant les Arabes n'existe plus linguistiquement. L'Egypte des Arabes n'a jamais été gouvernée par des Egyptiens. L'Egypte d'après les Arabes, celle qui vit encore dans le « dialecte », est ce qu'il importe de liquider politiquement au plus tôt.

Le projet nationaliste peut évidemment se référer aux Pharaons. Mussolini se référait bien aux Romains. En fait les situations ne sont pas comparables. Il n'y a pas qu'il s'agisse de la langue, de l'architecture ou de la texture humaine une véritable solution de continuité entre l'Italie des Romains et celle d'aujourd'hui même si, par ailleurs, le projet de Mussolini peut prêter à sourire. Ce n'est pas du tout le cas en Egypte où en dehors des techniques agricoles et de quelques techniques architecturales d'habitat rural limitées à la Nubie, rien ne relie plus les Egyptiens de l'époque de Ramsès ou de Touthmosis à ceux d'aujourd'hui, sauf parfois certains aspects de la culture copte, minoritaire non seulement dans le pays mais parmi les Coptes eux-mêmes, et des traces – mal étudiées jusqu'ici – dans les traditions orales ainsi que le vocabulaire et certaines habitudes de quelques corps de métiers.

Le projet nationaliste se trouve donc devant le choix suivant :

- (1) Assumer l'héritage culturel arabe dans sa totalité ou
- (2) Assumer en bloc le passé de l'Egypte dans sa diversité.

Nasser – à qui beaucoup d'Arabes n'ont cessé de prêter les plus noirs desseins d'hégémonie et d'expansionnisme – a parfois poussé jusqu'à l'absurde la première démarche lorsqu'après avoir changé le drapeau du pays, il a fait tomber le mot Egypte de sa dénomination...En dépit du bon sens, plusieurs années après la rupture avec la Syrie les nouveaux passeports égyptiens étaient encore libellés « République Arabe Unie » et il y avait à Paris des employés des P.T.T. suffisamment incultes pour refuser des lettres pour l'« Egypte », ce mot n'existant plus sur leurs registres. Sadate semble plutôt enclin à adopter une attitude du 2ème type. Mais évidemment cette schématisation pédagogique est très réductrice. En réalité, Sadate est, avec des méthodes et un style imposés par une conjoncture intérieure et internationale différentes, le continuateur du projet nationaliste de Nasser. Ce n'est donc pas un hasard si les deux, compte tenu des différences propres à leur voix et à leur tempérament, s'adressent à peu près de la même manière à leur peuple pour autant que la langue est concernée. Ce n'est pas un hasard non plus s'ils sont pratiquement les seuls à s'exprimer de cette

manière et que toute tentative de s'exprimer en public comme eux est généralement perçue par les Egyptiens soit comme une atteinte à la personne du Chef de l'Etat soit comme la manifestation ouverte d'une volonté de prise de pouvoir.

Il faut en effet remarquer deux choses :

a) Pour assurer l'héritage culturel arabe pleinement il importe, dans une optique nationaliste et si l'on veut que le peuple y trouve un écho, l'égyptianiser.

b) Pour assumer l'histoire du pays dans sa diversité il est nécessaire de la parler, ce qui ne saurait se faire que dans les langues en présence et qui ne sont actuellement que l'arabe et ce qui en dérive.

Autrement dit, dans le premier cas, le projet nationaliste va essayer d'opérer un renversement où la fonction de la langue est comme on va le voir centrale ; partant des constatations suivantes :

- Un Arabe sur trois est Egyptien

- Plus de 2 universitaires arabes sur 3 sont originaires soit de l'Egypte soit du Levant et la proportion peut atteindre 4 sur 5 dans des branches comme la médecine.

- Les seules villes du Caire, de Damas et de Beyrouth impriment plus de livres, de journaux et de revues qu'on n'en imprime dans tout le reste du monde arabe.

- Un film arabe est le plus souvent un film égyptien

- La chanson égyptienne est au monde arabe ce que la chanson américaine est à l'Europe. Le projet nationaliste va jouer en permanence sur l'ambiguïté de ses objectifs : amener les Egyptiens à s'identifier aux Arabes ou amener les Arabes à voir leur arabité à travers l'Egypte.

Ambiguïté dictée par cette donnée culturelle et historique paradoxale : le plus important des pays arabes - à tous points de vue sauf sur le plan économique - est aussi le moins arabe, non seulement dans l'imaginaire collectif des non-arabes mais également dans celui des Arabes eux-mêmes et surtout dans celui des Egyptiennes. Ainsi, en Egypte, on appelle les habitants de l'oasis de Siwa ou de la région située au sud de Marsa Matrouh « Earab » (=Arabes), ce mot étant associé dans l'esprit des Egyptiens à « bédouin » et à « étranger à la vallée ». Souvent d'ailleurs les habitants de ces régions et d'autres régions désertiques de l'Egypte sont perçus - à tort ou à raison - comme « dangereux » et « dépourvus de sentiment patriotique ». Il faut noter enfin que, comme on pouvait s'en douter, les habitants de ces régions ne parlent aucun des dialectes parlés dans la vallée et que de surcroît, leur dialecte comprend les phonèmes « rauques » ou « gutturaux » et les intonations « brutales » ou « syncopées » qui sont rares ou absents dans les dialectes de la Val-

lée ou du Levant mais fréquents dans tous les autres dialectes « arabes »... (13)

Ambiguïté favorisée par les conditions particulières de la circulation des dialectes dans l'aire arabophone. Le dialecte dominant de l'Egypte – celui du Caire – tend, sous l'effet conjugué du cinéma, de la chanson et des milliers d'Egyptiens qui enseignent dans le monde arabe à être plus ou moins compris un peu partout dans le monde arabe alors que seuls les Egyptiens qui travaillent dans le monde arabe comprennent les dialectes « arabes » (14). Ce dialecte joue donc un rôle important dans la promotion de l'arabe en tant que véhicule culturel commun à tous les Arabes.

Dernier élément dans ce tissu de contradictions : les Egyptiens, même et surtout quand il le maîtrisent mal valorisent l'arabe moderne et respectent ceux qui le maîtrisent quelle que soit leur origine. (15)

La deuxième démarche, même si, elle semble différente de la première, n'a pas, du fait qu'elle doit compter avec les mêmes contraintes, des objectifs très différents ; la spécificité de l'Egypte ne pouvant se définir en dehors de son aptitude à prendre en charge l'héritage culturel arabe.

Les deux démarches aussi bien par nécessité historique que pour des impératifs évidents d'efficacité amènent le rayyès à choisir une forme de pouvoir où le discours « au peuple » occupe une place prépondérante et constitue le lieu privilégié de l'identification. Cette dernière n'opère pleinement que si le discours mêle inextricablement l'AM, support de l'arabité et l'AE (arabe égyptien), seul lieu où les Egyptiens, quelque soit leur confession et leurs opinions politiques sont bien forcés de se retrouver.

L'ensemble donne une image extraordinairement confuse linguistiquement mais très commode socialement. Le passage ne se fait pas uniquement entre l'AM et l'AE mais également à l'intérieur de chacune des deux langues entre leurs différents niveaux. Plus précisément, la problématique de l'identité culturelle subsume sans la gommer celle de l'identité sociale. On peut y voir une manière habile de brouiller – pour autant que le linguistique est concerné – les cartes ou au contraire le seul moyen d'offrir aux Egyptiens un univers de références parce que capable de refléter la texture complexe du travail de l'imaginaire à partir de la langue.

C'est aujourd'hui l'aptitude à produire et évidemment à comprendre cette « mélasse » qui caractérise la compétence linguistique d'un Egyptien et, par delà, fonde le plus spécifiquement son identité culturelle.

Avant de passer à l'analyse de quelques échantillons de la prose

présidentielle, nous allons, maintenant que nous pensons avoir établi le lien entre la langue et l'identité dans cette partie du monde, essayer de préciser les conditions d'emploi des différentes formes d'arabe en Egypte (16).

A partir de la fin du XIXe s., lentement mais sûrement, un public se constitue en Egypte et sur les côtes de la Méditerranée orientale qui se reconnaît dans une langue axée sur la réalité politique et sociale de la région. Le vocabulaire se modifie à la fois par l'introduction de néologismes – phénomène particulièrement sensible au Levant – et par une sélection différente à l'intérieur de la gamme des « synonymes » disponibles. Souvent il s'agit d'une exploitation différente des possibilités dérivationnelles de la racine. Ainsi par exemple « chokran (=merci) » qui n'existait pas en tant que tel en AC et dont l'usage n'est toujours pas admis en AM en dehors du Proche-Orient bien que tous les Arabes le comprennent est très régulièrement formé sur la racine « chakara/yachkoro » ; un mot comme « Eéyâda (= clinique) » qui figure dans le dictionnaire « Al Wasît » (17) avec la mention « néologisme » mais sont très régulièrement tout le Proche-Orient n'est qu'une reprise ou un glissement de sens de « Eéyâda (= visite rendue par un médecin à un malade) » qui figure dans le même dictionnaire sous la même racine avec la mention « archaïsme » ; « tâ'éra (= avion) et matâr (= aéroport) » s'accompagnent de la mention « néologisme » mais sont très régulièrement dérivées de « târa »/yatîro » et sont d'un usage courant dans tout le monde arabe.

Les variations syntaxiques sont moins faciles à délimiter d'une manière indiscutable. Les tests d'acceptabilité auxquels n'importe quel linguistique doit se livrer conduisent généralement à deux conclusions :

- a) Plusieurs énoncés construits sur le modèle d'énoncés coraniques ou poétiques sont spontanément rejetés par les natifs ayant reçu une instruction supérieure. Les mêmes locuteurs acceptent les énoncés originaux s'ils se souviennent de les avoir appris.
- b) Les jugements d'acceptabilité redeviennent cohérents si on opère avec des énoncés construits sur le modèle d'énoncés pris dans les journaux, les manuels scolaires ou universitaires ou la littérature contemporaine.

Si l'on reprend les distinctions faites par Jean LECERF (18), ce que nous appelons AM correspond en gros à ce qu'il appelait déjà en 1933 « classique usuel » mais nous préférons abandonner le terme de « classique » dans la mesure où les locuteurs natifs n'ont pas le sentiment d'utiliser une langue classique » pas plus qu'ils

n'ont d'ailleurs le sentiment d'utiliser un dialecte amélioré comme le laisse entendre l'expression « High Colloquial Arabic » qu'utilisent parfois les Britanniques. D'autre part les catégories : langue morte/langue vivante (19), langue haute/langue basse (20), langue simplifiée/langue améliorée (21), en dehors du fait qu'elles sont souvent perçues comme insultantes par les locuteurs natifs, constituent soit des contre-vérités historiques soit des caractéristiques idéologiques sans contenu linguistique.

L'AC n'a pas encore et n'aura probablement pas avant longtemps le statut de langue morte ; ni ses conditions d'emploi – à la production comme à la perception – ni son statut social ne correspondent à ceux du latin ou du grec ancien en Europe. D'autre part l'AM n'a pas pour modèle l'AC. Son évolution obéit à une dynamique qui lui est propre. Il est significatif à ce sujet de remarquer que les tentatives de réintroduire dans l'AM des éléments de l'AC que ce soit sous la forme de termes considérés comme plus « précis » ou plus « arabes » que ceux que l'AM s'est annexés d'une manière pour ainsi dire « sauvage » ou d'imposer dans les écoles des normes de correction incompatibles ou même tout simplement faisant fausse note par rapport à la langue des mass media ont échoué pitoyablement. Enfin, s'il est vrai que l'AM est perçu généralement – en raison notamment des normes phonétiques – comme plus proche des différents arabes parlés que l'AC, ce rapprochement ne touche que certains domaines du lexique, ne concerne que très marginalement la syntaxe et ne semble pas devoir s'accentuer du fait d'un partage de plus en plus net entre les domaines d'emploi. Il est presque certain qu'on ne fera jamais le marché ou l'amour, qu'on ne se mettra jamais en colère, qu'on n'apprendra jamais à parler à ses enfants en AM comme il est quasiment sûr – en tout cas en Egypte et au Levant – qu'on ne lira jamais le bulletin d'informations, qu'on ne fera jamais de débats politiques ni de communications scientifiques et qu'on n'écrira jamais de textes destinés à une large diffusion en arabe égyptien ou levantin (22).

L'AE n'a jamais été enseigné – du moins en Egypte – et nous ne connaissons pas de revendications en ce sens. Sa morphologie et sa phonologie ont été en gros décrites. Les études syntaxiques se multiplient mais restent dans l'ensemble assez fragmentaires (23).

Très largement répandu au théâtre – dont la tradition en Egypte est plus ancienne que dans les autres pays arabes – il n'a cependant pas réussi à s'imposer dans le domaine de la prose non-dialoguée. Les quelques écrivains célèbres en AE sont morts sans laisser de disciples.

Le fonctionnement des prépositions, des adverbes et des conjonctions en AE est souvent très différent de ce que l'on constate en AM ; ces différences se doublent d'une distribution différente des éléments constitutifs du système verbal (aspect, négation, régime des complétives) ce qui fait qu'il est vraiment peu probable qu'AE et AM fusionnent un jour en une même langue. Par contre si les variations phonétiques frappent beaucoup ceux qui sont étrangers au domaine arabophone l'arabophone natif s'y adapte et s'en accomode assez vite pour peu qu'il soit motivé à comprendre son interlocuteur.

Cette situation fait que la maîtrise de l'arabe au Proche-Orient est inséparable de la maîtrise de deux systèmes – AM et arabe de la région où l'on vit – dans leur diversité, étant entendu que la possibilité pour un locuteur de passer consciemment d'un système à l'autre à l'intérieur d'un même discours voire d'un même énoncé – à l'intérieur de certaines limites que personne n'a jusqu'ici décrites – sans pour autant heurter le sentiment linguistique de ses interlocuteurs, fait partie intégrante de la compétence linguistique des locuteurs natifs scolarisés.

Nasser possédait au plus haut point cette maîtrise et ses discours prononcés à l'intérieur de l'Egypte à l'intention des Egyptiens constituent un modèle du genre. Ses discours prononcés à l'étranger ou dans le contexte de réunions à caractère international sont, par contre, uniquement en AM.

Toutefois, les distinctions du rayyés quant aux domaines d'emploi des deux langues ne permettent pas de tirer de véritables conclusions socio-linguistiques quant à la délimitation précise du territoire de chacune d'elles. Les distinctions que nous avons faites jusqu'ici sont plutôt sommaires et demandent à être regardées de plus près. Ce serait un leurre de croire que parce qu'on a dit : « cette langue s'emploie au marché et celle-ci dans un colloque « scientifique » on a défini des domaines d'emploi. C'est que les situations de communication effective coïncident rarement avec les stéréotypes bien catégorisés de ce que l'on suppose être les types de communication sociale.

Les insultes, les plaisanteries, les sous-entendus et les diverses formes de connotation (24) sont susceptibles d'apparaître dans n'importe quel type de situation de communication sociale et le choix qu'un individu fera de ces éléments est fonction de son appréciation du rapport des forces où il s'inscrit et de la disponibilité linguistique de ses interlocuteurs. Cette appréciation n'est pas à priori prévisible. Ainsi une expression d'AM dite à un marchand de légu-

mes en présence d'une tierce personne susceptible d'en saisir la portée peut relever de la volonté de confirmer sa prééminence sociale mais peut tout aussi bien être une marque de respect, une boutade ou le symptôme d'un gâtisme précoce. Elle apporte toutefois toujours une information qui excède ce que l'énoncé équivalent en AE aurait pu dire. C'est cet excès d'information, ce supplément de sens qui nous intéressera ici. Disons en gros que chacune des trois langues – AC, AM et AE – a en Egypte vocation pour un certain nombre d'emplois mais que :

1- L'emploi de l'une des trois langues correspond à la nécessité de donner une coloration institutionnelle, psychologique ou plus généralement idéologique au discours et que c'est seulement dans cette mesure qu'il satisfait une condition proprement pragmatique de communication

2) Cette coloration, liée à l'histoire des 3 langues et à l'idée que les locuteurs se font du prestige de chacune d'elles ne se fait pas toujours au premier degré et est sujette à des renversements comparables à ceux que subissent les échelles des valeurs sociales

3) Il existe, de par les contraintes sociales et idéologiques, parfois juridiques, des situations de communication où l'une de ces langues est obligatoire mais les frontières du territoire où commence l'obligation ne sont clairement définies que pour les textes écrits n'ayant pas un caractère privé (25). Les contraintes portant sur la cohérence des niveaux de langue qui jouent à l'oral pour une langue comme le français jouent de la même façon pour l'arabe mais dans cette dernière langue la violation des contraintes remplit une fonction communicative socialement reconnue et prend une extension sans commune mesure avec ce qui est susceptible de se produire en français.

Il en résulte que la lutte engagée autour de l'exploitation de la diglossie a au moins trois enjeux :

1) Le premier touche à l'exercice immédiat du pouvoir social dans la mesure où la maîtrise linguistique dans le passage d'une langue à l'autre est une condition sine qua non de la maîtrise de l'orientation idéologique du processus de communication.

2) Le second soulève, et d'une manière qui pose de gros problèmes d'analyse, la question de l'étendue du territoire d'une langue et de la plus ou moins grande homogénéité de son système.

3) Le troisième est cette constante remise en cause de ce que les pouvoirs dans leur diversité peuvent considérer comme étant un comportement linguistique authentique. Il est en effet évident que la volonté politique, le projet social, le plus ou moins grand attache-

ment au passé, jouent un rôle déterminant dans la limitation ou au contraire la multiplication des verrous interdisant le passage d'une langue à l'autre.

Jusqu'à un passé récent, cette volonté politique s'est exercée toujours dans le même sens – qui est celui de la multiplication des verrous voire de l'exclusion pure et simple du vernaculaire de tous les lieux où la langue a un pouvoir institutionnalisé ou une fonction symbolique liée à l'exercice direct d'un quelconque pouvoir politique ou social. Elle a essayé de convaincre les locuteurs que la perte de la mémoire historique et culturelle qui fonde leur identité serait la rançon de l'évolution linguistique et qu'à fortiori le mélange des langues selon une combinatoire souvent imprévisible est une pratique linguistique dégénérée, la négation d'une identité affirmée à partir de l'arabe classique et de lui seul.

En fait, la pratique du mélange des langues pourrait bien être constitutive d'une autre forme d'identité culturelle, peut-être même plus ancienne et en tout cas, compte tenu de l'histoire très particulière des échanges dans le bassin méditerranéen, plus authentique. Il n'y aurait rien là qui, de près ou de loin, ressemblerait à une quelconque décadence ou acculturation mais, bien au contraire, ce serait l'expression linguistique d'une culture de l'adaptation et de l'intégration, profondément étrangère aux cultures volontaristes de la résistance ou de l'annexion.

S'il est vrai qu'une culture est l'ensemble des moyens par lesquels un groupe ethnique, socialement organisé, conjure la mort et l'oppression politique ou morale, on peut dire que le fait pour un individu d'assumer le mélange des langues équivaut à dominer sa mort, sa faiblesse, sa misère et autres angoisses en les simulant plutôt qu'en les repoussant.

Toute langue étrangère, incomprise, non-maîtrisée, est génératrice d'angoisse dès lors qu'elle s'associe à une forme quelconque de pouvoir. En l'intégrant au vernaculaire, on l'appriivoise ou on la banalise. Le nouveau « parler » qui en résulte remplit alors la fonction principale du langage dans les échanges : désamorcer les agressivités potentielles, réduire à néant les phantasmes de pureté, de vérité, de cohérence, cette source incontestable des crimes les plus abominables.

Rien de plus « imbécile » pour qui a pratiqué consciemment le mélange des langues que le séparatisme et l'anti-séparatisme linguistiques. Qu'il s'agisse d'unifier ou d'isoler, la démarche des enragés de la langue unique – qu'elle soit « nationale », imposée à tous et donc en un sens « impérialiste » ou vernaculaire, liée aux

hasards de la géographie et aux privilèges de la naissance donc « authentique » ou authentifiante – cette démarche est, pour lui, parfaitement irréaliste. Communiquer pour un proche-oriental c'est se mouvoir entre les langues et les mimer encore plus que les parler pour en signaler ou même en dénoncer la fonction sociale, pour révéler tous les « suppléments de sens » qu'elles cachent.

Parce qu'il n'est jamais totalement dans aucun des personnages qu'il joue, l'acteur dirigé selon les vœux de Brecht, trouve une identité d'acteur d'une intensité que certains peuvent juger insupportable. De même, les Proche-orientaux sont souvent dans l'image que retient l'Occident de leurs discours, des gens qui parlent pour ne rien dire ou – ce qui revient au même – qui sont capables de tout dire sur n'importe quoi, comme si la langue et ses ressources étaient sans lien avec les référents auxquels de temps à autre ses mots semblent renvoyer.

En fait, ce n'est que lorsque le discours est tourné sur lui-même, à force d'être nulle part, qu'il cesse d'être un leurre.

La Méditerranée est un raccourci de l'univers, pensent certains nostalgiques. Toujours est-il que sa culture est celle du non-lieu, sa contre-culture celle de l'enracinement. Son authenticité est dans son pouvoir – qu'elle voudrait infini – d'être partout, son inauthenticité dans la monographie minutieuse de ses origines. La mémoire de la Méditerranée est probablement aujourd'hui ce qui agace le plus les Méditerranéens. Ce n'est pas seulement le hasard de l'économie qui fait qu'ils s'occupent si peu sérieusement de leur passé. Leur culture ne les prédispose ni à la muséographie ni au tourisme historique.

En Egypte, comme en Grèce ou en Italie, on continuera encore longtemps à baragouiner mille langues sans en parler vraiment aucune sauf, évidemment, si on se destine au métier d'écrivain ou...d'interprète.

C'est que, comme il ya probablement beaucoup plus d'authenticité à produire une grande émotion esthétique avec la réplique d'un meuble ayant appartenu à Louis XVI qu'avec ce meuble lui-même, il y a peut-être plus d'authenticité à s'approprier les langues en les jouant l'une contre l'autre qu'à se confiner dans la pureté d'une langue dont les inévitables stéréotypes condamnent au plus étroit des horizons culturels.

On peut dire que dans le monde arabe les deux tendances, ou comme dirait Mao Tsé-Toung les deux lignes, se livrent depuis toujours un combat sans merci avec ceci cependant d'original qu'il n'est pas sûr que les tenants de l'immobilisme linguistique se

confondent avec les maîtres du pouvoir politique.

En Egypte, les discours de Nasser et Sadate montrent bien, et dans le détail, sur quel terrain s'affrontent les deux tendances et à quel point il est urgent d'observer minutieusement la production linguistique effective dans cette partie du monde si l'on veut se faire une idée d'une part de la difficulté de caractériser la langue arabe d'autre part, du hiatus fantastique entre le contenu du discours tenu pendant longtemps sur l'unité culturelle et linguistique et la forme linguistique de quelques discours institutionnels - en l'occurrence ceux du Chef de l'Etat.

Très longs mais très écoutés et très attendus les discours du rayyés constituent pour le citoyen ordinaire l'essentiel de la vie politique du pays depuis 1954.

Nous examinerons quelques extraits de discours de Nasser et un extrait de discours de Sadate choisis à des périodes suffisamment espacées, portant sur des sujets différents et prononcés dans des situations suffisamment diversifiées pour qu'ils soient représentatifs non d'un homme ou d'une période mais du fonctionnement linguistique d'une institution issue du changement de régime intervenu entre le 23 juillet 1952 et le 18 juin 1953. Dans la transcription que nous donnons (26) les mots ou les séquences en AE sont en italique. Notre traduction tente, toutes les fois où cela est possible, de rendre compte des effets dûs au passage d'une langue à l'autre.

Extrait d'un discours prononcé à l'Azhar le 2 nov. 1956

fī'ay makân hânôhâreb mên béét lé béét wa mên qarya lé qarya
n'importe où nous nous battons de maison en maison et de village en village

Eamalou keda fêl ħarb êl ozmâ êlli fâtêt êl choEoub wé ntasarét we ħala'êt baladha

les peuples ont fait comme ça pendant la grande guerre, ils ont vaincu et créer leur pays

êl naharda sabâtna howa êlli béyoqarrér masérna

" " " " " " *mostaqbal watanna*

aujourd'hui c'est notre fermeté qui décide de notre avenir / l'avenir de notre patrie

Al ħamdolêllah 'al mawqéf 'aĥsan mémma kân ħasab tartîb êl éngéliz

grâce à Dieu la situation est meilleure que ne l'avaient escompté les Anglais

'al qowwât -l mosallaĥa ganbén îla ganb maEa -l chaEb
les forces armées sont aux côtés du peuple

hanoqâtel fî kol makân

nous nous battons partout

chéEârona 'annana sanoqâtel wa lan nosallém

notre devise c'est que nous nous battons, nous nous battons et ne nous rendrons pas

dah chésEâr kol fard fél qowât él mosallaḥa

" " " " el chaEb

c'est la devise de chaque individu dans les forces armées / dans le peuple

él naharda... él naharda éḥna mostaEéddîn ... mostaEéddîn 'ayyo-ha - l'éḥwa 'an noqâtel

aujourd'hui... aujourd'hui nous sommes prêts... prêts frères à nous battre.

wa, ana fî ḥarb félastîn kamatal mén 'al 'amtéla kont mawgoud fél falouga zay mantou

et moi pendant la guerre de Palestine par exemple j'étais à Falouga comme vous le

téEraḥou - ḥamas - t - ochhor ḡârât gawwéyya motatalya ḥamas - t - ochhor mostamér

savez cinq mois de bombardements aériens continuel

bél madfaEéyya ḥamas - t - ochhor hegoum we Eamaléyyât ḥarbéyya mâ mottéḥ ... mâ ... lééh ...

au canon cinq mois d'attaques et d'opérations militaires je ne suis pas mort ... je ne ...

kontéḥ tabEan âEéd fél ḥanda' ... kont béstémrâr barra ... ladén dah él Eomr dah béyad éllah

pourquoi ... n'était pas assis dans la tranchée naturellement ... j'étais toujours dehors ... mais ça la vie c'est dans les mains de Dieu mafîḥ wâhéḍ 'abadan hayé'dar yoqarrée 'agalo - hanoqâtel - 'ana hēna fél qâhéra déḍ

personne ne pourra jamais décider de sa vie - nous nous battons - moi ici au Caire contre

'ay ḡazw sa'oqâtel maEâkom - 'ana hēna mawgoud fél qâhéra - welâḍi mawgoudoun haEâkom

n'importe quelle invasion je me battrai avec vous - moi je suis ici au Caire - mes enfants sont avec vous

fél qâhéra mâ tallaEtohomch barra we méḥ hatallaEhom barra (...) hanoqâtel zay mâ

au Caire je ne les ai pas fait sortir dehors et je ne les ferai pas sortir dehors (...) nous nous battons comme je

'oltékom énbâréḥ lé'âḥér no'tét dam - lan nosallém 'abadan

vous l'ai dit hier jusqu'à la dernière goutte de sang - nous ne nous rendrons jamais.

On remarquera que lorsque Nasser « raconte » – l'épisode de Falouga (Guerre de 48) – ou fait état d'une décision concernant sa famille – et qui est en fait une réponse à la « rumeur » qui accuse, généralement avec raison d'ailleurs, la classe politique de faire fuir à l'étranger ses biens et ses enfants quand le pays est menacé – son discours qui a alors la forme d'un récit ou d'une série de répliques est presque entièrement en AE. C'est là une constante du discours nassérien. Ces moments ont d'ailleurs une place privilégiée dans la mémoire des Egyptiens qui les utilisent comme repères historiques dans leurs conversations.

Le mot central de ce passage se présente sous trois formes « hanḥâreb », « hanoqâtel » et « sanoqâtel ». Ces variations dans un passage aussi court son à l'image du fonctionnement général des discours de Nasser. En effet :

- si la troisième forme courante du verbe « se battre » dans son acception militaire à la première personne du pluriel du futur en AM, la première et la deuxième forme sont de véritables « monstres linguistiques ». Elles sont formées du préfixe « ha » avec lequel l'AE forme le futur – l'AM le forme avec « sa » – et d'un inaccompli régulier d'AM... Le fait qu'on a à faire une forme hybride est indiscutable dans la mesure où d'une part « noqâtel » n'existe pas en Ae, d'autre part si la première forme était une forme d'AE on devrait avoir « hanḥâreb » et non « hanohâreb », cette dernière forme étant purement et simplement imprononçable pour un Egyptien... Il faut d'ailleurs noter qu'une chanson a été faite après ce discours qui avait pour titre et pour leitmotiv « hanḥâreb » et non « hanohâreb » comme l'avait indiqué le rayyès, tant il est vrai que le pouvoir de la langue est toujours au-dessus de celui du Chef de l'Etat...
- le fait que la première forme apparaisse à d'autres endroits du discours rend peu plausible l'hypothèse d'une erreur ou d'une distorsion phonétique. Les deux premières formes sont en fait bâties sur le même modèle à savoir un élément central
- le plus souvent un lexème – en AM entouré d'éléments auxiliaires en AE qui le font ressortir. Cette situation peut provenir d'une nécessité linguistique comme c'est dans le cas dans la séquence de la 3ème ligne de notre extrait où tout est en AE sauf « yoqarrér » (= décider) qui comme « nohâreb » ou « noqâtel » va recevoir un préfixe « bé » propre à l'AE – l'inaccompli à valeur de présent ne recevant jamais de préfixe en AM – ; en effet il n'existe pas de verbe « décider » en AE aussi curieux que cela puisse paraître et l'AE est alors forcé d'emprunter à l'AM son verbe « décider ». Nous parlons dans ce cas d'emprunt car les Egyptiens vont tous le prononcer « a l'ara-

be » et le conjuguer « à l'égyptienne ». Mais Nasser exploite ce schéma linguistique sans qu'il y ait une nécessité intra-linguistique. On en a un autre exemple à la 15e ligne : normalement en AM on devrait avoir : 'awlâdî mawgoudoun (a) maEakom en AE on devrait avoir : welâdî mawgoudîn maEâko or dans le discours le premier (= mes enfants) et le troisième mot (= avec vous) sont en AE alors que le deuxième (= sont (présents)) est en AM. La production de ce mot en AM entre deux mots en AE est d'une très grande violence et c'est un peu comme si l'anomalie linguistique était là pour souligner la gravité de la situation, son caractère littéralement extra-ordinaire.

On peut maintenant se demander quelle est la fonction de la troisième forme. Pour répondre à cette question il importe de regarder de plus près les séquences en AM ; la plupart correspondent à des slogans ou à des formules toutes faites ou tout simplement à ce qu'il appelle lui-même « notre devise ». C'est le cas notamment de la 5e ligne, de la 7e ligne et de la séquence finale « lan nosallém' abadan ». Nous ne pensons pas prendre de gros risques en avançant que les formules très répétées – il s'agit d'énoncés stéréotypés et non de formules linguistiquement figées – sont des proverbes quand elles sont en AE, des slogans politiques ou des « devises » quand elles sont en AM. Il semblerait d'autre part que les formules tendant à modifier ou institutionaliser les conduites des individus dans leurs rapports avec l'Etat ou dans leurs activités collectives soient toujours en AM tandis que celles qui portent sur les comportements inter-individuels sont généralement en AE. Ceci expliquerait par ailleurs que pratiquement tous les journaux de l'époque aient fait leurs manchettes avec la 7e ligne.

D'une manière générale même quand un discours entier ou un long passage sont entièrement en AE on y trouve toujours des plages d'AM ou simplement des mots qui le désignent comme discours. Ces mots ou ces séquences doivent alors être connotés « AM » et ne pas faire partie des emprunts courants ou des éléments qui apparaissent dans les échanges quotidiens.

Au même endroit – l'Azhar – une semaine plus tard Nasser fera un discours entièrement en AM. Entretemps l'expédition de Suez a tourné court à la suite des pressions américaines et soviétiques. La défaite militaire est en train de se transformer en victoire politique du fait du rapport des forces dans l'arène internationale. Le discours du 2 novembre est un appel à la population, un discours de mobilisation, celui du 9 novembre expose des conceptions politiques. Il ne faudrait cependant pas en conclure que les fluctuations

linguistiques du discours du 2 novembre ne sont dûes qu'aux circonstances dramatiques dans lesquelles il a été prononcé. On les retrouvera dans tous les grands discours, même ceux qui auront été prononcés à des moments où aucun danger politique ou économique ne menaçait directement le pays comme en témoigne ce passage où Nasser conclut le 23 décembre 57 à Port-Saïd un long discours commémorant le départ du dernier soldat britannique de la zone du canal de Suez :

él naharda éhna hīnamā nonādī bēl hīyād - l'igābī wa hīnama nonādī béEadam - l'énhéyāz

aujourd'hui quand nous appelons au neutralisme positif et quand nous appelons au non alignement

'énnamā naEmalo Ealā kasri hēddat 'al tawattor (...)

nous œuvrons en fait en vue de briser l'acuité de la tension

él naharda yā'éhwānī nébos lelmādi bēntésarāto nébos lélmādi bēmaEarko we nébos lēl

aujourd'hui mes frères regardons le passé avec ses victoires regardons le passé avec ses batailles et regardons notre

mādi bētaEna bēchohada'o we nebos lēl'aElām bētaEétna éllī rafaEnāha bēl nasr... we

passé avec ses martyrs et regardons les drapeaux que nous avons levés victorieux... et

we néftékér él'aElām bētaEétna éllī dorrégat bēl démā'wa nattagého ilā - l mostaqbal

nous nous souvenons de nos drapeaux tachés de sang et nous nous tournons vers l'avenir

lénaEmal wa nabnī mén 'agl -l salām (...) *él naharda mén bor saEīd naqoudo hēna fi*

pour travailler et construire pour la paix (...) aujourd'hui de Port-Saïd nous portons

mésr rāyata -l salām wa rāyata - l hōrréya

ici en Egypte l'étendard de la paix de la liberté

où l'on retrouve - quoique d'une manière il est vrai moins spectaculaire - les mélanges du type de ceux qu'on a relevés dans l'extrait précédent. On remarquera ici plus particulièrement à la 5e ligne le passage à l'AM dans une proposition relative dont le relatif est à l'AE. D'une part nous avons constaté que lorsqu'il y a mélange les relatifs sont presque toujours en AE, d'autre part que « dorrégat bēl démā' » est une expression lieu commun de la littérature arabe. Le contexte aidant, sa fonction pourrait être ici de renvoyer à un passé à la fois mythique et prestigieux. On notera enfin que les marqueurs spécifiques de l'énonciation c'est-à-dire les éléments par les-

quels le locuteur marque plus particulièrement sa présence dans son propre discours ont tendance à être en AE ; c'est le cas notamment pour les déictiques, les possessifs, les relatifs, les préfixes d'aspect et les renvois rhétoriques au temps (par exemple dans nos extraits les « *él naharda* » (= aujourd'hui).

Ces quelques remarques permettent-elles de dégager des constantes ? En dehors des discours intégralement lus – peu nombreux chez Nasser – comme par exemple ceux du 21 mai 62 – proposition de Charte Nationale –, du 26 mars 64 – ouverture de la session parlementaire – ou de ceux prononcés dans des congrès internationaux, les discours, même en AM ne sont pratiquement pas vocalisés ou le sont à l'égyptienne. Il est probable qu'un jour des dépouillements effectués sur une grande échelle permettent de prévoir le moment où le rayyès passe à l'intérieur d'un énoncé de l'AM à l'AE ou vice versa. Pour l'instant et à partir d'observations fragmentaires nous pouvons simplement constater que le bon sens est un allié très dangereux dans ce type d'analyse. S'il est vrai que l'anecdote est presque toujours en AE comme en témoigne notre premier extrait et comme le montrent le discours prononcé lors de la nationalisation du Canal de Suez – la décision elle-même a été annoncée en AM puisqu'elle consistait, et le fait est capital, en la « lecture » du décret nationalisant la Compagnie internationale du Canal de Suez, alors que tout le passage qui précédait, l'histoire des tentatives en vue de trouver un moyen pour financer le Haut-Barrage, était en AE – ou le prochain extrait que nous analyserons, il est rare de rencontrer des fonctions aussi « massives » liées à l'emploi de telle ou telle langue. Dans la majorité des cas les contraintes qui pèsent sur le choix semblent obéir à des paramètres techniques concernant des propriétés phono-syntactico-sémantiques et pragmatiques de chacune des deux langues. Il est difficile de soutenir quand il s'agit de politique ou de discours à caractère social que ces propriétés commandent le choix de la thématique du discours. Cela ne fait pas sérieux... Et pourtant il est de plus en plus admis que nos contemporains quand ils parlent d'amour reprennent un discours antérieur sur l'amour plutôt qu'ils n'expriment un discours né directement du désir ou du sentiment.

Il serait scandaleux d'affirmer qu'un responsable politique n'a abordé tel sujet ou exprimé telle idée que parce que pour ce sujet ou cette idée il existait à sa connaissance des moules linguistiques « efficaces ». Mais si c'était vrai ?

Sans aller jusque là on peut constater ceci. Le génie de Nasser a été de parvenir pendant un temps à regrouper les discours morcé-

lés de l'Egypte sur elle-même et dans ce domaine la façon de dire est infiniment plus importante que ce que l'on dit et plus précisément il y a plus d'histoire dans l'histoire des façons de dire qu'il n'y en a dans l'histoire des événements eux-mêmes surtout quand ces modalités différentes se rencontrent pour la première fois à l'intérieur d'un espace traversé de bout en bout par un projet unique transparent à tous : rendre à l'Egypte sa voix en – tant pis pour le ridicule lié à la facilité de la métaphore et de sa référence culturelle – recollant les morceaux de son corps dont il ne reste qu'un langage. Du coup, ce qui dans sa pureté sonnait creux – rappelait inlassablement l'ennui infini des rédactions scolaires en arabe prétendument classique – va, d'avoir été malmené, prendre enfin un sens.

Port-Said 23 décembre 1964

él sadd él Eâlî hayéddîna sobEomît 'alf faddân hëyâd hayhawwél-hom léray dâ'ém

le Haut-Barraque va nous donner 700 mille feddans de bassins qu'il transformera en irrigation pérenne

yetlaE baEdkéda ye'oul masr fiha 'azma šénâEéya... da fl wâhéd fé séfaratna barra

après ça on dit qu'il y a une crise industrielle en Egypte... voilà pas qu'il y en a un dans une de nos ambassades dehors (à l'étranger) *yémkén sadda' hâda – l kalâm we bâEét lé'ahlo hëna 'ana seméEt mén wâhéd énbâréh fâhém*

peut-être qu'il a cru ces paroles, il a envoyé à ses parents ici, j'ai entendu ça de quelqu'un hier, il croit.

én éhna wesélna ilâ hâlat – l magâEa bÿ'ollohom bémonasbét raas él sana hal 'abEat loko

que nous sommes arrivés à un état de famine il leur dit à l'occasion du nouvel an est-ce que je vous envoie

fahda mén barra walla 'abEat loko hëttét lahma (rires) mâ wesélch bina – l hâl 'abadan

une cuisse de l'étranger ou bien je vous envoie un morceau de viande (rires) nous n'en sommes pas du tout arrivés

lêhâda – l chakl éhna bënëbni baladna we bënëbni baladna mén 'agl él talatîn mélyon élli

à ce point nous nous construisons notre pays et nous construisons notre pays pour les 30 millions qui

Eaychîn fiha (...) we méch mostaEéddîn 'abadan én éhna nébiE karamétna (...)

qui y vivent (...) et nous ne sommes pas du tout prêts à vendre notre dignité

*ézan él maEouna – l'amrikéya zay mâ 'âl él safir énbârêḥ énnohom
homma méch mostaEéddîn*

*donc l'aide américaine comme l'ambassadeur m'a dit hier qu'ils ne
sont pas prêts*

*yetkallémo bén'ollohom walla motchakkérîn we kattar hérkom we
lakén maḥnach mostaEéddîn*

*à discuter on leur dit eh bien merci de vos bontés mais nous ne som-
mes pas prêts*

*né'bal kalâm wala né'bal 'anzaḥa (applaudissements) éḥna né'dar
newaffar él hamsîn*

*à accepter des remarques ou de l'orgueil () nous pouvons, nous,
économiser les 50*

*mélyon génêḥ we bené'dar yekoun Eandéna kéfâya zâtéyya wél
chaEb él masri béyestatîE*

*millions de livres et nous pouvons avoir une auto-suffisance et le
peuple égyptien peut*

énno yoṣbor we yekâféḥ

patienter et lutter

Ici apparaît l'une des fonctions majeures de l'AE dans le discours politique : créer le climat de complicité nécessaire entre l'orateur et son public pour déclencher le rire, surtout lorsque le sujet ne s'y prête pas. Dans cet extrait il s'agit de la très réelle pénurie alimentaire que l'Egypte connaît à l'époque – en grande partie à cause du soutien qu'elle apporte aux Républicains dans la guerre du Yémen – et l'on peut même penser qu'il n'est pas de très bon goût d'en rire. En fait le passage tourne en ridicule le discours d'un diplomate égyptien, autrement dit d'un privilégié, en mimant une manière de parler et de réfléchir assez répandue dans la nouvelle bourgeoisie issue du régime lui-même. La langue, en permettant la transformation de la scène du discours en scène de théâtre – phénomène d'autant plus facile que l'anecdote ne fait que rapporter ce qui pouvait être une réplique à l'intérieur d'un dialogue que le public peut facilement reconstituer – donne symboliquement en pâture au peuple le type social le plus unanimement haï sous toutes les latitudes : le fonctionnaire protégé qui peut s'offrir le luxe sinon le plaisir de parler avec légèreté de la misère des autres.

Seul le jeu linguistique permet, dans un espace aussi court, de transférer l'agressivité qui devrait logiquement se porter sur l'orateur vers l'une des composantes du régime dont Nasser essaie à partir de 1961 de se défaire. Il aurait été impossible de faire la même chose avec l'AM pour au moins deux raisons :

(1) Un obstacle technique

L'AM est inapte – et c'est là pratiquement une tautologie – à rendre compte des faits d'énonciation propres aux domaines où il n'est jamais utilisé ; ainsi *da* et *wâhéd* dans l'exclamation déictique qui commence l'anecdote (2ème ligne) qui peuvent être respectivement les « volia pas qu' » et « un » dans : « voila pas qu'il y en a un dans... » Ceci donnerait en AM :

tašawwarou 'anna honâka chaḥsan fî éhḏâ séfârâténa bél hârég
 imaginez vous qu'il a une personne dans une de nos ambassades à l'étranger

et on passerait du dialogue complice entre gens du cru à la conversation fleurie d'un salon de bon ton. L'impossibilité linguistique d'avoir en AM l'équivalence du *da* ou de dire au lieu de « *chaḥsan* » « *wâhédan* » se double ici d'une contrainte socio-linguistique. L'information globale qu'il s'agit de véhiculer et, partant, le choix des actants du rire et de la cible de ce rire, changent selon qu'on utilise l'AE ou l'AM.

Il faut noter ici qu'il n'y a pas chez Nasser une volonté systématique de n'utiliser que l'AE mais qu'au contraire il y a souvent le désir d'intégrer un maximum d'AM dans des passages qui sont en AE par nécessité. Ainsi à la suite de la séquence que nous venons de commenter, il ne dit pas :

yémkén sadda' él kalâm da

mais : *yémkén sadda' hâḏa* – l *kalâm*

alors que rien ne justifie linguistiquement l'intrusion dans une séquence entièrement en AE de ce mot en AM qui est de surcroît un déictique. Un phénomène que l'on retrouve plus loin avec :

él chaEb él masri béyastatiE éno yosbor we yekâfêh

alors que la forme en AE devrait être :

él chaEb él masri béyé'dar éno yosbor we yekâfêh

et que la forme de pouvoir en AE a déjà été utilisée deux fois (19e et 21 ligne). On retrouve ici une violation du système grammatical du type de celle que nous avons constatée dans le 1er extrait : un préfixe *bé* inexistant en AM accolé à un lexème verbal *yastatiEo* inexistant en AE. Seule différence entre les deux emplois : les *pouvoir* de l'AE ont pour sujet *éhna* (= nous) alors que le *pouvoir* de l'AM a pour sujet *él chaEb él masri* (= le peuple égyptien).

Une autre illustration de ces contraintes linguistiques est le début de la 2ème ligne. L'énoncé serait totalement dépourvu de sens si on remplaçait l'expression *yetlaE baEd kéda* de l'AE par *yasEado baEda dâlêka* en AM. Il s'agit là en effet, non pas du verbe monter mais de la trace de l'attitude du locuteur qui a l'air de dire : » et on ne sait pas d'où ils ont sorti ça ».

(2) Les domaines d'usage et la plus ou moins grande distance qui sépare le locuteur de l'objet de son discours.

L'AM est, dans la communication quotidienne, interdit de séjour dans le domaine de l'alimentation. Parler d'une cuisse ou d'un morceau de viande en AM provoquerait inmanquablement l'hilarité générale mais dans ce cas ce serait du locuteur et non du personnage de son anecdote qu'on rirait.

L'AM est synonyme de distance. Une distance prestigieuse (histoire - politique religion - science) ou réactionnaire (pédantisme - inadéquations diverses) mais toujours une distance. L'anecdote ne permettant pas de faire parler le personnage en AM - ce n'est pas un vieux réac mais un agent de l'état qui n'a rien compris - et le ravyés ayant besoin de renouer le contact avec une population excédée de « voir les ressources du pays se déverser dans les poches de nos frères arabes dont l'ingratitude est proverbiale » l'usage de l'AE est une nécessité absolue.

Et Sadate ? Suivons l'un de ses récents discours, celui qu'il a prononcé lors de la « Fête des ouvriers » le 2 mai 1978. Ce discours est reproduit in extenso dans le journal Al Ahram daté du 3 mai selon une transcription relativement fidèle qui permet à de rares exceptions près de se faire une image exacte du type de langue effectivement utilisé par le ravyés. Ce qui n'empêche pas que, bien que la moitié du discours soit si l'on s'en tient à la transcription du journal en AE, toutes les manchettes et tous les sous-titres soient - au même titre que le compte rendu de presse - exclusivement en AM.

L'introduction où l'on retrouve l'inévitable référence à une histoire que l'on réorganise en fonction des repères qui correspondent le mieux à la politique du moment ainsi que les non moins inévitables « topoï » rhétoriques magnifiant le peuple égyptien et le « travailleur » égyptien, est, naturellement, en AM. Il en va de même d'un rapide bilan de l'action du gouvernement en faveur des ouvriers.

La première partie du discours dont Sadate marque nettement le début : 'abda'o ḥadīti ilaykom wa ilā-l chaEb mén hélâlêkom Ean qadéyyata - l salâm 'aw mobâdarat - l salâm traite de l'état des négociations avec Israël et des conséquences internationales de l'initiative de paix et est entièrement en AM.

Le premier passage en AE apparaît à l'intérieur de propos polémiques très violents contre les pays du « front de refus ». Il faut noter cependant que le passage lui-même, qui est très court, n'est pas particulièrement violent :

sâEét ma Eérfét soria én éḥna waḥé'na we 'aElanna waḥd Earabi mewahhad... Eâdét we Earḍét tâni fe waḥd Earabi mewahḥad... we homma 'aṣḥâb él éqtérâḥ

même s'il ne manque pas d'ironie, alors que les propos qui le précèdent et le suivent en AM sont à certains moments très virulents :

baEḏo l morâhéqîna fî - l siyâsa wa - l hâqédîna
Ealâ mogtamaEéna yatasâ'alouna fî balâha... wa
hal kâna -l hadafo mén 'al mobâdara howa
mogarrado kachfi -l taEannot -l ésrâ'iléy ? (...)
sou'âlon ésténkâréy lâ yantali hadafoho Ealâ -
l'atfâl... farqon wâḏéhon lékolli dî Eaqlén wa Eay-
nayn bayna 'an yaElowa ṣorâhona layla nahâr...
bé'éttéhâm ésrâ'il bél taEannoti wa -l ṣalaf wa
siyâsata -l Eodwân wa -l tawassoE douna 'an
yaqtanéE a béha 'aḥad wa bayna 'an yatakallama
-l Eâlamô -l bélogaténa wa béhoqouqéna

wa baEḏon âḥar mén 'al morâhéqîna 'ayḏan wa -l
hâqédîna yataḥaddato bégorour -l falâséfa 'aw
'éddéEâ - lEélm (...) léyaqoula 'anna -l mobâdara
-l mésréya qataEat -l tarîqa Ealâ mou'tamar
Genève ... wa énnani la'atasâ'alo matâ kâna -l
tarîqo mamsoulân ilâ mou'tamar Genève ? (27)

On peut penser qu'ici le discours est directement adressé aux Arabes et n'est pas vraiment destiné à la consommation intérieure, la tendance « pro-arabe » se limitant actuellement aux intellectuels opposés au régime, aux communistes pro-soviétiques et à certaines fractions de Frères musulmans.

L'AE n'apparaît vraiment qu'avec les problèmes intérieures. On retrouve alors le mélange de langues déjà constaté dans les discours de Nasser.

L'introduction à la troisième et dernière partie qui traite des problèmes intérieures est en AM. L'AE fait irruption dans le discours avec la montée du ton qui va dégénérer en une véritable expression de colère contre les opposants en général et la gauche en particulier. Plus le ton monte contre la gauche plus l'AE devient homogène :

*homma béyétmayyézo masakîn bél ḡabâ' élli wer-
sou Ean él éttéhâd él soviétimâ béysallahouch fé
hetothom 'aw mâ béyéfhamouch 'abadan fékro-
hom én -l échâra we én ye' oulou 18 we 19 dî
éntéfâda chaEbéyya ka'an -l chaEb él masrilam-
ma yéEmél éntéfâda chaEbéyya lâzém yéb' a
ḥaraméya kolo lé'an kol élli téléE fél éntéfâda di él
ḥaraméya (...) élli Eamal él éntéfâda di chewayét*

ḥaraméya... owa da -l chaEb él masri ?

et

héya chatâra én ne'oul én él chaEb taEbân ? â taEban él chaEb taEbân we béyEâni we 'ana 'agoul hâda -l kalâm 'aho ba' oulo we baEléno we fe kalâmi delwa'ti we 'ana baEmél él nagd él dâti tél-ḥokouma wa mén wâgés mâ talabtouh éntom we zay mahna machyyn fé gafélétna hané'sém lo'mét el géEch bénna kolléna'ayan kânat madâm kolléna bél tasawi bénâḥod bél tasâmi mafihâch gâga mafihâch gééb (...) (28)

Lorsque, en pleine polémique, le rayyés pose les conditions d'un retour de la gauche dans le giron de l'authenticité, son discours redevient brutalement en AM. Dès que l'énoncé pour ainsi dire institutionnel est terminé et que reprend une polémique à finalité pédagogique, c'est en AE que le rayyés repart :

we éḥna kolléna Earfin 'éntéma'athom lél'asaf we Eélagathom... él yasâr... naḥno norîdo yasâr mésri... yasâr mésri charif... wa laysat ladayna étlâgan 'ayyat éEterâdât Ealâ géyâm tanzîm yasâ-ri mésri wa lakén lana éEterâd 'asâsi Ealâ géyâm Eomalâ' dahél tanzîm -l yasâr maḥnach Eawzin Eomalâ' fé tanzîm él yasâr él masri bétaEna lé'an-no bétabEo lâ yagbal él wala' lé étnén légéha wahda bas (...)

On retrouve une situation analogue lorsque le Chef de l'Etat critique le fonctionnement du Parlement ou menace la droite « nostalgique ». Comme dans le discours de Nasser du 23/12/64 dont nous avons analysé un extrait des statistiques illustrant l'action du gouvernement au cours des quelques années précédentes sont présentées et commentées en AE. Comme dans ce discours on trouve, au début du passage en AE du discours de Sadate une référence à un rumeur, un effet de discours rapporté :

'âlou -l wadE éntaha... él ḥâla ḥâlas ... él dénia râḥét

ils ont dit c'est fini... tout est perdu... c'est la fin du monde (trad. libre)

A des paroles d'Egyptiens – présentées comme minoritaires mais si le rayyés prend tout le temps qu'il a pris pour les rapports... – répond sur le même ton et surtout dans la même langue la parole du rayyés dont le succès auprès des foules rappelle aux « exprits chagrins » qu'il parle au nom de tous... Autrement, survolant la mê-

lée, s'identifiant avec des institutions véritables ou imaginaires, s'exprime en AM la loi ou le visage avec lequel l'Egypte s'adresse à l'Etranger.

D'un côté un discours vernaculaire qui s'embraye sur la conversation quotidienne, laquelle se trouvera de ce fait modifiée, de l'autre un discours véhiculaire qui permet aux Egyptiens de se projeter à l'échelle du monde et de l'absolu.

On ne peut qu'être critique vis-à-vis d'une politique qui, au bout de 26 ans, sans avoir atteint les objectifs d'équité sociale qu'elle s'était fixée, ne semble pas en mesure de freiner le délabrement chaque jour plus évident de l'ensemble des services publics et de l'infrastructure économique du pays mais on ne peut que s'incliner devant l'intelligence de deux hommes qui ont su rendre à un peuple, jusque dans la misère et la défaite, une image acceptable de lui-même; rien qu'en lui parlant.

Sans cette image où chaque Egyptien reconnaît la seule forme pour lui concevable de dignité, Sadate n'aurait jamais pris le risque de tendre la main aux Israéliens.

Il faut quelques années – le plan Marshall l'a prouvé – pour relever de ses ruines l'économie d'un continent et avec elle le niveau de vie de la majorité de ses habitants mais un siècle n'est pas de trop pour qu'un peuple redécouvre l'usage de la parole sans lequel il ne pourra jamais avoir une volonté collective de mieux-être.

Paris, octobre 1978

E majuscule en milieu de mot = *E* et *q* = *ق*

Notes

1) Dans une thèse de doctorat de 3ème cycle Ahmed BRAHIM – Tunisien – fait à propos de la Tunisie la distinction entre un « arabe parlé », un « arabe intermédiaire » et un « arabe littéral » « les trois variétés tendant à s'équilibrer et à former une sorte d'archilangue remplissant une fonction identique à celle d'une seule langue pour l'individu unilingue ». Notre conception de la diglossie recoupe largement la sienne cf. *Erreurs morpho-syntaxiques et lexicales dans l'apprentissage du français langue seconde en Tunisie : le syntagme verbal* (Paris X - Nanterre)

2) « Mahomet » ne correspondant à aucune réalité phonique arabe, on ne lira jamais ce « barbarisme » sous notre plume...

3) Abandonné pour le grec, le concept de « langue littérale » ne survit si l'on en juge par les exemples des dictionnaires que parce qu'il illustrerait une situation propre à l'arabe.

4) Nous considérons qu'on peut avoir plus d'une langue maternelle au sens le plus restrictif de ce terme c.a.d. à la fois la langue liée à l'affectivité constitutive de la découverte du monde et des autres, au calcul, à la colère, au rêve, à la réflexion et celle où l'on reconnaît son identité culturelle.

5) Notre appréciation de la situation recoupe en le radicalisant le jugement de Gilbert Grandguillaume quand il écrit (n° 1 de cette revue) « La situation linguistique du Maghreb est caractérisée par un double phénomène de bilinguisme et de diglos-

sie. Le bilinguisme consiste en la coexistence de l'arabe et du français, à la fois au stade de la langue écrite et à celui de la langue parlée. La diglossie concerne la distinction qui existe, à l'intérieur de l'aire linguistique arabe, entre un arabe écrit dit classique ou littéral, et un arabe dialectal qui n'est jamais écrit, mais qui est la seule langue arabe parlée d'usage quotidien et représente à ce titre la véritable langue maternelle ».

A l'exception des vitrines du monde arabe occidentalisé que sont – ou qu'était – Beyrouth, Tunis et dans un moindre mesure Casablanca, quelques quartiers du Caire ou d'Alexandrie et si l'on met de côté le cas particulier de l'Algérie, la pénétration de l'anglais et du français dans le monde arabe a été statistiquement très faible même si s'agissant d'une minorité d'individus ou de certains aspects de la vie urbaine elle semble plus spectaculaire qu'ailleurs. D'autre part, plus d'un Arabe sur deux est analphabète et si la compétence passive en AM ou même en AC est assez développée du fait de l'importance de la vie religieuse et des situations d'écoute (discours, récits, etc...) rares sont ceux, même parmi les universitaires qui arrivent à parler et écrire l'AC même parfois l'AM sans commettre des erreurs graves. Toutefois on constate de plus en plus, notamment chez les jeunes, une amélioration de la maîtrise de l'AM

6) L'ALECSO (Arab League Educational Cultural and Scientific Organisation) a commencé les dépouillements nécessaires à la constitution de dictionnaires historiques précis de l'arabe mais la première publication n'est pas prévue avant quelques années.

7) Taha Hussein a été Ministre de l'Education Nationale, candidat au Prix Nobel de littérature et l'un des premiers à avoir été réintroduit dans l'étude des textes arabes les habitudes critiques de type « cartésien » abandonnées depuis le XIII s.

8) La seule exception sérieuse à cette constante est due à l'invasion de l'Egypte par les Fatimides originaires d'Afrique du Nord en 969. Il est cependant significatif de constater qu'une fois qu'ils eurent transféré leur capitale au Caire les premières provinces à se soulever furent celles de l'ouest et notamment Quérôuan dont ils étaient originaires.

9) Les deux types d'enseignement ont longtemps été indissolublement liés.

10) Cité par Gilbert Grandguillaume dans l'article mentionné dans le n. 5 (p. 113).

11) « Rapport sur les idiomes et patois répandus dans les différentes contrées de la République » cité en exergue du livre R. BALIBAR et D. LAPOTE *Le français national*.

12) En dépit de la durée de l'occupation arabe, la langue arabe n'a été pratiquée que par une minorité, probablement en raison de l'origine en grande majorité berbère des conquérants.

13) A noter également qu'en Egypte les Libanais et les Syriens ne sont pas des « Arabes » – sauf parfois les étudiants – mais des Levantins.

14) Là encore les Levantins font exception à la règle. Leurs dialectes sont généralement bien compris au Caire.

15) On peut même aller jusqu'à dire que compris ou non l'AM exerce aussi bien dans la chanson que dans les lieux plus traditionnels de la rhétorique une fascination qui est susceptible de faire oublier le contenu sémantique du texte.

16) Ce que nous disons ici de l'Egypte vaut également pour le Levant.

17) Dictionnaire de l'Académie de Langue Arabe du Caire 2 vol. 2ème éd. 1972/1973.

18) LECERF Jean « Littérature dialectale et renaissance arabe moderne » in Bulletin d'Etudes Orientales de l'Institut Français de Damas, 1932, 11, 2 p. 179-258 et 1933, III, p. 43-175.

19) LECERF op. cit., écrit : « La langue morte redevient vivante ».

20) « ... le prétendu arabe classique de l'immense majorité des lettrés, et surtout des orateurs sacrés et profanes, est en réalité du bas-arabe, assez semblable, comme structure, à ce français fortement latinisé que Rabelais livre à la risée de ses lecteurs dans la page bien connue de Pantagruel » in NAKHLA Raphaël L'arabe

classique et les dialectes néo-arabes » in *En Terre d'Islam*. Lyons.

21) FURAYHA Anis, AL AHDAR Ahmad, AL HOSARI Sâté etc...

22) Il va sans dire que cette situation qui favorise les classes moyennes et les habitants des villes ne facilite pas la promotion sociale des paysans pauvres. Toutefois elle joue également contre la haute bourgeoisie occidentalisée, les étrangers qui essaient d'apprendre l'arabe et les commerçants enrichis. Il est en effet peu de régions du monde à notre connaissance où la maîtrise des langues et niveaux de langue pratiqués joue un rôle aussi déterminant non seulement dans la conquête du pouvoir mais également dans la fluidité des rapports quotidiens.

23) La thèse d'Etat de l'auteur de ces lignes « Etude comparée des systèmes verbaux de l'arabe égyptien, de l'arabe moderne et du français » (Paris VII sous la direction de Maurice GROSS) constitue l'un des premiers travaux de cette taille sur un domaine précis de l'AE ; l'aspect, le temps et les constructions complétives ainsi que le fonctionnement syntactico-sémantique des verbes de communication et de mouvement.

24) Nous utilisons ce terme dans deux sens distincts : (1) Celui que lui donne O. Ducrot dans *La preuve et le dire* (Mame) : « un décalage entre le présupposé de l'énoncé et la situation de communication » qui conduit l'interlocuteur à attribuer une signification particulière à l'énoncé qu'il a à décoder. (2) Celui que signale le même auteur dans le *Dictionnaire des Sciences du Langage* (Le Seuil) : l'utilisation de mots étrangers. Ce type de connotation est très courant dans le théâtre populaire égyptien où l'AC, les dialectes du sud ou des éléments argotiques peuvent tenir lieu de mots étrangers par rapport au dialecte du Caire (cf également HJEMSLEV *Prolegomena to a theory of language* p. 114/117

25) On peut trouver dans la correspondance privée le même mélange que dans la communication orale. Par contre, dans les romans, quelle que soit leur catégorie ou leur niveau, s'il est fréquent que les répliques soient en AE, le reste du texte est toujours uniformément en AM.

26) La transcription officielle des discours de Nasser est pour ce qui nous intéresse pratiquement inutilisable. Les discours y ont été tous réécrits en AM...

27) quand la Syrie a su que nous avions accepté et que nous avions annoncé une délégation arabe unie... elle est revenue et s'est opposée à une délégation arabe unique... alors qu'ils étaient à l'origine de la proposition.

quelques adolescents de la politique, de ceux qui envient notre société se demandent bêtement... est-ce que le but de l'initiative est simplement de révéler l'entêtement israélien ? (...) une question dédaigneuse dont même un enfant perceraient le but... il y a une nette différence pour qui a une cervelle et deux yeux entre des cris qui s'élèvent jour et nuit accusant Israël d'entêtement et d'arrogance et d'avoir une politique d'agression et d'expansion sans convaincre personne et le fait d'amener le monde aujourd'hui à adopter notre langage et à parler de nos droits. d'autres adolescents également et d'envieux parlent avec l'orgueil des philosophes ou en prétendant savoir (...) disant que l'initiative égyptienne a bouché la voie vers la conférence de Genève... et je me demande quand la voie vers la conférence de Genève était-elle libre.

28) eux se distinguent les pauvres par l'idiotie qu'ils ont héritée de l'Union soviétique, ils ne corrigent jamais leurs lignes, ils ne comprennent jamais rien, ils pensent qu'en disant que les 18 et 19 sont un soulèvement populaire comme si le peuple égyptien quand il fait un soulèvement populaire ça doit être un peuple de voleurs car tous ceux qui sont sortis dans ce soulèvement sont des voleurs (...) ceux qui ont fait ce soulèvement c'est quelques voleurs... c'est ça le peuple égyptien ?

C'est malin de dire que le peuple souffre ? oui il souffre le peuple souffre et souffre fort et moi je dis cela voilà que le dis et je l'annonce dans mes paroles maintenant et je fais l'auto-critique du gouvernement à partir de ce que vous avez demandé et comme ça nous marchons dans la caravane, nous partagerons le morceau de pain entre nous tous quel qu'il soit puisque nous tous en prendrons à parts égales il n'y a là rien qui soit honteux

et nous savons tous leurs attaches malheureusement et leurs relations... la gauche... nous voulons une gauche égyptienne... Une gauche égyptienne honnête et nous n'avons aucune objection à ce qu'il ait une organisation égyptienne de gauche, mais nous avons une objection de fond à ce que des agents se trouvent à l'intérieur de l'organisation de la gauche, nous ne voulons pas d'agents dans l'organisation de la gauche égyptienne parce que sa nature ne peut supporter une double allégeance (mais) une seule.

ESPACES ET SOCIETES

Revue critique internationale de l'aménagement,
de l'architecture et de l'urbanisation

Direction : Henri LEFEBVRE, Anatole KOPP

Secrétariat : Manuel CASTELLS, Michel COQUERY, Serge JONAS, Raymond LEDRUT, Alain MEDAM, Jean PRONTEAU, Pierre RIBOULET.

Comptes rendus et notes critiques : Eddy CHERKI et Dominique MEHL.

Collectif de Rédaction

Bernard ARCHER, André BRUSTON, Manuel CASTELLS, Michel COQUERY, Jean-Louis DESTANDAU, Colette DURAND, Gérard HELIOT, Serge JONAS, Bernard KAYSER, Anatole KOPP, Raymond LEDRUT, Henri LEFEBVRE, Michel MARIE, Alain MEDAM, Edmond PRETECEILLE, Jean PRONTEAU, Henri PROVISOIR, Pierre RIBOULET, Christian TOPALOV, Paul VIEILLE.

N. 22-23

Octobre-Décembre 1977

LES NOUVEAUX ESPACES LOGEMENT ET SPÉCULATION

Thierry PAQUOT

Villes nouvelles : une utopie de droite

Paul HANAPPE

Le rôle des banques dans l'immobilier

Thérèse SCHALCHI

Nouvelles tendances des espaces de travail

Patrice QUEREEL

Anti-pub et contrebande

Ivan SIMONNIS

Village boraro ou le rêve des architectes

Abol-Hassan BANISADR

Problèmes du logement, de l'urbanisation et de la spéculation en Iran

Zoé KARAMANOU

analyse critique de l'habitat en Grèce

Editions Anthropos

Direction - Rédaction - Administration - Abonnements

12, avenue du Maine, Paris 15, Tél. 548-42-58 - 222-76-82

Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire,
mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (C.C.P. Paris 8 721 23).

Abonnement annuel pour quatre numéros : France · 110 F. - Etranger : 120 F.

L'HOMME ET LA SOCIÉTÉ

N° 47/48

Thèmes de couverture

Mass media et idéologie. Impérialisme culturel et fronts de lutte.

Armand MATTELART

Idéologie, information et Etat militaire 75 pages.

André GUNDER FRANK

Vive l'entreprise transidéologique! Les économies socialistes dans la division capitaliste internationale du travail (IIème partie) 46 pages.

Michael CHANAN

« La Muse Celluloïde » - Le celluloïde et la dialectique de l'invention du cinématographe 34 pages.

Bernard CASSEN

La langue anglaise comme véhicule de l'impérialisme culturel 7 pages.

Luis Nieves FALCON

Les mécanismes de la domination culturelle à Porto Rico 23 pages.

Yannick ROUZIER LABROUSSE

Claude LAFLAMME

Jacques TARDIFF

Langue française de classe ou langue française des colonisés. La situation québécoise 35 pages.

Michèle MATTELARD

Création populaire et résistance au système des média. L'expérience du Chili populaire 16 pages.

Yves de LA HAYE

L'information locale et la démocratie à travers le cas de Grenoble 13 pages.

Claude COLLIN

« La radio est une bonne chose » 37 pages.

Rosisca et Darcy de OLIVEIRA

Guinée Bissao. Education et processus révolutionnaire

COMPTES-RENDUS

REVUE DES REVUES (Eddy TREVES)

Palestinian Women and Their Role in the Revolution

Nuha Abu Daleb

INTRODUCTION

This paper is an attempt to present the reader with an understanding of the role of the Palestinian woman in her people's struggle for liberation. The struggle for the liberation of Palestine provides for us an on-going example of how the liberation of women can be analyzed within the context of changing society.

In analyzing the situation of Palestinian women, it is difficult to separate certain aspects from the question of Arab women in general. A review of the studies on Arab women, including those on Palestinian women, indicates that the number of studies published by males significantly exceeds those published by females. Historically, most female Arabs writers have utilized the media of novels and poems to express their feelings. Because of their revered position in Arab society, a number of these poetesses were able to discuss topics which outside the context of the poem and novel would not otherwise have been accepted.

Several Arab female writers, none of whom is Palestinian, have made serious attempts at studying Arab society. Nawwal Saidawi (1972), an Egyptian medical doctor, has published extensively on such topics as men and sex and women and sex. Fadela M'Rabet, an Algerian, has written a book criticizing the oppression of women in Algeria after independence. Fatimah Mernissi (1974) has explored and written about Islam, sex, and the relationships between men and women in Morocco. Although Salma Al-Jayussi and Fadwa Tuqan are well-known Palestinian literary figures, up to now, no Palestinian woman has written an analysis of her own people. There are, however, scattered attempts by Arab women,

including Palestinians, to explore their own feminism. This exploration is being done within the context of the Palestinian Revolution, within the economic situation of the respective Arab countries in which they find themselves, and in response to other feminist movements in the world. Since there is no organized feminist movement to date in the Arab world, it is not surprising to discover that the types of feminism that do exist are as varied as the number of feminists.

HISTORICAL PERSPECTIVE

The situation of Palestinian women can be understood through an examination of the history of her struggle alongside that of her people. In their development as a resistance movement, the people of Palestine have undergone three major phases (Al-Khalili, 1974). The First Phase (1917-1948) refers to the era of Palestinian nationalist uprisings in relation to the existence of a British mandate which was responsible for the settling of an alien Jewish population in Palestine. During this period, which culminated in the partition of Palestine in 1948, Palestinian women became actively involved in the struggle to resist the establishment of a Zionist state in Palestine. This was done through the organisation of women's groups whose activities included participation in demonstrations and the dissemination of information to other Arab countries. Eventually, they also became involved in aiding fighters in the war against Zionism. (Al-Khalili, 1977).

On the whole, however, the political involvement of Palestinian women during this time was limited; only middle class and educated women organized and joined these societies. The first of these women's groups was established by Emelia Sakakini and Zalikha Al-Shahabi in 1921 and was geared toward supporting the national effort to fight Zionism. This period climaxed with a large demonstration organized in Jerusalem in 1929 during which hundreds of Palestinian women drove to the residence of the British Deputy and demanded the annulment of the Balfour Declaration and fair treatment for Palestinian political prisoners.

Surprisingly, not one of the manifestos published by this organization referred to the socio-economic situation of these women. The liberation of the land and the fight against Zionism had always to take precedence over dealing with the status of women. Despite the preoccupation with the national question and despite the fact that 86% of Palestinian women were illiterate and victims of traditionalism (Al-Khalili, 1977), the achievements of Palestinian women during this time were, relatively speaking, impressive. In

the 1920s it was highly unlikely that the consciousness of the women was developed enough for them to question their status. Since most of them were middle class and thus privileged, they may not have felt, or been in touch with their oppression by men. They were, however, in touch with their oppression as individuals in a society itself oppressed by outside forces.

The Second Phase (1948-1967) can best be described as the phase of set-backs and re-awakening. In the aftermath of the partition of Palestine and the annexation of the West Bank of the Kingdom of Jordan, Palestinian men and women suffered a great deal. The 1948-1967 period was a period of mourning, a struggle to cope with loss and displacement and eventually the formation of revolutionary processes. Scattered to many parts of the world, a radical change occurred in the make-up of the Palestinian people. Post-1948 Palestinians, 60% of whom were rural, were forced to change their means of livelihood (Al-Khalili, 1977). For example, in Syria, according to an UNRWA survey, the majority of Palestinians became employed in fishing and agriculture. The situation became more complex as 900,000 people were forced to fend for themselves without homes or income. This geographic scattering along with the negative role played by host Arab countries forbidding political gatherings and the unionization of different groups contributed to the weakening of the socio-economic conditions of the Palestinian people.

Under these circumstances it was the Palestinian refugee camps that became the pivotal point around which a socio-political Palestinian entity emerged. In 1954, the percentage of Palestinians living in refugee camps was 34%, increasing to 38% in 1962 (Al-Khalili, 1977). The camps are, for the most part, all inhabited by rural Palestinians. Displaced people from the same village in Palestine tend to live next to one another in the camps -- i.e., different areas of the camps are identical representations of geographic areas in Palestine. The living quarters in the camps can be described as over-populated and, at times, unsanitary. The camp is not a productive unit because of a lack of agricultural land and jobs are almost non-existent.

Camp dwellers share a common heritage of disinheritance, documented and commented on by Fawaz Turki (1972). Because of these factors, Palestinian camps became the focal point for the birth and growth of the Palestinian Revolution. It was in the camps that Palestinian women slowly began the painful path to change -- initially due to economic necessities. Women in the refugee camps were obligated to join in with the family to help provide for food

and shelter, which eventually led to a shift in relations between members of the family. Gradually, the number of girls attending school increased. The economic needs of the family forced women to acquire education and to seek employment, resulting in a separation from the family's domain. During this phase, we note a significant increase in the number of working women. In 1965, for example, there were 2,258 Palestinian women employed by the Kuwaiti government as teachers. According to AL-Khalili (1977), significant changes in the role of women during this period were more apparent among urban families.

The role of Palestinian women in the Revolution during the Second Phase, like the First, was restricted to participating in political demonstrations. Most of the women politically active during this time were those who had some education or who were related to men who were themselves politically active. Al-Khalili (1977) suggests the main reason for the Palestinian women's limited political involvement was not because of her hesitancy but rather because of her society's resistance to her involvement. Political activity on the part of the woman would have necessitated close dealings with men and subsequently would have aroused the family's fear of « loss of honor », resulting in the shaming of the entire family. Another prevalent fear was the very real possibility of her apprehension and imprisonment which would have subjected her to physical abuse by the foreign ennemy — in all likelihood a male enemy.

This period was a period of incubation and a period in which there were conflicting attitudes toward their role in the Revolution. None of the political parties during this period, not even the Communist Party, took a definitive stand with respect to women. The women that did join political parties were never elected to office nor were they entrusted with responsible duties. In the 1950s, women engaged in political activities through even more dangerous operations. In 1958, for exemple, Nadia Al-Salti, a college graduate, took part in the blowing up of a government building in Amman, Jordan. She was subsequently apprehended by Jordanian authorities and subjected to torture. Along with Al Salti, other women accused of political activism were apprehended and imprisoned during this time.

The Third Phase (1967-1976) was a period of dramatic change for the palestinian women. This was the period during which the Palestinian women, for the first time in an organized fashion, were able to bear arms. During the late 1960s a significant change occurred into the Revolution which led to the birth and crystallization of a Palestinian national identity. A number of political organizations

emerged, the largest of which was Fateh. With the continuation of the Revolution, Palestinian women became more and more active.

Although dramatic changes in the political involvement of Palestinian women occurred during this period, the changes always fell short of the rhetoric propagated by the male leadership of the Revolution. The only organizations that addressed the issue of women within the context of changing the society were socialist or Marxist in ideology. Neither the Union of Palestinian Women nor their umbrella organization, the Palestine Liberation Organization, has taken definitive stands with respect to the status of women; both have as their main objective the Liberation of the land.

Palestinian women have shown their political and revolutionary capabilities in their accelerated involvement in the Revolution. Their participation began in the 1920s and has been steadily increasing. This increase, however, has been limited to a small number as participation in political activities is still restricted to students and to women with education. Women do not hold any high ranking positions in any of the parties and remain an appendix to a man-made, man-led revolution. These limited changes, then, are not significant and have little effect on Palestinian society.

Studies conducted by Sarhan (1972) and Al-Khalili (1977) have indicated that despite some changes, traditional attitudes toward women have remained the same within Palestinian society. Changes in attitude that have occurred were correlated with educated, younger and urban people. In general, the male is still the dominant figure whose wishes must be respected by his wife and children. Prearranged marriages still exist in some sectors of the society and questions pertaining to sex are very sensitive. Few women are in touch with frustrations about their situation. Nada Al-Karmi (1971), a member of the Democratic Popular Front for the Liberation of Palestine (DPFLP) who was killed in the September 1970 war in Jordan, is open in her criticism of Palestinian Arab society's attitude toward women. She attributes the sexism of this society to a long history of traditionalism and feudalism in which women were not allowed to play a role in the shaping of the society. She also attributes the sexism of today's progressive Arabs to a lack of ideological commitment.

Feminism, as experienced by the West, has been imported by middle class and college educated Palestinian women. This imported Western-style feminism is not widespread nor is it organized. It is expressed mainly through the individualistic efforts of a very few women whom Al-Khalili (1977) considers mentally « imbalanced ».

He attributes this imbalance to their inability to cope with the conflict created from their newly acquired consciousness of themselves and the existing traditional sexism in their society. This conflict is all the more painful in a society in which living up the norms are all important. A case in point is that of May Ziyadeh, a Palestinian writer who, because of her attempts to reconcile this conflict, experienced a nervous breakdown. In 1936 she attempted suicide and was consequently hospitalized in an insane asylum. It could be argued, as did Boullata (In Print), that Ziyadeh's suicide attempt and hospitalization were closely associated with her liberation.

Palestinian women have taken and are now taking an active role in the Revolution and formation of organizations remains the most common form of participation. At present, the largest women's organization is the Union of Arab Women. The Union's Charter lists ten goals — the first of which is the gathering of feminine forces to aid the Palestinian people in their efforts to regain their homeland. The next five goals relate to the improvement of the situation of women and the inseparability of the land. Thus, 50% of the goals are geared toward an improvement in the status of women. The practical implications of these goals, however, have been slow in realization and are subject to a great deal of resistance from Palestinian Arab society.

ANALYSIS

Although the Palestinian Revolution is a relatively young one, there are numerous other factors that have worked against radical changes within Palestinian society. Many of these factors are inherent in Third World countries, macho societies and oppressed peoples.

In attempting to predict the outcome of the Palestinian Revolution as it relates to the role of women, it is not uncommon to draw analogies with other countries' struggles for liberation and change. The Algerian situation is often cited as an example of a people whose fight for the liberation of their land resulted in a unhappy set of circumstances for their women. Algerian society underwent many unexpected changes during its bitter fight against colonialism and during the period of resistance was able to leap several decades to a situation where women discarded the veil and fought against a common enemy. As soon as Algeria acquired its independence, however, things proved differently. Despite official pronouncements made to the contrary, the position of women in Alge-

ria after independance was just as bad as it had been before. Algerian women were still subjected to antifeminine, sexist jokes and paternalistic attitudes. After Ben Bella's fall, women were still oppressed and rhetorical statements made heretofore retracted. Boumedienne, his successor and the espouser of « Islamic Humanism », again treated women in much the same way. (Rowbotham, 1974). The Palestinian situation could conceivably go the way of the Algerian.

On the other hand, however, a look at the Chinese, Vietnamese and Cuban revolutions suggests that the Palestinian Revolution may repeat their experiences in that the Palestinians share with the Chinese and Cubans a common heritage of past colonization and severe oppression of women. The Cubans and the Palestinians, furthermore, share a macho culture. In the cases of both Cuba and China there have been radical changes made in the status of women. (Kristeva, 1975 and Rowbotham, 1974).

A heritage common to both the Algerians and Palestinians is Islam. Although there are Christian Palestinians, Palestinian society is considered by most Western educated anthropologists and sociologists to be a major cause for the stagnation, rigidity and underdevelopment found in Islamic nations, including Palestine. Only Islam, of the world's major religions, remained as it was in the 7th Century as the other religions, adopted by wealthier countries, underwent many changes and became progressively more liberal.

Although many scriptures in Islam favor men, these are a substantial number which protect women. Indeed, many of these progressive scriptures do not have a counterpart in Western countries. For example, in Islam a woman may keep her maiden name after marriage and her monies remain separate from that of her husband's and under her own name. (Abdul-Rauf, 1977). Though these provisions were made for women in the 7th Century, Mohammad's followers were never able to pursue this initiative. Is it due to Islam or is it due to the ignorance and underdevelopment of people inhabiting countries to which Islam is subscribed? Mer-nissi (1975) asserts that Arab women enjoyed a much greater amount of freedom in Pre-Islam than they do today. Why then are Moslem Arab leaders hesitant to change certain Islamic laws? Among Palestinians, there is a fear of alienating the religious people. (Al-Khalili, 1977). Among all the Arab leaders, it was only President Bourguiba of Tunisia who was able to defy the teachings of Islam by changing the family code laws to improve the status of

women. He was subsequently ridiculed and his mental health became the subject of inquiry.

It is simplistic to suggest that Islam is responsible for the lack of more impressive progress in the status of women in Palestinian society. If religion is an important determining factor in the improvement of women's status, how is one able to explain the gains made by women in Christian, industrialized societies as it has been shown that Christianity is not necessarily more progressive than Islam? It is thus the level of economic development of the society that is the deciding factor.

Mernissi (1975), in her comments on Moroccan society, makes the observation that, like most Arab men, Moroccan men fear women. She suggests that women may have been kept veiled in order to protect men from their uncontrollable desires toward women. These desires are considered weaknesses because they would tend to interfere with the man's attending to his manly duties. Palestinian Arab seem to be more fearful of women than Western men. As Al-Khalili (1977) points out, Palestinian Arab literature and myths are abundant with jokes which put women down and portray them as feared objects. This coincides with the dichotomized view that men in macho societies have of women. In such societies women are divided into good virgins (object of fear or respect) or bad prostitutes (object of denigration). In a society where men's macho image is crucial and maternal ties strong, it may be more comfortable to compartmentalize women into virgins and prostitutes.

In addition, studies have indicated that the more unknown and alien an object, the more it is feared. In Palestinian society, as in other Arab societies, there still exists a separation between the sexes. Women are not familiar objects and as such they may be feared. One method of dealing with a feared object is to denigrate it. The act of denigration makes that object less fearsome. Furthermore, the less secure a man feels, the more threatening a woman becomes. Karen Horney (1967) attributes male fears of women to early developmental feelings of insecurity. Whereas these feelings of insecurity are present in men at a very early age and related to fears of castration, feelings of insecurity in women are usually acquired at a later age and are environmentally conditioned. Another source of male feelings of insecurity is the significant biological difference between the two sexes. Whereas a man is constantly forced to prove his maleness to a woman, women do not have to prove their womanhood in as threatening a manner. Even a frigid female

is capable of having intercourse and bearing a child. However, an impotent man is unable to have an erection and therefore unable to have intercourse. The need to prove one's manhood on the sexual level is even more significant in oppressed societies such as the Palestinian. In such a society, the man's identity is very much related to his ability to keep his family in line, to reproduce and to be in control. His identity as a person is very much tied to his capabilities as a man -- especially in societies where he is stripped of power. The possible liberation of his women would definitely pose a threat.

Experience in Western societies has indicated that only when men have their own economic needs met and when they were able to gain a certain amount of inner security, where they capable of dealing with liberated women. Resistance to women's liberation movements is understandable in societies such as the Palestinian where men have experienced years of oppression by colonizers, feudal rulers and by Zionists. Within such a framework it is obviously going to require a very exceptional man to advocate women's liberation. It is an even more exceptional man that would be capable of relating to a liberated wife, mother or sister. Within this context one can understand the argument that favors the postponement of the woman's question until after the liberation of Palestine. This argument is legitimate within an evolutionary model. However, a revolutionary model could accomodate the liberation of women within the larger context of the liberation of the society and the land. This was recognized by the Russians, Cubans, Chinese and the Vietnamese. The leaders of all these revolutions made strong commitments to a change in the status of women at the inception of the revolution. (Rowbotham, 1977). Radical changes were introduced in Cuba and China and both societies demonstrate how these changes could be adapted to meet the needs of a specific society.

One of the fears repeatedly stated by Palestinians and other Arabs is that change would bring sexual decadence. This fear can best be attributed to ignorance of human psychology, female psychology and human sexuality. In a society in which sex is limited to « dirty jokes » and myths inherited from one generation to another, these fears are quite understandable. As such, it might be helpful to look at models of change which are more applicable to a Palestinian Arab society. The Cuban and Chinese models may be appropriate ones in that both societies have taken definitive stands against sexual decadence. In China, for example, the Party discourages premarital and extra-marital sex. However, Palestinian

Arabs and other Third World people seem to emulate the Western world, most probably because middle class and Third World people have had a Western education and have used Western models for change. Liberated Third World women, then, have followed in the footsteps of liberated Western Women.

Simone de Beauvoir (1965) comments on the bizarre nature of the oppression of women. Unlike any other oppressed group, women are the only ones who have a unique relationship with their oppressors in that their oppressors are their lovers, husbands, sons and fathers. They are their own flesh and blood and they are the ones they sleep with, make love to, and bear children with. In that sense, it is probably a very difficult oppression to rebel against. This rebellion could have very unusual and undesirable repercussions. It is a kind of rebellion where the woman's anger must become very familiar to her. Her actions must be very well studied. It is a love-hate situation that needs to be acknowledged and accordingly dealt with. This dichotomy exists even more in a Palestinian Arab situation where family ties are extremely close. It is very likely that most women are not aware of the hate part. Those who are themselves liberated have, in most instances, dealt with the conflict by the process of splitting. As such, it is not uncommon to find Palestinian Arab women, like other Third World women, choosing Western men as their object of love, whilst maintaining hostility and anger toward men in their society. This is a temporary solution which leaves the woman quite dissatisfied since her feelings toward men remain unresolved. The Palestinian Arab woman, unlike her Western sisters, belongs to a society where family ties are of a different nature and to rebel against a mother or father is not tolerated. Psychodynamically, this makes it very difficult for her to be in touch with that anger and hostility, her emotional capacity to resolve her conflicted feelings toward men in her society is arrested.

Economically, the situation also presents obstacles in that a Palestinian Arab woman who is economically dependent on her husband or other members of the family is not able to even entertain notions of liberation. This is indeed a luxury she cannot afford. Sociologically, how can a Palestinian Arab woman fight against men in her society when society will not allow her to function as a separate entity? Despite the teachings of Islam, it is still difficult for a widowed, divorced or single woman to lead an independent life, free of interference from her society and family.

CONCLUSION

Sheila Rowbotham (1974) asks herself some very poignant questions at the end of her book. She candidly expresses her own confusion about how to put together a workable model of socialism and feminism. She stresses the imitations of the Marxist model in providing all the answers -- the major shortcoming being that from its inception, Marxism was created to deal with capitalism as it was then and with the plight of the working man. Although Marx, Engels, Lenin, Trotsky and Stalin (1951) have addressed the issue of women, Rowbotham feels that their thrust, again, was more an attack of capitalism and an emphasis on production.

Models of feminism provided by Western societies have so far proven inappropriate for Third World countries. A major shortcoming of such models, such as the American one, is its middle class orientation. In a society where the majority of the people are middle class, this kind of feminism seems acceptable. It is not, however, a radical movement and its major concern is not a change of the society. It has not reached out to working class women, blacks or other minorities. Moreover, the primary objective of American feminists has been to promote more individual freedom for the woman and greater access to power.

Third World societies, such as the Palestinian, consist mainly of a privileged minority and a majority of oppressed, poor people. Marxism has been a viable method for changing similar societies. It has provided Third World countries with a maximal amount of change for the largest number of people within a relatively short amount of time. In most cases, this has included a change in the status of women. Juliet Mitchell point out, however, that the liberation of women remains a marginal issue in Marxist theory dependant on the emancipation of the working class (Rowbotham, 1974).

A Marxist revolution may bring the kind of needed change into Palestinian society ; it may not, however, necessarily bring the kind of liberation that women need. For a true liberation of women to occur, the Palestinian women herself must become aware of her oppression. Awareness can be followed by behaviors which would eventually lead to her liberation as well as the man's. Bebel, a German feminist, as early as 1879 pointed out that « women have as little hope from men as the workmen from the middle classes » (Rowbotham, 1974, p.8).

The assumption that the creation of new economic forms could automatically change relations between men and women is erroneous. Economic changes bring about only external changes in

people's lives. The deeper, more difficult changes such as attitudes toward women and sex can only be changed through the efforts of liberated women. In societies such as the Palestinian, the traditionalism of the people would make individual resistance on the part of the woman almost impossible.

There are many complications that women will encounter in their attempt to work toward liberation. They will encounter tremendous hostility from the men. In addition to the age-old response of an oppressor, Palestinian women will have to deal with men whose self-esteem has been jeopardized by many years of colonialism. The challenge for the liberated Palestinian woman is to combine successfully an awareness of her oppression by men along with a sensitivity to their psychic insecurities.

To accomplish such goals it is essential that liberated Palestinian men and women not postpone the issue of women until after the liberation of the land. It is also essential not to rely on socialism or Marxism alone to impose a solution to the situation of women. It is important that such difficult matters as sex be discussed right now. Marxism will ensure the spreading of change to as many people as possible. Socialist feminism will provide the society with a type of liberation that is better suited for the Palestinian woman. This feminism must be created by the Palestinian woman, not individually, but in a well organized collectiv manner.

History tells us that every oppressed class gained their liberation from its masters through its own efforts. It's necessary that woman learn that lesson, that she realize that her freedom will reach as far as her power to achieve reaches.

Emma Goldman (Rowbotham, 1974, p. 78)

REFERENCES

- Abdul-Rauf, M., *The Islamic View of Women*, Robert Spellar Publishers and Sons, Inc. New York, 1977.
- Al-Khalili, G., *Al-Mar'a Al-Falastiniyah wa Al-Thawrah*, Markaz Abhath Munazammat Al-Tahrir Al-Falastiniyah, Beirut, 1977.
- Al-Sa'dawi, N., *Al-Mar'a wa Al-Jins : Al-Untha Hia Al-Asl*, Al Muassasah Al-Arabia Lildirasat wa Lilnashr, Beirut, 1974.
- Boullata, K., *Women of the Fertile Crescent*, Three Continents Press, In Print.
- Chesler, Ph, *Women and Madness*, Avon Books, New York, 1972
- de Beauvoir, S., *The Second Sex*, Vintage Books, New York, 1952.
- El-Karmay, N., *Palestine Resistance Bulletin*, N° 10, 1971.
- Horney, K., *Feminine Psychology*, W.W. Norton and Co., Inc. New York, 1967.
- Kriteva, J., « on the Women in China », *Sings*, 1975, 1, 57-81.
- Marx, K, Engels, F., Lenin, V.I., Stalin, J., *The Woman's Question*, International Publishers, New York, 1951.
- Mernissi, F., *Beyond the Veil : Male-Female Dynamics in a Moderns Muslim Society*, Scheukman Publishing Co. New York, 1975.
- Rowbotham, S., *Women Resistance and Revolution*, Vintage Books, New York, 1972.
- Sarhan, B., « Taqlidiyyat Al-Mar'a fi Lubnan wa Musharakatiha fi Al-Thawrah », *Shuun Falastiniyah*, 6-10, 1972.
- Turki, F., *The Disinherited*, Monthly Review Press, New York, 1972.

AUTOGESTION

et
socialisme

N. 41-42 Juin-Septembre 1978

RECHERCHES SUR L'AUTOGESTION AUTOGESTION DE LA RECHERCHE ?

Histoire et sociologie de la seconde conférence internationale
sur l'autogestion

Présentation par Yvon BOURDET, Olivier CORPET, Jacqueline PLUET.
Yvon BOURDET : Histoire et sociologie de la conférence. Jacqueline
PLUET : Le travail des commissions, essai thématique d'ensemble.

RAPPORT DES COMMISSIONS

1 — Conditions politiques de l'autogestion généralisée. 2 — Mouvement ouvrier et autogestion. 3 — Démocratisation des entreprises. 4 — Planification et autogestion. 5 — L'autogestion et l'organisation de l'espace et des communautés ; régions et minorités. 6 — Culture, besoins humains et autogestion ; L'autogestion de l'information et de la formation.

TABLES RONDES

1 — La revendication autogestionnaire dans les pays de l'Est — Intervention de Andras HEGEDUS. 2 — La transition vers l'autogestion dans les pays industriels développés. Intervention de Gerry HUNNIUS - Intervention de Alain TOURAINE.

EXTRAITS DES ACTES

René LOURAU : L'autogestion comme condition du dépérissement de l'État. David A. NICHOLS : Energy Technology and workers' control, a critical assessment of the Self-Management movement in the USA United States. Marie-Odile MARTY, Pierre RICHARD, Renaud SAINSAULIEU, Pierre-Éric TIXIER : Autogestion et fonctionnement collectif. Jiri KOSTA : Socialist economic systems and participation in decisions. Fabrizio SABELLI : Du préalable au possible, formations communautaires et pratiques autogestionnaires. Jacques ARDOINO : Note sur l'autogestion. Jacques GUIGOU : Autogestion et formation, l'action contre-éducative des conseils.

Abonnement pour 4 numéros : France : 75 F.

Etranger : 85 F.

Direction - Rédaction - Administration - Abonnements
12 avenue du Maine, Paris 15, Tél. 548-42-58 - 222-76-82

La crise de 1929 en Afrique du Nord

Alain Sainte-Marie

Entre 1930 et 1936 les trois pays d'Afrique du Nord soumis à la domination française connaissent une évolution démographique, sociale et politique dans laquelle, avec le recul bien souvent nécessaire à l'intelligence globale des faits, on croit pouvoir déceler une brutale accélération de la logique qui conduit à l'émancipation (1).

C'est aussi l'époque de la crise économique mondiale. Nous savons qu'il ne peut y avoir, dans un milieu donné, parallélisme entre deux mouvements de pareille importance mais obligatoirement interaction, complémentarité, selon une dialectique variable mais toujours contraignante. Nous connaissons aussi les difficultés d'une vision totale, d'une explication générale car nous butons sans cesse sur des nuances, des cas particuliers, des différenciations selon le lieu, le groupe social, le secteur économique..., sur des variations chronologiques sans compter la difficulté à différencier les effets et les causes.

Plus la recherche historique s'approfondit, moins le schéma de la crise économique mondiale et de ses répercussions en Afrique du Nord paraît simple. Complexité et graduations sont peut-être excessives. C'était à un regroupement très vaste que nous invitaient les organisateurs du colloque. C'est un regroupement plus limité, dans un milieu apparemment plus homogène, que nous proposons.

Il faudrait pouvoir décrire avec certitude la situation d'avant crise. Il ne serait sans doute pas inutile d'en réétudier ou d'en préciser certains points. Mais il n'est pas question de remettre tout l'ouvrage sur le métier et cette méfiance à l'égard des travaux d'autrui n'est souvent qu'excès d'individualisme. Partons donc de ce qui semble acquis.

C'est l'époque de la colonisation triomphante qui s'affirme avec éclat et ostentation dans les cérémonies et publications du centenaire de l'Algérie (1930), dans la célébration du cinquantième de l'établissement du protectorat sur la Tunisie (1931), dans l'exposition coloniale internationale de Paris-Vincennes (1931), dans l'affirmation de la suprématie de l'Occident chrétien sur l'Orient musulman (Congrès eucharistique de Carthage en 1930). Apparemment la domination française est plus contraignante que jamais : centralisation, administration directe en pays de protectorat, politique berbère au Maroc (le dahir du 16 mai 1930) où la « pacification » paraît désormais en voie d'achèvement.

La colonisation rurale qui se poursuit rapidement au Maroc atteint en Tunisie et en Algérie les limites de son extension. On relève l'essor anarchique et quelque peu frauduleux du vignoble, la mécanisation qui commence à peser sur l'emploi et qui s'effectue avec l'aide des instruments de crédit, les progrès et les vastes projets de l'hydraulique rurale et l'essor de nouvelles cultures d'exportation (agrumes, primeurs) qui ouvriront des possibilités de reconversion lors de la crise.

Pourtant des menaces voilées mais profondes sont, plus que les résistances armées et les révoltes ponctuelles qui semblent appartenir au passé, susceptibles de remettre en cause et cette domination et cette prospérité inégalement partagée. Parmi elles, ou plus exactement à leur point de départ : l'évolution démographique, les conditions locales de la production et de la distribution des revenus, la structure et les conditions des échanges avec l'extérieur. La crise économique mondiale, les modifications de la situation politique française agissent, simultanément ou successivement, comme des révélateurs ou des accélérateurs de ces phénomènes avec évidemment des implications sociales et politiques.

Mouvement de fond

La démographie

Il n'est pas question de reprendre ici les travaux déjà effectués et souvent très détaillés (2), mais de relever les éléments caractéristiques de l'évolution de la démographie de l'Afrique du Nord.

On lit clairement sur les courbes semilogarithmiques que c'est entre 1926 et 1936 que la population algérienne commence à s'accroître à un taux nettement supérieur de celui de la population européenne d'Algérie. La démographie maghrébine, sous l'impact de la colonisation, commence à prendre les aspects par lesquels nous caractérisons aujourd'hui les pays en voie de développement et son

taux d'accroissement annuel, avec un léger retard pour le Maroc, atteint ou dépasse les 2 %. Evolution qui devrait amener à repenser les termes du développement économique et de la domination politique (3), mais dont on ne prendra conscience que progressivement et sans vouloir en tirer les conclusions les plus désagréables ou les plus courageuses.

Dans les années trente on en ressent toutefois les effets secondaires : exode rural, gonflement des centres urbains dégradés (médi-nas, kasbahs), apparition de gourbivilles ou bidonvilles. On peut mettre ces faits en relation avec la crise économique mais sans être sûr, a priori, qu'ils soient sous sa dépendance tant ils apparaissent déjà liés à la longue durée d'un mouvement non fini. Autre aspect sensible : l'émigration. Le discours colonial, à l'envie, déplore le manque de main d'œuvre ou plutôt s'alarme d'une possible pénurie d'où les sombres perspectives d'une augmentation des salaires et d'une réduction des profits et du niveau de vie de la population européenne. Vision peu perspicace mais les contemporains, bien souvent, ne perçoivent les faits qu'en fonction de leurs idées acquises et de leurs intérêts immédiats. Il est indéniable que la crise stoppe l'émigration et entraîne un mouvement de reflux dont il faudra situer les prolongements sociaux et politiques.

Il y a donc, pour autant que l'expression ait un sens, un tournant capital dans les années trente : une partie des populations locales échappe aux structures traditionnelles, constitue un prolétariat ou un sous prolétariat urbain, facteur favorable à la prise de conscience politique et à sa redistribution vers les campagnes avec lesquelles les nouveaux citadins conservent d'étroites attaches. Ailleurs la sensibilisation s'effectue par l'émigration et l'Etoile nord-africaine, constitué à Paris en milieu immigré, s'implante en Algérie avec le mouvement de retours provoqué par la crise métropolitaine.

Les conditions de la production

En Afrique du Nord, comme ailleurs, la nature est contraignante et les options politico - économiques têtues. Il n'y a pas eu de miracle et la trilogie méditerranéenne continue à s'imposer. Les rendements céréaliers sont limités par la nature des sols et la pluviométrie et si l'agriculture moderne, coloniale dans son immense majorité, obtient des rendements doubles de ceux du secteur traditionnel, elle plafonne à 12/15 qx à l'hectare. Globalement, en Algérie, la période 1919-1939 est marquée par une régression de la production céréalière : sols insuffisamment ménagés, extension de la culture (sous la pression de la démographie et des refoulements liés à

la colonisation et aux progrès d'autres cultures) dans des régions peu propices et très sensibles aux aléas climatiques, l'expliquent. La quantité de céréales disponible par tête d'habitant diminue donc régulièrement. On ne peut pourtant pas, au moins globalement, conclure à un déficit puisque, jusqu'à la deuxième guerre mondiale, l'Algérie reste un exportateur net de céréales sauf en cas de très mauvaise récolte (1931 ou 1936 par exemple). La production est aussi très irrégulière et toute étude de l'économie nord africaine pendant la crise mondiale ne peut se dispenser de faire référence au volume annuel des récoltes. En Tunisie et au Maroc, à cause du décalage chronologique car l'évolution est fondamentalement la même, colonisation rurale et production céréalière continuent à progresser ; mais en Tunisie on atteint déjà la limite des terres expropriables sans créer de graves tensions sociales et politiques et au Maroc on s'en approche rapidement.

Le vignoble s'étend et le volume de la récolte croît régulièrement mais dans des conditions de marché tellement artificielles que l'on peut se demander alors si ce n'est pas un handicap durable qu'est en train de se donner l'économie nord-africaine. Et malgré la crise, sur la vitesse acquise, le vignoble poursuit son expansion jusqu'en 1935, avec, pour tourner les réglemens limitatifs, extension aux terres des fellahs algériens. En liaison avec l'aménagement de la nature et les vastes projets d'irrigation, on envisage un important développement des agrumes, des primeurs, de certaines plantes industrielles. Le programme d'édification de barrages-réservoirs concerne l'Algérie et le Maroc à partir des années vingt, mais les conditions naturelles et les choix politiques le limitent essentiellement aux régions de colonisation. Les réalisations s'échelonnent dans les années trente et l'équipement des zones irriguées est lent : en 1940, à peine 25 000 ha en Algérie, 2 ou 3000 au Maroc.

On a souvent souligné le dualisme de l'agriculture nord-africaine et la faiblesse des relations entre un secteur moderne profondément engagé dans la commercialisation, ayant massivement recours au crédit, volontiers spéculatif et un secteur traditionnel, en autosubsistance, en marge des modifications techniques, des circuits commerciaux et financiers. C'est un peu trop schématiser. L'agriculteur, le pasteur nord-africain doit nécessairement commercialiser une partie de sa récolte pour payer les impôts, rembourser ses dettes, effectuer en numéraire quelques achats indispensables : tissu, thé, café, sucre... Mais cette commercialisation se fait souvent dans les pires conditions : vente après la récolte donc au plus bas cours, avec rachat éventuel pour la soudure, et a sou-

vent pour corollaire la sous-alimentation. Le fellah n'ignore pas non plus le crédit et pour lui permettre d'échapper à l'usurier l'administration coloniale a mis en place des Sociétés de Prévoyance, il est vrai financées par eux-mêmes (centimes additionnels sur les impôts directs), et qui fournissent des crédits de campagne, des prêts de semence mais ne permettent pas une vraie modernisation et ne suppriment pas l'usure pour ceux qui ne présentent pas de garanties suffisantes. Au total un simple crédit de soutien, peu de chose par rapport à l'agriculture coloniale profondément et apparemment indéfiniment endettée à cause de la faiblesse des capitaux propres des colons, des aléas climatiques, de son caractère spéculatif, de sa volonté de modernisation et des facilités qu'elle trouve auprès des organismes de crédit. L'apparente prospérité de l'après guerre et les encouragements officiels à la colonisation rurale n'étaient pas faits pour l'inciter à la modération.

Le Maghreb est fondamentalement perçu par la métropole comme un fournisseur de denrées agricoles et de matières premières industrielles. Aussi, outre l'agriculture, s'intéresse-t-elle particulièrement à la production minière. S'il n'y avait pas d'Eldorado certaines richesses se révélaient solides : le fer de l'Algérie où le gisement de l'Ouenza entraînait enfin en production en 1921, complété en 1930 par le gisement voisin de Bou Khadra, les phosphates de la Tunisie et surtout du Maroc. L'exploitation de la plupart des autres gisements, plus ou moins importants, plus ou moins bien placés, est sous l'étroite dépendance des cours mondiaux, de débouchés, de main d'œuvre qualifiée... aucun effort n'a été véritablement fourni pour implanter un secteur industriel. La guerre de 1914-18 avait bien montré les inconvénients d'une dépendance quasi totale à l'égard de la métropole, on avait bien évoqué la possibilité d'installer des hauts fourneaux à Bône, mais dès que les conditions redevenaient « normales » le projet est abandonné. L'exploitation minière se contente donc de contribuer pour une part notable au trafic ferroviaire, aux exportations (surtout en Tunisie et au Maroc) et à l'activité portuaire et de fournir accessoirement des emplois (11 200 mineurs en Algérie) et des ressources au budget. Les cours des minerais après guerre ne se maintiennent élevés qu'un temps relativement bref : jusqu'en 1925 pour le plomb, 26 pour le zinc, 27 pour les phosphates et 29 pour le fer. Ainsi, dans ce domaine, le renversement de tendance précède le krach de Wall Street et la crise proprement dite.

Faiblesse industrielle certes, mais aussi médiocrité de l'artisanat, victime de sa sclérose, mais plus encore du manque de crédits et de

protection douanière à l'égard des produits des industries françaises et autres, et son processus de dégradation est déjà bien entamé. Par contre se poursuit, en particulier grâce aux emprunts, l'équipement du Magreb : hydraulique, routes, ports et voies ferrées. Ces dernières liées parfois à des considérations stratégiques mais plus encore à l'essor de l'agriculture moderne et de l'exploitation minière. Compléments de détail en Algérie et en Tunisie, équipement de base au Maroc, l'édification du réseau ferroviaire se poursuit en pleine crise : ouverture de la ligne Oujda-Bou Arfa en 1931, Benguerrir-Safi et Oujda-Nemours en 1936. Emprunts, éventuellement, déficit, ferroviaires contribuent à grever le budget.

L'économie nord-africaine apparaît tournée vers l'extérieur, vers la France d'abord et c'est souvent par son intermédiaire qu'elle perçoit, plus ou moins amorties, les fluctuations du marché mondial.

Les conditions de marché

Ce troisième terme est peut-être le plus caractéristique et en tout cas celui par lequel nous rejoignons directement les effets les plus spectaculaires de la grande dépression. C'est un aspect aisément perceptible et donc bien connu. Nous nous limiterons à quelques remarques :

- Un certain nombre de produits exportés sont sous la dépendance directe des cours mondiaux : les minerais, les produits de cueillette (liège, alfa), et quelques denrées agricoles comme l'huile d'olive tunisienne.

- La plupart des exportations agricoles sont sous la dépendance du marché français, seul ou principal client. Dans leur totalité le vin et les céréales d'Algérie et aussi les agrumes, les peaux, les laines, les primeurs... dans la limite de contingents, admis sur le marché français à des prix privilégiés, le blé tendre du Maroc, le vin de Tunisie. Ces contingents restrictifs mais établis en faveur de cultures de colonisation, sont fixés en 1928 à 1,8 million de quintaux de blé tendre et 550 000 hl de vin. On mesure ainsi l'importance des règles douanières entre la France et les pays du Maghreb qui vont de l'assimilation totale entre la France et l'Algérie depuis 1884, avec monopole du pavillon, à la réglementation internationale institué en 1906 par l'accord d'Algésiras pour le Maroc, en passant par l'union douanière presque totale avec la Tunisie.

- L'Afrique du Nord a une structure commerciale de région sous-développée : produits bruts contre produits manufacturés, d'où l'importance de l'évolution des termes de l'échanges ; et aussi de

région dépendante, la majorité de ses échanges se faisant avec la France, à la fois avantage (débouchés assurés) et inconvénient (prix imposés), autrement dit inconvénient en période de prospérité et protection en période de crise.

— La crise des années trente n'est pas la première que connaît l'Afrique du Nord. L'Algérie, à l'évolution plus précoce, a connu le contre-coup de celles de 1848, 1895/6, 1901/02, 1907/8..., crises de l'économie européenne ou mondiale, mais aussi, se cumulant assez souvent aux précédentes, les crises de surproduction du vignoble français. Le Maghreb est donc lié étroitement au marché mondial et plus encore au marché français et les crises amènent l'opinion locale, longtemps seule l'opinion européenne, à souhaiter selon les secteurs, selon les circonstances, ou une plus grande autonomie ou une plus grande assimilation non seulement sur le plan économique mais aussi sur le plan politique.

La conjoncture de crise

Il faut avoir conscience des particularités des pays colonisés qui ont leur propre crise structurelle et qui en plus, en ce début des années trente, subissent « les ondes de choc du marché international ». Il faut se rappeler aussi que l'Afrique du Nord n'est pas une, que secteur colonial et secteur traditionnel s'interpénètrent peu, que les stades d'évolution et de domination de la colonisation varient selon les pays et que donc une étude par pays serait parfois plus cohérente, mais puisque nous tentons une synthèse qui peut se rattacher à un ensemble plus vaste, l'Empire colonial français ou la Méditerranée, nous conserverons une perspective maghrébine.

Les aspects agricoles

Les cours mondiaux des produits agricoles sont en baisse dès avant le krach de Wall Street mais, par la suite, la désorganisation de l'économie mondiale, l'existence de stocks importants, l'affaiblissement du pouvoir d'achat, les tendances protectionnistes ou autarciques, l'inertie de la production agricole qui ne régresse que très lentement (on commence même souvent par essayer d'augmenter la production pour compenser la baisse des prix), entraînent un effondrement spectaculaire. Si l'on se réfère aux indices cités par J. NERE (4), ceux des prix agricoles subissent une chute comprise entre la moitié et les deux tiers en 1931 par rapport à la moyenne des années 27-29 ; (base 100) ; le blé est à 52, la viande de mouton à 58, la laine à 37. Pour le Maghreb on peut chiffrer cette

baisse des cours, en relevant des nuances par rapport aux pays industriels. En ce qui concerne la Tunisie, globalement l'évolution agricole est la suivante : régression selon les produits à partir de 1927, 28 ou 29, perception de la crise au printemps 1930, chute brutale en 1931/32, creux en 1933, 34 ou 35, reprise générale mais modérée en 1936, s'accroissant en 1937. Pour préciser analysons trois exemples caractéristiques : les céréales le vin et l'huile d'olive.

Dans le domaine de la production céréalière il est important de distinguer le blé tendre, culture commerciale par excellence, du blé dur et de l'orge surtout produits par le secteur traditionnel. Il n'en reste pas moins que toutes les céréales connaissent, dans leur partie commercialisée, une dépréciation de même ampleur, traduisant le poids des cours mondiaux, bien que l'effondrement soit longtemps retardé par l'accès au marché français protégé, et donc le désenclavement des campagnes maghrébines, car cette dépréciation est en grande partie indépendante du niveau de la récolte : en Tunisie par exemple les mauvaises années, 1933, 34, et 36 pour le blé, n'entraînent pas une remontée des cours, d'autant plus que les stocks des bonnes années (1932 ou 35) pèsent sur eux. Localement les baisses peuvent encore être plus prononcées que celles constatées sur les marchés urbains ; dans les régions de collecte difficile, l'abattement est de 10 à 20 F par quintal. Si, par rapport à une base 100 pour 1926 - 28, le minimum est, à l'échelle de l'Algérie, de 43 en 1935, il descend à 38 dans la vallée du Chélif victime de sa faiblesse en moyens de stockage... et d'une série de bonnes récoltes. Les cours descendent partout nettement au dessous d'un niveau rémunérateur et les tentatives de fixation de prix minima (115 F le quintal de blé tendre en juillet 1933, 104 F en 1934) sont emportés par la loi d'un marché dont rien d'autre ne tempérait la liberté. Si les cours remontent lentement à partir de 1936, c'est à la fois sous l'influence de mesures de régularisation cohérentes et d'une meilleure conjoncture mondiale.

Les huiles d'olive de bonne qualité, destinées à l'exportation, souffrent à la fois de l'avilissement des huiles de graine, d'où une concurrence accrue, et de la fermeture du marché italien, son principal débouché (5). Le vignoble nord africain, lui, est guetté en permanence par la crise de surproduction, menace aggravée par l'augmentation inconsidérée des surfaces qui atteignent leur maximum en 1934 en Tunisie, en 1935 en Algérie, alors que les plantations se poursuivent au Maroc. Ce ne sont donc que de nouvelles crises de surproduction qui le touchent en 1931 et en 1934/35, et d'autant

plus gravement que l'extension du vignoble est particulièrement anarchique. En Algérie, les facilités commerciales, la médiocre rentabilité des céréales dont les rendements plafonnent, la crainte d'une interdiction trop tôt dévoilée de nouvelles plantations, entraînent une sorte de phase hystérique entre 1929 et 1934 qui tourne les règles du statut viticole que les autorités, sous la pression du midi métropolitain, tentaient de mettre en place. Car il ne faut pas oublier que la quasi totalité de la production est écoulée en France et que les crises viticoles naissent essentiellement de la conjonction de bonnes récoltes métropolitaines et algériennes, comme c'est le cas en 1934 avec une récolte française record de 78 Millions d'hl (et encore zè- en 1935) et une récolte algérienne de 22 millions d'hl. L'aggravation de la crise en Algérie en 1934/35 est liée à la mévente du vin et la reprise de 1936 à une vendange française particulièrement médiocre.

Chaque secteur agricole peut donner lieu à une analyse détaillée faisant apparaître des nuances selon les produits (la laine perd les 2/3 de sa valeur alors que primeurs et agrumes résistent mieux et s'exportent en quantités croissantes), selon les régions, les années... Ce qui n'est pas sans importance au niveau des reconversions agricoles et des répercussions sociales et politiques. Mais il saute aux yeux, et sans doute pour la première fois en ce secteur, que la conjoncture mondiale a plus d'importance que le niveau de la récolte locale : c'est la bonne récolte qui effraie car on ne saura où la stocker, car elle fera encore baisser les prix. Et si les récoltes déficitaires de 1935 ou/et de 1936 permettent de résorber les stocks, relèvement des cours est lié à l'amélioration de la situation française et mondiale. Apparemment aussi, c'est le secteur engagé dans la commercialisation qui est le plus durement touché, alors que l'agriculture dite d'autosubsistance devrait bénéficier de la baisse des céréales de soudure et des produits de première nécessité importés, mais la réduction des salaires des ouvriers agricoles, la hausse de la fiscalité, l'impossibilité pour les petits fellahs « de se refaire d'une année déficitaire pur acquitter dettes et impôts, font que, de proche en proche, une large proportion de la population rurale subit les retombées de la crise.

Les productions non agricoles

C'est certainement dans le domaine minier que la crise a les effets les plus spectaculaires et souvent les plus précoces : dès le second semestre 1930 les cours s'effondrent, les exportations chutent, les mines ferment ou réduisent fortement personnel et horai-

res. Les causes en sont simples : cette production, entièrement exportée, ne bénéficie d'aucun marché réservé et pour les sociétés exploitantes l'Afrique du Nord, sauf en ce qui concerne les phosphates, n'est qu'un élément de la stratégie minière mondiale et « la production nord-africaine suit la politique des sociétés à travers le monde ». Les investissements sont souvent réduits, d'où des coûts d'exploitation relativement élevés malgré une main d'œuvre bon marché ; en fait les concessionnaires spéculent sur des cours élevés si bien que toute récession s'accompagne de fermetures et du licenciement massif de travailleurs mal protégés : en Tunisie, en 1932, il en reste, par rapport à 1929, que deux mines de plomb et zinc en activité sur 37 ; 3 de fer sur 5 ; 4 de phosphate sur 6, et le nombre de mineurs est réduit des 2/3.

Toutes les courbes sont à la fois éloquentes et convergentes : baisse antérieure à octobre 1929, effondrement entre 1931 et 33 : plus de 50 % pour le fer de l'Ouenza et les phosphates tunisiens, de 70 à 80 % pour le zinc et le plomb. Partout ce ne sont que mines fermées et demandes d'aides à l'Etat. La crise est d'autant plus profonde que l'activité minière est aussi victime de la dévaluation de fait de la livre sterling (sept 1931) puis du dollar (1933) : or les contrats de vente étaient souvent conclus pour plusieurs années et libellés en livres, la concurrence américaine se renforce et l'on se plaint aussi du dumping russe. A partir de 1934 (le manganèse du Maroc par exemple) ou de 1935, le réarmement de l'Europe permet une reprise de la plupart des minerais. Elle est plus lente, plus incomplète pour les phosphates quelque peu victimes d'une réorganisation du marché mondial. Au Maroc, malgré la création du B.R.P.M., la crise est nette, brutale, car les mines « étaient au début de leur équipement, le problème des transports n'était pas encore résolu d'une manière satisfaisante pour la plupart des produits, les prix de revient étaient élevés. Il eut été nécessaire de faire appel à d'importants capitaux pour relever le niveau de la production mais la chute des prix interdisait cette politique d'investissements ». Une exception toutefois, les charbonnages de Jerada, ouverts au tout début de la crise et qui alimentent un marché intérieur qui peut absorber toute leur production.

Cette aptitude du marché intérieur à amortir, voire à effacer la crise se retrouve dans le cas des industries de transformation. Elles sont relativement peu affectées surtout au Maroc, si ce n'est pas le ralentissement des investissements lié en particulier au reflux des capitaux et des profits (6). Le bâtiment souffre inégalement du marasme économique, les grands travaux davantage des écono-

mies budgétaires et de la réduction relative de la part du budget extraordinaire, alors que les chemins de fer cherchent des économies dans des compressions de personnel. L'artisanat est affecté à la fois par les difficultés d'exportation, la contraction du tourisme et la baisse des produits importés. A Fès, à Tunis (où la laine, le cuivre et les chéchias sombrent), etc, ces difficultés ne peuvent manquer de provoquer un malaise dans les médinas.

La plupart des secteurs sont donc touchés et d'autant plus qu'ils sont liés aux échanges internationaux.

Le commerce extérieur

C'est par excellence le domaine des courbes : importations, exportations, globales ou par produit, en poids ou en valeur, en francs courants ou en francs constants éventuellement déflatés par l'indice des prix en gros pour refléter l'évolution en pouvoir d'achat...(2). Ce qui n'est pas sans intérêt car si la crise mondiale s'inscrit en creux sur les courbes du commerce extérieur exprimées en francs courants, des analyses plus fines comme celles de J.MARSEILLE et de R. GALLISSOT (7) permettent d'aboutir à des conclusions qui nuancent le schéma classique :

– la première réaction face à l'avilissement des prix, pour maintenir les profits, est de chercher à augmenter les quantités. Aussi relève-t-on, pour l'Algérie, une augmentation des échanges en tonnage et au Maroc, la chute des exportations de phosphate est en partie compensée par le développement d'autres exportations, en particulier le blé tendre. Aussi, exprimée en francs constants, la crise est-elle presque entièrement estompée (Algérie) ou fortement affaiblie (Maroc). Ce qui est grave c'est donc la mévente : ainsi en Algérie on perçoit nettement le creux de 1934/35 lorsque les exportations de vin diminuent d'un tiers, mais l'accès au marché français, à des prix protégés, permet de l'éviter pour beaucoup d'autres produits.

– comme Algérie et Maroc bénéficient aussi de la baisse des produits manufacturés importés et que cette baisse est proportionnellement plus importante que celle qui touche les produits bruts exportés, leur balance commerciale s'améliore : « pendant les années de crise, l'indice des termes de l'échange – marchandise de l'Algérie a toujours été supérieur à 100, c'est à dire toujours favorable à l'Algérie ». Des causes locales contribuent à cette amélioration de la balance commerciale ; au Maroc le développement de la production d'électricité hydraulique et de charbon permet de réduire les importations d'énergie. Il faut cependant souligner que

cette contraction est surtout liée, d'une part, au ralentissement des investissements publics et privés et d'autre part à la diminution de la consommation intérieure, donc à celle du niveau de vie. On relève ainsi des baisses notables sur des postes d'importation caractéristiques : tissus, sucre et thé surtout consommés par la population autochtone, ou automobile, matériel agricole, engrais... qui intéressent davantage le secteur colonial.

— on peut encore, en regroupant les données, aboutir à une hiérarchisation économico-sociale de la crise : au Maroc « le commerce se contracte mais améliore sa balance, les entreprises spéculatives sont atteintes, en premier lieu la construction, la production des phosphates est en difficulté, mais l'industrie travaille » (R. GALLISOT) ; en Algérie « les principales victimes de la crise sont les sociétés capitalistes (surtout minières), les principaux bénéficiaires les colons, les indigènes étant relativement épargnés » (J. MARSEILLE).

La Tunisie aurait, sous réserve d'une étude comparable aux précédentes, été la plus frappée par la baisse de la demande extérieure : française pour les céréales et les vins (en 1930 interdiction du coupage des vins français avec des vins importés hors contingent), italienne pour l'huile (mesures de protection des huiles italiennes en 1932, représailles aux sanctions en 1935), anglaise, belge, suédoise pour l'alfa et les produits miniers.

Présentée en termes de commerce extérieur la crise n'aurait donc été que peu ressentie par le Maghreb, et parfois de manière favorable, or comme le souligne J. MARSEILLE « la leçon des chiffres va à l'encontre des réalités vécues ». Effectivement partout au Maghreb, on dénonce la gravité de la crise et de nombreux signes montrent sa réalité et sa profondeur. Et si la crise ne peut s'y analyser uniquement en termes de commerce extérieur c'est qu'il est victime d'une crise propre et particulièrement alarmante : la crise du crédit.

Les aspects financiers

La crise met en évidence le poids très lourd de la dette publique et des dettes privées : on insiste sur « la mise à découvert d'une économie d'emprunt, définition financière de l'économie coloniale », sur le fait que « les entreprises sont construites sur le crédit » ou « repose sur l'abus de crédit ». Encouragés par les facilités offertes, les colons faisaient largement appel au crédit pour défricher, planter, améliorer le matériel (en 1929 ils sont à la limite du suréquipement), financer les campagnes agricoles. Mais une telle situation

supposait des cours rémunérateurs, si bien que dès que les prix s'effondrent les producteurs ne peuvent plus honorer les échéances ; les organismes de crédit devant de larges découverts restreignent les prêts, certains même font naufrage. Le comptoir d'escompte d'Affreville, petite banque locale du Chélif, voit ses bénéfices s'effondrer « et comme les grandes banques lui refusent tout réescompte, il doit fermer ses guichets au début de 1935 ». La colonisation agricole maghrébine est profondément ébranlée; partout surtout entre 1933 et 35, ce n'est que bruit ou crainte de faillites, de saisies, de ventes judiciaires faisant chuter prix de la terre et du matériel agricole. Elle se déclare incapable d'honorer ses dettes auprès de l'Etat, des banques, des coopératives, des marchands de matériel. Ses difficultés risquent d'ébranler l'édifice colonial dans son ensemble et requièrent donc l'intervention des autorités.

Les difficultés financières, avec un volume moindre mais une acuité toute aussi grande, touchent la paysannerie nord-africaine : les remboursements aux S.I.P. (Sociétés indigènes de prévoyance) se font plus difficilement et comme elles manquent chroniquement de moyens financiers, elles accordent moins de prêts, d'où un développement de l'usure, de nombreuses expropriations (ventes à réméré, saisies immobilières) et en juillet 1934, dans beaucoup d'endroits, la situation est celle que reflète ce télégramme cité par Ch. R. AGERON : « Fellahs du département de Constantine dans situation désastreuse continuent d'être expropriés par saisies usurières faute crédit agricole – supplions entendre cri d'alarme (8). De toutes côtés, on se tourne vers l'Etat pour lui demander un sauvetage rapide.

Or les finances publiques sont elles aussi, bien évidemment, atteintes par la crise : les recettes douanières sont en baisse, de même que les redevances minières (en 1932 le produit net versé à l'Etat par l'Office Chérifien des Phosphates est trois fois plus faible que celui de 1931) ou forestières, et les impôts rentrent plus difficilement et le service de la dette tend à s'alourdir. La tentation est comme toujours, d'augmenter les impôts de consommation ou la fiscalité qui pèse sur les populations locales, priorité étant donnée à la colonisation qui a les moyens d'afzêrmer haut et fort ses revendications. Le Constantinois illustre assez bien cette situation (9). Le produit de la fiscalité directe qui pèse sur les paysans algériens après avoir cru de près de 40 % de 1926 à 1930, reste stationnaire de 1930 à 1933 ce qui signifie un fort alourdissement de la charge fiscale par rapport à une production agricole dépréciée. A partir de 1931 l'impôt commence à rentrer plus difficilement, l'endettement

croît, les saisies par le fisc ou les créanciers quadruplent entre 1929 et 1932 ; certains vendent leur terre à vil prix et, entre 1932 et 1934, le solde au profit des Européens est de 26 000 ha. Dans cette région, la crise fut plus dommageable aux fellahs qu'aux colons, mieux soutenus par le crédit et bénéficiant de réformes fiscales en décembre 1934. Par l'augmentation des impôts et par la réduction des dépenses, colonie et protectorats ont de nouveau un budget en équilibre mais à un niveau bien inférieur qu'antérieurement à 1930.

C'est la crise financière qui suscite l'intervention de l'Etat. Garant de la colonisation, surtout officielle, il ne pouvait la laisser emporter par la crise au lendemain de la célébration du centenaire de l'Algérie. Il lui faut donc couvrir les déficits des S.I.P., des caisses de crédit agricole mutuel, consolider les dettes des colons, lutter contre l'usure qui faisait des ravages en milieu musulman, mais aussi chez les petits colons, arrêter le mouvement des saisies mobilières et immobilières des ventes en justice de manière à désamorcer le malaise social et politique de plus en plus sensible.

Impact, traductions et séquelles

Au niveau global nous avons cru pouvoir déceler que la crise fut essentiellement financière, résultant à la fois de la chute des prix à l'exportation et de l'excès d'endettement de la colonisation rurale. En outre les mines ferment, les emplois et les salaires, surtout agricoles, se réduisent alors que refluent les émigrés, la fiscalité reste élevée... Malgré des nuances régionales, locales, sectorielles, la crise est partout présente et se traduit par un « malaise » sensible sous diverses formes.

Altérations et agitations sociales

La colonisation rurale et la crise :

Elle n'arrive plus à vendre à des prix rémunérateurs, à faire face aux échéances, à trouver du crédit et elle se sent guettée par la saisie. Mais c'est aussi l'enfant gâté de l'administration et son influence, en particulier au sein des organismes représentatifs, est sans commune mesure avec son importance numérique. Elle est de surcroît organisée et effectue des pressions constantes pour obtenir la revalorisation des produits agricoles, la cessation des expropriations et des saisies, le moratoire des créances et la répression de l'usure... Cette action ne manque pas de virulence, notamment celle des « colons tondus » au Maroc et celle des comités de défense paysanne en Algérie. Chez les Européens, car ils en ont la possibilité et

que cela fait partie de leurs habitudes mentales, le glissement au plan politique est immédiat et constant, avec une coloration coloniale : campagne contre l'ingrate métropole coupable de légiférer sur le vignoble algérien, de refuser à la Tunisie l'union douanière totale... « Ces mesures exaspèrent le colon et lui font prendre conscience de sa sujétion économique à l'égard de la métropole. Il proteste, menace de faire sécession, dénonce l'égoïsme de la mère-patrie qui le sacrifie à ses intérêts après l'avoir encouragé dans une entreprise dont elle lui avait caché les périls » (9).

Au Maroc la situation des colons n'est pas catastrophique, car la Résidence, dès le début de 1931, a suspendu l'expansion de la colonisation officielle et s'efforce de consolider les dettes des colons installés à ce titre : en 1933, la plupart ont évité la liquidation de leur entreprise même si 900 sur 3 500 environ sont dans une situation difficile voire inextricable. Pourtant le mouvement des « colons tondus » démarre fin 1933, à partir des chambres d'agriculture et réclame un minimum de 90 F pour le quintal de blé, une dispense pour trois ans des taxes et impôts... Pour faire pression sur la Résidence, se constitue un mouvement à la fois agraire et paramilitaire, « les colons tondus » qui, le 5 février 1934, portent en force leurs doléances à la Résidence. On retrouve des traits analogues en Tunisie, avec le meeting du 7 août 1934 au Gambetta Park de Tunis « ou l'on tint des propos d'une extrême violence » et surtout en Algérie où se forment, à l'imitation et dans le prolongement du dorgérisme, des comités de défense paysanne (10).

En Algérie, l'année 1935 est particulièrement agitée. Le meeting paysan d'Oran du 7 juillet 1935 est suivi d'un appel à la démission des élus du Constantinois où le cours du blé est au plus bas et le mouvement gagne la plupart des régions d'Algérie; les colons entendent aussi protester contre la législation viticole... A la fin juillet, un front paysan est mis sur pied : « en 1935, les agriculteurs adhèrent nombreux au Front paysan qui réclame la revalorisation des produits agricoles. la cessation des expropriations et des saisies, un moratoire pour les créances et la répression de l'usure. Pour montrer qu'ils soutiennent le mouvement contre l'administration les élus démissionnent dans la plupart des communes du Chélif ».(11). Les meetings se succèdent en août et en septembre affirmant leur mépris pour les politiciens, conviant les paysans, y compris les fellahs, à l'action directe, s'opposant par la force aux saisies et culminant, le 17^e octobre 1935, dans la « wheat party » de Mostaganem où plus de 600 sacs de blé furent jetés à la mer : un importateur-semoulier juif avait osé acheter des céréales étrangè-

res !. En fait ils attendent, et ils obtiendront en grande partie satisfaction: «l'acquittement public de leurs dettes ».

Ces mouvements sont désamorcés par le retour à une relative prospérité en 1936 et dépassés par le succès électoral du Front populaire en France. Mais au plan numérique les effets de la crise sont incontestables. En Algérie, il y avait 34 821 exploitants agricoles européens en 1930, on n'en retrouve plus que 25 795 en 1938. Il y a eu à la fois concentration de la terre et rachat, ici et là, par des propriétaires algériens qui forment la base même de la bourgeoisie foncière algérienne, au marché mondial au plan des rapports économiques, mais exerçant une domination sociale ne correspondant pas au mode d'exploitation capitaliste »(J.C.VATIN). Il faut ajouter un fort exode des colons vers les centres urbains, motif d'inquiétude pour certains observateurs qui y voient, avec l'arrêt du flux migratoire européen vers l'Algérie, une menace pour la domination française: « il y va du salut de notre race et de la sauvegarde de la souveraineté française dans l'Afrique du Nord ». La régression du peuplement européen dans les campagnes, le dépérissement de certains centres attestent le relatif échec de la colonisation peuplante.

Les fellahs et la crise :

Ceux qui sont endettés auprès des caisses de crédit agricole, des S.I.P. ou des usuriers connaissent les mêmes pratiques et les mêmes menaces que les colons ; ceux, souvent les mêmes, qui produisent en partie pour le commerce et l'exportation, subissent une forte baisse de leurs revenus tels les oléiculteurs du Sahel tunisien, « petits propriétaires dont toute la vie s'attache à la vente de l'huile ». Les salariés agricoles, s'ils gardent leur emploi et leur salaire, bénéficient de la crise, mais l'emploi se rétracte et l'une des premières mesures des colons en difficulté (dès 1930 dans le Chélif) est de réduire les salaires. Et il faut ajouter le poids accru de la fiscalité. Aussi n'est-il question que de saisies, de ventes en justice, de transferts de terres dont les prix s'avalissent en Algérie de près de 40 % de 1930 à 1934. Bien entendu, certains en profitent : « à l'intérieur du monde rural traditionnel, les transferts faporisent les usuriers et les spéculateurs, renforcent la puissance des gros propriétaires terriens et des négociants... La crise a renforcé l'emprise de la ville sur la campagne ». Elle profite aussi « aux auxiliaires administratifs de la colonisation (caïds, aghas) qui bénéficient d'un salaire et de facilités du fait de leur rôle dans la distribution du crédit ».

Localement les difficultés des campagnes algériennes sont aggravées par l'arrêt de l'émigration et les retours massifs (en 1928 il y

avait eu 42 000 départs et 25 000 retours, en 1931 le mouvement s'inverse et ce n'est qu'à partir de 1936, avec la reprise de l'activité de l'économie européenne, que les départs l'emportent à nouveau. D'où l'accentuation du sous emploi rural et la diminution très sensible des ressources de certaines communes : dans celle de Fort National, les envois postaux en provenance de l'étranger baissent de 25 % entre 1929 et 1933, de 49 % entre 1929 et 1935. (1)

Le malaise paysan se traduit par divers incidents : opposition à saisie à main armée, recrudescence du banditisme, des attentats contre les agents forestiers et culmine dans l'été 1934 avec les émeutes anti-juives de Constantine d'août et les incidents du Cap Bon et du Sahel tunisien en septembre. L'affaire de Constantine se passe en milieu urbain, mais la ville est à la fois un foyer de nationalisme et le marché d'une vaste région rurale. La tension y est aggravée par l'effondrement des cours du blé dur. Les paysans qui espéraient que la bonne récolte de 1934 leur permettrait d'éteindre leurs dettes, notamment à l'égard des prêteurs juifs de Constantine, sont donc particulièrement furieux. Ce n'est, bien sûr, qu'un élément d'explication. Les incidents tunisiens sont à la fois la résultante des difficultés paysannes (on signale à Béja, en février 1934, une manifestation de paysans misérables), et de l'action du Neo-Destour, les deux intimement liées et se développant avec l'accentuation de la crise. Les observateurs, même partiels, sont contraints, dans leur recherche des causes et des remèdes, d'invoquer la crise économique : « Profitant de la situation économique que la crise mondiale impose à la Tunisie, profitant de la désastreuse mévente des produits du sol, ou tout ou moins de leur vente à des prix déficitaires, comme du mécontentement légitime provoqué par cette situation, les agitateurs du Destour s'en furent partout prêcher la grève de l'impôt ». (*La Dépêche tunisienne*, 2 septembre 1934).

La sensibilité urbaine :

En elle convergent la plupart des difficultés liées à la crise : montée du chômage, exode rural, ruine de la petite bourgeoisie commerçante et artisanale. Les études urbaines (13) mentionnent de multiples signes d'agitations, grèves, meetings politiques, manifestations nationalistes, de chômeurs..., incidents à l'égard de la police, des juifs, des Italiens, des « renégats », en particulier en Tunisie en 1933, lors des obsèques de Tunisiens naturalisés à Bizerte, Tunis, Monastir etc... Elles révèlent aussi la croissance anarchique et quelque peu menaçante des médinas et des quartiers spontanés,

la radicalisation de la vie politique : l'accueil enthousiaste réservé au Sultan par Fès, en mai 1934, ne peut pas être dissocié des difficultés de l'artisanat local.

Toutes ces altérations et agitations se cumulent selon des combinaisons variables et exaspèrent un « malaise », antérieur à la crise, à la fois social et politique, ressenti sinon toujours bien expliqué par les contemporains. Dans tous les cas l'interrogation de l'Etat est requise, sinon exigée par les hommes et les faits, pour prévenir ou désamorcer des tensions génératrices de troubles.

L'intervention de l'Etat

Elle est plus ou moins précoce ; assez rapide au Maroc qui a l'économie la moins protégée, elle est beaucoup plus lente en Tunisie et surtout en Algérie où l'on répugne aux mesures inhabituelles. On espère que, comme dans les cas précédents, la crise passera rapidement et que des expédients suffiront à attendre le retour de la prospérité : amélioration du crédit, échelonnement des ventes, chantiers pour chômeurs ouverts par quelques municipalités... On compte aussi sur les grands travaux financés par l'emprunt, même s'il faut les réduire quelque peu, pour stimuler l'activité économique : c'est le sens des emprunts de 1932 : 3 300 millions de francs pour l'Algérie, 1535 pour le Maroc et 169 pour la Tunisie. Au Maroc, par contre, on cherche à trouver de prompts palliatifs à la crise : irrigation et primeurs, envoi d'une délégation en Californie pour étudier les cultures arbustives et de primeurs, action du B.R.P.M. dans le domaine minier, avec de vastes perspectives. Dans une déclaration du 27 décembre 1930, le Résident Général juge nécessaire d'élever le pouvoir d'achat pour élargir le marché intérieur par « une politique active d'industrialisation appuyée sur une mise en valeur intensive de toutes les ressources du sous-sol marocain ». Fin 1930, début 1931 on accorde de longs délais pour le règlement des dettes commerciales et surtout on crée la Caisse fédérale de la mutualité et de la coopération agricole.

C'est en effet dans le domaine de la réorganisation du crédit que se trouvait la principale urgence, car c'était à la fois l'élément le plus spécifique de la crise nord africaine et un domaine où l'Etat avait de grandes possibilités d'intervention. Le principe est partout le même : créer en amont des organismes déjà en place de nouvelles institutions de crédit, en grande partie financée par le budget pour :

- se substituer aux créanciers et limiter ainsi les saisies et les ventes en justice, donc raffermir le prix de la terre, du bétail, du matériel agricole, le rachat des dettes usuraires permet aussi d'y substituer un taux modéré.
- consolider les dettes à court terme en les transformant en prêts

hypothécaires sur 5, 10, 15 ans.

- garantir certains emprunts, accorder des avances sans intérêt et remboursables en vingt ans aux coopératives, aux caisses de crédit agricole, aux S.I.P., éviter leur effondrement et coordonner leur action.

- assurer le financement des mesures de réorganisation de la production et de la commercialisation.

Ainsi sont créées, dans un ordre chronologique approximatif : en 1931, la Caisse fédérale de la mutualité et de la coopération agricole, la Caisse centrale de crédit agricole et de prévoyance indigène, toutes deux au Maroc ; en 1932 la Caisse foncière de Tunisie ; en 1933, Le Fonds commun des S.I.P. et la Caisse des prêts agricoles, en Algérie ; en 1934 la Caisse tunisienne de crédit et de consolidation et, en 1935, la Caisse algérienne de crédit agricole mutuel. En cas d'urgence des mesures sont prises pour assurer le moratoire des dettes et limiter les saisies : c'est le sens des décrets d'octobre 1934, en Tunisie, après les émeutes de septembre, alors que deux ans auparavant, en octobre 1932, le moratoire demandé par une délégation indigène avait paru extravagant. Les organismes classiques de crédit, Banque d'Etat du Maroc, Banque d'Algérie et de Tunisie, banques diverses (sur l'activité desquelles nous sommes bien mal renseignés), y étaient bien sûr opposés. Ces mesures draconiennes ont dû leur être imposées « mais elles étaient nécessaires à leur salut dans la mesure où la faillite de l'économie tunisienne ne pouvait à la longue qu'entraîner la leur propre et celle du protectorat tout entier ».

Les autorités peuvent aussi jouer sur la fiscalité. Mais les choix sont assez difficiles à faire : d'une part des relèvements pour équilibrer le budget, d'autre part des dégrèvements en faveur des secteurs les plus touchés ; d'une part les intérêts de la colonisation, d'autre part les besoins des populations colonisées comme le soulignent les divergences au sein du Grand Conseil en Tunisie entre section française et section tunisienne ; d'une part la nécessité de réduire les dépenses de fonctionnement, d'autre part les réactions des fonctionnaires intéressés... A titre d'exemple, le budget tunisien de 1933 dégrève de 10 % le canou des céréales, de 20 % celui des oliviers et des palmiers, réduit la taxe de sortie des phosphates et de l'huile d'olive qui reste cependant à 20 F pour les huiles de bonne qualité, mais impose un décime supplémentaire sur les autres impôts, relève les droits sur le sucre, les allumettes, et à l'importation, sur le café, le poivre, l'essence... Celui de 1935 prévoit de nouveaux impôts sur le sucre le café... et un dégrèvement de 60 % sur le vignes.

L'Etat cherche aussi à réglementer la production et la commercialisation, d'abord pour faciliter le stockage des récoltes et l'échelonnement des ventes. Il s'agit de construire des moyens de stocka-

ge : silos, caves, frigorifiques, et d'améliorer le warrantage en en réduisant le taux : de 7 à 4 % en Algérie, la différence étant prise en charge par la colonie, pour un montant, en ce qui concerne le blé, de 85 % de la valeur du stock au cours du jour... Pour les céréales ces mesures sont assez précoces, renforcées et complétées en 1933/34 mais ne deviennent véritablement cohérentes et efficaces qu'avec l'extension des réformes françaises : Office algérien interprofessionnel du blé en 1936, section tunisienne en 1937. Il faut aussi rappeler l'élargissement de l'accès au marché français par le biais de l'augmentation des contingents : blé marocain et vin tunisien, et la création d'un contingent en faveur des primeurs et fruits du Maroc. Le problème principal est posé par le vin, celui du Maroc ne bénéficie d'aucun contingent, les viticulteurs de Tunisie obtiennent deux améliorations, en 1933 (500 000 hl supplémentaires acquittant la moitié du tarif métropolitain) et 1934 (200 000 hl de plus en franchise) . Mais les marchés extérieures se ferment et la protestation des viticulteurs du midi s'amplifie, soit directement en légiférant pour l'Algérie, soit indirectement par pression sur les institutions tunisiennes, aussi le Parlement français met-il en place un statut viticole ; de 1931 à 1933 il s'agit surtout de limiter les nouvelles plantations, mais comme ces mesures sont aisément tournées, la grave crise viticole de 1934/35 conduisit à en prendre de plus radicales : interdiction de toute nouvelle plantation en 1934 et primes à l'arrachage volontaire en 1935.

L'Etat cherche aussi à relancer, et si possible à diversifier les exportations, accordant des primes (blé du Maroc en 1933, plomb et zinc en 1935 etc...), accordant des labels de qualité après contrôle par des organismes créés pour la circonstance : Office algérien d'action économique et touristique (OFALAC), Office tunisien de standardisation (OTUS), Office chérifien de contrôle et d'exportation. Ces mesures profitent surtout aux fruits et primeurs qui bénéficient d'un marché relativement moins encombré et ce n'est que tardivement (novembre 1935) qu'est fondé l'Office tunisien de l'huile. Dans le domaine minier, au Maroc, l'Etat a mis sur pied, dès 1928 un organisme public, le Bureau de Recherche et Participation Minière (B.R.P.M.) qui joue un rôle notable dans la reprise précoce et à un niveau élevé de ce secteur. En Algérie, malgré sa répugnance, le Gouvernement général doit aussi intervenir : pour sauver la société de l'Ouenza-Bou Khadra. Jusqu'en 1932, elle avait pu faire face à ses obligations; puis les exercices devinrent déficitaires et la société demanda des délais pour payer ses redevances, une réduction des tarifs de transport, arrêta l'exploitation de Bou Khadra. Le gouvernement de l'Algérie accepta un avenant à la convention, l'arriéré fut payé en action et il entraînait ainsi au

conseil d'administration. La persistance des difficultés conduisit à modifier profondément le cahier des charges et à augmenter la participation du Gouvernement de l'Algérie qui disposait en 1937 de 28% du capital et de trois administrateurs.

Les trois pays du Maghreb se trouvent sous la même domination, traversent une crise aux symptômes très proches. Il semble donc qu'ils aient dû procéder à une concertation de leur politique, voire qu'ils aient chercher à prendre des mesures en commun. En fait si les dispositions adoptées ont des caractères communs, parfois sous la pression du Gouvernement et du Parlement français, les décalages chronologiques sont sensibles et les variations dans l'énergie et les bénéficiaires des mesures nombreuses. Parmi les efforts d'harmonisation, on peut relever la Conférence impériale de février 1935 où gouverneurs et résidents confrontent leur vision de la crise, les mesures prises et les dispositions possibles avec la tentation du repli impérial. Les « conseils officiels » favorisèrent par exemple une réorganisation du marché des phosphates en plusieurs temps : création d'un comptoir unique pour la vente des phosphates de Tunisie et d'Algérie en juillet 1933, auquel se joint en août l'O.C.P.. Des contingents sont attribués à chacun des trois pays d'Afrique du Nord. En décembre 1933 un accord avec les producteurs américains a pour effet de limiter la production du Maghreb à 33% du marché mondial, contre 54% avant la crise.

Au total « un semi-dirigisme étatique se substitue au libéralisme antérieur. L'Etat intervenant par le contingentement, le crédit, la réglementation ». Si son intervention fut parfois tardive, si elle avantagea davantage le secteur colonial que le secteur traditionnel, elle permit dans de nombreux cas d'attendre sans trop de dommages la reprise qui se manifeste avec netteté à partir de 1936.

La crise et le nationalisme

La période de la crise mondiale est indéniablement une période de montée et de structuration du nationalisme maghrébin. Mais il commence à s'affirmer au lendemain de la première guerre mondiale et la période du Front populaire est, sur le plan de sa vitalité, bien plus intense. On relève des coïncidences chronologiques : le Plan de réformes marocaines est publié en novembre 1934, le Congrès de Ksar Hellal, « véritable acte de naissance du Néo-destour », se tient le 2 mars 1934. C'est le 5 mai 1935 que se constitue officiellement l'Association des Ulémas et c'est pendant la crise, à la faveur du retour de militants formés en France et chassés par

le chômage, que l'Etoile Nord-africaine de Messali HADJ commence à s'implanter en Algérie. A la radicalisation du mouvement nationaliste répondent à la fois des mesures d'apaisement : décrets d'octobre 1934 en Tunisie, adoucissement des sanctions des délits forestiers (juillet 1935)...et un renforcement de la répression : vague d'arrestation de septembre 1934 en Tunisie qui entraîne « à Tunis la fermeture des souks et de puissants défilés de protestation, dans le Sahel des émeutes sanglantes », circulaire MICHEL de février 1933 et décret REGNIER d'avril 1935 en Algérie.

Si l'on remarque aussi des coïncidences géographiques (Fès, Tunis, le Constantinois, le Sahel...) entre les lieux durement affectés par la crise et l'émergence de leaders nationalistes, les liaisons, a priori évidentes, sont difficiles à prouver car il faut tenir compte des caractères particuliers de la vie politique à l'époque coloniale et notamment des origines sociales et de l'étroitesse des possibilités d'action de ces leaders. Dans le discours nationaliste d'alors, les préoccupations économiques immédiates ont peu de place : lutte contre le chômage, l'usure, éventuellement mention de la crise économique comme élément supplémentaire de détresse, car il met d'abord l'accent sur la conquête de la dignité et de l'égalité. La presse socialiste tunisienne ou le parti communiste algérien, qui se renforce et se réorganise pendant cette période, sont plus sensibles aux expropriations et à la misère « née de la crise mondiale. »

Les démonstrations les plus convaincantes dont nous disposons actuellement concernent la Tunisie avec l'étude de A.NOUSCHI qui insiste sur la « coïncidence de cette poussée du radicalisme néo-destourien, vigoureusement sahélien, et les effets de la crise économique des années trente » et le mémoire d'H.EL ANNABI (14). Il pense que la crise « a favorisé la prise de conscience de l'état d'affaiblissement dans lequel une politique systématique de colonisation maintenait la Tunisie. Les nationalistes se sont emparés de la conjoncture économique pour dénoncer les injustices dont les autochtones étaient l'objet, alors que les colons avaient droit à tous les soins, aux interventions budgétaires, aux prêts ». Accentuant les antagonismes entre colons et fellahs, les divergences entre socialistes et nationalistes, « la crise économique a beaucoup contribué à l'émergence d'une idéologie plus claire et plus radicale ».

Crise économique, crise sociale, crise de l'ordre colonial, ces trois aspects sont étroitement interdépendants et donnent une tonalité propre à la crise économique mondiale dans les pays du Maghreb. Elle fait apparaître à plein les limites de l'économie coloniale : limites des terres à conquérir, de la rentabilité ou de la réussite des

efforts d'intensification et dépendance croissante à l'égard du marché français incapable pourtant de le mettre à l'abri des soubresauts de l'économie mondiale même s'il en retarde ou amortit les effets.

Révélation d'autant plus alarmantes pour la colonisation qu'elles se combinent avec une évolution démographique qui lui est défavorable. L'« indigène » devient surabondant, donc menaçant, et l'europeén, de plus en plus citadin, de plus en plus inconscient des mouvements profonds du « bled », commence à redouter les médinas surpeuplées et les bidonvilles périphériques ; délinquance, épidémies, masse de manœuvre pour manifestations... et le refoulement périodique s'avère inopérant. Les intérêts des uns et des autres divergent de plus en plus. La crise a durement frappé les autochtones, sans doute d'une manière peu spectaculaire mais durablement, accentuant leur paupérisation, une paupérisation sans prolétarianisation, propre à la périphérie », et ils ont l'impression que les mesures prises ne les concernent que tardivement, qu'indirectement.

L'idée fondamentale que l'on retrouve dans presque toutes les études actuelles (15), est que la crise mondiale n'est qu'un moment de l'évolution structurelle identique des trois pays du Maghreb, mais se trouvant, dans les années trente, à des stades divers. La reprise économique est sensible à partir de 1936 mais la crise de l'ordre colonial demeure.

Notes

1) Cette étude nous a été inspirée par le Colloque L'Afrique et la crise de 1930 (1924 - 1938), tenu à Paris VIII, les 9 et 10 avril 1926, sous la responsabilité de C. COQUERY-VIDROVITCH et H. d'ALMEIDA TOPOR. Actes publiés par la Revue française d'histoire d'outre mer, tome LXIII, 1976. Beaucoup de nos informations sont tirées des communications présentées à ce colloque, notamment de celle de M. GALLISSOT, LIAUZU, NOUSCHI, OVED, PONCET, ainsi que du rapport d'ensemble de C. COQUERY - VIDROVITCH.

2) Sauf exception nous n'indiquerons pas nos sources bibliographiques. Il faut cependant signaler que notre dette est particulièrement importante à l'égard des travaux de M. M. AGERON, AYACHE, BERQUE, ISNARD, LE COZ, GALLISSOT, NOUSCHI, PONCET, SEBAG, YACONO... il faudrait, pour être complet, citer bien d'autres noms, bien d'autres sources.

3) « Dès 1936, l'évolution démographique avait condamné la colonisation à sa perte » (H. ISNARD, *Le Maghreb*, P.U.F., Paris 1966, p. 45).

4) J. NERE, *La crise de 1929*, A. Colin, U2, Paris 1968, p. 67.

5) *Le mécanisme de la crise de l'oléiculture tunisienne est minutieusement décrit par A. NOUSCHI : La crise de 1930 en Tunisie et les débuts du Néo-Destour*, Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, n° 8, 1970, pp. 113-14.

- 6) *Les Actes du colloque : L'Afrique et la crise de 1930, comprennent un remarquable recueil de graphiques.*
- 7) *Communications in L'Afrique et la crise de 1930, op. cit.*
- 8) Ch. RAGERON, *Les paysans algériens du Constantinois devant la fiscalité française et la crise économique*, in *Politiques coloniales au Maghreb*, P.U.F., Paris 1972.
- 9) A. NAURA : *Tunis-Socialiste devant la crise de 1929 et ses conséquences*, D.E.S. *Histoire Paris*.
Les socialistes de Tunisie devant la crise de 1929 et ses conséquences politiques, *Le Mouvement social*, n° 78, 1972.
Autre travail universitaire consacré à la crise de 1929 au Magreb : J.M. PERETTI : Crise mondiale et mobilisation politique dans l'Algérie des années 30, D.E.S. *Sciences politiques, Alger*, 1974.
La crise mondiale et le monde rural traditionnel, *Revue algérienne des sciences juridiques*, n°4, 1976.
- 10) J. BIGORRE, *L'agitation agraire en Algérie*, *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, 1935, pp. 530 et suivantes.
- 11) X. YACONO, *Le Chélif*, T 11, p. 198.
- 12) A. CAMUS évoque cet aspect de la crise dans son enquête « *Misère en Kabylie* » parue dans *Alger républicain* de juin 1939.
- 13) ADAM, Casablanca, M. KADDACHE, *La vie politique à Alger de 1919 à 1939* ainsi que A. NOUSCHI, *Le sens de certaines chiffres*, in *Etudes Maghrébines*, P.U.F. Paris 1964.
- 14) H. EL ANNABI : *La crise de 1929 et ses conséquences en Tunisie, mémoire de maîtrise Histoire, Tunis 1975*.
Nous n'avons pu consulter, M. MHALLA, La crise de 1929 en Tunisie, mémoire de maîtrise histoire Paris VII, 1975.
- 15) Elle se trouve dégagée dans sa communication et dans la conclusion du colloque qui a servi de support à cette étude, par R. GALLISSOT. « *Pour l'essentiel la crise agit comme accélérateur des phénomènes sociaux dont la racine est plus lointaine et qui font corps avec la condition coloniale même. Ainsi les mutations que l'on repère... bref le déplacement du centre de gravité social et politique ne renvoie pas à la crise, mais au lent mouvement des transformations structurelles* ».

Gramsci et la question agraire

Les rapports ouvriers-paysans-intellectuels

Christiane Veauvy

Depuis le début des années 70, le rythme d'édition des textes de Gramsci s'est accéléré de manière étonnante. C'est d'abord le cas en Italie où, après la publication encore partielle des écrits politiques et des Cahiers de Prison dans l'immédiat après-guerre, un regain d'intérêt s'était manifesté dès 1958. En France, les traductions disponibles dans les années 50 ont été rapidement épuisées; aujourd'hui les commentaires semblent plus répandus que les textes originaux dont l'édition n'a été à nouveau entreprise qu'à partir de 1971. Il en va de même, à quelques variantes près, pour l'Europe Occidentale et les Etats-Unis (1). La diffusion de la pensée de Gramsci emprunte des voies différentes débouchant sur des interprétations tout aussi différentes selon les pays et à l'intérieur même de chaque pays, comme l'a montré A.B. Davidson pour l'Italie des trente dernières années (2). En France, comme en Espagne et en Italie, cette diffusion dépasse la couche des professionnels de l'écriture et atteint aujourd'hui, dans une certaine mesure, les syndicats, les partis et groupes politiques, et les institutions culturelles. Chacun se réfère à Gramsci et se l'approprie à sa manière. En divers lieux, ceux qui l'ont ignoré ou dédaigné, modifient leur position, tel le philosophe italien Lucio Coletti (3). Dans cette explosion, Gramsci lui-même semble introuvable. Une véritable bataille se livre autour de son nom. Pour en comprendre les enjeux, il paraît éclairant de revenir au mouvement de mai 68 dans l'ensemble des pays industrialisés. Ce mouvement a fait surgir des axes de revendications jusque-là non formulés, circonscrit de nouveaux terrains de lutte, en même temps qu'il permettait de découvrir –ou de redécouvrir– des formes d'action insoupçonnées ou oubliées et par là d'entrevoir

l'émergence de rapports sociaux différents. Face aux questions soulevées, les partis politiques, les organisations syndicales, les intellectuels, ont été désemparés. Ces questions, bien que rapidement rejetées à l'arrière-plan de la scène, sont toujours présentes. Le regain d'intérêt pour l'œuvre de Gramsci, qui précisément aborde à travers une série de problèmes fondamentaux tels que ceux de l'hégémonie culturelle, l'Etat et la société civile, les rapports intellectuels/masse, s'est manifesté dans cette conjoncture. La bataille autour de Gramsci serait-elle aussi âpre et multiforme si elle ne recouvrait pas de problèmes brûlants et mal circonscrits, autour desquels on s'affronte par Gramsci interposé ?

L'objectif de cet article n'est pas de reconstituer le visage de Gramsci au-dessus du Gramsci éclaté qu'on rencontre aujourd'hui, mais de montrer son intérêt et sa pertinence à l'égard d'une question historiquement occultée en France, et qui aura été en apparence l'une des rares à ne pas resurgir en 1968, sinon de manière limitée (4). A l'heure des bilans du mouvement et de ses suites, il ressort en effet que tous les groupes sociaux en auront été acteurs à un degré ou à un autre, à l'exception d'un seul (on serait tenté d'ajouter toujours le même, celui qui subit le changement et ne le produit pas) : la paysannerie (5).

On sait que le problème de la place de la paysannerie dans la société fait depuis longtemps difficulté pour les sciences sociales (6). Dès la naissance du prolétariat industriel, différents courants socialistes (tout au moins en France) analysent la paysannerie comme une force négative. Marx lui-même, dans ses analyses historiques sur la France (7), a eu des positions pour le moins contradictoires. Qu'on considère la paysannerie comme un monde à part ou, plus récemment, comme intégrée à l'ensemble de la société, la paysannerie resterait ce qu'elle aurait été depuis la Commune : arbitre des affrontements entre classe ouvrière et bourgeoisie (8). Le mouvement ouvrier lui-même, en majorité, l'a toujours considérée comme telle; lorsque le problème des rapports ouvriers-paysans a été abordé en son sein, le débat a presque toujours été posé dans les termes d'une alternative irréductible (9). Faudra-t-il attendre la fin des paysans (10) pour sortir de cette situation bloquée ?

A vrai dire, ce type d'analyse est mis en question dès qu'on le confronte aux pratiques sociales de certaines couches paysannes (exploitants petits et moyens) et des salariés agricoles et aux contradictions qu'elles soulèvent quant à la nature des rapports qui relient ces couches entre elles, à l'ensemble de la paysannerie et à d'autres groupes sociaux. Ainsi, en 1968, la petite et moyenne paysannerie ont, en certains lieux au moins, pris part au mouvement

(11) : livraison de produits aux grévistes (Bretagne, Rhône-Alpes), ventes directes aux consommateurs, solidarité de certains administrateurs de coopératives avec les salariés en grève (Midi-Méditerranéen). Dès avant 1968, des pratiques du même type avaient pris corps; depuis, elles se sont reproduites (soutien des paysans aux grévistes du Joint Français à St-Brieuc). En revanche, au cours de conflits qui ont eu lieu dans certaines coopératives ou autres organismes agricoles, les paysans ont parfois joué le rôle de briseurs de grèves. Réciproquement, lors de la grève du lait en Bretagne, les salariés de coopératives n'ont manifesté aucun soutien aux paysans.

Paysans briseurs de grèves ou soutien des grévistes, ouvriers solidaires des paysans en lutte ou les assimilant tous à des « patrons », tels sont les comportements concrets que l'on peut observer. Rares sont ceux qui jusqu'ici ont pris en compte ces contradictions et avancé une explication susceptible de permettre leur dépassement (12).

La non-prise en considération de ces luttes dans une perspective de transformation sociale explique pour une part leurs échecs répétés. Elle provient de la réification de l'histoire et de préjugés vis-à-vis de la paysannerie qui ont contribué à occulter sa situation concrète, sa place dans les structures sociales, l'objet et les formes des luttes menées ou potentielles et leur impact.

Nous nous attacherons à montrer comment l'analyse que fait Gramsci de la place de la paysannerie dans la société et dans les luttes comble des lacunes graves dans la théorie marxiste elle-même. En effet, la théorie de Gramsci contribue à mettre en œuvre, d'un même mouvement, une stratégie d'alliance ouvriers-paysans-intellectuels, et un outillage conceptuel relativement élaboré qui permet de critiquer les présupposés en vigueur. Plus encore, Gramsci donne les moyens de situer la paysannerie comme l'une des composantes d'un processus révolutionnaire d'ensemble, dans lequel apparaît en premier plan la question des superstructures, si souvent agitée aujourd'hui. Le travail d'appropriation de la théorie gramscienne ne fait que commencer en France. La question de la paysannerie, pourtant importante dans la pensée de l'auteur, n'a donné lieu jusqu'ici à aucune recherche spécifique. Sur la base d'un ensemble de textes (13), le présent article aborde cette question suivant l'un des modes d'approche privilégié par Gramsci lui-même. Il se propose de fournir des éléments en vue d'un débat reliant deux niveaux : renouvellement de la problématique des recherches sur les paysanneries méditerranéennes et approfondissement de la connaissance de Gramsci.

I. La démarche de Gramsci face au problème des rapports ouvriers-paysans : vers l'unification de la théorie et de la pratique.

Afin de mieux saisir la démarche de Gramsci, à la fois théoricien et homme d'action, nous suggérons une double mise en perspective :

- la situation particulière de l'Italie en Europe : le mouvement socialiste a pris naissance dans le prolétariat agricole (14) et des luttes paysannes d'une ampleur sans égale s'y sont déroulées depuis l'unité jusqu'à l'avènement du fascisme (15).

- la formation de Gramsci lui-même. Méridional d'origine, issu d'une couche sociale proche de la paysannerie, étudiant puis journaliste à Turin où il se lie de plus en plus étroitement au prolétariat de la ville, Gramsci est l'héritier d'une double tradition intellectuelle : le néo-hegélianisme (autour de Spaventa, Croce, Gentile, courant qui a été plus puissant et plus durable en Italie qu'en aucun autre pays d'Europe Occidentale (16)) et le marxisme (philosophie de la praxis d'Antonio Labriola d'une part, marxisme de la IIème Internationale d'autre part).

Dans la première moitié du XXème siècle, au sein du mouvement ouvrier italien, le débat se focalise en particulier sur la question du Mezzogiorno ; sur ce sujet, il est en quelque sorte figé dans l'alternative suivante (17) : « boulet de plomb », obstacle au développement du pays pour les réformistes (le parti socialiste, par ailleurs peu implanté dans cette région, reprend les théories d'auteurs méridionalistes tels que Niceforo et Orano), « poudrière » pour les anarchistes (influence de Bakhouline). Gramsci va modifier les termes même du problème et lui apporter progressivement une réponse radicalement nouvelle, fondée sur une démarche collective (groupe de la jeunesse socialiste à Turin, puis Ordine Nuovo (18) et Parti communiste). Nous avons distingué au sein de cette démarche trois périodes qui correspondent à des moments différents de la conjoncture politique italienne et européenne en même temps qu'à des étapes dans la pratique (19) de Gramsci et dans son élaboration théorique. Nous tenterons de faire apparaître le mouvement d'unification de ces deux termes.

1. La guerre : les Ecrits de jeunesse (1915-1918).

En dépit de l'opposition des travailleurs qui s'est exprimée par la grève générale anti-interventionniste du 17 mai 1915 à Turin, le gouvernement italien décide quelques jours plus tard d'intervenir

dans le premier conflit mondial. La vie du pays va pendant plus de trois ans être subordonnée à la guerre qui entraîne une série de transformations brutales tant dans l'appareil productif (20) que dans la vie quotidienne. De plus, fait capital, la poursuite de la guerre nécessite la militarisation de l'appareil économique et politique au sens large du terme, et donc la constitution d'une couche sociale nouvelle : la petite bourgeoisie étatique ou « caste militarobureaucratique » (21).

Gramsci pressent qu'une crise d'une ampleur exceptionnelle submergera le pays après la guerre. A partir des problèmes de l'heure, il prépare cette échéance. Lorsqu'éclate la Révolution russe, il la présente comme « la Révolution contre le capital » (22). Octobre 17 est la preuve qu'il est possible de déclencher la révolution socialiste dans un pays où le capitalisme n'a pas encore atteint son plus haut degré de développement, mais où il est néanmoins « dominant ».

Les Ecrits de Jeunesse nous livrent un ensemble de textes multiformes : certains portent sur l'analyse des événements, d'autres sur des problèmes généraux. Gramsci les publie alors dans la presse du parti socialiste; il entreprend déjà une lutte culturelle qu'il caractérise en ces termes :

« L'éducation, la culture, la diffusion systématique du savoir et de l'expérience, cela signifie l'indépendance des masses par rapport aux intellectuels. C'est le travail d'intensification de la culture, d'approfondissement de la conscience qui constitue la phase la plus intelligente de la lutte contre le despotisme des intellectuels de profession et des compétences de droit divin. Ce travail, il n'est pas question de le remettre à demain, au moment où nous aurons la liberté politique » (23)

Dans ces écrits, la question agraire n'apparaît pas encore comme un thème dominant. Elle fait l'objet d'approches tâtonnantes, sinon contradictoires. Gramsci commence à entrevoir une solution concrète au problème paysan à propos de la Question Méridionale. Au lieu d'attribuer cette question au « manque d'initiative des paysans méridionaux », selon l'opinion la plus courante, et d'envisager sa solution dans le cadre d'une politique agraire spécifique comme le propose alors le gouvernement Salandra, il la rattache au fondement historique de l'Etat National et au mode de développement du capitalisme en Italie (24). Il n'en reste pas au strict plan de l'analyse mais débouche sur une perspective de transformation sociale, par exemple lorsque le prolétariat turinois entre en lutte contre la menace d'une nouvelle augmentation du prix du pain, pendant l'été 1916. Dans un article intitulé « Clericali e Agrari » (25), Gramsci

critique la position favorable au protectionisme et aux cours élevés du blé, soutenue « au nom de la pauvre agriculture nationale » ; il montre que cette position est fondée sur un antagonisme factice entre « les intérêts immédiats des campagnes et ceux des villes », puisque l'unité paysanne est un mythe : à l'inverse des gros agriculteurs travaillant les terres fertiles de la Vallée du Pô, les paysans du Sud n'ont rien à gagner à la monoculture du blé dont ils ne peuvent attendre que de maigres rendements. De surcroît, cette monoculture entraîne la ruine du système de polyculture méditerranéenne et par là rend les petits producteurs dépendants du marché. Gramsci conclut que face au bloc agrario-capitaliste défendant cette politique d'Etat (26), prolétaires urbains et ruraux ont des intérêts objectifs communs dont la défense repose essentiellement sur les premiers :

« Il n'est pas paradoxal de dire qu'une grève déclenchée à Turin contre la menace d'une nouvelle augmentation du prix du pain peut servir à sauver la Sardaigne et la Calabre de la pratique désastreuse qui consiste à couper des arbres pour semer le blé »

Deux ans plus tard, dans le sillage des questions soulevées par Octobre 17, Gramsci s'interroge sur le niveau de « culture politique » atteint par les paysans, et plus particulièrement sur la capacité des prolétaires agricoles à « se sentir solidaires du prolétariat urbain dans la perspective d'une transformation socialiste de la société » (27).

Les données partielles qu'il rassemble en l'absence d'une enquête tendent à situer le problème sur un terrain tel que la réponse est implicitement négative :

- les pratiques paysannes relatives aux modes d'échanges (troc) et au langage sont analysées en termes de survivances féodales.
- les rapports des paysans avec l'Etat font l'objet des questions suivantes : « le lien moral qui unit l'individu à l'Etat est-il féodal ou bourgeois » ? De quelle façon la loi « est-elle subie ou comprise dans sa nécessité bourgeoise » ? Le problème de l'Etat est donc abordé en termes hégéliens (28).

- enfin, toujours selon Gramsci, le paysan serait dépourvu de « mentalité historiciste » : « on dirait que la propriété terrienne est la famille elle-même, le noyau originel de l'organisation sociale, l'essence profonde de tout agrégat humain ». Pourtant le paysan n'a-t-il pas une conscience du temps très précise et ne relève-t-on pas dans les campagnes l'existence d'une mémoire collective qui fonctionne selon une logique spécifique ? Gramsci ne prend pas en

compte ces pratiques qui correspondent à un type particulier de mentalité historiciste et n'explique pas pourquoi le paysan n'a pas conscience des catégories historiques qui structurent son univers. Il avancera une explication dans les Cahiers de Prison, en s'appuyant en particulier sur le concept de sens commun (cf III partie).

Les éléments d'analyse de la paysannerie présentés dans les *Ecrits de Jeunesse* sont donc contradictoires et posent le problème de la place de ce groupe social dans la lutte pour le socialisme sur la base d'un dilemme insoluble : d'une part le développement du capitalisme aggrave les conditions de vie des paysans jusqu'à remettre en cause leur existence même, d'autre part la permanence des structures féodales les maintient en dehors de la « collectivité ». Certains commentateurs pensent que Gramsci produit déjà une analyse spécifique de la question paysanne à travers les notions d'archaïsme et de survivances féodales (29). En réalité il n'a pas encore de théorie ferme et on retrouve bien chez lui les thèses dominantes sur la question. Cette incapacité à définir la position de classe spécifique de la paysannerie s'accompagne d'une absence d'articulation entre lutte culturelle et rôle dirigeant du prolétariat. Gramsci va parvenir à surmonter ces difficultés à partir de la prise en compte des rapports ouvriers-paysans dans le feu de la lutte des années rouges, puis de la lutte contre le fascisme d'une part, de l'effort d'élaboration théorique qu'il poursuivra sans relâche d'autre part.

2. Les années rouges : la recherche de l'alliance ouvriers paysans (1919-1920).

Victorieuse sur le plan militaire, l'Italie se trouve plongée au lendemain de la guerre dans une crise économique et politique extrêmement grave, analysée par Gramsci dans les colonnes de l'*Ordine Nuovo*; la classe dirigeante lui apparaissant incapable d'y faire face (30), il conclut : « la crise n'entrera dans sa phase de résolution internationale et nationale que le jour où le prolétariat aura conquis l'Etat ».

La nouvelle revue opte quelques semaines après son premier numéro pour une idée centrale, le Conseil d'Usine. Elle lance en Juin 1919 un mot d'ordre qui ouvre une perspective politique nouvelle, celle de l'alliance des ouvriers et des paysans : « Tout le pouvoir dans l'usine au comité d'usine, inséparable de cet autre mot d'ordre : tout le pouvoir de l'Etat aux conseils ouvriers et paysans » (37).

La stratégie conseilliste vise à permettre le contrôle de la production par les producteurs associés (32) ; elle paraît alors envisageable à

campagne aussi bien qu'à la ville : « le conseil paysan, tout en laissant subsister les formes intermédiaires d'appropriation privée de la terre (petite propriété)... sera la base de la vie collective dans les campagnes » (33). Pour atteindre cet objectif et lui permettre d'acquiescer toute sa signification politique, il faut « compter avant tout sur l'action et le soutien des paysans pauvres... des sans terre » et montrer que leurs luttes contre la propriété foncière, l'occupation des latifundi du Sud par exemple, sont vouées à l'échec en dehors d'une alliance avec le prolétariat urbain. Cette alliance doit conduire à l'établissement de la dictature du prolétariat : « la solution du problème agricole est entre les mains des ouvriers du Nord » (34), ou encore « lorsque la classe ouvrière brisera la domination du capital qui trouve son expression suprême dans l'Etat bourgeois, elle libèrera avec elle tous les exploités et tous les opprimés » (35). La stratégie conseilliste recouvre deux positions théoriques qui apparaissent encore comme antithétiques :

a) De même que l'ouvrier est considéré comme producteur, membre d'une classe capable d'initiative historique (et non comme un simple rouage du système capitaliste selon la conception induite par la notion de salarié), de même les paysans sont considérés comme une composante active du processus révolutionnaire. D'où l'affirmation suivante : « les ouvriers d'usine et les paysans pauvres sont les deux sources d'énergie de la révolution prolétarienne » (36).

b) La conquête de l'Etat repose sur la classe ouvrière ; les paysans lui apportent leur soutien et voient ensuite leurs revendications satisfaites par le nouvel Etat. En fait, pour Gramsci, l'alliance ouvriers-paysans demeure dans une large mesure un principe abstrait. Comment pourrait-on expliquer autrement que ses textes (du moins ceux qui nous avons pu consulter) ne renvoient jamais, même sous forme allusive, à des luttes paysannes aussi amples que celles des métayers d'Italie Centrale ? (37)

La stratégie des Conseils n'a débouché sur aucune réalisation pratique à la campagne (à l'inverse des usines turinoises). Deux types de raisons, liées entre elles, peuvent expliquer au moins en partie cet échec :

– la problématique de la question paysanne reste analogue à celle des Ecrits de Jeunesse, tout en conduisant à une conclusion opposée : la (soit-disant) liquidation des survivances féodales dans la mentalité paysanne par l'expérience de la guerre (38). Dans le même temps, les rapports d'exploitation et de domination dans les-

quels sont engagés les paysans, sont appréhendés en termes strictement éconômistes.

— la dictature du prolétariat est conçue principalement comme domination : Gramsci n'envisage pas encore l'alliance ouvriers-paysans comme une symbiose qui appelle une nouvelle définition de la direction du processus révolutionnaire.

En revanche, des expériences limitées mais décisives quant à l'émergence de nouveaux rapports entre ouvriers et paysans ont eu lieu pendant les années rouges. Ces expériences ont été « prévues » par Gramsci au sein d'une démarche qu'il explicitera dans les Cahiers de Prison, à propos du concept de « science » :

« En réalité, on ne peut prévoir scientifiquement que la lutte, mais non les moments concrets de celle-ci, qui ne peuvent pas ne pas résulter de forces opposées en continuel mouvement, non réductibles jamais à des quantités fixes, puisqu'en elles la quantité devient continuellement qualité. On « prévoit » réellement dans la mesure où l'on agit, dans la mesure où l'on applique un effort volontaire et donc où l'on contribue concrètement à créer le résultat « prévu ». La prévision se révèle par conséquent non comme un acte scientifique de connaissance, mais comme l'expression abstraite de l'effort que l'on fait, la façon pratique de créer une volonté collective » (38).

Quelles sont ces expériences qui en s'opposant aux pratiques sociales dominantes créent les conditions de réalisation de l'alliance ouvriers-paysans ? Elles sont de deux ordres :

a) *Une série d'événements généralement passés sous silence par les commentateurs* : à travers eux, Gramsci lit ce qui n'est pas encore advenu, qui n'a pas encore trouvé sa formulation ni toutes ses conditions d'actualisation :

— La « lutte électorale » de novembre 1919 : Gramsci en a formulé les objectifs et dressé le bilan dans plusieurs articles facilement accessibles (39)

— « Les événements du 2-3 décembre 1919 » (33) : Au Nord et au Centre du pays, les ouvriers rispostent à une attaque des groupes nationalistes monarchistes (constitués principalement de petits bourgeois intellectuels) contre les députés socialistes par un mouvement spontané de grèves et de manifestations. Au Sud, à Andria, les braccianti (paysans sans terre) ont, le même jour, résisté aux attaques de la police. Gramsci se saisit de cette concordance et sur la base d'une analyse des capacités révolutionnaires des ouvriers et

des paysans pauvres, il explicite une articulation qui n'a pas encore existé dans les faits : « lutte de classe, guerre des paysans », les événements des 2-3 décembre 1919 fournissent presque un modèle de ce que devra être la révolution italienne ».

– « Les articles de la Stampa... épisode de la lutte de classe » : En février 1920, ce journal conservateur s'avise de mettre en garde l'Ordine Nuovo contre le danger que constituerait la paysannerie pour les perspectives qu'il propose (40). Dans sa réponse, Gramsci met en évidence le lien étroit qui unit le problème des formes de la révolution prolétarienne et la question paysanne (41). Parmi les conditions susceptibles de permettre que ce lien s'établisse correctement il indique celle qui a été déjà partiellement remplie à partir des deux événements précédents : le détachement radical de la classe des paysans pauvres et des petits propriétaires des partis politiques de la coalition paysanne.

b) *Les luttes ouvrières de l'année 1920* : Dans les luttes qui se déroulent à Turin cette année-là, une dimension nouvelle apparaît : la prise en charge par le prolétariat de la Question Méridionale. Prenant apui sur une pratique antérieure à la guerre (42), le groupe de l'Ordine Nuovo impulse une série d'actions spécifiques (43). Bien plus, le prolétariat parvient à placer la question méridionale « au cœur même des luttes revendicatives » : par exemple aux propositions patronales de transformer en coopérative la Fiat à Turin ainsi qu'une grande entreprise à Reggio Emilia après l'échec de l'occupation des usines, il oppose un refus afin de ne pas apparaître privilégié aux yeux des masses paysannes du Sud.

Six ans plus tard, Gramsci aura à revenir sur l'ensemble de cette expérience pour en dresser le bilan et en tirer toutes les conséquences théoriques.

3. La montée du fascisme (1921-1926) : parti politique et première expérimentation de l'alliance ouvriers paysans.

A l'automne 1920, la classe ouvrière italienne amorce « un grand mouvement de retraite ». Elle va bientôt se trouver confrontée à une situation politique différente : la montée du fascisme (44). Gramsci cherche avec l'Ordine Nuovo à constituer une force politique de classe capable de « convaincre la majorité de la population qu'un ordre est immanent dans la confusion actuelle ». A la veille du Congrès de Fondation du P.C.I. (janvier 1921), il propose une orientation fondamentale : « La séparation qui surviendra à Livourne entre communistes et réformistes signifiera précisément ceci : la classe ouvrière révolutionnaire se détache de ces courants

qui cherchent à exploiter la position privilégié du Nord par rapport au Mezzogiorno pour créer une aristocratie ouvrière » (45). Gramsci suggère que c'est là l'une des conditions de l'alliance ouvriers-paysans, exprimée quelques années plus tard en termes dialectiques :

« En Italie, la situation est révolutionnaire quand le prolétariat du Nord est fort : si le prolétariat du Nord est faible, les paysans suivent la petite bourgeoisie. Par contre, les paysans de l'Italie du Sud représentent une force et un aiguillon révolutionnaire pour les travailleurs du Nord. Les ouvriers du Nord et les paysans du Sud sont, par conséquent, les deux forces révolutionnaires immédiates auxquelles nous devons consacrer toute notre attention ». (Intervention de Gramsci au C.C. du P.C.I., en novembre 1925).

Le P.C.I. ne commencera à tirer les conséquences de ce choix politique que fin 1923, précisément à l'initiative de Gramsci (46).

Au moment même où il tente de promouvoir une nouvelle conception du parti, un « cours nouveau », le thème de l'alliance ouvriers-paysans, en apparence abandonné depuis l'automne 1920 ressurgit dans les textes de l'auteur. D'une part, dans sa « lettre pour la fondation de l'Unità » (47), Gramsci met au premier plan la question méridionale « dans laquelle le problème des rapports ouvriers-paysans se pose non seulement comme un problème de rapports de classe, mais aussi comme un problème territorial, c'est-à-dire comme un des aspects de la question nationale ». Il propose donc de traduire en Italie « République Fédérale des Ouvriers et Paysans » le mot d'ordre de l'Internationale (Gouvernement ouvrier et paysan) et de démontrer comment ce mot d'ordre « résume et contient toutes les revendications des multiples partis et tendances dans lesquels le fascisme a désagrégé la volonté politique de la classe ouvrière, mais surtout des masses paysannes (48). D'autre part, il ré-examine le concept de dictature du prolétariat, définie comme « expansive » et non « répressive », en s'attachant à deux types de questions : les rapports dirigeants-parti-classe ouvrière et la compréhension des besoins et aspirations de la classe paysanne (49).

La nouvelle conception du parti est mise à l'épreuve par la crise violente que traverse l'Italie au cours des mois suivants (élections d'Avril 1924 qui constituent un triomphe pour Mussolini – assassinat de Matteotti le 12 Juin qui provoque un réveil politique des masses, en particulier de la petite bourgeoisie (50)). Elle se traduit par la constitution d'un front de classe anti-fasciste : d'où la création

en juillet de comités d'usine (auxquels Bordiga et ses partisans s'étaient opposés) et en octobre de comités ouvriers et paysans, d'où, enfin, la constitution de « l'Association Nationale de Défense des Paysans » (51). Sur ces bases, le P.C.I. tend à devenir un parti de masse. Certes, le nombre de ses adhérents reste faible (52), encore qu'il soit le seul parti de l'Internationale à accroître ses effectifs en cette période, notamment par un recrutement dans la paysannerie. Mais ce parti « a acquis en chacun des éléments qui le composent une capacité d'analyse de la situation, d'initiative politique et de force dirigeante qui, antérieurement, lui faisaient défaut et qui constituent la base de sa capacité de direction collective » (53). C'était là pour Gramsci « la signification la plus remarquable du Congrès de Lyon ».

A la veille de ce congrès, il pouvait écrire : « Pendant cette période nous avons réussi à poser concrètement le problème fondamental de notre révolution : celui de l'alliance ouvriers-paysans. Nous devons examiner quels sont les problèmes essentiels de la vie italienne, et quelles solutions favorise et détermine l'alliance révolutionnaire du prolétariat avec les paysans et réalise l'hégémonie du prolétariat » (54). Les implications de la liaison entre alliance ouvriers-paysans et hégémonie du prolétariat vont apparaître dans les textes des années suivantes.

II. La réponse de Gramsci à la question agraire

La question agraire occupe une place centrale dans les textes de l'année 1926. Confronté directement depuis 1919 au problème des rapports ouvriers-paysans, Gramsci a opéré une rupture avec l'approche de la paysannerie en termes d'entité arriérée, isolée et passive et s'est posé concrètement le problème de la direction du processus révolutionnaire. Sur cette base, l'expérience accumulée au plan pratique et au plan théorique va ouvrir la voie à de nouvelles catégories d'analyse; elles seront pleinement explicitées dans les Cahiers de Prison, mais déjà émergent dans les textes du Congrès de Lyon et dans « Quelques thèmes sur la question méridionale ».

Gramsci est trop souvent considéré comme ayant ramené la question agraire en Italie à la seule question méridionale. Il est vrai qu'il lui accorde un traitement privilégié. Pourtant, l'un de ses textes, rarement cité il est vrai, développe une analyse rigoureuse de l'ensemble de la paysannerie italienne (53). Inclus dans le rapport du Congrès de Lyon, ce texte cerne les conditions de l'organisation et de l'action politique de cette paysannerie. « Le parti a cherché, nous dit Gramsci, à sortir de la sphère de la simple propagande

idéologique tendant à diffuser de manière abstraite les termes généraux de la solution léniniste de ce problème ». La solution gramscienne passe par une analyse concrète de la paysannerie et une définition des termes de la question agraire.

La paysannerie est appréhendée comme un groupe social qui non seulement n'est pas unifié, mais qui ne peut pas trouver exclusivement en lui-même le principe de son unification. Pour l'Italie, Gramsci distingue en son sein « quatre regroupements fondamentaux », et définit pour chacun d'entre eux « des attitudes et des solutions politiques » spécifiques que le prolétariat devrait adopter. Les deux premiers regroupements se situent en Italie du Nord ; ce sont d'une part les masses de paysans slaves (Istrie et Frioul), « dont l'organisation est étroitement liée à la question nationale », d'autre part le « mouvement » correspondant au Parti-Paysan (Piémont), défini comme un regroupement à caractère économique et non confessionnel auquel, de ce fait, la tactique agraire du léninisme peut-être valablement appliquée. Les deux autres sont de « loin les plus considérables », à savoir :

- la masse des paysans catholiques (Italie Centrale et Septentrionale), organisée indirectement par le Vatican (Action Catholique, appareil ecclésiastique). La tâche du parti à leur égard est double : « soutenir les formations de gauche qui se traduisent dans ce champ », en liaison avec la crise agraire amorcée dès avant la guerre et « expliquer les conflits qui naissent sur le terrain religieux comme découlant de conflits de classe ».

- la masse des paysans de l'Italie Méridionale et des îles identifiée comme « l'élément le plus révolutionnaire de la société italienne » après le prolétariat industriel et agricole du Nord. Leur fonction spécifique dans la lutte anticapitaliste repose sur une base matérielle et politique caractérisée par deux traits : les rapports Nord-Sud recouvrent économiquement et politiquement les rapports classiques villes/campagnes d'une part, d'autre part, à la différence des trois regroupements précédents, ils n'ont dans l'ensemble « aucune expérience organisationnelle autonome » et sont contrôlés par les agrariens.

Dans cette analyse concrète de la paysannerie, Gramsci met en œuvre une méthode qui s'est révélée originale :

- . la différenciation interne de la paysannerie est établie sur la base de critères non seulement économiques, mais également idéologiques et politiques.

- . la paysannerie n'est pas appréhendée comme un ensemble séparé, un monde à part, mais à partir des rapports qui relient tel ou tel

de ses regroupements à d'autres groupements sociaux (par exemple paysans du Sud/agrariens) ou à la société civile (Eglise, partis politiques, associations diverses). Le problème de la place de la paysannerie dans la structure sociale est ici abordé. Par là, Gramsci ouvre la voie à la solution de la question agraire.

Pour lui, cette question recouvre des « problèmes généraux » dont les termes varient selon les pays ou les régions. Il les définit pour l'Italie où « compte-tenu d'une certaine tradition et d'un développement historique déterminé, ce problème a revêtu deux formes spécifiques et bien particulières : la question méridionale d'une part, la question vaticane de l'autre » (55). Ces deux questions, qui correspondent aux deux regroupements paysans les plus considérables et les situent dans une perspective historique sont celles-là même que le prolétariat doit « reprendre pour son propre compte » afin d'obtenir le consensus des masses paysannes ». Nous reviendrons sur ce point.

Dans son analyse de la paysannerie, Gramsci va beaucoup plus loin. Les masses paysannes du Mezzogiorno et leur « incapacité » à s'organiser de façon autonome l'interrogent à nouveau. Il récuse la soit-disant passivité de ces masses et sa transformation en « loi naturelle ». Le déroulement du texte « Quelques thèmes sur la question Méridionale » est à cet égard remarquable. Il s'ouvre sur un bilan de la pratique des militants ouvriers de Turin depuis la guerre, et plus généralement des luttes ouvrières et paysannes (ouvriers agricoles et paysans pauvres) en Italie depuis 1890. Ce bilan, fondement de la formulation théorique de l'hégémonie du prolétariat, met en évidence le rôle de « protagoniste de la question méridionale » assuré par l'ouvrier révolutionnaire de Turin, ainsi que ses effets dans la classe ouvrière. « Il est certes difficile, poursuit Gramsci, de dresser la liste de tous les grands événements de masse prouvant l'efficacité immédiate et foudroyante de telles actions. D'ailleurs, en ce qui concerne les paysans, ces bilans sont toujours difficiles et presque impossibles; ils le sont encore plus lorsqu'il s'agit des masses paysannes du Mezzogiorno ». Voici le point de départ de l'analyse du Mezzogiorno : le bilan de 35 années de luttes ouvrières et paysannes en Italie d'une part, l'impossibilité de l'établir dans le cas des masses paysannes méridionales d'autre part. De ce contraste surgit une question nouvelle : pourquoi ces masses consentent-elles, apparemment plus que d'autres, à la domination qui pèse sur elles ? Elle va conduire Gramsci à élaborer une série de concepts spécifiques, en particulier ceux d'intellectuel, de bloc historique, d'hégémonie, qui sont au centre de « Quelques thèmes sur la question Méridionale », et à proposer une stratégie plus élaborée

de l'alliance ouvriers-paysans, nécessairement en liaison avec les intellectuels.

« Les paysans, qui représentent la grande majorité de la population du Mezzogiorno, n'ont, entre eux, aucune cohésion ». Gramsci définit donc cette région comme « une grade désagrégation sociale », mais il en dégage l'élément organisateur : l'intellectuel. « Le paysan méridional, nous dit-il, est lié au grand propriétaire terrien par l'intermédiaire de l'intellectuel. Ce type d'organisation donne naissance à un monstrueux bloc agraire qui, dans son ensemble, joue « le rôle d'intermédiaire et de surveillant au service du capitalisme du Nord. Son seul souci est de maintenir le statu quo ». Gramsci caractérise les rapports de classe en Italie par l'alliance du capital (élément dominant) et de la propriété foncière et démontre ainsi qu'ouvriers et paysans sont exploités par un même système. Que recouvre au juste ce « bloc agraire » dont Gramsci indique ici l'efficacité dans la reproduction des rapports de production capitalistes ?

Il est « constitué de trois couches sociales : la grande masse paysanne amorphe et désagrégée, les intellectuels de la petite et moyenne bourgeoisie, les grands propriétaires terriens et les grands intellectuels. Les paysans méridionaux sont en état de révolte larvée, mais en tant que masse, ils sont incapables d'exprimer leurs aspirations et leurs besoins sous une forme cohérente. C'est la base paysanne qui donne son impulsion à l'activité politique et idéologique de la couche moyenne des intellectuels. En dernière analyse, les grands propriétaires, dans le domaine politique, et les grands intellectuels, dans le domaine idéologique centralisent et dominent tout cet ensemble ».

Gramsci identifie ainsi au sein des intellectuels méridionaux, « l'une des couches sociales les plus intéressantes et les plus importantes de la vie nationale italienne », deux couches distinctes mais non séparées, puis caractérise leur composition et leur rôle, tant au plan local qu'au plan national :

1. La « couche moyenne » des intellectuels de type traditionnel est composée de commerçants, hommes d'église, hommes de loi, du personnel des partis politiques locaux et même d'une grande partie du personnel de l'Etat, à la fois dans et hors du Mezzogiorno puisque plus des 3/5èmes de la bureaucratie d'Etat sont constitués de Méridionaux. Cet intellectuel traditionnel, « élément organisateur d'une société à base essentiellement paysanne et artisanale » est très différent du nouveau type d'intellectuel produit par l'industrie : le cadre technique, le spécialiste de la science appliquée... avec toutes ses caractéristiques d'ordre et de discipline intellectuel-

le ». Il est resté prépondérant dans le Mezzogiorno.

La position de classe de l'intellectuel se définit non seulement à partir des fonctions qu'il occupe dans l'appareil d'Etat au sens large du terme, mais aussi à partir de son origine sociale qui lui confère un statut de propriétaire foncier. Il est en général issu de la bourgeoisie rurale : « petit et moyen propriétaire terrien, ... qui ne travaille pas la terre... mais qui, du peu de terre qu'il possède, donné en fermage ou en métayage, peut tirer de quoi vivre convenablement, de quoi envoyer ses fils à l'université ou au séminaire, de quoi constituer la dot de ses filles qui épouseront un officier ou un fonctionnaire. De cette origine, l'intellectuel hérite une violente aversion envers le travailleur agricole, considéré comme une bête de somme qu'il faut user jusqu'à l'os et facile à remplacer, compte-tenu de la surpopulation. Il en hérite également une peur atavique et instinctive du paysan et de ses violences destructrices : d'où ce masque d'hypocrisie distinguée et ce grand raffinement dans l'art de duper les masses paysannes ».

Sa position dans le bloc agraire permet donc à l'intellectuel de la couche moyenne d'encadrer en quelque sorte quotidiennement les masses paysannes et plus particulièrement de contrôler leurs « mouvements ». De ce fait, au lieu de déboucher sur « des organisations de masse autonomes et indépendantes, ne serait-ce que formellement (c'est-à-dire en étant capables de sélectionner des cadres ruraux d'origine paysanne et d'enregistrer les variations et les progrès réalisés) », « les mouvements paysans... finissent par se faire une place dans la structure traditionnelle de l'appareil de l'Etat -communes, provinces, chambre des députés- à travers le processus de recomposition et de décomposition des partis locaux, dont le personnel est constitué d'intellectuels, mais qui sont contrôlés par les grands propriétaires et leurs hommes de confiance », eux-mêmes alliés de la bourgeoisie capitaliste du Nord.

2. La couche des grands intellectuels, dont l'archetype est B. Croce, procède de la vieille tradition du Mezzogiorno mais participe « à la culture européenne et donc mondiale ». A la différence de la « culture moyenne » qui, à l'image du Mezzogiorno, est « une grande désagrégation sociale », la couche des grands intellectuels est organisée : « il est remarquable, nous dit Gramsci, que dans le Midi, parallèlement aux très grands propriétaires, aient existé et existent de vastes concentrations culturelles et intellectuelles chez quelques individus ou dans des groupes restreints de grands intellectuels (Maison d'édition Laterza, Revue la Critica). Cette couche, directement liée à la grande propriété foncière, constitue le « bloc intellectuel » qui fonctionne « au-dessus » du bloc agraire et permet son

maintien. Gramsci évoque ici deux types de menaces qui ont pesé sur ce dernier :

. D'abord à l'extérieur du Mezzogiorno : les tentatives de radicalisation de la question méridionale, tout comme diverses initiatives culturelles du premier XXème siècle (Revue des intellectuels florentins, *Revoluzione Liberale* de Gobetti) ont vu le jour en Italie Centrale ou Septentrionale, mais portent la marque du Méridionalisme.

. Puis au sein même du Mezzogiorno : au lendemain de la guerre, des risques de rupture étaient apparus à l'intérieur même de la couche moyenne des intellectuels. En effet, dans le Mouvement des Anciens Combattants, paysans, soldats, intellectuels, officiers tendaient à former un bloc dans une certaine mesure opposé aux grands propriétaires.

Benedeto Croce et son école ont réussi à mettre un terme à ces initiatives, ou à les contenir dans certaines limites. Gramsci les considère pour cette raison comme « les réactionnaires les plus actifs de la péninsule... La philosophie de B. Croce, poursuit-il, a élaboré une nouvelle conception du monde dépassant le catholicisme et toutes les autres religions mythologiques. En ce sens, B. Croce a assuré une très haute fonction « nationale », arrachant les intellectuels radicaux du Mezzogiorno aux masses paysannes, les faisant participer à la culture nationale et européenne, favorisant, à travers elle, leur absorption par la bourgeoisie nationale et, donc, par le bloc agraire ».

Au bloc intellectuel, dont il a montré le rôle de premier plan dans le développement du capitalisme en Italie, Gramsci oppose « Ordine Nuovo et les communistes turinois, en complète rupture avec la tradition », c'est-à-dire autonomes par rapport à l'idéologie et aux institutions culturelles des classes dominantes auxquelles les organisations ouvrières et paysannes en Italie étaient alors largement perméables. L'Ordine Nuovo a joué le rôle d'« intellectuel collectif du prolétariat » : accumulation systématique des expériences et capitalisation des luttes, plus précisément des positions idéologiques conquises à travers elles ; construction d'une nouvelle vision du monde en accord avec les intérêts de classes dominées. Par là il a réussi à attirer à lui certaines couches d'intellectuels de gauche (P. Gobetti et *Rivoluzione Liberale*) qui ont servi de médiateur entre le prolétariat d'une part, les intellectuels nés sur le sol de la technique, une série d'intellectuels méridionaux d'autre part, opérant ainsi « dans la masse des intellectuels... une rupture de caractère organique ». Enfin, au bloc agraire, Gramsci oppose l'alliance ouvriers-paysans-intellectuels, dirigée par le prolétariat.

Au terme de cette analyse, le « bloc agraire méridional » ne sau-

rait être assimilé, comme l'on fait certains commentateurs, à un quelconque résidu de féodalisme. Bien au contraire, les rapports sociaux qu'il désigne sous-tendent le développement du capitalisme et plus particulièrement les modalités spécifiques de domination de la paysannerie. Gramsci, au travers d'une analyse concrète de la question méridionale en Italie, élabore un nouveau concept, celui de bloc historique, « complexe, déterminé par une situation historique donnée, constitué par l'unité organique de la structure et de la superstructure » (56). Les intellectuels sont au centre de cette analyse : ce sont eux qui « tissent le lien organique entre les deux éléments ».

La solution de la question méridionale (et plus généralement de la question agraire), ne passe donc pas par un développement accru du capitalisme en tant que préalable nécessaire au développement du processus révolutionnaire. Gramsci n'est hanté par aucun fantasme de la croissance et récuse toute vision évolutionniste de l'histoire. Il s'agit pour lui de créer dès maintenant les conditions de développement de ce processus, entre autres en permettant aux masses paysannes d'œuvrer directement à leur émancipation. La libération de leurs potentialités créatrices, soutenue par le parti politique et un ou plusieurs intellectuels collectifs, passe par la mise en œuvre d'une double stratégie (destruction/reconstruction) : « désagréger le bloc intellectuel qui est l'armure souple mais résistante du bloc agraire. Faire naître une « culture nationale populaire » (littérature, théâtre etc...). En d'autres termes, elle implique un nouveau rapport entre ouvriers et paysans, entre intellectuels/parti-masses, tel que Gramsci l'a développé dans le concept d'hégémonie.

III. Hégémonie, direction prolétarienne

L'emploi du terme hégémonie n'est pas nouveau dans les textes de l'époque. On le trouve en particulier dans les textes de la III^{ème} Internationale et chez Lénine, auquel est « due » d'après Gramsci lui-même « l'importance philosophique du concept et du fait de l'hégémonie » (57). Des formulations de ce type sont courantes dans les Cahiers de Prison, mais il semble bien que Gramsci ayant compris la portée de la Révolution russe dans toutes ses implications a été tenté d'attribuer à Lénine ce qui constitue sa propre élaboration (58). De nombreux travaux se sont attachés à montrer l'importance et la spécificité de l'apport de Gramsci à cet égard (59). Leurs conclusions sont assez souvent divergentes, parfois même contra-

dictoires. C'est dans cette conjoncture que vient de paraître en France une importante mise au point de Perry Anderson (« Sur Gramsci », Maspero, 1978).

Défini par Gramsci comme l'ensemble des fonctions de direction, d'éducation et de domination qu'exerce une classe sur une formation sociale, pendant une période historique donnée, par l'intermédiaire de la société civile, le concept d'hégémonie constitue l'axe unificateur des Cahiers de Prison et le point d'aboutissement de l'expérience politique de Gramsci et de l'Ordine Nuovo, donc d'une démarche indissociablement individuelle et collective, théorique et pratique. Ce concept apparaît comme le lieu du dépassement des contradictions soulevées, au plan pratique et au plan théorique, par le problème des rapports ouvriers-paysans dans la lutte pour le socialisme. Nous avons constaté en particulier que c'est après avoir élucidé les formes qu'a revêtues la question agraire en Italie que Gramsci parvient, à la veille de son incarcération, à articuler rôle dirigeant du prolétariat et rôle actif de la paysannerie dans le processus révolutionnaire, à relier dialectiquement au sein du concept d'hégémonie direction prolétarienne et alliance ouvriers-paysans. Toutefois, la spécificité de cette liaison et la nouveauté du contenu de chaque terme ne se dévoilent pleinement que dans les Cahiers de Prison, rédigés dans des conditions particulières (60).

Gramsci commence à écrire en prison en 1929; l'ensemble des recherches de cette période est animé par une grande interrogation : « Quand peut-on dire que les conditions sont réunis pour qu'une volonté nationale populaire puisse naître et se développer » (61). Dans sa réponse, Gramsci situe en premier plan les conditions d'ordre superstructurel. Prenant appui sur une thèse du jeune Marx (« Les pensées de la classe dominante sont, à toutes les époques, les pensées dominantes » (62)), il affirme : « La fondation d'une classe dirigeante équivaut à la création d'une Weltanschauung » (63). Cette création passe d'abord par la critique de la Weltanschauung dominante, représentée pour Gramsci par l'idéalisme (Croce), mais aussi par les courants qui dominent le mouvement ouvrier européen tels le matérialisme mécaniste (Boukharine) et l'économisme (« Syndicalisme théorique » en Italie et en France, socialisme Fabien, une partie importante du travaillisme) qui représentent une « banalisation » du marxisme et finalement par l'ensemble des systèmes philosophiques ayant existé jusqu'à ce jour dans la mesure où ils ont laissé « des solides stratifications » dans la culture contemporaine. Gramsci présente cette critique comme fondamentale puisque, nous dit-il, « l'hégémonie réalisée signifie la critique réelle d'une philosophie, sa dialectique réelle » (63).

Elle est fondamentale pour plusieurs raisons dont l'une au moins doit être évoquée ici: les grands systèmes philosophiques (tout comme la religion du haut clergé) sont ignorés des masses populaires; en revanche, ils ont sur elles une efficacité au sens où « ces systèmes influent sur les masses populaires comme force politique externe, comme élément de la force de cohésion des classes dirigeantes, comme élément par conséquent de la subordination à une hégémonie extérieure, qui limite négativement la pensée originale des masses sans influencer sur elles positivement, comme ferment vital de transformation intime de ce que les masses pensent de façon embryonnaire et chaotique à l'égard du monde et de la vie » (64).

C'est pourquoi la critique de Gramsci n'est pas conduite de manière académique ou purement spéculative: un système contre un autre. Elle a comme point de départ « le sens commun », défini comme « un concept équivoque, contradictoire, multiforme » (65) et plus précisément comme « une conception désagrégée, incohérente, inconséquente, conforme à la position sociale et culturelle des foules dont il est la philosophie » (66). A travers la « philosophie spontanée » contenue dans le sens commun et également dans le langage, dans la religion populaire et le folklore, les masses populaires tendent à adopter, tout en lui faisant subir différents types de transformations, la conception du monde forgée par les intellectuels des classes dominantes (67). Cette conception coexiste en réalité avec une autre conception du monde propre aux classes populaires, celle qui est implicitement contenue dans l'action et qui, s'opposant à la première, est susceptible d'organiser les représentations des classes dominées en fonction de leurs propres intérêts. « Tel est le noyau sain du sens commun, ce qui justement pourrait s'appeler le bon sens et qui mérite d'être développé et rendu unitaire et cohérent » (67). Gramsci en tire deux conséquences importantes:

- il est impossible de disjoindre philosophie « scientifique » et philosophie populaire. Entre les deux, la différence est d'ordre quantitatif et non qualitatif.

- la philosophie est indissociable de la politique, « et l'on peut même montrer que le choix et la critique d'une conception du monde sont des faits politiques eux aussi » (cahier 11, p. 179).

Pourquoi Gramsci exprime-t-il « la nécessité de nouvelles croyances populaires, c'est-à-dire d'un nouveau sens commun, et par conséquent d'une nouvelle culture et d'une nouvelle philosophie qui enfoncent leurs racines dans la conscience populaire avec la même solidité et le même caractère impératif que les croyances traditionnelles » (68)? C'est que l'élaboration d'une conception du monde appartenant en propre aux classes dominées se révèle être la

condition nécessaire de l'irruption « simultanée » des masses ouvrières et paysannes dans la vie politique. Gramsci montre (69) que les crises en créent seulement les « prémisses objectives » et que seule une vision du monde autonome, c'est-à-dire la conscience du but à atteindre soutenue par une « volonté collective » est susceptible d'engendrer un processus révolutionnaire.

En 1920, c'est précisément cet « élément subjectif » qui a fait défaut aux forces révolutionnaires italiennes dont l'échec hante Gramsci. Pour préciser les conditions qui leur permettront d'être victorieuses à l'avenir, il scrute l'expérience des luttes passées (70). Il définit le « Risogimento » comme une « révolution passive », étrangère aux masses et tout particulièrement aux masses paysannes: elle ne fut pas précédée d'une « préparation idéologique de longue haleine, prévue organiquement pour réveiller les passions populaires et en rendre possibles la concentration et l'éclatement simultanés » (71).

A l'inverse, la France « eut une grande réforme populaire au siècle des Lumières qui précéda et accompagna la Révolution de 1789 », réforme conduite par la bourgeoisie, alors classe dominée, qui réussit à se rallier la paysannerie et par là à établir son hégémonie culturelle sur les masses populaires (72). Dans l'Italie du premier après-guerre mondial se pose « la question d'une réforme intellectuelle et morale, c'est-à-dire la question d'une conception du monde ». Elle implique « la reprise adéquate de la philosophie de la praxis » (73). Gramsci désigne ainsi le marxisme (« Marx est un créateur de Weltanschauung ») qui, loin de correspondre chez lui à un ensemble de dogmes, est conçu comme philosophie vivante, en constante élaboration, encore à naître en tant que philosophie de masse à laquelle puissent participer tous les opprimés avant leur prise du pouvoir. Dans cette perspective, l'activité philosophique est conçue essentiellement comme « une lutte culturelle pour transformer la « mentalité » populaire et répandre les innovations philosophiques qui s'avèreront « historiquement vraies » pour autant qu'elles deviendront concrètement, c'est-à-dire historiquement et socialement, universelles » (74).

Gramsci insiste sur la « primauté du moment superstructurel », mais en établissant « un lien nécessaire et vital », ou d'interdépendance, entre infrastructure et superstructure, entre lutte économique et lutte idéologique (75). Par exemple, dans le Cahier intitulé « Petites notes sur la politique de Machiavel », qui contient des développements importants sur le problème de la direction du processus révolutionnaire, il explicite le contenu de l'hégémonie et par

là nous ramène à son fondement: « Si l'hégémonie est d'ordre éthico-politique, elle ne peut pas ne pas être également économique, elle ne peut pas ne pas avoir pour fondement la fonction décisive que le groupe dirigeant exerce dans le noyau décisif de l'activité économique » (76). Dans le cas d'une formation sociale capitaliste, « la fonction décisive » dans l'activité économique est exercée par le prolétariat (dont la définition serait à préciser aujourd'hui), seule classe en position d'affrontement direct avec la classe dominante et n'ayant plus d'intérêt particulier à faire prévaloir contre cette dernière. De ce fait, elle « peut et doit » prendre la direction de la réforme intellectuelle et morale de la société et par là devenir hégémonique, c'est-à-dire représenter les intérêts de l'ensemble des classes dominées, ses alliés. Qui sera le promoteur de cette réforme, se présentant concrètement sous « la forme d'un programme de réforme économique » ? Non pas, répond Gramsci, un ou des individus, mais un « organisme »: le parti politique (77).

La conception gramscienne du parti politique (et plus généralement de l'organisation) est étroitement liée à la conception de l'hégémonie. Elle en constitue un excellent révélateur en montrant que l'hégémonie du prolétariat nécessite « le consensus actif » des classes et couches alliées et exclut pour le prolétariat organisé, affronté au problème de son rapport aux masses, en particulier paysannes, tant avant qu'après la prise du pouvoir d'Etat, tout recours à des solutions de type coercitif ou manipulateur. L'un des aspects les plus originaux de cette conception est d'établir une liaison dialectique entre transformation de la société, du parti (ainsi que du syndicat et autres organisations « volontaires » qui préfigurent la société à venir) et de l'homme lui-même. C'est par là que nous aborderons le problème.

Définissant l'homme comme « l'ensemble des rapports sociaux » (78), Gramsci n'envisage pas sa transformation comme une simple résultante des deux autres, (celles de la société et du parti), mais comme un processus qui leur est lié en même temps qu'il les conditionne. Au centre de ce processus le problème auquel tout homme qui cherche à transformer le monde est confronté, que cet homme ait une fonction d'intellectuel ou non: l'unité de la théorie et de la pratique, comprise comme un « devenir historique ». L'homme de masse agit pratiquement, sans pour autant avoir clairement conscience de cette activité « qui est pourtant une connaissance du monde dans la mesure où elle le transforme ». Bien plus, « il a deux consciences théoriques ou une conscience contradictoire : l'une implicite, « réellement l'unité à tous ceux qui travaillent avec lui dans la transformation pratique de la réalité » (79), l'autre, ver-

bale, superficielle, héritée du passé, le relie aux groupes sociaux dominants et le maintient en position de subordination. Le dépassement de cette contradiction s'effectue progressivement à travers la lutte, entendue comme lutte contre « hégémonies » et non entre systèmes philosophiques. Ne pourrait-on reconnaître dans cette démarche celle de Gramsci lui-même ?

« La compréhension critique de soi-même advient par conséquent à travers une lutte entre des « hégémonies » politiques, entre des directions contradictoires d'abord dans le champ de l'éthique, puis de la politique, pour atteindre à une élaboration supérieure de la conception propre du réel. La conscience d'être une partie d'une force hégémonique déterminée (c'est-à-dire la conscience politique) est la première phase vers une conscience de soi ultérieure et progressive, dans laquelle théorie et pratique finalement s'unifient.

Même l'unité de la théorie et de la pratique n'est par conséquent pas une donnée de fait mécanique, mais un devenir historique qui a sa phase élémentaire et primitive dans le sentiment de « différence » de « distance prise », d'indépendance, sentiment à peine instinctif, et qui progresse jusqu'à la possession réelle et complète d'une conception du monde cohérente et unitaire. C'est pourquoi il faut mettre en relief la façon dont le développement politique du concept d'hégémonie représente un grand progrès philosophique, et non pas seulement politico-pratique, étant donné qu'il enveloppe nécessairement et suppose une unité intellectuelle et une éthique conforme à une conception du réel qui a surmonté le sens commun et qui est devenue, fut-ce entre des limites encore étroites, critique » (79).

Le processus d'unification de la théorie et de la pratique, que Gramsci relie ici au concept d'hégémonie, recouvre un double mouvement de déconstruction/reconstruction, analogue à celui qui a été évoqué précédemment à propos des masses paysannes méridionales. Cette démarche, indissociablement individuelle et collective, ne se réalise que dans/par l'organisation et implique l'instauration d'un nouveau rapport entre intellectuels, parti et masses. Gramsci se situe dans la perspective de l'abolition radicale de la division entre travail manuel et travail intellectuel, envisagée non pas comme un objectif lointain et abstrait, mais comme prenant corps

dès maintenant dans la pratique organisationnelle. En effet, la première étape du processus d'unification de la théorie et de la pratique tel que le conçoit Gramsci est la conscience politique, définie comme « la conscience d'être un élément d'une force hégémonique déterminée », ou qui tend à le devenir en luttant contre un autre. Au cours de ce processus qui est indissociablement élaboration de la conception propre du réel (ou nouvelle vision du monde) et conscience de soi progressive (un « connais-toi toi même »), l'homme de masse actif et l'intellectuel exercent une même activité critique qui a pour point de départ le sens commun. On sait que Gramsci se fonde sur le sens commun dont la philosophie des intellectuels constitue en quelque sorte les « cimes » pour affirmer que « tous les hommes sont philosophes ». Destinée à devenir le nouveau sens commun, la philosophie de la praxis ne peut se présenter à l'origine que comme dépassement du monde culturel existant : « il ne s'agit pas d'introduire ex novo une science dans la vie individuelle de « tous les hommes », mais de rénover et de rendre « critique » une activité déjà existante « afin de parvenir à élaborer et rendre cohérents les principes et les problèmes que les masses posent par leur activité pratique ». Cet objectif ne peut être atteint que dans la mesure où il existe « entre les intellectuels et les simples la même unité qui doit s'exercer entre la théorie et la pratique ». La constitution d'un « nouveau bloc culturel social » nécessite donc à plusieurs niveaux ce que Gramsci nomme « l'organicité, tant celle de la pensée philosophique que celle d'une solidité organisationnelle et d'une centralisation culturelle » (80).

La mise en œuvre de ce nouveau rapport théorie/pratique, intellectuels/masses passe de manière privilégiée, mais non exclusive, par le parti politique, que Gramsci définit comme « le creuset de l'unification théorie/pratique », ou encore comme « expérimentateur des conceptions du monde ». Dans les thèses de Lyon, il avait caractérisé la base de l'organisation du parti : dirigé par le prolétariat, le parti est organisé sur la base de la production (« toutes les objections à ce principe... sont l'expression de l'esprit antiprolétarien de l'intellectuel petit bourgeois qui se prend pour le sel de la terre et voit dans l'ouvrier l'instrument matériel du renversement social, non le protagoniste conscient et intelligent de la révolution »), en ville et à la campagne. Il est donc ouvert aux paysans, ainsi qu'aux intellectuels, compte tenu de « la nécessité de regrouper autour d'eux (les intellectuels) et de guider tous les éléments qui, d'une façon ou d'une autre, sont portés à se révolter contre le capitalisme ». Dans les Cahiers de Prison, sans revenir sur le concept d'hégémonie du prolétariat de manière explicite (problème

de la censure), Gramsci approfondit le concept de parti, et plus généralement d'organisation, à partir d'une approche historique et théorique. Dans le parti et par lui (ou le cas échéant un autre intellectuel collectif, Ordine Nuovo par exemple) la masse se différencie de la classe dominante, et en particulier de son passé, en reconstituant sa propre histoire (« représentation « dramatique » des tentatives faites au cours des siècles pour susciter une volonté collective nationale-populaire et les raisons des échecs successifs » (81)) jusqu'ici occultée (82). Gramsci insiste sur le thème de la « formation » des intellectuels au sens d'organisateurs, de dirigeants, sans lesquels il n'y a pas d'organisation ; il analyse ce thème d'un double point de vue :

- Création d'un « couche de gens » spécialisés dans l'élaboration conceptuelle et philosophique, relevant d'un processus tel que « l'aspect théorique du lien théorie-pratique se différencie concrètement » dans cette couche. Ce processus, présenté comme « long... plein de contradictions... de débandades et de regroupements », repose sur un rapport dialectique entre intellectuels et masse : tout bond en avant dans la couche des intellectuels est lié à un mouvement analogue dans la masse des simples. Il s'agit pour le parti de « sélectionner individuellement la masse agissante » et de « travailler à susciter une élite d'intellectuels d'un type nouveau qui sortent directement de la masse tout en restant en contact avec celle-ci ». Gramsci précise que ce « modèle » est radicalement opposé au modèle « travailliste ». Il indique qu'il soulève de nombreux problèmes, en particulier celui des « droits de la science » (liberté de discussion et de propagande, fixation d'une « direction » de la politique culturelle) et invite à étudier concrètement pour chaque pays « l'organisation culturelle qui tient en mouvement le monde idéologique » (Ecole, Eglise, journaux, revues, librairies, professions dont l'activité recouvre une part culturelle non négligeable », telles que celles de médecin, officier de l'armée, magistrat) bref, la société civile (83).

- Préparation des dirigeants à leur tâche. Gramsci pose une question préalable : « veut-on qu'il y ait toujours des gouvernés et des gouvernants, ou bien veut-on créer les conditions qui permettront que disparaisse la nécessité de cette division ? C'est-à-dire part-on du principe de la division perpétuelle du genre humain ou bien ne voit-on dans cette division qu'un fait historique, répondant à certaines questions ? » (84). Tel est le point de départ, considéré comme « fondamental », de la préparation dirigeants, et finalement de l'ensemble de la conception gramscienne du parti politique.

Une « construction de masse » de ce type est aux antipodes d'un

regroupement qui s'opérerait autour d'une personnalité ou d'un groupe proposant « arbitrairement » n'importe quelle idéologie. Elle relève de la liaison établie par Gramsci entre « savoir-comprendre-sentir » dans un texte assez rarement cité (85) : le « comprendre » permet le passage du « sentir » (« l'élément populaire « sent », mais il ne comprend ou ne sait pas toujours ») au « savoir » (« l'élément intellectuel » « sait » mais il ne comprend pas toujours et surtout il ne « sent » pas toujours ») et vice-versa. Comme l'ont écrit D. Griso-ni et R. Maggiori : « Outre un procès de connaissance, Gramsci établit par cette triple liaison les fondements du fonctionnement du parti révolutionnaire prolétarien » (86). Cette « construction » qui caractérise par excellence le parti révolutionnaire et plus généralement tout groupe jouant à un moment donné le rôle d'intellectuel collectif, est enracinée dans la pratique politique de Gramsci.

Face à l'échec des luttes ouvrières et paysannes du Bienno Rosso, qu'il attribue en particulier à la non-réalisation de l'alliance ouvriers-paysans, et à la victoire du fascisme en Italie d'une part, face à la mise en question de l'hégémonie du prolétariat par le P.C.U.S. et aux catastrophes déclanchées par une dictature tendant à devenir pure coercition sur les classes alliées, principalement la paysannerie, d'autre part, Gramsci avance une conception théorique et stratégique de la direction prolétarienne du processus révolutionnaire et de l'alliance ouvriers-paysans beaucoup plus élaborée que celle de Lénine. En effet, il établit de manière rigoureuse une distinction entre direction et domination :

– en fonction des groupes sociaux, ayant des intérêts opposés, concernés respectivement par chacune de ces deux pratiques : « La suprématie d'un groupe social se manifeste de deux façons, comme « domination » et comme « direction intellectuelle et morale ». Un groupe social est dominant à l'égard des groupes adverses qu'il cherche à « liquider » ou même à soumettre par la force armée, et il est dirigeant à l'égard des groupes qui lui sont proches et alliés » (87).

– en fonction du « moment » de leur exercice : la domination correspond au « moment de la force », de « l'autorité », et à la conquête de la société politique, alors que la direction correspond au « moment du consentement », de « l'hégémonie » et s'exerce au niveau de la société civile, tant avant qu'après la prise du pouvoir politique : « un groupe social peut, et même doit, s'imposer comme dirigeant avant même la prise du pouvoir gouvernemental (et c'est là l'une des conditions fondamentales pour la conquête du pouvoir); après la prise du pouvoir, même s'il l'a bien en mains, son rôle dominant ne doit pas pour autant lui faire perdre sa fonction dirigeante » (87).

Les masses paysannes sont concernées au premier chef par cette stratégie dont l'enjeu, déjà clairement désigné dans « Quelques thèmes sur la Question Méridionale » donne lieu à une série d'approfondissements théoriques dans les Cahiers : « Les intellectuels œuvrent à la fois au niveau de la société civile (« ensemble des organismes dits vulgairement privés », tels que l'Eglise, l'Ecole, la presse, les maisons d'édition etc...) pour obtenir le « consentement spontané » des grandes masses de la population à la direction imprimée à la vie sociale par le groupe fondamental dominant et au niveau de la société politique ou appareil de coercition de l'Etat qui garantit « légalement » l'obéissance des groupes qui ne « consentent » ni de façon active ni de façon passive, mais qui a été constitué pour s'exercer sur l'ensemble de la société, en prévision des moments de crise de commandement et de direction, lorsque le consentement spontané disparaît ». C'est pourquoi Gramsci définit les intellectuels comme des « commis du groupe dominant » ou encore « les fonctionnaires » des superstructures, puisque leur rapport au monde de la production n'est pas un « rapport immédiat », mais un « rapport « médiatisé », à des degrés divers, par tout le tissu social », c'est-à-dire par l'ensemble des superstructures. Dans le cas des intellectuels de type rural précédemment définis comme des intellectuels de type traditionnel, médiation professionnelle et médiation politique sont difficilement séparables (88). Gramsci en déduit une double conséquence :

- Au plan théorique : « On ne comprend rien à la vie collective des paysans, ni aux germes et aux ferments de vie collective qui y existent, si l'on ne tient pas compte, si l'on n'étudie pas de façon concrète et si l'on n'approfondit pas cette subordination effective des paysans aux intellectuels : tout développement organique des masses paysannes est jusqu'à un certain point lié au développement des intellectuels et en dépend » (88).

- Au plan pratique : la rupture du lien qui rattache les intellectuels à la classe dominante revêt une importance décisive pour que les masses paysannes n'en restent pas à un stade de « révolte larvée », mais participent directement à l'élaboration d'une nouvelle vision du monde, d'un « nouveau sens commun », à partir de leur propre pratique (lutte contre la propriété foncière dans le cas du Mezzogiorno). La rupture de ce lien ne relève pas d'une simple lutte culturelle, mais d'une lutte qui est d'abord politique et exige de la part du prolétariat une intervention spécifique, pour laquelle il « doit se défaire de tout corporatisme résiduel, de tout préjugé, de toute résistance syndicaliste » (89).

En effet, le maintien du statu-quo (ou reproduction du bloc agrai-

re méridional) n'est possible que dans la mesure où le Nord constitue lui aussi un bloc de classes ne présentant pas de failles trop importantes. Du point de vue de la bourgeoisie du Nord, il est fondamental que le prolétariat (industriel et agricole) « consente » à sa domination en partageant sa vision du monde, dut-elle en payer le prix en accordant des privilèges à certaines couches d'ouvriers. Réciproquement, l'alliance entre prolétariat du Nord et paysans du Sud, danger mortel pour la bourgeoisie et les classes qui lui sont liées, apparaît comme une nécessité pour les classes dominées. On comprend ici pourquoi Gramsci insiste tant dans « Quelques thèmes sur la Question Méridionale » sur l'action développée en ce sens par les communistes turinois à l'époque des années rouges. Seule classe en position d'affrontement direct avec la bourgeoisie, qui a objectivement « intérêt » à supprimer radicalement la distinction dirigeants/dirigés, le prolétariat constitue la clef de voute du système de rapports sociaux caractérisant une formation sociale dominée par le mode de production capitaliste, l'élément déterminant de la reproduction ou du renversement de ces rapports. Si le prolétariat reste sur des positions économico-corporatistes, il ne recherche qu'une alliance occasionnelle et tactique avec les paysans considérés comme un simple groupe de pression. S'il cherche au contraire à devenir hégémonique, c'est-à-dire « atteint la conscience que ses intérêts corporatifs propres, dans leur développement présent et futur, dépassent la sphère corporative, celle du groupe purement économique, et qu'ils peuvent et doivent devenir les intérêts d'autres groupes subordonnées (90), alors, et alors seulement, il est à même de créer les conditions d'une alliance durable, dans laquelle les paysans pourront eux-mêmes être une « force motrice de la révolution ».

Si Gramsci ne nous a pas livré une analyse exhaustive de « la structure » (analyse dont le besoin est vivement ressenti aujourd'hui), il nous a donné les moyens d'appréhender les liens qu'entretiennent structure et superstructure et révélé l'importance d'un moment clé dans le processus révolutionnaire : « on peut employer le terme de « catharsis » pour indiquer le passage du moment purement économique (ou égoïste-passionnel) au moment éthique-politique, c'est-à-dire à l'élaboration de la structure en superstructure dans la conscience des hommes. Cela signifie aussi le passage de « l'objectif au subjectif » ou de la « nécessité à la liberté ». La structure, de force extérieure qui écrase l'homme, l'assimile à elle et le rend passif, se transforme en moyen de liberté, en instrument pour créer une nouvelle forme éthique-politique, et génératri-

ce de nouvelles initiatives. La détermination du moment « cathartique » devient ainsi, à mon avis, le point de départ de toute la philosophie de la praxis » (91).

Juin 1978

Notes

(1) Il semble que le regain d'intérêt pour Gramsci dans les années 70 soit moins net en Italie que dans d'autres pays d'Europe occidentale ou aux Etats-Unis, où l'on tend davantage à le lire à partir de questions présentes. C'est du moins ce qui apparaît à travers différentes revues que nous avons pu consulter :

- France : Les Temps Modernes, février 1975, n° spécial ; Dialectiques n° 4-5, n° spécial.

- Catalogne : Taula de Canvi, Mai-Juin 1977, n° spécial.

- De nombreuses revues anglaises ou américaines, en particulier : Political Studies ; Theory and Society ; Science and Society ; International Journal of Sociology ; The socialist Register.

(2) DAVIDSON (A.B.), The various seasons of Gramscian Studies, in Political Studies (4), december 1972.

(3) A political and philosophical interview, New left review 86, 1974. Traduit dans Politique et philosophie, éd. Galilée, 1975, p. 50-52.

(4) GUIN (Y.), La commune de Nantes. Ed. Maspéro, collection Cahiers Libres, 1969.

(5) Si tel a été le cas, ou même s'il s'avère que la paysannerie a constitué un frein vis-à-vis du mouvement, il reste à élucider les causes de ce comportement. La même question mériterait d'être posée à propos d'autres périodes (1851, la Commune).

(6) Un numéro récent de la revue « Actes de la Recherche » (nov. 1977, 17|18) met en œuvre une nouvelle approche de ce problème : les représentations sociales de la paysannerie. P. BOURDIEU, après avoir montré l'importance des représentations sociales et de leur genèse considérée en tant que préalable critique de la science du monde social, définit la paysannerie comme « la classe objet par excellence... sans doute parce qu'elle ne s'est jamais donné ou qu'on ne lui a jamais donné le contre-discours capable de la constituer en sujet de sa propre vérité ».

(7) MARX (K), Les luttes de classes en France et le 18 Brumaire de Louis Bonaparte. Ed. Sociales.

(8) L'univers politique des paysans. Cahier de la Fondation Nationale des Sciences Politiques 184, A. Colin, 1972, p. 163.

(9) GRATTON (P), Les paysans français contre l'Agrarisme, Maspéro, 1972 ; (cf. le débat entre CGPT et CNP en 1935).

(10) Certes les économistes (GERVAIS M., SERVOLIN C. WEIL, Une France sans paysan. Ed. du Seuil, 1965) et sociologues (MENDRAS H., La fin des paysans, SEDEIS, 1967) qui avaient prévu à brève échéance la disparition de la petite et moyenne paysannerie ont depuis 1970 modifié leurs analyses. Toutefois, la thèse de la fin des paysans a aujourd'hui tendance à ressurgir au terme de certaines approches a-historiques de la paysannerie actuelle ou des couches qui lui sont liées.

(11) A notre connaissance, il n'existe pas d'enquête sur ce point. On trouve des informations dans la presse et plus particulièrement dans la presse marginale.

(12) MACCIOCCHI (M.A.), Pour Gramsci, Le Seuil, 1974. p. 146-147.

(13) En FRANÇAIS :

- Ecrits politiques, I, 1914-1920, Gallimard, 1974.

- GRAMSCI dans le texte, éd. sociales, 1975.

- Cahiers de prison. Cahiers 10, 12, 13, Gallimard, 1978.

- La Question Méridionale et les thèses de Lyon in Macciocchi (M.A.)

En ITALIEN :

- Scritti Politici, Ed. Riuniti, 1973, 3 vol.
- Il Risorgimento, ed. Riuniti, 1971.
- Gli Intelletuali, Ed. Riuniti, 1971.
- Quaderni del Carcere, Einaudi, 1975, 4 vol.
- (14) MANACORDA (G.), *Il Movimento operaio italiano*. Editori Riuniti, 1971 (3ème éd.)
- (15) MACCIOCCHI (M.A.) op. cit.
- (16) PICCONE (P.) *From Spaventa to Gramsci*, In Telos 31, Spring 1977.
- (17) Cf. Préface de F. de FELICE et V. PARLATO à la *Question Meridionale*, Ed. Riuniti, 1973.
- (18) Nom d'une revue fondée par Gramsci, Terracini et Togliatti le 1er mai 1919 ; il désigne en même temps le groupe de militants ouvriers et intellectuels qui a soutenu la revue et avec lesquels Gramsci a constamment travaillé.
- (19) Il serait intéressant de la reconstruire. Ce travail dépasse le cadre de cet article et l'état actuel de la documentation le rend difficile.
- (20) Sur ce problème important, cf. les textes de Gramsci en particulier : *Superstition et réalité* (1920) in *Ecrits politiques*, 1, p. 339-346 ; *Américanisme et fordisme*, in *Quaderni del Carcere* op. cit.
- (21) Le parti de la révolution (1919), in *Ecrits Politiques*, I. p. 297.
- (22) « La révolution contre le capital », 24 novembre 1917, in *Ecrits Politiques*, p. 135-138. Cet article bien connu, dont la forme est directement polémique, est dirigé contre une interprétation dogmatique et mécaniste du texte de MARX déduisant du « Capital » que la révolution n'est pas possible sans un prolétariat nombreux, donc avant que le capitalisme ait atteint un haut degré de développement. Contre la majorité de la IIe Internationale qui partageait cette interprétation et masquait ainsi son réformisme, Lénine a toujours soutenu la thèse inverse (la Russie constituait pour lui « le maillon le plus faible de la chaîne »). GRAMSCI reprend ici son point de vue.
- (23) « D'abord, être libres », 31 Août 1918, *écrits Politiques*, p. 189.
- (24) « Le Midi et la Guerre », 1er avril 1916, in *Ecrits Politiques*, p. 78
- (25) « Cléricali e Agrari », 7 juillet 1916, in *La Question Meridionale*, op. cit., pag 59.
- (26) Le protectionnisme, en particulier le protectionnisme céréaliier, a constitué la clef de voute du bloc industriels du Nord/agrariens du sud ; ce n'est pas un hasard si ce type de protectionnisme a atteint son niveau le plus élevé pendant la période fasciste avec la « bataille du grain » (cf. SERENI'E), « Il nodo delle politica granaria », *Politica ed Economia*, 1959, 1-9.
- (27) « Les Paysans et l'Etat », 6 Juin 1918, in *Ecrits Politiques*, p. 162.
- (28) Pendant la période des *Ecrits de Jeunesse* GRAMSCI n'a pas encore critiqué sa formation universitaire idéaliste. Il s'en expliquera lui-même plus tard (cf note 73). Est-il parvenu à faire cette critique par la suite ? Plusieurs commentateurs se sont posé cette question. C. BUCI-GLUCKSMANN y répond comme suit : « Ecoutons bien ce jeune GRAMSCI pour comprendre comment un certain idéalisme, la revendication d'une transformation globale de la société, pourront trouver dans le léninisme, dans son appropriation politique et théorique progressive, le seuil qualitatif à partir duquel une nouvelle pratique politique, en rupture avec celle de la IIe Internationale, deviendra possible » (GRAMSCI et l'Etat, Fayard, 1975, p. 16). A l'inverse, pour P. PICCONE (op. cit.), la démarche grascienne resterait hégélienne d'un bout à l'autre. Cependant, il ne parvient pas à montrer en quoi la pratique de GRAMSCI et la connaissance qu'il avait de Marx l'ont conduit à transformer la tradition théorique dominante en Italie, et en particulier à articuler le rapport théorie-pratique dans le processus révolutionnaire.
- (29) CARLO (A.) et CAPECELATRO (E.), « Against the Southern Question », in *International Journal of Sociology*, 4 : 213, 1974.
- (30) Compte tenu de l'accroissement de la concurrence internationale plaçant le

capitalisme italien dans une position d'infériorité de plus en plus nette (ce que nient les nationalistes) d'une part, de la perte d'autorité de l'Etat (« groupes armés irresponsables... qui tendent à créer des pouvoirs prétoriens locaux et si possible une dictature militaire ») d'autre part cf « Retour à la liberté », in *Ecrits Politiques*, p. 248.

(31) « Démocratie ouvrière », 21 Juin 1919, *Ecrits Politiques*, p. 244

(32) « Syndicats et Conseils » et « Syndicalisme et Conseils », in *Ecrits Politiques*, p. 278.

(33) « Gli avvenimenti del 2-3 dicembre 1919 », in *Scritti Politici*, II, p. 65.

(34) « Operai e Contadini », 3 Janvier 1920, in *La Question Meridionale*. op. cit. p. 71.

(35) *La Sardaigne et la classe ouvrière*, 17 février 1920, in *Ecrits Politiques*, op. cit. p. 317. Pourtant une lecture attentive des textes permet de repérer des formulations contradictoires qui dénotent bien la difficulté d'un problème auquel Gramsci continue à réfléchir alors qu'il est au cœur de l'action à Turin. Dans les *Ecrits Politiques* des années rouges, il est tantôt question « d'Etat ouvrier », tantôt « d'Etat ouvrier et Paysan » ou « d'appareil d'état ouvrier et paysan ». Les formulations concernant le parti présentent la même dualité. Enfin, Gramsci nous dit tantôt que la révolution se fera essentiellement dans les villes (*Ecrits Politiques* p. 301), tantôt qu'elle ne peut avoir lieu que simultanément dans les villes et dans les campagnes et il cite à ce propos le cas de l'Allemagne et de la Hongrie comme un contre-exemple : « le mouvement des prolétaires ne s'accompagna pas d'un mouvement des couches paysannes pauvres : les villes en révolte restèrent isolées, entourées par l'incompréhension et l'indifférence des campagnes de sorte que la réaction cléricale et capitaliste y trouva un ferme appui » (cf note 34)

(36) « Ouvriers et Paysans », 2 août 1919, in *Ecrits Politiques*, p. 259.

(37) Ces luttes (et celles des paysans d'autres régions d'Italie pendant les années rouges) n'ont commencé à être étudiées en Italie que récemment. Elles ont notamment fait l'objet de plusieurs communications au colloque intitulé « Antifascisme, résistance, paysans » (Istituto Alcide Cervi, 1975).

(38) *Cahier n° 11*, op. cit. p. 202.

(39) « Lutte antibourgeoise » et « La défaite bourgeoise », in *Ecrits Politiques*, p. 288 – « I rivoluzionari e le elezioni » et « i risultati che attendiamo » in *Scritti Politici*, II, p. 51.

(40) « Operai e contadini », 20 février 1920, in *La Question Meridionale* op. cit. p. 75.

(41) En ce qui concerne le PCI, on sait que la nature de ce lien constitue le point d'ancrage d'une polemique jamais close. La question agraire a constitué au Congrès de Lyon l'un des enjeux fondamentaux du débat entre majorité (conduite par Gramsci) et extrême-gauche (conduite par Bordiga). Plus généralement, il apparaît que l'articulation entre question paysanne et formes de la révolution prolétarienne recouvre un problème crucial. Le mouvement ouvrier a le plus souvent eu tendance à l'éluder : par exemple Staline et Trosky, quels que soient leurs désaccords bien connus, considèrent l'un et l'autre que la révolution doit se faire dans les villes. La position de Gramsci, on le voit, est radicalement différente. Il serait intéressant de la confronter de manière rigoureuse avec celle de Lénine et celle de Mao-Tsé-Tung.

(42) Proposition de la candidature du Méridionaliste Salvemini par les ouvriers, de Turin pour la place devenue vacante au 4ème collège de la ville.

(43) Quelques thèmes sur la Question Méridionale in Macciocchi (M.A.), op. cit., p. 314.

(44) Macciocchi (M.A.), *Gramsci et la question du fascisme*. In *Eléments pour une analyse du fascisme*, 10/18, T. 1, p. 21. « La situation italienne et les tâches du P.C.I. » (thèses de Lyon), in Macciocchi (M.A.), *Pour Gramsci*, op. cit., p. 347. Noter que pour Q. Hoare, Gramsci et les autres leaders du P.C.I. ont sérieusement sous-

estimé la force et les possibilités de développement interne du régime fasciste (Gramsci et Bordiga face au Komintern, in *Les Temps Modernes*, 1975, p. 959.

(45) Pendant les deux premières années de son existence, le P.C.I. a été dirigé par Bordiga. Ce n'est qu'à la fin de l'année 1923, de Moscou où il se trouve depuis mai 1922 en tant que délégué auprès de l'Internationale, que Gramsci, de plus en plus inquiet de l'absence de stratégie offensive de la part du P.C.I., tenant compte de la différenciation en cours depuis près d'un an dans le groupe dirigeant de Livourne, entreprend de rassembler une nouvelle majorité sans Bordiga, dont il partage cependant les vues sur plusieurs points. Cette nouvelle majorité sera par la suite couramment appelée « le centre »; il y avait déjà dans le P.C.I. une droite animée par Tasca, il y a désormais une gauche avec Bordiga.

(46) Cité par Macciocchi (M.A.), in *Pour Gramsci*, op. cit., p. 152.

(47) « La lettera per la fondazione de « l'Unità ». In *La Questione Meridionale*, op. cit., p. 79.

(48) « Il programma del Ordine Nuovo ». 1er mars 1924, *Scritti Politici* (1921-1926), op. cit., p. 73. Ce texte très important se trouve dans le n° 1 de la 3ème série de l'Ordine Nuovo. Que Gramsci ait alors de Vienne relancé la parution de la revue (interrompue depuis 1922) montre le rôle irremplaçable qu'il assigne à l'intellectuel collectif.

(49) « Capo », in *Scritti Politici*, III, p. 59.

(50) *La crisi della piccola borghesia*. In *Scritti Politici*, 1921-1926, op. cit., p. 84.

(51) L'Association Nationale de Défense des Paysans était « une structure distincte de la confédération des travailleurs de la terre, laquelle rassemblait sans distinction paysans et salariés, et manifestait au niveau organisationnel l'insuffisance de la politique paysanne du P.S.I. In *De Felice et Parlato*, op. cit., p. 25.

(52) D'après Q. Hoare (*Les Temps Modernes*, op. cit.) l'évolution des effectifs du P.C.I. a été grosso modo la suivante :

1921 : 40.000 adhérents (dont 98% d'ouvriers et 245 intellectuels)

1922 : 25.000 adhérents (septembre)

1923 : 5.000 adhérents en avril. 8.500 en septembre

1924 : 12.000 adhérents en fin d'année

1925 : 25.000 adhérents en fin d'année.

(53) « La Relazione di Gramsci sul III Congresso (Lione) del PCI », in *La questione Meridionale*, op. cit., p. 105.

(54) In « La situazione interna del nostro partito compiti del prossimo congresso ». 3 juillet 1925, *Scritti Politici*, 1921-1926, op. cit., p. 156.

(55) In « Quelques thèmes sur la Question Méridionale » op. cit. La question vaticane est analysée plus particulièrement dans les Thèses du Congrès de Lyon.

(56) Grisoni (D.) et Maggiori (R.), *Lire Gramsci*. Editions Universitaires, 1973, p. 159.

(57) In *Quelques problèmes pour l'étude de la philosophie de la praxis*. In *Gramsci dans le texte*, op. cit., p. 241.

(58) Nous partageons sur ce point l'analyse de P. Piccone. Cf « Gramsci's Marxism : beyond Lenin and Togliatti », in *Theory and Society*, vol. 3-4, winter 1976, p. 485.

(59) Parmi les travaux parus en France : Althusser, *Idéologie et appareils idéologiques d'Etat*. In *La Pensée*, juin 1970; Bucì-Glucksmann (C.), op. cit.; Macciocchi (M.A.), op. cit., G. et le P.C.I. : deux conceptions de l'hégémonie ». In *Dialectiques* n° 18-19. En Italie : Gruppi (L.), *Il Concetto di Egegemonia*. In *Gramsci*, Rome, 1972; Caracciolo (A.), A proposito di Gramsci, la Russia e il movimento bolscevico. In *Studi Gramsciani*, Convegna du Roma, 1958; Auciello (N.), *Socialismo ed Egegemonia*. In *Gramsci e Togliatti* (Bari, 1974); Ferrarotti (F.), « Note sul Eurocomunismo ». In *La critica sociologica* 44, Inverno 1977. Aux Etats-Unis : Piccone (P.), *Gramsci's Marxism : Beyond Lenin and Togliatti*, op. cit.

(60) On désigne ici à la fois la vie de Gramsci en prison et les problèmes du mouvement ouvrier qui ont motivé sa recherche, en particulier :

En Italie : défaite du prolétariat (dans les Thèses de Lyon, Gramsci attribue cette défaite « aux carences politiques, organisationnelles, tactiques et stratégiques du parti des travailleurs » qui, entre autres, n'a pas su réaliser l'alliance ouvriers-paysans) et victoire du fascisme.

En Russie : quelques semaines avant son arrestation, Gramsci rédigea, au nom du bureau politique du P.C.I., une lettre adressée au comité central du P.C.U.S. au sein duquel les divisions lui semblaient revêtir une signification de plus en plus inquiétante alors l'U.R.S.S. est sous le régime de la NEP. Il y écrit en particulier : « C'est l'hégémonie du prolétariat qui est remise en question dans son principe comme dans sa pratique : ce sont les rapports fondamentaux d'alliance entre ouvriers et paysans qui sont mis en cause et menacés. Autrement dit, les piliers même de l'Etat ouvrier et de la Révolution ». Comme le montre le dossier rassemblé par M.A. Macciocchi, Gramsci repoussait les thèses de Trotsky, Zinoviev et Kamenev et, en même temps, il percevait dès cette époque les dangers du stalinisme (Cf Pour Gramsci, p. 373-389).

(61) Cahier 13, op. cit., p. 357.

(62) Marx (K.), L'idéologie allemande. Ed. Sociales, 1974, p. 86.

(63) In Gramsci dans le texte, op. cit., p. 241.

(64) Cahier 11, op. cit., p. 195.

(65) Ibid., p. 198.

(66) « Ce qui est « pratique » pour la classe fondamentale devient « rationalité » et spéculation pour ses intellectuels. Tout l'idéalisme philosophique moderne doit être expliqué sur cette base de rapports sociaux » (Cahier 10, op. cit., p. 158).

(67) Cahier 11, op. cit., p. 180.

(68) Cahier 11, op. cit., p. 199. Gramsci considère que cette formulation se trouve implicitement dans certaines affirmations de Marx qui font « allusion au sens commun et à la solidité de ses croyances ». La note de R. Paris cite à ce propos un passage de la « Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel » (p. 199, n 2).

(69) Cahier 13, op. cit., « Analyse des situations. Rapports de forces », p. 376-386.

(70) « Seules l'expérience politique et « la tension d'avoir à répondre » à des problèmes concrets peuvent unifier ce qui s'est réellement produit et ce que nous sommes capables de saisir (A. Baldan, Gramsci as an Historian of the 1930's, In Telos, op. cit., p. 103).

(71) Le concept de révolution passive. In Gramsci dans le Texte, op. cit., p. 542.

(72) Deux textes font bien ressortir le contraste entre les deux pays : pour l'Italie, cf Cahier 10, p. 36 et pour la France Cahier 13, p. 372 et Gramsci dans le texte, p. 258-259.

(73) Au début du Cahier 10, rédigé de 1932 à 1935, Gramsci expose ce qu'il entend par « reprise adéquate de la philosophie de la praxis » et clarifie sa position vis-à-vis de l'idéalisme. Il revient pour cela à ses Ecrits de jeunesse et cite le texte suivant : « En février 1917, j'ai écrit que de même que l'hégélianisme avait été la prémisses de la philosophie de la praxis au XIXème siècle aux origines de la civilisation contemporaine, de même la philosophie crocienne pouvait être de nos jours, pour notre génération, la prémisse d'une reprise de la philosophie de la praxis ». Il qualifie maintenant cette formulation d'inadéquate « car dit-il, à cette époque le concept de l'unité de la théorie et de la pratique, de la philosophie et de la politique n'était pas encore clair pour moi, et moi, j'étais tendanciellement plutôt crocien », puis propose une nouvelle formulation, « plus élaborée critiquement ». « Il faut opérer pour la conception philosophique de Croce la même réduction que celle que les premiers théoriciens de la philosophie de la praxis ont opérée pour la conception hégélienne » (Cahier 10, op. cit., p. 39).

(74) Cahier 10, p. 129. A maintes reprises, Gramsci insiste sur le caractère « universel » ou « mondial » de la nouvelle vision du monde (Cahier 10, p. 39). Dans la pensée de Gramsci, il s'agit bien d'une création : la nouvelle vision du monde n'est pas conçue comme un « présupposé unitaire » (à l'inverse de la doctrine de l'Eglise

par exemple) mais comme un « point d'arrivée ».

(75) « Si les hommes prennent conscience de leur position sociale et de leurs tâches dans le domaine des superstructures, cela signifie qu'il existe un lien nécessaire et vital entre la structure et la superstructure » (Cahier 19, op. cit., p. 120). Gramsci reprend ici une thèse de Marx qu'il approfondit. Le problème des rapports entre infrastructure et superstructure lui apparaît pour le XXème siècle comme « le problème le plus important de la philosophie de la praxis ».

(76) Cahier 13, op. cit., p. 388.

(77) Ibid., p. 355.

(78) « Qu'est-ce que l'homme ». In Cahier 10, op. cit., p. 136-137 et 141-144. Pour Gramsci, « c'est là la première et la principale question de la philosophie ».

(79) Cahier 11, op. cit., p. 184-185.

(80) Cahier 11, p. 181-182. dans la pensée de Gramsci, la position de la philosophie de la praxis est l'antithèse de la position catholique : elle affirme l'exigence d'un contact entre les intellectuels et les « simples » non pas pour « limiter l'activité scientifique et pour maintenir une unité au bas niveau des masses, mais bien pour construire un bloc intellectuel-moral qui rende politiquement possible un progrès intellectuel de masse » (ibid. p. 184).

(81) Cahier 13, op. cit., p. 357.

(82) Cf. A. Baldan, « Gramsci as an Historian of the 1930 ». In Telos, op. cit., p. 110.

(83) Cahier 13, op. cit., p. 185-192.

(84) In Gramsci dans le texte, op. cit., p. 447.

(85) Cahier 11, op. cit., p. 299.

(86) Grisoni (D.), Maggiori (R.), Lire Gramsci, op. cit., p. 249.

(87) Il Risorgimento, Ed. Riuniti, 1971, p. 94.

(88) Cahier 12, op. cit., p. 314-317. Dans une perspective d'actualisation de la pensée de Gramsci, une série de questions devraient être posées : une analyse de ce type était-elle dans les années 30 applicable à d'autres régions que le Mezzogiorno, en Italie ou en Méditerranée ? Dans quelle mesure est-elle encore valable aujourd'hui ? etc...

(89) « Quelques thèmes sur la question méridionale », op. cit., p. 321.

(90) Cahier 13, op. cit., p. 381.

(91) Gramsci dans le texte, op. cit., p. 194.

La révolte de l'Iran, table ronde

*A.H. Banisadr, C. Brière, A. Chenal, A.P. Lentin
P. Vieille interrogés par E. Bolo*

Au début du mois de Novembre 1978, à la demande d'Etienne Bolo, au nom de Peuples Méditerranéens – Mediterranean Peoples, Abol-Hassan Banisadr, Claire Brière, Alain Chenal, Albert-Paul Lentin, Paul Vieille, se sont réunis pour tenter de comprendre la révolte de l'Iran. (A.H. Banisadr, pris par ailleurs, n'a pu assister à la fin de la discussion).

E. BOLO : Les questions que je voudrais poser pour amorcer le débat sont simples : que se passe-t-il depuis quelques mois en Iran, quelle a été la genèse de cette crise qui menace d'emporter le régime du Chah, enfin, compte-tenu des forces qui composent le vaste mouvement populaire d'opposition et qui va peut être prendre le pouvoir, quel avenir entrevoyez-vous pour l'Iran ? Ce qui frappe quand on lit la presse, et notamment certains d'entre vous, c'est que la crise iranienne présente une spécificité. Alors que dans les autres pays musulmans, – je pense plus particulièrement au Maroc – l'opposition est généralement de gauche, c'est-à-dire d'inspiration plus ou moins marxiste, en Iran, les Ayatollahs, fer de lance de l'opposition populaire, combattent au nom du chi'isme et veulent l'instauration d'un gouvernement islamique. Que peut attendre le peuple d'un gouvernement islamique – pensons à l'Arabie Séoudite – même s'il se réclame du chi'isme ?

A.P. LENTIN : Je ne pense pas que le cas iranien soit tellement particulier, bien qu'il ait ses spécificités. Ce qui se passe en Iran, n'est, à mon sens, en effet, que l'un des exemples, spectaculaire il est vrai, illustrant une évolution qui se déroule dans tout le Tiers-Monde et notamment le monde musulman. Il me semble donc

nécessaire de résumer très schématiquement, en préalable à cette discussion, les traits fondamentaux de ce mouvement.

1° On voit, dans tous les pays du Tiers-Monde, émerger des moyennes bourgeoisies tandis que la partie la plus déshéritée de la population de ces pays se paupérise davantage encore. En effet, le capitalisme moderne fait entrer dans ses circuits un certain nombre de consommateurs et de producteurs du Tiers-Monde afin d'établir ses marchés, et de donner une assise politique un peu plus grande aux pouvoirs qu'il met en place, mais dans le meilleur des cas, il n'assure le développement que d'une minorité de la population de ces pays, alors que la majorité s'enfonce dans le sous-développement. Là, le cas de l'Iran est particulièrement significatif. Le régime féodal et théocratique a pu, grâce à la rente pétrolière, financer d'une part une réforme agraire très limitée (la pseudo « révolution blanche ») et, par ailleurs, de grands projets industriels, si bien que la distribution – évidemment très inégale – de revenus nouveaux a abouti, sur le plan social, à la constitution d'une « nouvelle classe » de petits privilégiés (intermédiaires divers, fonctionnaires, bureaucrates) liée à la classe dominante des grands privilégiés corrompus. Cependant dans le contexte d'une crise générale, structurelle, du système mondial capitaliste, la baisse permanente du cours du dollar, la monnaie dans laquelle sont libellées les transactions pétrolières, a fait sensiblement baisser les profits des pays « pétroliers », dont l'Iran. De nombreux projets industriels en cours ont été ralentis, et de nombreux autres ont été purement et tout simplement abandonnés. Les nouvelles couches de la population qui avaient ramassé quelques miettes d'un développement économique relatif et provisoire, ont été à nouveau paupérisées, ce qui a accru encore l'écart considérable entre le niveau de vie de la petite minorité des privilégiés et la grande majorité des déshérités.

2° Ce phénomène économique et social, général dans tout le Tiers-Monde, a eu des répercussions culturelles et politiques très fortes dans ce pays profondément musulman qu'est l'Iran.

Au sommet de la pyramide que forme la société iranienne, les privilégiés, qui étalent leurs richesses ostentatoires (gonflement des comptes en banque aux Etats-Unis ou en Suisse, « dolce vita », fastes de la cour, fêtes fabuleuses de Persépolis, etc) ont été de plus en plus amenés à apposer sur les contestataires, de plus en plus indignés eux par leur luxe scandaleux, véritable injure à la misère du peuple, l'étiquette de l'athéisme « marxiste ou marxisant ». L'« argument religieux » a été de plus en plus utilisé pour tenter de dis-

créditer toutes les oppositions.

A la base, dans le même temps, les déshérités qui eux, sont véritablement, et non pas « tactiquement » musulmans, ont été amenés à penser et à dire – de plus en plus haut – que la pourriture des privilégiés s'explique par le fait que ces Tartuffe, par ailleurs très « occidentalisés » se sont écartés de la morale rigoriste et des principes égalitaristes du Coran.

Là encore, l'accentuation, au sein des masses, de l'attachement à ces valeurs essentielles de l'Islam est un phénomène général au sein du monde musulman. L'exemple le plus évident – mais non pas le plus isolé – de cette poussée vers le « fondamentalisme » – et aussi vers l'archaïsme islamique – est celui de la Lybie. A Tripoli, en effet, le colonel Kadhafi prétend donner à cette pulsion une dimension théorique et politique, et, en dépit de sa naïveté – ou peut-être même à cause de cette naïveté – son entreprise rencontre des échos certains dans les profondeurs encore plus ou moins médiévales du monde musulman. J'ai eu l'occasion d'écouter, à la « conférence au sommet des non alignés » à Alger, en septembre 1973, le discours prononcé par le leader lybien et d'observer les réactions suscitées par les propos tenus, à la tribune, par le président Kadhafi, et retransmis par la radio. Dans la salle où avait lieu la conférence, au « Club des Pins », l'assistance – composée d'hommes politiques ou de diplomates « modernistes » – se gaussait de certaines phrases bizarres ou ridicules que son mysticisme politico-islamique élémentaire dictait au jeune chef d'Etat lybien, mais, si l'on s'enfonçait dans les quartiers populaires de la capitale algérienne, on pouvait constater que ses tirades de nouveau prophète inspiré et son grand thème du « socialisme islamique » recueillaient souvent une adhésion enthousiaste.

En Iran aussi, c'est le populisme musulman qui exprime le plus vigoureusement, le plus impétueusement, à l'heure actuelle, le raidissement du sentiment oppositionnel face à la haute classe corrompue, répressive et totalement inféodée à l'impérialisme américain et aux autres impérialismes occidentaux. Il faut ajouter, car on doit, bien sûr, compléter ou corriger une analyse générale globale « comparatiste » par les nuances différentes qu'y apportent les spécificités nationales, que le caractère chi'ite – et non sunnite – de l'islamisme de l'Iran accentue encore, dans ce pays, le déferlement du populisme contestataire.

Le chi'isme en effet, est un mysticisme combattant, qui se reconnaît fondamentalement, par exemple, dans la grande figure religieuse et guerrière de l'iman Hussein, vénéré plus que tout autre

dans la ville sainte de Karbala (en Irak) et l'on a pu constater, dès les années 1950-1955 (je me souviens d'entretiens très éclairants, à ce sujet, avec le grand combattant antiimpérialiste que fut Mossadegh) que ce chi'isme combattant, et, par ailleurs fondamentalement méfiant – c'est sa seconde particularité – vis à vis de tout pouvoir temporel, se sentait provoqué, au sens le plus précis et le plus explosif de ce terme, par la prétention du Chah à ériger le culte de sa propre personnalité et à construire autour de son trône, une « idéologie impériale » coexistant dans une situation de prépondérance, avec l'idéologie islamique. On peut donc dire que la révolte contre le monarque, et même contre la monarchie, qui est toujours aujourd'hui, principalement dirigée par les Ayatollahs, les Mollahs, les chefs religieux chiites, grands et petits, ne fait que porter à son point culminant un phénomène traditionnel en Iran.

Alain Chenal : Il y a plusieurs choses qui me frappent dans la question qui a été posée. Je ne crois pas qu'il soit, dans un premier temps, important de faire du comparatisme parce que cela peut nous égarer. L'Iran a un certain nombre de traits particuliers dûs à sa situation géo-politique et à son histoire, qui font que c'est rester au niveau très général que de vouloir le comparer avec d'autres pays, notamment musulmans. Pour moi le monarque en Iran n'a rien absolument rien de commun avec aucune autre monarchie dans le monde musulman. C'est le premier point.

Deuxièmement, il y a un mouvement d'opposition qui a explosé. On en est tous témoins, certains ont même été des témoins directs, et je crois qu'il est à la fois juste et bon de donner toute sa dimension à ce mouvement, parce que c'est aussi une sorte de participation à cet effort. Mais il ne faut pas oublier aussi que l'opposition a toujours existé en Iran, sous des formes diverses, qu'elle n'a pas toujours eu cette ampleur spectaculaire, mais qu'elle a toujours été latente, et qu'elle a toujours pris des formes politiques variées. Même s'il ont été réduits quelques fois à leur plus simple expression, le dépôt et l'héritage des partis politiques ont toujours survécu depuis les années 1900, à travers un certain nombre de moments fastes et de moments néfastes.

L'Iran ne serait pas aujourd'hui ce qu'il est, s'il n'y avait pas eu Mossadegh, s'il n'y avait pas eu la révolution constitutionnelle en 1906. Il y a toujours des formes de protestation : il y a quand même des centaines et des centaines de jeunes, qui dans les générations toutes récentes sont montés dans la montagne et se sont fait tuer... il y eut aussi des mouvements de guérilla, qui étaient les uns marxistes et les autres d'inspiration religieuse, et qui préparaient peut-

être aussi le chemin de ce qui se passe aujourd'hui, qui font la liaison, que ce soient les mojahedin, ou les Tcherik Fedaï kalgh... Il ne faut pas l'oublier, et en ce sens je crois que si une table ronde devait être exhaustive, elle devrait rassembler, en plus de notre ami Banisadr, d'autres figures de l'opposition iranienne, qui marquent aussi la continuité d'un effort d'opposition et les différentes formes qu'elle a prise. Alors la question que je me pose plutôt que savoir pourquoi il y a eu une opposition religieuse, c'est pourquoi, il y a 18 mois, le peuple iranien a brisé le mur de la peur qui l'avait pratiquement enserré pendant 20 ans. Et pourquoi ce mouvement autonome, qui est un mouvement qui dépend très peu de l'extérieur – à l'inverse de ce qui se passe dans la plupart des mouvements que l'on pu voir se développer ces dernières années – pourquoi ce mouvement autonome a pris justement cette ampleur extraordinaire, en utilisant les formes et les instruments, les paroles et le leadership des institutions religieuses. Ça on le comprend, dans la mesure où 20 ans de répression préalable ont pratiquement éliminé d'autres formes d'expression politique... Mais pourquoi, depuis 18 mois donc, cette opposition latente, et qui je crois a toujours été la caractéristique du peuple iranien depuis 80 ans, à savoir le refus majoritaire, ou même très fortement majoritaire du système monarchique, pourquoi ce refus a pris brusquement cette ampleur, s'est concrétisé d'une telle façon ? Donc ma question, c'est : pourquoi ce moment-là ; et pourquoi cette forme-là ? Mais pas pourquoi y a-t-il une opposition en Iran ?

Claire Briere : Je voudrais tout d'abord me situer dans le débat : je suis témoin, et j'ai presque autant de questions à poser que de choses à raconter par ce que j'ai vécu, ce qui s'est passé en Iran dans un grand déchirement... Alors, par exemple, quand tu commences par dire : il se passe en Iran ce qui se passe dans tous les autres pays, j'ai vraiment envie de répondre : peut-être oui, peut-être dans quelque temps, mais pas encore. Pour l'instant, c'est vraiment quelque chose de très particulier. J'ai eu le sentiment, en suivant l'explosion populaire dans toute son intensité dramatique, que l'Iran était un pays qui nageait en pleine ambiguïté.

Je vais peut-être choquer Banisadr, mais il m'a semblé dramatique qu'il n'y ait aucune alternative civile possible en Iran. Pendant vingt cinq ans, tous les groupes politiques ont été décimés, tout l'héritage du Front National oublié ! quand on voit quelqu'un comme Sandjabi, qui est honnête, qui est vraiment intéressant, il dit : nous, on a connu Mossadegh, on en parle encore, mais la jeunesse, aujourd'hui, elle ne nous connaît plus, sinon sous forme de

symbole, c'est à dire que ça ne représente rien. Il y a eu le mouvement des intellectuels et des juristes, apparu il y a un an et demi, c'est vrai, à partir des déclarations de Carter. Ils ont cru, parce que Carter parlait des droits de l'homme, qu'il allait lâcher le Chah, et ceci avec une naïveté très grande, qui caractérise l'opposition en Iran. Il s'en est suivi une explosion de lettres, de déclarations ouvertes d'écrivains, de juristes. Il y a eu la grande réunion de l'Institut Goethe, qui a été la surprise pour tout le monde, et pour eux-mêmes, puisqu'ils attendaient 300 personnes et il en venu cinq mille... Aujourd'hui, ce que j'ai vu en août et en septembre, c'est que ça pour l'instant, c'est balayé ! Comment rendre compte de la montée du mouvement religieux ? Il n'y a plus aucune tissu social en dehors des mosquées. C'est donc dans les mosquées que tout se répercute, qu'on commence à parler de la répression, du désir de liberté. La mosquée devient le lieu géographique, le lieu symbolique de tout le mouvement. Sur le plan culturel, sur le plan géographique, sur le plan de la revendication, elle devient le lieu de rencontre, le lieu où on s'unit, c'est là où on communique.

Là donc, il y a quelque chose qui commence à bouillir, qui est en gestation... et qui n'a pas d'autre canal pour s'exprimer, pour exploser, que la revendication religieuse. Il y a des gens en Iran qui disent qu'ils tiennent un double langage sur la question politique et la question religieuse. Alors on ne peut affirmer comme ça d'emblée : ça va être comme la Libye, ou bien que ça ressemble au reste. En témoin honnête il faut dire qu'il y a les deux.

A.H. Banisadr : ... A mon avis, la crise vient de l'échec du développement dans la dépendance. Le régime du Chah a échoué. Il n'y a pas développement. Il n'y a qu'une destruction totale sur tous les plans. Une économie détruite, une culture détruite, une société détruite. Il est vrai que ni le régime, ni son opposition laïque ne savent quoi faire... c'est vrai. Ça montre l'échec du développement dans la dépendance. Et il y a un autre échec : celui de l'intelligentzia qui voyait dans une autre puissance, russe ou chinoise, un moyen, en se liant à elle pour se libérer de l'autre. Je parle de l'intelligentzia marxiste, qui était liée, pendant Mossadegh, à la Russie, et pendant ces dix dernières années, à la Chine de Mao. Alors, échec total. On revient donc à une tradition en Iran : vivre dans l'indépendance qui est la tradition Chi'ite en Iran. Il ne faut pas oublier que la lutte continue dans un pays qui était, qui est un champ de bataille. Ce n'est pas comme la Suisse. On ne fait pas la guerre ailleurs pour y faire de la trésorerie, car on fait la guerre en Iran.

Il faut une théorie pour survivre, et cette théorie, cette tradition, c'est le Chi'isme. C'est un refus de l'Occident parce qu'il représente un échec sur tous les plans.

Il faut dire enfin, que les caractéristiques de ce mouvement sont tout a fait différentes des autres pays. Il y a toujours eu une contradiction religion-pouvoir en Iran. Et même avant l'Islam, il y avait cette opposition. Pourquoi ? Parce que la religion exprimait la vie du peuple sédentaire travailleur, et il y avait une autre idéologie du pouvoir qui était contre ce peuple, qui l'exploitait. Il y avait donc cette opposition : une aliénation de la religion par le pouvoir politique, et chaque fois que l'on observe que cette aliénation va bloquer le système, c'est à dire que l'instance religieuse s'intègre dans le système politique, il y a un mouvement de contestation religieuse qui proteste. C'est toujours ainsi dans l'histoire de l'Iran, même avant l'Islam.

La quatrième caractéristique de l'Iran moderne, c'est l'idéologie Chahinchahi, qui est la même idéologie fabriquée par un certain institut américain pour l'Amérique Latine, pour tous les régimes militaires, avec cette spécialité que le Chah en Iran est symbole de pouvoir. Donc sa décision, c'est la loi ! Et ça a toujours été comme ça. Il faut donc qu'il ait dans ses mains tous les éléments du pouvoir, économique, politique, idéologique, et même social, puisque c'est lui qui est au centre de cette toile d'araignée qui lie les familles dominantes en Iran. Il a un pouvoir total, qui n'accepte à l'intérieur de l'Etat aucune possibilité de manifestation de pouvoir. Et c'est ça qu'il a fait avec les revenus pétroliers : détruire tous les pouvoirs qui échappaient au contrôle de l'Etat. Voilà, il a libéré ainsi le peuple tout entier de tous ces liens. Il n'y a plus de tribu, et les gens sont libres comme vous dites, il ne dépendent pas de la société villageoise, il n'y a donc plus ces rapports sociaux, culturels, etc... qui les lient, qui les tiennent, ils sont libérés de tout ça, par le régime lui-même.

E. Bolo : Comment le régime à-t-il pu dissoudre ces liens tribaux qui résistent presque partout ailleurs dans le monde musulman ?

A.H. Banisadr : Il les a dissous en empêchant de circuler, il a mis fin à l'élevage qui était la richesse des tribus, et ceci en employant la force économique et politique. Il a obligé le peuple à émigrer vers les villes. Il a fait la même chose avec les villages, en suivant son projet de détruire 70 000 villages pour construire 10 000 unités agro-industrielles. Ces villages sont d'ailleurs déjà détruits sans qu'il n'y ait eu encore aucune reconstruction. Le peuple est donc dans les villes, sans aucun avenir.

Claire Brière : Les modèles du Shah sont américains mais aussi soviétiques. En effet, le Shah suit ce double modèle. Par exemple, lorsque les ouvriers de Tabriz ont manifesté il n'y a non seulement pas eu de répression mais leurs revendications ont été satisfaites.

A.H. Banisadr : Une autre caractéristique aussi de ces mouvements est la continuité de l'opposition religieuse vis à vis du gouvernement, ce qui n'est pas le cas des autres oppositions. Pourquoi le Front National Ouvrier a-t-il été oublié ? Parce qu'il a lâché. Il n'y a pas lutté continuellement. Moi, j'ai lutté continuellement dans le Front National, je le connais très bien. Les fauteuils du Front National sont vides. Les militants s'en vont, reviennent après dix ans d'absence. Les opposants religieux, eux, restent et continuent la lutte. Ils sont dans les prisons et se font torturer. Cette continuité dans leur lutte ajoute au contexte international qui a été mal expliqué et qui est mal compris chez les intellectuels iraniens. Ceux-ci se sont ralliés à l'idéologie américaine. On ne parle plus d'indépendance, on parle de liberté, de libéralisation dans la dépendance. Les slogans maintenant sont : « Priorité à la lutte contre le despotisme ». Le peuple lui, refuse cette attitude. Sur toutes les photos on peut voir ce slogan : « Liberté, indépendance, gouvernement islamique ». Il y a donc refus du peuple d'adopter cette attitude des libéralistes qui croient à la liberté dans la dépendance, et un refus de croire au développement économique dans la dépendance. Le peuple cherche un autre modèle. Y a-t-il un autre modèle ? On le verra peut-être par la suite...

A.P. Lentin : Pour en terminer avec les problèmes de spécificité et de comparatisme qu'on a abordés par le mauvais côté, et pour en arriver au problème « Islam-marxisme » et à celui du devenir de l'Iran, je voudrais dire que, sur le premier point je maintiens intégralement les constantes que j'ai énoncées. Sur le deuxième, je crois que certaines spécificités sont fondamentales. La première c'est qu'on se méfie, a priori, de tout pouvoir, on le considère comme un ennemi. La deuxième, c'est que la monarchie iranienne n'a ressemblé à aucune autre, en ce sens qu'elle a tenu à se rattacher à un passé et a fait la théorie de l'idéologie impériale qu'aucune autre monarchie islamique n'a faite.

Si on admet ces spécificités, on verra que tout le reste relève, avec des nuances, de l'analyse générale que j'ai donnée : décalage entre une minorité qui se privilégie et une majorité qui se paupérise, poussée, dans tout le monde musulman, d'une force revendicatrice rattachée à la pensée islamique.

A propos du problème « islamo-marxiste », j'avoue que je me

sens, en tant qu'occidental ayant vécu en symbiose avec l'Islam, en contradiction avec vous tous. Je considère que la manière de poser les questions et les découvertes que vous faites, sont un peu naïves. Par exemple quand Claire dit que « la manifestation religieuse devient politique » elle semble ignorer que le politique et le religieux sont, dans le monde musulman, totalement mêlés. Je ne crois pas que le chiisme soit plus « martyriste » que les autres ! tout islamisme est « martyriste », par exemple en Algérie, pays sunnite, le *chahid* est à la fois le martyr et le témoin. Dans la conception musulmane, le martyrisme est le témoignage politique en même temps que religieux. Je crois que ce qui est fondamental c'est le fait que la religion, enseignée depuis l'école coranique, et qui imprègne profondément l'esprit des fidèles, est un tout. Le Coran est à la fois une religion, une mystique, un guide d'action pour la vie, bref, une totalité.

Je crois qu'il faut analyser en fonction de cette donnée lorsqu'on parle de modernisme et d'archaïsme, les échecs de la gauche marxisante... Certes dans la répression qui a frappé les uns et les autres, c'est l'Islam qui a pu avoir la parole dans les mosquées, alors que les autres ne l'ont pas eue. Tout cela est vrai, mais il reste, fondamentalement, le blocage politico-religieux. Un marxisant européen intervenant à propos d'un pays musulman ne peut pas réclamer qu'on donne la parole au peuple, et, en même temps, demander que le peuple parle d'une certaine manière parce que l'Europe capitaliste a fait sa révolution démocratique. Cette contradiction est historique et fondamentale. On ne peut pas la noyer dans le circonstanciel.

A.H.Banisadr : Je voudrais poser une question; étant donnée la situation des Palestiniens, dans quelle autre idéologie ou religion, le peuple peut-il s'unir ?

E.Bolo : Cela rejoint la question que je voulais poser tout à l'heure; est-ce que l'Islam ou la Mosquée ne sont pas le seul canal par lequel peuvent s'exprimer certaines oppositions, certaines contestations ? On peut mettre l'accent sur l'Islam en tant que doctrine religieuse, on peut aussi mettre l'accent sur l'Islam en tant qu'organisation et moyen de s'exprimer. C'est peut-être cette ambiguïté qui rend difficile et contradictoire l'analyse de la situation en Iran. Ces deux aspects de l'Islam ne sont-ils indissociables ?

Alain Chenal : Jusqu'à présent il n'y a que Banisadr qui a essayé de répondre à la question : pourquoi il y a deux ans, puisque l'Islam est une donnée permanente de l'histoire de l'Iran ? Il a dit : Pour des raisons économiques liées à l'extraordinaire bouleversement que le quadruplement du prix du pétrole a fait naître il y a trois ou

quatre ans. Pour le reste on est en train de discuter sur le problème de la permanence de l'Islam : est-ce que c'est plutôt un véhicule ou plus profondément une conviction politique ? Je crois qu'on ne sortira pas de ce type de débat.

Claire Brière : Tu crois qu'on va avoir des réponses à la fin de ce débat ?

A.P.Lentin : Il faudra bien y arriver.

Alain Chenal : Je crois qu'il faut arriver au problème d'avenir. Je reprends une analyse de Claire, disant que de toutes façons, quel quoiqu'il se passe à l'heure actuelle, ce sera tourné au détriment de la monarchie. Quel que soit le type de mesure qu'elle prend, on en trouvera automatiquement le mauvais côté : il sacrifie des gens, on dit que c'est un salaud parce qu'il lâche ses amis, il ne les sacrifie pas, c'est un salaud parce qu'il les garde, etc... Donc cette monarchie est coincée. Elle n'a plus que la répression et uniquement la répression. Dans l'hypothèse d'un changement, d'une ouverture, — je ne sais pas quelle forme ça prendra — comment ce mouvement religieux va-t-il peser sur le futur pouvoir, ou le pouvoir modifié, que ce soit l'actuel premier ministre ou Amini ?

Deuxièmement, l'Iran n'échappe pas à la contrainte de se gouverner dans un monde complexe, de régler des situations économiques, etc... Il aura besoin de se donner de toutes façons, une classe politique, des dirigeants, des cadres. Il sera toujours impliqué dans une série de relations internationales très étroites, et à ce moment là, est-ce que ce ne sera pas la bourgeoisie qui se sera débarrassée du Chah et qui aura repris les rênes, est-ce que ça peut aller plus loin, quels sont les cadres potentiels pour ça ? Ce sont les questions que je pose, et je souhaite qu'on en arrive à des analyses plus politiques.

A.P.Lentin : Je suis étonné d'entendre Chenal dire que Banisadr est le seul, ici, à avoir évoqué les questions posées en Iran par le grand problème du pétrole, alors que j'ai précisément commencé mon intervention en rattachant les premières grandes manifestations politiques à la crise économique-sociale provoquée par la baisse de la « rente pétrolière » dont bénéficiait le régime iranien. Je pense que sur ce point, nous avons déjà dit l'essentiel, et je voudrais revenir sur la question des rapports complexes entre l'archaïsme et le modernisme au sein de l'opposition iranienne, et sur celle des relations difficiles entre la composante « religieuse » et la composante « de gauche » (plus au moins marxisante) de cette opposition. Là encore, je voudrais donner à ces problèmes, aujourd'hui brûlants, un éclairage historique et même théorique.

Les progressistes, et notamment ceux de l'Occident, qui ont le droit et le devoir d'exprimer leurs inquiétudes devant le caractère sommaire et l'absence de perspectives politiques claires, à moyen terme et à long terme, de l'opposition religieuse, aujourd'hui dominante (mais pourquoi donc est-elle devenue si dominante ?) ne pourront intervenir avec une certaine efficacité dans les événements qui se déroulent ou qui se préparent en Iran que s'ils font, d'abord, leur autocritique.

Ils doivent reconnaître la faillite d'un certain marxisme dogmatique, réduit à un éconmisme grossier dans des pays (et justement l'Iran) où la religion islamique ne se contente pas d'être une « superstructure », mais influe directement sur les « infrastructures » en organisant toute une vie économique et sociale des fidèles – c'est la très grande majorité de la population – selon ses propres préceptes. Dans ces pays, toute la vision marxiste – juste en son principe – du développement de la lutte de classes est à revoir à la lumière d'une analyse affinée capable de comprendre qu'il existe un rapport véritablement dialectique – et non pas mécaniste – entre les infrastructures et les superstructures.

Ce « mécanisme marxiste » élémentaire a déjà eu – il faut le dire aussi – des conséquences particulièrement néfastes en Iran dans la mesure où il a amené les forces organisées de la gauche et de l'extrême-gauche, le parti Toudeh et même le Front National à sous estimer la réalité nationale fondamentale de l'Iran – l'islamisme chi'ite – et, en revanche, à privilégier à l'excès le jeu des alliances tactiques anti-impérialistes. Sur le plan intérieur et plus encore sur le plan extérieur, on a recherché systématiquement l'« ouverture » ver l'URSS ou vers la Chine en oubliant que ces grandes puissances, même lorsqu'elles n'étaient pas encore ennemies, considéraient d'abord la situation en Iran en fonction de leurs propres intérêts nationaux et étatiques fort différents des intérêts de la nation iranienne.

La gauche devrait faire, à ce sujet, des « révisions déchirantes » surtout dans une conjoncture où toutes les grandes puissances du monde soutiennent – pour des raisons évidemment différentes – le système au pouvoir à Téhéran, et où le peuple iranien « doit compter avant tout sur ses propres forces ». Ce n'est qu'à ce prix que l'opposition de gauche pourra interpellier utilement « l'opposition religieuse » en lui posant les grandes questions du présent et du futur de l'Iran. Quelle pourrait-être, dans l'hypothèse, à mon sens assez lointaine, de l'écroulement total du régime iranien, la politique concrète d'un « gouvernement islamique » (évolution des

Claire Brière raconte...

Au lieu de faire un grand exposé, j'ai plutôt envie de raconter les manifestations de lundi et de jeudi. Lundi : c'est la manifestation de 500 mille personnes, qui, – ce n'est pas indifférent – est partie du nord de la ville, l'a traversée, a prié dans l'avenue Pahlavi, ce qui était la plus grande gifle au Chah : le peuple se prosternait en disant; nous n'avons qu'un parti, celui d'Allah ! c'était le démenti, l'acte d'insoumission total au modèle de société que voulait imposer le roi. Et pendant toute la manifestation, c'était d'une violence, d'un mysticisme, d'une profondeur inouïe ! Les gens sont partis avec leurs fleurs – il fallait une foi, un courage fantastique pour marcher vers les auto-mitrailleuses. Car ce n'était pas de loin qu'ils jetaient leurs fleurs, ils allaient aux militaires, ils leurs seraient la main, ils leurs offraient des bouquets : Il y a eu alors des scènes émouvantes, des soldats fondaient en larmes, d'autres étaient gênés... Ça été comme ça tout le long du parcours, avec une progression cependant. Dans un premier temps, manifestation religieuse : on monte vers la colline de Gheissarieh, il y a le cortège des hommes, moi, je suis dans le cortège des femmes, et puis il y a encore un cortège d'hommes derrière, pour protéger les femmes. Quand nous parvenons sur la colline, il y a déjà 15 mille personnes et toute une foule suit. Jusqu'alors, je n'avais vu dans aucune mosquée les gens prier : ils discutaient les discours religieux des ulémas qui disaient eux-mêmes : on fait un discours religieux mais pas

mœurs, statut des femmes, relations avec les pays industrialisés – capitalistes ou néo-staliniens exportateurs, mais à quelles conditions ? – de la technologie avancée dans un pays du Tiers-Monde comme l'Iran). Le chi'isme qui, nous l'avons dit, prêche la circonspection et la distanciation vis à vis de toute autorité temporelle ne se diviserait-il pas contre lui-même s'il assumait lui-même la responsabilité du pouvoir ?

Ces questions, cependant, resteront longtemps encore hypothétiques, car, et dans le cas le plus favorable, l'opposition ne pourra triompher qu'après des luttes prolongées, dures et sanglantes. Il serait en effet irréaliste d'imaginer que tous les impérialismes occidentaux, à commencer par l'impérialisme américain, encore le plus puissant dans le monde, et, en particulier en Iran, lâcheront beaucoup de lest, dans un pays qui représente pour eux, à l'échelle planétaire, une carte économique et stratégique de première importance.

Dans l'immédiat, les dirigeants de Washington, maintenant convaincus qu'ils ne peuvent plus, en tout état de cause, maintenir en Iran le statu quo qui a prévalu jusqu'ici, s'attacheront à faire évoluer le régime iranien pour tenter de le rendre mieux capable d'affronter une situation de plus en plus désastreuse pour lui, tant sur le plan politique que sur le plan économique (paralysie partielle du « secteur pétrolier » du fait de la multiplication et de l'ampleur des grèves ouvrières).

La Maison Blanche prône une ligne que j'appellerai, pour ma part « égyptienne » ou « sadatienne » : bien que l'autorité de la dynastie pahlavi soit très diminuée, faire en sorte que le Chah (ou son fils, si celui-ci est appelé par Washington à prendre la succession), conserve encore certaines prérogatives, de manière à pouvoir protéger tout, ou partie, de l'ancienne bourgeoisie régnante invitée à rechercher des contacts, et même une entente avec les « milieux musulmans modérés ».

Plus radical, le Pentagone, quant à lui, accepte d'ores et déjà l'idée du remplacement progressif de cette bourgeoisie et de sa « bureaucratie impériale » par une nouvelle bureaucratie militaire obéissant au doigt et à l'œil aux généraux et aux amiraux qui, depuis le « coup du 7 novembre », exercent la réalité du pouvoir à Téhéran, sans que l'on sache encore jusqu'à quel point ils réduiront l'empereur au rôle de simple potiche. Dans cette optique, qui se référerait au « modèle uruguayen » plutôt qu'au « modèle égyptien », un système militaire omnipotent aurait pour fonction de briser l'opposition par une terreur accrue, mais aussi de chercher à gagner quelques

politique. Maintenant c'est devenu indissociable.. Donc sur la colline, les manifestants commencent à prier. Tous les gens se prosternent. Quand le cortège redescend la colline, jaillissent les premiers mots d'ordre, avec un mot qui revenait sans arrêts : «Khomeyni est l'héritier de Hossein » (le troisième Iman) et « nous marchons sur les traces de Hossein », et les mots d'ordre en faveur de Khomeyni..

Puis à la moitié de la manifestation, les slogans deviennent « Mort au Roi », « mort à la dynastie des Pahlavi », « mort à la famille Pahlavi ». En fin de manifestation, les mots d'ordre sur la Palestine. « Peuple musulman, unissons-nous pour détruire Israël ». C'est à dire qu'il y a eu dans un premier temps un caractère religieux puis, à la fin ça a pris un caractère politique.

Et le jeudi ce fut encore plus dur puisque la manifestation était interdite. Les Ulémas avaient déconseillé de venir à la manifestation . Il y avait un million de personnes. Ils avaient déconseillé de donner des mots d'ordre anti-régime. Ça a été plus dur : quand on passait devant les premiers barrages militaires, la foule continuait à dire, mais cette fois-ci, sans fleurs, «Soldat mon frère, ne tire pas sur tes frères » ! Et tout cela avec un service d'ordre complètement ridicule, c'est à dire quelques gars qui se donnaient la main ! Si l'on compare avec les manifestations de Paris, on sait très bien qu'il faut bien 100 personnes pour en contenir 500 autres ! Lors de cette manifestation, à part quelques rares manifestants qui lançaient des slogans violents aux soldats (et qui étaient immédiatement houspillés par leurs camarades) il y avait une telle volonté commune que le service d'ordre n'était presque pas utile. De tout façon, si on rassemble un million de personnes, aucun cordon ne peut freiner un éventuel débordement violent.

Et quand on était là-dedans, on ressentait deux sentiments contradictoires. On pense à 1789, à la famille Romanov... Des militants iraniens, profondément croyants, m'ont même dit : « on prend le risque historique de la terreur », et comme ils avaient la culture française, ils m'ont parlé de Robespierre. Cette manifestation me faisait quasiment pleurer d'émotion. Ça sautait, ça explosait... Dans la manifestation de lundi, les gens dansaient, se donnaient la main, se jetaient des fleurs,

appuis au sein de la population en reprenant à son compte et à son profit certaines revendications (la lutte contre la corruption par exemple) des opposants par ailleurs écrasés.

Il est vraisemblable que Jimmy Carter suivra, en Iran, un politique représentant un compromis entre ces deux lignes – sans pouvoir pour autant venir à bout, bien au contraire, d'une opposition amenée, quant à elle, à passer à un nouveau stade de lutte en continuant l'action de masse, l'action clandestine et même, dans certaines situations, la guérilla rurale et urbaine.

Claire Brière : Je ne suis d'accord ni avec cette manière de brasser les problèmes, ni avec la terminologie employée ici. Je vais donner quelques exemples. On parlait tout à l'heure de l'Algérie... Evidemment, lorsque je parlais avec des iraniens, la question de l'Algérie était toujours dans mon esprit, et je posais systématiquement cette question : « vous dites que le gouvernement islamique sera un « paradis terrestre », la justice, l'égalité etc... mais quel sera le sort de l'opposition ? Ceux qui s'opposeront à ce gouvernement islamique, ou à certains de ses actes, ne risquent-ils pas de se voir accusés d'être de mauvais musulmans ? Et ceux qui contesteront sur le plan religieux ne seront-ils pas accusés d'être antigouvernemental ? » Une autre question que je leur posais c'est le problème des minorités (juives, arméniennes, etc...) Et ils me répondaient : « Nous les protégerons ». Ils n'auront donc droit qu'à un statut de protection. Et pourquoi pas tout simplement un statut légal ? Le statut de « protégé » est déjà un statut qui introduit une discrimination. Je dis ensuite : bien, ils seront protégés, mais à quelles conditions ? Il s'agit de juifs bien entendu. Car il faut reparler de la manifestation de jeudi ! La rumeur qui courait sur les israéliens n'est pas innocente. Pour moi, élevée dans le sérail européen, avec le souvenir culpabilisant de l'hitlérisme, je ne peux tolérer l'anti-sémitisme. Et je n'ai pas supporté l'anti-sémitisme qui régnait en Iran... quand j'essayais d'aller plus loin dans ma question, en demandant : vous protégez les minorités, mais à quelles conditions, dans quelles mesures ? « Nous les protégeons sauf si... ». Sauf si ces juifs notamment donnent de l'argent à Israël.

Mais j'aimerais revenir sur cette comparaison avec l'Algérie. En Iran il y a une majorité de chi'ites, avec une tradition nationaliste particulière, qui a été envahie, mais qui a toujours bouffé ses envahisseurs, les a mis à la porte. Rien de pareil avec l'Algérie, où une colonisation pure et simple a duré pendant 132 ans. J'avais posé une question à l'Ayatollah Khazi à Tabriz : « Je me pose des questions sur l'Islam que vous allez construire. L'expérience de l'Algérie

mais il y avait en même temps des choses très dures ! Je me disais il y a une contestation profondément populaire, profondément islamique, très chi'ite, de par l'appel au martyr, car ce n'est pas sunnite, ce culte de Hossein, ce rapport à la mort ; cette exaltation du sacrifice...Et en même temps, il y avait des aspects terrifiants. Dans la mesure où l'Occident représente tout le mal, si toi tu étais occidental, et de plus connu, comme moi dont on savait très bien que j'étais Claire de Libération, tu subissais un rejêt d'une extrême violence, dont tu pouvais te demander légitimement quels en seraient les prolongements. Il y avait des phénomènes quasi insupportables, une sorte de transe ! les gens te prenaient à partie, et menaçants te demandaient : « Tu aimes Khomeyni ? » Et humainement c'était très dur à supporter. Tu étais du fait d'être occidental, même ami, vu avec cette hostilité. C'était : si vous n'écrivez pas ce qu'on veut, vous ne remettrez plus les pieds en Iran ! Un million de personnes dans la rue te dessinent déjà quelque chose d'un pouvoir à venir, si elles le conquièrent...

a soulevé les interrogations suivantes : on peut comprendre la poussée islamique d'un pays musulman qui se libère du joug colonial, comme ce fut le cas en Algérie; mais on se rend compte des années plus tard qu'il y a effectivement un gouvernement islamique ! comment cela se passerait-il donc en Iran ? Il m'avait répondu que l'Algérie était sunnite et non pas chi'ite. Je répondais alors : le Chiisme a toujours été oppositionnel, et dès l'instant où il s'institutionnalise dans les rouages de l'Etat, il a les devoirs d'un Etat, il impose les contraintes d'un Etat, et il n'est donc plus cette belle chose très mystique, il devient comme le sunnisme et se traduit en lois, en dogmes, en principes de gouvernement ! J'explique que nous, Français qui avons lutté pour l'indépendance de l'Algérie, nous avons soutenu cette poussée islamique parce qu'après 132 ans d'oppression, nous la comprenions. Et l'Ayatollah n'a pas essayé de répondre à cette question, il n'a même pas essayé de creuser un peu le problème avec moi ! Et pourtant il y avait entre nous, en principe, un rapport de confiance ! Sa seule réponse fut : je ne connais pas la question algérienne, je ne peux pas vous répondre.

Paul Vielle : Nous sommes tous d'accord, je crois, sur l'interprétation du passé, sur ce qu'a représenté le régime du Chah, sur ce régime de terreur qui durant un quart de siècle, dans le cadre de l'impérialisme, a poursuivi avec brutalité la destructuration de la société, sa restructuration culturelle sur un modèle prétendument occidental. Cette tentative se solde par un échec total; par un rejet massif. Le régime, le mode de développement qu'il a poursuivi sont vomis par le peuple iranien.

Aujourd'hui, il faut s'interroger sur l'avenir de mouvement à partir de la réalité sociale iranienne actuelle, à partir du mouvement, de ses conditions de développement, de ses tendances, de ses contenus; le régime, décomposé, mais toujours en place, cherche à diviser le mouvement populaire, il en attend le pourrissement et fait tout pour le provoquer, de façon à apparaître comme le seul agent possible de résolution d'une situation inextricable. Il faut donc s'interroger sur la stratégie de l'opposition elle-même ; sur la stratégie, tout d'abord, de l'opposition religieuse qui apparaît actuellement comme la seule grande force organisée.

Tout d'abord, il faut distinguer deux choses, le Shi'isme tel qu'il est vécu par le peuple iranien, tel que les masses populaires se le représentent, et le Shi'isme comme Eglise, comme appareil religieux. Les rapports entre les deux choses ne sont pas simples, elles sont mêlées et distinctes ; on ne peut parler d'un bloc sans faille.

Pour le peuple, le Shi'isme c'est la protestation contre l'injustice, la revendication constante contre un pouvoir oppresseur et c'est l'unité du peuple contre le pouvoir injuste. La dynastie Pahlavi, Mohammad Reza Shah en particulier, par le caractère dictatorial des régimes qu'ils ont mis en place, par l'agression économique et culturelle brutale des dernières vingt cinq années, ont ravivé, exalté ces valeurs populaires, nationales. Il y a donc un unanimisme musulman shi'ite qui s'est (de très longue date) constitué contre le pouvoir oppresseur et (depuis le 19ème siècle et plus encore aujourd'hui) contre ses maîtres étrangers. L'Islam shi'ite est ce lieu où se rencontrent les individus opprimés dans la protestation contre l'oppression, il est le symbole de l'unité des opprimés.

L'Eglise Shi'ite (traditionnellement) a été l'organisateur historique de cette protestation. Elle a organisé la société civile, séparément du pouvoir politique, en dehors de lui, en tension avec lui, contrebalançant ainsi le pouvoir oppresseur, établissant ainsi d'une certaine façon un équilibre des pouvoirs, conduisant parfois au renversement du Prince. C'est le moment de l'identité entre le peuple et l'Eglise. En même temps (moment de la différence), elle transforme l'histoire en une hiéro-histoire, identifie l'oppression dont souffre le peuple dans la violence dont les Alides ont été victimes, rejette à la parousie l'avènement de la justice dans ce monde, limite l'organisation et l'action du peuple des croyants à la reproduction de l'état d'équilibre relatif entre société civile et pouvoir politique. Elle reproduit ainsi son rôle dans la société globale mais aussi le terrible destin assigné au pouvoir politique: l'oppression et l'injustice. Cette organisation politico-idéologique de la société, cette opposition du moment de la domination et du moment du consensus est, après tout, un mode institutionnel aussi valable qu'un autre. Mais nous devons nous interroger ici sur son actualisation dans le présent.

Depuis le début de ce siècle et, surtout, au cours des années récentes, un très fort courant a traversé l'Eglise Shi'ite pour modifier cette conduite séculaire; l'Eglise ne peut plus se contenter de se poser en négation du pouvoir politique, elle doit l'investir, soit directement, soit en lui assignant des orientations concrètes.

A ce point apparaît une différenciation à l'intérieur de l'appareil Shi'ite: d'une part une fraction minoritaire en nombre mais qui a été l'aile marchante dans la lutte contre le régime, très ouverte aux problèmes sociaux, voire d'orientation socialiste, dont les membres sont encore en large mesure incarcérés actuellement; d'autre part une fraction plus préoccupée de rigueur dogmatique, voire de rigo-

risme, mais radicalement opposée à la monarchie, centrée sur la descendance d'Ali (les seyyeds), dont le leader actuel est l'Ayatollah Khomeini. Cette fraction regroupe actuellement la majorité du clergé. Elle cherche à exercer une étroite tutelle sur le pouvoir politique sans toutefois elle-même prétendre au pouvoir, mais décidée à imposer des laïcs qui ont sa confiance. Elle utilise une stratégie idéologique qu'il est important de mettre en lumière. Le pivot de cette stratégie est la transformation de l'unanimité de protestation en unanimité comme base de pouvoir politique; elle opère un glissement de l'Islam comme représentation (populaire) de l'unité du peuple opprimé-contestataire à l'Islam dogmatique, idéologico-politique manié par les clercs d'un pouvoir appuyé sur un consensus omnium. Cette stratégie, cette transformation ne va pas sans problème.

Dans cette perspective, l'appareil religieux, exerçant une domination idéologique sur le pouvoir politique tend, par cette médiation, à actualiser une communauté islamique située au-dessus des classes sociales, dont le projet idéologique, politique, économique, serait totalement exprimé par l'Islam en tant que religion révélée. Or la communauté islamique dans ce sens n'existe pas, et la réponse que l'idéologie de la communauté tend à faire prévaloir, d'ores et déjà, n'apparaît pas se situer au-dessus des classes sociales.

Le mot d'ordre est au gouvernement islamique. Le sens que cela peut avoir dans la représentation populaire, lié à la signification populaire de l'Islam, c'est des institutions démocratiques, l'exclusion de l'arbitraire, un état de droit; c'est aussi le refus de l'impérialisme auquel l'oppression est depuis si longtemps associée. Mais un gouvernement islamique réglant son action selon les injonctions de la religion, qu'est à dire dans les conditions actuelles? Celles-ci sont dans une large mesure les conséquences de la politique du régime qui s'écroule; et, quelque sévère que soit la condamnation que l'on porte contre ce régime, il n'est pas possible de revenir sur les plus importantes d'entre elles: disparition de la relation féodale, existence d'une classe ouvrière relativement nombreuse et de classes moyennes diversifiées, extension urbaine, etc...Au cours des années récentes, l'intense travail de l'Islam sur lui-même, particulièrement au sein des groupes les plus engagés dans la résistance, l'empreinte qu'il a reçue de façon avouée (« les marxistes islamiques »), ou non avouée, montre assez que des orientations nouvelles sont ressenties comme nécessaires, sont et doivent être recherchées (elles sont souvent données comme retour à un sens originel; peu importe, parce que la signification n'apparaît pas, ainsi, trans-

historique, indépendante de la conjoncture historique). La notion de gouvernement islamique, n'apparaît ainsi recevable que dans le sens d'une ouverture, d'une recherche de solutions nouvelles et non pas comme signifiant l'application de principes arrêtés. Or, au cours des derniers mois, à mesure qu'approchait l'heure d'une confrontation définitive avec le régime, on a assisté à un durcissement de la fraction rigoriste de l'appareil religieux, à une sorte de fermeture des portes de la réflexion, de l'innovation. Ainsi, aujourd'hui, alors que des perspectives doivent être ouvertes au mouvement pour qu'il dépasse une négation qui, sans elles, risque de s'essouffler, cette fraction, aujourd'hui dominante et les politiques qui lui sont liés, demeurent silencieux sur un certain nombre de points cruciaux pour les classes populaires.

Le problème de la terre par exemple. L'accent est mis sur la désorganisation de l'agriculture par la réforme agraire. C'est vrai, les campagnes ont été mises à sac par l'usure, les banques, le commerce, le capital agraire et l'Etat. Mais pourquoi occulter l'immense espérance paysanne et les mouvements agraires de 1962? En d'autres termes, quelle perspective offre-t-on aux paysans: la terre à ceux qui la cultivent, le retour à la situation d'Arbab-Rayat de 1960, ou quelle autre? De même, en quels termes pense-t-on à l'avenir de la classe ouvrière? Quelles relations envisage-t-on avec l'Intelligentsia occidentalisee mais elle-aussi protestataire: répression ou collaboration avec une classe dont, de toutes façons, le concours sera nécessaire au plan de l'administration d'une société complexe?

Dans un autre domaine, peut-on rester silencieux sur un problème aussi grave que celui du statut de la femme, sur celui donc de la sexualité, et, finalement, de l'homme lui-même? Les institutions qui régissent ce domaine appartiennent à une société patriarcalo-féodale. Elles font dépendre la satisfaction des pulsions sexuelles de l'autorité, inscrivent de façon permanente dans chaque individu, la dépendance du père, le font osciller entre une libération imaginaire et une soumission, une résignation effective. Que le dévoilement autoritaire des femmes ait été un acte de mépris à l'égard des hommes et des femmes, de leur culture, de leur système de représentation, que le voile soit alors devenu un symbole de résistance à l'oppression, n'apparaît pas une raison suffisante pour renforcer des institutions oppressives qui le sont et le seront d'autant plus que les transformations de la société iraniennes les rendent désuètes, dont les conséquences au plan politique sont considérables.

Des remarques parallèles peuvent être faites en ce qui concerne

l'organisation du mouvement. Dans sa forme, au cours des mois, des semaines écoulées, on observe deux choses. D'une part, un immense débordement affectif, passionnel, un véritable état de transe: les manifestations apparaissent à bien des égards comme la libération brutale d'un refoulement collectif, la décharge d'une haine implacable jusqu'ici contenue. Cela a donné au mouvement son allure de vague de fond qu'aucune force extérieure ne peut arrêter. Pourtant, une telle vague peut tomber d'elle-même si elle ne parvient pas à s'organiser et à déboucher.

Le second aspect, c'est, au contraire, une volonté et un effort spontané d'organisation, que l'on constate dans tous les milieux: étudiants, intellectuels, religieux, ouvriers, etc... Cette organisation spontanée s'est manifestée le plus souvent en dehors de tout cadre préétabli, et notamment, en dehors de l'appareil Shi'ite. Cet ensemble de mouvements partiels, de petits groupes plus ou moins organisés, s'est tourné au moment où la protestation prenait de l'ampleur vers l'appareil Shi'ite pour son organisation d'ensemble; parce que cet appareil était au plan national la seule force susceptible de le faire.

C'est à ce point qu'apparaît une difficulté. L'appareil Shi'ite, au moins sa fraction rigoriste, considère, et c'est cohérent avec sa représentation des rapports entre société civile et pouvoir politique, que cette jonction entre des mouvements partiels plus ou moins organisés et l'appareil religieux représente une organisation d'ensemble satisfaisante; en d'autres termes, que l'appareil religieux, tel qu'il est donné, est capable de totaliser l'expression de l'ensemble des groupes nés spontanément et satisfait entièrement les nécessités d'organisation des masses; le discours des religieux est habituellement un discours vide de programme et de consignes d'organisation (certains le disent démagogique), il tend davantage à exacerber les passions, l'engagement affectif aux dépens de l'analyse des situations particulières de chaque catégorie sociale, de leur organisation propre sur la base de leurs intérêts propres. Encore une fois, il n'a là, sans doute, qu'une conduite très cohérente, liée au rôle traditionnel de l'Eglise Shi'ite et à sa représentation comme organisateur de la communauté; la division sociale entre affectivité et raison est au reste traditionnelle, elle apparaît notamment dans la différence entre religiosité populaire et religion savante.

Cette conduite cependant est dangereuse, elle l'est d'autant plus qu'elle se double, déjà (en dépit de l'affirmation du pluralisme nécessaire du mouvement) d'un refus de dialogue, d'une volonté de domination idéologique qui mène, déjà, à une pratique terroriste à

l'égard des regroupements socio-politiques qui tendent à se constituer à l'écart de l'appareil religieux. Ainsi est violemment refusée toute analyse en termes de classes sociales. Les motifs donnés sont de l'ordre de l'opportunité politique et difficilement justifiables. Ils cachent le souci d'imposer l'idéologie de la communauté, l'idéologie d'un pouvoir islamique situé au-dessus des classes sociales, parce que cette idéologie peut être la base du pouvoir idéologique (donc politique) de l'appareil religieux, c'est à dire, en définitive, d'une classe sociale. Si celle-ci n'est pas immédiatement impliquée dans les rapports de production, elle n'en a pas moins des alliés traditionnels (la bourgeoisie des bazars notamment) et sera conduite à choisir, en matière de politique économique, entre les intérêts des autres classes en présence dans la formation (le fait que l'Eglise ne se propose que de donner des avis sur les orientations du pouvoir politique ne change rien à l'affaire); or, le rejet du concept de classe et le refus de l'organisation de classe, joue et jouera essentiellement au détriment des classes populaires: ouvriers, paysans, paysans dépayonnés. Dans le futur proche, la négation des classes sociales peut en outre contribuer à l'affaiblissement du mouvement par le vide programmatique qu'elle installe pour les classes populaires, au delà de l'objectif immédiat de renversement d'un régime détesté. Sur ce point, la critique du passé, une auto-critique à propos du rôle de l'appareil religieux au cours de l'expérience mossadeghiste serait sans doute riche d'enseignements; elle n'est jamais faite: les responsabilités de l'échec final sont totalement renvoyés à l'extérieur.

J'ai insisté sur la conduite de la fraction rigoriste de l'appareil religieux qui, dans la période actuelle, a occupé une place dominante autour de la personnalité de l'Ayatollah Khomeini, auquel s'est identifié et qui s'est identifié au mouvement de rejet d'une dynastie honnie. Pourtant cette place dominante n'est peut-être qu'un moment lié à une conjoncture politique spécifique; des modifications peuvent prendre place en fonction d'une situation extrêmement mouvante.

Spain and the internationalisation of capital

Peter O'Brien

Juan Munoz, Santiago Roldan, Angel Serrano: La Internacionalizacion del Capital en Espana, Editorial Cuadernos para el Dialogo, Madrid, May 1978, pp.462.

The rapid internationalisation of the capitalist system during the past decade has been paralleled by a progressive internationalisation of research on that phenomenon. With very few exceptions that research has focussed on the behaviour of the transnational corporations, their methods of generating and distributing surplus, of taking decisions which influence not merely economic but also social and political structures, and of diversifying their activities in such a way that most of them are now conglomerates as well as transnationals. As a result we now have a fairly clear picture of the *modus operandi* of the most developed entities yet generated by capitalism. What we are lacking is the in-depth examination of the relationships between these transnational forces and the groups which hold (or attempt to hold onto) power in those countries tied to the capitalist system but not at the center of it. The present book seeks to provide just such an analysis for a country which has followed a singular path since at least the middle of the last century as it has sought in different periods to build « capitalism in one country ». Munoz, Roldan and Serrano (MRS) concentrate on the period since 1959 which, taken as a whole, has seen the confluence of a need by the dominant components of Spanish capitalism to break down many of the limitations and internal contradictions generated by the corporatist, monopolist system prevalent in preceding decades, with an expansive phase of international capitalism seeking to extend its branches into ever more vast areas. MRS them-

selves have undertaken several major studies which carry the story further back in time so that the present volume, viewed in the light of their work as a whole, represents their most detailed and contemporary account of the slow process which, with many twists and turns along the way, has led finally to the more or less complete incorporation of Spanish economic and physical space into their international counterparts.

The book is enormously rich in detail. It contains 47 tables, some of them straddling several pages; 15 diagrams, most of which embody a range and variety of information alone sufficient to stimulate various studies; 8 appendices that together cover some 75 pages; and a bibliography in excess of 20 pages. The core of the study is the second part, an attempt to explain the articulation of economic power in contemporary Spanish society. In what follows I concentrate on ideas and approaches suggested mainly by that discussion, though of course the empirical basis for the statements is found in the meticulous description set out in the first part of the book. My remarks are grouped under 3 headings: the argument itself; an assessment of the contribution made; and a sketch of future possibilities for this country so long labelled as « different ».

The central argument is that the past two decades have marked the decisive penetration (denationalisation) of the Spanish economic system by international capital. That penetration has adopted several forms, of which foreign direct investment is but one; the specific combinations of those forms which have appeared at various times have been a function chiefly of the ever-shifting patterns of control exercised by external capital, though undoubtedly changes within Spain itself have also played a role. Hence the process, while intense, has not been even: at the risk of simplification I think we can underline five aspects of that process which are probably destined to leave an indelible mark. *First*, the process has relentlessly eradicated those privileged sectors buttressed by internal and external protection during the first half of the Franquist era and before. Contacts then had been highly selective and canalised – whilst the administration has fought hard to retain its discretionary control in the economic as well as the political arena, the dynamics of change have eroded its effect. It is essential to understand that the urgency and scope of the Stabilisation Plan introduced in the middle of 1959 do *not* mean that the autarchic period was a failure *from the perspective of the hegemonic groups*. MRS correctly stress « The fact that during that period, as in earlier periods forming part of the nationalist route of Spanish capitalism, there were

chronically low rates of growth – even zero, as between 1930 and 1950 – for the chief macro aggregates, does not imply that, from the point of view of the interests analysed here, there was a failure to attain the objective sought. For it should not be forgotten that such a policy allowed, in the first place, the breaking of the colonial model elaborated in earlier periods, and secondly permitted those interests to obtain a definitive hegemonic position in the system, simultaneously laying the foundations for a particular and advantageous form of State monopoly capitalism in practically all facets of economic life ».(pp.278-279). Furthermore, the major switch of 1959 did allow these same groups to benefit from an association with dynamic external forces who, although bound to appropriate significant slices of the economic pie, would also help to confection a much larger and tastier gâteau than before. Thus the opening of the system was not against the interests of the most powerful national entities but *in association with them*.

Second, the terms of accomodation with external capital have changed frequently, it has not been a matter of parti oning the economic space in relatively clear-cut ways, as has ocured in some Latin American countries, but rather of creating networks of partnerships which embrace all of the most dynamic manufacturing units in the country. The Spanish banking structure has shown a remarkable capacity to maintain a pivotal role whatever the strength or nature of the foreign thrust. A major lesson of the book is just this : even with massive inroads of foreign capital, it is not necessarily true that all fractions of domestic capital will be driven into backwaters of the system. It is only now, with the publication at end June of the Royal Decree-Law regulating the entry of foreign banks into Spain, that the legal monopoly enjoyed by the local banks has been pierced: but they have utilised the half century of untrammelled command to give themselves a very firm base for operations, while the current wave of mergers is rapidly giving them the scale necessary to hold their own at home and quite possibly abroad as well.

Third, the composition and operations of the Spanish State have been continuously conditionned by the demands of foreign capital. At the straight administrative level the technocrats of Opus Dei performed a function of (partially) rationalising and simplifying several of the legal and institutionnal limitations on capital's mobility. With time, institutions, laws and the day-to-day handling of the State apparatus have had to become more responsive to the dictates of fast-moving finance, a pattern which will be accentuated

with the Common Market negotiations. More specifically, the State has been intimately linked to several of the major industrial enterprises via direct ownership or through the gigantic parastatal holding company which is the INI (National Institute of Industry). Not surprisingly much of this direct involvement is related to infrastructure activities of low or negative profitability, a time honoured allocation of resources which allows society as a whole to pay for services of which the major industries tend to be the principal users. The conditioning of the State is not confined to its internal activities. The large-scale dealings with foreign capital have brought in their wake (and in certain instances were even preceded by) extensive links with both national governments and regional and international bodies. These links, what is more, embrace the political and military as well as the economic. From the famous defence arrangements with the US back in 1953 to the recent involvement of the IMF in the organisation of international loans, the State has had to participate in a set of international relations which symbolise the workings on a great scale of a system in which the inflows of foreign capital are the motor. Despite much rhetoric to the contrary, the fact is that the Franquist State lost a considerable part of its grip in the economic and military fields. What it held onto the mechanisms of internal repression, yet even these were convenient for foreign capital given their contribution to the reproduction of a relatively low-wage, disciplined labour force.

Fourth, and at a deeper level, the internationalisation of capital in Spain has profoundly altered the socio-cultural life of the country. Notwithstanding much of its own history, the country is now imbued with the norms and values of Western capitalism. The definition of the country's future path is closely associated with that of the Western countries in general and Western Europe in particular. Among other things this implies our *fifth* point: the country now has a much more forceful external projection. The dominant groups in the country find opportunities to function in external as well as internal markets. To some extent their operations are autonomous, in that they have a pretty free hand to decide where they will go and what they will do. But at another level their behaviour is moulded by the channels carved through the dominant international capitalist forces. Put a different way, I am saying that Spanish capitalism is in the intermediate position which some have suggested, in the sense that it is subordinate to the broader aims of the major transnational forces while retaining some of the manoeuvring space which is a consequence of its singular mode of develop-

ment. Whether, in these circumstances, the country will serve as a bridge or a bridgehead remains to be seen.

In my judgement the *contribution* of the study can be assessed in terms of its methodology as well as its content, though the two are closely related. MRS demonstrate forcefully their belief in a thorough description of the reality before advancing generalisations about it. Of course it is true to assert that the mere choice of elements for description itself reflects a certain (set of) approaches: all the same, writers in the field of internationalisation of capital have not always gone to the lengths evidenced by MRS. What they show convincingly is that crude statements about « economic colonialism », « dependence », « integration » or related phenomena are a hindrance and not a help both to our understanding and the formulation of criteria for political action. Though their own analysis is detailed, they nevertheless insist on the need for still more disaggregated examinations of (I) sectors, (II) the totality of the activities of large economic agents e.g. leading corporations, (III) the institutional, legal and administrative infrastructure, and (IV) the configuration of Spanish society itself with its mechanisms for participation in decision-making and the articulation of power. These analyses should be cast in the international context, given the transformations which have taken place. In sum, the amount to an elaboration of diverse mechanisms by which the economic surplus is generated, canalised, and utilised. Gone are the days when across the board generalisation about the process of accumulation could be easily made. Clear recognition of the *specific shapes* the process can assume in different activities, places and times is now imperative.

When Leontief described his famous input-output method of looking at economic inter-relations he cast things in the form of a closed economy and a certain classification of sectors. The matrix format, however, is perfectly general and it may be useful to adapt it to the kinds of problems mentioned here. The sea-changes wrought in the Spanish economic system (or, more precisely, the economic system functioning in Spain) suggest that at least three other arrangements of information would be desirable. First, the input-output linkages between sectors controlled by foreign capital. Data offered by MRS (see pp. 119-121) suggest there are few significant backward or forward linkages associated with the main sectors of foreign presence. This means that the foreign matrix is a « submatrix » of the whole as far as impacts on outputs are concerned. This is important in assessing possible externalities of the investments.

Second, the fact that so many sizeable enterprises in Spain are now subsidiaries of, or otherwise tightly bound to, international corporate networks means that much of their selling and purchasing may be intra-firm rather than inter-firm. In addition to the complex problems of transfer pricing at the international level, this also means that the « spread » effects of these firms are likely to be weakened. A format showing the intra – as well as the inter – firm ties would make this far more transparent. Finally, the matrix approach does not have to be confined to commodity flows: of much greater relevance are the flows of power and the nodal points in *that* matrix. With the data already collected on the associations in terms of capital and common members of boards of directors, the power matrix should not be difficult to elaborate.

In terms of *content*, the book centres on the industrial sector, which is fair enough given the pivotal role that has played in the past two decades. Quantitative estimates of the amounts, kinds, countries of origin, geographical and sectoral destinations of foreign investment and provided, along with data on financial and technological flows, the role of publicity and the extent of foreign presence in the countries largest industrial concerns. These are followed by a look at the behaviour of multinationals in Spain and then, in Part 2, an empirical study of the relations between finance capital in Spain and foreign capital. What emerges from the wealth of detail is the sheer dynamism of the endless process of restructuring under the command of capital. That has 4 dimensions: (I) alliances among older hegemonic groups and/ or the assimilation of possible new groups; (II) the reorganisation of geographical space and with it shifts in the flows of resources and funds; (III) the constant introduction of new products and indeed the attempt to manage new life-styles, implying the design and sale of highly complex systems as well as items; (IV) the elaboration of appropriate infrastructures and superstructures commensurate with the new demands.

In Spain it seems clear that the phase of serving the international market alone is over as far as foreign capital is concerned. The corporations in Spain will increasingly be compelled to participate in the international export circuits, though evidently the degree to which they do so will be a function of the global strategy of the corporate network as a whole. Moreover, two sectors dealt with but briefly, though acutely, by MRS will probably play a still bigger role in the future than in the past, viz agriculture and tourism. Neither has been in any sense isolated from the internationalisation

itself, the former through labour and the latter through foreign exchange (though it is almost certain that a serious investigation of the foreign Tour Operators would show that the cash retained in Spain as a result of their activities is only a small proportion of the total profits obtained). The industrialisation of agriculture, perhaps the outstanding feature of the present phase of international capitalism, will wreak decisive changes on Spanish rural economy in the next few years, and these in turn will be reinforced by the likely allocations of activities to Spain under the EEC's agricultural policy (even, and maybe especially, if amended). Monopoly capital will use diverse methods to implement these changes and once again, as in industry itself, it is quite likely that direct control over the central productive asset, land, will not be necessary for the policy's success. In tourism the attempts to achieve a still greater control over the use of human time on the one and environmental assets on the other will probably lead to two developments. First, an attempt to make Spain a major winter as well as summer holiday centre for those from the north, and second the internationalisation of the tour operators themselves as they strive to attain tighter control over tourist areas and eliminate competition – part of that internationalisation may well involve greater control over the holiday choices of Spaniards themselves, both within and outside Spain. Both in agriculture and in tourism, let me repeat, the restructuring will take place under the aegis of capital embodying both the external forces and the leading groups within Spain.

The preceding remarks bring me to the final comments encouraged by this study, namely what are the future perspectives? The study drives home the point that we are now moving into an advanced phase in which organised international capital, in association with the pivotal components domestic capital, is occupying the totality of economic space in Spain. In doing so it is modifying not only the relations of production but also the methods of social organisation and patterns of life. What political systems will be compatible with these new developments and how they relate to the current efforts to democratise Spanish society at all levels? For the last two decades Spain has been characterised by the absence of participation in decision-making for the individual, the local community, the region, and most interest groups, while in the international arena it has been passive. Meanwhile it has been pulled into the international economic system under conditions which, as I have argued, have been repeatedly modified yet essentially reflected a balance of interests among dominant classes. There

catchphrases are currently being used to describe allegedly distinct methods of reorganising the international system viz. the International Division of Labour, the New International Economic Order, and Self-Reliance. The first of these corresponds to the impetus of the leading international corporations, the second primarily to the declarations of governments and international bodies which often correspond to the objectives of these same corporations, while the third is to some extent employed by corporations and governments though the main thrust comes from groups with less formalised structures and representation in the media. The current emphasis on autonomy in Spain indicates that the most useful framework for the democratisation would be the third while the evidence suggests that some combination of the first and the second is the more likely outcome. If this is so then the country is headed for a new conflict between patterns of political democratisation and the dictates of capital. In that conflict our access to and use of information will have a key role – and to that MRS have made a lasting contribution.

Madrid, July 1978

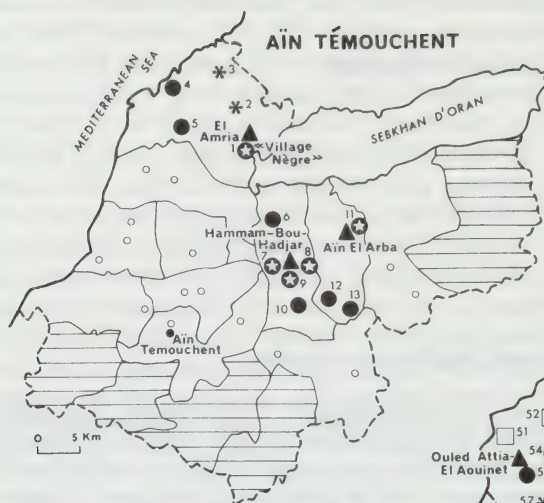
A note on the use of preparatory census documentation in the study of rural settlement in Algeria

Keith Sutton

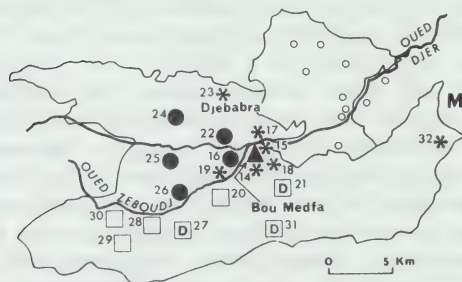
The Survival of Regrouped Settlement Centres

All too often study of *rural* settlements in Third World countries has to rely on case studies as national scale data sets are lacking. Aggregated census data rarely give adequate insight into the lower end of the settlement spectrum while meaningful sample surveys pose organisational problems linked to the time and money available for field work. These two research problems were obstacles for the author enquiring into the 1970's situation of regrouped settlement centres established in Algeria by the French army, 1957-61. The data source which permitted the work to progress forms the subject of this research note on the specific research project (1) and more generally, on the data's usefulness for rural settlement studies.

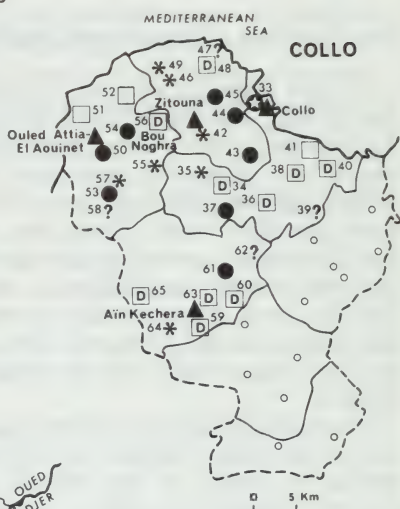
The regrouping of the rural Algerian population and the resulting new settlements (*centres de regroupement*) were widely studied in the early 1960's (2). By 1961 it was officially estimated that 2392 *centres* existed housing a population of 1,958,302. In his field research Cornaton found many more *centres* absent from official French documents. So he argues that a more valid 1961 estimate would be that the *centres* contained 2,350,000 people - representing one in three of the rural population (3). Opinions on the future of the *centres* varied: some thought they would be only temporary with their population either returning to their original homes and land or drifting into the towns and cities; others recognised that the uprooting process had been traumatic with considerable social and psychological damage so that permanent yet dependent communities may have been created by this counter-insurgency policy. The military and curfew conditions which had created the regrouping



- Centres**
- increasing 1965-73
 - ◻ declining 1965-73
 - * static 1965-73
 - ◻ disappeared
 - ★ now part of towns
 - ? no decision
 - ▲ commune administrative centre
 - other towns
 - other centres de regroupement
 - ▨ communes not studied by Cornaton
 - commune boundary
 - - - arrondissement boundary



**CENTRES
DE
REGROUPEMENT
1965-73**



Source:
Cornaton (1987); CNRES, Enquête découpage
districts, 1973.

ameliorated during 1961 and ceased to operate in 1962 with a ceasefire and the granting of independence to Algeria. However, by the mid-1960's substantial evidence existed of the survival of many of the *centres* ostensibly with a large proportion of their wartime population. In the western Mitidja 30 out of the original 50 *centres* still survived in 1966, accomodating 20,000 out of their peak population of 35,000 (4). More wide-ranging field investigations by Cornaton in five different regions of Algeria also found considerable rates of survival. In three regions he even found an increased population living in the *centres* in 1965 compared with 1960 data. The example of the Collo *arrondissement* was composed of bleak, poorly equiped *centres* whose survival would have been considered unlikely (5).

Further references in the literature and personal field observations of *centres de regroupement*, particularly in the Atlas Mitidjien aroused the author's interest in resettlement studies and an attempted explanation of their survival was sought in the wider literature on resettlement (6). Further evidence came from case studies in the early 1970's. Thus Leveau showed that in the Chénoua Massif region all the *centres*, except one in a mountainous location, had largely retained their population (7). Likewise in the Lower Kabylie region only 12% of the study area's 102 *centres* had disappeared whereas 43% were static or increasing in population size. Again a high rate of survival was found in « new » villages often only traditional « ghourbi » constructions and containing few facilities (8). As well as refering to this growing number of case studies of surviving *centres*, it was felt necessary to attempt a larger study of several regions, along the lines of Cornaton's work, to evaluate the recent situation as part of a review of the whole phenomenon of *regroupement* and its rural settlement impact (9). However, the logistical problem of taking an adequate sample seemed insurmountable. Also the Algerian government's lack of a coherent rural settlement policy prior to the 1971 inauguration of an agrarian reform had contributed to a lack of official statistics on this neglected sector of the country's rural settlement system.

The 1977 Census and the 1973 preparatory census

The first post-independence population census had been carried out in 1966 and a second one was planned for 1976 but then delayed, for political reasons, until 1977. Published data from the 1966 census had only been at the scale of the administrative unit, the commune, and so did not allow the separate study of individual rural settlements, including the *centres de regroupement*. Fortunately an unpublished research thesis suggested that more detailed data had been made available from the 1966 census by the census

authorities (10). This study was one of a co-ordinated series of French geography theses, 1969-71, each investigating the detailed spatial distribution of people and buildings in an area restricted to just a few communes, either rural or urban (11). The thesis by Calligaro *et alia* used two sets of documents: firstly, *les dossiers communaux de la cartographie du recensement* which were composed of detailed maps and plans of the commune and of its enumeration districts, allowing the enumerator to identify every likely dwelling to be covered by the census; secondly, *les cahiers de districts et les feuilles de ménage du recensement*, which provided the census results at the scale of districts and even of households. The latter documents were held in the census archives in Oran. As the same organisation, the C.N.R.P., renamed the C.N.R.E.S. but largely staffed by the same personnel as in 1966, was about to carry out the 1977 census, it seemed likely that a similar approach had been taken in the preparation of base plans and lists of dwellings for the enumerators undertaking the new census. This proved to be so and ready access was granted to the author to consult the preparatory census documentation which had been drawn up in 1973 from aerial photograph, map and field survey (12).

The 1973 documentation was officially titled the *Enquête découpage districts 1973*, and was held by the *Service Cartographie* of the C.N.R.E.S. It was housed until September 1976 in the C.N.R.E.S. offices in Rue Bab Azoun, Algiers and then was moved to their offices in Rue Desfontaines, Algiers. It consists of a file on each commune with urban and more populous or extensive communes meriting two or more files. Material within each file is organised systematically commencing with summary tables, the *tableaux récapitulatifs communaux*, which give the numbers of districts, the names of inhabited places, and their 1966 population numbers. There follows a section containing sketch maps of the districts of the commune. The enumeration district is divided into small areas, or blocks in urban centres, and plans or sketch-maps are prepared of each division. These are brought together in a *carte récapitulatif* which is particularly useful for identifying the presence and location of small rural settlements. Symbols give a rough size for each settlement identifying categories of just one building, 2 to 9 buildings, 10 to 99 buildings, and 100 above. After tables of place-names and their geographical codes, there came the *listes des constructions*. Here for each settlement all the buildings are listed with details of street name and number, the function of each building according to a code, and frequently the name of the head of the household. As well as a dwelling house, the following functions are identified: factory, workshop, warehouse, shop, café, office, dispensary, and school. To aid the enumerator empty houses, private garages, and secondary or side doors to buildings are separa-

tely indicated. Obviously this amounts to a wealth of detail on a building-by-building basis for 1973, and in the earlier survey for 1964-65 prior to the 1966 census. It should be emphasized that these sketch-maps and tables up-date the available topographical maps and plans of Algeria, many of which still portray pre-independence landscapes which have been extensively modified by the policy of *regroupement* and by recent urban growth.

The centres de Regroupement in 1973

As there was a lack of a readily available national list of *centres de regroupement* with adequate locational details it was decided to take samples from three of the five regions studied by Cornaton in 1963-65. The generalised results are presented in Table 1. Many *centres* were fairly easily located on the *carte récapitulatif* and then data on buildings and functions extracted from the lists. Estimates of population were made by multiplying the number of occupied dwellings by an average family size of 7.47 persons, a value resulting from a recent survey (13). Occasionally *centres* were difficult to find in the 1973 data as Cornaton's locational details were imprecise and sometimes place-name changes have occurred. In two instances Cornaton appears to have used a family or class name which has been superseded by another place-name. The presence in 1973 of several families with the names used by Cornaton suggests that these are the original *centres de regroupement*. Six other *centres* in the sample were located as suburbs of recently expanded towns, often referred to in the lists as *cités* indicating their regular, planned appearance. Only five *centres* could not be traced and another four proved difficult to decide upon. Thus the objective of substantiating the disparate evidence of the survival of the « temporary », expedient *centres de regroupement* was achieved with significant survival rates in the widely different regions of Collo, Aïn-Témouchent, and Miliana. 51 out of a sample of 66 *centres* were still in existence, and 36 of them had a stable or growing population. A further 6 *centres* were now parts of towns.

The 1973 data also revealed the range of functions and the number of establishments in the settlements and suggested that some had become local service centres or even, in the case of Bou Noghra (Collo), the administrative centre for its commune. Generally, grocery stores and cafés appeared as the lowest order of functions with schools, dispensaries, mills, and the occasional small industrial unit being added in larger centres. Indeed, in the Kabylie region, Peillon has identified the presence of a school and the chance of education for their children as a key factor holding people in the centres (14). Other functional evidence, however, suggests economic decline and empty shops and other vacant premises were

frequently recorded. A location close to a town usually limited functional development despite a sufficient population in the *centre*.

By way of example of the data on functions details of two *centres* are presented in Table 2. The small *centre* of Djebabra, a plan of which with its geometical, camp-like, layout is in Bourdieu and Sayad, appears to have stagnated with a population of about one thousand recorded both by Cornaton and by the 1973 data. A few basic functions have emerged, with the all-important primary school being present, but only two shops are listed despite the maintenance of a reasonable population size. The larger *centre* of Ain-Kechera is revealed as possessing several significant extra functions, such as offices, workshops, and warehouses, all with employment opportunities. Compared with other *centres* it has a disproportionately large number of shops, many probably marginal businesses. A slight decline in its estimated population since 1965 may account for the presence of empty premises.

When data such as this is aggregated relationships emerge between population size and number of functions of establishments. Compared with the above two case studies, the 19 *centres* in the sample with populations between 501 and 1000 averaged 3.6 functions and the 7 *centres* with above 2000 people averaged 9.1 functions. With a larger sample the relationship between this service hierarchy and the populations fortunes of the range of *centres* could be studied. In this respect it is interesting that of the 5 *centres* which could not be traced in 1973, 4 had small populations in 1965 of below 400.

The Wider Research Potential of the 1973 preparatory census

From the details afforded by the 1973 census documentation in studying the survival of a selection of *centres de regroupement*, it should be apparent that this data source has a wider research potential. Other evidence of its utility comes from the *mémoires de maîtrise* based on the 1966 census documents. Thirteen of these were planned, each covering a few communes amounting to between 600 and 1000 squares kilometers in area. (15). In addition to the 1966 preparatory census documentation – plans and lists – these case studies employed field data and, significantly, the *feuilles de ménages et de construction*, that the census results at a very low level of aggregation namely the household or building. Only summary articles of these postgraduate theses have been published. (16)

Focussing on the largely parallel 1973 data, the micro-scale at which rural and urban settlement can be sampled and studied

should be emphasised. Individual villages, hamlets, and dispersed dwellings can be isolated for study. The same applies to blocks, streets, and individual constructions in urban localities. Details of place-names, functions, construction types, and, in many cases, family names can be extracted. The morphologies of rural settlements, their growth since 1966, their function within a service hierarchy, and estimates of population sizes can all be examined through detailed local or wider sample studies of this documentation. Indices of nucleation and dispersion can be attempted for which exercise published topographical maps are very suspect and field work extremely arduous. Some assessment of the continuity of inhabitants is possible through the family names which frequently occur against many of the addresses. A comparison between the 1966 and 1973 preparatory census documentation would aid migration studies evaluating the role of *centres de regroupement* and suburban shanty towns (*bidonvilles*) in the rural-urban migration process. Do they act as « transit camps » or do they hold a significant proportion of their earlier in-migrants? Family names can also illustrate social organisation and so permit the degree of concentration or mixing of previously distinct tribal and clan groups to be evaluated.

In time, it will be possible to link the 1973 documentation with the detailed 1977 census results. The evidence of the series of *mémoires de maîtrise* based on the 1966 census together with personnel assurances from census officials suggest that the 1977 census data will eventually be available at the very fundamental level of households. In Algeria *bona fide* researchers can benefit from a quite different attitude towards the secrecy of census data. The research implications are evident. Hypotheses blunted by the use of aggregated data could be attempted on Algerian data for 1966 or 1973-77 at whatever scale of aggregation is desired – family, hamlet, village, or grid-square. Local case-studies can be replaced by adequately large regional and national samples which would be impracticable on the basis of personnel field work.

Department of Geography
University of Manchester
September 1978

Notes

- (1) K. SUTTON and R.I. LAWLESS, Population Regrouping in Algéria - Traumatic Change and the Rural Settlement Pattern, *Transactions of the Institute of British Geographers*, New Series 3(3), 1978, (forthcoming).
- (2) M. LESNE, *Une expérience de déplacement de population: les centres de regroupements en Algérie*, *Annales de Géographie*, 71, 1962, pp. 567-603. P. BOURDIEU and A. SAYAD, *Le déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris, Editions de Minuit, 1964, 225 p. X. DE PLANHOL, *Les nouveaux Villages d'Algérie*, *Geografiska Annaler*, XLIII (1-2), 1961, pp. 243-251.

- (3) M. CORNATON, *Les regroupements de la décolonisation en Algérie*, Paris, Les Editions Ouvrières, 1967, PP. 122-123.
 - (4) C. PIERRE, L'évolution des centres de regroupement de la Mitidja occidentale, *Annales Algériennes de Géographie*, 2, 1966, pp. 120-146.
 - (5) M. CORNALON, *op. cit.* pp. 155-188.
 - (6) K. SUTTON, Population Resettlement-Traumatic Upheavals and the Algerian Experience, *Journal of Modern African Studies*, 15(2), 1977, pp. 279-300.
 - (7) P. LEVEAU, Le Chénoua: de la décolonisation au village de regroupement, *Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée*, 19(1), 1975, pp. 101-112.
 - (8) P. PEILLON, L'Occupation humaine en Basse-Kabylie, Thesis. 3e Cycle. University of Lyon II, 1970, pp. 221-226.
 - (9) K. SUTTON and R.I. LAWLESS, *op. cit.*
 - (10) R. CALLIGARO, D. MISSEMER, and R. SCHNEPH, *Cartographie de la Population des Communes de Mila et Grarem*, Maître d'Enseignement de Géographie, Université de Strasbourg, 1970. A copy is available at the library of the Direction des Statistiques, Rue Desfontaines, Algiers.
 - (11) C. BARDINET, La cartographie de la localisation de la population et des types et des formes de groupement de l'habitat en 1966 en Algérie, *Annales Algériennes de Géographie*, 9, 1970, pp. 117-123.
 - (12) The author would like to acknowledge the help of Messieurs Sami, Keddami, and Ouahab in making this data source available.
 - (13) A.A.R.D.E.S., *Etude socio-économique sur les attributaires de la première phase de la Révolution Agraire*, 1975, p. 168.
 - (14) P. PEILLON, *op. cit.* p. 226.
 - (15) C. BARDINET, *op. cit.*
 - (16) B. LAMBERT, M.-J. LETULLE, and A. RABEC, La région de Merouana. Vitalité rurale et vide urbain, *Bulletin de la Société Languedocienne de Géographie*, 6(1), 1972, pp. 53-72.
- LABORATOIRE DE GEOGRAPHIE RURALE DE MONTPELLIER, Aspects géographiques de deux petites villes algériennes: Bouira et Maghnia, *Bulletin de la Société Languedocienne de Géographie*, 6(1), 1972, pp. 73-90.
- INSTITUT DE GEOGRAPHIE DE TOULOUSE, La part des quartiers d'habitat précaire dans la croissance récente de Mostaganem, *Bulletin de la Société Languedocienne de Géographie*, 6(1), 1972, pp. 91-103.
- MAKHLOUF, E., Milieu naturel, structures de production, et répartition de la population en Algérie, à la veille de la Révolution Agraire, *Recherches géographiques à Strasbourg*, 3, 1977, pp. 63-89.
- Copies of the original *Mémoires de Maîtrise* can be consulted at the library of the Direction des Statistiques, Rue Desfontaines, Algiers, and, presumably, at each of the *Instituts de Géographie* concerned.

KEY TO COMMUNES

AIN TEMOUCHENT

Commune of El Amria

1. El Amria - « village nègre »
2. Magra
3. Roubaïa
4. Bou-Zadjar
5. M'Saïd

Commune of Hammam-Bou-Hadjar

6. Aïn-Beïda
7. Bézy
8. Soler
9. Fer à Cheval
10. Hadjaïria

Commune of Aïn-El-Arba

11. Cité du Petit Lac
12. Sidi Boumediène
13. Sidi Mohamed Belhadri

MILIANA

Commune of Bou-Medfa

14. Marabout de Bou-Medfa
15. Hagj-Mohammed
16. Bou-Chakor Gare
17. Necissa
18. Zemoul
19. Bou Touil
20. Caïd Agha
21. Khamoudja
22. Pont de l'Oued Djer
23. Djebabra
24. Hammam Righa-Cité
25. Vesoul-Benian
26. Station Vesoul
27. Benichou-Benicha
28. Ben Zeroudda
29. Hadj Mekki
30. Viaduc
31. Aïn Dem
32. Rouabah

COLLO

Commune of Collo

33. Sidi Achour
34. El Ouloudj
35. Eddouar
36. Ali Cherf
37. Chaaba
38. Kerkera
39. Bou Gheaita
40. El Guerida
41. Hadjria-Zoubia

Commune of Bessombourg (Zitouna)

42. Bessombourg (Zitouna)
43. Aïn-Aghbel
44. Cheraïa
45. Afensou
46. Kanoua
47. Bougarouni
48. Tabellout
49. Hellala

Commune of Ouled

Attia-El Aouinet

50. El Aouinet
51. Khanak-Mayoun
52. El Ouedja
53. Ouled Chabane
54. Bou Noghra
55. Siouane
56. Oued di Djebel
57. Mellab
58. Rekouba

Commune of Aïn Kechera

59. Aïn Kechera
60. Bou Saaba
61. Borj-el-Caïd
62. Beni-Salah
63. Safsafa
64. Boudoukha
65. Bou Bellout

TABLE 1

**THE EVOLUTION OF A SAMPLE
OF « CENTRES DE
REGROUPEMENT »
1965-1973**

| | COLLO REGION | AIN-TEMOUCHENT REGION | MILIANA REGION | TOTAL |
|--|-----------------|--------------------------|-------------------|-------|
| N° of Centres 1965 | 34 | 13 | 19 | 66 |
| N° of Centres 1973 | 28 | 8 | 15 | 51 |
| Centres now part of Towns | 1 | 5 | 0 | 6 |
| Centres which cannot be traced | 1 | 0 | 4 | 5 |
| Undecided | 4 | 0 | 0 | 4 |
| Centres increasing in Population 1965-73 | 8 | 6 | 5 | 19 |
| Centres decreasing in Population 1965-73 | 12 | 0 | 3 | 15 |
| Centres with stable Population | 8 | 2 | 7 | 17 |

Source:

M. Cornaton, *Les regroupements de la décolonisation en Algérie*, 67.
C.N.R.E.S., Service Cartographie, *Enquête découpage districts*, 1973.

TABLE 2:

**THE SERVICE STRUCTURE OF THE CENTRES
OF DJEBABRA AND AIN KECHERA**

| | |
|---------------------------|---|
| DJEBABRA | Commune of Bou-Medfa, Daïra of Miliana. |
| Dwellings: 133 | Population: c. 994 |
| Groceries and other shops | 2 |
| Cafe | |
| Mosque | Functions: 5 |
| Dispensary | Establishments: 6 |
| Primary school | |

| | |
|---------------------------|---|
| AIN-KECHERA | Commune of Aïn-Kecheran, Daïra of Collo |
| Dwellings: 394 | Population: c. 2934 |
| Groceries and other shops | 30 |
| Offices | 8 |
| Workshops | 2 |
| Warehouse | 2 |
| Cafe | |
| Mosque | |
| Dispensary | Functions: 9 |
| School | Establishments: 47 |
| Barber | |
| Empty premises | 15 |

Source: C.N.R.S., *Enquête découpage districts*, 1973

Le colloque « La femme et la féminité dans le Maghreb » et la plateforme du groupe « femmes Algériennes »

Anne-Marie Lallement

Le 24 mars, 1978, s'est tenu à Paris un colloque sur le thème « la femme, la féminité dans le Maghreb ». Réuni à l'initiative de Leila et Salahedine Chabbi, le colloque a entendu les communications de M. Arkoun sur la femme vue à partir du Coran, de L. et S. Chabby sur les problèmes soulevés par la planning familial dans la société Tunisienne, de F. Colonna sur un exemple de défi féminin à toutes les normes, d'E. Laville sur le mirage de la femme orientale en Occident, de C. Lefé sur les joutes poétiques collectives des femmes du Sud-marocain, de J. Minces sur la femme algérienne.

Un groupe de jeunes algériennes émigrés devant en outre présenter la plateforme de leur lutte.

Anne-Marie Lallement

Plateforme du Groupe « Femmes Algériennes »

Parler de la féminité au Maghreb, c'est une chose essentielle, primordiale, urgente. Urgente, parce que la femme maghrébine, malgré la prédominance masculine instituée, fait peu à peu parvenir ses cris, ses étouffements, ses révoltes.

Dans nos sociétés, et la société algérienne en particulier, RIEN, ni les instances politiques, ni la société toute entière n'est à l'écoute de ces cris. Car, le danger serait d'assister à un bouleversement profond de l'idéologie patriarcale, à un dépassement subversif des valeurs réactionnaires et féodales au regard du statut assigné à la femme.

La féminité aujourd'hui, en Algérie, qu'est que c'est ? On peut y entendre la femme et son vécu, mais c'est surtout la parole des hommes, et ce de multiples façons, mais niant toutes un quelconque droit de la femme à parler elle-même, d'elle-même. On peut enten-

dre : « la femme est notre meilleure mère, notre gardienne des traditions, notre plus profond lien avec notre terre, nos ancêtres, nos coutumes ». Ou alors, comme le fait l'UNFA (l'organisation nationale des femmes algériennes), répondant en écho au Pouvoir, « la promotion de la femmes ne peut se définir et se réaliser que dans le cadre de la « construction de l'édification nationale », sa promotion dans notre société socialiste et son intégration dans la vie économique.

On peut aussi entendre dire : « la libération de la femme est un processus dangereux, menaçant d'introduire dans le pays la dépravation des mœurs et des coutumes ». S'est-on une seule fois posé la question de savoir, pour quelles raisons, les traditions arabo-islamiques n'étaient invoquées que lorsqu'on parlait des femmes ? S'est-on une seule fois interrogé sur cette sinistre association entre « dépravation des mœurs » et libération des femmes.

Sur la féminité dans notre pays, on peut donc entendre beaucoup de choses, mais toutes falsifiées, toutes dites et affirmées par les hommes. La voix des femmes : où est-elle ? où se réalise-t-elle ? qui l'entend et qui peut l'entendre ? Comment ?

Qui a jusqu'aujourd'hui défini la féminité en Algérie ? Qui, en dehors des textes juridiques, des discours politiques, des textes religieux, des journaux et même du Plan Quadriennal ? Tout cet édifice façonnant à son gré et selon ses propres besoins les contours de cette dite-féminité. Même l'UNFA, créé de toute pièce par cet édifice, se préoccupe plutôt de tenir des congrès fantômes où parler femme équivaut à parler d'édification nationale, d'hygiène, de sécurité et de centres de couture.

Cependant, la féminité dans notre pays existe, elle est réelle et ce en dehors de l'édifice qui de force, la définit. C'est d'abord, la fonction assignée à la femme, primordiale, de génitrice, de mère, cela, on ne peut le nier. C'est aussi, quelque fois, la femme intégrée au processus économique.

Mais c'est aussi et surtout son oppression.

Car, la féminité, n'est pas seulement définie abstraitement à partir d'aspirations sociales, économiques et politiques. La féminité en Algérie, c'est d'abord le vécu des femmes, de ce vécu quotidien, de tous les jours, dont elles tissent, leur vie entière, la trame de leur histoire et de leur oppression. Or, ce vécu là, n'est jamais entendu, écouté, retenu.

C'est pourquoi, la féminité n'est pas une donnée naturelle, mais un concept *social*. La féminité en Algérie, elle est à entendre, *elle est à découvrir*, car répondre aujourd'hui à sa définition n'est pas

chose facile. Il nous est par contre tout à fait possible de répondre à la question : Comment parle-t-on de la féminité ? Les femmes, elles, n'ont pas eu encore le loisir d'en parler. Alors, pour savoir quelle véritable féminité nous habite, il nous faudra retraverser notre histoire, notre culture, retraverser les codes imposés de notre féminité usurpée. Elle ne pourra être dite que lorsque des milliers de femmes, élèveront la voix pour enfin parler d'elles, de leur oppression et des aspirations qui les constituent, lorsque face à la féminité institutionnalisée et reconnue (virginité, fécondité, soumission, religiosité, intégrité), sera revendiquée l'AUTRE féminité, celle considérée comme folle et clandestine, celle qui est à la fois opprimée, révoltée, sexualisée, libératrice, amoureuse et créatrice, celle qui se loge dans les hammams, les cours de maisons, sur les terrasses, dans les fêtes de famille et même sous les voiles.

Souvenons-nous seulement de quelques faites :

En mai 1977, El Moudjahid, sous sa rubrique « faits divers » relatait justement un aspect de cette féminité : un assassinat par le père de sa fille et de sa femme, victimes de l'abus barbare d'un père soucieux de préserver l'honneur familial. Ces femmes ont été égorgées dans la cour de la maison, auprès des autres enfants, parce que la veille, le père s'est étonné de trouver sa fille, les cheveux lâchés, la robe sans ceinture, la fenêtre ouverte et une ombre sur les toits... La description se passe de commentaire.

Invoquant la loi de l'intégrité physique, le père « homme pieux et de conduite irréprochable » ajoutera le journal, égorgera sa fille à coups de hache ainsi que la mère, coupable de ne pas avoir éduqué sa fille dans le respect de l'honneur et de la tradition.

La mère égorgée était enceinte de HUIT mois, la fille... elle... était vierge...

Le journal national en parle, rien d'étonnant, seulement un fait divers...

En Algérie, on ne tue pas en prison, on assassine dans la rue, dans les foyers.

Simple fait divers, avons nous dit, parce que pour le régime algérien, il ne faut surtout pas en accentuer l'importance, ni le particulariser, afin de montrer que les femmes assassinées, battues, violées, ne constituent qu'un fait exceptionnel auquel la société algérienne n'est jamais confrontée.

Souvenons-nous aussi, de nos agressions, verbales et physiques, dans la rue, dans le bus, dans tous les lieux publics, parce que notre seul tort est de ne pas être restée au foyer, d'avoir refusé le rôle de mère vertueuse et d'épouse gardienne des traditions, d'avoir osé

transgresser la loi et l'autorité de nos frères, de nos pères et de nos maris.

Il faut aussi parler de nos maigres révoltes, et de nos espoirs déçus car contraintes par ces pères soucieux de préserver notre sacro-sainte intégrité physique, d'interrompre nos études, et notre soif de savoir, et de réintégrer les murs cloisonnés de nos maisons, à l'abri de toute influence du monde social, jugé dangereux pour la préservation de la fonction qui nous est impartie, celle de conserver et d'inculquer à notre société, le patrimoine culturel et national.

C'est pourquoi, nous femmes algériennes, nous nous sommes regroupées pour faire éclater les carcans qui empêchent la femme de se dire, de se raconter, de parler d'elle et de ce qu'elle pense de la féminité politique, juridique et sociale qu'on lui a attribuée, sans possibilité pour elle de faire entendre sa voix : car oser parler, c'est déjà exister, c'est déjà devenir une personne à part entière.

Aussi, nous sommes-nous regroupées dans un mouvement autonome, forme la plus efficace afin de mobiliser le plus possible les femmes algériennes, mouvement autonome qui devrait partir de nos besoins concrets et non de schémas pré-établis par les Institutions et les Lois.

Pour nous, la satisfaction des droits élémentaires des femmes ne prendra pas une forme organisée unique, mais des formes multiples, correspondant à la situation et aux aspirations spécifiques des femmes.

Nous ne constituons pas pour autant, LE mouvement des femmes, mais une expression de celui-ci, qui s'ajoute aux diverses expériences de groupes embryonnaires qui se créent dans le pays.

Nous voulons faire de ce mouvement, un cadre de débat, de réflexion et d'action, sur la question féminine et sur la condition générale de la femme algérienne, débat qui rejoint par sa dynamique, la mobilisation actuelle pour les droits démocratiques dans notre pays.

C'est pourquoi nous luttons.

- pour le droit au travail des femmes.
- pour l'abolition de la dot, de la polygamie, de la répudiation sous toutes ses formes.
- pour l'abolition de la tutelle parentale et maritale.
- contre la dévalorisation du travail féminin.
- contre la discrimination sexuelle quotidienne.

La redécouverte et la désaliénation de notre féminité, passe par là et est à ce prix...

Abstracts - Résumés

Fonction of language levels framed in egyptian social communication

by Amr Helmy Ibrahim

The « Arab » appellation has one origin, and one only : the language; the « Arabian nation » has been built on the status which has been attributed to those who did not speak it or those who refused to speak it. The only element of cultural identity, this language is fragmented with respect to the natural diglossy of the area.

Any nationalistic project is then subject to a reference to the language, being thus condemned to ambiguous objectives : is it advisable to have the inhabitants of an Arabian country identify themselves to the Arabs, or alternately induce the Arabs to see their Arabian status through that country ? The example given by the biggest of those countries, namely Egypt, is highly typical.

The author endeavours to define what could be the linguistic competence of an Egyptian and puts an emphasis on the problems derived from the delimitation of the working field and the socio-linguistic function of each « way of speech » observed in Egypt, then he tries to describe the consequence this situation may have on the feeling of cultural identity the Egyptians have, said feeling being considered by him organically linked to the practice of a mixture of languages.

By means of a socio-linguistic analysis of some of Nasser's then Sadat's addresses spread out on a wide period, the author is led to acknowledge the institutional dimension those addresses have brought to the Egyptian identity as it shows itself in the linguistic practice, since they are bringing together the fragmented discourses of Egypt upon itself. The President's speech mixes a vernacular discourse which takes over to daily conversation, the latter being modified in the process, with a vehicular discourse – in modern Arabic – in such proportions and such a manner that the system of each language « used » loses its homogeneity and a new speech is created in which Egyptians immediately identify themselves.

Les femmes palestiniennes et leur rôle dans la révolution

Nuha Abudabeh

Le mouvement féministe palestinien depuis le début du siècle est lié dans son développement aux phases de la lutte contre le colonialisme. Au féminisme de type occidental individuel, non organisé, a succédé dans la phase présente un féminisme s'exprimant par des mouvements tels que l'Union des femmes arabes.

La libération des femmes palestiniennes rencontrera bien des obstacles. Les femmes se heurteront à une extraordinaire hostilité de la part des hommes mais ne pourront ignorer que la fierté de ces hommes a été bafouée par des années de colonialisme. Elles devront combiner la conscience de leur oppression par les hommes à la compréhension de l'insécurité psychique de ces mêmes hommes. Les femmes palestiniennes ne peuvent repousser le combat féministe à la période qui suivra la libération du pays; elles devront inventer un féminisme socialiste répondant de façon plus adéquate que le féminisme occidental à leur propre situation.

The '29 crisis in North Africa

by Alain Sainte Marie

The international economic crisis follows in Maghreb a very particular pattern.

It enforces the economic dependency of colonization upon the mother country. The remedy is asked from the French State and its local representatives, through credit, taxation, reglementation. While the crisis is going on the temptation of an Imperial withdrawal can even be observed.

It puts the emphasis on a structural crisis of which the conscience was seldom felt, i.e. the colonization crisis on a whole : frailty of the economic prosperity, menacing demographic evolution, growing social tensions between the colonial element and the main part among Maghrebians.

Thus it is possible to induce, through a systematic analysis of the crisis aspects and repercussions, two long-term characteristics :

- absence of any economic development process.
- acceleration of the evolution toward decolonization.

Gramsci and the agrarian question

by *Christiane Veauvy*

Being the object of debates ever since the working movement was born, the agrarian question has been brought up by Gramsci in a wholly fresh perspective, rarely emphasized. He is the first to define peasantry as a « driving power of the revolution » and to show the theoretical and practical conditions of its active participation to the revolutionary process in Western Europe. In the first part of the article, the author rebuilds Gramsci's approach to the problem of workmen-peasants relations as it presents itself in Italy between 1916 and 1926. In a second part, she develops Gramsci's conceptual drive so that to give an account of the relations between the different strata of peasantry and other social groups, intellectuals in particular. The notions of leading role of the proletariat and of workmen-peasants alliance, dialectically linked inside the hegemonial concept, regain then their whole meaning.

In our time, when Gramsci appears indecipherable behind the various interpretations of his work, this article puts forward a series of elements of theoretical analysis for a renewal of research on Mediterranean peasantries and the deepening of Gramsci's theory derived from present questions.

The revolt of Iran – round table discussion

Abo-Hassan Banisadr, Claire Brière, Alain Chenal, Albert-Paul Lentin, Paul Vieille, interviewed by Etienne Bolo.

At the begining of November '78, « *Peuples Méditerranéens* » – « *Mediterranean Peoples* » – has brought together some people who, for various reasons, are interested in the revolt of Iran of the last months. Two journalists who experienced the most dramatic moments of this revolt report some facts which raise questions on various levels. A specialist of revolutionary movements in the Third-World, particularly in Moslem countries, gives a general analysis. An Iranian economist and politician relates the undertaking of total destructuration led by the Power on Iranian society during the last quarter of the century, and demonstrates in which conditions the Shi'ite Church has (again) become the main contestation pole of this power. Finally, a sociologist investigates the relations between the Shi'ite Church and the Iranian people.

L'Espagne et l'internationalisation du capital

Peter O'Brien

Juan Munoz, Santiago Roldan, Angel Serrano: *La Internationalization del capital en Espana*, Editorial cuadernos para el dialogo, Madrid, Mai 1978, 462 pp.

Ce livre est une contribution à l'analyse critique des relations entre les groupes hégémoniques à l'échelle mondiale et les groupes dominants nationaux au cours du processus d'internationalisation du capital, dans un pays qui a tenté de suivre le chemin du « capitalisme dans un seul pays » mais s'est vu obligé, il y a vingt ans, d'accepter l'investissement étranger dans des conditions très favorables à celui-ci. L'article souligne quelques éléments fondamentaux relatifs à l'appréciation du processus et à ses effets; il se poursuit par un examen de la méthodologie et du contenu du travail des auteurs. En conclusion, le texte propose quelques observations sur les contradictions futures possibles entre les besoins du capital transnational, d'un côté, et les objectifs d'un changement démocratique, de l'autre.

L'utilisation des documents préparatoires au recensement dans l'étude de centres de regroupement en Algérie

Keith Sutton

Les centres de regroupement en Algérie ont été étudiés de manière systématique peu après que l'armée française les eut créés dans un but de stratégie militaire contre le Front National de Libération. Depuis, les témoins de la survie de ces centres ne sont apparus qu'épisodiquement et pour des espaces restreints. Le manque de documentation nationale a rendu difficile l'étude de leur évolution. Récemment, les documents préparatoires établis en 1973 pour le recensement de la population de 1977 s'offrent comme source documentaire. Le contenu de cette documentation est décrit, un échantillon de centres de regroupement est constitué. L'analyse montre la survie générale de ces villages « temporaires ». L'article se termine sur les perspectives ouvertes par ces données de 1973 pour d'autres recherches.

Colloquy « The Woman, and Feminity in Maghreb » and Platform of the group « Algerian Women »

by Anne-Marie Lallement

During this colloquy, a group of young emigrated Algerian women has brought up the platform of their contest :

« ...Who has till now defined feminity in Algeria ? Who, apart from legal texts, political addresses, religious texts, papers and even quadriyearly Plan ? All this structure shaping at its will and according to its needs the said feminity. Even the UNFA, entirely created by this structure, is rather more proccupied by the organization of puppet congresses where to speak « woman » means to speak national edification, public health, security and needlework centers ».

Les articles paraissant dans
Peuples Méditerranéens
Mediterranean Peoples
sont analysés et indexés
dans :

Articles appearing in
Peuples Méditerranéens
Mediterranean Peoples
are annotated and indexed
in :

- *Bulletin Signalétique du C.N.R.S.*, 521 (Sociologie-Ethnologie), Paris, Centre National de la Recherche Scientifique.
 - *Geo-Abstracts* and *Ecological Abstracts*, Norwich, University of East Anglia.
 - *Historical Abstracts* and *America : History and Life*, Santa Barbara, American Bibliographical Center, Clio Press.
 - *Resumenes de Articulos Cientificos y Tecnicos*, Madrid, Instituto de Informacion y Documentacion en Ciencia y Tecnologia.
 - *Sociological Abstracts*, San Diego, International Sociological Association.
-

Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest

Fondée en 1930 par Daniel FAUCHER

TOME 49 — FASCICULE 1

JANVIER 1978

SOMMAIRE

BORDEAUX SE TRANSFORME

- P. BARRÈRE. — Le rôle de Jean Borde dans la géographie bordelaise (1 pl. photo.) 5-9
- J. PAILHÉ. — Les transformations de la composition sociale de la ville de Bordeaux (5 tabl., 4 fig.) 11-28
Recent changes in the social structure of Bordeaux.
- † J. BORDE et P. BARRÈRE. — Les travailleurs migrants dans la Communauté urbaine de Bordeaux (3 fig.) 29-50
Immigrants workers in Bordeaux.
- J. DUMAS. — Transformations industrielles et intégration de l'espace dans la Communauté urbaine de Bordeaux (6 tab., 1 fig.) 51-74
Industrial changes and spatial integration in the Urban community of Bordeaux.
- M. CASSOU-MOUNAT. — L'évolution récente des structures commerciales dans l'agglomération de Bordeaux (3 fig.) 75-98
Recent evolution of the trading equipments and structure in the agglomeration of Bordeaux.
- J. MARIEU. — Le conflit automobile-transports en commun dans l'agglomération de Bordeaux (3 tabl., 8 fig.) 99-122
Individual automobile transportation versus collective transportation net : an example in Bordeaux.
- CHRONIQUE. — Bordeaux-Le Verdon : dix ans d'évolution portuaire (S. Lerat), p. 123. — Le nouvel urbanisme (1 fig.), (P. Barrère et M. Cassou-Mounat), p. 133). — Recherches de géographie urbaine sur l'agglomération de Bordeaux (M. Cassou-Mounat), p. 140. — Les équipements sportifs dans l'agglomération de Bordeaux en 1977 (avec une carte h.t. en couleurs), (G. Mergoïl et J. Menaut), p. 149. — Le rôle de la Société de géographie de Bordeaux (1874) dans les premiers Congrès nationaux de géographie (1878-1896), (N. Broc), p. 150 123-155
- NOTES BIBLIOGRAPHIQUES. — Histoire du commerce bordelais (Ph. Roudié, S. Lerat), p. 157. — Un grand moment dans la formation d'une capitale régionale (L. Papy), p. 160. — Une thèse de géographie industrielle (S. Lerat), p. 162 . . 157-166

Prix du fascicule : 22 F

Sommario del n. 10-11
ottobre-novembre 1978

politica internazionale

Direttore responsabile
Giampaolo Calchi Novati

Capo redattore
Giancarlo Pasquini

Segretaria di redazione
Maresa Mura

Redazione: via del Tritone 62b, 00187
Roma; tel. 6792734/6792311. Ammini-
strazione e distribuzione: « La Nuova Ita-
lia » editrice, via Antonio Giacomini
8, c. p. 163, 50132 Firenze. Autorizza-
zione del tribunale di Firenze n. 1090
del 10 febbraio 1969. Abbonamento an-
nuo L. 14.000, estero L. 25.000, soste-
nitore L. 30.000, un fascicolo ordinario
L. 1.500. I fascicoli arretrati si vendono
a prezzo maggiorato. Versamenti sul
c/c postale n. 5/6261 Firenze. Spedi-
zione in abbonamento postale, gruppo
III. Stampa Iler, via G. Raffaelli 1,
00146 Roma.

Questo numero è stato chiuso
in tipografia il 15 ottobre

- 3 La riforma dell'ordine mondiale
Piero Bassetti

LA DIMENSIONE STORICA DEL SOTTOSVILUPPO

- 17 Continuità e modifiche del sistema neocoloniale in America
latina
Marcello Carmagnani
26 Classi e modelli istituzionali nelle società latino-americane
Gianfranco Pasquino
42 Colonialismo e dipendenza nell'Africa nera
Irma Taddia
54 Riflessi del sottosviluppo sulle strutture sociali e del potere
in Africa
Anna Maria Gentili
70 I meccanismi del sottosviluppo in Asia
Claudio Zanier

I CARATTERI DELLA DISEGUAGLIANZA INTERNAZIONALE

- 79 Un'analisi critica delle teorie del sottosviluppo
Umberto Di Giorgi
96 Internazionalizzazione del capitale e multinazionali
Massimo Micarelli
114 Aiuti allo sviluppo e cooperazione internazionale
Carlo Guelfi
126 Cause esterne e interne dell'inflazione nei paesi emergenti
Roberto Maurizio
145 Le materie prime e la dislocazione delle risorse
Eutimio Tillacós

GLI OBIETTIVI DELLA LOTTA PER LO SVILUPPO

- 155 Il difficile processo verso la liberazione economica
Giuseppe Leuzzi
170 Miti e realtà dell'industrializzazione
Salvatore Luciano
184 La centralità della questione agraria
Maurizio Tenenbaum
195 La controversa vicenda dei « cartelli »
Giancarlo Barbiroli e Gian Paolo Casadio
205 Costi e benefici del Fondo comune per i prodotti di base
Reginald H. Green
220 Le prospettive delle vie non capitalistiche
Lisa Foa
233 La sfida dell'ecosviluppo
Paolo Schmidt di Friedberg

COME USCIRE DALLA CRISI: L'OPINIONE DI QUATTRO ECONOMISTI

- 245 Ridurre tutte le disparità
Intervista a *Jan Tinbergen*
252 Quale alternativa alla dipendenza
Intervista a *Samir Amin*
258 Una rivoluzione che nasca dall'interno
Intervista a *Armando Cordova*
264 La civiltà dell'uomo alla prova
Intervista a *Aurelio Peccei*

dialectiques

REVUE TRIMESTRIELLE

n° 22, *démocratie*

pour la démocratie, le marxisme est en crise

Henri Weber, *eurocommunisme, socialisme et démocratie*

Yannick Blanc, *la révolution réformée*

Philippe de Lara et Yannick Blanc, *oublier Lénine*

Georges Labica, *Marx 78*

Critique-livres, *bibliographie*

*démocratie des gouvernants|démocratie des
gouvernés*

Lucien Sfez, *existe-t-il des décisions démocratiques ?*

Jean-François Corallo, *la politique est morte, vive la politique*

Marc Abeles, *la démocratie moléculaire ?*

Jean-François Corallo, *l'autogestion a ses raisons que l'Etat ne connaît pas*

Vincent Ambite, *l'autogestion à l'école, c'est possible*

Ce numéro a été rassemblé par David Kaisergruber dans le cadre du séminaire sur l'Etat et la démocratie qu'il anime à l'Ecole Normale Supérieure de Saint-Cloud.

REVUE TIERS-MONDE

Tome XIX, n°76, octobre-décembre 1978

Moïses IKONICOFF et Silvia SIGAL

L'Etat relais: un modèle de développement pour les sociétés périphériques?

Jean-Claude CHESNAIS

Population et commerce international

Education et Développement

Pierre JACQUEMOT

Le transfert de formation vers les pays en développement. Quelques aspects sociaux-économiques.

Georges et Christiane COURADE

L'Ecole du Cameroun anglophone: de l'école coloniale à l'école nationale.

Jean-Pierre JALLADE

Education et répartition du revenu en Amérique latine.

Ahmed MOATASSIME

Le statut de l'enseignement marocain

Marie ELIOU

La distribution des chances scolaires en Grèce.

Les Femmes et le Développement

Yvonne LEFEBVRE-MIGNOT

Les enjeux de la production domestique non marchande.

Sophie FERCHIOU

Place de la production domestique féminine dans l'économie familiale du Sud tunisien.

Bernard ROUX

Agriculture et déficit alimentaire à la Barbade

Wladimir ANDREFF et Abderrahman HAYAB

Les priorités industrielles de la planification algériennes sont-elles vraiment « industrialisantes »?

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Autour de la question palestinienne et syro-libanaise par Olivier CARRE.

ANALYSES BIBLIOGRAPHIQUES

Table générale du tome XIX (1978)

Direction-Rédaction

*Institut d'Etude du Développement Economique et Social, 58
Bd Arago 75013 PARIS (Tél. 336 23 55)*

Abonnements et vente

*Presses Universitaires de France, 12 rue Jean de Beauvais,
75005 PARIS (Tél. 033 48 03 - CCP PARIS 130269)*

Abonnements 1978, France: 112,00 F; étranger: 138,00 F

Abonnements 1979, France: 125,00 F; étranger: 150,00 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné :

Demeurant :

Code postal : Ville Pays

Souscrits un abonnement de un an ☐ de soutien ☐ ordinaire

à **Peuples Méditerranéens** à partir du numéro

Mode de règlement : ☐ Chèque bancaire à l'ordre de **Peuples Méditerranéens**,
adressé à **Peuples Méditerranéens**, B.P. 19.07/75 327 PARIS cedex 07

☐ virement à notre banque : Banque Nationale de Paris
Avenue de Breteuil, 75 015 PARIS. 30004/01924/00254660/92.

A le 1977.

Signature :

Conditions d'abonnement : (4 numéros) — (Francs Français).

Ordinaire : France : 90 Fr Étranger : 100 Fr

Soutien : 150 Fr 150 Fr

SUBSCRIPTION FORM

Name :

Address :

Postal Code and City : Country

Subscription for one year to **Mediterranean Peoples** ☐ Supporter rate ☐ Normal rate
beginning with number :

Payment : ☐ Bank cheque to the order of **Mediterranean Peoples**,
addressed to **Mediterranean Peoples**, B.P., 19.07/75 327, PARIS Cedex 07.

☐ Transfer to our Bank : Banque Nationale de Paris,
Avenue de Breteuil, 75 015, PARIS, 30004/01924/00254660/92.

☐ Invoice

Date :

Signature :

Subscription rate : (4 numbers) — (French Francs).

Ordinary : France : 90 Frs. Other countries : 100 Frs.

Supporter : 150 Frs.

Le directeur de la publication : Paul Vieille
N° d'inscription à la Commission paritaire des publications : 60.085

Composition Photogravure : *La Boutique à Signes* 14-16 rue des Petits-Hôtels 75010 Paris
Tél: 246 03 53 et 246 04 13

Impression : *Imprimerie Del* 45 rue Ganneron 75018 Paris
Tél: 627 36 78

The following French social scientists and authors have been active in launching **Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples** : Jacqueline Arnaud, Marie-Christine Aulas, François Benardais, Jacques Bérque, Etienne Bolo, Pierre Boisseau, Thierry Brun, Carmel Camilleri, Jean-Claude Chasteland, Serge Demailly, Wanda Dressler-Holohan, Guy Ducatez, Jacky Ducatez, René Dumont, Gilbert Grandguillaume, Serge Jonas, Bernard Kayser, Henri Lefebvre, Jean-François Leguil, Raymond Ledrut, Yvon Lemoal, Christian de Leusse, Michel Marié, Pierre Marthelot, Georges Montchaussé, Bernard Morel, Hubert Nyssen, Michel Oriol, Maurice Parodi, Elisabeth Picard, François Pernet, Georges Ravis Giordani, Maxime Rodinson, Marlène Shamay, Christiane Veauvy, Jean Viard, Pierre Vilar, Paul Vieille.

Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples is an international Journal opened to all those who are in agreement with the general critical orientation summed up in the presentation of the first issue. The composition of the Editorial staff to be progressively set up will reflect the diversity of the public it aims to attain.

The quarterly Journal **Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples**, is bi-lingual (French-English), each article being summarised in the other language of the Journal. Manuscripts sent to the Editors should not exceed 30 types pages about 360 words each. Written in French or in English, they should be made out in two copies, with a synopsis, if possible, in the other language, not exceeding 120 words.

| Subscription 1 year | France | Other Countries (French Francs) |
|---------------------|--------|------------------------------------|
| Normal | 90 | 100 |
| Supporter rate | 150 | 150 |

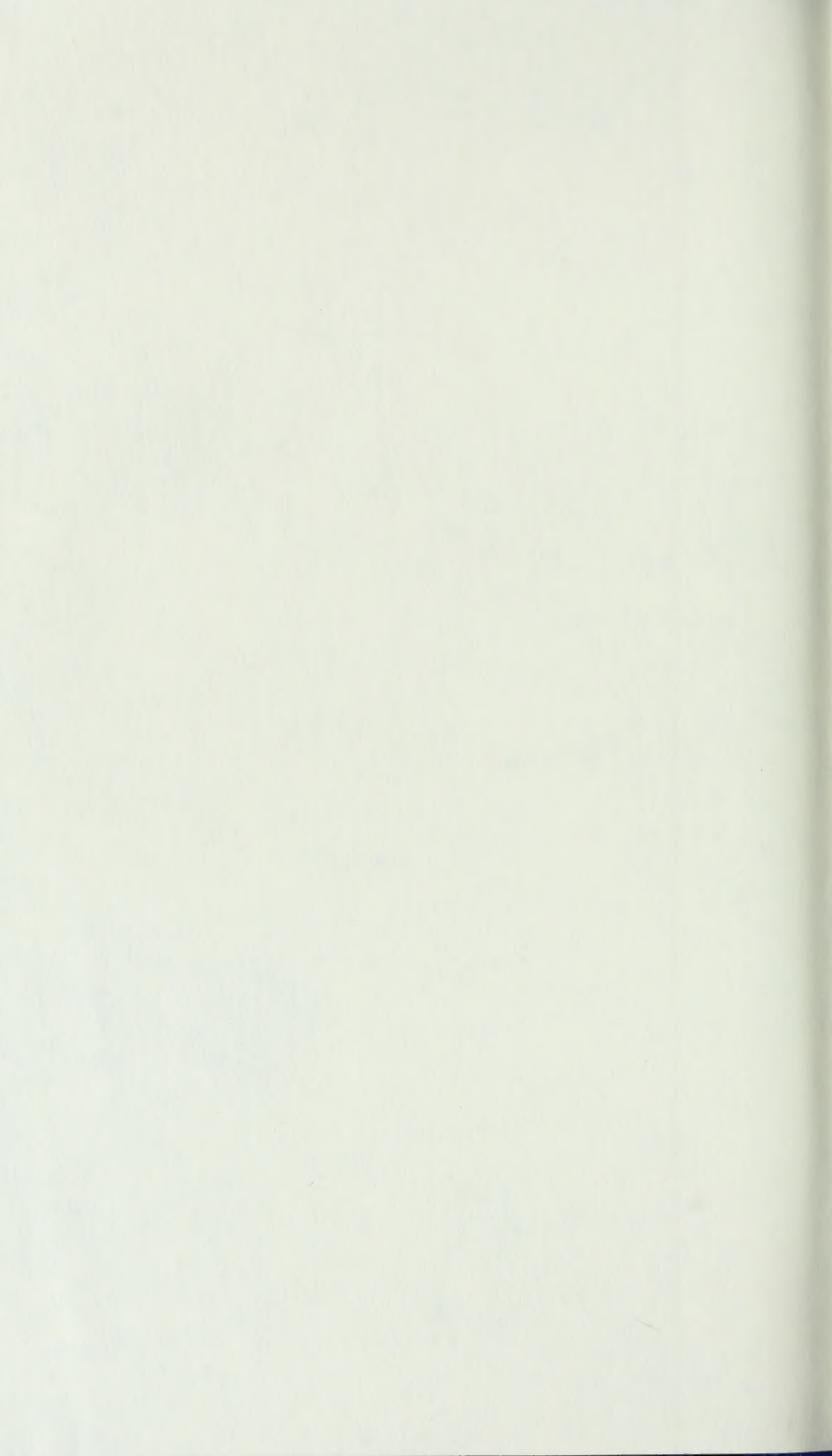
See on last page the subscription form.

One copy : 25 French Francs.

Editor, Management, Subscriptions :

B.P. 1907/75 327 Paris Cedex 07, Tel 567 01 41.

Director of the publication : Paul Vieille



HECKMAN
BINDERY INC.



MAR 96

Bound -To -Please® N. MANCHESTER,
INDIANA 46962

UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA



3 0112 084227286